LA FINLANDE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

LA FINLANDE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Le dossier S-32 du maréchal C. G. E. Mannerheim
Documents secrets de 1932 à 1949

Par
Erkki Hautamäki

présenté par
Valérie Devon

Didi18
Editions

Titre original finnois : *Suomi myrskyn silmässä: Osa 1. 1932-1940*
Titre de la version allemande (2020-2022) utilisée pour la traduction française : *Finnland im Auge des Sturms – Die Mappe S-32 von Marschall C. G. E. Mannerheim - Geheimdoku mente von 1932-1949*

Couverture : Didi18edition
Composition et mise en page Valérie Devon

Cet ouvrage est traduit à partir de la toute première traduction allemande.
Note sur l'édition allemande : il s'agit de la traduction de la partie 2 (2020), qui contient toutefois toutes les informations essentielles de la Partie 1 (2004). La 2ème partie est plutôt l'édition complète de l'auteur – l'état final de la recherche.
La « première partie » est donc obsolète !

©2024 Didi18edition
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18
Tous les droits sont réservés.
Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit ou utilisé
de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue de livres ou un journal scientifique.
Contact : valpop@didi18edition.com

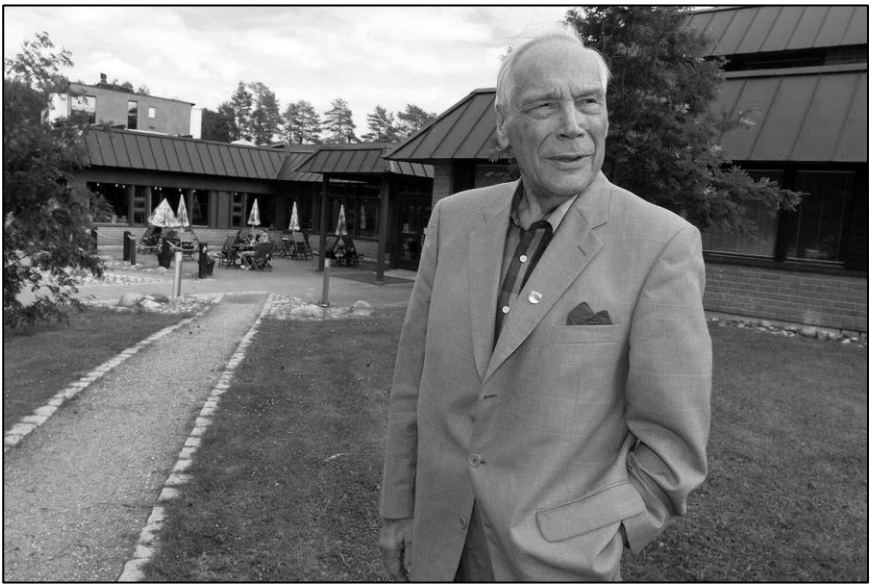
Ce livre est dédié à Vilho Tahvanainen, fervent patriote et agent du maréchal finlandais C.G .E. Mannerheim.

Les raisons de la défaite du monde libre le 8 mai 1945 :

1. La trahison
2. Le manque de scrupules de l'ennemi
3. La surpuissance de l'ennemi

Les Allemands ne doivent rien au monde – Le monde doit tout au Reich allemand !

Le traducteur allemand



Erkki Hautamäki
28 août 1930 – 5 septembre 2023

CONTENU

PROLOGUE **17**

INTRODUCTION **23**

CHAPITRE 1 ..... **45**

Développements politiques et militaires de 1919 à 1940 45

Angleterre/Grande-Bretagne – Allemagne impériale – Allemagne hitlérienne 46

Les États-Unis et Roosevelt – La Russie tsariste – L'Union soviétique 58

CHAPITRE 2 ..... **63**

Visite du colonel général F. Halder et salutations de Hitler 64

Mannerheim envoie son agent à Londres pour une rencontre avec Churchill. 65

Nouvelles importantes du Kremlin 66

Rencontre entre Hitler et les agents de Göring, le « colonel » Grassmann et Mannerheim 68

Mannerheim est prévenu 70

Des prises de position sont demandées à la Suède, à la Norvège et au Danemark. 73

Avis du Parlement 76

L'agent de Mannerheim et Ryti revient des pays nordiques 76

La société finlandaise et ses opinions au printemps/hiver 1941 78

L'agent de Mannerheim et Ryti revient de Londres 83

CHAPITRE 3 ..... **89**

Mannerheim interprète plus précisément les instructions de Churchill 91

Les Balkans et l'opération « Marita » 94

Le colonel Sainio et le colonel Raappana reçoivent une mission spéciale – Opération « Île sacrée ». 96

L'effondrement du front S dans les Balkans – L'armée rouge de Staline était-elle prête – Front E ?104

Proposition de Mannerheim au Président Ryti 108

CHAPITRE 4 ..... **111**

Le plan d'opération allemand « Barbarossa Trois » et la Finlande en 1941 111

Les évènements en Europe centrale et dans les Balkans 113

Conséquences de la guerre des Balkans sur l'évolution de la Seconde Guerre mondiale et sur la Finlande 117

L'évaluation de la situation par Staline et le plan d'attaque « Tempête éclair » (Aparatzija Geroza) . 119

Le « grand rêve » de Staline et la « mobilisation silencieuse » 120

I- Développement des ressources : 121

II- Le développement de l'armée rouge dans les années 1920 et 1930 : 122

Quel était l'objectif de l'Union soviétique sous Lénine, puis sous Staline, en militarisant la société soviétique? 124

Le premier plan quinquennal de Staline 1928-1932 124

III- L'Union soviétique se transforme d'une société agricole en un État industriel : 125

IV- Les bases de la mobilisation (Lkp.) développées pour l'armée rouge dans les années 1930-1940 : 126

La vitesse de mobilisation (Lkp) : 127

Mobilisation clandestine : 128

CHAPITRE 5 131

La situation en Finlande pendant les opérations allemandes dans les Balkans au printemps 1941 131

La réponse écrite de Staline est retardée Ryti et Mannerheim sont inquiets 131

Mannerheim envoie le général Talvela à une rencontre avec les dirigeants allemands 132

Le colonel Buschenhagen, le lieutenant-colonel Veltjens et le Ministre Schnurre, le 2 avril 1941 à Helsinki 133

Staline rompt enfin le silence – contact radio 4-5 avril 1941 136

Les dirigeants militaires et politiques finlandais sont confrontés à un choix difficile 139

Mannerheim apprend ce que pensent ses généraux 146

Le colonel Buschenhagen de retour à Helsinki 148

Le bataillon SS finlandais et Mannerheim 150

Les dirigeants malades des superpuissances 155

La Finlande et le maréchal Mannerheim 161

CHAPITRE 6 167

L'ultimatum de Hitler au Ministre Schnurre, envoyé spécial de Hitler à Helsinki 20-22.5.1941 167

Délégation d'officiers finlandais en Allemagne du 25 au 27 mai 1941 168

Le « colonel » Grassmann, envoyé spécial de Hitler, à Helsinki les 25 et 26 mai 1941 170

L'agent du maréchal revient de Londres début juin 1941 171

Du 2 au 6 juin 1941, le colonel Buschenhagen et le colonel Kinzel négocient avec des représentants militaires finlandais à Helsinki 175

La lettre de Hitler au Président Ryti et son ultimatum du 2.6.1941 176

Mannerheim clarifie l'opinion de ses généraux sur l'offensive de Leningrad 180

CHAPITRE 7 183

Staline s'exprime – confirmation écrite du 11.6.1941 – lettre de Mannerheim 184

La Finlande décide de ne pas s'engager avec l'Allemagne 193

La Finlande procède à une mobilisation « silencieuse » – Staline répond à la lettre de Mannerheim/Ryti 199

Quand la Finlande allait-elle procéder à une mobilisation générale ? 201

L'Allemagne est prête à attaquer à l'Est 202
La Finlande est au courant du pacte de guerre de Staline avec Churchill du 15 octobre 1939 204
CHAPITRE 8 207
L'Union soviétique lance des opérations militaires contre la Finlande le 22 juin 1941 210
Le Président Ryti et Mannerheim écrivent une lettre à Churchill le 24 juin 1941 211
Le « moment du loup » de Staline 218
Le lien entre Staline et Hitler 223
CHAPITRE 9 237
La préoccupation de Churchill et Roosevelt – l'Union soviétique ne doit pas s'effondrer 237
L'importance du pacte Molotov/Ribbentrop – Gagner du temps 241
Le combat des géants a commencé – 1941 243
La solution politique et militaire de la Finlande au printemps et à l'été 1941 – l'accord Mannerheim – Staline – Churchill 246
Le succès de la première phase de la campagne allemande à l'Est 1941- 1942 – la défaite finale de la deuxième phase 1943-1945 251
Chiffres des pertes des premiers jours de l'opération allemande Barbarossa 254
Les agents de Churchill et de Roosevelt à Moscou à l'été 1941, offrant leur aide. 254
Les Allemands aux portes de Moscou 255
Le « miracle » de Moscou – la décision pour la guerre ? 257
Hitler prend la direction de l'OKW / OKH – les commandants du front sont remplacés – novembre-décembre 1941 258
CHAPITRE 10 287
Situation sur le front finlandais 287
La Finlande retarde son invasion – La guerre allemande fait pression sur Mannerheim pour qu'il lance l'invasion – Que va faire l'armée rouge ? 290
Le deuxième ultimatum de Hitler 291
Chef du département de l'information du QG, capitaine Kalle Lehmus – Le maréchal Mannerheim et l'ordre du jour n° 3 296
CHAPITRE 11 299
La guerre de Continuation 25 juin 1941 – 19 septembre 1944 299
L'arrière-plan politique de la bataille décisive de la Seconde Guerre mondiale – (Front E) 1941-1945 310
La porte de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre pour les États-Unis d'Amérique et l'administration du Président Roosevelt 315
CHAPITRE 12 319
A – Étude des causes et des responsables des guerres 324
Le commerce international et la finance dans la politique de fond des guerres mondiales 325

Le traitement de l'Allemagne et de ses alliés après la fin de la Seconde Guerre mondiale 336
Collaboration entre le Président F.D. Roosevelt et Henry Morgenthau 1934-1945 339
Hitler parvient à stabiliser l'économie allemande – le « New Deal » de Roosevelt s'effondre sous le chômage 341
Une vengeance américaine de l'Ancien Testament contre l'Allemagne ? 345
Déclarations de guerre du Conseil juif mondial à l'Allemagne 1932-1933 346
La propagande de guerre, une « arme » dont l'effet se poursuit encore aujourd'hui 352
Le nouvel ordre mondial – le « règlement de comptes » de l'historien 356
Qui a finalement planifié et mené ces guerres, les a perdues ? 357
Qui est le gagnant de la guerre à la fin – qui est le perdant ? 357
Considérations sur l'architecture de guerre 358
B- Le concept de « domination mondiale » et le mythe de l'aspiration allemande à celle-ci 361
La domination mondiale, une arme puissante de propagande psychologique 362
Le modèle américain de domination mondiale – Dieu a choisi les États-Unis 363
Le modèle britannique de domination mondiale – « Un État comme le monde n'en a jamais vu » . 364
L'aspiration de l'Union soviétique à la domination mondiale 365
Allemagne – Hitler visait-il la domination mondiale ? 366

CHAPITRE 13 371

Pacte de guerre entre Churchill et Staline 15 octobre 1939 371
Raisons de la conclusion du traité de paix de Moscou le 13.3.1940 374
L'objet de notre étude : comment la paix de la Guerre d'Hiver a-t-elle été établie à Moscou les 12 et 13 mars 1940 ? 376
Accord secret de coopération entre l'Allemagne et l'Union soviétique 1936 378
Le secret et le destin de Paul Grassmann 1944-1947 382
Le pacte de sécurité européen de Staline et Hitler de 1936 384
Quel était le sort de l'autre côté, celui des représentants soviétiques ? 386
Quel est le contexte de l'accord entre Staline et Hitler de 1936 et son importance pour Staline ? 386
L'accord Staline / Hitler de 1936 et son importance pour Hitler 386
Quelle attention Hitler a-t-il portée à l'importance de ce pacte ? 387
Le sort des travailleurs immigrés 391
Automne 2008/Le maréchal Boris Mikhaïlovitch Chapochnikov ? 397
La guerre mondiale contribue à la révolution mondiale 402

CHAPITRE 14 408

Ambitions personnelles des dirigeants et buts de guerre cachés 408
France – Daladier poursuit la politique de Clemenceau / Poincare de 1919 à 1945 408
Angleterre – de Churchill, Ministre de la Marine, à Churchill, chef de guerre 410

Les États-Unis d'Amérique et leur évolution en tant que puissance financière 414
Le secret du billet d'un dollar américain le signe des Illuminati 419
L'impérialisme américain, fléau de l'humanité 422
La politique de guerre 1917-1919 du Président américain W. Wilson (1913-1921) 423
Pourquoi Wilson a-t-il déclaré la guerre à l'Allemagne impériale en mai 1917 ? 423
Guerre sous-marine 424
Déclaration de James A. Malcolm et de Balfour 427
Le Président Wilson fait entrer les États-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917. 428
La deuxième phase de la Première Guerre mondiale commence en 1917-1918. 429
La proposition de paix en 14 points de Wilson pour l'Allemagne 432
F. D. Roosevelt en tant que Président des États-Unis 1933-1945 434
L'Europe et les États-Unis 1919-1933 435
F. D. Roosevelt 1933-1945 435
Le programme d'aide Lend-Lease – le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ? 439
USA – Lend-Lease – Aide = argent et matériaux 440
Itinéraires de transport de l'aide américaine LL pour ses alliés 1941-1945 : 441
Aide américaine à l'Union soviétique en dollars américains à l'époque et en quantités de matériel de guerre important 444
Considérations finales – L'ego de Roosevelt – Relations avec Staline et l'Union soviétique 446
J. V. Staline et l'Union soviétique 1924-1953 449
Les préparatifs politiques et militaires, les objectifs, les plans (fronts N, M, S, E) et le calendrier des principales puissances belligérantes : 452
Les offres de paix documentées de Hitler à ses adversaires 454
Le premier monologue de Mannerheim à l'automne 1940 455
Postface de l'auteur à C. G. E. Mannerheim, maréchal de Finlande 460

ANNEXES 467

Annexe 1 : Télégramme du 5 juillet 1941 - Angleterre PM/AM 467
Annexe 2 : Télégramme 16.7.1941 - Angleterre PM/AM 468
Annexe 3 : Télégramme 22.6.1941 à Moscou 469
Annexe 4 : Télégramme 25.6.1944 – Churchill/Donner 470
Annexe 5 : Forces armées allemandes 21.6.1941 471
Annexe 6 : Forces armées soviétiques 21.6.1941 – « Aparatzija Geroza » 472
Annexe 7 : Pertes pendant la guerre de Continuation et la guerre de Laponie en Finlande et en Union soviétique d'après les statistiques des Archives des victimes de guerre 473
Annexe 8 : Directive n° 21 de Hitler « Cas Barbarossa » à la direction de l'armée du 18 décembre 1940 475
Annexe 9 : Proclamation du chancelier Adolf Hitler au peuple allemand du 22 juin 1941 484

Annexe 10 : Déclarations de guerre juives contre l'Allemagne 1932-1952 493
Annexe 11 : Lettre de Mannerheim à Hitler, 2 septembre 1944 496
Annexe 12 : Le deuxième monologue de Mannerheim le 23 janvier 1950 498
Annexe 13 : Hans Otto Donner – agent de Mannerheim 499
Annexe 14 : Réponse de Staline à la délégation culturelle finlandaise en octobre 1945. 501
Annexe 15 : Le message de Staline à Pekkala pendant la négociation de l'accord FCE en 1948. 503
Annexe 16 : Le toast de Staline à l'armée finlandaise en 1948 504
Annexe 17 : Lettre du Ministre allemand des affaires étrangères v. Ribbentrop à Staline du 13 octobre 1940. 507
Annexe 18 : Le commandement militaire finlandais pendant la dite « paix intermédiaire » 13.3.1940-25.6.1941 510
Annexe 19 : le « testament » de Lénine 20 janvier 1923 514
Annexe 20 : le front de défense de Leningrad 8-17 septembre 1941 516
Annexe 21 : avancée finlandaise 25 juin – 8 décembre 1941 517
Annexe 22 : attaques des forces soviétiques du 9 juin 13 août 1944 518
Annexe 23 : retrait allemand de Laponie à l'automne 1944 519
Annexe 24 : sources importantes et bons amis 521
Annexe 25 : Vilho Tahvanainen et le dossier S-32 de Mannerheim 524
Contrat de déclassification des documents de Tahvanainen : 530
Annexe 26 : l'auteur et sa lettre à Boris Eltsine du 23 janvier 1992. 531
Lettre de Hautamäki à Boris Eltsine 534
Littérature et documents 555

Dossier S-32
Partie II
Années 1941-1949

PROLOGUE

La Seconde Guerre mondiale (en Europe) s'est terminée au printemps 1945. On se réveilla d'un cauchemar dont on ne pouvait même pas estimer le coût en termes de destruction matérielle et de pertes humaines. L'Allemagne, le cœur de l'Europe, n'était plus qu'un tas de ruines fumant. Le national-socialisme avait été écrasé, le bien avait triomphé du mal et la paix était enfin revenue. Et de fait, les méchants vaincus ont dû se rendre sans faire de compromis.

La parole du vainqueur faisait désormais force de loi, et son interprétation des causes de la guerre et des responsables, donc des coupables, restait la seule vérité envisageable pour l'avenir. Dans le même temps, toute culpabilité ou faute était effacée de leur propre ardoise. L'entière responsabilité de la folie et des crimes de guerre reposait uniquement sur les épaules des vaincus, même si des atrocités ont été prouvées par la suite à des degrés divers chez tous les participants.

Les procès-verbaux des procès de Nuremberg sont devenus le récit historique des vainqueurs. Non seulement dans le sens où les accusations étaient fausses ou falsifiées, mais aussi dans le sens où les accusés n'ont pas eu la possibilité de se défendre contre de fausses et/ou peu convaincantes accusations. En 1953 et à nouveau en 1990, la République fédérale d'Allemagne a dû s'engager par contrat à maintenir à l'avenir, dans toutes ses composantes, le récit de l'histoire des vainqueurs consigné dans le jugement des procès de Nuremberg. Réciproquement, certaines opérations menées par les Alliés pendant la guerre sont considérées comme de véritables exploits.

Certains de ces exploits, les crimes de guerre commis par les Alliés, sont, pour n'en citer que quelques-uns : le meurtre de masse d'officiers polonais par les Russes à Katyn au printemps 1940 ; les terribles attentats terroristes à la bombe de Hambourg (opération Gomorrhe 24 juillet – 3 août 1943) et de Dresde (bombardements aériens 13/14 février 1945) par l'Angleterre et l'Amérique ; la cruauté envers les prisonniers de guerre allemands par les Américains (Rheinwiesenlager/Eisenhower) et les Russes (camps pénitentiaires sibériens/Goulag) ; et le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki en août 1945 qui compte parmi les pires génocides qu'ait connu notre humanité.

Avec le temps et un changement de climat politique, les restrictions ont

été levées et les chercheurs ont eu accès à des fichiers jusque-là inaccessibles, nous permettant ainsi de voir les rapports authentiques sous un autre angle. Il s'est alors avéré que la vérité du vainqueur avait été établie à bien des égards par la falsification, la dissimulation de documents, la suppression de preuves voire, le mensonge.

Pendant plus d'un demi-siècle, nous avons été sciemment soumis à un conditionnement cérébral visant à associer tout le mal dans le monde à Hitler et au peuple allemand. Ce mal, constamment et religieusement ressassé dans la presse, la littérature, le théâtre, le cinéma, la musique, la radio et la télévision, a extrêmement pesé sur notre capacité de jugement quant aux causes et aux évènements réels de la Seconde Guerre mondiale. Il doit être clair que de terribles crimes contre l'humanité ont été commis des deux côtés de la guerre. Les crimes de guerre commis par les alliés occidentaux et en particulier par la Russie sous la direction de Staline ne peuvent être niés. Le comportement des Marocains qui servaient dans l'armée française juste après la fin de la guerre en 1945 dans la région de Stuttgart est connu. Les viols de femmes allemandes sans défense ont été perpétrés par les Britanniques et les GI's américains dans leurs zones d'occupation. Ce livre ne traitera cependant pas de ces sujets, car ils sont connus et documentés.[1]

Les plus grandes nations ont affiché un mépris impitoyable envers les nations plus petites et leur droit à rester neutres. *La Finlande dans l'œil du cyclone* révèle dans leur intégralité les accords secrets, les intrigues politiques, les tromperies et une chaîne d'évènements inimaginables qui ont conduit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et finalement à son terme.

Hitler en Finlande – à gauche, le maréchal Mannerheim, à droite, Risto Ryti(2), alors Président de la Finlande.

Même la Finlande, petite république et démocratie nordique, a été attirée sans le savoir dans cette frénésie guerrière des grandes nations. La Finlande a toutefois eu la chance d'avoir comme chef militaire et politique, durant ces années tumultueuses, une personnalité d'une grande clairvoyance et d'une grande détermination en la personne du maréchal Mannerheim. Il a bénéficié d'une longue expérience de la politique

[1] [NdT française : lire *Tempête diabolique* (Hellstorm) de Thomas Goodrich, didi18edition.com]

internationale et d'un réseau de contacts sur lequel la Finlande a pu construire les alliances militaires et politiques qui ont sauvé le pays.

Pendant la Guerre d'Hiver (30 novembre 1939 – mars 1940), le maréchal Mannerheim, après avoir obtenu des détails sur un accord secret entre les puissances occidentales et l'Union soviétique visant à détruire l'Allemagne, prit avec les dirigeants politiques finlandais des décisions fondamentales qui empêchèrent la nation finlandaise, et peut-être tous les pays nordiques, de se transformer en un vaste champ de bataille.[3]

Dans les années Vingt, Ryti a noué des contacts internationaux avec le monde bancaire de Scandinavie ainsi qu'avec la Grande-Bretagne et les États-Unis. En 1934, il a reçu « l'honneur britannique » en raison de ses grands services rendus aux relations anglo-finlandaises et a été nommé « Knight Commander of the Royal Victorian Order (KCVO) ». Le *Wall Street Journal* a publié des articles enthousiastes à son sujet. En raison de sa politique économique similaire (étalon-or), et de son excellente connaissance de l'anglais, il avait d'excellentes relations avec les soldats de Rothschild comme Montagu Norman le dirigeant de la Banque d'Angleterre et d'autres dirigeants de banques centrales. *« ...En fait, Ryti pouvait régulièrement appeler les dirigeants de la Banque d'Angleterre lorsqu'il voulait discuter de politique économique ou financière avec eux »* (Martti Turtola, *Risto Ryti : A Life for the Fatherland*). Il est indéniable que Ryti a été un personnage important de la politique des années Trente, jusqu'à l'entreprise Barbarossa, que le Finlandais a qualifiée de guerre de continuation – en référence à la Guerre d'Hiver 1939/40. Le discours qu'il a prononcé à l'époque au début de l'Opération Barbarossa a suscité un vif intérêt :

> *« ... Les forces armées de la grande et puissante Allemagne, sous le commandement du chef génial, le Chancelier Hitler, combattront avec succès côte à*

[2] (Note du traducteur allemand : Risto Heikki Ryti, cinquième Président de la Finlande de 1940 à 1944, a commencé sa carrière politique dans le domaine de l'économie. Il a noué de nombreux contacts internationaux dans le monde bancaire et dans le cadre de la Société des Nations. En 1921, Ryti, âgé de 32 ans, est nommé Ministre des finances dans le gouvernement de Juho Vennola. Il occupera ce poste à deux reprises jusqu'en 1924. En 1923, le Président Kaarlo Juho Ståhlberg le nomma président de la Banque centrale de Finlande, poste qu'il conserva jusqu'à sa nomination au poste de Premier ministre en 1939, malgré sa démission du poste de Ministre des finances en 1924. La Banque centrale de Finlande est la quatrième plus ancienne banque centrale du monde. C'est là que tous les voyants rouges se mettent à clignoter autour de moi. Dès 1912, il obtient ce qu'on appelle un « Master of Law » et part en 1914 à Oxford pour y étudier le droit maritime, ce que j'appelle le droit commercial. Le déclenchement de la guerre en 1914 l'a contraint à retourner en Finlande).

[3] (Note du traducteur allemand : dans ce contexte, il faut également mentionner les dossiers de « La Charité ». Entre 1945 et 1951, plus de 4 000 000 d'Allemands sont morts, alors que cela aurait pu être évité grâce aux possibilités d'assistance et de soins médicaux dont disposaient les Alliés ! Cette aide a été délibérément refusée. Pourquoi, selon vous ? (Sources à ce sujet : *Verschwiegene Schuld* et *Morts pour raisons diverses* de James Bacque).

côte avec nous contre les forces armées de l'Union soviétique qui nous sont familières. En outre, certaines autres nations ont lancé des opérations militaires contre l'Union soviétique et forment un front continu qui s'étend de l'Atlantique Nord à la mer Noire. Dans ces circonstances, l'Union soviétique n'est pas en mesure d'opposer à nos forces de défense la supériorité écrasante qui a rendu nos combats défensifs si désespérés à l'occasion précédente. En cette occasion, l'Union soviétique est engagée dans des batailles égales en nombre, dans lesquelles le succès de nos propres opérations de défense est garanti...

Citoyens ! Des siècles ont montré qu'une paix durable ne pouvait pas être atteinte dans ce lieu que le destin a donné à notre peuple. Depuis toujours, nous sommes confrontés à des pressions venues de l'Est. Pour réduire cette pression, pour détruire cette menace éternelle, pour assurer une vie heureuse et paisible aux générations futures, nous prenons maintenant les armes. Et à cette occasion, notre capacité à changer le cours des choses est peut-être plus grande que jamais. Le Seigneur du Destin, entre les mains duquel repose la vie de notre peuple, nous guide et mène notre combat vers la victoire finale... »

Ce discours fut ensuite utilisé contre lui lors des procès pour responsabilité de guerre auxquels il dut faire face. Au printemps 1943, Ryti a commencé à préparer la conclusion de la paix avec l'Union soviétique. Des négociations furent entamées avec les Russes via Stockholm/Suède. Les exigences de ces derniers étaient très proches d'une capitulation sans conditions et provoquèrent des dissensions en Finlande. Ces exigences étaient irréalisables pour le gouvernement de Ryti. Le gouvernement finlandais a alors rédigé une loi interdisant l'acceptation de cette demande. Les Finlandais espéraient que l'Union soviétique conquerrait d'abord l'Allemagne avant de mettre fin au conflit avec la Finlande. Cependant, ils ne mirent pas ce conflit de côté.

La Finlande était prise entre deux feux : d'une part, elle ne voulait pas froisser son frère d'armes allemand (il y avait encore des troupes allemandes en Laponie), d'autre part, la puissance militaire soviétique oppressante était à l'œuvre avec une contre-offensive qui aurait anéanti la Finlande. En Allemagne, on n'avait bien sûr aucun intérêt à ce que les Finlandais fassent une paix séparée avec l'Union soviétique, ce qui a conduit le Ministre des affaires étrangères von Rippentrop à effectuer une visite inattendue en Finlande, au cours de laquelle l'« accord Ryti-Ribbentrop » a été conclu. Un chef-d'œuvre de fausseté qui, dans l'histoire de cette planète, ne se reflète que dans la « perfide Albion », la politique étrangère de l'Angleterre. Nous connaissons en effet les mensonges et la fidélité aux traités de cette élite qui préside depuis des siècles aux destinées de la politique étrangère anglaise. C'est exactement de la même manière, sous le même habillage, que se

présente « l'accord Ryti-Ribbentrop » du côté de Rist Ryti.

Ribbentrop se rendit à Helsinki en juin 1944 avec pour mission de convaincre le gouvernement finlandais de reconnaître l'alliance. Après des tentatives d'évitement de Ryti, qui demanda conseil à Mannerheim sur l'importance du soutien allemand, Ryti remit à Ribbentrop une lettre à l'intention de Hitler dans laquelle il reconnaissait l'alliance. L'aide en armes, le soutien aérien et les céréales en provenance d'Allemagne étaient ainsi garantis. En échange, les Finlandais ne devaient pas conclure de paix séparée avec l'Union soviétique. Après que les troupes germano-finlandaises eurent réussi à stopper l'armée rouge grâce à l'aide de Hitler, Ryti démissionna pour des raisons de santé.

La manœuvre avait pour but de ne pas devoir respecter le contrat avec Ribbentrop. Ryti a habilement rédigé le contrat au niveau personnel, et non au niveau de l'État et sans l'approbation du gouvernement. Ici, deux points de vue sur le traité sont devenus clairs. Pour les Allemands, l'accord de ne pas conclure de paix séparée était toujours valable. Pour les Finlandais, le traité n'était cependant qu'une assurance entre deux personnes. Le Président Mannerheim, nouvellement élu par le Parlement, n'était pas lié par le traité au Reich allemand. Hitler tenta de lier Mannerheim à lui par un dernier acte, le félicitant pour sa victoire aux élections. Mais le vieux général engagea des négociations de paix avec Moscou. L'armistice entre la Finlande et l'URSS fut conclu le 17 septembre 1944, et les frontières fixées existent encore aujourd'hui. La Finlande a ainsi pu mettre fin à la guerre dès la mi-septembre 1944.

Les soldats allemands étaient toujours en Laponie. Selon les accords de paix conclus avec l'URSS, les Allemands devaient être désarmés ou vaincus. Le maréchal Mannerheim voulait que ses anciens « frères d'armes » partent pacifiquement. Dans une lettre adressée à Hitler, il souligna le soutien utile et promit de ne jamais prendre les armes contre les Allemands. La lettre ressemble à des excuses. Mannerheim déclare avoir le devoir de faire sortir son peuple de la guerre. Avant même l'expiration du délai, les troupes du sud furent retirées du pays. Les Allemands stationnés au nord n'ont pas pu être évacués dans ce court laps de temps.

Plus de 200 000 soldats de la Wehrmacht se trouvaient sur le territoire finlandais après l'expiration du délai. Ils ont d'abord été poussés devant eux par l'armée finlandaise, sans aucune action de combat, jusqu'à ce que de violents combats aient lieu en octobre et novembre 1944 à Kemi, Rovaniemi et Tornio. Les vainqueurs de ces affrontements ne peuvent plus être déterminés. Une petite unité a finalement suivi les Allemands jusqu'à la

frontière de la Laponie. Pour les Finlandais, ce dernier acte de guerre était important pour garantir le respect du traité de paix. Sans échange de coups de feu, la Finlande aurait dû faire face à l'accusation de non-respect du traité. Ce n'est qu'en agissant activement contre les Allemands que ce reproche tant redouté a pu être évité.

La situation géopolitique de la Finlande a joué un rôle central dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale. En tant que pays autonome positionné entre les Alliés, l'Union soviétique et le IIIe Reich, elle devait assurer sa propre existence et était certainement exposée à une infiltration permanente des criminels de guerre anglo-américains. De même que la Pologne a été induite en erreur par l'Occident en 1939 avec la phrase où il était question d'une « Grande Pologne », et que des politiciens corrompus lui ont menti et l'ont trompé, la Finlande a subi, d'une certainre manière, le même traitement alors qu'on lui laissait miroiter la création d'une nouvelle Finlande, la « Grande Finlande » avec l'Estonie et la Hongrie.

Pendant la guerre froide, la Finlande a évité de prendre parti et a opté pour une stricte neutralité. Après l'effondrement de l'Union soviétique, Helsinki s'est toutefois rapidement orientée vers l'Ouest, a adhéré à l'Union européenne et a également introduit l'euro. La Finlande a toutefois refusé d'adhérer à l'alliance militaire transatlantique OTAN, et ce jusqu'à aujourd'hui, ce qui est une bonne chose.[4]

[4] [NdT : Le 15 mai 2022, la Finlande annonce officiellement que le pays enverra une demande afin d'adhérer à l'OTAN, demande qui est finalement envoyée le 18 mai 2022. Le 1er mars 2023, le Parlement de Finlande approuve par vote une loi autorisant en avance l'entrée du pays dans l'OTAN par 184 voix pour et 7 contre.]

INTRODUCTION

Comme nous l'avons vu dans la Partie I du livre[5] (*La Finlande dans l'oeil du cyclone*), les évènements qui ont conduit à la Seconde Guerre mondiale ont également leurs « racines » dans des décisions politiques antérieures prises par les grandes puissances. Il s'agit sans aucun doute du traité de Versailles, qui a mis fin à la Première Guerre mondiale. Les principaux vainqueurs de la guerre ont été ceux qui ont créé un « front invisible » important et efficace entre 1914 et 1918 : l'Angleterre, la France et les États-Unis.

Cela reposait sur leur exploitation des médias mondiaux (presse et médias de l'époque), façonnant progressivement non seulement les perceptions des propres citoyens des pays belligérants, mais aussi celles des peuples neutres, faisant porter à l'Allemagne impériale l'unique responsabilité de leurs souffrances. Au cours de la guerre, avec leur propagande mensongère d'horreur, les puissances victorieuses ont créé une image de leurs adversaires à ce point inhumaine que même un vainqueur mettant fin à la guerre n'aurait pu changer cette image haineuse et abjecte de l'ennemi. Dans cette guerre de propagande invisible, divers et nombreux facteurs ont fait que l'Allemagne, à l'époque, sans l'aide des autres pays était perdue.

Les vainqueurs – si tant est qu'il y en ait dans ces évènements primitifs de l'humanité – n'ont plus eu le courage, une fois la paix rétablie, de faire le ménage dans leur propagande souvent très glauque. La propagande menée depuis des années, souvent épouvantable et accusant à tort l'adversaire, avait pour conséquence que la masse des citoyens nourrissait désormais un désir de vengeance et de culpabilisation sans frein. La République de Weimar, née sur les ruines de l'Allemagne impériale, aurait dû continuer à payer les frais de guerre de tous les pays vainqueurs impliqués dans la guerre. (« *Faites payer l'Allemagne* », « *Laissez les payer* », « *Le Boche payera* »).

C'est l'Angleterre qui, dès le début de la guerre, a tenté de s'agiter énergiquement pour mettre toute l'opinion publique mondiale de son côté (ce que l'on appelle la « presse jaune » de Northcliffe). L'entrée en guerre pour soi-disant sauver la petite Belgique était un point de départ bienvenu pour la future propagande de guerre. Après tout, l'Angleterre contrôlait entre autres

[5] [NdE française : comme indiqué à la page 4, le traducter allemand explique qu'il s'agit de la traduction de la partie 2, qui contient toutefois toutes les informations essentielles de la Partie. La 2ème partie est plutôt l'édition complète de l'auteur – l'état final de la recherche. La « Partie I » est donc obsolète !]

les câbles d'information qui passaient sous la mer en direction de l'Amérique, de sorte que seules les informations sur la situation en Europe qu'elle avait sélectionnées et acceptées étaient transmises à l'Amérique. De plus, avec sa flotte, elle contrôlait les mers du monde et les liaisons avec toutes les capitales mondiales. En outre, elle disposait déjà du langage en usage dans le monde en général.

Les Anglais savaient également comment tirer le meilleur parti de ces avantages. Le bureau de propagande de guerre mis en place dès le début de la guerre (1914) a été efficace. L'Angleterre s'efforçait de convaincre les territoires de son empire et le reste du monde de la noblesse et de l'altruisme de son propre effort de guerre. La légitimité de leur cause dans leur combat pour l'humanité et la civilisation envers l'humanité entière contre la prétendue criminelle Allemagne impériale – ces « Huns » et ces sauvages.

L'Angleterre affirmait déjà à l'époque que l'Allemagne voulait asservir tous les peuples du monde (voir la Seconde Guerre mondiale et Churchill). Cette propagande a fini par être acceptée presque partout dans le monde. L'aspect ironique de cette calomnie réside dans le fait que la victime de cette calomnie – l'Allemagne – était à l'époque un leader mondial tant sur le plan culturel que technologique. En fait, la forte pression exercée sur l'Amérique, associée à la propagande de l'horreur, a finalement conduit le président Wilson à entraîner les États-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917 et à influencer de manière décisive son issue.

Les raisons de cette « croisade européenne » étaient finalement assez inhabituelles, car il n'y avait aucun conflit territorial, diplomatique ou commercial entre l'Allemagne et les États-Unis. Il s'agissait maintenant aussi bien de mensonges que de provocations organisées (par ex. S/S Sussex, S/S Lusitania, cf. les tirs de Mainila en 1939). En ce qui concerne l'objectif principal, à savoir le remboursement des crédits de guerre à l'Angleterre, à la France et à la Russie, les milliardaires financiers juifs de la banque centrale américaine, la FED (Federal Reserve Bank, pp. 419-422) ne laissaient aucun répit au Président Wilson.[6] L'une des raisons en était probablement la reprise par l'Allemagne de la guerre sous-marine sans restriction (1917), que l'Allemagne avait réduite à l'insignifiance en 1915 sous la pression américaine pour sa propre conduite de la guerre. Cette contre-mesure efficace, qui visait avant tout à briser le blocus maritime développé par la marine britannique, mena de manière prévisible

[6] (Lindbergh, 2005) L'appel à l'aide de l'Angleterre aux États-Unis et la propagande de la terreur ont finalement convaincu le Président Wilson d'entrer en guerre pour sauver l'Angleterre et la France.

l'Angleterre au bord de la famine et de l'effondrement, car elle deviendrait bientôt totalement dépendante des importations étrangères. La longue limitation de la guerre sous-marine avait cependant été une erreur fatale pour l'ensemble de l'effort de guerre allemand. Après l'entrée en guerre des États-Unis, une paix de compromis ne présentait plus d'intérêt ni pour la France ni pour l'Angleterre.[7]

L'Allemagne accepte un armistice et s'appuie sur le plan de paix en 14 points de Wilson.

L'Allemagne impériale avait adopté un armistice le 11 novembre 1918 pour mettre fin à la Première Guerre mondiale et pensait que le plan en 14 points du Président américain W. Wilson était la base d'un futur traité de paix. Cette présentation comprenait toutes les possibilités de créer un monde nouveau et meilleur, d'éliminer les injustices entre les peuples et d'instaurer une paix humaine par un bon consensus. C'est sur cela que comptaient les Allemands lorsqu'ils ont accepté l'armistice, et ils ont finalement été amèrement déçus. Malgré les supplications allemandes, les « vainqueurs » refusèrent de lever leur blocus maritime, ce qui entraîna une grande famine parmi la population civile allemande. Les vainqueurs refusèrent également de rendre les prisonniers de guerre qu'ils avaient faits, mais exigèrent le rapatriement immédiat de leurs propres prisonniers de guerre faits par l'Allemagne. Les vainqueurs exigeaient en outre que l'Allemagne cède immédiatement la majeure partie de ses armes et de son matériel de guerre, des denrées alimentaires à usage civil et une grande quantité de moyens de transport. La marine et la flotte marchande capable de naviguer devaient être remises aux vainqueurs, et une armée de millions de soldats envahit le territoire allemand en quelques semaines. « Malheur au vaincu ! »

Les vagues de la colère et de la vengeance ont obscurci la pensée rationnelle des pays victorieux, sous laquelle les représentations objectives et humaines de Wilson ont été enterrées car trop idéalistes. Dans l'intérêt du progrès futur et surtout pour préserver la paix mondiale, Wilson créa toutefois une organisation internationale particulière, la Société des Nations. Celle-ci garantirait à tous les États, grands ou petits, l'indépendance et la sécurité des frontières. Il était toutefois clair dès le départ que la Société des Nations serait dirigée et contrôlée par les « grands États vainqueurs » (l'Angleterre, la France, l'Italie et la Belgique, avec l'aide des nouveaux États

[7] Lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, le Président américain de l'époque, F. D. Roosevelt, n'a pas rencontré d'obstacles similaires pour impliquer « officieusement » les États-Unis dans la guerre dès le début.

avides de butin que sont la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie). La signature du traité de paix de Versailles (28 juin 1919) a complètement détruit la confiance de l'Allemagne (République de Weimar) dans l'égalité et la justice des peuples de Wilson.

Une « paix de vengeance » choquante était née, semant déjà les graines de la Seconde Guerre mondiale.

L'Allemagne a fait entendre sa voix. Lors d'une réunion du cabinet le 12 mai, le Ministre-président Scheidemann déclara la proposition inacceptable. Et dans un discours public le soir même, il ajouta les paroles prophétiques suivantes sur la nouvelle démocratie allemande : *« Une main qui signerait un tel traité devrait se dessécher ».*

La main a été enchaînée ! Rien d'autre n'a été envisagé par les vainqueurs.

Un autre soldat allemand, totalement inconnu, se remet de blessures subies lors d'une attaque au gaz dans un hôpital de campagne au début de l'été 1919. Son nom est Adolf Hitler, un garçon qui a décidé de devenir un homme politique.[8]

La carte de l'Europe a été redessinée arbitrairement par les vainqueurs. La monarchie austro-hongroise a été anéantie et l'Empire allemand mutilé, laissant près de dix millions de ses habitants sous domination étrangère en Europe. La Turquie, qui combattait aux côtés des puissances centrales, a également dû céder ses vastes territoires du Moyen-Orient à l'Angleterre et au Pays de Galles. Après avoir réglé en bonne et due forme leurs différends sur les territoires qu'ils avaient repris, et après que la France se soit finalement installée en Syrie, l'Angleterre s'est emparée de la plus grosse part de la prise, le pétrole du Moyen-Orient.[9]

La région la plus intéressante était toutefois la Palestine. Cette ancienne patrie juive[10] était habitée par des Arabes et faisait partie du territoire syrien. Lors des négociations de partage entre l'Angleterre et la France, lorsque le butin de la Turquie a été réparti, cette région est donc revenue à l'Angleterre.[11]

---

[8] (Christensen, 1936)

[9] La Mésopotamie (aujourd'hui l'Irak), la Perse (aujourd'hui l'Iran), l'Arménie (reprise plus tard par l'Union soviétique), l'Arabie saoudite (où, comme dans d'autres soi-disant mandats, les Britanniques ont mis en place leurs propres dirigeants fantoches).

[10] Ici, l'auteur commet une erreur historique. Israël Finckelstein : *« Aucune trace historique de juifs en Palestine ! ».* Question posée à Al-Ruabaiee : *« Mais pourquoi les récits historiques disent-ils que l'incident de l'asservissement babylonien a eu lieu en Palestine ? »* Réponse de Al-Ruabaiee : *« La raison en réside dans le monopole (...), qui fut par la suite utilisé dans le récit sur l'Holocauste comme une continuation de la persécution historique des juifs, renforçant ainsi leur rôle comme victimes historiques. »* http://w41k.com/59227

[11] La déclaration du Ministre britannique des affaires étrangères Balfour du 2 novembre 1917.

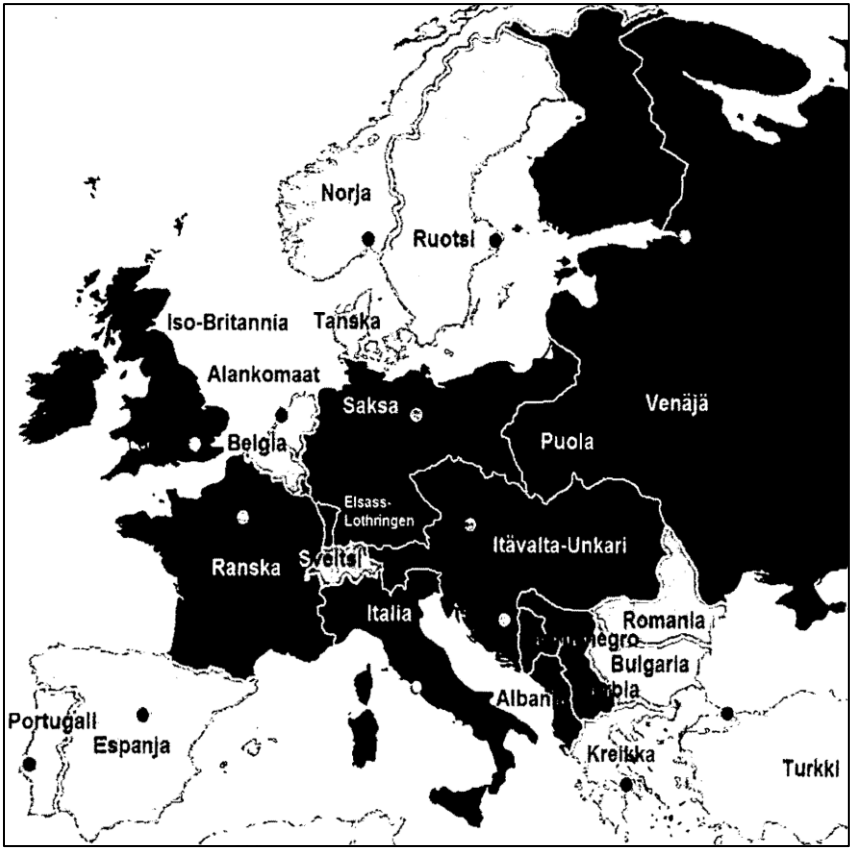
De grands changements ont également lieu sur le flanc est de l'Europe. L'Empire tsariste russe s'effondre en 1917 à la suite d'un coup d'État initié par Lénine, et de nombreux États dits « frontaliers », dont la Finlande, aspirent à l'indépendance. La superpuissance marxiste-léniniste « rouge », qui s'autoproclame Union soviétique (1922), met cependant tout en œuvre pour garder le contrôle des petits États de l'ancien empire tsariste.

Même cela n'a pas suffi, et un grand nombre de tentatives de coup d'État dirigées par des communistes ont eu lieu en Europe et au-delà, encouragées et menées par la puissante agitation de Moscou. Elles furent cependant très vite repoussées et étouffées par leur propre impossibilité. Il devint cependant évident que la République de Weimar, liée par les « entraves économiques » de Versailles, deviendrait le centre de la plus grande et de la plus potentielle révolution communiste au cœur de l'Europe dans les années qui suivraient l'éclatement de la récession mondiale. On peut peut-être trouver quelque chose de positif dans les nouveaux États-nations indépendants qui sont « nés » à Versailles, car la plupart d'entre eux ont été libérés de la domination d'un pouvoir dominant. (Pologne, États baltes, Finlande, Hongrie, Autriche, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).

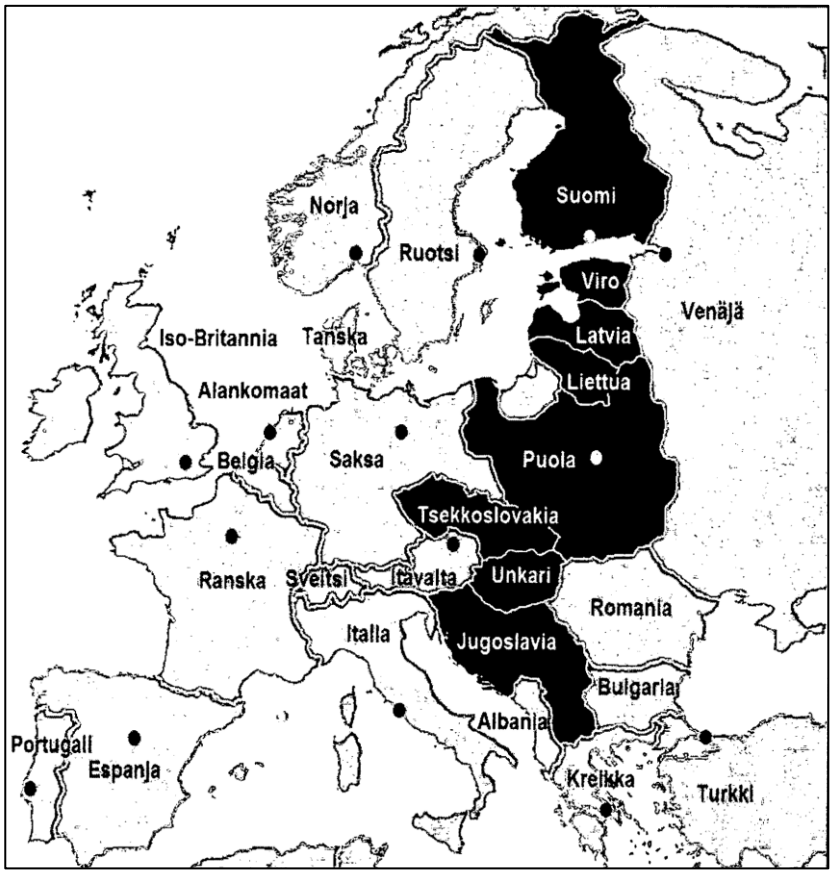
Les millions de citoyens des anciennes mères-patrie contraints de vivre à l'intérieur des frontières des États polonais et tchécoslovaques constituaient une dangereuse « bombe à retardement » pour l'avenir. Maintenant qu'ils étaient haïs, asservis et exploités par leurs nouveaux maîtres, ils viendraient certainement revendiquer leurs droits. Certaines des « petites » puissances victorieuses ont également pris le contrôle de territoires dont la population était soit allemande, soit d'une autre origine, par exemple le Tyrol du Sud, Trieste et l'Istrie (Italie), Rutenia de Hongrie et Teschen de Pologne. La Hongrie a également perdu la région de Transylvanie au profit de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie.

Les problèmes économiques liés au traité de Versailles, avec les réparations de guerre absurdes imposées à l'Allemagne de Weimar et les énormes transferts matériels qui paralysaient presque toutes les activités sociales, ont été des facteurs qui ont indirectement provoqué la catastrophe économique mondiale de la « superinflation » des années 1920 et 1930. Les États-Unis, qui avaient hérité de leurs crédits de guerre, durent bientôt constater que l'Angleterre et la France, notamment, n'étaient pas en mesure de payer leurs crédits, car le Reichsmark, pillé, ne valait plus rien en tant que monnaie. De leur côté, les États-Unis exigeaient de leurs débiteurs un paiement en dollars ou en or, qui était exporté en grandes quantités vers les États-Unis. La demande de l'Allemagne de pouvoir payer ses réparations de

guerre par l'exportation de marchandises n'a pas été acceptée par les puissances victorieuses afin de protéger leurs propres marchés intérieurs. Finalement, nous étions parvenus à une « impasse » dans laquelle les vainqueurs avides s'étaient tirés une balle dans le pied !



Carte de l'Europe en 1914.
Les États qui faisaient partie de l'union trilatérale convenue en 1882 sont indiqués en noir. Des traités d'alliance ont été conclus entre la France et la Russie en 1892, entre la France et la Grande-Bretagne en 1904 et entre la Grande-Bretagne et la Russie en 1907.



Carte de l'Europe en 1919.
Les États qui sont devenus indépendants après la Première Guerre mondiale sont indiqués en noir.

Cela a entraîné un chômage sans précédent et un chaos économique dans les pays d'Europe et des États-Unis marqués par la guerre, car les taux de change stables perdaient leur signification. Dans le cas de l'Allemagne, cette évolution a même entraîné une terrible famine provoquant de lourdes pertes.

Ce que j'ai écrit ci-dessus n'est qu'une tentative très générale de souligner les décisions politiques et leurs conséquences, qui ont engagé à la fois la première (1914-1918) et la deuxième (1939-1945) guerre mondiale, comme une seule et même pièce de théâtre en deux parties. Lorsqu'il s'agit d'une série d'évènements plutôt tragiques pour l'humanité, l'utilisation du mot « pièce de théâtre » est peut-être un peu banale, mais elle représente symboliquement une situation dans laquelle les peuples du monde sont contraints de jouer des rôles et d'accomplir des actions sur une scène ouverte où l'humanité n'a plus de place, plus d'importance (–...« chair à canon »), alors que, parallèlement, dans les coulisses, ceux qui sont au pouvoir sont ceux qui « tirent les ficelles » et contrôlent réellement le drame qui se déroule.

Au cours de mes recherches, j'ai essayé de trouver des preuves des actions de ces leaders de la politique de l'ombre, les « metteurs en scène de la pièce », de leur pensée, de leurs décisions, de leurs accords secrets, de leur soif de pouvoir, de leur indifférence face aux millions de morts, à la souffrance incommensurable des peuples, de leur tromperie et de leurs mensonges. Les hommes et leurs soutiens qui ont mené leurs actions au nom des nations, souvent du monde entier, selon le principe – bien ou mal – mon pays !

Quelle est l'analogie entre cette seule guerre mondiale et ses deux pièces de théâtre ?

J'ai examiné précédemment les causes et les conséquences du premier acte (1914)... Nous allons maintenant jeter un bref coup d'œil au scénario du deuxième acte (1939) et constater de nombreuses similitudes :

– La guerre est en grande partie menée par les mêmes superpuissances et d'autres États qu'auparavant.

– L'Allemagne doit déjà être assiégée en temps de paix par des accords avec les pays voisins si ses actions agressives devaient conduire à des déclarations de guerre.

– Dans de nombreux pays, ce sont toujours les mêmes personnes qui occupent des postes de direction qu'auparavant, avec leurs idées préconçues sur la menace allemande (Churchill, Staline, Roosevelt à partir de 1933).

– Daladier

– Hitler ayant progressivement libéré l'Allemagne des « chaînes » de Versailles, la France et l'Angleterre ont fixé l'objectif de leur éventuelle guerre contre l'Allemagne dès les années 1930. L'Allemagne doit être détruite en tant que menace militaire et économique.

– W. Churchill à l'ancien chancelier allemand H. Brüning à Londres en 1934 : *« Si l'Allemagne devient trop forte, nous devrons l'écraser à nouveau, et cette fois-ci une fois pour toutes ».*

– La grande stratégie militaire de la guerre à venir, améliorée par le passé, est en fait la même que celle qui a été atteinte à la fin de la guerre précédente, bien qu'encore sans succès (opérations ; « Baltique » et « Dardanelles »). Il faut assiéger l'Allemagne et l'amener à disperser ses forces en créant des fronts secondaires afin qu'elle puisse être battue, sinon elle n'y parviendra pas. (1939 fronts N, M [12], S et E). En Europe continentale, aucun État dominant ne doit être créé. Ni un rival économique, ni une menace militaire pour l'Empire britannique.

– Benjamin Disraeli (1874-1880), Premier ministre britannique, discours devant la Chambre des Communes 9 février 1871 : *« L'établissement de l'État allemand est d'une importance plus grande que la Révolution française – les conséquences sont à peine évaluables et de nouveaux objectifs et dangers non encore reconnus sont imminents, le 'Palais du pouvoir' est complètement détruit et l'Angleterre est le pays qui en souffrira le plus ».*

Sir Horace Wilson, secrétaire d'État adjoint, 2 septembre 1939 :

- L'Angleterre ne peut pas permettre l'hégémonie d'un autre pays en Europe continentale sans voir venir sa propre défaite. Nous avons combattu Napoléon pendant 22 ans. Et nous nous battrons pendant 100 ans contre Hitler et l'Allemagne.
- Le blocus maritime doit être mis en place immédiatement. Il détruit les chances de l'Allemagne de mener une guerre efficace (pétrole, denrées alimentaires, métaux, produits chimiques, etc. dont l'industrie de guerre a besoin).
- L'Union soviétique doit tenir ses promesses de placer le même front comme menace dans le dos de l'Allemagne (« Front oriental, E ») – la « Grande Alliance » !
- Les États-Unis doivent également s'impliquer secrètement sitôt la guerre déclarée. Sans leur soutien financier et matériel, la guerre ne pourra pas être gagnée.

[12] Front M, « Middle Front », soit « Front central ».

La paix établie en Europe par ce « manuscrit » dans les années 1920 et 1930 aurait-elle pu être durable ? Notre réponse à cette question, que nous avons éventuellement posée, doit être claire – c'était impossible ! C'est pourquoi la politique mondiale a été délibérément entraînée dans une situation où la solution choisie a été : la guerre ! Présentation d'un second spectacle encore plus brutal en 1939-1945 ! Les peuples du monde et leurs dirigeants avaient-ils appris quelque chose à la fin de cette guerre ? Non ! Désormais, les vainqueurs planifiaient leur contrôle étatique et leurs frontières, surtout en Europe, de sorte qu'il n'y aurait plus de véritable État souverain allemand. Cette idée absurde (« Plan Morgenthau », Québec, Roosevelt et Churchill 10-16 septembre 1944) a toutefois été essentiellement mise en œuvre de telle sorte que l'Allemagne a été pratiquement occupée et « rééduquée » au cours des soixante dernières années. Les frontières de l'Allemagne de l'Ouest (RFA) ont été déterminées par les vainqueurs de l'Ouest, tout en acceptant le développement économique du pays.

Mais tout cela n'était qu'un contrepoids à la menace écrasante du communisme, grâce auquel Staline et ses partisans ont tenu la moitié de l'Europe sous une emprise de fer pendant un demi-siècle, tout en essayant, frustrés, de ne pas admettre qu'ils s'étaient trompés et avaient été trompés. (Un bon exemple en est le soi-disant « peuple soviétique » qui, aujourd'hui encore, prétend ne regretter que son propre « père soleil », Staline, le – faiseur de toutes les bonnes choses !)

Ces personnes défendent toutefois avec véhémence leurs points de vue, leurs opinions et leurs pensées, sans accepter de débattre. Un nationaliste et un chercheur qui proposent de nouvelles informations et demandent un débat sont rapidement interceptés par la communauté en réseau, qui dirige son « feu » politique sur la personne en question, soit spontanément, soit de manière soigneusement programmée.

Des slogans qui brisent toute résistance sont utilisés comme « munitions » : « fasciste », « nazi », « néonazi », « admirateur de Hitler », « extrémiste de droite », « opposant à la politique étrangère acceptée », « raciste », « opportuniste », « antisémite », etc. Cette stigmatisation a été et reste une arme politique tout à fait utile, non seulement en Russie, mais partout en Occident – y compris en Finlande. Il ne faut pas non plus oublier que l'enthousiasme et l'intérêt de la jeune génération d'aujourd'hui ne peuvent s'étendre au message et à la vision du monde de documents qui ont été déclarés secrets pendant 50 à 80 ans.

Le temps obscurcit ainsi peu à peu les « empreintes » sur la vérité de

l'histoire – comme l'ont sciemment mis en œuvre les déformateurs de l'histoire.

Jusqu'à son effondrement en 1991, l'Union soviétique a impitoyablement persisté à dissimuler et à nier son propre règne de la terreur en tant que dictature du prolétariat tournée vers l'extérieur, voire globale.

Ainsi que nous l'avons constaté dans la première partie de notre livre, Staline est également parvenu pendant longtemps à cacher ses véritables objectifs à ses alliés occidentaux, son « grand rêve ».

L'efficace manipulation de cette propagande de guerre, mentionnée au début, consistait à créer dans les propres cercles dirigeants des puissances occidentales et surtout auprès de leurs citoyens pendant la guerre une image civilisée, pro-démocratique et fiable de l'allié Staline surnommé « oncle Joe ». Et je dois malheureusement admettre qu'ils y sont même parvenus ! – Ainsi, à la même époque, la vision purement soviétique, basée sur une falsification totale et habile de l'histoire, s'est fortement implantée dans la pensée occidentale. Comme nous l'avons déjà mentionné, il est toujours difficile pour le citoyen moyen d'abandonner cette conception, car elle compromettrait immédiatement les dirigeants des puissances occidentales et de nombreux petits États européens en raison de leur alliance avec le régime stalinien et de leur participation au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale (Benesch, Beck, Simovic).

Remarque

Le proverbe « un vieux mensonge a toujours plus d'amis qu'une nouvelle vérité » – est étonnamment toujours valable !

L'histoire est une activité qui a eu lieu, qui n'est plus exactement la même, mais d'un autre côté, au plus profond de son développement séculaire, nous trouvons encore des parallèles (analogies) frappants dans certains aspects fondamentaux. Les contemporains, les grands leaders et les petites gens, même les nations, y ont dessiné au fil du temps leurs propres « entailles de bois » durables. Notre question ici et maintenant, et en même temps notre exigence, est cependant claire et ouverte : faire sortir enfin les dirigeants de ces temps difficiles de l'ombre, « à titre posthume », pour les faire entrer sur la scène ouverte de l'histoire, afin de rendre hommage à leurs signatures et de donner la vérité aux peuples du monde, si possible aussi depuis l'au-delà. Mon objectif est toujours, dans la deuxième partie de mon livre, de montrer au lecteur que les documents contenus dans le dossier S-32 du maréchal Mannerheim nous permettent d'examiner de plus près la Seconde Guerre mondiale, en particulier pour notre propre pays, la Finlande. Parallèlement, ils ouvrent de nouvelles perspectives sur la politi-

que d'arrière-plan européenne, voire mondiale, bien gardée des grandes puissances. Dans ce cas, nombre des contradictions évidentes de l'historiographie actuelle trouveront un jour leur solution logique. Dans ce contexte, je recommande vivement, par exemple, le rapport de la Commission sur la situation à La Haye. Des études publiées entre 1995 et 1996 (John Charmley : *Churchill : la fin de la gloire* et Edvard Radzinski : *Staline – Biographie*), qui toutes deux soutiennent fermement l'image, les méthodes et les objectifs de ces deux figures d'influence européennes que sont Churchill et Staline, tels qu'ils ressortent des documents secrets du maréchal Mannerheim.

L'auteur.

Devise de Winston Churchill :

« Si Hitler avait envahi l'enfer, je me serais débrouillé pour avoir un mot gentil pour le Diable. ».[13]

[13] Radzinski, 1996, p. 562.

SOMMAIRE

I – Évolution de la situation politique et militaire internationale en Europe 1871-1940

Les quatre blocs de pouvoir européens et les États-Unis d'Amérique.

– Angleterre, France, Russie/Union soviétique, Allemagne, États-Unis.

– Le concept de groupe d'intérêt et l'interprétation de Staline (= démocratie populaire).

– Situation en février 1940 ; décisions importantes de l'Angleterre et de la France, première tentative de Hitler de négocier la paix entre l'Union soviétique et la Finlande, une alliance militaire commune de la Triple Alliance (Angleterre, France, Union soviétique) – (Churchill/Staline) est découverte ; la mise en œuvre des plans secrets de l'alliance (fronts N, M, E, S) signifierait la destruction de l'Allemagne ; la décision de la Triple Alliance et les préparatifs pour une invasion de la Scandinavie commencent (front N) ; l'Allemagne force Staline à conclure la paix avec la Finlande et lance son offensive préventive en occupant le Danemark et la Norvège (front N éliminé).

– Le rôle décisif du Président américain Roosevelt dans l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

II – 1940 Les fronts européens prennent forme grâce aux rapides frappes préventives de l'Allemagne – Le cauchemar de Hitler La Finlande sous pression – L'Union soviétique menace – Mannerheim face à des solutions difficiles

– Staline agit selon son propre agenda (« Le grand rêve » / Discours de Staline 19.8.1939)

– Quel est l'objectif de Churchill et Roosevelt ?

– Churchill devient Premier ministre d'Angleterre le 10 mai 1940 (= dictateur).

– La France s'effondre (Front M éliminé), les discussions entre les Alliés occidentaux et les représentants du Kremlin à Moscou se poursuivent tout au long du mois de juin 1940.

– Affaire KALEVA.

– Staline est aigri par l'effort de guerre britannique et français. Il exige de nouveaux fronts pour lier les forces allemandes (uniquement le front S/

Balkans).

– Staline renforce ses troupes aux frontières occidentales et s'en tient de plus en plus à l'accord Molotov/Ribbentrop.

– Molotov à Berlin, 12-14 novembre 1940.

– Les masques tombent ; l'Allemagne et l'Union soviétique se préparent à une guerre l'une contre l'autre.

– La Finlande sous la pression de Moscou.

– Hitler informe la Finlande de ses mesures d'aide en cas d'invasion de l'Union soviétique.

– Mannerheim utilise son propre réseau de renseignements pour découvrir les plans secrets des puissances belligérantes.

III – Le changement d'année 1940-1941- La Finlande cherche sa ligne – L'Allemagne fournit du matériel de guerre à la Finlande – Molotov demande à Berlin l'autorisation d'occuper la Finlande – Mannerheim clarifie la position de Churchill sur la Finlande en cas de guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique

– La visite du colonel général Halder.

– Mannerheim dépêche son agent pour une rencontre avec Churchill.

– Nouvelles importantes en provenance du Kremlin.

– Hitler et l'agent de Göring, le « colonel » Grassmann, et Mannerheim se rencontrent.

– Le contenu de l'opération Barbarossa est clarifié.

– Mannerheim est mis en garde.

– Le Maréchal et le Président Ryti décident de l'action de la Finlande et de la collecte d'informations supplémentaires.

– Les positions de la Suède, de la Norvège et du Danemark sont demandées.

– Le Maréchal et Ryti demandent l'avis du Parlement.

– L'agent du maréchal et le Président Ryti reviennent des pays nordiques.

– La société finlandaise et son opinion sur les questions du printemps/hiver 1941.

– Moscou ne respecte pas le traité de paix signé le 13 mars 1940 entre la Finlande et l'Union soviétique.

– L'agent de Mannerheim et Ryti revient de Londres. Les instructions

froides de Churchill.

IV – La ligne politique de la Finlande est clarifiée Interprétation par Mannerheim des instructions de Churchill – Opération « Pyhäselkä »

Les pouvoirs du maréchal

– Télégramme et promesse de Staline pour la région de Carélie orientale

– Le colonel Sainio et le colonel Raappana reçoivent une mission spéciale (pp. 87-93, opération « Pyhäselkä »)

– Le colonel Buschenhagen et le « colonel » Grassmann rencontrent Ryti le 3 mars 1941.

– Proposition de Mannerheim au Président Ryti.

– Staline est « obligé » de confirmer par écrit la récompense promise.

– La direction politique de la Finlande charge Mannerheim de résoudre toutes les questions politico-militaires concernant les Alliés occidentaux, l'Allemagne et l'Union soviétique.

– La Finlande, sous la direction du maréchal Mannerheim, choisit sa ligne.

V – Plan d'opération allemand « Barbarossa trois » et Finlande au printemps 1941 – Action militaire dans les Balkans et opération Marita

– Le colonel Buschenhagen se renseigne et négocie.

– Les souhaits des Finlandais.

– Évènements en Europe centrale et dans les Balkans.

– Front S.

– Grèce et Yougoslavie, dernière tête de pont sur le continent.

– Action militaire allemande dans les Balkans au printemps 1941.

– Mussolini joue son propre jeu avec peu de succès.

– Les troupes allemandes à la rescousse.

– La Yougoslavie capitule le 11 avril 1941, la Grèce est occupée le 11 mai 1941 et l'île de Crète le 31 mai 1941.

– Le front commun S de Staline et de Churchill n'existe plus.

– Le cauchemar de Staline devient réalité

– L'Union soviétique désormais seule contre l'Allemagne

– Les troupes allemandes sont si dispersées que l'armée rouge doit maintenant frapper rapidement (« Tempête du tonnerre » du 15 au 20 juillet

1941).

– Hitler a été « assez fou » pour commencer Barbarossa en infériorité numérique face à l'armée rouge de Staline.

– Moscou a-t-elle été sauvée par le retard de Barbarossa de près d'un mois et demi (22 juin 1941) par rapport à la date d'attaque initiale (10 mai 1941) en raison de la campagne des Balkans ?

– Le colonel Buschenhagen revient sur les questions de coopération du côté finlandais.

VI – Situation en Finlande pendant l'expédition allemande dans les Balkans au printemps 1941

– La réponse écrite de Staline à ses promesses des 3 et 4 mars 1941 se fait attendre, Mannerheim et Ryti sont inquiets.

– Mannerheim envoie le général Talvela en Allemagne.

– Déclaration de Ribbentrop à Talvela par le colonel Buschenhagen, le lieutenant-colonel Veltjens et le ministre Schnurre le 2 avril 1941 à Helsinki.

– Buschenhagen présente par écrit les plans de Hitler et des dirigeants allemands pour une action militaire dans la zone nord (« Barbarossa trois ») et la participation de la Finlande à celle-ci.

– Si la Finlande refuse de coopérer, l'Allemagne est contrainte de prendre en main l'ensemble du territoire finlandais pour d'éventuelles actions militaires contre l'Union soviétique.

– Mannerheim et les dirigeants finlandais sauront désormais une fois pour toutes que les Allemands ne demanderont plus à la Finlande la permission d'introduire leurs troupes et qu'ils ne l'annonceront pas non plus à l'avance.

– Moscou rompt enfin le silence.

– Communication radio 4-5 avril 1941.

– Dans leur message, les Russes indiquent qu'ils connaissent parfaitement les plans d'opération des Allemands dans le nord de la Finlande et promettent de tenir la promesse de récompense de Staline si Mannerheim dirige son armée comme il l'a proposé.

– Dans son message de réponse, le maréchal exige toujours un engagement écrit de Staline avant que la Finlande ne s'engage à coopérer.

– Les dirigeants politiques et militaires finlandais étaient confrontés à une décision difficile. Pourquoi Staline garde-t-il le silence ?

– Mannerheim apprend ce que pensent ses généraux.

– La Finlande ne sera pas l'initiatrice d'une quelconque action militaire contre l'Union soviétique.

– Mannerheim s'oppose au recrutement de Finlandais pour le bataillon de volontaires SS en Allemagne.

– Contexte personnel du maréchal Mannerheim.

– Le colonel Buschenhagen de nouveau en Finlande et apporte la proposition des colonels généraux Keitel et Jodl pour une opération « Motti » dans l'isthme de Carélie.

– La communication de Ryti à Buschenhagen et la situation de départ à la veille de la crise du printemps 1941. La lettre de confirmation de Staline étant toujours attendue, Ryti et Mannerheim décident d'envoyer leur agent à Berlin pour rencontrer v. Ribbentrop et également le général en chef Halder afin de clarifier les exigences allemandes envers la Finlande.

– Mannerheim envoie à nouveau son agent à Londres pour rencontrer Churchill. Le sort de la Finlande se déciderait dans la lutte des puissances qui s'annonce. L'obtention d'informations est d'une importance capitale. Staline est toujours silencieux !

VII – Le moment de la décision approche – Le discours de Staline du 5 mai 1941 – La dernière tentative désespérée de Hitler de faire la paix avec la Grande-Bretagne – 10 mai 1941 vol de Hess pour l'Écosse – Mannerheim reçoit des informations sur les plans allemands

– Les contacts du commandement militaire finlandais avec le commandement militaire allemand et les représentants du gouvernement sont importants pour Mannerheim.

– Les informations transmises par le commandement allemand étaient en tous points correctes.

– Dès l'automne 1940, l'Allemagne préparait des contre-mesures contre les menaces d'attaque de Staline et de Churchill, y compris en Scandinavie.

– Staline concentre ses troupes à la frontière avec la Finlande. L'intention est-elle d'utiliser la Finlande pour attaquer les Allemands en Norvège ?

– Les forces anglo-françaises y lieraient-elles les forces allemandes par une invasion simultanée ?

– Les troupes allemandes en Finlande sont toujours de petites troupes de ravitaillement et d'accueil.

– Le colonel-général Halder (OKF) invite une délégation militaire finlandaise en Allemagne.

– Discours de Staline au Kremlin le 5 mai 1941.

– Le lendemain, l'envoyé de Hitler à Moscou, Alfred Rosenberg, apprend le véritable contenu du discours, qui est publié dans la presse moscovite comme version du Kremlin.

– L'armée rouge prête à l'attaque du 15 au 20 juillet 1941.

– Le nouveau système Lkp (mobilisation), approuvé par Staline le 24 février 1941, est actif.

– Le 6 mai 1941, Staline centralise toutes les fonctions de direction importantes dans le pays.

– Rudolf Hess s'envole le 10 mai 1941 pour une rencontre avec les dirigeants britanniques. Le destin de Hess, dernière tentative désespérée de Hitler d'établir la paix en Europe. Relations de pouvoir entre l'Allemagne et l'Union soviétique (Meltyukhov).

– Le ministre E. Schnurre, chargé de mission de Hitler, à Helsinki, 20-22 mai 1941.

– Délégation d'officiers finlandais en Allemagne 2-6 mai 1941.

– Qu'est-ce qui a été convenu ?

– Le « colonel » Grassmann, représentant spécial de Hitler, à Helsinki, 25-26 mai 1941 : *« Il est possible que l'invasion allemande commence en juin. La possibilité d'une attaque allemande pourrait être possible en juin ».*

– Pourquoi Staline garde-t-il toujours le silence ?

VIII – L'agent du maréchal revient de Londres début juin – Les instructions de Churchill – L'ultimatum de Hitler aux dirigeants finlandais

– Retour de Londres de l'émissaire de Mannerheim.

– Réponse de Churchill aux questions de l'émissaire, désormais par écrit.

– La Finlande est à nouveau laissée seule et dépend des décisions de Staline.

– Le silence de Staline ne laisse qu'une seule possibilité à la Finlande.

– Le Président Ryti et Mannerheim sont d'accord : l'armée finlandaise, en accord avec les souhaits de l'Allemagne, acceptera une action militaire sous le commandement du maréchal et pourra ainsi se déplacer avec eux sur la ligne recommandée par Staline jusqu'à nos anciennes frontières et de là, si nécessaire, jusqu'en Carélie orientale.

– La lettre de Hitler au Président Ryti du 2 juin 1941 est un ultimatum.

– Le temps imparti pour des solutions finlandaises expire le 14 juin

1941.

– Le colonel Buschenhagen et Kinzel négocient à Helsinki du 3 au 6 juin 1941.

– Mannerheim et le plan « Pyhäselkä ».

– Le colonel Buschenhagen demande que les Finlandais attaquent Leningrad par le nord.

– C'est un sujet sensible pour le maréchal. Il avait déjà donné son accord de principe à Staline et Churchill pour ne pas attaquer Leningrad.

– Avis du général Talvela du 5 juin 1941, demandes d'enquête en 1959 et 1964.

– Avant son retour le 6 juin 1941, le colonel Buschenhagen annonce que l'Allemagne va envoyer en Finlande un État-major de liaison dirigé par le général V. Ehrfurth (arrivée le 13 juin 1941). Le 20 juin 1941, le maréchal envoie à son tour le général H. Öhguist comme officier de liaison pour la même mission au ministère allemand de la Guerre.

– Le silence de Staline et les instructions de Churchill entraînent la Finlande dans une autre guerre.

– La décision se rapproche.

IX – Staline s'exprime, réponse écrite reçue le 11.6.1941 – Lettre de Mannerheim à Staline du 8.6.1941 remise à la même occasion – La Finlande décide désormais de ne pas se lier à l'Allemagne – Ryti et Mannerheim seront confrontés à l'avenir à une situation dualiste difficile

– Pourquoi Staline avait-il retardé sa confirmation écrite pendant plus de trois mois ?

– Les troupes allemandes arrivent finalement en Finlande. Le comportement futur de l'armée finlandaise devient ainsi une menace décisive pour Staline.

– Ryti et Mannerheim vont-ils accepter l'offre de Staline (= appât) et garder le contrôle du front sud et agir comme convenu ?

– Rapport de VT sur l'échange de documents entre Staline et Mannerheim à la frontière à Värtsilä.

– Lettre de Mannerheim à Staline en russe du 8 juin 1941, traduite en finnois par le maréchal lui-même.

– Lettre d'exigence et de récompense de Staline adressée au gouvernement finlandais le 28 mai 1941 par l'intermédiaire de Mannerheim.

(Remise à l'agent VT le 11.6.1940 à la frontière à Värtsilä).

– La Finlande décide de ne pas se lier à l'Allemagne, mène une guerre séparée avec ses propres objectifs, mais est contrainte de se joindre à l'invasion allemande sur son propre front.

– Plan stratégique du maréchal pour son armée.

– Début de la participation de l'armée finlandaise à la bataille de Finlande.

– Staline envoie une lettre de remerciement (*« éliminez vos propres obstacles »*).

– Le moment de la mobilisation générale de l'armée finlandaise est un casse-tête.

– L'Allemagne est désormais prête à frapper à l'Est.

– La concentration des troupes à la frontière orientale est finalement un succès.

– Décision difficile de Hitler : réussirait-il sa dernière tentative d'attaque préventive avant que l'armée rouge de Staline ne frappe ?

– Hitler lancerait-il à son tour « Barbarossa » avant que l'armée rouge n'attaque vers l'ouest ?

– La Finlande voulait-elle attendre le début de l'invasion allemande ?

X – L'Allemagne frappe – « Barbarossa » 22.6.1941

– L'annonce du général Ehrfurth.

– Discours de Hitler le matin du 22.6.1941. 7

– Mannerheim et Ryti écrivent une lettre à Churchill.

– Le maréchal interdit jusqu'à nouvel ordre toute action militaire contre l'Union soviétique.

– L'armée rouge commence ses opérations militaires contre la Finlande le 22 juin 1941.

– Churchill et Roosevelt sont confrontés à une grande décision : une grande guerre ou la paix de Hitler ? Ils choisissent la guerre et Staline comme allié.

– Il y a des opposants à la guerre aussi bien en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis.

– Roosevelt entraîne secrètement les États-Unis dans la guerre dès le début.

– Les objectifs de Roosevelt.

– Les objectifs de Churchill.

– L'Union soviétique ne doit pas s'effondrer.

– Les troupes allemandes avancent rapidement en direction de Moscou.

– Staline désespéré, appelle au 2e front.

– Les pertes de l'armée rouge sont énormes.

– Moscou tiendra-t-elle le coup, les puissances occidentales auront-elles le temps d'aider ?

– Le « miracle » de Moscou.

– Mannerheim : l'Allemagne perdra la guerre.

– Mesures militaires sur les fronts finlandais.

– Le 29 juin 1941, Mannerheim donne l'ordre de faire passer ses troupes de la formation défensive à la formation offensive.

– Quelle était finalement l'intention de Staline en donnant ses instructions et en promettant des récompenses ?

XI – Le colonel Buschenhagen présente la situation de menace alléguée par Hitler le 7.7.1941 – La Finlande prend sa décision finale

– L'Allemagne transfère ses propres troupes sur le front sud de la Finlande si l'armée finlandaise ne lance pas son offensive le 12.7.1941 au plus tard.

– Les accords de Mannerheim avec Staline et Churchill sont menacés.

– Le colonel Buschenhagen fait savoir à Hitler qu'il exige une annonce claire des objectifs de guerre finlandais.

– Mannerheim place son armée dans un groupe d'attaque.

– Afin d'éviter que la promesse qu'il avait faite à Staline et Churchill ne soit complètement rompue, le maréchal annonce à Buschenhagen, tard dans la soirée du 8 juillet, que l'armée finlandaise passerait à l'offensive le 10 juillet 1941. Mannerheim insiste sur le fait que l'Allemagne n'amènera pas ses propres troupes (3 corps d'armée + groupe de chars) à la partie sud du front (isthme de Carélie/Aunus).

– Buschenhagen exige cependant du maréchal une déclaration publique sur les objectifs de la guerre finlandaise, qui satisfera Hitler.

– L'ordre d'attaquer le 10 juillet est envoyé au quartier général de l'armée carélienne le 9 juillet, et le maréchal promet de donner à ses troupes un ordre quotidien précisant les objectifs de guerre à la satisfaction de Hitler.

– Ordre du jour n° 3 (dit « ordre de l'épée et du poignard »). Opérations militaires de l'armée finlandaise 10.7/8.12.1941.

– Peu de difficultés à franchir la soi-disant ancienne frontière.

– L'armée finlandaise respecte ses objectifs convenus jusqu'en décembre 1941.

– La guerre des armes commence. À peu près au même moment, l'offensive allemande est stoppée devant Moscou.

– Les Allemands demandent une meilleure coordination des opérations militaires.

– Mannerheim et Ryti en difficulté à cause de leur accord Staline/Churchill.

CHAPITRE 1

Développements politiques et militaires de 1919 à 1940

Pour utiliser un vieux terme militaire, on peut dire que l'année 1940 a finalement marqué un « positionnement » des grandes puissances, à la fois politique et militaire, pour la grande bataille à venir. La Finlande et la Scandinavie n'étaient qu'une partie du grand théâtre d'opérations européen de 1939-1945.

Mais nous avons déjà vu dans la première partie du livre combien cette partie du front nord avait pu être importante dans les plans des puissances belligérantes. Le contenu des documents secrets de Mannerheim (dossier S-32) porte bien entendu essentiellement sur des évènements de politique militaire concernant la Finlande.

Ils donnent toutefois un aperçu intéressant des décisions politiques prises par les grandes puissances à la veille de la Seconde Guerre mondiale et des actions militaires qui en ont résulté. Dès le tournant de l'année 1940-1941, tous les signes indiquaient que la résolution finale du « jeu » politique et militaire des grandes puissances était imminente.

L'opacité des questions, la complexité des sujets, l'énorme quantité de dissimulation et de désinformation qui circulaient rendaient difficile non seulement pour les dirigeants politiques et militaires des grandes puissances, mais aussi et surtout pour les dirigeants des petits États, de tirer les bonnes conclusions. C'est précisément ce que Mannerheim a souligné à plusieurs reprises dans le cas de la Finlande et en même temps pour la Scandinavie dans son ensemble. De mauvaises décisions à ce moment-là pourraient être une question de vie ou de mort pour un petit État et signifier la perte de l'indépendance, voire la disparition de la nation. Même les grandes puissances en guerre n'échappaient pas à des évènements, souvent même fortuits (détournements d'avions), qui pouvaient changer d'un coup des plans de guerre bien préparés, voire les réduire à néant (par exemple les fronts N, M, S et E).

Angleterre/Grande-Bretagne – Allemagne impériale – Allemagne hitlérienne

La France et la Grande-Bretagne sont les pays européens qui, après que l'ancien statut colonial de l'Espagne, du Portugal et des pays du Benelux ait culminé dans une sorte de « statu quo » après les conquêtes britanniques, ont poursuivi leur lutte sanglante pour les colonies les plus grandes et les plus importantes. Au XIXe siècle, la Grande-Bretagne avait pratiquement gagné cette bataille dans différentes parties du monde.

En conséquence, l'hégémonie européenne est également tombée entre les mains des Britanniques, après que la France ait subi une défaite militaire avec la chute de Napoléon Ier en 1814.

L'empire britannique était désormais un empire mondial. Il n'y avait « jamais de coucher de soleil » et, grâce à leur flotte, les Britanniques pouvaient dominer souverainement les mers du monde. Cet empire affirmait la véritable domination mondiale « *Rule Britannia* » avec des moyens qui feraient pâlir d'horreur les défenseurs des droits de l'homme d'aujourd'hui.

Le maintien de la puissance coloniale a conduit les gouvernements et les dirigeants politiques britanniques à une conscience de puissance similaire concernant leur rôle hégémonique dans la politique européenne.

La Grande-Bretagne devait veiller et diriger les affaires de l'Europe de manière à ce qu'aucun État suffisamment fort pour devenir une menace pour les intérêts de l'Empire britannique, pour la domination et la prospérité de la puissante classe supérieure acquise par le pillage des colonies, ne puisse jamais voir le jour du côté continental.[14]

À la fin du règne de la reine Victoria en 1901, le nouveau roi d'Angleterre Edward VII (1901-1936) ne voyait plus rien de bon dans l'Allemagne en raison de sa croissance économique et militaire. Il mena une politique ouvertement anti-allemande dans le but de vaincre l'Empire allemand. C'est dans ce but que les premiers traités de guerre réciproques à grande échelle (« entente cordiale ») ont été conclus au début du XXe siècle entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Russie. Toutes ces mesures et cette coopération visaient exclusivement à vaincre l'Allemagne, ce qui fut fait avec la Première Guerre mondiale et la paix de Versailles.

Cela devait rester le « cap de la boussole » du navire d'État britannique et jouer un rôle décisif dès 1914 et 1939, lorsque la Grande-Bretagne

[14] Crowe, 1907, la déclaration de sir Eyre Crowe dans ses mémoires du 1er janvier 1907, p. 21, la déclaration de Benjamin Disraeli à la Chambre des Communes le 9 février 1871 et Hautamäki, 2004, les déclarations de W. Churchill de 1936-1939.

déclara la guerre à l'Allemagne en prenant prétexte de la Belgique puis de la Pologne. Le dernier représentant « pur sang » de cette pensée, à l'exception de Mme Thatcher (Malouines), fut Winston Churchill. Il était prêt à tout pour l'Empire britannique, par tous les moyens. Lorsqu'il s'agissait de conclure des alliances, il n'était « encombré » ni par les différences socio-idéologiques, ni par la neutralité et l'avenir des petits États européens.

Churchill était Ministre de la Marine en 1914, lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté. Dès 1915-16, il constata avec génie l'insignifiance des combats matériels dévorants sur les deux fronts principaux (France/Russie). Selon lui, la puissance de combat de la puissante marine britannique devait être utilisée pour ouvrir de nouveaux fronts de flanc et y transférer des troupes, tout en « gelant » en grande partie les combats sur les fronts principaux. Deux nouveaux fronts stratégiques ont été développés à partir de ce plan : le « plan Baltique » et l'opération Sud (Dardanelles). Seule cette dernière fut menée avec des flottes britanniques et françaises et de puissantes troupes au sol. La tentative échoua toutefois de manière humiliante lors de la bataille de Gallipoli en 1915-1916.[15]

Churchill a été mis à l'écart pour tout le XXe siècle à cause de ces échecs militaires. Malgré ses grandes difficultés économiques, le gouvernement britannique a sagement poursuivi une politique qui était déjà favorable au gouvernement allemand de Weimar après le traité de Versailles. L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933 a créé une nouvelle situation, car ce puissant dirigeant allemand a clairement indiqué qu'il souhaitait, malgré les dispositions du traité de Versailles, sortir l'Allemagne de sa situation difficile et réintégrer les territoires dont elle avait été privée. Sa politique d'apaisement lui permit de gagner la sympathie du Premier ministre britannique de longue date, Neville Chamberlain, pour son projet.[16]

Winston Churchill s'était lui aussi « réveillé » et participait désormais à la politique britannique en orientant ses discours et ses lettres vers l'Allemagne et Hitler. Ses activités depuis 1934 ont été une campagne implacable d'agression et de bellicisme contre l'Allemagne. De son côté, Hitler voit en Churchill et ses partisans le seul obstacle à la paix en Europe et dans le monde.

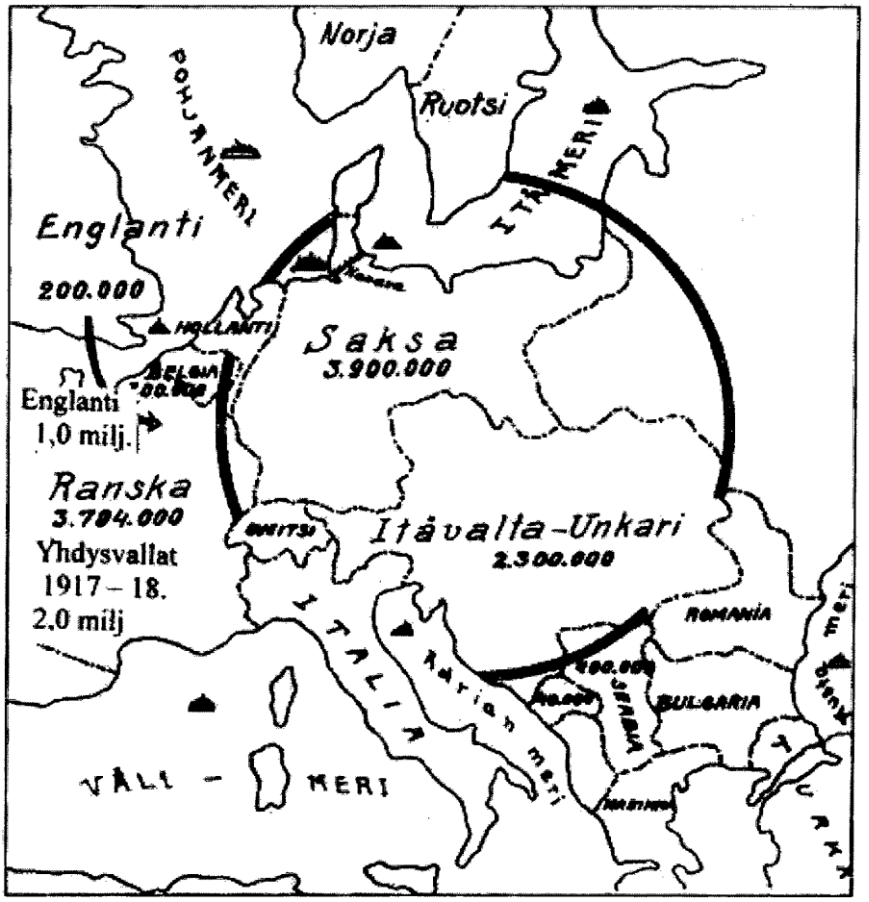
---

[15] Hautamäki, 2004 p. 190

[16] (Note du traducteur allemand : voir toutefois à ce sujet la note en bas de la page 274. Dans ces deux livres, l'auteur Gerrit Ullrich prouve de manière criminelle un tout autre fait, totalement inconnu jusqu'à présent, concernant l'accord (piège) de Chamberlain avec Hitler au sujet de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Norvège. Tout comme ce livre d'Erkki Hautamäki, il répond aux questions en suspens – les pièces manquantes du puzzle !)

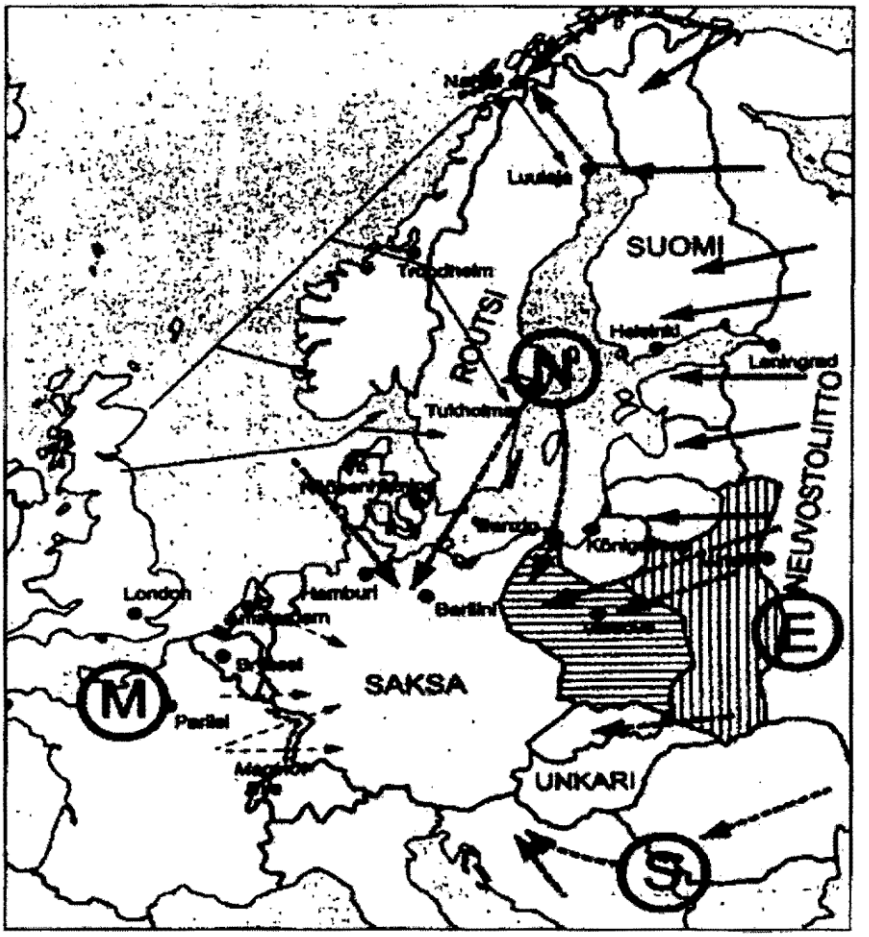
Le plan des puissances centrales (Angleterre, France, Russie et Serbie) et des puissances moyennes (Allemagne, Autriche-Hongrie) en 1914.

Les pouvoirs se réfèrent aux forces militaires disponibles.



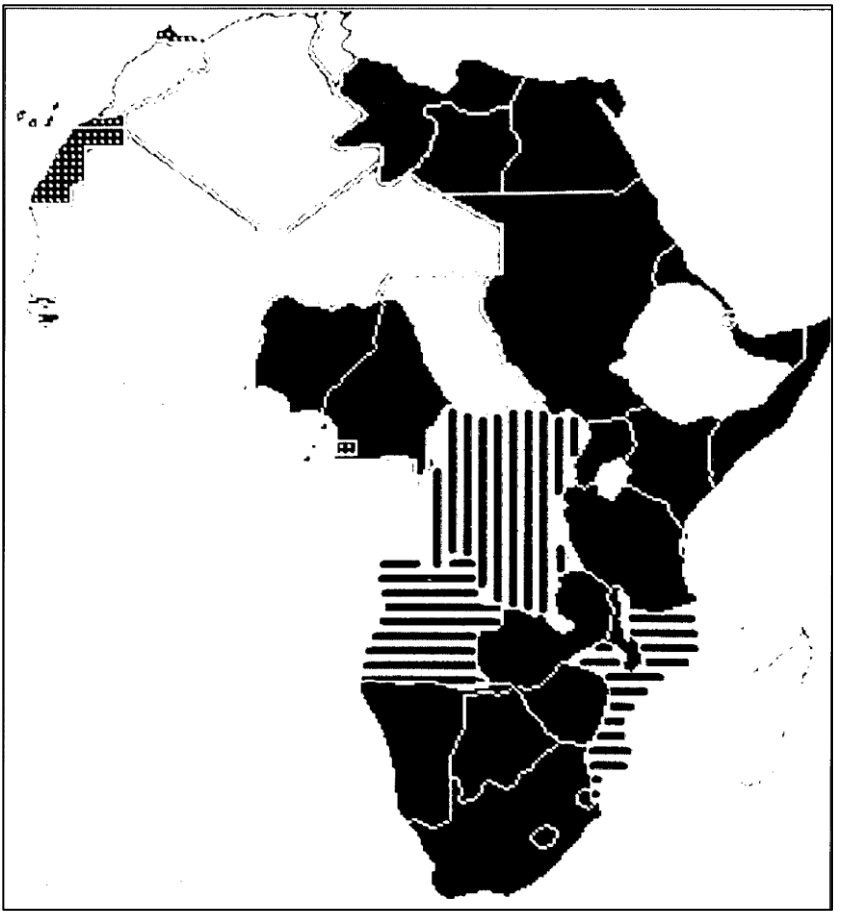
L'Angleterre et la France s'étaient entendues sur la question coloniale, une rivalité qui avait presque conduit à une guerre entre les deux puissances en 1898. En 1906, l'Angleterre et la France se sont mises d'accord sur une éventuelle coopération militaire contre l'Allemagne, après s'être entendues sur le futur partage des colonies allemandes. L'Angleterre promit d'envoyer une armée de 120 000 hommes en France si la guerre éclatait. L'État-major britannique a également travaillé en étroite collaboration avec l'État-major belge.

Le plan des Alliés pour le blocus de l'Allemagne en 1939-1940 dans le cadre du pacte de guerre Churchill/Staline du 15 octobre 1939 :



- Front N – L'Union soviétique occupe les États baltes et la Finlande avant le 15 mai 1940. Occupation anglo-française de la Scandinavie (sans la Finlande). Invasion au plus tard le 15 mai. Ensuite, opération offensive coordonnée à partir de la Scandinavie et des pays baltes en direction de l'Allemagne (direction principale de l'attaque). Prêt à attaquer le 15 juin 1940.
- Front M – Opération offensive anglo-française contre la ligne Siegfried, alliée aux troupes belges et néerlandaises.

- Front E – Principale opération offensive soviétique en Pologne et en Tchécoslovaquie (« opération de libération »).
- Front S – Offensive anglo-française et soviétique avec la participation de la Serbie et de la Grèce > maintien d'une tête de pont sur le continent européen > isolement des forces allemandes du front oriental (Roumanie et Grèce).



Au XIXe siècle, de grandes conquêtes territoriales ont eu lieu sur tous les continents.

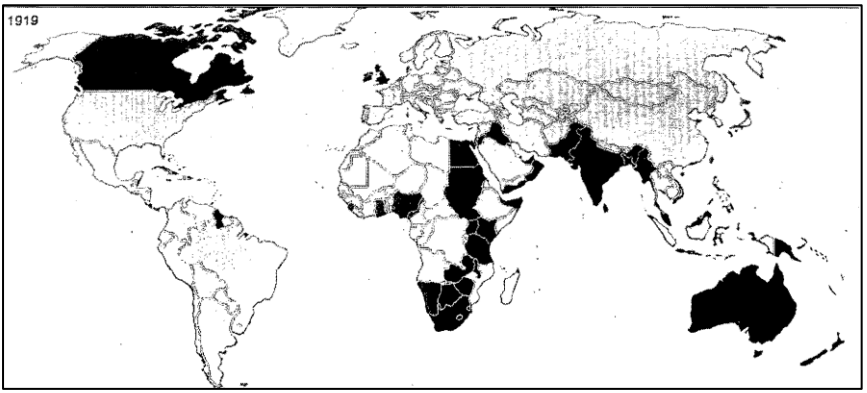
Les progrès technologiques ont permis de pénétrer de plus en plus efficacement à l'intérieur des terres. Avant la Première Guerre mondiale, les

Européens avaient conquis presque toute l'Afrique. À l'exception de l'Argentine et du Brésil, les pays d'Amérique du Sud restent fortement dépendants des États-Unis, qui se sont étendus de l'Atlantique au Pacifique au XIXe siècle.

De la même manière, la Russie s'est étendue du Pacifique vers l'Europe depuis le XVIIe siècle et a atteint sa plus grande expansion avant la Première Guerre mondiale.

En outre, l'Asie du Sud-Est n'était pas seulement dominée par les Britanniques, mais aussi par les Néerlandais, les Français, les Japonais et les États-Unis, qui ont possédé les Philippines jusqu'en 1946.

La période coloniale a entraîné une concurrence et des tensions entre les États, ce qui s'est clairement reflété dans le traité de Versailles.



Le 3 septembre 1939, lorsqu'il a déclaré la guerre à l'Allemagne, l'Empire britannique était toujours la plus grande puissance coloniale impérialiste de l'histoire mondiale.

La conquête s'est étendue sur une période d'environ 150 ans et, en 1939, les Britanniques contrôlaient environ 40 millions de km2, contre 0,5 million de km2 pour les trois territoires africains allemands de 1885-1886. De plus, l'Allemagne les a tous perdus lors de la paix de Versailles, après avoir régné pendant seulement 34 ans.

Dans ce contexte, les affirmations concernant l'ingérence de Hitler dans la puissance mondiale britannique, sans parler de la volonté de l'Allemagne de dominer le monde, semblent dénuées de tout fondement.

La situation militaire et politique en Europe a rapidement évolué dans la seconde moitié des années Trente, dans l'attente d'une guerre majeure. On peut dire que les « fruits » des erreurs de la paix de Versailles ont alors rapi-

dement mûri.

Le concept de sécurité collective a été mis à mal en même temps que la Société des Nations, et la formation de différentes coalitions en vue d'une future grande guerre a commencé.

Le dictateur italien Mussolini envahit l'Abyssinie et la Libye, l'Espagne est plongée dans une longue guerre civile et, de son côté, le dirigeant allemand Hitler fait inlassablement pression entre 1936 et 1939 pour que les territoires perdus par l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale soient rendus à la mère patrie (Rhénanie, Autriche, Sudètes tchécoslovaques) et, enfin, pour que la question polonaise soit résolue conjointement avec l'Union soviétique dans l'intérêt des deux parties.

Après la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles avait contraint l'Allemagne à céder de vastes territoires à la Pologne[17], ce que l'on appelle le corridor polonais dans la mer Baltique. Cette mesure a coupé la Prusse orientale de ses liens avec la mère patrie.

Plus tard, dans les années Vingt, la Pologne a annexé la région industrielle de Haute-Silésie, tout comme la Lituanie lorsqu'elle a occupé le territoire allemand de Memel, sans que la Société des Nations, la France ou l'Angleterre ne défendent dans les deux cas les droits d'une Allemagne totalement désarmée. (La question se pose de savoir qui a rompu le traité de Versailles).

De son côté, Staline voulait les territoires peuplés de Russes à l'ouest de la Biélorussie et de l'Ukraine, conquis par le dictateur polonais Pilsudski, ainsi que les territoires de Bessarabie et de Bukovine (Moldavie) dans les Balkans, perdus au profit de la Roumanie. Il convient toutefois de préciser ici que, depuis les années Vingt, Staline avait pour objectif irrévocable de réaliser son « Grand Rêve », c'est-à-dire « la révolution du monde prolétarien par son idéologie communiste ».[18]

Dans les années 1938-1939, la situation politique et militaire des grandes puissances européennes était devenue très complexe et imprévisible, de sorte qu'une grande guerre menaçait d'être la solution aux divergences qui étaient apparues. Mannerheim évoque à plusieurs reprises la difficulté de se faire une idée claire des orientations politiques des grandes puissances, qui devaient être connues des plus petits États européens.

En automne (3 septembre) 1939, l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. La raison en est l'invasion allemande de la Pologne, à laquelle l'Angleterre avait donné, avec la France, une « garantie en blanc »

[17] Hautamäki, 2004, p. 87, carte.
[18] Hautamäki, 2004, p. 326, annexe 10, avis de Dimitri Manuilski 1930.

pour venir en aide à la Pologne en cas d'agression allemande. Lors de négociations secrètes qui se sont déroulées pendant presque toute l'année 1939 (à partir du 14 avril), l'Angleterre, la France et l'Union soviétique se sont mises d'accord, à l'approche du mois d'août, sur une action militaire commune contre une agression allemande (variantes Schaposhnikov I-III).[19]

Au même moment, les dirigeants du Kremlin s'entretiennent avec des représentants allemands. Une sorte de vente aux enchères de « superpuissance » est en cours. Staline est le personnage dominant, agissant le plus souvent en arrière-plan et supervisant avec génie toutes les négociations menées par Molotov. Le résultat final de l'un des accords contractuels et frontaux les plus importants de la Seconde Guerre mondiale à la fin de 1939 se présente comme suit :

1) Staline a déclenché la confrontation entre les capitalistes (Angleterre-France-Allemagne) pour la réalisation de son « grand rêve » secret et le chaos de la guerre qui s'en est suivi dans toute l'Europe. Dans cette confusion se cachait le plan d'étendre la sphère d'influence communiste en déplaçant d'abord par contrat et « sans effusion de sang » la zone d'influence de Moscou loin vers l'ouest, jusqu'à ce que l'armée rouge porte un coup décisif.[20]

2) L'Angleterre et la France (Churchill, Daladier) avaient rallié Staline à leur cause en promettant de faire plus que Hitler au détriment des petits États du Nord et des Balkans. L'Allemagne était cependant encerclée et le « plan préféré » de Churchill (= fronts N, M, S et E) était sur le point d'être achevé (accord secret du 15 octobre 1939). La résolution de la question polonaise devait ouvrir la porte à une déclaration de guerre des puissances occidentales à l'Allemagne si les dirigeants polonais se comportaient comme convenu. En Scandinavie, l'alliance occidentale prendrait le contrôle de la Norvège et l'Union soviétique celui de la Finlande et des États baltes. La Suède n'aurait d'autre choix que de se joindre au front tripartite (GB, France, URSS) si l'Allemagne exerçait des représailles militaires.

Les deux hommes d'État, Daladier et Churchill (à l'époque encore chef de l'amirauté), avaient pour intérêt commun de vaincre l'Allemagne. Peu importe qui serait aux commandes.[21] Deux accords importants sont conclus à cette époque. Le premier est le mystérieux traité de non-agression entre

---

[19] Aarnio, 1966, pp. 38-39.

[20] Hautamäki 2004, p. 277, déclaration de Dimitri Manuilski en 1930, pp. 101-103 Discours de Staline du 19 août 1939.

[21] Déclaration de Churchill à l'ancien chancelier Brüning à Londres en 1934 : *« Si l'Allemagne devient trop forte, nous la détruirons, et cette fois pour de bon ! »*

l'Allemagne et l'Union soviétique, signé le 23 août 1939, avec ses protocoles additionnels secrets. Les deux dictateurs en sont satisfaits.[22] Hitler, après avoir fait certaines concessions à Staline pour éviter le cauchemar d'une guerre sur deux fronts, et Staline, qui a pu tromper Hitler précisément parce que celui-ci, dans sa bonne foi, s'est fié à l'accord.[23] [24]

Le deuxième accord est tout aussi énigmatique. Il s'agit du pacte de guerre conclu entre Staline et Churchill le 15 octobre 1939 en vue de la victoire sur l'Allemagne. Cet accord n'est pas généralement connu de l'histoire militaire. Seuls les documents du dossier S-32 du maréchal Mannerheim y font référence à plusieurs reprises, et certains hauts fonctionnaires britanniques ont également exprimé certains doutes quant à l'existence de ce traité aux agents de Mannerheim à Londres en 1941.

L'évolution des évènements entre 1939 et 1940 fournit toutefois de solides raisons logiques, temporelles et contextuelles de croire à l'existence d'un tel accord.

L'évaluation perspicace de Staline reposait sur le rythme soudain de l'effondrement de la Pologne, qui a empêché la longue guerre qu'il attendait entre les États capitalistes. L'Angleterre et la France avaient clairement montré leur faiblesse à tenir leur promesse d'aide lors de la crise en Tchécoslovaquie dans le passé et maintenant à nouveau lors de la crise en Pologne. La force et la rapidité extraordinaires de l'armée allemande avaient également frappé Staline.

La frontière entre l'Union soviétique et l'Allemagne serait désormais largement commune. La conclusion était probablement que l'aide de l'Occident (de Churchill) ne serait pas facilement disponible.

Ainsi, l'accord M/R avec Hitler, qui était en vigueur, devait être scrupuleusement respecté et l'aide occidentale assurée au cas où l'Allemagne tournerait à l'est. Une option encore pire, que Staline n'a naturellement pas négligée, était une paix séparée entre les puissances occidentales et Hitler. Compte tenu de tout cela, Staline décida de suivre le plan (N, M, S, E) présenté par Churchill le 15 octobre 1939, afin de s'assurer des alternatives offertes par les futurs évènements de la guerre. Molotov reçut l'ordre de Staline de féliciter régulièrement Hitler pour les victoires de l'armée allemande.

[22] Les principaux représentants soviétiques lors des négociations secrètes avec l'Allemagne en 1935-1936 étaient Tuhatsevsky, Rykov et Boukharine, qui furent tous exécutés par la suite, p. 406.
[23] L'enregistrement de Khrouchtchev.
[24] Hautamäki, 2004, p. 326, avis de l'historien militaire polonais J. Piekalkiewicz.

France / Allemagne

Après le traité de paix de Versailles, dans les années Vingt et Trente, les dirigeants français ne considéraient plus l'Allemagne que comme un ennemi. Comme l'a fait remarquer Sumner Welles, l'envoyé du Président Roosevelt, lors de sa visite dans les principales capitales européennes en mars 1940, les dirigeants parisiens étaient encore encouragés par les réflexions et les efforts des dirigeants de la Première Guerre mondiale (Poincare, Clemenceau) à considérer l'Allemagne comme une menace persistante.

Afin de développer l'armée française sur le plan matériel, du temps et de l'argent ont été consacrés à des équipements importants (ligne Maginot) et, dans les forces armées partielles, surtout aux troupes blindées.

Dans la perspective du développement futur de la conduite de la guerre, l'armée de l'air a été négligée au profit de la formation de l'infanterie régulière. Churchill écrit dans ses mémoires que l'armée française était plus forte que l'armée allemande jusqu'en 1938 et qu'il aurait alors été possible de vaincre l'Allemagne hitlérienne.

Le « terrain de jeu » politique et militaire en France après la Première Guerre mondiale était très clair pendant ces deux décennies :

1. les dispositions du traité de Versailles concernant l'Allemagne et leur application pratique devaient rester fermement entre nos mains. L'Allemagne resterait la seule menace pour la France en Europe.

2. l'Allemagne devait continuer à s'engager à être un État dit de seconde classe pas d'armée, pas d'industrie d'armement, à payer les réparations de guerre, sinon confiscation des installations industrielles et de leur production (occupation de la Ruhr en 1923-1925), pour les produits d'exportation allemands, dispositions douanières particulières pour les marchandises exportées, etc.

3. la création de la Société des Nations (Genève) comme forum pour la résolution des crises futures, afin de promouvoir les objectifs des puissances victorieuses de la guerre. L'adhésion de l'Allemagne en 1926 ne lui conférait pas les droits d'un membre à part entière (cf. l'organisation des Nations unies en 2006 !).

4. l'Allemagne doit être à nouveau bloquée par des accords d'aide mutuelle avec les pays environnants, car le système de sécurité collective mis en place par la Société des Nations n'a pas fonctionné. Au XXe siècle, la France a conclu des traités avec les pays d'Europe de l'Est (« petite Entente » : Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie).

L'Allemagne, réunie par Bismarck de 1870 à 1871 sous l'égide de la Prusse, est devenue dès le départ une sorte de « talon d'Achille » pour la France. Celle-ci avait alors perdu la guerre qu'elle avait déclarée contre la Prusse, et sous le « Chancelier de fer » Bismarck, l'Allemagne unifiée se développa pour devenir une grande puissance du XXe siècle au cœur de l'Europe.

Après avoir perdu la guerre, la France a mené une politique étrangère chargée d'émotions, considérant l'Allemagne comme une menace et un voisin redoutable, tout en réfléchissant à la possibilité d'une certaine vengeance et de représailles.

Lorsque la France a perdu sa position de leader sur le continent européen à la suite des guerres napoléoniennes, le fameux « équilibre des puissances » s'est cristallisé comme base de la politique étrangère anglaise. Dans sa forme la plus simple, cela signifiait qu'il ne fallait pas laisser se développer sur le continent européen un État leader et fort qui représenterait une menace pour l'Empire britannique. La France avait perdu cette position, mais l'Allemagne impériale avait été créée à sa place à la fin du XIXe siècle.[25] [26]

La France était entrée, avec les Britanniques, dans la Première Guerre mondiale de 1914-1919 avec les plus grands espoirs. Particulièrement coûteuse pour la France, la guerre ne devint une victoire pour les puissances environnantes que lorsque les États-Unis d'Amérique amenèrent leurs troupes sur le théâtre européen en 1917.

Après la paix de Versailles, la France, à la fois méfiante et militairement décimée, s'est appuyée sur la protection de la ligne Maginot (achevée en 1934) et a maintenu une armée forte. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933, les dirigeants français ont jugé nécessaire de faire entrer l'Union soviétique dans le jeu en 1935 en tant qu'alliée et menace pour l'Allemagne.

En 1939, sous la direction de Daladier et suivant en cela la volonté de Churchill de vaincre Hitler, la France a été amenée à déclarer la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, ignorant les nombreuses formes d'opposition à la guerre sur son propre territoire (L. Blum).

Hitler, qui s'était donné pour mission de sortir l'Allemagne de son état d'humiliation et de reprendre les territoires qui lui avaient été retirés par le traité de Versailles, ne considérait pas la France comme un ennemi à ce moment-là. L'Allemagne menait en France une forte propagande anti-

[25] Braun, 1986, déclaration du futur Premier ministre d'Angleterre, Benjamin Disraeli, 9 février 1871.
[26] Crowe, 1907.

guerre et espérait que la France resterait neutre en cas de conflit avec l'Angleterre.

On aurait au moins pu s'attendre à ce que le pacte de non-agression de l'Allemagne avec l'Union soviétique du 23 août 1939 (le pacte M/R) remette en question la solution française à la guerre. Mais cela ne s'est pas produit, car Churchill a exercé une forte pression sur les dirigeants français pour qu'ils déclarent la guerre à l'Allemagne.[27] [28]

La déclaration de guerre française et l'arrivée du corps expéditionnaire britannique de l'autre côté de la Manche incitèrent Hitler à lancer rapidement des attaques éclair, après avoir découvert en février 1940 un complot de grande envergure (alliance anglo-franco-soviétique/fronts N, M, S, E) visant à vaincre l'Allemagne.

Durant cette phase, Hitler a dû presque improviser pour éliminer la menace du front nord (N) en Scandinavie (Norvège et Danemark) avant l'invasion de l'Ouest, en occupant ces deux pays du 9 avril au 8 juin 1940 avant l'invasion britannique et française. L'invasion allemande (opération « jaune ») de la France le 10 mai 1940 a brisé la résistance du pays en un peu plus d'un mois. Le 22 juin, un armistice a été conclu et les actions militaires françaises dans la bataille pour le règlement de la Seconde Guerre mondiale ont pris fin. Le Front M n'existait plus ! La situation était un cauchemar pour Staline au sein de l'alliance secrète (15 octobre 1939), mais surtout pour Churchill.

La capitulation de la France, l'un des membres supposés les plus forts de la Triple Alliance, est considérée par Churchill, devenu Premier ministre le 10 mai 1940, comme une lâche provocation des Français. Faisant fi des conditions de l'armistice français avec l'Allemagne, il exige de son ancien bon allié un comportement contraire au traité, en autorisant le bombardement de cibles civiles françaises, en menant des opérations militaires contre la marine française internée et en menant même une guerre terrestre ouverte au Proche-Orient (Syrie) contre les Français.

En l'espace de quelques mois, un ami s'est transformé en ennemi.

Soudain, à l'été 1940, un nuage noir menaçant était apparu du côté français de la Manche « Seelöwe » ! (= invasion allemande de l'Angleterre). Churchill a pris cette menace au sérieux et tout a été fait pour empêcher

[27] On peut également se demander si Churchill avait déjà reçu à Londres, au tournant des mois de juillet et d'août, l'engagement du conseiller de Roosevelt, Felix Frankfurter, d'impliquer très tôt les États-Unis dans la guerre afin de pouvoir faire miroiter aux Français une issue victorieuse de la guerre ?

[28] Hautamäki, 2004, p. 64, déclaration de Herm Hull au médiateur belge Pritz vom Ligne du 18 mars 1939.

une future invasion allemande. Parallèlement, les efforts se sont intensifiés pour impliquer officiellement le Président américain Roosevelt dans la guerre afin de concrétiser l'aide promise. Cet ambitieux plan d'aide, sur lequel l'Angleterre pouvait compter pour pouvoir même mener la guerre, fut confirmé et aménagé fin 1940 (Stafford Cripps, Harry Hopkins, Armand Hammer), mais avec la proposition de Roosevelt de continuer à lier Staline et l'Union soviétique à l'aide en cas de conflit avec l'Allemagne (Prêt-Bail).[29]

Les États-Unis et Roosevelt – La Russie tsariste – L'Union soviétique

Roosevelt : *« En politique, rien n'arrive par hasard. Et quand cela arrive, vous pouvez être sûr que c'était ABSOLUMENT prévu ».*

Quelques mots sur l'interaction particulière entre les États-Unis et la Russie (plus tard l'Union soviétique). Dès le XIXe siècle, les tsars autocratiques ont reconnu l'énorme sous-développement technologique de leur pays et la nécessité de se procurer le savoir-faire le plus moderne à l'extérieur.

Le Tsar Nicolas Ier (1825-1855) s'est même rendu lui-même aux États-Unis pour voir les chemins de fer de ce pays d'outre-mer, dont un modèle a été importé en Russie et les travaux de construction réalisés sous la supervision d'ingénieurs américains (dont le major George Whistler en 1842). L'impulsion pour le développement industriel a été créée et soutenue, par exemple, par la législation, principalement par la fiscalité. Les besoins de cet immense pays concernaient d'abord en grande partie le transport, principalement par rail.

Plus tard, la France a également financé des projets ferroviaires avec un montant élevé de francs, et la mobilisation de l'armée a été un facteur important dans leur mise en œuvre. Dès le départ, l'ensemble des relations entre la Russie et les États-Unis ne reposait sur rien d'autre que l'aspect commercial. Il n'y avait pas de place pour les facteurs politiques.

La révolution d'octobre 1917 et la création de l'Union soviétique en 1922 ont mis en avant de nouveaux aspects. Lénine lui-même disait qu'une autre vision du monde ne les empêcherait pas de faire des affaires avec les capitalistes.

Le fort engagement et l'aide de l'Amérique pour surmonter la famine de 1921-1923 ne sont pas restés sans effet. Ces aides, accordées en vertu du

[29] Weeks, 2004.

code ARA, étaient dirigées par Herbert Hoover.

Le Sénat américain a accordé 20 millions de dollars pour l'achat de nourriture, de médicaments et d'autres articles de secours. Soit un total de 66,3 millions de dollars américains. Bien que l'on estime que 5 à 6 millions de vies ont été perdues à l'époque, plusieurs millions d'autres ont pu être sauvées au cours de cette période.

Cependant, la politique fondamentale du Parti communiste s'est rapidement orientée vers la minimisation et la sous-estimation de l'importance de l'aide. L'objectif principal de l'aide était l'espionnage sans scrupules et la promotion de la contre-révolution et de l'expansion de l'impérialisme américain en Europe.[30]

L'élection de F.D. Roosevelt à la présidence des États-Unis, quelques mois après l'élection de Hitler en tant que Chancelier du Reich en Allemagne en 1933, a marqué le début d'une nouvelle phase dans les relations russo-américaines. Roosevelt était assez à gauche dans sa pensée et laissait transparaître dans ses actes une forte sympathie pour les communistes. Il était franc-maçon de haut rang et entretenait des relations étroites avec les dirigeants de l'influente communauté juive américaine.[31] L'épouse de Roosevelt, Eleanor, s'est également engagée en politique et a même ouvertement soutenu financièrement le Parti communiste américain.[32]

L'un des premiers actes de Roosevelt en tant que Président fut de reconnaître l'Union soviétique en tant qu'État. Les documents furent signés à Washington par Litvinov-Finkelstein, représentant l'Union soviétique, et Henry Morgenthau Jr, conseiller loyal de Roosevelt et futur secrétaire au Trésor (1934-1945), au nom des États-Unis.

Il peut être considéré comme le « O.W. Kuusinen »[33] des États-Unis dans leur approche de l'Allemagne et de son avenir.[34]

Morgenthau Jr. était le principal conseiller et ami du Président Roosevelt. C'est par son intermédiaire que la « voix » de Roosevelt a été entendue. Au sein du ministère des Finances qu'il dirigeait, plusieurs personnes étaient « infiltrées » (= placées sous couverture) par le KGB des services secrets soviétiques, le plus important d'entre eux étant Harry Dexter White [Weiss – NdT]. Cela signifiait bien sûr que Moscou et Staline étaient parfaitement au courant des actions du gouvernement américain et,

[30] Weeks, p. 68
[31] [Note de la traductrice française : Roosevelt était juif.]
[32] Dilling, 1935.
[33] (Note du traducteur allemand : Otto Wille Kuusinen, communiste de Staline en Finlande, fr.wikipedia.org/wiki/Otto_Wille_Kuusinen=)
[34] Schildt, 1970, « Der Morgenthau-Plan », 6 septembre 1944.

ce qui était encore plus important pour eux, qu'ils pouvaient influencer directement les décisions de Roosevelt par le biais de ces personnes de confiance (par exemple Harry Hopkins, Armand Hammer, Alger Hiss).

Le New Deal de Roosevelt (un programme économique visant à éliminer le chômage de masse) avait pris fin à la fin des années Trente. Le chômage repartit à la hausse (plus de 10 millions). Pour s'attaquer à ce grave problème, Roosevelt vit dans la proposition de Morgenthau d'entrer dans la guerre menée en Europe une occasion unique de lutter contre le chômage

Le cabinet de Roosevelt en 1933 – de gauche à droite, le Président Roosevelt, à côté de lui le Ministre des finances Henry Morgenthau Jr., devant à droite le Ministre des affaires étrangères Cordeil Hull.

aux États-Unis et le risque d'une nouvelle dépression. Cela provoquerait une reprise de l'industrie et du commerce d'exportation qui relancerait l'économie du pays même si la guerre devait avoir lieu. *« Une guerre en Europe ne peut que nous être bénéfique. Ils devront acheter leurs armes et leurs munitions chez nous. L'or affluera alors si rapidement d'Europe que nous n'aurons pas assez de navires de guerre pour le transporter de l'autre côté de l'Atlantique ».*[35]

Cette solution au chômage, moralement discutable, a été volontiers acceptée par Roosevelt et Morgenthau. La clause de neutralité et le secret de l'affaire constituaient toutefois des obstacles. Ainsi que l'a parfaitement

[35] Hautamäki, 2004, p. 109, entrée du journal du secrétaire d'État américain à l'Intérieur Harold F. Ickes concernant une déclaration de Roosevelt lors d'une réunion du cabinet en septembre 1938, lorsqu'on lui a demandé quelles seraient les conséquences d'une éventuelle guerre pour les États-Unis.

décrit l'historien américain Charles C. Tansill, *« La 'porte dérobée de la guerre' a sauvé les États-Unis de l'emprise du chômage et ancré solidement le pays dans la politique mondiale ».*

Remarque

Malgré de nombreuses études et suppositions, les motifs de l'émergence des États-Unis en tant qu'acteur de la politique mondiale et leur influence décisive sur l' « équilibre des puissances » européen ne sont toujours pas clairs. Le fait que le Président américain W. Wilson ait déjà été le facteur décisif de la victoire de la Première Guerre mondiale avait des raisons qui n'avaient rien à voir avec la politique internationale en tant que telle, puisqu'il n'y avait à ce moment-là aucune confrontation de politique de puissance entre l'Allemagne impériale et les États-Unis. Il est cependant clair que la propagande de guerre non dissimulée contre l'Allemagne par la France et surtout la Grande-Bretagne, lorsqu'elle s'est étendue aux États-Unis, a donné l'impression que l'Allemagne était responsable de toute la guerre. Les amours clandestines de Wilson, impitoyablement exploitées par les milliardaires juifs qui avaient assuré son élection en 1912, ont également constitué un modèle à part entière lorsque Wilson s'est présenté pour son second mandat présidentiel en 1917 (Samuel Untermyer, le juge de la Cour suprême des États-Unis Luis Dembitz Brandeis et l'Arménien James A. Malcolm).

L'effort de guerre britannique au Moyen-Orient contre les Turcs s'annonçait sous de mauvais auspices, si bien qu'ils ont recruté les tribus arabes, inspirés par T. E. Lawrence, pour combattre les Turcs. Des promesses de victoire future ont été faites. Le souverain de Transjordanie de l'époque, Hussein, s'est vu promettre, entre autres, le territoire de la Palestine pour ses services s'ils le conquéraient sur les Turcs. James Malcolm, conscient du « talon d'Achille » de Wilson, a alors mis sur la table à Londres sa propre option de compensation. Le gouvernement britannique devait exaucer le vœu des sionistes en promettant aux juifs un séjour permanent en Palestine s'ils influençaient en retour la décision de Wilson non seulement de déclarer la guerre à l'Allemagne le plus rapidement possible, mais aussi de mettre l'argent du puissant groupe bancaire FED à la disposition des ennemis de l'Allemagne.

Luis Brandeis a réussi à faire adopter la déclaration de guerre américaine par le Congrès le 4 avril 1917 et c'est lui qui a rédigé le texte original de la Déclaration Balfour à l'automne de la même année. Ce document a été signé le 2 novembre 1917 à Washington par le Ministre britannique des affaires étrangères lord Balfour. Le texte de ce document est peut-être le

plus remarquable de l'histoire mondiale, dans lequel l'État souverain d'Angleterre assure à lord Rothschild, représentant de la célèbre famille de banquiers juifs, qu'il fera de la Palestine, c'est-à-dire du territoire appartenant à un troisième État souverain, la Turquie, dont l'Angleterre avait déclaré la guerre à son allié, l'Allemagne, une patrie juive (Israël).

Wilson n'ayant aucune raison politiquement légitime de déclarer la guerre, il fallait inventer une provocation pour donner aux Américains une impression acceptable de légitimité de l'action. Que dire alors du naufrage du paquebot S/S Sussex dans la Manche sans avertissement préalable par un sous-marin allemand le 4 avril 1917 et des fausses listes de noms de citoyens américains noyés à bord ?[36] Eh bien, au printemps 1917, alors que les troupes américaines avancées sous le commandement du général John J. Pershing étaient déjà en France, Wilson a enfin eu l'occasion de déclarer faussement la guerre à l'Allemagne. C'est à peu près au même moment que l'on apprit que le S/S Sussex était ancré dans le port de Londres sans avoir été endommagé ![37]

Après l'élection de Roosevelt à la présidence en 1933 en tant que candidat démocrate, une nouvelle ère s'ouvrit dans la politique étrangère américaine.

Roosevelt voulait intégrer l'Amérique dans la politique européenne en établissant une nouvelle position dominante dans la politique mondiale après la Seconde Guerre mondiale, basée sur la force militaire et économique des États-Unis. Roosevelt considérait toujours l'Allemagne comme la plus grande menace pour cet objectif en Europe et dans le monde.[38]

[36] On peut comparer avec la provocation du naufrage du paquebot « Lusitania » par le 1er Seelord Churchill le 7 mai 1915, qui n'a pas encore incité Wilson à déclarer la guerre à l'Allemagne.
[37] Braun, 1986.
[38] Schildt, 1970, « Morgenthau-Plan » du 6 septembre 1944

CHAPITRE 2

Le changement d'année 1940-1941 – La Finlande cherche sa ligne de conduite – Le général Halder et les salutations de Hitler – Mannerheim envoie son agent à Londres pour une rencontre avec Churchill – Nouvelles importantes du Kremlin – Rencontre entre Hitler, Göring et l'envoyé de Ribbentrop, le Dr. « Colonel » Paul Grassmann et Mannerheim – « Cas Barbarossa Trois » = front partiel dans le Golfe de Finlande – Océan Arctique – Menace de Hitler d'instaurer un régime militaire germano-finlandais – Contre-projet de Mannerheim « Pyhäselkä » – Le Maréchal s'informe de l'appréciation politique des militaires (O. H. Donner Londres/Churchill ; réponse au représentant de Mannerheim) – Général Heinrichs/Salzbourg, Berlin 25-28 mai. – Agent B/Pays nordiques/Tanner/Hansson.

À la fin de l'année, la situation politico-militaire internationale devenait de plus en plus complexe et impliquait une politique secrète d'arrière-boutique. Le maréchal Mannerheim et les dirigeants politiques finlandais ont fait de leur mieux pour rester « à la page ». Les Finlandais devaient essayer de considérer leur position comme devant être durable et préserver notre indépendance (un principe souvent répété par Mannerheim), même si les puissances belligérantes s'asseyaient un jour à la table des négociations pour parler de paix et de réconciliation. La vision clairvoyante du maréchal, fondée sur de solides expériences internationales, exigeait de nos dirigeants politiques et militaires des solutions et des réflexions réalistes qui permirent à la Finlande d'exprimer dès cette époque son opinion sur la définition de sa position.

Mannerheim/VT :

> *« En suivant les communications allemandes avec la Finlande, j'ai eu l'impression que Hitler ne discutait de ses plans les plus secrets et des préparatifs de ses décisions qu'avec ses généraux les plus proches et le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop. Le reste du haut commandement allemand était en quelque sorte décalé dans le temps par rapport aux informations qu'il recevait lors de l'exécution des plans de Hitler ».*[39]

[39] Manstein, 2002, pp. 234-235.

Visite du colonel général F. Halder et salutations de Hitler

Début janvier (1941), l'agent suédois (B) arrive de manière inattendue au domicile du maréchal, accompagné du chef de l'État-major allemand, le colonel général Franz Halder. Il transmet les salutations de Hitler, mais ne mentionne pas, par exemple, le plan « Cas Barbarossa Trois ». Au lieu de cela, il rapporte la déclaration de Hitler : *« Si la Finlande souhaitait d'autres livraisons militaires que celles déjà reçues, afin de pouvoir se défendre contre l'Union soviétique dans le cas d'une éventuelle action militaire de l'Allemagne et de l'Union soviétique, par exemple en direction de la Pologne, l'Allemagne les livrerait à un prix convenu... ».*

D'autre part, Halder était particulièrement préoccupé par les Balkans, où l'Union soviétique harcelait la Roumanie et la Turquie. Également parce que les Britanniques et les Français avaient amené davantage de divisions navales et de marines en Méditerranée. La visite n'a duré qu'une heure, vu le peu de temps disponible. L'agent B a été chargé de ramener l'invité au point de rendez-vous et de s'abstenir d'amener inopinément d'autres invités non invités chez le maréchal.

S'entretenant avec le Président Ryti de la visite de Halder, Mannerheim expliqua qu'ils étaient tous deux parvenus à la conclusion que Halder n'était peut-être là que pour voir si Mannerheim était toujours commandant en chef de l'armée finlandaise.[40]

Les Allemands étaient devenus méfiants à l'égard de Mannerheim. Cela se manifesta par exemple par le fait que les contacts passaient de plus en plus par le Président Ryti (par exemple, début janvier, la demande d'envoyer le général Heinrichs en Allemagne pour une conférence sur la Guerre d'Hiver). Vers la même époque, le lieutenant-colonel J. Veltjens rend une visite surprise à Ryti pour l'achat d'armes et d'autres questions militaires, mais celui-ci l'envoie immédiatement au maréchal. Veltjens s'est toutefois d'abord adressé à l'État-major général pour y exposer son cas.

Le maréchal suivit la situation avec attention et intérêt, mais ne se laissa pas influencer dans ses décisions. Il était cependant clair que des agents allemands et des autorités militaires allemandes en contact avec des militaires finlandais tentaient de les influencer et de contourner le maréchal et même le Président Ryti.

[40] Hautamäki, 2004, pp. 264-268, accord entre Mannerheim et Ryti.

Mannerheim envoie son agent à Londres pour une rencontre avec Churchill.

Dès le mois de mars de l'année précédente (1940), Mannerheim avait été informé par les Allemands du pacte de guerre secret conclu entre Staline et Churchill le 15 octobre 1939.

La France étant toujours impliquée dans la mise en œuvre de ce pacte (fronts N, M, S et E destinés à bloquer l'Allemagne), on peut à nouveau parler d'une « alliance tripartite », comme pendant la Première Guerre mondiale. Ce pacte de guerre top secret avait été annoncé par les amis influents du maréchal en Union soviétique (Gregori, Luci, Irina) dans un courrier de Narva en novembre 1939.[41]

Jusqu'en 1940, Mannerheim avait constaté que les nombreuses informations importantes, voire secrètes, fournies par les Allemands étaient exactes. La Finlande se trouvait toutefois dans une situation très douloureuse et contradictoire au moment de définir sa politique étrangère et militaire. Afin d'y voir plus clair et de l'aider dans sa prise de décision, notamment en ce qui concerne les plans et les idées britanniques, le maréchal décida début 1941 d'envoyer son agent à Londres.

Remarque 1

Le recours de Mannerheim à l'agent susmentionné reposait sur la très large connaissance personnelle que Mannerheim avait de l'élite dirigeante politique et militaire européenne (Churchill, Ironside, Halifax, le duc de Windsor, Weygand, Salazar Antonio de Oliveira, Göring, etc.) Pour un voyage difficile, long et sans doute dangereux, le maréchal envoya son ami Hans Otto Donner. À son arrivée à Londres, il devait s'efforcer de rencontrer personnellement le Premier ministre Churchill afin de lui transmettre les demandes du maréchal. Le succès de cette mission dépendrait en grande partie du parent de Donner, sir Patrick Donner, qui non seulement était membre du cabinet, mais connaissait aussi bien Churchill.

Mannerheim et Ryti préparèrent Donner au voyage et lui expliquèrent les conditions nécessaires à la réussite de sa mission. Le voyage en Angleterre était déjà très difficile à l'époque. Prendre l'avion serait trop dangereux en raison des activités des forces aériennes allemandes et britanniques. Les contacts avec l'ambassade britannique à Stockholm sont également restés infructueux.

La solution était une prise de contact à petite échelle par un intermé-

[41] Hautamäki, 2004, p. 138.

diaire (le défi était le problème de trouver des moyens de transport.), d'abord avec l'Allemagne, puis avec von Ribbentrop. Cela offrirait la possibilité de se rendre à Londres via la Suisse, la France, l'Espagne ou le Portugal (Lisbonne).

La tâche de l'intermédiaire consistait à prendre contact, par l'intermédiaire d'Anglais influents (Patrick Donner) connus du maréchal, avec des militaires de premier plan et, si possible, avec le Premier ministre Winston Churchill lui-même. Toutes les questions liées au voyage devaient être tenues secrètes et aucune trace écrite des sujets abordés ne devait être conservée, ni à l'arrivée ni au départ.

Si l'intermédiaire était en mesure de parler à Churchill, il lui incombait de lui poser les questions claires formulées par Mannerheim et Ryti :

1) Churchill avait-il conclu un accord particulier avec Staline le 15 octobre 1939 ? Si oui, comment l'Angleterre comptait-elle mettre en œuvre ses plans contre l'Allemagne dans la péninsule scandinave et en Finlande ?

2) Comment le gouvernement britannique et le haut commandement espéraient-ils que les forces de défense finlandaises se comporteraient si les forces allemandes traversaient le territoire finlandais, sans demander la permission, pour attaquer l'Union soviétique ?

3) Comment les Britanniques réagiraient-ils si l'Union soviétique lançait une invasion pour occuper la Finlande ?

4) Dans le cas d'une telle attaque, l'Angleterre apporterait-elle un soutien militaire rapide et approprié à la Finlande si les forces armées finlandaises s'engageaient à repousser l'invasion soviétique ? Quelle garantie l'Angleterre serait-elle prête à donner en échange du soutien promis ?

Conscient de l'importance et du danger de son voyage, l'agent s'est d'abord rendu en Suède, puis en Allemagne via le Danemark, où il s'est rendu au ministère des Affaires étrangères pour discuter de questions mineures concernant l'équipement de transport. La suite du voyage depuis l'Allemagne ainsi que le retour devraient être organisés par l'agent lui-même, à sa discrétion. Mannerheim souhaitait toutefois que l'agent revienne au plus tard fin février 1941.[42]

Nouvelles importantes du Kremlin

Mannerheim / VT :

> *« Alors que je préparais mon agent avec le Président Ryti pour un voyage en Angleterre, mon agent de liaison à Helsinki (la boîte aux lettres), le général Lauri*

[42] Mannerheim, S-32.

Malmberg, a annoncé que 'le courrier de l'Est était arrivé'. Cela signifiait que mes amis soviétiques avaient envoyé un message que VT avait reçu, ouvert[43] *et envoyé dans une lettre à Malmberg ».*

Après avoir reçu le message sous forme de lettre de Malmberg, je l'ai également fait lire au Président Ryti :

« Ici ton ami G + L + S/emil 816 / ne peut pas changer le plan / ne peut pas retirer des troupes / nous connaissons les intentions allemandes / ils attaquent l'Union soviétique / pénètrent dans le chemin de fer de Murman et à Moscou / nous n'attendrons pas / il n'y aura pas de répit / attention / attention / ça commence en direction de la Pologne et au sud / fais attention / arrête les Allemands / retarde / arrête les Allemands / pense / nous ne pouvons rien faire maintenant / donne ton accord / donne ton accord / S : de + G+L / à emil 816/G. »[44] [45]

Il s'agissait là d'un nouveau départ dans l'échange de messages avec les amis soviétiques du maréchal depuis 1940. À cette date, Mannerheim avait mis fin à l'échange de télégrammes qui s'était poursuivi jusqu'à l'automne après leurs déclarations sur la Guerre d'Hiver et le Traité de paix de Moscou ainsi que leurs demandes de retrait des troupes soviétiques du territoire finlandais :

« Pour Staline, la réponse à votre télégramme de Finlande / via L+G / ici Emil / retirez vos troupes des territoires finlandais et permettez-nous de pénétrer dans nos anciennes frontières ainsi nous empêcherons la marche des Allemands à travers notre pays / nous garantissons la sécurité de Saint-Pétersbourg/Emil ».[46]

« Ici Emil / à Staline par G / tout envahisseur est notre ennemi et nous nous battrons – de notre mieux – / nous ne lancerons d'attaque contre personne // je sais que nous connaissons l'origine de votre plan initial de prendre possession de notre pays / nous ne souhaitons que la paix / Emil 816. »[47]

L'invasion de la Finlande prévue par les dirigeants soviétiques pour l'automne 1940 fut pour l'instant annulée.[48] Le message, qui arriva alors dans les premiers jours de l'année, indiquait que l'Union soviétique était prête à réagir immédiatement par une invasion de la Finlande si les actions de l'Allemagne devaient en donner l'occasion. Après avoir consulté le Président Ryti, le maréchal Mannerheim décida d'augmenter le degré de préparation de son armée afin qu'une éventuelle Lkp (mobilisation) puisse être mise en œuvre plus rapidement que d'habitude à partir du 15 janvier 1941. Outre le contenu menaçant du message en provenance d'Union

[43] = a transformé un message secret en texte clair.
[44] Tahvanainen, 1971, p. 288.
[45] Mannerheim, S-32.
[46] Tahvanainen, 1971, p. 281.
[47] Tahvanainen, 1971, p. 282.
[48] Hautamäki, 2004, pp. 241-242.

soviétique, la décision fut influencée par le mouvement perçu de l'armée rouge sur l'isthme de Carélie, au nord de Ladoga et en direction de Salla. Les dirigeants finlandais étaient également conscients que notre pays ne serait pas en mesure, à ce moment-là, de repousser une grande offensive soviétique sans l'aide de l'Allemagne.[49]

Rencontre entre Hitler et les agents de Göring, le « colonel » Grassmann et Mannerheim

Toujours dans les premiers jours de janvier 1941, après avoir envoyé son agent en Angleterre, l'agent B arriva de Suède et demanda la permission d'« amener » Hitler et l'agent spécial secret de Göring, le « colonel » Grassmann[50], à l'audience du maréchal.

Il s'agirait d'une information supplémentaire importante à présenter au maréchal. Mannerheim promit de recevoir Grassmann. Le contenu de l'entretien en bref.

Mannerheim S-32 / VT :

Grassmann :

> *« J'ai le pouvoir de transmettre tout d'abord à Monsieur le maréchal les mêmes salutations que celles transmises fin novembre (1940 Veltjens) par le chargé de mission du Reichsmarschall Göring. Il y est dit que si l'Union soviétique rompt le traité de paix et commence des opérations militaires contre la Finlande, l'aviation allemande viendra soutenir la défense finlandaise et, avec votre armée, chassera les troupes soviétiques du territoire finlandais. Dans le même temps, les forces armées allemandes occuperont les États baltes et y chasseront également les troupes soviétiques. Deuxièmement, je transmets le message de Hitler selon lequel l'Allemagne doit absolument détruire les forces de l'armée rouge concentrées pour l'invasion de la Finlande le long de la frontière nord-ouest, ouest et sud de l'Union soviétique.*
>
> *Cela vaut en particulier pour les troupes stationnées en Pologne, en Tchécoslovaquie et dans les Balkans. Afin d'éliminer les forces soviétiques dans la zone comprise entre Mourmansk et Leningrad, l'Allemagne sera contrainte d'utiliser le territoire finlandais pour la mise en œuvre de la troisième phase de Barbarossa ».*[51]

Mannerheim :

> *« Qu'est-ce que la troisième phase du cas Barbarossa ?*
>
> *Que sont la première et la deuxième phase ? »*

[49] Hautamäki, 2004, p. 170, promesse de Göring d'un soutien aérien.
[50] Anciennement connu sous le nom de Groessmann – plus tard connu sous le nom de Grassmann.
[51] Hautamäki, 2004, p. 215.

Grassmann :

« Le cas Barbarossa est comme vous le savez – un acte de guerre contre les forces armées soviétiques visant à détruire l'Allemagne. Le cas Barbarossa est planifié en trois phases, comme suit :

Cas Barbarossa Un = le mouvement de nos troupes et les opérations militaires sur la ligne entre le golfe de Finlande et la frontière nord de la Hongrie.

Cas Barbarossa Deux = Plan pour les Balkans au cas où les forces anglo-françaises attaqueraient les Balkans et l'Allemagne dans cette direction. Cette zone relèverait toutefois en premier lieu de la compétence de l'Italie. »

Le maréchal est bien conscient de l'accord d'aide franco-britannique de 1939 avec la Turquie, qui était déjà conclu lorsque l'Union soviétique harcelait la Turquie avec des demandes de bases dans les Dardanelles et le Bosphore.

Comme la situation allait bientôt évoluer vers un pacte de guerre tripartite entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique, le risque existe désormais que la Grande-Bretagne (la France ayant largement disparu de la scène à partir de 1940) abuse de cet accord avec la Turquie. Par conséquent, l'Allemagne doit préserver ses intérêts en Roumanie et dans les autres pays des Balkans et protéger leurs droits et leur intégrité contre les actions militaires du pacte tripartite découvert.

« Cas Barbarossa Trois » = concerne la zone de la moitié orientale de la Finlande (Golfe de Finlande – Mer de Glace) selon le plan provisoire dont la Finlande et vous-même, Monsieur le maréchal, avez déjà été informés. L'Allemagne devra prendre en considération cette troisième phase si :

1) Nous prenons acte des intentions de l'Union soviétique d'occuper la Finlande et d'agir en même temps militairement contre nos troupes en Norvège.

2) Nous constatons que du matériel de guerre anglo-américain continue d'être acheminé vers les ports de Mourmansk et de la mer Blanche. L'Allemagne ne peut pas permettre que les alliés occidentaux approvisionnent de quelque manière que ce soit l'Union soviétique, qui a l'intention et l'accord d'attaquer l'Allemagne en violation du pacte de non-agression encore en vigueur entre nos pays. Dans le cas de la Finlande également, cette livraison de matériel de guerre par les puissances occidentales à l'Union soviétique rendra plus difficile la lutte contre une éventuelle invasion soviétique.

Monsieur le maréchal comprend très bien que si l'Union soviétique tente d'occuper votre pays pour s'implanter durablement en Finlande, l'armée allemande de Norvège et l'aviation allemande devront immédiatement combattre l'armée rouge dans toutes les régions de Finlande.

Il va de soi que les forces armées des puissances occidentales participeront également à ce combat, conformément aux plans secrets dont Monsieur le maréchal a déjà été informé.[52]

Je n'ai pas besoin d'expliquer à Monsieur le maréchal, ni de prédire ou de décrire en paroles ce qui arriverait au peuple finlandais dans le cas d'une telle action militaire ».

Mannerheim :

« Vous n'avez pas besoin d'expliquer cela. Monsieur le colonel a-t-il encore quelque chose à dire ? »

Grassmann :

« Moi-même, Monsieur le maréchal, je n'ai rien à vous dire. J'ai seulement dit ce que Hitler, le Führer, m'a chargé de dire au maréchal ».

Mannerheim :

« Salutations à Monsieur Göring et aussi à Hitler. Si nous avons besoin d'aide, nous vous le ferons savoir. En aucun cas nous ne devrions recevoir de l'aide sans y avoir été invités.»

Mannerheim est prévenu

Au terme de l'entretien, Grassmann voulut, pour des raisons obscures, mettre en garde Mannerheim en privé contre l'attitude de Hitler et des dirigeants allemands à l'égard de la Finlande :

« Selon Hitler, il fallait empêcher la non-coopération de Mannerheim et Ryti avec l'Allemagne dans une éventuelle opération Barbarossa. Cela se ferait si nécessaire par leur renversement et l'instauration d'un régime militaire germano-finlandais sur place, afin de garantir une invasion globale de l'Union soviétique par l'armée finlandaise. Le personnel civil et militaire finlandais serait impliqué dans cette opération. »[53]

Les messages de Grassmann étaient si choquants que pendant quelques jours, le maréchal n'a même pas informé le Président Ryti de sa visite. Il voulait réfléchir à la situation avant d'expliquer les informations que Grassmann avait apportées. Les évènements des premiers jours de janvier étaient déjà si difficiles dans leur ensemble qu'il fallait prendre le temps de réfléchir et d'étudier avant de tirer la moindre conclusion. Le maréchal informa le Président quelques jours plus tard. Ils arrivèrent aux conclusions suivantes sur la situation :

1) Si l'Union soviétique n'agissait pas de manière offensive contre la Finlande, chaque jour devait néanmoins être mis à profit pour renforcer

[52] Hautamäki, 2004, pp. 171-174.
[53] Mannerheim S-32.

nos forces armées et remédier à leurs nombreuses faiblesses.

2) Nous savions que l'armée rouge déplaçait et renforçait silencieusement ses troupes à la frontière avec la Finlande.

3) L'Union soviétique transportait de nouveaux équipements militaires et du personnel vers la base militaire de Hanko, à la fois par train et par mer.

4) L'Union soviétique a également renforcé ses bases sur les îles du golfe de Finlande, ce qui signifiait que ce dernier serait fermé à toute aide étrangère en cas d'attaque.

5) L'orientation de la Suède et de la Norvège serait également une énigme en ce qui concerne les aides potentielles, et la Finlande serait complètement « mise en veilleuse ».

6) Hitler et les chefs de guerre allemands étaient conscients de cette situation difficile et tenteraient de l'exploiter en poussant la Finlande à faire des concessions et en permettant aux Allemands de regrouper leurs troupes sur le territoire finlandais en vue d'une éventuelle invasion de leur part et de repousser ainsi par avance l'invasion soviétique attendue.

7) Nous étions tout à fait d'accord sur le fait que la Finlande ne pouvait pas se permettre, malgré sa situation difficile, de se laisser entraîner par les idées des Allemands ou des Alliés. Il était également important pour nous de clarifier les vues anglaises. Il faudrait donc attendre le retour de l'agent que j'avais envoyé à Londres et le message qu'il en rapporterait pour clarifier ces questions brûlantes.

Le maréchal et le Président Ryti décidèrent d'attendre encore et de demander des informations supplémentaires à l'Allemagne. Fin janvier, le général Heinrichs et son entourage se sont rendus en Allemagne pour faire un exposé sur nos expériences pendant la Guerre d'Hiver.[54] On a également essayé d'obtenir des informations du chef de l'armée allemande en Norvège à Oslo. (le colonel général von Falkenhorst, le colonel Buschenhagen).

Les dirigeants finlandais, ce que l'on appelle le « cercle intérieur »[55] et surtout le maréchal Mannerheim étaient donc conscients, dans les premières semaines de 1941, de la résolution imminente de la lutte entre les grandes puissances. Malgré le pacte de non-agression toujours en vigueur

[54] Le voyage de Heinrichs était toutefois clairement une mission de reconnaissance sur ordre de Mannerheim, afin de s'informer des futurs plans allemands, dont une rencontre avec le chef de l'État-major général de l'armée allemande, le colonel-général Franz Halder, le 30 janvier 1941.

[55] En temps de crise, le parlementarisme peut fonctionner si lentement que ce que l'on appelle le cercle intérieur, les principaux dirigeants du moment, sont contraints de prendre des décisions sans passer par le Parlement.

entre les deux puissances les plus fortes du continent européen à l'époque, l'Allemagne et l'Union soviétique (traité M/R du 23 août 1939), ce sont eux qui allaient lancer la bataille décisive de la Seconde Guerre mondiale.

On ne dispose que de conjectures sur le moment et le lieu où le conflit a éclaté. La nécessité d'être au courant des décisions et accords politiques et militaires secrets pris dans différentes directions était donc devenue indispensable pour les dirigeants finlandais. C'est précisément pour ce travail de renseignement que le « réseau de contacts » du maréchal Mannerheim à l'échelle européenne, sous la forme de sa connaissance personnelle des chefs militaires et des hommes d'État de plusieurs pays, était un instrument extrêmement important.

Le maréchal était particulièrement préoccupé par l'avertissement privé et confidentiel du « colonel » Grassmann sur la possibilité d'un coup d'État et les plans secrets visant à instaurer un régime militaire germano-finlandais alors que lui-même, le Président Ryti et leurs gouvernements étaient renversés.[56]

Pour faire face à une telle menace, le maréchal a également pris des mesures pratiques très mystérieuses. On le voit plus tard (5 mars 1941), lorsque l'agent VT reçoit inopinément une mission spéciale du maréchal pour informer le colonel A. Sainio et E. Raappana du début des préparatifs en vue de mettre en œuvre, si nécessaire, le plan secret « Pyhäselkä ». Cette affaire hautement sensible et secrète a probablement été discutée par le maréchal au moins avec son général le plus proche (Heinrichs) au quartier général.

Remarque 2

Il ressort des documents du dossier S-32 de Mannerheim que le maréchal était très préoccupé par l'indication de Grassmann (plan « Pyhäselkä » = « île sacrée »,).

L'emprise de l'Allemagne se renforçait, ce qui se reflétait également dans les contacts de son commandement militaire avec les représentants militaires finlandais. Les négociations à Salzbourg et à Berlin (25-28 mai 1941) avec la délégation d'officiers finlandais n'avaient pas abouti à un résultat satisfaisant pour l'Allemagne. Toutes les questions de coopération n'avaient pas encore été clarifiées et « écrites ». La proposition allemande de poursuivre les négociations à Helsinki fut mise en œuvre à l'arrivée des

[56] Hautamäki, 2004, p. 97, n'a pas encore été élucidée avec certitude par l'auteur. L'identité du colonel Grassman n'est pas connue, mais le soupçon d'avoir fait à Mannerheim une révélation du type de celle mentionnée ci-dessus le place probablement dans la faction anti-hitlérienne. (L'auteur clarifie l'identité de Grassman dans cette 2e partie).

colonels Kinzel et Buschenhagen le 2 juin 1941. C'est alors que commencèrent les négociations peut-être les plus importantes entre les représentants militaires finlandais et allemands, qui durèrent près d'une semaine (6 juin 1941).

Ici aussi, nous avons déjà constaté précédemment que la politique militaire allemande avait toujours « une longueur d'avance » sur ses réactions en politique étrangère. Étant donné que de nombreux évènements importants, voire décisifs pour la Finlande, sont liés à la date mentionnée ici (juin 1941), nous les évoquerons plus en détail par la suite.

Nous pouvons toutefois constater que Heinrichs connaissait l'avertissement de Grassmann à Mannerheim lorsqu'il mit en garde le colonel Kinzel, qui évoqua plus tard l'affaire dans son rapport à ses supérieurs à Berlin en ces termes : *« Il (Heinrichs) mit sérieusement en garde contre la tentative d'établir en Finlande une sorte de gouvernement Quisling. Cela pourrait immédiatement signifier la fin de toute coopération future entre la Finlande et l'Allemagne ».*

Des prises de position sont demandées à la Suède, à la Norvège et au Danemark.

Après que Mannerheim eut envoyé son agent en Angleterre et que le général Heinrichs fut en Allemagne pour faire un exposé sur la Guerre d'Hiver entre la Finlande et l'Union soviétique, le Président Ryti et le maréchal décidèrent d'interroger les autres pays nordiques sur la situation qui s'était développée en Finlande et en Scandinavie du fait des puissances belligérantes. L'agent B de Mannerheim fut chargé de se renseigner dans les trois pays voisins. Les questions auxquelles le Président Ryti et Mannerheim souhaitaient obtenir des réponses fondamentales étaient les suivantes :

1) Comment les pays nordiques percevaient-ils l'atmosphère dans leurs pays après l'occupation du Danemark et de la Norvège par les forces allemandes et comment la vie et le bien-être des citoyens dans les pays occupés étaient-ils assurés ?

2) Quelles instructions éventuelles le gouvernement britannique, et peut-être aussi le commandement militaire, avaient-ils données à ces pays scandinaves ?

3) Comment une éventuelle nouvelle invasion de l'armée anglo-française et l'expulsion des Allemands de Scandinavie étaient-elles perçues au Danemark et en Norvège ?

4) Y avait-il en Norvège des signes d'une éventuelle attaque allemande en direction de l'est via le territoire finlandais ?

5) Qu'attendraient la Suède et le Danemark et la Norvège occupés de la

Finlande si les Allemands attaquaient l'Union soviétique via leur territoire ?

6) Comment les pays nordiques se comporteraient-ils si l'Angleterre, la France et l'Union soviétique commençaient simultanément à occuper la péninsule scandinave et à détruire les troupes allemandes qui y sont stationnées ?

L'agent devrait mener son enquête dans le secret le plus absolu, et seuls le Premier ministre et le commandant des forces armées du pays concerné devraient en avoir connaissance. Les questions et les réponses devraient être traitées de manière strictement confidentielle. Les réponses devaient être disponibles à la mi-février.

Immédiatement après que l'agent eut commencé sa mission en Suède, Mannerheim et Ryti décidèrent de demander au Parlement finlandais de se prononcer sur les questions suivantes :

1) Quelle serait la réaction du Parlement si les forces allemandes attaquaient l'Union soviétique en passant par le territoire finlandais sans en demander l'autorisation ?

2) Quelle a été la position du Parlement sur ce qu'il faudrait faire si les forces allemandes, après avoir envahi le territoire finlandais, repoussaient les troupes soviétiques au-delà de l'ancienne frontière ? Les troupes finlandaises participeraient-elles à cette opération ou, sans se joindre aux Allemands, la Finlande occuperait-elle les territoires qu'elle avait perdus lors de la paix de Moscou et adopterait-elle une position défensive à proximité de l'ancienne frontière ?

3) Que compte faire le Parlement si l'armée rouge lance une nouvelle invasion pour occuper notre pays ?

4) Si la Finlande devenait un champ de bataille pour les armées de l'Allemagne et de l'Union soviétique, comment le Parlement souhaiterait-il que nos propres forces de défense se comportent ? Le Parlement donnerait-il alors au commandant en chef et au Président les pleins pouvoirs pour transférer des opérations militaires hors du territoire finlandais ?

Mannerheim était très soucieux de garder les choses secrètes. Il voulait que ceux qui discutaient des affaires importantes du pays et qui étaient au courant soient absolument fiables. Il savait aussi par expérience qu'une discussion ouverte des questions en question au Parlement serait connue en quelques heures des représentants allemands et soviétiques, malgré le strict secret. Pour obtenir l'avis du Parlement, il fallait donc traiter la question d'une autre manière. Le Président Ryti promit de traiter la question de manière indépendante avec le Premier ministre, les Ministres de la défense et des affaires étrangères et les présidents des groupes parlementaires.

Mannerheim est resté pour attendre les résultats et était bien sûr prêt à donner son propre avis si nécessaire.

Quelques jours plus tard déjà, les dirigeants de la Confédération paysanne et du Parti du progrès firent des déclarations dans lesquelles ils affirmaient que des contre-mesures militaires contre la menace soviétique persistante devaient être prises immédiatement si nécessaire, et qu'il fallait obtenir de l'aide de partout, tandis que le président des sociaux-démocrates, Väinö Tanner, demandait un entretien avec Mannerheim avant que le groupe parlementaire ne prenne une décision. Lors d'une réunion à laquelle participaient également quelques autres dirigeants sociaux-démocrates, Tanner demanda au maréchal d'exposer brièvement la situation actuelle.

Mannerheim/VT :

> *« Si l'Union soviétique lance des opérations militaires contre la Finlande, nos armées seront vaincues et internées en quelques jours. La vitesse et la puissance des actions militaires seraient alors d'un tout autre ordre de grandeur que celles dont disposait l'Union soviétique lors de son entrée dans la Guerre d'Hiver de 1939. Les forces de défense finlandaises ne pourraient que difficilement se retirer et capituler si elles n'avaient pas été détruites d'ici là. Par conséquent, si l'Union soviétique viole le traité de paix en attaquant, il est clair que les forces armées allemandes agiront contre cette attaque avec leurs forces terrestres, navales et aériennes. L'Allemagne ne laissera pas ses troupes en Norvège entre les mains des forces soviétiques et occidentales. Une telle action militaire signifierait en même temps l'anéantissement complet de notre peuple au début de la guerre. À mon avis, les Allemands pourraient lancer une contre-attaque et repousser les troupes soviétiques au-delà de l'ancienne frontière, ce qui nous permettrait d'occuper notre territoire avec nos propres troupes jusqu'à la frontière et de nous installer dans des positions défensives aussi avantageuses que possible, sans avoir aucun lien avec les Allemands. De cette manière, nous pourrions déplacer les actions militaires destructrices loin du territoire finlandais sans être étiquetés comme agresseurs. J'espère que vous garderez confidentielle et absolument secrète mon opinion, que j'ai exprimée si ouvertement ».*

Tanner :

> *« C'est ce que je fais. Je ne sais pas ce que font les autres camarades. Mais les pays baltes savent qu'ils ont perdu leur indépendance et qu'ils sont désormais d'anciennes nations. Après cette leçon et nos autres expériences, notre Parlement devrait avoir une vision claire de la situation. Aucune autre promesse ou concession ne devrait être faite à l'Union soviétique. Nous continuerons à débattre de ces questions au Parlement sur la base des questions posées par le Président. Nous voulions juste entendre l'avis du maréchal avant ».*[57]

[57] Mannerheim, p-32.

Avis du Parlement

En l'espace de quelques jours, Mannerheim et le Président connurent l'avis du Parlement. À la quasi unanimité, la position de ce dernier était la suivante :

1) L'invasion non autorisée ou l'attaque directe par les forces armées d'un pays étranger, qu'il s'agisse de l'Union soviétique ou de l'Allemagne, doit être repoussée. Le Président et le commandant en chef sont habilités à prendre d'éventuelles contre-mesures.

2) Si l'Allemagne, sans en demander l'autorisation, attaque l'Union soviétique en passant par le territoire finlandais, le Parlement déléguera au Président, au gouvernement et au chef des forces armées tous les pouvoirs pour la défense militaire de notre territoire et la sécurité de nos frontières.

3) Si l'Union soviétique envahit notre pays ou le contraint à signer des traités et à occuper la Finlande, comme elle l'a fait avec les États baltes, le Parlement ne voit pas d'autre solution que la résistance armée. Dans un tel cas, toutes les aides étrangères de tous les pays seraient acceptées.

4) En cas de risque de présence d'opérations militaires de l'Allemagne et de l'Union soviétique, et éventuellement de certains autres pays, sur le territoire finlandais, le chef des forces de défense est autorisé, avec son État-major, à prendre à l'avance des mesures visant à maintenir les opérations militaires hors du territoire finlandais.

L'avis et la décision du Parlement finlandais ne laissaient aucun doute sur la forte volonté de la nation de se défendre. Mais comme Mannerheim le craignait, certaines personnes au sein du Parlement prirent contact le jour même avec des représentants de puissances étrangères pour les informer de l'affaire en cours de discussion.

Des incidents plus graves ont eu lieu, qui ont même conduit à des arrestations. Les services de sécurité nationaux ont toutefois redoublé d'efforts, tant pour empêcher le travail des agents étrangers que pour surveiller les activités suspectes de nos propres citoyens.[58]

L'agent de Mannerheim et Ryti revient des pays nordiques

Début février, l'agent de Mannerheim (B) revint d'un voyage de reconnaissance dans les pays nordiques. Les questions soigneusement formulées par l'agent concernaient surtout les mesures à prendre pour soutenir la Finlande au cas où notre pays serait impliqué dans des actions militaires lors d'un éventuel conflit entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

[58] Mannerheim, 1952.

Toutefois, les attentes du maréchal visaient avant tout à connaître les opinions et les positions des autres pays nordiques en cas de crise, et non à obtenir un éventuel soutien militaire direct.

Les positions du Danemark et de la Norvège étaient plutôt réservées, principalement en raison de l'occupation de leurs pays. Seuls l'envoi de volontaires isolés pour soutenir la Finlande et l'intensification de la résistance clandestine contre les Allemands pouvaient être envisagés. Cela faciliterait à son tour l'invasion de la côte norvégienne, que les Britanniques planifiaient toujours. Cela ne peut toutefois être considéré comme exclusivement positif ni pour la Finlande ni pour les pays nordiques. Si les Britanniques avaient réussi à débarquer en Norvège et à en chasser les troupes allemandes, cela aurait signifié que non seulement la Norvège, mais aussi les autres pays nordiques, seraient devenus un champ de bataille pour les grandes puissances.

Le Premier ministre suédois P. Ä. Hansson avait même refusé de discuter d'affaires aussi importantes avec l'agent « informel » (B), et avait demandé à Ryti et Mannerheim, ou du moins à l'ambassadeur finlandais local, d'être la personne de contact. Cela convenait également très bien aux dirigeants finlandais. L'ambassade de Suède à Helsinki organisa un voyage secret pour le ministre Väinö Tanner afin qu'il rencontre le Premier ministre et le Ministre des affaires étrangères suédois. Sa mission était de s'enquérir de la position de la Suède et de son attitude future vis-à-vis de la situation finlandaise :

1) L'Union soviétique prendrait-elle soudainement le contrôle de la Finlande, un signe visible depuis longtemps ?

2) La Suède autoriserait-elle alors les forces armées finlandaises et les réfugiés civils à se retirer du côté suédois, puisqu'il était évident que nos forces armées ne seraient pas en mesure d'arrêter longtemps les forces soviétiques ?

3) Qu'attendrait la Suède des Finlandais si les forces allemandes pénétraient sur le territoire finlandais pour attaquer l'Union soviétique sans demander la permission ?

Tanner revint dès le lendemain de Stockholm, où le Premier ministre Hansson avait souligné que les questions soulevées étaient très vastes et devaient être examinées avec soin.

Cependant, il annonçait déjà à ce moment-là que la Suède s'opposait à un retrait des troupes finlandaises du côté suédois. La population civile en fuite serait toutefois accueillie conformément aux règles internationales. Le stationnement de troupes allemandes sur le territoire finlandais en vue de

l'attaque contre l'Union soviétique était une question dont la Finlande devait décider elle-même.

> *« Après le retour de Tanner, qui nous a transmis au Président et à moi-même les salutations du Premier ministre Hansson, nous nous sommes retrouvés dans la même situation qu'avant la Guerre d'Hiver. Une fois de plus, nous devions prendre toutes les décisions seuls, en nous fiant uniquement à notre propre jugement. Une fois de plus, nous étions pris au piège entre des superpuissances ennemies, au milieu de leurs querelles. Dans leurs actions militaires, elles étaient prêtes, de sang-froid et sans pitié, à étendre leurs combats destructeurs sur les territoires de pays petits et innocents. La Finlande ne serait pas une exception à cet égard, bien au contraire !*
>
> *Ma ferme résolution sur l'avenir de la Finlande a été confirmée. Le territoire finlandais ne sera pas livré comme champ de bataille si cela peut être évité d'une manière ou d'une autre ».*[59]

La société finlandaise et ses opinions au printemps/hiver 1941

Dans le flot d'évènements difficiles et de sacrifices qui touchent notre peuple et notre société, nous oublions souvent le simple citoyen et son opinion. Les chefs d'État, les politiciens et les militaires de haut rang, conscients des problèmes et de leur véritable contexte, peuvent facilement nous amener, nous simples citoyens, à soutenir leur opinion par une propagande de guerre grossière et une censure sévère. Ce que l'on appelle l'opinion publique, comme nous l'avons déjà dit dans l'introduction de la deuxième partie, ses grandes lignes, son contenu essentiel et son impact sur la société doivent être soigneusement identifiés et pris en compte par les dirigeants de tout État qui traverse une crise et tente de la surmonter. Une toute autre question est de savoir dans quelle mesure un gouvernement d'un pays gouverné démocratiquement, conscient des faits et de leur poids, peut en fin de compte suivre l'opinion publique dans ses décisions.

La société finlandaise, à l'exception peut-être des communistes qui étaient du côté de l'Union soviétique, était totalement unie à la fin de la Guerre d'Hiver, le 13 mars 1940, sur l'injustice qui lui avait été faite. Le peuple avait vécu une grave déception vis-à-vis de la Société des Nations et, en même temps, vis-à-vis de la signification de la législation internationale adoptée par les différentes nations.

En tant que personne totalement innocente, il avait été la cible d'une attaque impitoyable de l'Union soviétique. La situation était encore aggravée par le fait que l'Union soviétique avait violé unilatéralement tous les accords conclus auparavant entre nos pays. Depuis l'automne 1939, le peuple

[59] Mannerheim, S-32.

finlandais observait avec une grande inquiétude l'indifférence de toutes les grandes puissances à l'égard des droits des petites nations (Churchill, Staline, Hitler et Roosevelt).

Ignorant ces accords secrets, la petite Finlande s'était soudain mise à résister pour sa liberté et sa souveraineté. Mais même avec le « troc » (accord M/R du 23.8.1939, accord Staline/Churchill du 15.10.1939) des deux grandes puissances, la Finlande a conservé son indépendance. La Finlande a refusé d'adhérer à une alliance et d'accepter une aide militaire de l'une des deux parties, soulignant sa neutralité, car elle voulait reconstruire en paix son pays gravement endommagé par la guerre.

Cependant, cela allait à l'encontre des plans de l'alliance anglo-franco-soviétique visant à créer un front offensif (N) en Scandinavie afin de vaincre l'Allemagne. Lorsque le plan fut révélé aux Allemands, il modifia aussi fondamentalement la position de la Finlande et de tous les États nordiques. Mi-mars encore (15-20 mars 1940), la direction de guerre soviétique préparait l'écrasement de la Finlande avec une concentration de forces plus importante que celle connue jusqu'alors.[60]

Remarque 3

La décision des Britanniques et des Français d'envoyer un corps expéditionnaire en Scandinavie a été prise le 5 février 1940. De vastes travaux de planification concernant les mines dans les eaux côtières norvégiennes, les lieux de débarquement, les effectifs et l'équipement seraient alors achevés. Le débarquement proprement dit était prévu pour la mi-mars (du 15 au 20 mars 1940). Le « père » de toute la campagne scandinave, Churchill, considérait cependant que cette date était trop tardive en raison de quelques retards politiques et de désaccords internes et formulait d'amères critiques. Néanmoins, des préparatifs intensifs commencèrent et Staline l'allié secret fut informé de la date de l'invasion afin d'uniformiser les efforts militaires.

Pour l'Union soviétique, cela signifiait que la tâche déjà prévue pour elle dans le plan de guerre initial, à savoir l'occupation de la Finlande, serait désormais exécutée. En effet, l'armée rouge lança sa grande offensive de la Guerre d'Hiver sous Timochenko peu après la décision de Paris des puissances occidentales, les 9 et 10 février 1940. La résistance acharnée des Finlandais dans la partie sud du front (golfe de Kollaa-Viipuri) fit que les défenses de notre armée ne s'effondrèrent qu'au début du mois de mars 1940.

Le commandant du district militaire de Leningrad, K.A. Meretskov, qui

[60] *Finnisches Soldatenmagazin* (Magazine du soldat finlandais), 1997, pp. 30-31.

avait « fait de la place » pour le commandant en chef de la 1ère armée, S.K. Timochenko, et qui était commandant de la 7ème armée, reçut alors, en tant que commandant de la 9ème armée, l'ordre de couper la Finlande en avançant le long de la ligne Oulu–Tornio–Tornionjoki (= l'objectif initial de la Guerre d'Hiver, qui échoua de manière grandiose). Meretskov recevrait huit divisions d'infanterie au lieu des cinq actuelles, ainsi que des renforts supplémentaires considérables. L'offensive, qui devait être rapidement couronnée de succès, devait débuter du 15 au 20 mars 1940 (!).

Mais l'Allemagne et Hitler étaient désormais intervenus dans le cours des évènements. L'accord d'alliance secret entre Churchill et Staline a été communiqué à Hitler dès le 9 mars 1940. Hitler prend alors des contre-mesures immédiates, mais dissimule soigneusement les informations qu'il a reçues. La tâche la plus urgente consistait à préserver la Finlande de l'occupation par l'Union soviétique. La première note est envoyée à Moscou le 10 février 1940 et propose que l'Union soviétique entame des pourparlers de paix avec la Finlande. Dans le même temps, le maréchal Mannerheim est informé que la demande a été adressée au Kremlin. L'offensive de l'armée rouge se poursuit cependant avec vigueur et les forces de défense finlandaises sont définitivement à bout de forces début mars. Le maréchal rend compte de la situation à Berlin, d'où une deuxième note (ultimatum) est envoyée à Moscou les 3 et 4 mars 1940 (*« L'Allemagne entrera en guerre aux côtés de la Finlande si l'Union soviétique n'entame pas immédiatement des négociations de paix avec la Finlande »*).

D'un point de vue militaire, il s'agit d'une situation très étrange. Les défenses finlandaises sur l'isthme de Carélie s'effritent. Une forte force de l'armée rouge (cinq divisions du 7e corps d'armée) a traversé la baie gelée de Vyborg avec des renforts et a débarqué dans la région du lac Säkkijärvi, où elle forme une assez large tête de pont. Ce n'est qu'une question de temps avant que ces troupes et celles de l'armée rouge qui avancent en direction de Vyborg ne se rencontrent, ce qui permettrait de se diriger vers Helsinki et plus loin vers Turku, voire vers Åland.[61]

Les pertes finlandaises en mars dans le golfe de Vyborg sont terribles (4e division/environ 200 hommes) et il n'y a pas de ravitaillement. Du front nord, la meilleure 12e division en état de combattre avait été transférée dans la baie de Vyborg. Les Finlandais ne savent rien de la mission de la 9e armée, désormais sous le commandement de Meretskov, qui, si elle avait été exécutée, aurait amené ses forces à Oulu et Tornio en quelques semaines, avec sa supériorité écrasante.

[61] Hautamäki, 2004, pp. 153-155, carte p. 156.

C'est là, sur la rivière Tornio, qu'il était prévu de tendre la main aux soldats anglo-français du général Ironside qui arriveraient de Narvik.[62] Nous savons très bien que la réalisation de ce scénario aurait signifié la destruction de la Finlande et sa transformation immédiate en champ de bataille des grandes puissances.

L'ultimatum de Hitler pousse Staline, contre la conviction de Molotov, Zdanov et de quelques généraux, à conclure le traité de paix de Moscou avec la Finlande le 13 mars 1940. Cette paix ne devait pas être durable, mais servir de base de départ à une nouvelle invasion en temps voulu.

Durant l'été et l'automne 1940, les dirigeants finlandais ont déclaré que les dirigeants de Moscou utilisaient toutes les méthodes de provocation possibles pour trouver un prétexte à l'occupation de notre pays.[63] Bien qu'une grande partie du chantage et des pressions soviétiques aient été cachés à la population à cette époque, celle-ci était consciente de la menace soviétique persistante sur sa liberté, que la paix ait été obtenue ou non.

Cela se traduisait surtout par une propagande virulente, des menaces, des grèves illégales, des manifestations et des appels ouverts à l'armée rouge. Moscou elle-même cherchait encore des excuses pour sa nouvelle offensive. La plus connue d'entre elles fut le conflit sur la propriété des mines de nickel de Petsamo, qui dura de 1940 à 1941.

Les activités des communistes finlandais qui s'étaient installés en Union soviétique et de leurs auxiliaires locaux ont joué un rôle important dans le développement des relations entre les deux pays voisins. Pendant deux décennies (1920-1940), ces communistes finlandais, initiés au communisme international et aux activités du Komintern et vivant en Union soviétique, avaient conspiré par tous les moyens contre leur pays d'origine, sous la direction de leur chef O.W. Kuusinen, et lui avaient infligé des souffrances constantes.[64]

Les tentatives les plus sérieuses d'instaurer une Finlande soviétique furent les coups d'État de 1930 et 1932, qui constituent le point de départ de notre publication *La Finlande dans l'œil du cyclone*. Elles comprenaient également d'importantes mesures d'aide militaire de la part de l'armée rouge.[65] Récemment, des informations supplémentaires sur ces évènements sont devenues disponibles dans les archives soviétiques.[66] [67]

---

[62] Macleod, 1961.
[63] Ministère des Affaires étrangères, 1941.
[64] Kuusinen, 1972 et Albrecht, 1943.
[65] Hautamäki, 2004, p. 37, Operation Rentier.
[66] Magazine du soldat finlandais, 1997, pp. 21-27.
[67] Annexe 19, Le « testament » de Lénine.

Au cours de l'année 1940, l'Union soviétique avait montré par de nombreuses provocations que la paix de Moscou, signée le 13 mars 1940 avec la Finlande, ne devait pas être respectée. L'action parallèle et sans scrupules de nos communistes nationaux a rapidement entraîné une forte réaction de la majorité de notre peuple contre nos actions communistes. Il n'était donc pas surprenant que la sympathie pour les Allemands grandisse parmi les Finlandais. Le droit de transit accordé aux Allemands à travers la Laponie vers la Norvège avait déjà créé un certain sentiment de sécurité chez les dirigeants et les citoyens finlandais. (R. Walden : *« ...il y a de la lumière au bout d'un tunnel sombre... »*).

Au tournant de l'année 1940/41, il était de notoriété publique, malgré le secret, que les Allemands étaient les seuls à proposer et à fournir une aide concrète sous forme d'armes et d'autres matériels de guerre. Dans la pratique, cela signifiait que l'Allemagne n'était plus disposée à laisser la Finlande entièrement sous occupation soviétique, ce qui n'était pas l'intention de l'accord M/R (accord Molotov-Ribbentrop) depuis le début.

La population avait compris que les promesses d'aide anglaises et françaises pendant la Guerre d'Hiver n'avaient pas abouti à des résultats pratiques, mais elle ignorait bien sûr tout du schéma politique secret qui se cachait derrière (l'accord Churchill/Staline du 15 octobre 1939). Ces informations étaient en possession de quelques personnes du « cercle intérieur » de la direction finlandaise qui, sous la direction de Mannerheim, dirigeaient notre navire d'État sur la base de ces connaissances. L'opinion générale était que les promesses et les discours ne pouvaient pas renforcer notre armée. L'aide devait venir de là où elle était proposée et donnée, c'est-à-dire de l'Allemagne ! La seule menace et le seul ennemi pour l'existence et l'indépendance de notre pays était toujours l'Union soviétique.

Les dirigeants finlandais, en particulier le maréchal Mannerheim, étaient parfaitement conscients de ce sentiment public au début de 1941. Après avoir obtenu des informations politiques de fond plus détaillées, mais strictement confidentielles, grâce aux contacts secrets de Mannerheim, les dirigeants finlandais décidèrent d'emprunter une autre voie, celle du non-alignement et de la neutralité pour notre pays. Les orientations fondamentales et leur contenu ont déjà été abordés à plusieurs reprises dans la première partie de ce livre.

L'attitude britannique et française vis-à-vis des affaires finlandaises immédiatement après la Guerre d'Hiver se caractérisait par un net refroidissement, le secret et une attitude évasive. Cela n'avait pas échappé aux diri-

geants finlandais.[68]

Cette impression s'était naturellement répercutée sur l'opinion publique. Mannerheim était fermement convaincu que les décisions de politique militaire prises par ces pays dans la phase finale de la Guerre d'Hiver constituaient une trahison envers la Finlande.[69] L'Allemagne, toujours alliée de l'Union soviétique, avait toutefois remis en question à diverses occasions la validité de l'accord M/R et laissé entendre que Staline avait été trompeur, ce qui pourrait même conduire à un conflit armé avec l'Union soviétique à une date ultérieure. Le moment dépendrait de la prochaine action militaire de l'armée rouge et des Britanniques en Europe. La France, qui a capitulé en juin 1940, est en quelque sorte sortie de ce front.

Les préparatifs de l'opération Barbarossa ont été effectués avec la minutie allemande afin de contrer les menaces susmentionnées. L'attention devait désormais se porter sur l'Est, où Staline, comme on le sait, avait mis sur pied et équipé son armée rouge, dont la taille et la puissance matérielle dépassaient toutes les attentes lorsque les forces allemandes ont lancé leur attaque préventive en sous-nombre le 22 juin 1941.[70]

L'agent de Mannerheim et Ryti revient de Londres

Fin février 1941, l'agent tant attendu (O. H. Donner) revient de Londres. Ses salutations, transmises par Churchill lui-même, semblaient rendre la situation de la Finlande encore plus difficile. Il était clair, du moins à ce moment-là, que la Finlande n'avait aucune chance d'obtenir de l'aide contre une éventuelle invasion soviétique, si ce n'est de l'Allemagne.

L'agent envoyé par Mannerheim et Ryti avait atteint Londres après de nombreuses étapes et y avait pris contact aussi bien avec son propre parent (Patrick Donner) qu'avec de nombreux amis de Mannerheim. Après plusieurs jours de contacts avec des personnes extérieures au gouvernement, on en était arrivé au point où l'on voulait aller voir le Premier ministre Churchill. Des personnes extérieures, et même certains membres du cabinet, se montrèrent très favorables aux efforts de l'agent et à la cause finlandaise.

Cependant, il s'avéra bientôt qu'aucun des membres de la commission n'était autorisé à discuter ou à s'exprimer sur des questions concernant la Finlande. Le Premier ministre Churchill avait gardé pour lui tout ce qui concernait le statut et les affaires de la Finlande (Pourquoi ?). L'agent a

[68] Nykopp, 1990, p. 46.
[69] Hautamäki, 2004, pp. 165, 174-175.
[70] Post, 1996, pp. 249-259.

finalement réussi à s'imposer et a obtenu une demi-heure de discussion. Lorsque l'agent voulut poser au Premier ministre les questions préparées par Mannerheim, Churchill l'interrompit froidement en ces termes :

> *« En ce qui concerne votre affaire de relations entre la Finlande et l'Union soviétique, si la Finlande veut que ses intérêts soient pris en compte après la capitulation allemande, elle doit écouter exclusivement les conditions soviétiques que Staline a présentées à la Finlande et qu'elle présentera à l'avenir. Les Finlandais ne doivent en aucun cas s'allier avec les Allemands. Les troupes de transit allemandes et les autres forces allemandes éventuelles doivent recevoir l'ordre de quitter immédiatement le territoire finlandais. Si la Finlande n'obtempère pas à cette injonction, l'Angleterre imposera de lourdes sanctions à la Finlande. Si vous êtes venus pour demander à l'Angleterre un soutien militaire contre l'Union soviétique, la réponse de notre gouvernement à une telle demande sera non. Transmettez ces salutations au Président Ryti et au maréchal Mannerheim ».*[71]

C'était la fin de la réunion. L'attitude de Churchill et du gouvernement britannique face à l'aide demandée par la Finlande dans sa grande détresse laissa à l'agent une impression nettement négative, froide et indifférente, voire menaçante.

Malgré tout, l'agent continua à mener à bien la mission qui lui avait été confiée avec une grande persévérance. Il s'adressa à de nombreuses personnes influentes et put, en discutant avec elles, rassembler les opinions générales des Anglais occupant ces postes importants sur les questions posées par Mannerheim à Churchill. Il en est ressorti ce qui suit :

1) En Angleterre, on était fermement convaincu que Churchill et Staline avaient peut-être conclu une sorte d'accord top secret.

2) Les premiers ministres et les militaires de France et des pays limitrophes (Belgique, Pays-Bas) avaient également posé la question. On ne savait pas si Churchill avait répondu. S'il l'avait fait, la réponse n'aurait été connue que de quelques personnes dans le plus grand secret.

3) Churchill s'est vu confier des pouvoirs étendus (presque dictatoriaux) en matière de politique étrangère et de guerre. Dans les cercles diplomatiques et militaires britanniques, l'opinion générale était que l'occupation du Danemark et de la Norvège et l'expulsion des Allemands de ces pays faisaient toujours partie des plans de Churchill et du Haut Commandement britannique.

4) L'Angleterre n'accorderait pas d'aide militaire à la Finlande contre une éventuelle invasion soviétique. Un fait qui ressortait de la réponse de Churchill à l'agent. Cela signifiait à son tour donner à l'Union soviétique

[71] Mannerheim, S-32, Réponse de Churchill à l'agent de Mannerheim.

« les coudées franches » sur la Finlande.

Remarque 4

La déclaration de Churchill : *« ...c'est ainsi que la Finlande doit, pour que ses intérêts soient pris en compte après la capitulation allemande... »*. Le contexte de cette déclaration de Churchill à l'agent du maréchal, qui anticipait la victoire des Alliés occidentaux, doit être examiné plus en détail en ce qui concerne sa date :

1) Le pacte de guerre secret signé avec Staline le 15 octobre 1939 est en vigueur (front E). L'accord M/R entre l'Allemagne et Moscou n'est que décoratif.[72]

2) Roosevelt fait officiellement entrer les États-Unis en guerre le 7 décembre 1941 (Pearl Harbor). Dans la seconde moitié des années Trente, les États-Unis se trouvaient dans une situation économique difficile malgré le programme New Deal de Roosevelt. Les exportations étaient absolument nécessaires pour une industrie peu performante. Peu à peu, les interdits de la politique isolationniste du pays ont été transgressés, à la fois en secret et avec l'accord du gouvernement.[73]

L'Union soviétique en a profité pendant la Guerre d'Hiver via Vladivostok, il y avait de l'or et c'était suffisant. Dans le même temps, la petite Finlande mendiait des crédits pour acheter des armes pour son armée, en vain.

La victoire la plus importante pour Roosevelt fut l'entrée en vigueur, le 11 mars 1941, du régime spécial « prêt-bail », qui avait déjà commencé à l'automne 1940. L'importance de cet accord fut soulignée par Staline dans son discours à Roosevelt le 30 novembre 1943 à Téhéran, lorsqu'il déclara que l'aide qu'il contenait serait la clé de la victoire sur l'Allemagne. La position des États-Unis sur la participation à la Seconde Guerre mondiale était réfléchie et claire, tant sur le plan politique qu'économique.[74]

3) Le plan d'un nouveau débarquement en Scandinavie était encore à l'étude (N).

4) La Grèce et la Yougoslavie s'engagèrent à contribuer au plan des puissances occidentales visant à ouvrir un nouveau front (S) dans les Balkans contre l'Allemagne (documents « La Charité » 1940).

---

[72] Hautamäki, 2004, p. 326, annexe 10.

[73] En 1935-36, il existe une interdiction d'exporter du matériel de guerre vers les pays belligérants et aucun crédit n'est accordé, en 1937 un système de cash-and-carry.

[74] Hautamäki, 2004, pp. 64, 86 et 148, déclaration de A.M Cordell Hull du 18 mars 1939 au chargé d'affaires belge à Washington.

Remarque 5

Il ressortait clairement des informations rapportées de Londres par l'agent de Mannerheim que Churchill n'avait en aucun cas l'intention de s'écarter de la ligne politique qu'il avait choisie et de la collaboration avec Staline.

Mannerheim :

> *« Certains de mes amis finlandais et moi-même avions, comme je l'ai dit, de bonnes relations avec les Anglais. Mes amis suédois, français et suisses étaient même en contact direct avec des personnes proches du gouvernement britannique. Par leur intermédiaire, j'ai essayé de convaincre le gouvernement britannique d'accepter les propositions de paix présentées par les Allemands, par tous les moyens possibles et imaginables et en proposant des médiations. Mais il aurait été plus facile de prendre le taureau par les cornes que d'amener Winston Churchill à faire demi-tour ou même à envisager de s'écarter de la voie qu'il s'était tracée ».*[75]

La Finlande et Mannerheim avaient reçu des éloges et une admiration feinte tant de Churchill que de Roosevelt pour leur lutte contre l'Union soviétique pendant la Guerre d'Hiver, mais seulement tant que l'indépendance et le statut politique de la Finlande n'étaient pas en contradiction avec les objectifs et les engagements secrets qu'ils avaient conclus avec Staline.

La situation a rapidement changé lorsque la Finlande a refusé l'aide militaire proposée par l'Angleterre et la France. Grâce à son réseau d'information unique et fiable, le maréchal a effectivement réussi à détruire le plan secret de Churchill visant à former un nouveau front d'invasion scandinave (N) pour écraser l'Allemagne, ce qui aurait signifié en pratique que la Finlande et toute la région nordique seraient devenues un théâtre de guerre pour les grandes puissances s'il avait été mis en œuvre.

Nous renvoyons également au témoignage de l'agent de Mannerheim selon lequel Churchill se réservait toutes les affaires, informations et décisions concernant la Finlande, la Scandinavie et les pays baltes. Ce comportement de Churchill se réfère-t-il à la mention « obscure » dans les documents du dossier S-32 selon laquelle Churchill était probablement en Crimée à l'été 1939, de sa propre initiative, et négociait avec Staline ?[76]

La promesse écrite de Staline à Mannerheim de laisser la Carélie orientale à la Finlande après la victoire de la guerre si nous coopérions secrètement pour satisfaire les souhaits de Staline (Churchill) semble entrer dans la même catégorie. Selon eux, notre armée pourrait avancer sur son

[75] Hautamäki, 2004, p. 228.

[76] Hautamäki, 2004, pp.138, 176, 335, numéro de dossier 56, documents apportés par VT de Narva à Mannerheim en novembre 1939.

propre front jusqu'à un certain point, s'y arrêter et ne pas poursuivre son attaque. En même temps, nous tenterions d'exercer un effet dissuasif sur les actions offensives allemandes pour des « raisons défensives », notamment en ce qui concerne l'ouverture du chemin de fer de Murman. C'est ainsi qu'est né, peu avant le déclenchement de la guerre de Continuation en 1941, l'accord secret entre Mannerheim et Staline. Il est significatif que le président de la commission de contrôle, le colonel-général A. Zdanov, n'ait rien su de cet accord lors de sa première rencontre avec le Président Mannerheim le 7 octobre 1944. Staline avait-il agi seul ?

En cas d'accord, les troupes soviétiques seraient mieux à même, avec des forces réduites, de maintenir ouvertes les lignes de chemin de fer reliant Mourmansk et les ports de la mer Blanche à l'intérieur de l'Union soviétique. Cela garantirait que l'aide militaire des puissances occidentales à l'Union soviétique parviendrait à cette dernière.

C'est peut-être pour cela que Churchill avait dit à notre agent que *« ... il suffisait d'écouter les conditions soviétiques que Staline avait mises en avant et qu'il mettrait en avant à l'avenir... ».*

> *« Si j'avais raison dans cette interprétation, il n'y avait qu'un seul moyen de le savoir : un contact direct avec Staline par l'intermédiaire de mes amis soviétiques. J'ai immédiatement appelé le général Malmberg et lui ai ordonné d'informer le colonel Sainio à Joensuu qu'il devait envoyer mon agent (VT) à Kuopio pour attendre mon arrivée à notre point de rendez-vous convenu au préalable (l'hôtel Atlas).*
>
> *Le lendemain (1er mars 1941), j'ai informé le Président que je ne pourrais pas le recevoir à mon lieu de travail pendant quelques jours. Je lui ai dit que j'allais me reposer avec quelques amis. J'ai fait savoir à mes généraux et à mon aide de camp qu'ils reporteraient toutes les décisions nécessitant mon accord jusqu'à ce que je revienne à mon poste. Pour les questions vraiment importantes qui nécessitaient des décisions rapides, je pouvais être contacté par l'intermédiaire du général Lauri Malmberg.*
>
> *Après avoir fait ces déclarations, j'ai déménagé à Kuopio, où j'ai passé une partie de mon 'temps de repos' à prendre contact avec mes amis soviétiques. Pendant un certain temps, je me suis reposé dans les maisons privées de certains de mes amis, et je me suis également rendu quelques fois à mon lieu de service ».*[77]

Le maréchal ne donne pas d'autres explications sur son séjour ou sur les personnes qu'il a rencontrées entre le 1er et le 3 mars 1941. Cependant, des évènements ultérieurs indiquent clairement (tout comme la propre déclaration du maréchal au VT en 1950) qu'il a dû être en contact avec le « colonel » Grassmann, envoyé spécial de Hitler. Celui-ci avait à nouveau

[77] Mannerheim, S-32.

sérieusement mis en garde le maréchal contre un éventuel projet de coup d'État impliquant des militaires et des civils tant allemands que finlandais.

Agent VT :

> *« Au tournant de février-mars (1er mars), je fus à nouveau invité à Kuopio, où je rencontrai Mannerheim. La chambre de l'hôtel Atlas était la même que celle où j'avais rencontré le maréchal lors de notre dernière rencontre. Il me remit un télégramme rédigé par ses soins, que je transformai en sa présence en un code très difficile à déchiffrer. De là, par la fenêtre ouverte de la chambre d'hôtel, j'ai murmuré le message du maréchal à ses amis ».*
>
> *« c'est emil 816 / c'est emil 816 / pour Lucille et Gregor von Mannerheim / continuez pour Staline / aussi pour informer Irina / les négociations avec les Allemands sur l'aide allemande pour nous ont été positives / retirez vos troupes à l'ancienne frontière / si vous faites cela, nous empêcherons les Allemands de venir / nous opposerons une résistance armée aux Allemands / nous avons maintenant le soutien de la Suède, Norvège et Danemark derrière nous / nous avons obtenu cette garantie armée / nous empêcherons toute action militaire sur toutes les frontières finlandaises / si vous faites cela, nous ne signerons pas de traité allemand / faites-le immédiatement / si vous revenez à l'ancienne frontière, nous pourrons peut-être convaincre les Allemands de quitter la Norvège et le Danemark / nous prendrons des mesures de sécurité ici pour vous aider / donnez-nous une réponse sur ce que vous faites / emil 816/ mannerheim/emil. »*[78] [79]

Une heure plus tard, le même télégramme fut répété pour la radio réglée sur la réception automatique.

Mannerheim et son accompagnateur (le major général Walden), conscients du retard, partirent chacun de leur côté. L'agent et la « radio de contrôle » du maréchal étaient réglés sur réception dans une chambre d'hôtel fermée à clé et surveillée.

[78] Tahvanainen, 1971, p. 291.
[79] Mannerheim, S-32.

CHAPITRE 3

La Finlande obtient sa ligne politique définitive – L'interprétation par Mannerheim des instructions de Churchill – Le plan « Pyhäselkä » – La promesse de Staline à Mannerheim

L'arrivée de l'agent d'Angleterre et les salutations qu'il apportait sur les positions de Churchill concernant les questions brûlantes de la position de la Finlande plaçaient tant Mannerheim en tant que commandant en chef de l'armée finlandaise que Ryti en tant que Président et représentant du pouvoir gouvernemental devant des décisions définitives. La Finlande devait désormais déterminer l'orientation de sa future ligne politique et militaire. Dans tous les cas, une tempête se préparait.

Ce ne serait qu'une question de temps et de lieu avant que l'Allemagne et l'Union soviétique ne s'affrontent en dépit de leurs traités et de leurs déclarations d'amitié.

D'un autre côté, tout était possible en politique mondiale, on l'avait déjà vu. Les décisions qui seraient prises dans la future politique finlandaise seraient donc d'une importance capitale pour l'avenir. Les opérations de reconnaissance secrètes menées et la situation politico-militaire plutôt floue et imprévisible qui se dessinait en février 1941 donnaient la direction et la base des décisions futures des dirigeants finlandais :

1) Il semblait assez clair que Churchill et Staline avaient effectivement conclu un accord secret à Moscou le 15 octobre 1939.

Les plans militaires de cet accord semblaient toujours en vigueur et une nouvelle coopération était en cours de développement.

2) Il semblait également clair que les Allemands avaient reçu les documents d'application de cet accord le 9 février 1940. Ils n'étaient ni des faux ni une tromperie. Toutes les informations fournies ultérieurement par les Allemands s'étaient révélées exactes.[80]

3) Dès l'automne 1940, l'accord de transit entre la Finlande et l'Allemagne sur le transfert de vacanciers à travers le territoire finlandais vers le nord de la Norvège avait suscité une réaction hostile de l'Angleterre (Churchill) à l'égard de la Finlande. Cela ne peut pas être une coïncidence, car la Finlande avait agi de manière totalement ouverte et selon le même principe que la Suède.

[80] Hautamäki, 2004.

4) Les Britanniques refusaient désormais clairement d'aider la Finlande au cas où l'Union soviétique violerait à nouveau le traité de paix et l'attaquerait.

5) Même la nouvelle tentative (15-20 mars 1940) du corps expéditionnaire britannique de débarquer en Norvège n'avait pas été abandonnée. Cela irait de pair avec une offensive simultanée de l'armée rouge pour conquérir la Finlande (y compris l'abandon de la 9e armée de Meretskov pour couper la Finlande et avancer jusqu'à la plaine Oulu–Tornio–Tornionjoki). Comme l'Allemagne ne renoncerait pas non plus facilement à son occupation du Danemark et de la Norvège, cela aurait pour conséquence de faire de l'ensemble de l'espace nordique un champ de bataille entre les grandes puissances.

6) La politique allemande à l'égard de la Finlande avait discrètement mais clairement changé après la fin de la Guerre d'Hiver. Ses offres de débloquer la livraison d'armes et d'autres matériels de guerre étaient d'une importance capitale pour la Finlande afin de renforcer notre capacité de défense. L'Allemagne avait également clairement indiqué qu'elle ne permettrait plus une agression soviétique contre la Finlande. Il y avait également des indications claires sur la possibilité d'un conflit avec l'Union soviétique, et l'utilisation du territoire finlandais dans le contexte de ce conflit pour une invasion avait été indiquée comme faisant partie des plans (« cas Barbarossa Trois »).

7) L'opinion publique et la perception des districts administratifs et militaires de l'État étaient que la dépendance de l'aide allemande était nécessaire et constituait la seule mesure de sauvetage de la Finlande contre une attaque imminente de l'Union soviétique. La Finlande ne lancerait jamais une guerre offensive, mais si l'armée allemande utilisait le territoire finlandais à cette fin, les forces de notre armée pourraient avancer jusqu'aux anciennes frontières (1939).

8) Que signifiait le fait que l'Allemagne et l'Union soviétique étaient encore « officiellement » alliées ? En janvier 1941 encore, l'Union soviétique livrait à l'Allemagne de grandes quantités de matières premières les plus diverses dans le cadre d'un accord commercial renouvelé, tandis que l'Allemagne, souvent sous la pression du Kremlin, livrait à Moscou des équipements militaires de premier ordre. Les deux puissances militaires pourraient-elles encore parvenir à un accord pacifique et quelle serait la position et le destin futur de la Finlande ?

Comment la Finlande devait-elle traiter avec les Allemands, qui avaient aidé la Finlande à sortir de la Guerre d'Hiver et à retrouver la paix, et qui

avaient fourni du matériel de guerre à notre armée, alors que Moscou faisait impitoyablement pression sur notre pays et menaçait même d'une nouvelle invasion ? Tout cela à un moment, en février 1941, où Churchill nous demandait de n'écouter que les instructions de cet ennemi, Staline, depuis Moscou !

Toutes les évaluations de la situation étaient sombres pour la Finlande. Le pays se retrouverait à nouveau seul avec ses solutions. Il n'y a même pas eu de promesses d'aide de la part des puissances occidentales, qui se seraient révélées être une trahison. Aujourd'hui encore, une aide a été proposée, cette fois-ci par l'Allemagne. Reste à savoir si cette promesse sera tenue si la situation se transforme en crise. Et aussi quelles pourraient être les conséquences de l'acceptation de l'aide si la guerre s'éternise et qu'une paix est finalement signée. De qui la Finlande serait-elle encore l'amie ou l'ennemie si nous n'avions pas déjà été détruits par la guerre ?[81]

Mannerheim interprète plus précisément les instructions de Churchill

Après que l'agent soit revenu de Londres et ait informé le Président Ryti et Mannerheim des résultats de son voyage et des conseils de Churchill, le maréchal était perdu dans ses pensées. Même si ces paroles de Churchill semblaient froides et menaçantes, elles devaient être vérifiées mot pour mot. Mannerheim demanda donc à son agent de noter les paroles de Churchill aussi précisément que possible sur du papier.[82] Il pourrait ainsi les examiner en détail et découvrir ce que Churchill pensait. En d'autres termes, s'ils contenaient quelque chose qui pourrait être découvert « entre les lignes ».

Mannerheim/VT :

> *« Après une étude longue et approfondie de la déclaration de Churchill, qui avait été transformée en texte, j'ai peu à peu compris ce qu'il voulait réellement exprimer dans sa déclaration. Peut-être cette déclaration cache-t-elle une idée qui n'est accessible qu'à quelqu'un qui connaît bien la politique de puissance mondiale et les accords anglo-soviétiques ainsi que leur arrière-plan ».*

Au terme de mes réflexions, j'ai dégagé pour moi les grandes lignes suivantes des idées de Churchill :

– Après l'invasion allemande du Danemark et de la Norvège, Churchill a

[81] Mannerheim, S-32.

[82] *« Mon père avait un talent particulier, ce qu'on appelle une mémoire photographique »*, a confirmé le fils de l'agent, Philippe Donner, dans un courriel adressé à l'auteur en 2014. Cette faculté était importante pour Mannerheim, car il insistait souvent pour qu'il n'y ait pas de papiers.

été contraint de réévaluer et de modifier sa politique en Scandinavie (le Front N était perdu). Il espérait peut-être maintenant que la Finlande pourrait former une sorte de « mur national neutre » entre la Finlande et l'océan Arctique et empêcher ainsi une menace allemande directe contre l'Union soviétique à partir du nord-ouest.

Cette « approche défensive » des Finlandais sur leurs propres lignes de front éventuelles permettrait, d'une part, de libérer les troupes dont l'armée rouge a besoin pour sa lutte contre les Allemands en raccourcissant ses lignes de front et, d'autre part, de « geler » par un traité les objectifs finlandais sur leurs propres lignes de front terrestres.[83] Tout cela reposerait toutefois sur une situation dans laquelle Mannerheim pourrait négocier d'une manière ou d'une autre non seulement avec la direction de guerre allemande, mais aussi avec la direction politique finlandaise. Enfin, les injustices commises par l'Union soviétique dans le traité de paix de Moscou après la Guerre d'Hiver (13 mars 1940) et même après, pourraient à juste titre inciter l'armée finlandaise à se présenter comme un partenaire à part entière lors de l'invasion allemande.[84]

Le soir du troisième jour (3 mars 1941), une lumière verte s'est allumée sur les deux radios. En même temps, un léger buzzer annonçait l'arrivée d'un message. La consigne du maréchal était que si je voyais le message arriver, je devais quitter la pièce, fermer la porte à clé et m'assurer que personne ne pouvait entrer dans la pièce. À partir de ce moment, un fonctionnaire devait être posté à la porte. C'est ce qui s'est passé. Le major général, qui était arrivé la veille à l'hôtel, a alors informé le maréchal quelque part par téléphone que la radio affichait le signal vert et que l'opérateur radio (VT) avait déclaré que le message arrivait.

Le maréchal est arrivé tard dans la nuit. Les gardes furent retirés et ce n'est qu'en présence de Mannerheim et du major général que le VT commença à ouvrir le message. Le message fut ouvert, vérifié et lu par le maréchal aux premières heures du 4 mars 1941. Traduit en « texte clair », son contenu était le suivant :

> *« c'est S+L+G / Irina a été informée par Staline / elle est en bonne santé mais ne peut pas réaliser votre souhait tout de suite / elle aimerait le faire mais les autres ne le font pas / ils ne veulent pas comprendre / ils n'y croient pas bien qu'Irina le fasse / nous pensons que vous refuseriez les Allemands / ce serait bien / merci à* R *et N pour leurs opinions / c'est bien que vous ne fassiez pas d'alliance / nous aimerions nous retirer, mais les autres ne veulent pas / nous savons que H va*

[83] Magenheimer, 2006, pp. 85-86.
[84] Paasikivi, 1991.

attaquer / faites ce que dit Irina / si nous devons attaquer / vous pouvez aller jusqu'à la ligne Laatokka-Syväri-Ääninen-S-Kanava / ne coupez pas la ligne Murmansk-Sorokka-Onega-Arkhangelsk / arrêtez-vous avant / un peu de nos troupes là-bas / nous en avons besoin au sud / vous allez rencontrer de la résistance / arrêter les Allemands / ne franchissez pas cette ligne / si vous le faites, vous récupérez votre Carélie et d'autres territoires / vous récupérez aussi vos territoires tribaux en Carélie orientale / c'est aussi votre pays / ne laissez pas les Allemands aller à L-Grad / ne nous dérangez pas au-delà de cette ligne / nous sécuriserons cette ligne avec un minimum de force / ne tirez pas sur L-Grad / nous sommes maintenant pressés dans notre effort de guerre / nous avons maintenant confiance en vous, les Finlandais / c'est ainsi que nous agissons et que nous vous faisons confiance / ne détruisez pas la Carélie / la Carélie restera avec la Finlande / elle restera avec vous / c'est ce que nous devons faire maintenant / nous faisons confiance à la patrie continentale / nous faisons confiance à 816 / c'est tout ce que nous pouvons demander maintenant, Irina / Irina croit en vos efforts / votre rêve de Carélie se réalise maintenant / Luci + Gregori + s / à Emil 816 / G+L+S + Irina/G. »[85] [86]

Le message ouvert créa une atmosphère électrique dans la petite chambre d'hôtel. Mannerheim lut le message plusieurs fois, s'assit parfois pour réfléchir, puis recommença à le lire. Le major général tenta de demander en russe qui étaient Gregori, Luci et Irina, mais le maréchal ne répondit pas. C'était comme s'il se trouvait dans un autre monde et qu'il vérifiait les messages qu'il recevait de temps en temps.

Le maréchal a également exigé que la station de radio soit ouverte et que le VT découvre le message qu'elle contient, sans l'aide du code morse du message déjà ouvert. Une fois le travail terminé, le maréchal a soigneusement comparé les deux messages et a constaté qu'ils avaient été décodés à la lettre. Il fallait donc partir du principe que le libellé et le contenu du message de Moscou étaient corrects.

Dans le courant de la matinée du 4 mars 1941, Mannerheim envoya un message de réponse ainsi libellé :

« ici emil 816/ G+L+S+ irina / merci pour votre bonne annonce et votre offre / nous allons satisfaire votre demande / nous n'attaquons que pour entraver les Allemands / mais nous avons besoin d'une confirmation écrite de vos engagements / envoyez un comité de négociation en Finlande / faites-nous savoir, d'où vous venez et quelle route vous prenez / j'informerai notre gouvernement de votre lettre / nous agirons préventivement contre les Allemands / nous n'attaquerons pas du tout si vous quittez immédiatement notre territoire / alors les Allemands n'attaqueront pas

[85] Tahvanainen, 1971, pp. 293-294.
[86] Mannerheim, S-32, p. 22.

non plus par la Finlande / envoyez immédiatement les négociateurs ou une confirmation écrite à ce sujet à votre télégraphe / j'attends votre communication /emil/816/emil. »[87]

La réponse à ce message de Mannerheim arriva le lendemain matin (5 mars) vers 7 heures. Après l'arrivée du maréchal et du major général à l'hôtel avant 10 heures, le message fut ouvert et le texte se présentait comme suit :

« ici G+L+S+Irina / vous pouvez vous fier à ce message / nous pouvons cependant vous donner une assurance écrite / nous vous informerons à nouveau du moment / il n'est pas temps de négocier / nous savons, que H est déjà passé à l'offensive dans le sud / lier les Allemands là-bas au territoire finlandais / H va aussi venir en Finlande / aidez-nous maintenant / vous recevrez les territoires promis / nous vous enverrons une confirmation écrite / nous vous communiquerons l'heure et le lieu plus tard / pas maintenant, jusqu'à ce que nous le préparions et le confirmions / nous reviendrons sur cette affaire sous peu / veuillez signaler tout danger / emil 816/G+L+S+ irina ! G+L. »[88] [89]

L'échange de messages, qui devait révolutionner les objectifs de la conduite de la guerre finlandaise, prit fin à ce moment-là. Le lendemain matin (6 mars), l'agent VT s'est rendu à son poste à Ylämylly et Onttola, où il travaillait pour II /8. Brig. en tant que trésorier.

Les Balkans et l'opération « Marita »

Le dernier message reçu indiquait déjà qu'une invasion allemande était imminente (« Barbarossa »). Seule la date exacte n'était plus claire. Staline avait déjà reçu en janvier des informations sur le plan d'invasion allemand via les États-Unis (Wood), informations que Churchill rapporta également de manière fiable le 1er mars 1941.

L'affirmation propagandiste, soutenue après la guerre par l'Union soviétique et les puissances occidentales, selon laquelle l'armée allemande aurait attaqué « soudainement » son partenaire contractuel (traité M/R du 23 août 1939) doit donc être considérée comme totalement fausse. Le dernier message de Mannerheim montre également la crainte et l'inquiétude ouvertes du Kremlin face à la situation : sous prétexte de sécuriser une direction nord-ouest, Staline était prêt à faire des promesses et même à tromper froidement Mannerheim et les Finlandais si la situation l'exigeait. Son « poing d'acier » (l'armée rouge) n'était pas encore prêt à frapper. Son réarmement massif et sa centralisation étaient en cours. Du temps

[87] Tahvanainen, 1971, p. 295.
[88] Tahvanainen, 1971, p. 295.
[89] Mannerheim, S-32, p. 23.

supplémentaire serait gagné par l'ouverture d'un nouveau front dans les Balkans (Yougoslavie, Grèce = front S) qui, en cas de succès, constituerait une importante et désormais unique tête de pont sur le continent pour de futures opérations offensives en liaison avec l'armée rouge (front E). En fait, Staline avait joyeusement approuvé le plan tout en ordonnant à son chef d'État-major général, Georgi K. Joukov, d'annoncer une aide militaire soviétique massive à l'armée yougoslave, dont Staline espérait qu'elle serait en mesure d'opposer une résistance à long terme aux Allemands. En concluant un pacte de non-agression avec la Yougoslavie le 5 avril 1941, Staline démontra en outre ouvertement qu'il agissait contre son partenaire contractuel, l'Allemagne.[90]

C'était la fin d'un spectacle qui avait déjà commencé pendant la campagne militaire polonaise, laquelle avait conduit à la signature du traité de juillet (autour du 15 juillet 1939), qui avait été le résultat des négociations de guerre de l'été 1939 (Angleterre, France, Union soviétique), mais que la Pologne avait alors refusé de signer, et qui avait été renouvelé et actualisé. Ce traité révisé a été signé par Churchill et Staline. Avec ce traité, toujours secret, Churchill voulait imposer un blocus complet de l'Allemagne, tant sur le plan économique que, surtout, militaire (fronts N, M, S, E).[91]

La réalisation de ce plan aurait porté le coup de grâce à l'Allemagne.[92] La mise en œuvre du Front S (Balkans/« La Charité ») isolerait non seulement les forces allemandes en Roumanie et en Grèce de leurs contacts, mais couperait également l'approvisionnement en pétrole des champs pétrolifères de Ploesti et du Caucase, vital pour toute l'armée allemande. Cela entraînerait rapidement une réduction radicale des besoins en carburant de l'armée allemande hautement motorisée.

C'était la justification de Hitler pour déplacer le centre de gravité de l'offensive de l'armée allemande vers le groupe d'armées Sud, contrairement aux opinions de ses propres commandants de front.

Les forces d'invasion britanniques et les Grecs eux-mêmes avaient déjà repoussé le gros de l'armée italienne hors du territoire grec vers l'Albanie, où ils tenteraient de faire la jonction avec les troupes yougoslaves. Churchill espérait que la dernière tête de pont alliée sur le continent européen

[90] Annexe 9, Déclaration de Hitler le matin du 22 juin 1941.

[91] Avec quelle autorité, si Chamberlain n'était pas impliqué ?

[92] Hautamäki, 2004, p. 283, enregistrement du discours prononcé par Hitler le 4 juin 1942 lors de sa visite à la fête du 75e anniversaire du maréchal Mannerheim à Immola (traduction d'une personne allemande, recherchée par des méthodes modernes, « Memory Stick » en possession de l'auteur). Voir version française traduite par Didi18 sur la chaîne Odysee @didi18 : Conversation entre Hitler et Mannerheim (juin 1942).

pourrait être tenue et que son offensive pourrait être liée à la grande offensive de la Yougoslavie et surtout de l'armée rouge (front E). Le front sud initial (S), dont les plans et les accords avaient été préparés par le commandement de guerre franco-britannique en 1939-1940 (documents « La Charité »), agirait ainsi comme un liant pour l'armée allemande, ce que Staline et les autres chefs de guerre soviétiques considéraient comme extrêmement important.

Le colonel Sainio et le colonel Raappana reçoivent une mission spéciale – Opération « Île sacrée ».

Voici le récit que fait l'agent VT de la mission qui lui a été confiée : le soir du 5 mars, après avoir reçu ces importants télégrammes de Staline en provenance d'Union soviétique et être prêts à partir chacun de notre côté, le maréchal m'a demandé d'aller dîner au restaurant et de revenir ensuite le voir.

Le maréchal m'a d'abord demandé quelles étaient mes connaissances géographiques de la région de Joensuu et de ses environs, et après que je l'ai convaincu qu'elles étaient très bonnes, il m'a dit :

> *« Je vous confie à présent une mission dont les colonels Sainio et Raappana ont connaissance.*[93] *Transmettez au colonel Sainio mes instructions pour que soient immédiatement répertoriés à Joensuu et dans ses environs les bâtiments susceptibles d'accueillir des quartiers généraux militaires et d'autres usages militaires et de bureau.*
>
> *L'emplacement, le nombre de pièces, les installations de chauffage, d'eau et d'égouts, l'état général et l'utilisation passée ou présente des bâtiments doivent être déterminés. En outre, les ateliers de réparation de voitures et de machines, les installations industrielles, les écoles, les hôpitaux, les hôtels, etc. devraient être répertoriés, c'est-à-dire tous les bâtiments susceptibles d'être utilisés comme bureaux et logements pour les grandes installations militaires et civiles ».*

VT dit avoir immédiatement compris les implications pratiques de l'aspect militaire du problème. Pressentant qu'après un rapport aussi détaillé du maréchal, il devrait lui-même s'occuper d'une tâche aussi importante, il a osé demander au maréchal :

> *« Monsieur le maréchal, s'agit-il de l'emplacement de plus d'une division ou d'un corps d'armée ? Ces informations faciliteraient ma mission et m'aideraient à m'orienter correctement. »*

[93] Colonel A. Sainio, chef du district de Joensuu, colonel E. Raappana, commandant de la province militaire de Kainuu (qui deviendra plus tard la province militaire de Maaselkä), major général et chevalier de la croix de Mannerheim.

« C'est peut-être le cas ! Le déploiement rapide de deux corps d'armée pourrait être une option. Je pense que vous comprenez déjà de quoi il s'agit ? Dites au colonel Sainio que le plan pour l'île sacrée doit être mis en œuvre immédiatement. S'ils veulent me contacter, ils ne peuvent le faire que par l'intermédiaire du général Malmberg. Il n'y a pas d'autre moyen. Si vous recevez une invitation à me rendre visite, demandez aux colonels, avant votre départ, à quel stade en sera 'l'Île Sacrée'.

Aucune information ne doit être écrite sur papier. Toutes les informations doivent être orales et faciles à retenir, mais correctes ! Rappelez cela au colonel Sainiotak.

Avez-vous compris comment vous devez procéder dans cette affaire et ce que vous devez dire au colonel Sainio ? »

« J'ai compris, Monsieur le maréchal. Je comprends votre objectif et la manière dont la mission doit être exécutée. J'aimerais savoir à quelle date 'l'île sacrée' doit être prête, Monsieur le maréchal ? »

« Sainio et Raappana savent, à partir du moment où ils reçoivent ma mission, quand et dans quelle mesure une tâche doit être accomplie. Je tiens à souligner une fois de plus, et cela doit être clair pour tous, que cette affaire est strictement secrète. Elle ne doit pas être portée à la connaissance des autorités militaires ou policières lorsqu'elles établissent des listes, etc. pour soutenir Sainio et Raappana.

Pendant la Guerre d'Hiver, vous étiez dans la section de contrôle du quartier général, n'est-ce pas ? Connaissez-vous encore les hommes du département de contrôle de Joensuu et de la police de cette époque ? Avez-vous confiance en l'un d'entre eux pour vous aider dans la tâche que j'ai ordonnée ? »

« Je les connais tous. Je connais aussi les fonctionnaires municipaux et certains policiers. Je fais confiance à certains, pas à d'autres, maréchal ».

« Oui, je pense. Je pense maintenant que vous pouvez garder le secret. N'oubliez pas de dire à Sainio que la station de radio Joensuu restera de toute façon sous son contrôle et celui de Raappana, et entre ses mains. Rien d'autre cette fois. La prochaine fois que nous nous verrons, avant que vous ne partiez, pensez à demander à M. Sainio ou à M. Raappana comment cette affaire a commencé ».

« Pendant le trajet (VT) du lendemain matin (6 mars) de Kuopio à Ylämylly, j'ai eu suffisamment de temps pour réfléchir aux choses que j'avais remarquées à Kuopio lors de l'émission et de la réception des messages radio et de leur transmission.

J'avais également vu la feuille de cartes avec les notes sur l'opération sur la table. 'L'île sacrée' ('Pyhäselkä').

Alors que je travaillais avec la radio et les messages, j'ai tellement entendu la conversation en suédois entre le maréchal et le major général que j'ai compris ce qui était écrit dans cette fiche et dans le plan de 'l'île sacrée'.

Au début de la conversation, j'ai entendu le général demander au maréchal s'il avait pleinement confiance en cet opérateur radio. Le maréchal a répondu qu'au cours de toutes les années où je l'ai connu, il n'avait pas eu une seule fois un doute. S'il

avait remarqué une seule fois que mes paroles et mes actions étaient accompagnées de la moindre exagération, de la moindre autopromotion ou de la moindre incertitude quant au secret des choses – cet homme ne serait plus ici, à Kuopio, en train de travailler à la radio. »

Carl Gustaf Emil Mannerheim (4 juin 1867 Askainen - 27 janvier 1951 Lausanne, Suisse). La photo date de 1919.

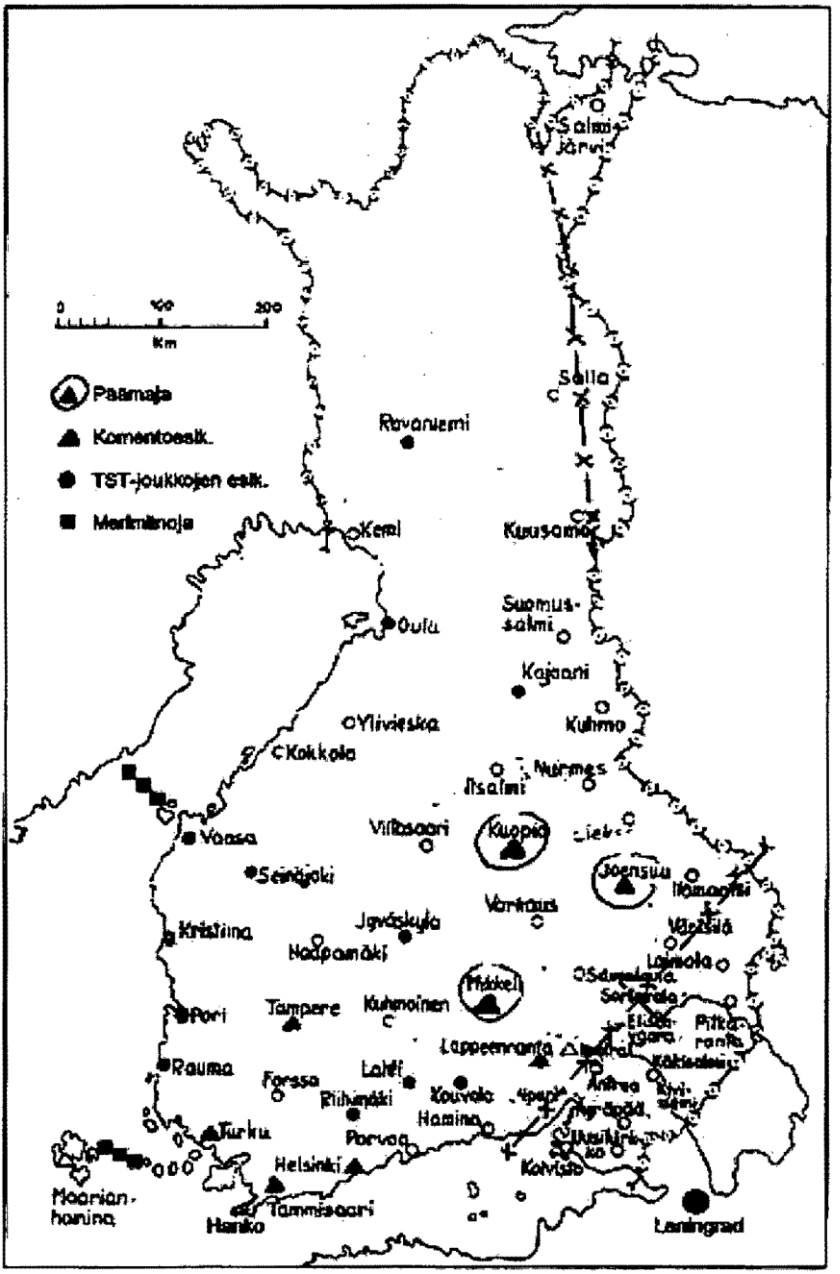
En entendant cela, le général a dit qu'il n'y avait pas de danger, même si le garçon[94] comprenait le suédois, et il est venu écouter notre conversation sur la position de « Pyhäselkä » ici à Kuopio, Mikkeli et Savonlinna. Le général expliqua alors ouvertement à Mannerheim les mesures préparatoires au plan. Le 6 mars au soir, les colonels Sainio, Raappana et VT se rencontrèrent dans une salle de l'hôtel Pielishov à Joensuu et VT leur transmit l'ordre qu'il avait reçu du maréchal et dont VT ne voulut pas préciser les termes, malgré les nombreuses questions des colonels, tout en leur rappelant le secret absolu de l'affaire.

Les deux colonels ont été choqués d'apprendre que le plan de « l'île sacrée » avait été mis en place. Ils ne pouvaient pas imaginer que les choses allaient évoluer en Finlande au point que le plan soit nécessaire. La situation était pour eux extrêmement délicate et exigeante. Ils avaient cependant pleinement confiance dans la connaissance qu'avait Mannerheim des raisons de sa mission, et les préparatifs de l' « Île sacrée » commencèrent en toute discrétion.

Général de division Erkki Johannes Raappana

Maréchal Georgi Zhukov

[94] Le mot est tombé un peu par hasard, car VT était un homme très petit, mais il avait déjà 28 ans à l'époque.


0
100
200
Km
Paamaja
Komentoesik.
TST-joukkojen esik.
Merimiinoja
Salmijärvi
Salla
Rovaniemi
Kemi
Kuusamo
Suomussalmi
Oulu
Kajaani
Ylivieska
Kuhmo
Kokkola
Nurmes
Iisalmi
Vaasa
Villasaari
Kuopio
Joensuu
Seinäjoki
Varkaus
Kristiina
Jyväskylä
Nadpamäki
Mikkeli
Pori
Tampere
Kuhmoinen
Lappeenranta
Rauma
Forssa
Lahti
Riihimäki
Kouvola
Hamina
Turku
Porvoo
Helsinki
Kotvisto
Moarianhamina
Tammisaari
Hanko
Leningrad

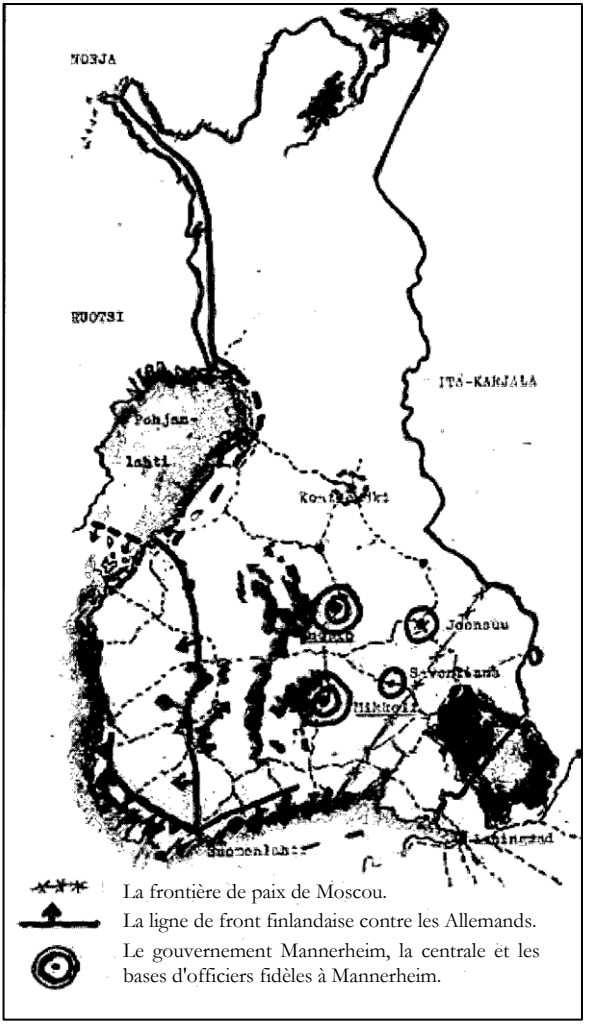
Vers les 5-6 mars 1941, l'agent VT de Mannerheim est chargé de transmettre l'ordre du commandant en chef aux colonels E. Raappana et Ä. E. Sainio et de préparer des contre-mesures contre l'éventuel putsch militaire allemand qui leur avait déjà été annoncé. Mannerheim avait déjà commencé en janvier des préparatifs militaires secrets afin d'éviter que la Finlande et peut-être la Suède ne deviennent un champ de bataille entre les grandes puissances belligérantes.

Remarque 1

Après avoir rencontré l'agent allemand « colonel » Grassmann en janvier 1941 et avoir reçu de sa part une indication sur d'éventuels plans de domination militaire allemande en Finlande, le maréchal a finalement dû préparer ses propres contre-plans (= le plan « Pyhäselkä »). Compte tenu de la situation de l'époque, notamment pour l'Allemagne, ce n'était certainement pas une estimation irréaliste, car une grande guerre se développait (la Hongrie devait en être un exemple plus tard). Lorsque l'Allemagne a été contrainte d'occuper le Danemark et la Norvège au printemps 1940, une concentration de puissance militaire s'était formée en Scandinavie, que l'Allemagne allait peut-être exploiter lors de la mise en œuvre de « Barbarossa ». Staline et ses généraux l'avaient immédiatement compris. Il était tout aussi clair que l'armée de Hitler, qui se trouvait déjà en Norvège, ne se laisserait pas dissuader, avec ses renforts, de tenter de couper la route maritime vitale des Alliés (France, Angleterre et plus tard les États-Unis) vers l'Union soviétique à Mourmansk et de là vers le sud par voie ferroviaire (Sorokka-Obozerskaja-Arkhangeli-Vologda). L'opération « Barbarossa Trois », dont Mannerheim savait qu'elle serait fatale à l'Union soviétique si elle était menée à bien. C'est pourquoi Staline s'efforça, sous la direction de Churchill, de trouver une solution militaire et politique au comportement de Mannerheim et de l'armée finlandaise, afin d'éviter que les Finlandais ne participent sans réserve et à fond à la future offensive allemande.

C'est cet « appât » (= la Carélie détachée le 13 mars 1940 plus toute la Carélie orientale) que Staline et ses amis offrirent à Mannerheim et à la Finlande comme récompense dans un message radio des 4 et 5 mars 1941, si Mannerheim dirigeait son armée comme convenu.[95]

[95] Page 73, *« Churchill : .... fais et agis comme Staline le décrète... ».*



Copie du dessin original de VT d'un plan visant à empêcher l'entrée des Allemands en Finlande en cas de tentative de putsch. Même s'il n'y avait pas eu de tentative de putsch, si l'Union soviétique avait confirmé par écrit son télégramme du 3 mars 1941, la Finlande n'aurait pas laissé entrer les Allemands sur son territoire, mais se serait opposée à leur venue.

Dans son brillant plan politique et militaire[96], qu'il préparait depuis les années 1930, Staline avait totalement mal évalué les capacités de combat de ses alliés secrets et de certains pays neutres, se fiant à la validité des calculs de temps convenus avec eux pour les opérations militaires. Il s'agit notamment de l'effondrement inattendu et rapide de la Pologne en 1939, de la résistance étonnamment longue de la Finlande pendant la Guerre d'Hiver, sans parler de la rapidité totalement incompréhensible de la défaite de la France à l'été 1940.

Le plus dangereux et le plus malheureux fut peut-être l'échec de l'opération scandinave au printemps 1940, lorsque les Allemands occupèrent le Danemark et la Norvège. Les alliés de Staline (la France et l'Angleterre) n'avaient pas réussi à créer un front uni pour réduire et lier de manière décisive la force de frappe de l'armée allemande, au contraire. Moscou n'avait plus beaucoup de temps. L'armée rouge n'était pas encore prête au cas où l'Allemagne dirigerait son armée vers l'est. Staline avait vraiment de sérieuses raisons de s'inquiéter, car la situation évoluait rapidement en faveur de l'Allemagne.[97]

De son côté, Churchill se réjouit de l'interception d'un message secret allemand daté du 17 septembre 1940, dans lequel le commandement de guerre allemand annonce qu'il a cessé les préparatifs d'invasion (« Seelöwe ») de l'Angleterre.[98] Ces informations lui permirent d'ouvrir le front des Balkans (S) comme prévu initialement, afin de détendre la situation en Union soviétique et de rétablir la confiance de Staline. Ce dernier participa intensivement à l'opération, promit de soutenir la Yougoslavie avec tout le matériel militaire nécessaire et demanda aux Serbes de se battre courageusement et longtemps. Pour l'instant, la prudence était toutefois de mise, car le pacte M/R était « en vigueur » et Hitler n'était pas encore ouvertement menacé. De son côté, Churchill pouvait désormais transférer des troupes britanniques en Grèce (papiers « La Charité ») et forcer les troupes italiennes envahissantes à se retirer.

La situation dans les Balkans évolua alors rapidement. Le 27 mars 1941, les communistes ont fait un coup d'État à Belgrade avec le soutien de Moscou et de Londres (Simovic) et ont renversé le gouvernement yougoslave, qui avait signé un accord de coopération avec l'Allemagne le 25 mars. L'Allemagne était en train de déplacer ses troupes sur le territoire roumain afin de repousser, avec l'armée roumaine, une éventuelle attaque

[96] Hautamäki, 2004, p. 320, Manuislki ; p. 101, Le « grand rêve » de Staline.
[97] Hautamäki, 2004, p. 326, annexe n° 10.
[98] Schmidt, 1997.

de l'armée rouge, mais surtout pour vaincre la Grèce qui, conformément aux accords qu'elle avait déjà conclus au début des années 1939-1940, principalement avec les Français, formait désormais un front sud (S) contre l'Allemagne, avec le corps expéditionnaire britannique. Hitler, qui connaissait depuis le 9 février 1940 les plans des puissances occidentales et de Staline – y compris le front S –, agit à nouveau rapidement (opération Marita). La première attaque surprise est lancée contre la Yougoslavie, qui s'effondre en l'espace de deux semaines. L'armée allemande attaque ensuite la Grèce et, fin mai 1941, les troupes britanniques sont chassées du continent presque sans combat. Au lieu de cela, les troupes grecques se livrent toujours à de violents combats sur l'île de Crète, où les Britanniques s'étaient réfugiés (dont des Australiens, des Néo-Zélandais, des Indiens, soit environ 50 000 hommes). Les Allemands avaient fait 12 000 prisonniers.

L'effondrement du front S dans les Balkans – L'armée rouge de Staline était-elle prête – Front E ?

La fameuse évacuation du corps expéditionnaire britannique par la Manche depuis Dunkerque, autorisée par Hitler après l'effondrement de la France à l'été 1940, n'est désormais plus possible et les troupes anglo-grecques transférées en Crète subissent de lourdes pertes en matériel et en personnel. La deuxième évacuation des troupes de Crète vers Alexandrie en Égypte, du 27 mai au 1er juin 1941, devait entraîner des pertes encore plus importantes pour les Britanniques. Signe de l'importance militaire de cette bataille au Proche-Orient et dans toute la Méditerranée orientale, dirigée par Churchill lui-même, elle fut considérée comme une quasi-catastrophe. En effet, le 17 mai, alors que les combats faisaient rage en Crète, Churchill déclara à la Chambre des communes : *« L'île de Crète doit être défendue jusqu'au dernier homme ! »* Ce n'est qu'après avoir subi de lourdes pertes et face à une situation désespérée que le commandant britannique de l'île, le général B. Freyberg, fut autorisé par Churchill à évacuer l'île et à embarquer le reste de ses troupes pour Alexandrie.[99]

Il était cependant clair que c'était maintenant le tour de l'armée rouge et du Front E.

Staline avait réussi, presque en secret, à faire de son armée une force sans équivalent dans l'histoire de la guerre. Les concentrations massives, notamment dans la région de la mer Noire et de la Baltique, avaient commencé. Cette armée devait être prête à attaquer l'Ouest en un ou deux mois (préparation du 15 au 20 juillet 1941). D'énormes stocks de matériel,

[99] Staline et Churchill ont également dû avaler cette « poussière de la défaite ».

d'aérodromes, d'avions, de munitions, d'artillerie, de chars de combat, etc. avaient été préparés à l'avance pendant une longue période pour le déploiement de la future armée d'invasion à proximité de la frontière allemande.

Une mobilisation secrète, dite « silencieuse », amènerait les équipes entraînées de toutes les armes dans leurs dépôts et l'attaque commencerait « au pied levé » ! Les derniers trains ont apporté des millions de bottes militaires neuves pour les troupes qui allaient marcher jusqu'au golfe de Gascogne, ainsi que des millions de cartes préimprimées de l'Europe centrale dont les troupes auraient besoin pour leur attaque.[100] [101]

Une fois de plus, Staline se trompe dans sa chronologie. Au printemps 1941, il avait été mis en garde de différentes parts contre Barbarossa (le plan de l'Allemagne d'envahir l'Est), mais maintenant Staline était confiant, malgré les échecs sur les autres fronts (N, M, S), que Hitler ne pourrait pas lancer son offensive avec ses troupes dispersées dans toute l'Europe – avant l'attaque massive de l'armée rouge. (Staline : *« ...Hitler ne peut pas être aussi fou... »* !).

Mais comme nous le savons, Hitler a été contraint de frapper le premier !

Nous retournons maintenant en Finlande et en mars 1941.

Mannerheim/VT :

> *Le lendemain, Mannerheim était à son poste à Helsinki et se préparait à rencontrer le Président fédéral Ryti. Immédiatement après l'arrivée du premier message de réponse important (3 mars), il s'était retiré pour réfléchir à son contenu et à sa signification. Ses conclusions peuvent être résumées comme suit :*
>
> *1) Staline et Churchill avaient peut-être à nouveau parlé de l'évolution de la situation en Finlande et en Scandinavie. Dans ce cas, ils étaient probablement arrivés à la conclusion qu'une attaque allemande contre l'Union soviétique ici au nord, en particulier contre la ville portuaire de Mourmansk et la coupure de la ligne de chemin de fer de Mourmansk, devait être évitée avec l'aide de la Finlande. Cela signifierait également que les alliés occidentaux et l'Union soviétique n'envisageraient plus sérieusement d'opérations dans la péninsule scandinave et d'attaque par le nord contre l'Allemagne (N). La guerre principale serait donc menée en Europe centrale et à l'Est. Cela correspondrait certainement bien aux plans de l'Ouest visant à mettre l'Allemagne sous pression sur au moins deux fronts – un à l'Ouest et un à l'Est. Le*

[100] Viktor Suvorov, commissaire du GRU, le service de renseignement militaire soviétique. [NdT française : l'appellation Tchéka devint GUÉPÉOU (GRU), puis NKVD et finalement KGB, mais sa mission resta essentiellement la même.]

[101] Tout a brûlé quand l'aviation allemande a frappé.

front nord devait ici être « gelé » et l'armée finlandaise devait en être l'acolyte si les dirigeants du pays estimaient que c'était dans leur propre intérêt.

2) L'idée pourrait maintenant être que si les Finlandais pouvaient retenir et lier les troupes allemandes dans certaines régions, la Finlande n'aurait rien à craindre des Alliés occidentaux à l'avenir.

3) Staline et Churchill pourraient avoir convenu dès le début de l'année 1941 de maintenir la Finlande indépendante si elle préférait une coopération avec les Alliés à une coopération avec l'Allemagne.

4) Ils espéraient que les Finlandais seraient en mesure de conclure un « compromis » avec les Allemands, de sorte que ceux-ci finiraient par considérer la Finlande comme neutre vis-à-vis de tous les belligérants.

Telles étaient les estimations de Mannerheim en mars 1941, fondées sur son expérience et sa connaissance du mode de pensée des dirigeants des grandes puissances.[102]

Les questions que le maréchal souhaitait aborder immédiatement (le 6 mars) avec le Président Ryti concernaient la confirmation écrite de son engagement télégraphique demandée par Staline et la manière de procéder avec les Allemands sans violer leur bonne volonté et leur promesse d'aider la Finlande. On pouvait également éprouver une sincère gratitude pour l'aide militaire en matériel qu'ils avaient apportée à l'armée finlandaise.[103]

Le colonel Buschenhagen et le « colonel » Grassmann rencontrent le Président Ryti le 3 mars 1941

Le matin du 6 mars, le Président Ryti et le maréchal eurent un entretien et un déjeuner. Le Président informa Mannerheim que les Allemands, le colonel Buschenhagen, chef d'État-major des forces armées norvégiennes, le « colonel » Grassmann, envoyé spécial de Hitler, et le premier secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Helsinki souhaitaient s'entretenir avec lui de questions importantes en son absence. Comme les invités arriveraient à Berlin le lendemain matin, après avoir survolé la Suède et le Danemark pendant la nuit, Ryti avait promis de les accueillir lui-même.

Ryti/Mannerheim/VT :

– Le colonel Buschenhagen avait annoncé qu'il transmettrait les salutations de Hitler en plus des informations déjà transmises aux Finlandais sur les plans de guerre allemands contre l'Union soviétique. Les informations supplémentaires étaient les suivantes :

---

[102] Hautamäki, 2004, pp. 21-22, lettre de Mannerheim à son beau-frère C. A. Gripenberg. Nous verrons cependant plus tard, en de nombreux endroits, que ces promesses contenues dans les plans de Staline et de Churchill pour la Finlande ne seraient pas tenues dans la confusion de la Grande Guerre, qui devait se terminer rapidement.

[103] Nordström, 1996, pp. 438, 439, 459, 524.

1) La direction de la guerre allemande a maintenant jugé nécessaire de pénétrer dans les régions de Mourmansk et de la mer Blanche en passant par le territoire finlandais. Cette mesure permet de couper la liaison ferroviaire de Murmansk vers le sud et d'empêcher la livraison de matériel de guerre de l'Alliance occidentale à l'Union soviétique.

2) L'Union soviétique étant en possession de la base militaire de Hankoniemi et d'autres régions de Finlande, Hitler demande une réponse rapide à la question de savoir combien de forces la Finlande pourrait fournir, avec les forces allemandes, pour chasser les troupes soviétiques des territoires finlandais.

3) Comment l'État-major de l'armée finlandaise pourrait-il faire participer les troupes finlandaises à cette opération allemande afin que l'Union soviétique ne les considère pas comme une rupture de l'armistice et comme un agresseur ?

4) Par ailleurs, le commandement de la guerre allemand demande aux Finlandais leur avis sur le nombre de troupes allemandes dont la Finlande aurait besoin, en plus des siennes, pour vaincre les forces soviétiques dans l'isthme de Carélie et les îles du golfe de Finlande et, finalement, pour avancer vers Leningrad et la prendre ? Hitler souhaitait avant tout que la Finlande puisse utiliser ses principales forces armées pour cette tâche. Cette dernière demande (point 4) a dû être décisive pour le maréchal. À ce stade déjà, la direction de la guerre allemande aurait pu, à la demande ou avec l'accord de Mannerheim, déployer beaucoup plus de troupes sur les fronts finlandais.

Toutefois, il dispose désormais de la proposition de Staline et de Churchill, non encore confirmée par écrit, concernant la politique opérationnelle de l'armée finlandaise et la récompense promise (les frontières de 1939 plus une partie de la Carélie orientale) si la Finlande accepte cette proposition unique. Le maréchal décide cependant de rester neutre et d'attendre la confirmation écrite de l'engagement télégraphique de Staline qu'il lui a demandé.[104]

À la demande de Ryti de savoir quand une telle action militaire allemande serait lancée, Buschenhagen avait répondu que la Finlande serait informée de la date exacte une fois que l'Allemagne aurait clarifié les ambiguïtés dans les Balkans. Cette annonce préalable signifiait que le général Heinrichs aurait suffisamment de temps pour établir les plans d'attaque nécessaires.

Ryti avait répondu que le commandant en chef des forces de défense finlandaises était et resterait le maréchal Mannerheim. Buschenhagen avait pour sa part déclaré avec étonnement qu'on avait eu l'impression que le Président Ryti avait « réglé » cette affaire conformément à l'accord.

Ryti s'était vu contraint de déclarer en toute clarté qu'une telle chose

[104] Mais Staline « joue » désormais sa propre tactique de retardement, qui mettra Mannerheim et le Président Ryti en grande difficulté avec Hitler et la direction de la guerre allemande en juin-juillet 1941.

n'avait jamais été convenue avec qui que ce soit ni à aucun moment. Sur le point le plus important soulevé par le colonel, Ryti avait déclaré que la Finlande n'attaquerait pas l'Union soviétique et qu'il souhaitait discuter d'autres questions avec son gouvernement et le maréchal Mannerheim. C'était la fin de la visite allemande.

Le Président Ryti fut quelque peu irrité par le comportement intrusif des Allemands et suggéra au maréchal d'ignorer toute la visite. Selon lui, la visite en Finlande n'entraînerait aucune mesure. Le but de la visite était probablement simplement de découvrir comment Ryti allait réagir et quelle serait la position de Mannerheim.[105]

Proposition de Mannerheim au Président Ryti

Mannerheim/VT :

> *« Sur la base de toutes les informations, promesses et exigences que nous avions reçues de différents pays et surtout des quartiers généraux des puissances belligérantes, j'étais arrivé à une conclusion différente de celle du Président Ryti. Je lui ai donc proposé qu'à l'avenir, nous écoutions les propositions allemandes, à condition que nous puissions accepter leur offre de coopération avec certaines réserves. Le plus important pour nous serait de convaincre les Allemands de renoncer à deux choses :*
>
> *1) Exiger la subordination des troupes finlandaises aux troupes allemandes et donc une attaque commune contre l'Union soviétique, notamment en direction de Leningrad.*
>
> *2) Il devait être convenu avec les Allemands qu'en cas d'opérations militaires futures, les troupes finlandaises occuperaient l'isthme de Carélie, la partie nord de Ladoga (Syväri/Aunus) et l'isthme de Maaseli (Seesjärvi/Poventsa) avec leurs propres forces. »*
>
> *Ryti avait alors demandé, non sans un certain étonnement, ce que le maréchal entendait par le fait que les troupes finlandaises attaqueraient Leningrad et l'Union soviétique en général ?*
>
> *Le maréchal avait alors clairement indiqué ce qu'il pensait de la réponse de Churchill à notre question. Comment il avait été en contact avec ses amis soviétiques au cours des derniers jours. Quelles réponses il avait reçues dans des télégrammes de Moscou et quelles conclusions il en avait tirées. Le maréchal a évalué la situation comme suit :*
>
> *1) L'Allemagne allait presque certainement, sans demander la permission à la Finlande et sans préavis, amener ses forces militaires dans notre pays pour attaquer l'Union soviétique.*

[105] Mannerheim, S-32.

2) En même temps, l'armée finlandaise, qui mène sa propre guerre contre les Allemands, devrait avancer jusqu'au niveau fixé par Staline dans ses télégrammes, afin que nos lignes de guerre de position établies là-bas ne gênent ni le trafic maritime de Mourmansk et de la mer Blanche, ni le trafic sur le nouveau tronçon du chemin de fer de Mourmansk, Sorokka-Obozerskaïa. Il en serait de même, comme convenu, pour les directions d'Aunus, de Syvär et de Leningrad.

3) Pour réaliser ce plan, nous devons écouter les Allemands et leur donner l'impression, par notre action, qu'ils considèrent de leur plein gré la Finlande comme participant à l'attaque contre l'Union soviétique.

4) La suite des évènements dépend toutefois largement de la rapidité avec laquelle la confirmation écrite des engagements pris par Staline dans son radiotélégramme de l'époque (26 M/VT) sera obtenue.

La réunion s'est poursuivie un peu plus tard, en présence de Tanner et Walden (VT).

Mannerheim/VT :

« Si nous parvenons à établir notre ligne de défense sur le plan militaire et au plus tard sur la ligne prévue par Staline, il est possible que nous ayons le droit d'exprimer librement notre opinion lors de la conférence de paix au cours de laquelle seront fixées les conditions définitives de (l'après) guerre.

Malgré toute la confusion qui règne, nous devons avoir un objectif clair et sensé. Cet objectif et ce plan doivent être communiqués à Churchill et à Staline avant le déclenchement des hostilités. ***Car ce sont ces deux messieurs qui semblent finalement être ensemble les architectes et les maîtres d'œuvre de cette guerre*** *».*

Finalement, le maréchal déclara, comme s'il s'adressait séparément à Tanner : 'En toutes circonstances, que nous ayons perdu ou survécu en tant qu'États indépendants, la Russie[106], l'actuelle Union soviétique, est et restera notre voisine'.

Walden et Tanner étaient tous deux satisfaits de la déclaration du maréchal. Tous deux souhaitaient néanmoins se renseigner sur les faits concrets, ce que Ryti et le maréchal approuvèrent. Un rendez-vous fut fixé pour le lendemain au domicile du Président pour le déjeuner à 11 heures.

Outre le Président, le maréchal, le Ministre des finances Tanner et le Ministre de la défense Walden, le Premier ministre Rangell était également présent. Ryti a noté qu'après l'évènement d'hier, Tanner et Walden avaient attiré l'attention de la fonction publique et des dirigeants sociaux-démocrates du pays au sens large sur cette question. À l'issue des consultations, il a décidé à l'unanimité, le 9 mars 1941, avec le Président de la République et toutes les autres personnes concernées, de renvoyer toutes les affaires au maréchal Mannerheim (27/M/VT).

[106] Nom utilisé par le maréchal.

Le Président Ryti a ajouté que la décision politique était prise par les principaux représentants du gouvernement, du parlement et de la fonction publique, tandis que la mise en œuvre technique était laissée au maréchal. La manière, le lieu et l'ampleur de l'aide allemande acceptée par le maréchal resteraient également à sa discrétion. Le Président et le gouvernement souhaitent bien entendu suivre la situation et les développements et en être informés en temps voulu. Toutes les questions et décisions militaires relèvent de la compétence du maréchal. Lorsque les Allemands se sont adressés au Président, celui-ci a déclaré qu'à l'avenir, il ne prendrait aucune décision sur ces questions sans avoir préalablement consulté le maréchal.

Le maréchal explique plus tard dans sa communication au VT qu'il a senti à ce moment-là qu'une responsabilité obligatoire et lourde était tombée sur ses épaules. Serait-il en mesure d'utiliser ses forces de manière à guider la Finlande et son peuple éprouvé à travers les difficultés et les souffrances de la guerre pour devenir, une fois la paix revenue, une nation libre et indépendante, une nation égale parmi les autres nations. – Cela reste à voir !

Au milieu de tout cela, le maréchal a été informé par le 'colonel' Grassmann d'un possible coup d'État qu'il devait empêcher préventivement ('île sacrée').

Il était également possible que les informations de Grassmann soient une provocation planifiée par le commandement allemand. Dans ces circonstances, rien ne pouvait toutefois être laissé au hasard.

À la mi-mars 1941, la Finlande, sous la direction du maréchal Mannerheim, avait choisi sa propre voie pour survivre aux effets dévastateurs de la Seconde Guerre mondiale. »

CHAPITRE 4

Le « grand rêve » de Staline – Mobilisation militaire de la société soviétique – Plans quinquennaux – Opération « Orage » (Aparatzija Geroza) – Balkans (Front S)

Le plan d'opération allemand « Barbarossa Trois » et la Finlande en 1941

La situation en Finlande :

Mi-mars 1941, la direction finlandaise a confié au maréchal Mannerheim la tâche décisive et exigeante de guider la Finlande à travers le courant de la Grande Guerre qui ne cessait de s'étendre, sans s'enfoncer dans les marécages et en faisant la paix. À ce moment-là, cette tâche n'était peut-être qu'un rêve lointain pour les dirigeants finlandais, mais aucune autre solution ou alternative n'était en vue. Mannerheim sentait la responsabilité de cette tâche peser très lourdement sur ses épaules, mais il était déterminé à s'en tenir à la voie qu'il avait choisie si les dirigeants du pays l'acceptaient.

La Finlande devait désormais s'efforcer d'orienter ses mesures politiques et militaires de manière à satisfaire à la fois les objectifs allemands et soviétiques.

Les objectifs de Hitler (dans Barbarossa) étaient déjà quelque peu connus, mais la doctrine de l'armée rouge de Staline était considérée comme purement défensive grâce à une propagande constante. Les puissances occidentales avaient cependant clairement fait savoir, par l'intermédiaire de Churchill, que la Finlande devait suivre les instructions très particulières que Staline avait données à ses alliés secrets Mannerheim et Ryti.

Les mesures allemandes :

Après l'occupation du Danemark et de la Norvège au printemps 1940 (« Weserübung »), l'Allemagne a été contrainte d'y stationner en permanence un nombre considérable de troupes, et surtout d'artillerie lourde, afin de défendre cette partie de la côte atlantique contre une éventuelle nouvelle invasion alliée. Cette menace n'était pas seulement théorique, car dès le début du mois de mars 1941, une division de la marine britannique attaqua Svolvaer dans les îles Lofoten, ce qui poussa Hitler à abandonner son plan initial de transférer 60 % de ses troupes norvégiennes sur le front principal

de la guerre Barbarossa en Europe centrale, pour finalement se contenter d'environ 40 %.

Pendant la préparation de l'opération Barbarossa proprement dite, sa partie la plus septentrionale a été appelée opération « Renard argenté ». L'opération devait être dirigée par l'AOK/Falkenhorst norvégien, qui devait non seulement mener des opérations défensives dans la région de Petsamo, mais aussi tenter assez rapidement d'atteindre Murmansk et Kantalahti afin d'interrompre le ravitaillement des Alliés vers l'Union soviétique. Le principal problème à ce moment-là était les routes en Laponie pour le déplacement des troupes de Norvège en vue de l'invasion via la Suède et la Finlande.

Le commandement de la guerre allemand (OKH et OKW) n'est donc pas resté inactif face aux développements en Scandinavie. Le chef d'État-major des forces armées allemandes en Norvège (Oslo), le colonel Erik Buschenhagen, a reçu l'ordre de l'OKW de clarifier les plans d'intervention de l'armée finlandaise tout en menant les opérations. « Reconnaissance du terrain » dans le nord de la Finlande. Les premières négociations avec les Finlandais eurent lieu les 18 et 20 février 1941 à Helsinki. Le colonel Buschenhagen, le colonel Rössing et le major Möller, l'attaché militaire allemand à Helsinki, ainsi que les généraux Heinrichs et Tapola du côté finlandais, participèrent aux négociations. Les discussions étaient d'ordre général et portaient sur les possibilités de défense finlandaise en cas d'éventuelle attaque russe et, en même temps, sur l'action allemande dans le Nord si une telle situation se présentait.[107]

Mannerheim n'était pas présent lors des négociations, mais comme le dit le professeur A. Korhonen : *« ...il semble avoir suivi de près le déroulement des évènements par l'intermédiaire de ses officiers ».* Des discussions menées, il n'existe probablement qu'un rapport du colonel Rössing à l'OKH, qui montre le déroulement général des discussions.[108] Pour cet auteur, il y a un détail assez intéressant dans ce rapport Rössing mentionné par Ziemke : *« Ils (les Finlandais) espéraient récupérer ce qu'ils avaient perdu pendant la Guerre d'Hiver et avancer jusqu'à la ligne Ladoga-Lac Vygozéro* [?]*, mais ils n'avaient pas d'ambitions au-delà... ».*

En tant que soldats, tous les participants aux négociations devaient comprendre l'importance stratégique des bassins maritimes. On peut toutefois se demander si ce n'est qu'une coïncidence que ces objectifs coïncident

[107] Il s'agissait plutôt probablement du plan des Allemands de mener leur propre opération « Renard argenté » dans le nord de la Scandinavie.
[108] Ziemke, 1941, p. 127.

avec ceux que le maréchal Chapochnikov (« Irina ») avait proposés à Mannerheim (avec l'accord de Staline bien sûr) dans un message radio datant seulement du 4 mars 1941. (Le rapport de Rössing était alors déjà daté du 22 février 1941 !)

Les généraux Heinrichs et Tapola auraient-ils pu sérieusement présenter l'objectif stratégique susmentionné sans l'accord du maréchal ou du moins sans avoir discuté avec lui à ce sujet ?

Les évènements en Europe centrale et dans les Balkans

Après l'effondrement de la France à l'été 1940, les perspectives de l'alliance tripartite sur le continent européen étaient très sombres. Deux des fronts de blocage (N et M), qui faisaient partie des plans secrets de l'alliance pour détruire l'Allemagne, ont été éliminés en un clin d'œil par l'armée de Hitler.[109]

En Angleterre, après l'effondrement soudain de la France, Churchill était déterminé, dès l'été 1940, à défendre les îles britanniques en cas d'éventuelle invasion allemande (« Seelöwe »). De leur côté, les Allemands ont bombardé les principales villes britanniques, dont Londres, afin d'augmenter la volonté britannique de conclure la paix. Comme lors de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre lança des appels à l'aide enflammés à l'Amérique, demandant à Roosevelt d'impliquer rapidement et officiellement les États-Unis dans la guerre afin de vaincre l'Allemagne. L'isolement des États-Unis, qui s'est manifesté par le décret dit de « neutralité », a cependant empêché pendant longtemps les efforts de Roosevelt de s'engager officiellement dans la guerre européenne.

Cela n'a toutefois pas empêché la mise à disposition d'une large gamme d'aides militaires, notamment pour l'Angleterre (« Cash and Carry », « prêt-bail »).

Parallèlement, on cherchait la possibilité d'augmenter la pression militaire sur l'Allemagne en ouvrant de nouveaux fronts. Cela rassurerait également Staline, qui avait amèrement remarqué les ressources limitées de l'Angleterre après que les Français aient été dépassés par leurs puissantes armées terrestres. Il était maintenant temps d'ouvrir le front S des Balkans (Bulgarie, Grèce, Turquie, Yougoslavie et, dans la région méditerranéenne, Afrique du Nord), qui avait fait partie du plan de blocus initial contre

[109] Il convient de rappeler que Hitler et les membres les plus proches de son « cercle intérieur » étaient au courant depuis février 1940 du plan de guerre (N, M, S, E) élaboré en secret par Churchill et Staline, qu'ils ont réussi à dissimuler les informations obtenues à cette occasion et qu'ils ont mené des attaques militaires préventives inattendues.

l'Allemagne. L'essentiel serait de réduire la possibilité que l'Allemagne concentre ses forces en vue d'une éventuelle attaque contre l'Angleterre et de conserver une importante tête de pont sur le continent européen. Quant à savoir dans quelle mesure Churchill était finalement conscient de la certitude de l'opération « Seelöwe », c'est une question de conjecture.

Les offres de paix répétées de Hitler et les appels à la paix avec l'Allemagne adressés à Churchill, y compris par des personnes influentes en dehors du pays (y compris « Mannerheim »[110]), n'ont cependant peut-être fait que renforcer la conviction de Churchill que Hitler n'attaquerait finalement pas les îles britanniques. D'un autre côté, le fait de maintenir cette menace à un niveau élevé a renforcé son influence en créant un esprit combatif chez les Britanniques et les Américains sur le fait que si les Allemands parvenaient à pénétrer dans les îles britanniques, cela serait décisif pour l'ensemble de la guerre et donc pour la domination allemande en Europe en cas de défaite. Pour maintenir la confiance de Staline, il devait également insister visiblement sur l'ouverture rapide de nouveaux fronts afin de lier l'armée allemande. Le front S des Balkans fut finalement choisi comme tel avec l'accord de Staline.

L'ouverture de ce front a été rendue possible par l'information que Churchill a reçue le 17 septembre 1940 de son service de renseignement « Ultra ». Celui-ci avait pu décrypter le code secret (« Enigma ») de la direction de l'armée allemande, selon lequel le commandement allemand renoncerait – pour l'instant – à l'exécution de « Seelöwe ».[111]

La décision d'ouvrir de nouveaux fronts a fait l'objet d'autres négociations de haut niveau à Moscou (remarque : ABUS DE KALEVA ![112]) dès

---

[110] Hautamäki, 2004, p. 228.

[111] Schmidt, 1997.

[112] (Note du traducteur allemand : Le colonel, chevalier de la Croix Mannerheim Joppe Karhunen décrit en détail les résultats de l'enquête dans son livre *Taistelulentäjien jatkosota* à partir de la page 6, y compris les noms et les déclarations des pilotes russes qui ont servi de tireurs. « Cette route aérienne entre Tallinn et Helsinki avait été signalée au service de renseignement des Pays-Bas. Les sous-marins avaient déjà reçu l'ordre au préalable de patrouiller dans une zone bien délimitée du golfe de Finlande et d'attendre les instructions radio. Les équipages de deux avions SB-2 avaient également reçu des instructions. Le 14 juin 1940, à 14 heures très précises, l'heure prévue pour l'attaque était arrivée. Le Kaleva, piloté par Bo von Willebrand, venait d'atteindre son altitude de croisière de 500 mètres lorsque deux bombardiers SB-2 sont apparus derrière lui. Ils se tenaient à une distance d'environ 50 mètres du Kaleva. La situation délicate s'est poursuivie à proximité de Prangli lorsqu'un des SB-2 s'est approché du Kaleva. Au même moment, le tireur de bord a ouvert le feu sur l'avion de ligne désemparé. L'électricien Tauno Launis a été touché et mis hors d'état de nuire. Il n'a pas eu le temps de transmettre la moindre information alarmante au contrôle aérien de Malmi. Le vol s'est poursuivi sur quelques kilomètres au-dessus de Prangli lorsque le tireur a repris son tir à la mitrailleuse. Après quelques tirs, l'avion qui tirait s'est déplacé sur le côté pour que le deuxième SB-2 puisse se mettre en position de tir. Le mitrailleur a de nouveau ouvert le feu. Le moteur gauche du Kaleva s'arrêta et prit feu. Le sort du Kaleva était scellé. Il fut projeté en arrière, fumant et brûlant, en direction du golfe de Finlande. Malheureusement pour les

que la France s'est effondrée à l'été 1940, ainsi que fin 1940 et début 1941, lorsque les contre-mesures de Hitler, par exemple dans les Balkans, ont donné plus d'importance à l'affaire.

Négociations à Londres entre I. Maiski et A. Eden, à Moscou Cripps, Molotov et Vysinski. Sur ordre de Churchill, Moscou négocie également de manière particulièrement étroite avec l'ambassadeur yougoslave Milan Gavrilovic et d'autres ambassadeurs des pays des Balkans. Les négociations avec la Yougoslavie se terminent finalement en mars (25-27 mars 1941), lorsque les communistes dirigés par Moscou prennent le pouvoir sous le commandement du général d'armée Simovic. Le gouvernement est renversé et le traité d'amitié avec l'Allemagne, signé le 25 mars 1941, est annulé. Par un accord d'aide signé à Moscou les 5 et 6 avril 1941, le pays est immédiatement intégré au front soviéto-britannique. À cette occasion de la réception du traité, Staline dit à l'ambassadeur yougoslave Gavrilovic en partant : *« ...j'espère que votre armée retiendra longtemps les Allemands »* ![113] Ainsi, le pays peut-être le plus important des Balkans sur le plan militaire pour Staline avait été mis en première ligne (S), en permettant à l'armée rouge d'attaquer très rapidement la côte adriatique via son territoire et d'avoir ainsi accès à la Méditerranée. Depuis Moscou, le chef de l'État-major général, le maréchal G. Joukov, fait savoir à l'envoyé militaire yougoslave, le colonel Popovic : *« Nous vous fournirons tout le soutien militaire nécessaire, et ce immédiatement »* ![114] (Front S, p. 34)

Remarque 1

Des hélicoptères d'attaque, des missiles anti-aériens et des chasseurs Mig-29 avec des pièces de rechange, selon les autorités américaines, ont été

---

tueurs, des pêcheurs estoniens et leurs bateaux se trouvaient par hasard sur les lieux. Ils ont fait le peu qu'ils pouvaient et ont réussi à récupérer quelques objets dans la mer. Ils avaient émergé de la coque brisée du Kaleva. Presque au même moment, un sous-marin russe est apparu et son équipage a chassé les pêcheurs du site. L'un des pêcheurs a alors remis la serviette du passager allemand à un représentant des gardes-frontières estoniens. L'autre pêcheur portait sur lui une plaque d'aluminium percée de plusieurs balles de mitraillette. En soi, il s'agit d'une preuve valable de coups de feu. Deux témoins assermentés ont été entendus en tant que témoins oculaires de l'incident, fournissant ainsi à la commission d'enquête finlandaise des informations valables sur le déroulement des évènements. L'escadron de chasse 24 du major Magnusson, basé à l'aéroport de Malmi (Helsinki), a été alerté dès que la tragédie a été signalée au contrôle aérien de Malmi. La patrouille Brewster, composée du lieutenant de réserve likka Törrönen et du sergent-chef Ilmari Juutilainen, a décollé en direction du golfe de Finlande. Il n'y avait plus rien à faire à ce moment-là, car les SB-2 avaient quitté la zone en toute hâte. Le sous-marin Q-301 s'y trouvait et son équipage était occupé à ramasser des sacs postaux et d'autres marchandises qui étaient remontées à la surface. Les pilotes finlandais n'ont pas riposté, car ils n'avaient été envoyés là-bas qu'à des fins de reconnaissance. Néanmoins, leurs rapports ont fourni des preuves suffisantes. » Source : jput.fi/kalevan_alas_ampuminen.htm

[113] Toppitz.

[114] Becker, 1991, pp.167, 207, 209.

promis aux Serbes par la Russie. *« Les nouvelles armes russes violent l'accord de paix de Dayton qui a mis fin à la guerre de Bosnie »*, a déclaré un porte-parole de l'OSCE. *New York Times* / Helsingin Sanomat, Finlande 9.2.1998 ; *« La Russie s'est déclarée prête à fournir des chars à la Fédération yougoslave (= au communiste Milosevic) »*.[115]

Le front S est condamné en mai 1941.

Les objectifs des Alliés :

- Faire des Balkans une tête de pont vers l'Europe.
- Bloquer l'accès allemand aux puits de pétrole roumains.
- Immobiliser immédiatement les troupes allemandes en Roumanie.

[115] L'histoire s'est-elle répétée en 1941/1998 ?

Conséquences de la guerre des Balkans sur l'évolution de la Seconde Guerre mondiale et sur la Finlande

Le 9 février 1940, les services secrets allemands avaient révélé le plan secret de Staline et des puissances occidentales (Churchill) pour une attaque contre l'Allemagne (fronts N, M, S, E). Sur cette base, Hitler avait pris des contre-mesures préventives rapides. Ainsi, en 1940, le danger d'une invasion sur les fronts N (Scandinavie) et M (France, Angleterre, Belgique) était écarté. L'Angleterre ne représentait plus une menace immédiate après que son corps expéditionnaire eut fui la France pour se réfugier sur son île (Dunkerque). Ainsi, à l'été 1940, Hitler commença à se préparer pour l'Est (Union soviétique et Front E), tout en observant la situation dans les Balkans.

Le cours soviétique fut confirmé par des informations des services de renseignement allemands sur d'importantes concentrations de l'armée rouge aux frontières de l'« allié » dans les pays baltes, en Pologne, en Ukraine et dans la région faisant face à la Roumanie. Hitler se prépara à cette menace, dont le cœur était la violation de l'accord M/R conclu par Staline avec l'Allemagne le 23 août 1939 (article 4) par une alliance secrète (15 octobre 1939) avec l'Angleterre et la France et la possibilité d'actions surprises de l'armée rouge qui en résultait, en élaborant son propre plan Barbarossa.

Dans les Balkans, les États jusqu'alors indépendants (Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Grèce et, au-delà, Turquie) sont restés neutres après l'adhésion secrète de Staline à la deuxième alliance, ce qui était nécessaire pour garantir l'approvisionnement de l'Allemagne en certaines matières premières, notamment le pétrole de Roumanie. Ainsi, dès l'automne du 12 octobre 1940, la concentration de l'armée rouge à la frontière roumaine en direction de la Moldavie a conduit l'Allemagne à envoyer du « personnel d'entraînement » dans le pays à la demande de la Roumanie. Cela provoqua une très forte protestation de Molotov, car les pays des Balkans étaient à l'origine en principe en dehors des intérêts allemands et étaient restés neutres, mais étaient en réalité davantage sous l'influence politique de l'Union soviétique.[116]

La force des troupes envoyées par l'Allemagne dans la phase initiale était insignifiante – comparée aux troupes soviétiques concentrées dans la région. Elles représentaient toutefois une sorte d'avertissement à Staline contre des mesures plus larges et, en même temps, contre l'intention de

[116] Hautamäki, 2004, p. 93, point 3, Protocole additionnel secret à l'accord M/R.

l'Allemagne de rester en Roumanie pour le pétrole de Ploesti.[117]

Les dirigeants allemands savaient que les conspirateurs, Staline et Churchill, ne respecteraient pas la neutralité des pays balkaniques, car il ressortait des documents (« la Charité ») saisis en France à l'été 1940 que les Britanniques avaient déjà conclu à ce moment-là un accord avec la Grèce, alors que la France était encore en guerre, afin d'ouvrir un front d'attaque contre l'Allemagne via le territoire de cette dernière. Dans le cadre de cette offensive, il était prévu de conquérir le territoire de l'État yougoslave par un coup d'État afin de l'utiliser comme future route d'invasion pour l'armée rouge dans l'Adriatique. Comme expliqué ci-dessus, la vitesse et les choix tactiques de l'armée allemande (op. « Marita » + Yougoslavie) étaient tels que ni l'avance temporelle des forces anglo-grecques ni celle des Yougoslaves n'ont été considérées par Staline comme suffisantes pour impliquer l'armée rouge dans l'attaque (S + E) dès ce moment.

Remarque 2

Hitler et ses généraux étaient conscients que la vitesse offensive préventive de l'armée allemande resterait un facteur décisif pour la victoire. Cette stratégie a conduit à des victoires très rapides, d'abord en Pologne, puis en Scandinavie avec l'occupation du Danemark et de la Norvège, principalement grâce à la conduite courageuse de la Guerre d'Hiver par la Finlande. Pendant sa durée étonnamment courte (3 mois), un plan stratégique de grande envergure du bloc trilatéral avait été dévoilé le 9 février 1940 (N, M, S, E.). La plus grande victoire fut peut-être la défaite de la puissante France à l'été 1940 (Front M seulement 1,5 mois). La lutte pour les Balkans (Front S) aurait alors un impact évident sur la force de frappe de l'armée rouge (« Aparatzija Geroza ») pour attaquer l'Ouest avant le « Barbarossa » allemand (maréchaux G. Joukov et S. Timochenko).

Hitler et ses généraux (Buschenhagen) reconnaissaient le risque de perdre du temps (4 à 5 semaines) en raison des « troubles » dans les Balkans à l'approche de la campagne de l'Est, mais ils n'avaient pas d'autre choix que de reporter le début de l'opération Barbarossa initiale (10 mai 1941) au 22 juin 1941. Cette date suffirait-elle encore pour lancer l'offensive (« Barbarossa ») avant que l'armée rouge ne frappe ? Serait-elle suffisante pour que l'armée allemande puisse atteindre ses objectifs stratégiques (Arkhangelsk – Volga – Caspienne) avant l'hiver russe ?[118]

[117] Il suffit de penser au droit de transit accordé aux Allemands le 24 septembre 1940 via la Finlande vers la Laponie en Norvège et à son effet rassurant sur les dirigeants et les citoyens de notre pays. Cela a peut-être aussi éveillé une certaine prudence de Staline à l'égard de la Finlande.
[118] Annexe 8.

Lorsque l'Allemagne commence sa campagne à l'Est, Hitler constate que Staline *« agit secrètement contre le pacte M/R depuis la campagne de Pologne (septembre 1939) ».*[119] Hitler fait ainsi référence à son long silence sur les activités de Staline hostiles au traité et à leur dissimulation souvent trompeuse dans les relations germano-soviétiques. Hitler connaît le plus important, le traité de guerre top secret que Staline a conclu le 15 octobre 1939 avec les puissances occidentales, mais pour l'amour d'un accord commercial favorable, il ne le rend pas non plus public, mais essaie de constituer des réserves pour les besoins de son industrie d'armement et de son commerce et industrie (= produits agricoles), avec lesquelles il peut se préparer à l'éclatement inévitable d'une crise ouverte avec l'Union soviétique.

Les deux pays se préparent à cette solution militaire depuis l'été 1940. L'Allemagne devra le faire en luttant contre les fronts du pacte Churchill/Staline N (= Scandinavie), M (France, Angleterre, Belgique, Hollande), S (Balkans, Grèce, Yougoslavie). Dans l'attente d'une offensive définitive et décisive (Barbarossa) contre le front E (Union soviétique), l'Allemagne parvient, bien qu'à nouveau à la dernière minute, à concentrer la force de frappe de la Wehrmacht de manière à détruire les différents fronts de blocage de la « triple alliance » susmentionnée.

L'évaluation de la situation par Staline et le plan d'attaque « Tempête éclair » (Aparatzija Geroza)

Fin mai 1941, dans les Balkans, Staline avait à nouveau assisté à un exemple paralysant de la tactique de guerre éclair de Hitler. Le temps qui lui restait pour réagir militairement s'était avéré trop court. Ni les forces yougoslaves ni les forces anglo-grecques n'ont pu répondre aux espoirs de Staline et de Churchill de former un front est-sud unifié et une tête de pont dans les Balkans pour soutenir la grande offensive soviétique à venir.

Staline s'attendait toutefois à ce que le « Barbarossa » de Hitler reporte le lancement du plan, peut-être même à 1942. L'avance de temps désormais acquise serait probablement suffisante pour empêcher Hitler d'avancer en été ou en automne 1941, en prévision de l'hiver russe qui s'annonçait. Staline était bien conscient que même l'armée blindée allemande n'était pas équipée pour une guerre d'hiver dans des conditions froides et dans une boue presque sans fond (« rasputita »).[120] [121]

---

[119] Page 365, Khrouchtchev / Staline : *« Hitler pense... mais j'ai trompé Hitler ».*

[120] Lehmus, 1967, remarque de Hitler à Mannerheim à Immola le 4 juin 1942.

Staline compte ses divisions, ses chars et ses avions, son artillerie et ses lance-roquettes, son ravitaillement, ses réserves et même ses troupes qui pourraient être détachées d'Extrême-Orient et qui, avec des préparatifs de transport sophistiqués, arriveront en novembre 1941 pour sauver Moscou.

À la grande satisfaction de Staline, le Japon (Ministre des affaires étrangères Matsuoka) et l'Union soviétique avaient signé à la surprise générale un pacte de non-agression le 13 avril 1941, avec l'aide de Hitler. Cette affaire est aussi inexplicable que l'occupation de la Lituanie le 29 septembre 1939, qui était dans l'intérêt de l'Allemagne dans l'accord M/R, bien que cela soit déjà dû à l'exigence insolente de Staline, que Hitler a ensuite dû accepter pour maintenir les relations.

Le cas de Dunkerque a le même contexte inexplicable (= le feu vert donné à une armée expéditionnaire britannique pour traverser la Manche et s'enfuir en Angleterre après la capitulation française de l'été 1940).[122]

En décembre 1941, alors que les combats décisifs faisaient rage aux portes de Moscou et que la situation semblait très sombre pour l'Union soviétique, Staline a « jeté » au feu la 25e division d'infanterie, la 8e division de cavalerie et la 5e brigade blindée motorisée qu'il avait détachées d'Extrême-Orient pour sauver Moscou, une fois la menace d'invasion japonaise passée (inquiétude). Moscou fut sauvée et certains experts (dont le maréchal Mannerheim) dirent que l'Allemagne avait déjà perdu sa victoire à l'Est.[123]

Selon les calculs de Staline et du haut commandement soviétique, l'armée rouge était prête à lancer son offensive à partir de la mi-juillet 1941, après ses dernières marches de concentration. D'ici là, dans la zone principale entre la mer Baltique (Lituanie) et la mer Noire (Roumanie), la « mobilisation silencieuse » de l'armée rouge serait achevée et sa supériorité suffisamment grande.[124]

Le « grand rêve » de Staline et la « mobilisation silencieuse »

J'élargis les concepts comme le résultat d'un long processus d'évolution de la direction politique et militaire de l'Union soviétique dans la transformation du pays en un État industriel totalitaire, dans lequel l'armée rouge est créée en tant que force soutenant la domination du Parti communiste et,

[121] Staline devait alors avoir en tête les dures expériences de l'armée rouge lors de la Guerre d'Hiver finlandaise. Les leçons et les insuffisances qu'elle avait enseignées avaient déjà été soigneusement revues et corrigées par l'armée rouge, qui avait pu mener ce travail en toute tranquillité pendant près d'un an.
[122] Collier, 1963, p. 341.
[123] Keitel, 1941.
[124] Post, 1996, et les annexes 5 et 6, tableaux des forces.

sous sa direction, la politique extérieure et intérieure du pays en toutes circonstances.

Les bases :

1) L'expansion russe (Russie tsariste 1800-1900).

2) Objectifs en Europe centrale (Pologne, Prusse, États baltes, Serbie).

3) La liaison Pacifique/Atlantique entre Vladivostok et la Calotte du Nord en Scandinavie (chemin de fer sibérien et États-Unis 1917-1920).

4) La tentative de l'Union soviétique (1917-1991) de reprendre le contrôle des États perdus pendant la Première Guerre mondiale (Plekhanov). À cela s'ajoute le nouvel élan bolchevique pour la révolution mondiale et la dictature du prolétariat, si elle réussit (Staline, Komintern).

5) Tentatives infructueuses de mise en place d'un système soviétique dans les années 1917-1923 dans plusieurs pays européens, même en Extrême-Orient. Elles ont toutes échoué malgré le fort soutien du Komintern.

Développement :

1) Staline change de stratégie à l'approche des années 1930.

2) Staline en 1925 : *« Notre tâche principale est que les grands pays capitalistes se prennent mutuellement à la gorge ».*[125]

3) *« La guerre armée entre le communisme et le capitalisme est inévitable. Aujourd'hui, bien sûr, nous ne sommes pas assez forts pour attaquer. Mais notre temps viendra dans cinquante ou soixante ans. Pour gagner, nous aurons besoin d'un facteur qui s'appelle la surprise. C'est là que nous endormirons d'abord l'ensemble du monde occidental. C'est avec cet objectif en tête que nous lancerons le mouvement pour la paix le plus puissant de l'histoire. Dans le cadre de cette action, nous présenterons des initiatives incendiaires et des concessions sans précédent (aux puissances occidentales). De cette manière, nous associerons les pays capitalistes stupides et décadents à leur propre destruction. Ils finiront par saisir toutes les occasions de devenir encore plus nos amis. Dès que leur vigilance sera au plus bas, nous les écraserons avec nos poings d'acier (l'armée rouge) ».*[126]

I- Développement des ressources :

1) Toute la société soviétique est « mobilisée » pour soutenir les besoins de l'armée rouge.

2) Grands changements : Collectivisation de l'agriculture (main d'œuvre pour les usines). Développement de l'industrie des métaux lourds/de

[125] Dimitri Manuilski (directeur de l'école de guerre politique de Lénine) 1930.

[126] Hautamäki, 2004, pp. 101-103 Le discours de Staline du 19 août 1939, en russe pp. 289-290.

guerre. Économie planifiée, plans dits « quinquennaux ».

3) Financement : prêts des États-Unis, de la France, etc. Principalement utilisés pour les besoins de l'armée rouge, par exemple pour construire un réseau ferroviaire pour les futurs mouvements de troupes. Moscou comme point névralgique. Le plan ferroviaire sibérien de 1917-1920 a également été planifié par les Américains. La révolution et la guerre civile sapent le projet.[127]

4) La main-d'œuvre étrangère : dans les années 1920 et 1930, peut-être plus de 200 000 travailleurs, principalement qualifiés, ont émigré avec leurs familles des pays industriels avancés d'Europe ainsi que des États-Unis et du Canada, encouragés par une puissante et fausse agitation dirigée par Moscou, vers le « paradis du socialisme ». L'une des plus grandes surprises que l'Union soviétique a offertes à l'Occident a été l'ampleur du recours au travail politique et à d'autres formes de travail carcéral (esclavage). Cela a permis la réalisation de grands projets[128] dans tout l'empire selon un calendrier qui a conduit à la famine et à la mort de centaines de milliers, voire de millions, de prisonniers.

II- Le développement de l'armée rouge dans les années 1920 et 1930 :

La tâche centrale du Parti et du commandement militaire de l'armée rouge consistait à créer une armée régulière et disciplinée pour remplacer le régime tsariste qui s'était effondré immédiatement après la révolution. C'est ainsi que l'armée rouge fut créée le 23 février 1918 et que le service militaire obligatoire fut introduit en juin.

Les effectifs étaient assez importants, mais le niveau de formation et de commandement des officiers et des sous-officiers restait faible.

Les menaces, tant extérieures (Britanniques, Français, Polonais, Japonais) qu'intérieures (les « généraux blancs », Denikine, Wrangel, Koltchak, Kornilov), représentaient un sérieux défi pour le jeune État soviétique.

Le grand développeur de l'armée rouge fut Léon Trotski (Bronstein), qui développa sa force de frappe et sa discipline par sa force et sa ténacité lorsqu'il était commissaire du peuple aux affaires de guerre de 1918 à 1925. Cette situation a été reconnue par le successeur de Trotski, Mikhaïl Frunze, qui a non seulement dirigé de nombreuses opérations militaires sur

[127] Weeks, 2004, pp.76-78.

[128] Chemins de fer, usines de canaux, mines, usines géantes, installations forestières, barrages géants et centrales électriques, routes, ports militaires, aérodromes, etc.

différents fronts à partir de 1918, mais a également modifié et développé toute l'organisation de l'armée rouge. Un système dit de cadres territoriaux a été créé comme base de l'armée rouge, visant à former d'une manière ou d'une autre tous les hommes de la population totale du pays (environ 1 à 1,2 million d'hommes par année, dont environ 800 000 à 900 000 sont devenus des soldats).

En 1926, l'organisation était la suivante :

1) Divisions de cadres (garde), deux ans de formation rigoureuse, ainsi que d'autres branches de l'armée avec leur propre formation spéciale (artillerie, chars, ingénieurs, armée de l'air). Cette partie de la formation était dispensée par les meilleurs instructeurs et avec les armes et autres équipements militaires les plus modernes. En situation de crise, elle serait la troupe de choc de l'armée rouge en développement.

2) Divisions territoriales, formation plus courte, dispensée dans les districts militaires par la milice territoriale. La formation de ces divisions était nettement moins bonne, et les armes et autres équipements militaires dont elles disposaient étaient insuffisants.

Celles-ci (points 1 et 2) constituaient l'armée rouge de l'époque en temps de paix, avec environ 600 000 hommes. (Au début des années 1930, ils étaient déjà 1 200 000 et même 1 750 000 soldats en 1936, alors que l'âge de la conscription était abaissé à 19 ans).

Le nombre de conscrits appelés à effectuer leur service militaire resterait pratiquement le même, soit environ 300 000 à 400 000 jeunes. Comment leur formation militaire pourrait-elle être organisée ?

La solution n'était peut-être pas unique au monde (il suffit de comparer dans notre pays les organisations SK et Lotta), mais elle était d'une portée énorme et avait des répercussions profondes sur la société soviétique. L'organisation chargée de cette formation volontaire aux armes était l'OSOVIAHIM, dont la partie peut-être la plus connue à l'étranger était l'Organisation générale de la défense nationale (OSO).

L'organisation principale, une association de larges couches de la population pour le travail volontaire en faveur de la défense nationale, disposait d'un grand nombre d'autres sous-organisations (VNO (Association de la science militaire), Dobrohim (Association de la défense chimique), ODVF (Association des amis de la marine aérienne)).

C'est ainsi qu'est née une gigantesque organisation de militarisation des masses soviétiques, qui accomplit (accomplit !) son travail à grande échelle. La formation prémilitaire des jeunes (enfants) organisée par l'organisation était assurée par le Komsomol de l'Union de la jeunesse communiste, qui

comptait environ 20 millions de membres (dans les écoles secondaires, les différents collèges, les universités). Ils faisaient également office d'éducateurs et de modèles pour les plus jeunes écoliers, les « grands ». En bref, le militarisme sous toutes ses formes s'est développé et a triomphé dans l'ensemble de la société soviétique. Du « berceau à la tombe », l'éducation aux armes faisait l'objet d'une vénération que l'on ne retrouve guère dans les autres puissances militaires. Il s'agissait notamment du lieu de naissance de l'armée. Hitler s'en est servi comme modèle pour ses Jeunesses hitlériennes.

Quel était l'objectif de l'Union soviétique sous Lénine, puis sous Staline, en militarisant la société soviétique?

Il y avait deux missions : la première était de défendre l'État soviétique contre les attaques extérieures. La deuxième consistait à faire de l'armée rouge l'arme de la révolution mondiale des pauvres (« Poing d'acier »).

Il y avait encore une troisième mission, mais elle est à peine mentionnée dans l'histoire soviétique. Il convient toutefois de mentionner deux décennies de terreur et d'extermination de ses propres citoyens, qui ont conduit à la mort de dizaines de millions de Russes, connues sous le nom de « guerre secrète de Staline ».[129]

Bien que les conséquences de la Première Guerre mondiale aient fourni un terrain fertile pour l'émergence d'une vaste vague de révolution rouge en Europe, les bolcheviques ont compris que la création de nouveaux États soviétiques pour participer à sa réalisation finale ne se ferait pas sans la participation des pays européens les plus avancés et les plus industrialisés.

Pour accélérer ce mouvement de renversement, le Komintern, la Troisième Internationale, fut créé dès mars 1919 à Moscou. Sa mission était de servir d'organisation commune et de centre de direction pour les partis communistes des différents pays.

Cela introduisait dans la politique internationale un facteur qui, avec le temps, ouvrirait la voie au produit final du militarisme soviétique : l'armée rouge !

Le premier plan quinquennal de Staline 1928-1932

La période de ce que l'on appelle le communisme de guerre 1917-1921 après la révolution dans la société soviétique a été une transition d'un chaos à l'autre. La guerre civile, l'abolition de la propriété privée, en particulier pour les paysans, une grande famine qui a conduit à la mort des millions de personnes déjà sous-alimentées, la répression impitoyable des révoltes qui

[129] Laffont, 1998.

ont vu le jour, la terreur d'État et l'insécurité générale. Le nombre estimé de victimes pour cette période se situe entre 6 et 7 millions. Sans l'aide du monde extérieur, ce chiffre pourrait être bien plus élevé.[130]

Lénine a rapidement compris les dangers de la situation. Peu après l'insurrection de Kronstadt, il a introduit le système dit NEP, qui a rétabli temporairement la propriété privée et l'esprit d'entreprise. Les paysans reçurent à nouveau leurs propres terres à cultiver.

Le pays commençait à se redresser. Durant cette période de transition, entre 1922 et 1928, une organisation plus centralisée du Parti communiste fut préparée et le premier plan quinquennal fut établi. Staline était désormais prêt à lancer l'Union soviétique dans une nouvelle lutte interne pour construire un communisme plus « pur ». La seule chose qui faisait obstacle était la classe paysanne libre (koulaks) et la possibilité, créée par son élimination définitive, d'entreprendre un programme massif de construction de l'industrie lourde.

C'est ainsi que d'autres entrepreneurs privés, qui avaient joui d'un peu de liberté, se sont joints aux paysans déjà un peu plus riches et ont résisté, mais cette résistance a été réprimée dans le sang. Le « bras de fer » du Parti communiste, le GPU (TSEKA en 1917, puis NKVD et plus communément connu sous le nom de KGB)[131], s'est attaqué à l'affaire en utilisant une méthode combinée de « liquidation-famine ». La collectivisation définitive de l'Union soviétique et les années de privation qui l'accompagnèrent en 1932-1933 entraînèrent une famine en Union soviétique, qui fit 6 à 7 millions de victimes. Staline et le communisme d'État avaient triomphé.

III- L'Union soviétique se transforme d'une société agricole en un État industriel :

Le premier plan quinquennal a déclenché une vague de constructions industrielles. Toutes les réserves accumulées pendant la période de la NEP ont alors été mobilisées et le niveau de vie de la population a été porté au plus haut niveau possible, car les crédits étrangers étaient rares.[132]

On ne pouvait pas reprocher aux bolcheviques de manquer de courage ! Le pays tout entier était en état de guerre et pour atteindre l'objectif, il fallait

[130] La Croix-Rouge internationale à Genève, la Croix-Rouge américaine, 14 pays et une multitude d'associations caritatives. L'aide était coordonnée sur place par le célèbre explorateur norvégien Fridtjof Nansen.

[131] Kjelberg, 1945, p. 60, Staline : *« Le GPU est le nuage orageux qui menace la bourgeoisie, la protection des révolutionnaires et l'épée ouverte dans les mains du prolétariat ».*

[132] Les banquiers juifs de Wall Street aux États-Unis constituaient une exception. (*Ibid.*)

impliquer ou réprimer le peuple tout entier. Il y avait suffisamment de main-d'œuvre simple, car le travail en prison et les autres travaux forcés étaient utilisés sans pitié. Mais à Moscou et dans d'autres centres, il y avait des milliers de spécialistes indispensables, la plupart d'entre eux étant des étrangers. Ils avaient été attirés en Union soviétique par des offres de salaires élevés et jouissaient d'une multitude de privilèges par rapport à la main-d'œuvre locale. Tout ce qui était construit devait être grand, le plus grand du monde. Des installations industrielles gigantesques ont été construites, des barrages avec des centrales électriques, des kolkhozes géants, des centres miniers, des aciéries, des constructions de canaux, les liaisons de transport devaient être améliorées, etc. Certaines grandes entreprises américaines (Ford, Mac Kee, Albert Kahn) construisirent les plus grandes usines du monde grâce aux crédits accordés par les banques de Wall Street à l'Union soviétique.[133]

Quelle était la particularité de ces immenses usines, outre le fait qu'elles étaient « l'intérêt particulier » du Président américain F. D. Roosevelt, élu en 1933 ? lors de la mise en œuvre des plans quinquennaux de Staline, était que ces installations pouvaient être converties assez rapidement pour la production de guerre.[134]

La dépendance de l'industrie lourde rapidement mise en place vis-à-vis des considérations militaires devient évidente lorsque l'on constate que l'ensemble du centre de gravité industriel et démographique s'est déplacé plus à l'est, au-delà de la Volga, voire jusqu'à l'Oural. La production là-bas serait à l'abri en cas de crise en Europe.

IV- Les bases de la mobilisation (Lkp.) développées pour l'armée rouge dans les années 1930-1940 :

Au cœur de l'énorme développement de l'État soviétique décrit ci-dessus (points 1 à 3), l'armée rouge a joué un rôle et une fonction importants qui lui sont propres. Malgré les moyens importants mis à sa disposition par le Parti et la société, elle a dû résoudre de nombreux problèmes liés à l'organisation de l'armée et à ses capacités militaires. Nous avons tenté plus haut d'expliquer le rôle et le contexte de la société soviétique dans le développement de l'armée rouge. Nous allons maintenant esquisser brièvement quelques-uns des principaux axes de la mobilisation d'une grande armée dans un grand pays, qui nécessitaient les bonnes solutions. Le temps des réalisations obtenues grâce à une politique étrangère de paix et

[133] Sutton, 1968 et Knickenbecker, 1931.
[134] Cela s'est produit assez rapidement.

d'accords audacieux habilement trompés serait bientôt révolu et l'offensive armée décisive serait imminente.[135]

La vitesse de mobilisation (Lkp) :

Elle était toujours basée sur la capacité de transport des chemins de fer. Une grande attention a été accordée à cette question. Le réseau ferroviaire formait une toile d'araignée avec Moscou au centre. Les chemins de fer sibériens ont également fait l'objet de travaux de construction et de modernisation pendant longtemps.

La mobilisation normale (Lkp.), qui consiste à déplacer un grand nombre de troupes et de matériel de guerre vers leurs zones de concentration dans un délai très court, ne fonctionnerait pas. La solution à ce problème était ce que l'on appelait la « mobilisation silencieuse ». Elle s'étendrait sur une période de plusieurs mois, voire de plusieurs années. L'équipement militaire lourd et d'autres matériaux seraient transportés dans des entrepôts camouflés dans les zones de concentration avant les mouvements de troupes. Ils seraient invisibles dans le trafic nocturne et n'entraîneraient pas une plus grande congestion du trafic ferroviaire. Le trafic civil normal pouvait ainsi se dérouler sans trop d'inconvénients.

Les troupes seraient transportées en dernier, surtout la nuit, là aussi dans le but d'assurer un camouflage efficace. L'échelonnement était un facteur très important pour le succès d'une telle mobilisation. L'ordre serait le suivant : le personnel de garde et de stockage, les détachements de l'armée de l'air chargés de la protection, le personnel de réparation technique, le personnel de communication. Ces derniers prendraient en charge ce que l'on appelle les « troupes vivantes », principalement l'infanterie, et les équiperaient d'un système « non-stop » jusqu'aux bottes. Les divisions blindées et autres divisions motorisées, avec leur artillerie, s'approvisionneraient en équipement auprès de plusieurs centaines de grands dépôts, parfois ouverts, dans les forêts. Comme nous l'avons déjà mentionné, le but de ce système était de créer un réseau de dépôts avancés pour tout le matériel de guerre nécessaire aux troupes, à partir duquel les dernières troupes à transporter seraient équipées, pour ensuite passer directement du « mouvement » à l'attaque.

[135] Hautamäki, 2004, pp. 101-103 ; le discours de Staline du 19 août 1939, pp. 289-290 en russe et p. 241 le discours de Staline du 5 mai 1941.

Mobilisation clandestine :

Une couverture efficace serait une condition préalable à tout succès.[136]

Elle a été menée avec efficacité et expertise. La dissimulation ne s'est pas limitée à la concentration de matériel militaire et de troupes, mais s'est également étendue au domaine politique. L'attaque surprise massive, qui avait déjà été érigée en doctrine de combat de l'armée rouge fin décembre 1940, fut camouflée sous toutes ses formes dans la presse (notamment la *Pravda*), dans les discours (Molotov), dans les déclarations diplomatiques

Rudolf Hess et son fils Wolf Rüdiger

auprès des instances étrangères, comme une politique de paix permanente de l'Union soviétique.[137]

Lors d'une importante réunion du haut commandement soviétique, qui se tient le 5 mai 1941 à l'académie militaire Frunze à Moscou, Staline annonce notamment que *« l'Armée rouge a été modernisée... Nous disposons de 300 divisions, dont plus de la moitié sont motorisées... Le moment est venu de frapper. L'armée allemande n'est pas invincible ». Pravda* le lendemain (6 mai 1941).

Alfred Rosenberg (expert de l'Est, Reichsleiter) reçoit le même jour le texte non modifié du discours de Staline, se rend à Berlin pour informer

[136] Comparez les préparatifs d'attaque et les concentrations de l'armée rouge pour la grande offensive sur l'isthme de Carélie début juin 1944.

[137] Hautamäki, 2004, pp. 277 et 329, note n° 5, Dimitri Manuilski : « Lenin School of Political Warfare », Moscou 1930 et p. 137, Staline 13 avril 1941 à Matsuoka, von Schulenburg et Krebs.

Hitler et rencontre Rudolf Hess les 9 et 10 mai 1941.

Le 10 mai, Hess s'envole pour l'Écosse avec une offre de paix et l'annonce d'une invasion imminente de l'armée rouge.

Cependant, le vol de Hess a été pris dans un complot planifié de liens secrets entre les mouvements de résistance dans les deux pays et de complots inventés, même pour renverser Churchill, ce qui a conduit à son arrestation immédiate. Les documents que Hess portait sur lui ont été déclarés secrets jusqu'en 2017.

Les principales concessions que Hitler était prêt à faire **sans négocier** :

1) La Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique et la France redeviendront des États indépendants, qui détermineront eux-mêmes leur constitution ainsi que leur gouvernement.

2) L'Allemagne est prête à verser des réparations aux pays qui ont été touchés par la campagne de l'Ouest, bien que les puissances occidentales aient déclaré la guerre à l'Allemagne.

3) Toutes les armes offensives doivent être détruites et les forces armées des pays belligérants doivent être ramenées à un niveau correspondant aux besoins économiques et stratégiques de chaque pays.

4) L'Empire allemand réclame ses anciennes colonies, à l'exception du sud-ouest de l'Afrique, mais indemnise les propriétaires, désormais britanniques pour la plupart, s'ils souhaitent les quitter.

5) Un État polonais est rétabli dans ses frontières ethniques ; cette promesse ne peut toutefois être faite que pour la partie occupée par les Allemands.

6) La Tchéquie reste un protectorat de l'Empire allemand, mais les Tchèques peuvent développer librement leur langue et leur caractère national.

7) Pour l'Europe de l'après-guerre, une sorte de solidarité économique doit être envisagée pour résoudre les questions économiques en suspens, pour lesquelles des accords à l'échelle européenne doivent être envisagés dans la mesure du possible.

CHAPITRE 5

La situation en Finlande pendant les opérations allemandes dans les Balkans au printemps 1941 – Le général P. Talvela à Berlin – Le colonel E. Buschenhagen présente une lettre écrite par Hitler et le général F. Halder, signée le 2 avril 1941 à Helsinki, concernant l'opération Barbarossa, au Président Ryti, au maréchal Mannerheim et au Ministre Tanner. Le lieutenant-colonel Veltjens et l'envoyé spécial de Hitler, le Ministre Schnurre, étaient également présents. Le colonel E. Buschenhagen à Helsinki au cours de la dernière semaine d'avril. Proposition allemande d'une grande « motivation » en Carélie – Mannerheim et le bataillon SS finlandais – La confirmation écrite de Staline est retardée.

La situation en Finlande pendant les opérations allemandes dans les Balkans au printemps 1941

Mannerheim, après avoir reçu de Staline un engagement télégraphique en faveur d'une coopération secrète et des aspects qui en découlent pour l'engagement de notre armée et la récompense de son exécution, était retourné à Helsinki et avait exposé son idée et son plan au Président Ryti.

La réponse écrite de Staline est retardée Ryti et Mannerheim sont inquiets

La confirmation écrite par Staline de ses engagements était attendue avec impatience. Sur cette base, des décisions fondamentales de politique militaire pourraient être prises pour les futures actions militaires. La plus importante d'entre elles serait le rejet de l'idée allemande d'une attaque par le territoire finlandais, à condition que Staline renonce de son côté à toute offensive contre la Finlande, la Norvège et la Suède.

La situation était cependant à nouveau particulièrement complexe et difficile. Mannerheim et son État-major suivirent de très près les évènements dans les Balkans. Le mois de mars passa cependant sans qu'aucune des deux parties ne prenne une position définitive sur la Finlande.

Le maréchal Mannerheim semblait particulièrement nerveux à l'idée de retarder la réponse de Staline. Si les Allemands présentaient d'ici là leurs propres exigences ou lançaient une attaque surprise sur le territoire finlan-

dais, la Finlande n'aurait d'autre choix que d'accepter la mesure.

Notre armée se déplacerait alors derrière les Allemands vers nos anciennes frontières, prendrait la base de Hanko et laisserait les Allemands se diriger vers Leningrad et Moscou. Cette approche pourrait peut-être être acceptée par les chefs de guerre allemands dans leur déclaration de guerre. Cependant, le plus important serait de déplacer les opérations militaires hors de la région de Kanta-Suomi. En outre, il n'y avait plus aucun signe de la menace d'un coup d'État allemand et de la mise en place d'un régime militaire pour mettre en œuvre le projet.

Toutes les décisions politiques dépendaient désormais de la confirmation écrite par Staline de ses promesses. Plus le temps passait, plus le maréchal et Ryti étaient nerveux. Mais Staline restait silencieux !

Mannerheim envoie le général Talvela à une rencontre avec les dirigeants allemands

Peu après la visite du colonel Buschenhagen au Président Ryti (3 mars 1941), Mannerheim décida d'envoyer le général Talvela à Berlin pour une rencontre avec le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop. La mission de Talvela consistait à clarifier en détail les informations transmises par le colonel Buschenhagen à Hitler et à obtenir en même temps des éclaircissements sur les objectifs allemands et le calendrier de la campagne des Balkans. Ribbentrop reçut Talvela, mais déclara qu'il n'était pas au courant des informations confiées au colonel Buschenhagen.

Il n'a pas voulu donner d'évaluation sur la question des Balkans. Au lieu de cela, il avait dit à Talvela, comme une sorte de « message » aux dirigeants finlandais, que *« ... en général, les choses qui ont été présentées à la Finlande du côté allemand, et qui le seront peut-être encore, ne devraient pas être sous-estimées. Elles ne devraient pas non plus être laissées au seul maréchal Mannerheim, car elles sont alors souvent ignorées. Comme la Finlande a déjà pu l'observer, l'Allemagne ne s'est vu accorder dans aucune de ses actions de longs délais de réflexion, des possibilités de discussion ou des concessions. Pour survivre et joindre les deux bouts, l'Allemagne a été contrainte d'appliquer ses mesures sans poser de questions et sans faire de bruit inutile au préalable ».*

Après avoir entendu la déclaration de Ribbentrop, Mannerheim et Ryti déclarèrent qu'il était désormais clair que les Allemands ne demanderaient pas à la Finlande l'autorisation d'envoyer des troupes et qu'ils ne l'annonceraient pas non plus au préalable.

Le colonel Buschenhagen, le lieutenant-colonel Veltjens et le Ministre Schnurre, le 2 avril 1941 à Helsinki

Le soir du 2 avril, le lieutenant-colonel Veltjens a téléphoné au Président Ryti pour lui demander de discuter de « certaines questions ». Ryti répondit qu'*« [il] ne discuterai[t] de questions militaires qu'en présence du maréchal ».* [138] Mannerheim accepta une réunion qui devait avoir lieu plus tard dans la soirée, à 21h30, dans le bureau de Ryti.

Mannerheim/VT :

– Lorsque je suis arrivé au bureau du Président, j'ai d'abord été reçu par le Ministre Tanner. J'ai souvent eu l'impression que Ryti avait fait de lui une sorte d'« ombre » de lui-même. Tanner m'a conduit dans le bureau de Ryti, où se trouvaient le colonel Buschenhagen, le lieutenant-colonel Veltjens et l'envoyé spécial de Hitler, le Ministre Schnurre. Sans autre préambule, le colonel Buschenhagen présenta ses arguments en les lisant directement sur le papier :

> *« Comme vous le savez, Messieurs, l'Union soviétique concentre depuis plus de deux semaines ses troupes à la frontière avec la Finlande. Les routes les plus importantes sont l'isthme de Carélie, le chemin de fer Petrozavodsk-Suojärvi et le chemin de fer Kantalahti-Kemijärvi. En plus des fortes troupes soviétiques, de l'artillerie lourde ferroviaire et d'autres armes lourdes ont été introduites dans ces régions.*
>
> *Parallèlement, les Britanniques ont équipé des navires de guerre avec des équipages pour l'invasion de la Norvège et peut-être du Danemark, afin de transporter 4 à 6 divisions de montagne. Un nombre considérable de navires norvégiens ont également été déplacés vers la côte est de l'Angleterre pour être équipés de canons de gros calibre. Ces navires seront ensuite déguisés en bateaux de pêche ordinaires. Pour faire face à cette menace, les forces navales et aériennes allemandes ont pris des contre-mesures. Nous avons déployé un nombre suffisant de sous-marins en mer Baltique et à l'embouchure du golfe de Finlande pour empêcher désormais toute navigation britannique ou soviétique.*
>
> *La menace soviétique ne peut plus être contrée que par une contre-attaque. Les Britanniques et les Soviétiques coordonnent leurs opérations militaires dans le Nord à ce moment-là, tandis que l'Allemagne est contrainte de résoudre les problèmes dans les Balkans, les Italiens étant en difficulté en Grèce et la Yougoslavie étant un allié de l'Union soviétique.*
>
> *Il est tout à fait possible que l'Union soviétique tente d'envahir votre pays, que l'Allemagne s'engage dans les Balkans et que les puissances occidentales tentent simultanément d'envahir la Norvège et le Danemark.*

[138] Hautamäki, 2004, pp. 267-268.

L'Union soviétique concentre également ses troupes à la frontière de la Bessarabie et du nord de la Bucovine, afin de les faire traverser le territoire yougoslave vers l'Adriatique/Méditerranée, conformément à l'accord conclu avec la Yougoslavie. Cela isolerait la Roumanie, germanophile et neutre, et donnerait à l'Union soviétique, avec les Britanniques, la base souhaitée dans les Balkans. La conséquence serait que tôt ou tard, la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce seraient entièrement sous influence soviétique et que le sort des pays baltes leur serait réservé.[139] *Il n'était pas possible de laisser les Balkans et la Méditerranée (Adriatique) tomber ainsi sous le contrôle des puissances occidentales et de l'Union soviétique.*

Cela signifierait l'extension d'une dictature communiste soviétique, un danger pour toute l'Europe, un fait que les représentants anglais et français de leurs empires ne comprennent plus dans leur haine de l'Allemagne. La menace de l'impérialisme communiste est cependant bien plus dangereuse pour eux que les exigences de l'Allemagne pour se libérer des conditions injustes du traité de Versailles.

Ensuite – comme nous l'avons toujours argumenté auprès des puissances occidentales – chaque État européen aurait été libre de choisir son propre système social, que ce soit le système communiste ou un autre système social des peuples – en paix.

C'est à vous d'évaluer et de décider quelle direction la Finlande, son gouvernement et ses forces armées vont prendre. Le Ministre Schnurre et moi-même sommes toutefois habilités et chargés de vous informer de ce qui suit :

Malgré les dénégations de Hitler, il est évident que l'Union soviétique a l'intention de régler ses relations avec la Finlande dans le cadre des Balkans. Cela impliquerait d'occuper la Finlande et de poursuivre l'invasion de la Suède et de la Norvège. Cela impliquerait nos troupes en Norvège dans la bataille et faciliterait le débarquement de l'armée coloniale anglo-française sur les côtes norvégiennes. Compte tenu de cela, le commandement de la guerre allemand m'a autorisé et ordonné d'annoncer qu'au moindre signe de mouvement soviétique, nos propres troupes passeraient à l'offensive et traverseraient le territoire finlandais dans trois directions :

1) Continuer en direction de la ligne de chemin de fer de Kemijärvi-Kantalahti sur le chemin de fer de Murman, en coupant ce dernier. Une partie des troupes se tourne alors vers le nord en direction de Murmansk, l'autre partie roule vers le sud et de là, via Soroka, vers le chemin de fer Archangeli-Moskova afin de couper son trafic militaire.

2) L'objectif de nos troupes avançant en direction de la ligne de chemin de fer Matkaselkä- Suojärvi-Petrozavodsk est Petrozavodsk et la mer Blanche, ainsi que l'établissement du contact avec nos troupes attaquant par le nord.

[139] Une très bonne appréciation pour la période suivant la Seconde Guerre mondiale.

3) Dans la troisième direction, nos troupes avanceront en partie à travers l'isthme de Carélie en direction de Leningrad et en partie au nord de la rivière Ladoga en direction des rivières Aunus et Syvärijoki.

Les troupes nécessaires pour le premier et le deuxième secteur offensif viendront de Norvège, renforcées par des troupes de transport terrestre et aérien qui y seront acheminées depuis l'Allemagne. Les troupes et l'armement nécessaires pour le troisième secteur viendront d'Allemagne, renforcés par des troupes de débarquement et des troupes blindées, à moins que la Finlande ne prenne cette direction (attention !). Comme je l'ai déjà dit, le mouvement de nos troupes ici dépend également des mouvements des forces soviétiques contre l'Allemagne. Nous serons prêts à intervenir demain.

Je tiens à souligner que l'Allemagne n'a jamais cherché la guerre avec l'Union soviétique, pas plus qu'avec les puissances occidentales. Les Allemands ont été contraints de prendre ces contre-mesures.

Nos nombreuses propositions et demandes de paix en Europe n'ont pas été acceptées une seule fois. Nous avons été contraints d'agir pour vivre et préserver l'unité nationale allemande aujourd'hui acquise.

Si la Finlande se joignait à nous, l'Allemagne fournirait tout le soutien militaire et financier dont vous pourriez avoir besoin. Si l'Allemagne devait avoir son mot à dire lors des futures conférences de paix, ce que je suppose, elle tiendra compte, dans la mesure du possible, des considérations nationales, économiques et ethniques avancées par la Finlande.

Messieurs !

Je dois souligner une fois de plus que cette proposition n'était ni mon idée ni celle de mon collègue, mais que nous vous avons transmis la communication de notre gouvernement. Nous espérons que vous prendrez connaissance des points que nous proposons et que vous formerez votre opinion et vos actions sur cette base.

C'est à vous qu'il revient d'accepter ou de refuser la coopération proposée par l'Allemagne. Si vous répondez par l'affirmative, les négociations ultérieures seront menées par l'État-major allemand, qu'il est le plus facile de contacter par mon intermédiaire.

Si vous refusez la coopération et, en même temps, la libre circulation des Allemands vers l'est à travers le territoire finlandais, l'Allemagne considérera qu'elle a le droit, en cas d'action militaire contre l'Union soviétique et les Alliés occidentaux, de prendre le contrôle libre de tout le territoire finlandais et de ses moyens de transport et de communication.

Pour la Finlande, nous avons réservé un double de la lettre que j'ai lue et une copie du plan avec des cartes, qui se trouvent ici. Lequel de ces messieurs, le Président Ryti ou le maréchal Mannerheim, va les recevoir ? »

Ryti répondit que le maréchal pouvait recevoir les papiers, et

Mannerheim dit qu'il ferait part à Buschenhagen de l'opinion finlandaise dès qu'ils auraient vu les documents.

La lettre fut signée par Hitler lui-même et le général Halder. Les Allemands se sont retirés à 22h50.

Mannerheim/VT :

> *– Je me souviens très bien de cette époque, car après le départ des Allemands, le Ministre Tanner regardait sa montre et soupirait avec un petit sourire pensif au coin des lèvres : 'La onzième heure est presque écoulée et on ne voit pas encore le marié'. Il a été décidé de garder le secret sur la visite de la délégation allemande et sur ses salutations. Par conséquent, seuls le Président Ryti, le Ministre Tanner et moi-même avons été informés. Ce n'est qu'après avoir étudié les documents que nous avons pu parler avec le gouvernement et d'autres personnes impliquées dans les décisions, si cela était jugé nécessaire. Notre décision a également été influencée par le document écrit que nous attendions et exigions de Staline, en même temps que de Ryti, pour confirmer son engagement télégraphique. Cela pouvait encore influencer nos décisions à la dernière minute. Le Ministre Tanner n'en avait pas connaissance, à moins que le Président ne le lui ait communiqué confidentiellement.*

Le plan d'opération allemand (voir carte page suivante) qu'ils ont présenté pour la prise de Moscou et de Leningrad. La proposition de liaison avec les Allemands aurait dû être transmise par les Finlandais aux Allemands avant le 14 juin 1941.

Cette promesse n'a pas été faite car Staline avait le temps d'envoyer sa promesse écrite et que nous refuserions de coopérer avec les Allemands et accepterions d'arrêter l'invasion aux points proposés par Staline.[140]

Staline rompt enfin le silence – contact radio 4-5 avril 1941

Les activités de notre agent VT dans le cadre de son travail normal (officier militaire/officier des finances) étaient bien entendu strictement « cachées ». Ses supérieurs et interlocuteurs étaient alors le commandant de la 8e brigade, le colonel P. A. Autti, et le chef du district de protection de Joensuu (Carélie du Nord), le colonel A.R. Sainio. Ils disposaient d'instructions permanentes pour le détachement des VT de leurs tâches, l'organisation du transport et le secret absolu sur d'autres questions directement du maréchal Mannerheim.

Pour des raisons de communication radio, les lieux de service du VT avaient été choisis de manière à être aussi proches que possible des contre-stations soviétiques situées du côté soviétique de la frontière.[141]

---

[140] Tahvanainen, 1971, pp. 318-319.

[141] Hautamäki, 2004, p. 293, annexe n° 5.

À ce moment-là, les nerfs du maréchal Mannerheim étaient mis à rude épreuve par la réception tardive de la confirmation écrite de ses engagements par Staline.

A = voie de ravitaillement alliée vers la mer Blanche, B = ligne offensive allemande au nord, C = ligne offensive allemande au sud.

L'agent VT indique que les agents de liaison précités (Autti, Sainio) ont demandé au maréchal des informations sur « l'arrivée des marchandises ».

Finalement, les 4 et 5 avril 1941, VT reçoit un message sur sa radio à réception automatique. Le même message avait bien entendu été reçu sur la radio dite « de contrôle » du maréchal.

L'agent a immédiatement reçu l'ordre de rendre visite au maréchal dans une voiture où sa « marchandise » se trouvait entre les mains de deux agents. La rencontre eut lieu sur la route entre Heinävesi et Varkaus. C'est là que VT ouvrit le message destiné à Mannerheim sur sa radio.

Le contenu du message, lorsqu'il fut ouvert, était le suivant : *« Ici L+G+S+1 / 816 et Mannerheim / nous savons qu'il y a eu des négociations entre H et les Finlandais / que vous avez acceptées. H débarquera en Finlande / H passera par P-Finlande pour K-Lahti – Arkhangelsk et Moscou / refusent ces mesures / vous aurez tout, nous l'avons promis, tant que vous ne faites pas atterrir les bombes S sur la ligne Antarctique-Sorokka-Onega-Arkhangelsk et que vous n'entravez pas la navigation V-maritime / ne bombardez pas St. Petersbourg / les Allemands ne débarquent pas à Saint-Pétersbourg / demandez à Staline / nous attendons / nous attendons / veuillez répondre immédiatement / gardez la ligne ouverte / nous vous informerons immédiatement / 816 et Mannerheim / emil /L+G+S+irina ».*[142] [143]

VT :

> *« Mannerheim avait l'air très irrité, voire en colère. Un mois s'était écoulé et nous ne savions toujours pas si nous allions recevoir une confirmation écrite ou non. »*[144]

Mannerheim demanda alors à son agent de prendre immédiatement contact avec ses amis et de les inviter directement. Lorsque VT annonce que cela n'est pas possible, Mannerheim est furieux et exige un contact immédiat et la volonté d'envoyer un message.

Avec un peu de mal, il parvient à lui expliquer la condition technique : les piles de la radio ne suffisent plus pour envoyer des messages, mais seulement pour recevoir des messages normaux. Il faudrait plus de puissance !

Le VT assure finalement l'alimentation électrique en connectant les batteries des deux wagons et en établissant ainsi la liaison avec la gare située en face, derrière la frontière.

L'incident, au cours duquel le maréchal et l'agent, tous deux chargés d'une mission impossible, « élèvent la voix » pendant un moment, se termine finalement par une fin qui illustre le caractère de Mannerheim. Il s'excuse auprès de son agent pour son coup de colère ! Le message du maréchal, traduit en code par VT, était libellé comme suit :

> *« c'est emil 816 / nous n'avons pas reçu votre confirmation écrite de votre promesse du 4 mars / si vous donnez une garantie écrite de votre promesse, nous répondrons à cette demande / via L+G à staline et irina / Mannerheim 816/emil / nous attendons votre réponse à ce message/emil ».*[145]

Le message de réponse a été reçu immédiatement :

---

[142] Tahvanainen, 1971, p. 298.
[143] Mannerheim, S-32, 61.
[144] Tahvanainen, 1971, p. 299.
[145] Tahvanainen, 1971, p. 299.

« ici G+L+S+/ / réponse pas encore prête / nous vous répondrons plus tard / rejetons la menace allemande / c'est à votre avantage / nous attendons / nous attendons / donnez-nous encore une réponse / donnez-nous une promesse / G+S+L+1/ à Emil / G. »[146]

Le maréchal n'est pas satisfait du contenu du télégramme. VT envoie un nouveau message :

« c'est emil et 816 / nous attendons une garantie écrite / jusque là nous ne travaillerons pas avec vous / c'est notre réponse / nous attendrons de voir si vous voulez encore répondre /emil ».[147]

Le message de réponse a été reçu immédiatement : *« ici G+L+L+S / toutes ces affaires sont maintenant soumises immédiatement à l'examen / en attendant, nous espérons que vous répondrez à ces exigences / nous vous contacterons alors / emil et 816 / de Staline / G+L+S+1/G ».*[148] [149]

Selon VT, Mannerheim dit à un major général de sa compagnie[150] que les Russes jouaient désormais délibérément la montre et faisaient traîner les choses. Si la réponse écrite de Staline devait encore être retardée, nous devrions accepter le deuxième plan (allemand) qui nous a été présenté. Le maréchal prend VT un peu à l'écart du reste des officiers et demande ce qui se passe à Joensuu (ville de Carélie du Nord – NdT allemand), et sur « l'île sacrée » ? Avant de partir, l'officier s'enquiert de la situation auprès du colonel Sainio et obtient la réponse suivante : *« Joensuu n'a pas changé et l' 'île sacrée' est toujours recouverte de glace. Il y a déjà quelques taches sombres ici et là, mais à part ça, il y a encore beaucoup de chevaux à monter ».*

« Ça fond très lentement, alors que c'est le printemps depuis si longtemps », dit le maréchal en soupirant d'exaspération.

Les dirigeants militaires et politiques finlandais sont confrontés à un choix difficile

Nous savons que la direction politique finlandaise a accepté le leadership responsable et les décisions de politique militaire de Mannerheim pour amener notre pays à un état de paix en tant qu'État indépendant à la fin de la Grande Guerre. Le maréchal sentait que cette responsabilité pesait très lourd sur ses épaules. Il était cependant déterminé à mettre en œuvre sa propre vision indépendante de la lutte entre les grandes puissances, sans la mettre en péril. L'idée de base était de préserver notre marge de manœuvre

[146] Tahvanainen, 1971, p. 299.
[147] Tahvanainen, 1971, p. 299.
[148] Tahvanainen, 1971, p. 299.
[149] Mannerheim, S-32, p. 63.
[150] La même personne que celle qui était présente à Kuopio du 3 au 5 mars 1941 (Walden).

politique en ne s'engageant ou en ne s'alliant avec aucun des deux belligérants. Maintenant, en avril 1941, cette tâche semblait presque impossible. La conduite de la guerre allemande avait déjà clairement montré qu'une guerre avec l'« allié » soviétique était possible.

Le moment était bien sûr tenu secret, mais le maréchal, en tant que soldat expérimenté, avait certainement ses propres opinions à ce sujet. Dans cette éventuelle grande bataille, l'Allemagne poserait certainement des exigences à la Finlande. C'est précisément ce qui s'était passé lors de la dernière visite de Buschenhagen (3 mars).

Le représentant des alliés occidentaux, le Premier ministre britannique Churchill, s'était lui aussi adressé sans détour aux dirigeants finlandais en leur demandant de *« n'écouter que les instructions et les exigences de Staline »*, faute de quoi ils ne s'intéresseraient pas à notre sort en tant que peuple après la fin de la guerre. Ces exigences, ou plutôt ces souhaits de Staline, avaient été communiqués de manière inattendue à Mannerheim le 4 mars 1941 sous la forme d'un message radio.

Le message contenait une récompense alléchante (la restitution de la Carélie et le rattachement de la Carélie orientale à la Finlande) au cas où notre armée parviendrait à tenir les Allemands en échec et, peut-être contrainte par eux de se joindre à l'invasion allemande, n'avancerait que jusqu'aux lignes convenues à l'avance avec Staline sur son propre front et, une fois celles-ci atteintes, adopterait une position défensive (« guerre stationnaire »), en attendant la fin de la guerre et la défaite de l'Allemagne. Churchill en était conscient et l'a exprimé à l'agent du maréchal à Londres lorsqu'il a demandé aux dirigeants finlandais d'écouter les instructions de Staline.

Pourtant, en mars/mai 1941, Staline et Churchill voyaient encore dans les Balkans le potentiel pour former un nouveau front S comme tête de pont importante contre l'Allemagne sur le continent européen. Après tout, Hitler avait agi rapidement après la révélation de la trahison de Staline (9 février 1940) et avait libéré la Finlande du front soviétique par ultimatum, obligeant Staline à faire la paix avec la Finlande et à mettre fin à la Guerre d'Hiver le 13 mars 1940. Aussi en débarquant au Danemark et en Norvège un jour avant les alliés occidentaux, le 9 avril 1940, dans une opération audacieuse, les Allemands ont occupé les deux pays (front N) et ont vaincu les armées coloniales française et britannique en France jusqu'au 22 juin 1940 (front M).

Si la formation du front S dans les Balkans avait été un succès, l'armée rouge aurait eu le temps de lancer sa grande offensive sur le front principal

(E) à l'ouest, mais aussi à nouveau au nord. La Finlande, la Suède et la Norvège auraient alors été attaquées à leur tour par les Britanniques (la France était pour ainsi dire déjà « hors-jeu ») et l'armée rouge afin d'anéantir les troupes allemandes en Norvège.[151]

Est-ce là la raison du silence de Staline ? Voulait-il d'abord voir comment les choses allaient évoluer dans les Balkans ? Faisait-il confiance aux Finlandais, ces deux *« aristocrates aux yeux bleus »* (Mannerheim/Ryti), des hommes d'honneur ? Lorsqu'il signa finalement le 28 mai 1941 le document exigé par Mannerheim et Ryti, comptait-il sur son offre de récompense (lire : « appât ») pour les dissuader d'intégrer complètement l'armée finlandaise dans le front offensif allemand contre l'Union soviétique ?

Selon Staline, Hitler n'aurait guère pu déplacer plus de troupes vers le nord si l'armée rouge avait eu le temps de lancer sa grande offensive en Europe centrale. Le maréchal Mannerheim serait-il en mesure de confier l'essentiel du front sud exclusivement à ses troupes finlandaises ? L'exigence de Mannerheim d'une confirmation écrite de sa promesse de récompense était une preuve très embarrassante, mais il pouvait néanmoins la donner en son propre nom, car elle pouvait être refusée après la guerre si nécessaire ! La parole des vainqueurs serait alors la plus déterminante et la plus importante, de sorte qu'il serait facile d'accuser les Finlandais d'avoir violé l'accord par leur comportement pendant la guerre.[152]

La ligne de Mourmansk, avec son nouveau raccordement à la ligne Arkhangelsk–Vologda–Moscou, était cependant l'une des trois « artères vitales » de l'aide militaire que ses alliés occidentaux fournissaient à Staline (les autres étant le golfe Persique/Abadan et Vladivostok sur la côte Pacifique), de sorte que sa grande importance politique était difficile à saisir pour les éclaireurs qui la faisaient sauter en tant que route de ravitaillement ennemie. Mannerheim dut également prendre des décisions « surprenantes » dans de telles situations, et c'est ainsi que nos patrouilles à longue distance durent renoncer à ce type de destruction au cours de la guerre et se contenter de compter les trains de ravitaillement et les énormes quantités de matériel de guerre qu'ils transportaient.

Nous pouvons donc affirmer sans crainte de nous tromper que Staline avait lui aussi beaucoup de choses à régler et à assurer avant le moment « H » de l'armée rouge ! L'une d'entre elles, qui était peut-être très

[151] Hautamäki, 2004, pp. 230-231,245, Plan d'attaque soviétique contre la Finlande à l'automne 1940.

[152] Traversée du Syvär, Maaselkä, dynamitage de patrouilles à longue distance sur la voie de Murman, notamment entre Sorokka-Obozerskaya, etc. Tous sont cependant des « petits épisodes », d'un point de vue militaire, de cette guerre exceptionnelle menée selon les règles du maréchal et de Staline (avec Roosevelt et Churchill en toile de fond).

importante dans les calculs de Staline, était l'organisation militaire et politique du front nord-ouest (Norvège, Suède, Finlande, pays baltes). L'Allemagne allait-elle amener tant de ses troupes dans la partie nord de ce front que Mourmansk et les lignes de chemin de fer seraient menacées à partir de là ?

Remarque 1

Nous avons déjà souligné l'importance du front offensif S commun aux Alliés occidentaux et aux staliniens dans les Balkans. L'un de ses objectifs était de lier les forces allemandes dans les Balkans jusqu'à ce que l'armée rouge puisse lancer une offensive (E) vers l'ouest. L'armée rouge, concentrée à la frontière occidentale par la « mobilisation silencieuse » de Staline, aurait atteint sa pleine disponibilité offensive dans un délai de 3 à 5 semaines (du 15 au 20 juillet 1941) après le début de l'attaque préventive allemande (22 juin 1941). J'ose affirmer que le « grand rêve » de Staline n'aurait jamais été aussi proche de se réaliser par la suite si l'offensive massive de l'armée rouge, « Donnersturm », avait été lancée avant la dernière opération préventive de Hitler, « Barbarossa ».[153]

Staline avait construit son « grand rêve » à long terme dans les années Trente. Toute la structure sociale du pays était militarisée et son objectif principal était de faire de l'armée rouge le facteur qui amènerait un jour la révolution mondiale – *« l'Armée rouge invincible ! »*[154]

Au début de l'année 1941, ce moment se rapprochait de plus en plus. Bientôt, ce serait le tour de l'Allemagne et de l'Europe. Les ressources étaient disponibles et une « politique de paix » intelligente ainsi que des accords courageux avaient créé de bonnes positions offensives à l'Ouest. La dissimulation de la « mobilisation silencieuse » semble également avoir fonctionné. Presque aucun des propres alliés occidentaux de Staline, sans parler de l'objet principal de la dissimulation, l'ennemi principal, l'Allemagne, ne savait quelle concentration de puissance militaire Staline serait en mesure de mobiliser pour son invasion au printemps 1941 et quelle base militaro-industrielle soutiendrait efficacement le ravitaillement et l'approvisionnement en matériel de cette immense armée au cours de l'invasion.

La doctrine de base – une attaque surprise massive – devait être choisie comme mode opératoire dès la fin décembre, lorsque tout le commande-

[153] La situation à la fin de la guerre en 1945 était déjà différente, puisque les puissances occidentales avaient leurs troupes sur le continent européen et que les États-Unis avaient le monopole de la construction et de l'utilisation de la bombe atomique jusqu'en 1949.
[154] Hautamäki, 2004, p. 329, Manuilski.

ment de l'armée était réuni à Moscou. Les jeux de guerre et les exercices de cartographie organisés sur cette base sont réalisés en janvier 1941. La procédure technique et l'ampleur de la mobilisation sont convenues le 12 février 1941. Les dirigeants politiques et militaires de l'Union soviétique décident que la mobilisation de l'armée rouge se composera, dans les catégories principales, d'environ neuf millions de soldats, 37 000 chars de combat et 22 000 avions. L'apparition de ces chiffres colossaux après l'effondrement de l'Union soviétique a également suscité un grand intérêt parmi les scientifiques russes. Selon le chercheur Mikhaïl Meltjukhov, les effectifs totaux de l'armée rouge en juin 1941 s'élevaient à :

– 8,9 millions de troupes
– 37 000 chars de combat
– 10 700 chars de reconnaissance
– 22 000 avions
– 106 700 canons et lance-grenades
– 91 000 tracteurs
– 595 000 LKW (camions)[155]

Cette force serait en mesure de stocker et de distribuer des équipements militaires provenant des énormes stocks d'armes et de matériel de guerre, et de continuer à utiliser les équipements et les installations, y compris les aérodromes qui avaient été discrètement construits en grand nombre aux frontières occidentales du pays, et en particulier dans la partie orientale, contrôlée par le NKVD. L'industrie militaire lourde jouerait bien sûr son rôle dans le réapprovisionnement du matériel des troupes.[156]

Le commandement militaire soviétique (Chapochnikov, Joukov, Timochenko, Vasilevski, Merezkov, Popov, Anissov, Vatutin), qui avait élaboré l'opération massive de l'armée rouge (« Tempête »), reçut également l'approbation de Staline pour son plan le 11 mars 1941. La dernière phase de la « mobilisation silencieuse » fut lancée. La dissimulation de toutes les opérations militaires avait atteint son point culminant. Les dirigeants politiques avaient pour mission, à diverses occasions, de se montrer conciliants et pacifiques vis-à-vis de l'extérieur. Un bon exemple pratique était la livraison par la Russie de matériaux à l'Allemagne, qui faisait partie de l'accord commercial entre l'Allemagne et l'Union soviétique et qui allait au-delà de ce que l'accord lui-même exigeait.

En raison de la différence de largeur des voies ferrées, des embou-

[155] Meltjukhov, 2000, p. 229.
[156] Post, 1996.

teillages se formaient dans les gares frontalières lors du transfert et du déchargement des wagons, car les deux parties en avaient un besoin urgent pour concentrer leurs troupes. Le Ministre soviétique du commerce extérieur, A. Mikoyan, a même soulevé la question au niveau diplomatique et a rendu les Allemands responsables de l'absence d'accords. Des deux côtés, on tenta d'occulter la situation, même si l'on savait parfaitement de quel conflit il s'agissait.

Mais la question demeurait : qui allait frapper le premier ?

Staline suivait de près l'évolution de la situation. Jusqu'à présent, il n'avait connu que des échecs humiliants de son propre calendrier et de celui de ses alliés occidentaux (« Guerre d'Hiver finlandaise », « Front N » en Norvège, « Front M » en France). Il semblait maintenant que le front S ne serait pas ouvert non plus et que la Yougoslavie s'effondrerait très bientôt (17 avril). Le Japon, allié de l'Allemagne en Extrême-Orient, représentait également une menace qui devait être éliminée avant que l'armée rouge ne puisse avancer en Europe. C'est pourquoi, le 13 avril 1941, Staline négocia à Moscou avec le Ministre japonais des affaires étrangères, Yosuke Matsuoka, un pacte de non-agression prévoyant des concessions mutuelles dans les anciens litiges concernant la Mongolie et la Mandchourie. L'importance de cet accord du point de vue de Staline a été soulignée par de nombreux historiens militaires. Lorsque Matsuoka quitta Moscou pour rentrer chez lui, il fut surpris de constater que Staline en personne l'accompagnait avec une satisfaction débordante. Il assura l'ambassadeur allemand à Moscou, von Schulenburg, et l'attaché militaire présent à cette occasion, le colonel Krebs, de la solide amitié entre l'Union soviétique et l'Allemagne et de l'importance de la poursuivre.[157]

Le lecteur devrait se rappeler comment Staline pouvait souligner à diverses occasions qu'il était « asiatique ». Aujourd'hui, il pourrait sourire, voire faire une blague sur son ami et subordonné politique notoirement bon, qui pourrait être liquidé dès le lendemain sur son ordre.

Staline gère également avec brio la situation à la frontière nord-ouest et nord. Du 3 au 5 mars 1941, dans une situation politico-militaire très difficile et complexe, il soumet sa propre proposition à la Finlande (Mannerheim / Ryti) qui se débat et promet une incroyable récompense si notre armée agit selon ses instructions (et celles de Churchill).

Mais pourquoi Staline a-t-il retardé la confirmation écrite demandée par Mannerheim ? Probablement pour voir si les Allemands allaient arriver en Finlande et avec quelle force ils allaient attaquer l'Union soviétique.

[157] Post, 1996, pp. 538-540.

Dans une déclaration de juin 1941, le maréchal dit que Staline n'aurait probablement pas envoyé sa confirmation écrite s'il n'avait pas reçu de son service de renseignement en Finlande l'information selon laquelle les premiers navires de transport allemands avaient débarqué des troupes dans les ports du golfe de Botnie le 7 juin 1941. Le document de confirmation est daté du 28 mai 1941 et est reçu par le maréchal à la frontière à Wärtsilä le 11 juin 1941.

Dans ce contexte, il convient de noter que Staline et son commandement militaire (STAVKA) ont opéré à tout moment sur la base de très bonnes informations ennemies. Le GRU et surtout l'activité d'espionnage de la résistance allemande fournissaient à Moscou des informations constamment mises à jour.[158] Les services secrets du GRU fournissaient également une grande quantité de matériel en provenance de Grande-Bretagne et des États-Unis. La paranoïa maladive de Staline, sa peur constante des provocations et sa méfiance à l'égard des informations obtenues par ses propres services de renseignement posaient un problème à part entière pour l'exploitation des informations obtenues.

Quelques exemples :

Richard Sorge, l'agent soviétique à Tokyo, a transmis à Moscou des informations qu'il avait obtenues de sources japonaises sur le plan Barbarossa de Hitler. Ces informations étaient déjà si précises en 1941 que Sorge aurait même annoncé la date de l'invasion allemande (22 juin 1941) : Staline n'a pas accordé de crédit à Sorge, car il soupçonnait des provocations et les a ignorées. Son cercle intérieur, quant à lui, n'osait pas contredire le despote, se contentant de soutenir à tout prix les vues de Staline par crainte de l'exécution de nombreux officiers supérieurs et fonctionnaires dans le cadre des purges de Beria.[159]

Un autre exemple :

L'exposé du maréchal Timochenko et du général d'armée Joukov sur la concentration stratégique de l'armée soviétique dans une éventuelle guerre contre l'Allemagne et ses alliés :

« Mai 1941, document 18

Au camarade Staline, président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS :

a) ...

[158] Harro Schulze-Boysen, Arvid Harnack, von Schelihan, Leopold Trepper, Richard Sorge, etc., sans parler de certains des officiers ayant occupé des postes importants dans la conduite de la guerre allemande.

[159] Gordievski, 1991, pp. 64-65, 69-72.

b)...

c) Les alliés probables de l'Allemagne peuvent engager les forces suivantes contre l'Union soviétique : Finlande 20 divisions, Hongrie 15 divisions et Roumanie 25 divisions. Au total, l'Allemagne et ses alliés pourront engager 240 divisions (180+60) contre l'Union soviétique. Comme l'Allemagne était en mesure d'organiser le déplacement de ses troupes à partir d'autres fronts, elle pourrait empêcher une marche concentrée de nos troupes et lancer une attaque surprise. Pour éviter cela et vaincre l'armée allemande, je pense qu'il est nécessaire de ne laisser en aucun cas à la conduite de la guerre allemande l'initiative, qui nous est réservée, d'attaquer d'abord la marche de l'adversaire et de frapper ainsi les troupes allemandes dans leur phase de concentration, lorsqu'elles n'ont pas encore mobilisé leurs troupes et n'ont pas encore eu le temps d'organiser le déploiement des forces de leurs alliés ».[160]

L'inquiétude et l'initiative des officiers supérieurs du STAVKA pour contrer la menace qui apparaît rapidement ne sont pas prises en compte suffisamment tôt, et le schéma de concentration des deux grandes armées prendra donc la forme dont le maréchal Timochenko nous a avertis. En d'autres termes, l'Allemagne frappera la première, et ce au moment le plus sensible et le plus destructeur, c'est-à-dire lorsque le déploiement des troupes de l'armée rouge en sera à sa dernière phase de concentration.

Ce résultat plongera complètement dans le chaos les troupes du 1er front d'attaque de l'armée rouge (environ 5 millions), qui ne s'étaient préparées qu'à leur grande offensive. Les pertes, tant en matériel qu'en hommes, sont énormes. Dans quelques mois, les troupes allemandes se trouveront loin à l'est, aux portes de Moscou. Staline a toutefois pu retirer la majeure partie de ses troupes d'Extrême-Orient pour défendre Moscou grâce à son accord clairvoyant avec le Japon. L'invasion allemande est stoppée et Moscou est sauvée.[161]

Mannerheim apprend ce que pensent ses généraux

Mannerheim/VT :

– Le plan d'action en direction de la Finlande que les Allemands avaient présenté dernièrement à l'occasion de la visite de Buschenhagen ne laissait pas beaucoup d'options. Il fallait trouver un accord avec eux, qui prévoyait une sorte de solution d'attente. Dans

[160] Post, 1996, p. 299.

[161] J'ai déjà indiqué dans mon livre que, lors d'un examen de la situation en décembre 1941, le maréchal Mannerheim, conscient de l'enthousiasme patriotique que Staline était parvenu à susciter au sein du peuple soviétique, avait déjà pressenti à l'époque que l'arrivée de l'hiver et la prolongation de la guerre conduiraient l'Allemagne à perdre sa victoire. La pénurie et le manque pur et simple de toutes les ressources dont l'Allemagne aurait besoin pendant la guerre, alors que la force des adversaires alliés ne cesserait de croître, finiraient par lui arracher la victoire.

cette optique, je voulais connaître l'opinion de mes généraux sur les fondements de nos différentes approches de la proposition allemande. Sans leur participation et leur accord, la conduite d'opérations militaires ne peut aboutir.

Dans différents contextes, négociations, discussions informelles et réunions, je les ai interrogés sur les sujets suivants pendant près de deux semaines :

– Comment notre armée riposterait-elle si l'armée rouge attaquait notre pays ?

– Quelles seraient nos relations avec les Allemands et la composition de nos troupes si les Allemands lançaient leur action militaire contre l'Union soviétique depuis le territoire finlandais ?

– Estimeraient-ils que la capacité de défense de notre armée est suffisante si l'armée rouge attaquait notre pays avec la même force que celle avec laquelle elle a lancé sa grande offensive en février 1940 ?

– Si l'Allemagne proposait une aide militaire directe pour repousser une éventuelle invasion soviétique de notre pays, qu'en penseraient les généraux et quelle aide jugeraient-ils nécessaire ?

– Que penseraient mes généraux de l'exigence allemande que notre armée attaque Leningrad en même temps qu'elle attaque elle-même Kemijärvi-Kantalahti et Matkaselkä-Suojärvi-Petroskoi ?

> *« Compte tenu de la puissance des forces soviétiques prêtes à l'attaque, de leur armement lourd, de l'approche de l'été et de l'utilisation accrue des forces blindées qui en découle, notre armée n'a guère de chance d'arrêter et de repousser longtemps une grande offensive soviétique. Si la Finlande veut rester libre et indépendante dans cette situation, elle doit recevoir une aide militaire extérieure partout où elle est nécessaire. Sachant que cette aide militaire ne peut être obtenue que de l'Allemagne et nulle part ailleurs, l'État-major ne voit pas d'autre solution que de recourir à cette aide militaire déjà promise par l'Allemagne. Pour l'obtenir, il convient d'entamer immédiatement des discussions avec les représentants allemands. Si l'Union soviétique renonçait à son invasion, l'aide militaire proposée par l'Allemagne ne serait pas nécessaire.*
>
> *Je pense que l'avis de mes généraux était tout à fait réaliste, et j'étais d'accord avec eux. En cas d'invasion de l'Union soviétique, le même danger que celui de la Guerre d'Hiver se présenterait à nouveau, à savoir que la Finlande et toute la région nordique deviendraient un champ de bataille pour les grandes puissances. Dans cette guerre, non seulement nos armées, mais aussi nos maisons, nos enfants, l'avenir de toute notre nation – tout – seraient détruits.*
>
> *J'avais déjà décidé d'empêcher cela si cela dépendait de mes décisions ! Une autre solution devait être trouvée !*
>
> *J'étais bien conscient de l'influence de l'Allemagne sur l'opinion de mes généraux concernant l'importance de l'aide militaire et, en même temps, de la nécessité d'une*

alliance avec l'Allemagne. Ce n'était pas le cas de la ligne que j'avais choisie, car elle supposait une exclusion continue de tels traités et alliances. Dans ce contexte, j'avais le soutien inconditionnel du gouvernement finlandais et du Président.

Le point de départ de cette politique et de cette action, acceptée dans un cercle interne très restreint, était toutes les informations secrètes dont je disposais, mais que je ne pouvais même pas révéler en tant que telles à mes généraux. »

Staline gardait toujours le silence !

Le colonel Buschenhagen de retour à Helsinki

Alors que l'État-major de l'armée finlandaise préparait ses plans de défense et que le gouvernement finlandais se concentrait sur des questions destinées à assurer l'existence de l'ensemble du pays, les évènements prirent une nouvelle tournure au cours de la dernière semaine d'avril. Le Président Ryti informa Mannerheim que le colonel Buschenhagen était de nouveau arrivé à Helsinki et souhaitait rencontrer aussi bien le Président que le maréchal. Ryti avait promis de recevoir le colonel et avait également invité le maréchal.

Le message de Buschenhagen était le suivant :

– Lors des contacts entre l'Union soviétique et l'Allemagne, la question de la Finlande et de l'intention de l'Union soviétique d'occuper le pays comme les États baltes a de nouveau été à l'ordre du jour. L'Allemagne a rejeté cette demande. Comme aucune autre question bilatérale entre les deux pays n'a évolué à la satisfaction des parties, une situation s'est créée dans laquelle elles vont chercher à résoudre leurs différends par des moyens militaires. La question serait maintenant de savoir quelle partie agirait la première !

– Comme il est évident que l'Union soviétique ne laissera pas la Finlande en paix, mais qu'elle veut la soumettre par la force des armes ou la contraindre à une capitulation volontaire, la direction opérationnelle de la guerre allemande propose à la Finlande d'attaquer Leningrad afin d'obtenir ce qui suit :

– Les troupes finlandaises et allemandes travailleraient de concert pour « bousculer » et détruire les forces soviétiques qui se concentrent actuellement dans l'isthme de Carélie, dans leurs zones actuelles.

– À cette fin, l'Allemagne fournirait un soutien aérien et d'occupation suffisant ainsi que des troupes de débarquement qui seraient larguées sur la ligne Terijoki–Kivennapa–Rautu–Metsäpirtti dans l'isthme de Carélie.

– Les troupes de débarquement s'empareront de cette ligne en même temps que l'attaque des troupes finlandaises sur Leningrad en provenance

de Finlande.

– L'Allemagne fournirait également des troupes supplémentaires par voie maritime si nécessaire et maintiendrait une domination aérienne permanente sur la zone.

– L'Allemagne confierait au maréchal Mannerheim le commandement de l'opération, comme l'avait proposé l'État-major finlandais lors des négociations préliminaires. Les troupes allemandes participant à l'opération seraient également placées sous les ordres de Mannerheim.

– Les lieutenants-généraux Keitel et Jodl demandent au maréchal Mannerheim de présenter à l'État-major allemand, par mon intermédiaire, un plan d'attaque plus précis d'ici le 5 mai 1941, si possible plus tôt. Ensuite, les dispositions pratiques pour l'opération seraient prises.

L'atmosphère du débat s'est tendue à ce moment-là !

Mannerheim/VT :

– Ryti a déclaré avec force que la Finlande ne participerait pas à une telle action militaire, et il ne pensait pas non plus que le maréchal l'approuverait. J'ai moi-même déclaré immédiatement qu'il n'y avait eu aucune discussion ou consultation sur une telle question au sein de l'État-major finlandais. Ryti informa alors Buschenhagen d'un ton très ferme que la Finlande ne serait pas l'initiatrice d'une action militaire contre l'Union soviétique. En revanche, si l'Union soviétique devait lancer une action offensive contre la Finlande, nous adopterions une position défensive et accepterions l'aide de l'étranger, y compris de l'Allemagne. La condition est que l'aide soit alors également utilisée pour la défense de la Finlande et non pour des mesures offensives des Finlandais.

Buschenhagen a déclaré qu'il devait s'agir d'un malentendu qui serait éclairci en temps voulu. C'était la fin de la réunion.

Mannerheim fut choqué par l'annonce de Buschenhagen selon laquelle l'affaire avait été préparée par l'État-major finlandais. Il n'en était pas du tout conscient. Il était possible que l'affaire ait été discutée lors de réunions de militaires pendant les visites de ses généraux en Allemagne, sans qu'il en soit informé ici en Finlande. Il était toutefois totalement exclu que ses généraux aient accepté ou approuvé la proposition allemande d'une quelconque manière.

Les discussions du maréchal avec ses généraux ont rapidement clarifié le contexte de l'affaire. Depuis la tournée de conférences du général Heinrichs en Allemagne en janvier 1941, la « tactique Motti »[162] de la Guerre d'Hiver finlandaise avait déjà suscité une admiration sincère chez les officiers

[162] (Note du traducteur allemand : Tactique Motti = décomposition des troupes ennemies en fragments puis destruction.)

locaux. C'est ainsi qu'est née l'idée qu'en cas d'invasion allemande, les troupes soviétiques présentes dans l'isthme de Carélie pourraient être éliminées non pas par une attaque directe depuis le front, mais par une recherche ciblée ! Les Allemands avaient justifié leur idée non seulement par l'économie de forces vives, mais aussi par le fait qu'en cas d'attaque frontale, l'ennemi aurait la possibilité de ravitailler et de reconstituer ses troupes. Un éventuel report et un nouveau repli ainsi que l'évacuation de l'équipement pourraient encore être convenus.

La tactique de la guerre finlandaise de Motti s'était ainsi élevée pour un moment à un niveau imprévisible. Les Allemands avaient même créé un bureau spécial pour la planification des bases et des manœuvres de la guerre de Motti. Les Allemands avaient alors présenté, par l'intermédiaire de Buschenhagen, ce plan d'opération tactique « finlandais » au maréchal et à Ryti comme une action militaire « attrayante ». La réponse de Ryti à Buschenhagen était suffisante. Les Finlandais ne sont pas revenus sur ce sujet et les Allemands ne l'ont plus demandé.

Le bataillon SS finlandais et Mannerheim

Le recrutement, la mise en place et les combats du bataillon SS finlandais ont été abondamment décrits par le professeur Mauno Jokipii[163], G. H. Stein, H. P. Krosby[164] et Wilhelm Tieke[165]. Dans les documents du dossier S-32, le maréchal Mannerheim expose brièvement ses propres vues sur les questions relatives à la constitution d'un bataillon SS finlandais.

Mannerheim indique qu'il n'a pas été informé au préalable des projets de création de ce « bataillon SS ». Il ne l'apprit qu'à un moment (avril 1941) où les autorités politiques avaient déjà fait progresser l'opération de recrutement au point qu'il ne pouvait plus l'empêcher sans conséquences politiques négatives.

Selon le maréchal, la Finlande avait besoin de tous les hommes d'armes qu'elle pouvait avoir. Il lui a été expliqué que la question du recrutement n'émanait pas de l'État-major ou de l'État-major général, mais d'un comité non public extérieur à l'appareil de défense. L'intention était d'envoyer en Allemagne des hommes finlandais militairement aptes qui, en cas d'occupation soudaine de la Finlande par l'Union soviétique et d'internement de leur armée en Allemagne, seraient en sécurité et disponibles pour servir d'épine dorsale au mouvement de résistance dans leur patrie occupée.

[163] Jokipii, 1969.
[164] Stein et autres, 1966.
[165] Tieke, 1979.

Selon Mannerheim, la Finlande était encore un pays libre et inoccupé, qui avait besoin de ses hommes en premier lieu pour défendre son propre territoire. En apprenant cela, le maréchal se vit contraint d'édicter une interdiction stricte de recrutement pour les forces armées. Cette mesure s'appliquerait à tous les employés masculins en service régulier ou occupant d'autres postes au sein des forces armées. Elle s'appliquait également aux personnes figurant sur les listes de recrutement des districts militaires. Le maréchal estimait qu'il avait suffisamment d'autorité sur eux.

Compte tenu de la sensibilité politique du sujet, une interdiction de la presse et de la radio n'aurait pas été envisageable. Elle aurait immédiatement attiré l'attention tant en Union soviétique qu'au sein des puissances occidentales.

Mannerheim discute également de la question du recrutement avec le Président Ryti. Lui aussi n'avait pas été informé très rapidement de l'affaire et avait pensé, après avoir reçu l'information, que le maréchal lui-même l'avait acceptée. Maintenant que l'affaire a été mise en lumière, la possibilité de suspendre formellement au moins la poursuite des activités de recrutement à grande échelle a même été évoquée. Cette mesure s'est toutefois avérée politiquement difficile.

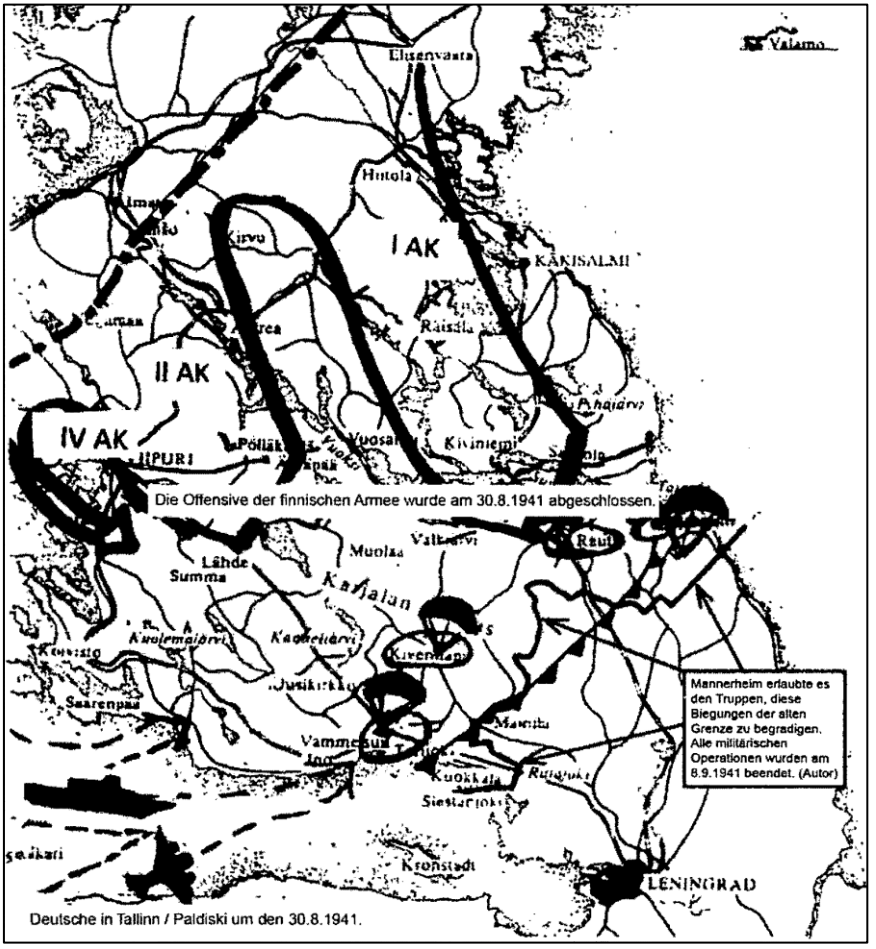
Plus tard, le Ministre allemand des affaires étrangères, von Ribbentrop, a également été contacté pour connaître l'opinion allemande sur le retour des Finlandais qui avaient déjà quitté l'Allemagne.

Il n'a pas rejeté l'idée, mais a vivement mis en garde contre les effets négatifs de la mesure dans les milieux militaires allemands à ce stade. Le mieux serait de laisser partir ceux qui se sont déjà engagés et de ne suspendre que la poursuite du recrutement. L'affaire était ainsi réglée.

Il était tout à fait évident que Mannerheim était politiquement gêné d'entrer dans le bataillon SS dans ces circonstances. La compilation VT des déclarations du maréchal citée plus haut est en effet assez succincte et courte. Au lieu de cela, l'auteur fait référence dans sa propre note à un exemple pratique intéressant de la manière dont le recrutement était effectué, même au sein des forces armées.

Dans la dernière semaine d'avril 1941, Buschenhagen proposa à Keitel et Jodl une attaque conjointe sur l'isthme de Carélie avec l'armée finlandaise (voir carte page suivante). Les chefs de guerre allemands ne savent pas encore que Mannerheim et Ryti n'accepteront pas une action offensive plus poussée pour prendre Leningrad. Il reste encore deux mois avant le déclenchement de « Barbarossa ». Le 7 juillet 1941, le colonel Buschenhagen soumet néan-moins un nouvel ultimatum hitlérien et le

transfert de troupes allemandes (3 armées + unités blindées) vers l'isthme de Carélie et l'Aunus. Mannerheim rejette également cette demande et annonce que l'armée finlandaise ne participera à l'invasion le 10 juillet 1941 que si l'Allemagne renonce à envoyer ses propres troupes. Hitler exige cependant une confirmation écrite (= « ordre de l'épée et du poignard »).



Le feld-maréchal Erich Otto Ludwig Buschenhagen est né le 8.12.1895 à Strasbourg en Alsace. Il est décédé le 13.9.1994 à Kronberg, Taunus. Il lui avait été donné de vivre longtemps, près de 99 ans. Les parents de Buschenhagen étaient le conseiller en construction Hermann Joachim Buschenhagen et Therese, née Schultz. Sa première femme était Greta Hasse, qui est décédée en 1924, et sa deuxième femme était Käthe Ruth, née Bohr, qui est également décédée. On sait que Buschenhagen avait au moins un fils, qui a travaillé comme homme d'affaires après la guerre.[166]

Après la Première Guerre mondiale, Buschenhagen fut promu lieutenant-colonel en 1935 et affecté en 1938 au commandement du 5e régiment d'infanterie motorisé à Stettin, puis en 1940 au poste de chef d'État-major général du quartier général de l'armée germano-norvégienne. D'Oslo, il a été envoyé en Finlande, où il a été chef d'État-major du quartier général susmentionné à Rovaniemi du 15 juin 1941 au 15 janvier 1942. Le 1er août 1941, il a été promu au rang de major général à Rovaniemi.

Léon Trotski Un proche compagnon de Lénine, assassiné par Staline.

Mihail V. Frunze, successeur de Trotski, développeur de l'armée rouge.

Alors qu'il était en service auprès du colonel P. A. Autti, qui

[166] Paananen, 1998.

commandait le II/8e brigade Onttola-Ylämylly au printemps 1941, VT a été confronté par son commandant aux prétendues activités de recrutement. Le sous-officier qui voulait s'enrôler en Allemagne avait demandé un congé et avait donné comme raison son voyage en Allemagne.

Lorsque le colonel lui a demandé qui avait proposé le recrutement, le sergent a indiqué qu'il s'agissait de quelqu'un de la section de contrôle, également connu du capitaine Boman, qui servait dans la II/8e brigade.

Boman lui-même envisageait de déménager en Allemagne pour devenir SS. Comme le colonel Autti savait que l'officier avait également servi dans la section de contrôle, il l'a fait venir pour l'interroger. Lorsque l'officier a déclaré qu'il n'était pas au courant de l'opération de recrutement, le commandant a convoqué le capitaine Boman. Celui-ci a immédiatement déclaré que le recruteur n'était pas le commandant, mais un fonctionnaire du département de contrôle. Boman refusa de s'engager et le colonel Autti refusa d'accorder des congés à ses subordonnés, pas même une permission. Les deux colonels (Autti et Sainio) avaient également informé le maréchal Mannerheim de leurs démarches de recrutement.[167]

Remarque 2

Le plan de putsch germano-finlandais et la mise en place simultanée du bataillon SS ont-ils des origines communes ? Cette question se pose si l'on se souvient de la réaction sérieuse de Mannerheim (« Opération Pyhäselkä ») à l'indication du « colonel » Grassmann en janvier 1941 et de quelques autres présentations allemandes concernant entre autres la personnalité et la position du maréchal en tant que commandant en chef de notre armée.

Une vaste étude[168] sur notre bataillon SS a montré que la composition du comité de recrutement non public et la marginalisation du maréchal et du Président dans cette affaire font que tous deux, conscients de l'importance politique du recrutement, restent critiques et extérieurs à l'ensemble de l'opération. Plusieurs déclarations sur le but de la création du bataillon soulèvent également la question de l'utilisation du bataillon dans le mouvement de résistance en tant qu'organisateur de ses actions en cas d'invasion soviétique de la Finlande.

Nous pouvons affirmer à juste titre que la période allant de l'automne 1940 au printemps et à l'été 1941 contient l'« enchevêtrement » d'arrière-plans politiques secrets généralement démontré dans notre historiographie

[167] Note de VT.
[168] Jokipii, 1969.

du passé, mais surtout l'« enchevêtrement » d'arrière-plans politiques secrets souligné dans le dossier S-32, qui obligera même la Finlande, qui souligne sa neutralité et sa paix, à entrer dans la guerre de continuation de 1941-1944.

Les dirigeants malades des superpuissances

Il est intéressant, voire choquant, de constater les motifs qui ont incité les nations à se faire la guerre et comment l'arrière-plan des décisions prises par les chefs d'État en situation de crise à l'époque reflétait leurs propres perceptions émotionnelles, établies de longue date, des autres nations et de leurs dirigeants. Les expériences ainsi acquises, mais surtout les idées fausses, ont conduit à des tentatives de considérer la situation politique mondiale uniquement sous l'angle de la réussite de son propre État ou empire, tout en créant – comment pourrait-il en être autrement – sa propre « gloire » personnelle. Les avantages de la domination économique et militaire devaient être utilisés et maintenus au mieux par la guerre.

La table des négociations a été modifiée par le terrible spectacle d'une seule et même guerre mondiale (partie 1 : 1914-1918 et partie 2 : 1939-1945) – le champ de bataille !

Certains médecins ont donné une description assez étonnante des dirigeants des grandes puissances pendant la Seconde Guerre mondiale. Ils constatent que tous les principaux chefs d'État de la Seconde Guerre mondiale, y compris l'ancien Président américain W. Wilson (Première Guerre mondiale) – présentaient des symptômes pathologiquement reconnaissables de diverses maladies. Ils n'étaient pas en bonne santé. Toutefois, ces dirigeants ont décidé de la question de la guerre et de la paix selon leurs propres idées. Grâce à la propagande constante des médias contrôlés, ils ont réussi à inciter les citoyens de leurs pays à une hystérie guerrière qui a entraîné la mort de 50 à 60 millions de personnes pendant la Seconde Guerre mondiale et la mise à feu et à sang de presque toute l'Europe ainsi que de certaines parties de l'Asie et de l'Extrême-Orient après la Seconde Guerre mondiale.

Les maladies physiques elles-mêmes ont bien sûr un impact sur la capacité de concentration, la clarté de la pensée, la pensée rationnelle et logique, la fatigue et souvent l'irritabilité et les colères primitives d'une personne.

Cependant, la maladie « invisible » la plus importante est, à mon avis, le caractère et les caractéristiques fondamentales des dirigeants des quatre superpuissances belligérantes la structure du moi. En font partie : l'égoïsme, la brutalité, l'indifférence envers les autres, l'omniscience, le narcissisme,

l'ambition, le calcul, la naïveté, l'incapacité à reconnaître ses erreurs, l'ennui, etc.

Exemples:

Winston Churchill :

« Si l'Allemagne devient trop forte, il faut l'écraser à nouveau, et définitivement ».[169]

« Une alliance franco-britannico-soviétique est notre seul espoir d'empêcher la propagation du nazisme ».[170]

« Mais il serait plus facile de prendre le taureau par les cornes que d'amener Winston Churchill à faire demi-tour ou même à envisager un pas de côté par rapport à la voie qu'il a choisie ».[171]

« Les 'architectes' de cette guerre sont Churchill et Staline. »[172]

« Il me suffit de lever le doigt pour obtenir la paix avec l'Allemagne, mais je ne veux pas le faire ».[173]

« Le Ministre norvégien des affaires étrangères Halvdan Koht a déclaré qu'il connaissait Churchill depuis plus de 30 ans et qu'il considérait complètement que ce type était un démagogue et un porte-parole sans consistance (1940) ».[174]

« J'étais en bons termes avec Churchill, mais lorsque j'ai exprimé mon désaccord avec le traité de Munich en 1938, il a immédiatement rompu notre amitié. »[175]

F. D. Roosevelt :

« En politique, rien n'arrive par hasard. Quand quelque chose arrive, on peut être sûr que c'était prévu ». Roosevelt Président des États-Unis en 1933, reconnaissance du gouvernement bolchevique de l'Union soviétique en 1933, Wall Street finance les plans quinquennaux de Staline par des crédits importants, incitation systématique à la haine contre l'Allemagne par la presse[176], Samuel Untermyer, l'inventeur du système monétaire de la FED, banquier juif déclare la *« guerre sainte contre l'Allemagne », « boycott de toutes les marchandises, transports, navigation allemands ».*[177]

– Henry Woodring, Ministre de la guerre dans la première administration de Roosevelt, reçoit en 1934 une commande de développement

[169] Déclaration à l'ancien chancelier allemand Brüning à Londres en 1934.
[170] Déclaration de Churchill en 1938.
[171] Hautamäki, 2004, p. 228, déclaration de Mannerheim en 1940.
[172] Hautamäki, 2004, p. 188, déclaration de Mannerheim.
[173] Geheim K., n° 2721, Genève, 5 décembre. 1940/Pol, réponse de Churchill aux offres de paix allemandes en 1940.
[174] Clark, 1964-1965, p. 118.
[175] Sir Patrick Donner, membre d'origine finlandaise du cabinet britannique.
[176] New York Times 1933-1940.
[177] New York Times 7.8.1933.

pour des bombardiers à longue portée (XB-15, B-17, XB-19, B- 29). La consigne du gouvernement était que l'avion devait être prêt pour la production en série avant le 1er septembre 1939 ! Roosevelt joua de 1934 à 1940 avec Staline et Churchill un jeu de cache-cache truqué d'entente contre la loi américaine sur la neutralité.[178]

– Le 20 février 1943, la Maison Blanche (Roosevelt) confirme à Staline, via son agent de liaison moscovite Zabroysky, son accord sur les dispositions à prendre pour l'après-guerre :

– La France paiera pour ses faiblesses et restera dans sa propre insignifiance.

– La suprématie britannique sera reconnue au Portugal, en Espagne, en Italie et en Grèce.

– L'Union soviétique obtient un accès à la Méditerranée (Yougoslavie, Albanie). Dans les pays baltes et la Finlande, ainsi que dans les pays dits non éclairés d'Europe de l'Est et des Balkans, tous les souhaits de Staline sont exaucés.

– La Pologne sera conduite sur la voie des concessions.

– Les États-Unis participeront également à la répartition du butin dans le cadre du « droit d'hospitalité ».[179]

– En 1940, Roosevelt a dit à son ancien ambassadeur américain à Moscou, William C. Bullitt, après que celui-ci eut exprimé de forts doutes sur l'intégrité de Staline, sans parler de sa brutalité, après avoir été muté de son poste : *« Bill, je ne conteste pas les faits que vous avez mentionnés, ils sont clairs. Je ne réfute pas non plus vos arguments. Je soupçonne seulement que Staline n'est pas cet homme. Harry (Hopkins) dit aussi que Staline n'est pas comme ça, et je pense que si je lui (Staline) donnais tout ce qui est possible (aide à la guerre) et qu'ensuite je ne lui demandais plus rien (noblesse oblige), il n'essaierait pas de conquérir quoi que ce soit et voudrait travailler avec moi pour la démocratie et la paix dans le monde ».*

– Harry Hopkins était « l'éminence grise » choisie par Roosevelt lui-même pour rencontrer Staline pour la première fois en juillet 1941, afin de lui ouvrir les portes de l'aide militaire et autre des États-Unis. L'offensive allemande n'avait duré qu'un mois, mais les pertes de l'armée rouge étaient énormes : la 1ère offensive avait été presque entièrement perdue et les Allemands avançaient rapidement vers Moscou. Hopkins proposa alors l'aide américaine, d'une part des bateaux pour le transport de matériel et

[178] William C. Bullitt, Tyler Kent.

[179] Ainsi, la fameuse « Déclaration de l'Atlantique », formulée conjointement par Roosevelt et Churchill à la mi-août 1941 sur le navire de guerre britannique *Prince of Wales* dans l'Atlantique Nord, était devenue une « coquille vide ».

d'autre part des informations sur d'autres équipements militaires dont Staline avait besoin (chars de combat, armes, avions, métaux, carburant, munitions, etc.)

Sur ordre de Roosevelt, Hopkins négocie dès novembre 1940, lors de deux visites à New York, avec Armad Hammer, un multimillionnaire et puissant industriel qui admire la « vieille » Russie, afin de trouver un système d'aide qui, outre l'aide à l'Angleterre, servirait également l'Union soviétique et Staline. Ces messieurs sont les véritables « pères » de l'accord « prêt-bail » et des gigantesques livraisons de matériel de guerre qui devaient finalement être mises en route dans le cadre de cet accord.

– En 1938, Roosevelt a déclaré lors d'une réunion du cabinet : *« Ils doivent acheter leurs armes et leurs munitions chez nous. L'or affluera alors si rapidement d'Europe vers nous que nous n'aurons pas assez de navires de guerre pour le transporter à travers l'Atlantique ».*[180]

– Roosevelt, qui se trouvait à Yalta du 4 au 12 février 1945, n'a pas échappé au même sort que le Président Wilson le 8 avril 1919 à Versailles : Wilson a subi un effondrement total de sa santé après que ses principaux alliés (France, Angleterre, Italie), ainsi que quelques alliés de moindre importance, eurent totalement enterré son programme en 14 points (traité de paix avec l'Allemagne) dans un esprit de vengeance et de rapine. L'Allemagne avait accepté un armistice sur la base de ce programme et a été totalement trahie à Versailles en 1919.

– Lord Charles Moran (le médecin de la cour de Churchill) décrit l'état de santé de Roosevelt à Yalta comme effrayant. Souvent, il fixait la table devant lui, la bouche ouverte, et ne percevait plus ce qui se passait autour de lui. Il était donc facile pour Alger Hiss, un communiste secret[181] [182] qui servait de conseiller ministériel au ministère des Affaires étrangères et qui était assis derrière Roosevelt pendant la conférence de Yalta, de façonner les positions du Président au goût de Staline. Il est choquant de constater que les deux présidents américains étaient irrémédiablement malades et mentalement incapables à deux moments charnières de l'histoire mondiale.

– Le dîner de clôture à Téhéran le jour de l'anniversaire de Churchill, le 30 novembre, était plutôt festif (et « arrosé »). Dans l'un de ses toasts, Staline a proposé qu'après la capitulation de l'Allemagne, 50 000 officiers allemands soient mis au pied du mur et fusillés. Churchill, le héros ignoré du jour, s'indigna d'une telle « méthode Katyn », mais Roosevelt plaisanta

[180] Entrée dans le journal du secrétaire d'État américain à l'Intérieur Harold F. Ickes.
[181] Hautamäki, 2004, p. 109.
[182] Révélé plus tard comme agent du NKGB.

plutôt cyniquement : *« Peut-être pouvons-nous nous mettre d'accord sur 49 500 ».*[183]

– L'ambassadeur français à Washington, André de Laboulaye, participe avec sa femme à un dîner organisé par Roosevelt le 26 janvier 1934 et note peu après dans son rapport à Paris la conclusion suivante du discours de haine de Roosevelt contre l'Allemagne : *« L'attitude du Président n'est pas nouvelle. Je connais Roosevelt depuis la Première Guerre mondiale et il a toujours été un ennemi de l'Allemagne, qu'il s'agisse de l'Allemagne impériale ou de l'Allemagne actuelle, dirigée par Hitler ».*[184]

Le secrétaire d'État Dieckhoff[185] poursuit :

« La politique de Roosevelt à l'égard de l'Union soviétique montre clairement que ses affirmations de défendre la démocratie, la liberté et la religion et de mener sa lutte contre l'agression et la violence sont des phrases vides de sens. Si ses affirmations étaient vraies, les États-Unis, sous sa direction, ne devraient pas être dans le camp bolchevique lors de cette bataille décisive pour l'humanité durant la Seconde Guerre mondiale (1943), mais devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour détruire le bolchevisme. Si les déclarations de Roosevelt contre l'agression avaient été sincères et son insistance sur la souveraineté des peuples vraie, il n'aurait pas eu besoin de contrarier l'Allemagne lorsqu'elle a annexé pacifiquement l'Autriche allemande et les Sudètes à la mère patrie allemande avec l'accord de la majorité du peuple. Au lieu de cela, il aurait dû tenir tête à l'Union soviétique lorsque celle-ci a attaqué la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Bessarabie. Ils ont bombardé les villes sans défense de la Finlande, privant le pays d'une grande partie de sa patrie et forçant près d'un demi-million de ses habitants à l'exil ».

Le triomphe de Staline pendant la Seconde Guerre mondiale a été rendu possible par la conférence de Yalta. Churchill hésitait et Roosevelt acceptait volontiers des solutions qui permettaient à l'Union soviétique non seulement de restaurer la puissance extérieure de la Russie tsariste, mais aussi de la dépasser largement.

Churchill, Roosevelt et Staline lors de la conférence de Yalta, 4-12 février 1945

[183] Roosevelt, 1946.
[184] Dieckhoff, 1943, pp. 188-190.
[185] Ambassadeur d'Allemagne à Washington 1937-1938.

Le Ministre allemand des affaires étrangères Joachim von Ribbentrop annonce, en présence de son groupe spécial INF III, le début de la campagne de l'Est (« Barbarossa ») le 22 juin 1941. Entre les deux hommes en uniforme militaire qui se tiennent à gauche du Ministre des affaires étrangères, on distingue le visage du Dr Paul Grassmann portant des lunettes.

L'écart s'accroît encore si l'on considère le rôle de la Pologne dans ce « poker de guerre ». Lorsque l'Allemagne a repris les territoires allemands spoliés par la Pologne dans le cadre du traité de Versailles, après que la Pologne eut rejeté toutes les solutions pacifiques de Hitler, et qu'elle est donc intervenue militairement contre la Pologne le 1er septembre 1939, l'Allemagne est devenue l'initiatrice de la Seconde Guerre mondiale et a reçu des déclarations de guerre immédiates de la part de la Grande-Bretagne et de la France. La partie orientale de la Pologne fut conquise quelques semaines plus tard par Staline et son armée rouge, sans qu'aucune déclaration de guerre ne soit faite par l'Angleterre ou la France.[186]

Rien ne montre une contradiction plus évidente que les fondements idéalistes pieusement et complaisamment proclamés par Roosevelt, qui contrastent avec sa Realpolitik visible de l'établissement de relations avec les bolcheviques en Union soviétique. En les choisissant comme acteurs et soutiens principaux de sa politique militaire, il montrait que ce qui était en

[186] Lors de la conférence de Yalta (4-12 février 1945), Roosevelt autorisa l'Union soviétique à conserver les territoires qu'elle avait conquis, et la Pologne reçut de l'Allemagne toute la Prusse orientale et les parties orientales de l'Allemagne jusqu'à l'Oder (en récompense de sa volonté, en août-septembre 1939, de provoquer Hitler à l'attaque, sur instructions de Churchill, Daladier et Roosevelt).

jeu n'était pas les valeurs nationales fondamentales élevées de sa propre sécurité et de la société idéale des États-Unis avec la démocratie, la justice internationale et la foi chrétienne, mais la lutte impérialiste mondiale pour le pouvoir à laquelle les États-Unis devaient participer sous leur direction. Avec ces idées, Roosevelt et son gouvernement décidèrent de s'immiscer dans la politique européenne et de déterminer l'issue des deux guerres mondiales.

Staline : voir pp. 450-454.

La Finlande et le maréchal Mannerheim

Nous obtenons une compréhension totalement différente du maréchal C.G.E. Mannerheim. Il y a une grande différence avec la façon de penser des dirigeants des grandes puissances.[187] En tant que soldat, Mannerheim reconnaît l'absurdité de la guerre pour résoudre des crises qui aboutiraient presque toujours à un mauvais résultat pour les petites nations. Les intérêts des grandes puissances et leur désir constant d'expansion constituaient une menace permanente pour leurs petits voisins.

L'expérience de la cour du grand empire, d'importantes fonctions spéciales de cette même grande puissance, la connaissance personnelle des dirigeants et du commandement militaire des grands pays européens, l'expérience du front de la Première Guerre mondiale et plus précisément en tant que représentant militaire de la puissance occupante (la Pologne) avaient ouvert le regard d'un homme discret, aristocratique et doté d'un sens rectiligne de la justice sur le leadership dont la Finlande, sa petite et pauvre patrie, a pu jouir avec joie et bonheur dans ses grandes épreuves.

Son agent VT nous raconte à quelques occasions combien Mannerheim pouvait être sensible dans des situations où il n'y avait pas de gens dits « autoritaires et raffinés ». Le simple soldat, la Lotta, l'invalide, les parents des morts, la Croix-Rouge, les amis personnels recevaient toujours son attention chaleureuse et sans prétention.

Pour le commandant en chef, le suivi des pertes de notre armée dans les violents combats était une tâche permanente et pénible. Chaque soldat finlandais était important et précieux.

Nous avons examiné plus haut les caractéristiques de la personnalité de certains dirigeants des grandes puissances de la guerre, les émotions durables de sympathie et d'antipathie et leurs effets sur leurs positions et aussi sur leurs actions.

[187] Hautamäki, 2004, pp. 227-228.

Dans le cas du maréchal finlandais Mannerheim, nous pouvons observer une grande chaleur humaine et positive de particularités qui étaient appréciées et respectées en silence même par les adversaires – les ennemis (Staline). Parmi les qualités qui ont eu un effet durable et qui ont peut-être contribué à ses décisions importantes, on peut citer :

– Il était général dans l'armée de la Russie tsariste, la « vieille Russie ».

– Les bolcheviques avaient détruit sa « Russie » avec leur révolution. La Finlande était son pays de naissance, et en 1918, il a fait ses adieux à la Russie bolchevique – pas à la sienne.

– L'intervention de son ancien ennemi, l'Allemagne, dans sa guerre de libération en 1918 a été pour lui une expérience amère (la division balte de von der Goltz). Il aurait aimé libérer le pays avec sa propre armée finlandaise. Conflits peu après la guerre d'indépendance entre les officiers Jägers [Chasseurs finlandais – NdT] et les « officiers tsaristes ». Le 23 avril 1924, la « rébellion de la démission » des officiers Jägers a eu lieu.

– Malgré la gentillesse allemande envers le peuple finlandais et l'appréciation de la tradition de combattants de notre armée, il a le sentiment que Hitler nous a trahis en 1939 au profit de Staline.

– Vers la fin de la Guerre d'Hiver, Mannerheim prend conscience des implications de la politique des grandes puissances et du pacte de guerre conclu entre Staline et Churchill le 15 octobre 1939 : il soupçonne déjà à l'époque que l'aide promise par l'Allemagne pour contraindre Staline à conclure la paix le 13 mars 1939 avait une arrière-pensée.

– Le maréchal affirme cependant que les informations qu'il a reçues d'Allemagne après la Guerre d'Hiver sont correctes et correspondent à celles qu'il a reçues de ses amis en Union soviétique, entre autres sur l'accord entre Staline et Churchill.

– À l'automne 1940, Mannerheim reçoit des informations sur la possibilité d'une guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Il les garde secrets et considère la situation de la Finlande de manière globale.

– Il prend position aussi bien avec le Président Ryti qu'avec le gouvernement, afin de conserver une neutralité absolue et de ne pas prendre parti pour l'un des deux camps de la guerre.

– En quelques occasions, Mannerheim déclare que les Allemands ont une certaine « stigmatisation » à l'égard de sa personnalité. Fin 1940, il apprend de Ryti que les Allemands aimeraient à l'avenir voir l'armée finlandaise dirigée par quelqu'un d'autre. En janvier 1941, le maréchal reçoit la première indication d'un possible coup d'État allemand et de l'instauration

d'un régime militaire en Finlande (« colonel » Grassmann).

– Alors que les exigences allemandes d'une participation de la Finlande à la guerre contre l'Union soviétique se font de plus en plus pressantes, Mannerheim, qui était en contact avec Churchill par l'intermédiaire de son agent, informe Staline qu'il ne se joindra pas à l'invasion allemande si l'armée rouge est retirée des territoires caréliens spoliés à la Finlande pendant la Guerre d'Hiver. Promet de repousser les actions militaires allemandes contre l'Union soviétique à partir du territoire finlandais et prévoit un transfert de pouvoir (« Pyhäselkä »).

– Souhaite obtenir de Staline une confirmation écrite de sa promesse télégraphique concernant la marche à suivre, les progrès, les objectifs et les récompenses de l'armée finlandaise dans le cas où les Allemands forceraient les Finlandais à se joindre à leur invasion.

Constatant que Staline retarde sa réponse (la formation d'un front S dans les Balkans est toujours possible), le maréchal est contraint de choisir la « deuxième option », c'est-à-dire de soutenir l'invasion allemande dans les conditions fixées. Pour de nombreuses raisons, la mise en œuvre pratique de cette option serait extrêmement difficile dans les conditions de la guerre. Ni son propre État-major ni la direction de la guerre allemande ne devaient soupçonner ou observer quoi que ce soit qui s'écarte de la « conduite normale de la guerre ».

– En tant que commandant en chef, Mannerheim devait trouver des justifications militairement acceptables pour toutes ses décisions stratégiques et autres, ce qui ne serait plus facile à l'avenir, une fois la guerre commencée.[188]

– En toutes circonstances, le point de départ avec le Président Ryti était que la Finlande n'agirait pas en tant qu'agresseur contre l'Union soviétique. D'autre part, le territoire finlandais devait être protégé par tous les moyens en dehors des opérations militaires.

– Le maréchal ne croit plus que la réponse de Staline viendra avant que les Allemands ne posent des exigences pour la participation de la Finlande à l'invasion – et quelles seraient-elles ?

– Dans le contexte de l'invasion allemande, l'armée finlandaise devrait absolument avoir sa propre responsabilité de front dans l'isthme de Carélie et en Carélie orientale. Dans le cas contraire, les instructions données par Staline et Churchill ne pourraient pas être suivies.

[188] Page 134, les activités des patrouilles à distance du quartier général, les exigences allemandes concernant la prise de Louhen et de Soroka, le « séjour d'un mois » à Tuulosjoki, etc.

– Si l'on pouvait se fier à la parole et aux instructions de Staline, les troupes soviétiques se replieraient sur les lignes convenues sur le front finlandais « pour économiser le sang », et ne feraient ainsi qu'inciter les Allemands, par une résistance formelle, à soupçonner notre armée de collusion. Dans le même temps, la propre population des régions caréliennes ainsi que la structure et les institutions de la société resteraient intactes.

Cette dernière idée de Mannerheim devait s'avérer utopique par la suite, malgré la confirmation écrite de Staline. Au nord également, Staline réalise son « grand rêve » et est prêt à renier ses promesses à Mannerheim si nécessaire. Au lieu d'un retrait volontaire et « plus facile », les troupes soviétiques passent même à l'offensive lorsque la guerre éclate en juin 1941. Ce n'est qu'après des combats acharnés et sanglants que le maréchal parvient à arrêter l'armée rouge de Staline dans les lignes finlandaises convenues. On ne peut s'empêcher de soupçonner que Staline n'avait pas informé les commandants du front qui lui étaient subordonnés de l'existence et des conséquences de son accord.

Il semble encore plus étrange qu'à l'automne 1944, après la conclusion de l'armistice, il s'avère que le président de la commission de contrôle envoyée en Finlande, le colonel-général Andrej Zdanow, n'était pas au courant d'un tel accord lors de sa première rencontre avec le Président finlandais Mannerheim le 7 octobre 1944. Malgré la tromperie manifeste de Staline, Mannerheim respecte sa part de l'accord. Ainsi, l'armée finlandaise reste « inactive » sur ses lignes de combat depuis fin 1941, malgré toutes les tentatives de la direction de guerre allemande de la mettre sous pression.

On peut se demander avec quelle autorité Staline, même en tant que dictateur, a finalement donné ses assurances écrites. S'agissait-il seulement d'une « arnaque » dont il avait connaissance et qui n'était connue que d'un petit nombre d'initiés, voire d'initiés inexistants, comme l'accord M/R ? Les promesses et les accords de Staline n'étaient-ils conçus que pour une situation d'urgence momentanée et n'étaient-ils pas destinés à être respectés ? Le pacte de coopération et de guerre conclu le 15 octobre 1939 entre Churchill et Staline est à classer dans la même catégorie.

L'approche de Churchill dans cette affaire était-elle volage, obstinée, sans égard pour la démocratie, mais croyant fermement en son propre ego obstiné, à prendre secrètement contact avec Staline immédiatement après l'effondrement de la Pologne le 5 octobre 1939 ? Pour quelles raisons Churchill a-t-il éventuellement poussé Staline à adhérer au plan qu'il a élaboré à partir du 19 septembre 1939 (fronts N, M, S et E) ?[189]

[189] Hautamäki, 2004, pp. 326-327, annexe n° 10, Janusz Piekalkiewicz.

Nous constatons que plus de 70 ans après la fin de la guerre, de nombreuses questions restent sans réponse. Mais des réponses, des réponses importantes, manquent encore **parce qu'elles doivent être délibérément tenues secrètes**.

C'était également le point de départ du maréchal Mannerheim à la veille de la crise de 1941, lorsque lui et le Président Ryti attendaient un message écrit de Moscou et en même temps les exigences de la conduite de la guerre allemande.

Mannerheim/VT :

– Comme le message de confirmation de Staline était toujours retardé, il devint clair qu'une invasion allemande par la Finlande ne pouvait être évitée (« Pyhäselkä »), mais qu'il fallait être prêt à y participer. Cette possibilité n'était pas prévue dans notre plan de défense élaboré par notre État-major et dans le regroupement correspondant de nos troupes, mais elle pouvait être transformée assez rapidement en offensive en cas de besoin.

Le plus important serait toutefois de savoir le plus tôt possible ce que le commandement militaire allemand a l'intention de faire avec la Finlande. Mannerheim envoie donc à nouveau son agent à Berlin pour rencontrer AM v. Ribbentrop. Auparavant, Ryti et lui informent l'agent des points à éclaircir. Dans le cas de Ribbentrop, il s'agissait de questions générales de politique internationale. Si la rencontre se déroulait avec succès, il s'agirait également d'apprendre du général Halder comment les dirigeants de la guerre allemande comptent mettre en œuvre leur plan « Opération Barbarossa Trois » et ce qu'ils exigent de l'armée finlandaise dans ce contexte. L'agent ne devrait pas s'engager dans des discussions sur un éventuel coup d'État et la possible destitution de Mannerheim et Ryti.[190]

Après quelques jours de voyage, l'agent était de retour. Von Ribbentrop avait dit à l'agent qu'en cas de guerre éventuelle entre l'Allemagne et l'Union soviétique, l'Allemagne laisserait les mains libres à la Finlande. Mais même dans ce cas, l'Allemagne était prête à soutenir la Finlande militairement et financièrement.

Ribbentrop avait déclaré qu'il était heureux que la Finlande se soit enfin adressée au gouvernement allemand et à l'État-major et qu'elle ait pris l'initiative. La probabilité d'un conflit sérieux entre la Finlande et l'Allemagne s'en est trouvée considérablement réduite. Ribbentrop avait également organisé pour l'agent une rencontre avec le chef de l'État-major général, le colonel général Halder. Ce dernier avait pour sa part salué les

[190] Les documents du dossier S-32 ne permettent pas de savoir qui était l'agent, mais il se serait apparemment agit de l'un des généraux du maréchal.

contacts entre le maréchal Mannerheim et le Président Ryti au sujet de la participation de la Finlande au plan Barbarossa.

Halder avait promis que l'État-major allemand soumettrait sans délai au maréchal Mannerheim une proposition de contribution finlandaise et inviterait une haute délégation d'officiers en Allemagne pour s'informer sur ces questions. Enfin, Halder avait souligné la satisfaction de son État-major quant à la volonté du maréchal et du Président de coopérer avec les Allemands.

Notre agent avait également souligné que Mannerheim comme Ryti voulaient garder absolument secrètes toutes les discussions sur le plan Barbarossa. Elles ne devaient être évoquées en aucun cas avec des militaires ou des diplomates finlandais. Des demandes à ce sujet avaient déjà filtré de Moscou, ce qui pourrait s'avérer très fatal pour la Finlande par la suite.

CHAPITRE 6

L'envoyé spécial de Hitler à Helsinki – L'agent de Mannerheim revient de Londres – Les instructions de Churchill aux dirigeants finlandais 2.6.1941

L'ultimatum de Hitler au Ministre Schnurre, envoyé spécial de Hitler à Helsinki 20-22.5.1941

Mannerheim/VT :
– Peu après le retour d'Allemagne de notre délégation militaire, le Ministre Schnurre, envoyé spécial de Hitler, est arrivé pour discuter avec le Président Ryti de questions politiques entre l'Allemagne et l'Union soviétique ainsi que de la situation internationale générale. Le Ministre Schnurre avait expliqué à Ryti les tenants et aboutissants de la politique d'entente entre l'Allemagne et l'Union soviétique (accord M/R) depuis août 1939.

Lors de sa visite à Berlin (12-14 novembre 1940), il avait également expliqué tous les autres traités et négociations ainsi que les exigences de Molotov envers la Finlande.[191]

Au cours de l'entretien, Ryti avait clairement souligné la position constante de la Finlande de ne pas prendre de mesures offensives contre l'Union soviétique. Si la Finlande devait être attaquée, elle accepterait également l'aide militaire de l'Allemagne, sans s'engager ni conclure d'alliance avec le donateur.

Avant son départ, Schnurre a constaté que lors des récentes négociations en Allemagne entre la délégation militaire finlandaise et les Allemands, les détails de l'aide militaire allemande n'avaient presque pas été clarifiés. Ainsi, Hitler et le chef de l'État-major général, le colonel général Franz Halder, avaient tous deux exprimé le souhait d'envoyer une nouvelle délégation d'officiers afin de déterminer plus précisément les besoins en matière d'aide. Ryti avait laissé entendre qu'il discuterait de la question avec Mannerheim et le gouvernement. S'ils approuvaient la demande, il ne la refuserait pas en tant que Président.

L'annonce faite par Schnurre à la fin de son cycle de négociations de deux jours sur les discussions à venir entre l'Allemagne et l'Union soviétique doit être considérée comme une présentation fallacieuse, voire

[191] Tuompo, 1968/1994, pp. 142-143

délibérée.

Dans ce contexte, le ministre a demandé au gouvernement finlandais de dresser une liste des principales garanties de sécurité commerciales et régionales pour la Finlande. Celles-ci pourraient être présentées par l'Allemagne à l'Union soviétique lors de futures négociations en tant que solutions pour le maintien de la paix dans l'intérêt tant de la Finlande que de l'Union soviétique.

Dans ce contexte, le ministre a demandé aux dirigeants finlandais de dresser une liste des principales garanties de sécurité commerciales et régionales pour notre pays. Lors de futures négociations, l'Allemagne pourrait présenter ces solutions à l'Union soviétique comme servant les intérêts tant de la Finlande que de l'Union soviétique pour le maintien de la paix.

Les dirigeants finlandais ont pris très au sérieux cette « liste de souhaits » et cette opportunité de préserver la paix. Début juin, les souhaits de la Finlande ont été communiqués au ministère allemand des Affaires étrangères par notre ambassadeur à Berlin, M. Kivimäki. Un silence absolu a ensuite régné ! Les négociations ont en tout cas abouti à une réponse positive du Ministre Schnurre et à la proposition d'envoyer à nouveau une délégation militaire en Allemagne.

Délégation d'officiers finlandais en Allemagne du 25 au 27 mai 1941

Le maréchal Mannerheim a agi rapidement pour plusieurs raisons. Il était de la plus haute importance de connaître les plans de la contribution finlandaise ainsi que l'ampleur et la qualité de l'aide militaire disponible. La délégation était prête à partir moins d'une semaine (24 mai) après la visite de Schnurre, sous la direction du général Heinrichs. La délégation reçut à nouveau la consigne stricte de ne prendre aucun engagement et de souligner la position défensive de notre armée. Toutefois, si l'Union soviétique devait lancer des hostilités, la Finlande se défendrait avec toutes les forces disponibles et serait prête à accepter l'aide de l'Allemagne. Les actions militaires devraient alors pouvoir se dérouler au-delà de la frontière de la paix de Moscou, de préférence du côté est de la frontière. En tant que partie non impliquée dans les opérations militaires des grandes puissances, la Finlande n'est pas tenue de les mener sur son propre territoire, si tant est qu'il soit possible de l'en empêcher.

Une délégation d'officiers dirigée par le général Heinrichs aura des entretiens à Salzbourg le 25 mai et à Zossen et Berlin les 26 et 27 mai. Les

documents du dossier S-32 ne donnent pas de détails sur le contenu des négociations. On y constate seulement que les Finlandais ont tenté de s'en tenir jusqu'au bout au fondement et au sens de la guerre défensive.

Les Allemands, en revanche, n'ont pas totalement rejeté cette idée, mais ont déclaré que les Finlandais pourraient s'arrêter après le début de l'offensive, peut-être à leur propre frontière de 1939.

Mannerheim/VT :

– En principe, il a été convenu que les Finlandais placeraient leurs principales forces dans le sud-est, sur l'isthme de Carélie et à l'est du fleuve Ladoga (Aunus). Cela serait important pour empêcher les Allemands d'y amener leurs propres troupes. De cette manière, nous pourrions peut-être assurer la sécurité de Saint-Pétersbourg en direction de la Finlande et, le cas échéant, respecter les autres instructions données par Staline (= Churchill).

Ainsi sont brièvement consignées les déclarations de VT / Mannerheim sur l'un des contacts militaires peut-être les plus importants de nos officiers supérieurs avec la conduite de la guerre allemande. Le professeur A. Korhonen, chercheur en histoire, a étudié les notes privées de différentes personnes (Heinrichs, Kivimäki, Pakaslahti, von Grolmann, von Lossberg, Bruckner).[192]

Le résultat final des deux principaux négociateurs finlandais (OKW/Jodl, OKH/Halder) semble être resté sous réserve et sans accord ou document contraignant. Cette situation ne pouvait pas satisfaire longtemps la direction de la guerre allemande. Il est également compréhensible que le général Heinrichs, qui est sous les strictes « instructions » du maréchal, se trouve dans une situation très difficile. Les Allemands exposent déjà clairement leurs idées de coopération militaire et ne laissent ouverte que la date de leur éventuelle invasion. Cela conduit finalement à une situation dans laquelle Heinrichs, avant son retour en Finlande le 28 mai 1941, propose de reprendre les négociations le 3 juin à Helsinki. Les Allemands promettent d'envoyer un représentant à Helsinki afin d'obtenir une réponse définitive sur la participation de la Finlande à la future opération de guerre.

Remarque 1

Au retour de la délégation d'officiers, Mannerheim reçoit de Heinrichs un tableau des souhaits allemands sur la nature des activités de l'armée finlandaise en cas d'éventuelle invasion allemande. D'importantes questions relatives aux préparatifs militaires, voire aux objectifs de la guerre, étaient

[192] Korhonen, 1961, pp. 257-276.

restées en suspens, sans parler d'accords contraignants. Entre-temps, il était toutefois devenu clair qu'en cas d'attaque allemande, l'armée finlandaise devait avancer au moins jusqu'à la frontière de 1939. Il n'était toutefois pas du tout certain que l'Allemagne se satisferait d'une telle participation « passive » de notre armée.

Il convient de rappeler qu'au moment des évènements susmentionnés, la communication entre Staline, Mannerheim et Churchill était encore en cours. Staline avait donné ses instructions et promis des récompenses dans un message radio du 3 au 5 mars 1941, et Churchill avait de son côté annoncé qu'il insisterait sur leur respect. La confirmation écrite que Mannerheim avait demandée à Staline n'était cependant pas encore arrivée début juin. Pourquoi Staline a-t-il gardé le silence ?

Une solution définitive étant désormais à portée de main, le maréchal et le Président Ryti devaient réfléchir à long terme aux décisions de politique militaire à prendre en relation avec les actions offensives de l'armée allemande. Le choix s'était porté sur la « deuxième option » (= accepter l'aide allemande).

Le « colonel » Grassmann, envoyé spécial de Hitler, à Helsinki les 25 et 26 mai 1941

Peu après la visite du Ministre Schnurre, le « colonel » Grassmann est arrivé de manière inattendue à Helsinki en provenance de Norvège. Il avait voyagé avec Schnurre jusqu'à Copenhague, mais de là, il s'était rendu au siège de l'AOK à Oslo. Dès qu'il fut arrivé à Helsinki et qu'il eut rencontré Mannerheim, il annonça qu'il transmettrait les salutations de Hitler lui-même ainsi que celles du colonel Buschenhagen d'Oslo. Le contenu principal du message était le suivant :

1) L'État-major finlandais devait commencer les préparatifs de mobilisation (Lkp.).

2) Les troupes finlandaises doivent être regroupées pour l'attaque de telle sorte que les 2/3 d'entre elles attaquent Leningrad par l'isthme de Carélie, comme cela avait été communiqué au maréchal auparavant. Les troupes finlandaises restantes attaqueront dans la zone comprise entre Ladoga et la mer de glace, selon le plan que la délégation des officiers finlandais est en train de négocier avec l'État-major allemand. Le colonel Buschenhagen se mettra d'accord sur le plan et les détails du plan. Cette annonce est une communication provisoire qui sert avant tout à préparer la mobilisation et à planifier des formations de troupes offensives. Il est possible que l'invasion allemande débute dans le courant du mois de juin.

Les détails du plan. Il s'agit d'une communication préliminaire, destinée en premier lieu à préparer la mobilisation et à planifier les formations offensives. Il est possible que l'invasion allemande débute dans le courant du mois de juin.

L'accueil du « colonel » Grassmann a clairement montré que le moment de la décision était arrivé. Le temps pour prendre les décisions nécessaires se faisait de plus en plus rare.

La situation globale était une fois de plus bien plus que déroutante et confuse. Mannerheim et le Président Ryti constatèrent que les dirigeants politiques allemands évitaient avec zèle toute information pouvant laisser penser à une invasion de la Finlande. Les dirigeants allemands de la politique étrangère avaient lancé une campagne rassurante de dissimulation dans toutes les directions.

Le commandement militaire allemand se montra en revanche beaucoup plus ouvert et confiant envers la Finlande lorsqu'il l'informa d'une éventuelle attaque contre l'Union soviétique. Cette étrange confiance laissait parfois Mannerheim perplexe. Dans certains cas, il soupçonna même que ces rapports du commandement militaire allemand cachaient un piège, c'est-à-dire qu'une partie des informations concernant Mannerheim avait été transmise à Moscou et à Londres. C'est pourquoi le maréchal insista très fortement sur le secret des quelques personnes auxquelles il pouvait transmettre les informations reçues.

Dans la politique internationale au plus haut niveau, au milieu de l'effort de guerre des grandes puissances, les dirigeants d'un petit pays géographiquement sensible comme la Finlande ne pouvaient pas se permettre de se compromettre avec des révélations douteuses et des déclarations émotionnelles.

Pourquoi Staline garde-t-il toujours le silence ?

L'agent du maréchal revient de Londres début juin 1941

Mannerheim/VT :

– Après de nombreuses étapes et un voyage difficile, l'agent que j'avais envoyé à Londres est rentré chez lui en passant par le Portugal et l'Espagne. Le voyage de retour avait duré deux semaines. Mon agent devait poser à nouveau les questions que j'avais posées au Premier ministre britannique s'il parvenait à le rencontrer. Cette fois-ci, il a été autorisé à les présenter à M. Churchill par écrit, à titre exceptionnel. Mes questions étaient les suivantes :

1) Puisqu'il est évident que les forces allemandes attaqueront l'Union soviétique via

son territoire sans demander la permission à la Finlande, l'Angleterre considérera-t-elle la Finlande comme un agresseur si l'armée finlandaise se déplace vers l'ancienne frontière entre la Finlande et l'Union soviétique en 1939, lorsque les Allemands attaqueront ?

2) Si l'Angleterre et ses alliés considèrent une invasion allemande de la Finlande comme contraire à leurs intérêts, l'Angleterre est-elle prête à garantir l'indépendance de la Finlande même si la Finlande repousse, avec les forces soviétiques, l'invasion du territoire finlandais par les troupes allemandes ?

3) Quelle serait la garantie anglaise pour la Finlande dans le cas susmentionné où...

...la Finlande puisse conserver son indépendance ?

...la vie, l'intégrité et la propriété des citoyens finlandais seraient protégées en cas d'intervention soviétique ?

…la Finlande retrouverait son territoire tel qu'il était en 1939 ? ...

...la Finlande serait libérée de toutes les revendications et responsabilités que l'Union soviétique a formulées à son égard depuis 1939 ?

... que l'Union soviétique libérait tous les citoyens finlandais qu'elle avait capturés depuis le début de la Guerre d'Hiver ?

... que l'Union soviétique, qui a attaqué la Finlande sans raison en novembre 1939, verserait des indemnités pour les pertes et les dommages qu'elle a causés à la Finlande ?

Si le gouvernement britannique donne des garanties concrètes sur les exigences ci-dessus, acceptables pour la Finlande, et les communique à l'Union soviétique, en exigeant également qu'elles soient acceptées, alors nous prendrons des mesures immédiates, après la remise des documents de garantie écrits à la Finlande, pour chasser du territoire finlandais les forces allemandes qui s'y trouvent déjà. Si nous n'y parvenons pas par nos propres moyens, nous demanderons l'aide de l'Angleterre et de l'Union soviétique.

Une fois de plus, l'agent a eu beaucoup de mal à accéder à Churchill. Il y parvint finalement dans l'appartement privé d'un ami de Mannerheim. L'agent y avait remis les questions (désormais écrites) du maréchal et Churchill, après un bref examen, avait déclaré qu'il examinerait les questions posées plus en détail, avec quelques autres, et qu'il donnerait sa réponse dans un ou deux jours. L'agent avait compris que Churchill voulait d'abord discuter de la question avec Staline.

Deux jours plus tard, le Premier ministre a donné la réponse suivante :

> *« Lors de votre dernière visite chez moi, je vous ai demandé de transmettre au Président Ryti et au maréchal Mannerheim le message selon lequel la Finlande doit écouter l'Union soviétique sur toutes les questions qui seront soulevées là-bas. Je le répète ici : suivez ce que Staline a dit ou dira par téléphone, par lettre, par radio ou par tout autre moyen. S'il s'avère que la Finlande était innocente, forcée ou impliquée involontairement d'une autre manière dans la guerre, tout sera jugé en sa faveur lors*

du règlement final. Aucune autre garantie ou assistance armée ne peut être promise par l'Angleterre et ne sera accordée dans les circonstances actuelles. Saluez le Président Ryti et le maréchal Mannerheim ».

Les instructions de Churchill à la Finlande étaient donc tout aussi froides et évasives face à toute responsabilité qu'auparavant. Il n'était pas question de véritables garanties ou d'aides. Au contraire, il semblait y avoir une certaine amertume quant à l'échec de la guerre en Norvège au printemps 1940, dont il tenait toujours la Finlande pour coresponsable.

Remarque 2

Les instructions « officielles » anglaises suivirent assez rapidement. Environ une semaine après le retour de l'agent, le gouvernement britannique a émis un avertissement à la Finlande, lui demandant de se tenir à l'écart des Allemands et de ne pas entrer en guerre contre l'Union soviétique. Cet avertissement a été suivi le 14 juin 1941 par l'interruption du trafic maritime à travers Petsamo et la menace de nouvelles sanctions économiques.

Dès l'été 1940, l'Angleterre avait contrôlé l'ensemble de la navigation dans l'Atlantique avec sa marine. Ce « vieux » blocus maritime, déjà pratiqué pendant la Première Guerre mondiale, devait bien entendu paralyser l'économie de guerre allemande et le reste de la vie économique, mais il fut désormais étendu à la navigation des pays neutres. Le commerce extérieur de la Finlande ne pouvait être effectué que sur la base d'autorisations spéciales délivrées par l'Angleterre. Dès l'automne 1940, la situation s'aggrava, si bien que l'Angleterre exigea également de la Finlande un tonnage de navires (50 000 tonneaux de jauge brute). La Finlande se déclara finalement prête à mettre 32 000 tonneaux de jauge brute à la disposition des Anglais.

La plupart des navires finlandais de ce tonnage avaient déjà été saisis dans les ports anglais, certains se trouvaient encore en mer.[193]

Au début de la guerre, le 22 juin 1941, l'Angleterre (= Churchill) a fermé la dernière voie aérienne commerciale de la Finlande, du port de Liinahamar à Petsamo jusqu'à l'Atlantique. Il n'est pas exagéré de dire que la population finlandaise a été sauvée de la famine pendant la guerre grâce à l'aide alimentaire de l'Allemagne. La Finlande était pratiquement devenue un ennemi de l'Angleterre dès le 22 juin 1941 et non pas seulement le 6 décembre 1941.[194]

[193] Annexes 1 et 2.
[194] Annexe 3.

Mannerheim/VT :

– Nous avons discuté de la situation à plusieurs reprises avec le Président Ryti. Nous savions ce que les Allemands pensaient et aussi que Hitler allait certainement mettre en pratique ce qu'il avait annoncé.

Comme l'avait déjà dit le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop, *« l'Allemagne n'avait pas le temps de faire de la politique, elle devait agir rapidement et efficacement pour survivre ».*

La position des Britanniques et de Churchill était également claire pour nous. La Finlande était à nouveau froidement abandonnée à elle-même et dépendait des instructions et des décisions de Staline. Nous n'avions reçu aucune réponse de Staline à ses messages radio du 3 au 5 mars 1941 et à ses promesses de l'époque.

Seuls les Allemands avaient un plan d'action clair et concret à mettre en œuvre dans un avenir proche. Il ne resterait donc à la Finlande que la possibilité de se joindre à l'invasion allemande et d'essayer de décider à sa guise de l'évolution de la situation. Cela serait très difficile à l'avenir pour la Finlande et ses dirigeants, car nous devrions tenir compte, pour chaque action militaire, des intérêts des différents belligérants (Staline, Churchill, Roosevelt et Hitler) sur la base de leurs calculs froids et de leurs relations d'alliance.

La situation n'aurait peut-être pas évolué de la sorte pour la Finlande si Staline avait confirmé ses engagements par écrit immédiatement après son message radio en mars. Avec la Suède, nous aurions alors peut-être encore pu adopter une attitude négative vis-à-vis du transfert des troupes allemandes pour leur invasion de notre territoire au nord. Maintenant, il était malheureusement trop tard.

Sachant exactement ce que voulaient l'Union soviétique et Staline, la Finlande n'avait pas d'autre choix que de se déplacer le long de la ligne recommandée par Staline vers nos anciennes frontières (1939) à l'isthme de Carélie et à l'est du fleuve Ladoga, ainsi que vers les frontières qu'il nous avait promises plus à l'est en Carélie (les isthmes d'Aunus et de Maaselkä), la Finlande se fiant aux promesses et aux instructions de Staline et de Churchill tout en satisfaisant aux souhaits allemands. Ces objectifs géostratégiques clairs auraient pu être acceptables pour les Allemands, car leur conformité aux instructions et aux promesses de Staline aurait facilité la mise en œuvre de futures opérations militaires sans en révéler le contexte particulier et secret.

C'est en gardant ce principe et cet objectif à l'esprit que le Président Ryti autorisa l'armée finlandaise à se coordonner avec les opérations militaires de

l'armée allemande.

Le maréchal Mannerheim, quant à lui, était pleinement habilité à ordonner et à décider de l'application de ces principes à toutes les opérations militaires futures de l'armée finlandaise. Comme le maréchal l'avait souvent dit, les opérations militaires devaient être menées en dehors du territoire du Kanta-Suomi, afin de préserver le pays et sa population de la menace de destruction totale.

Du 2 au 6 juin 1941, le colonel Buschenhagen et le colonel Kinzel négocient avec des représentants militaires finlandais à Helsinki

Sur invitation du général Heinrichs, le commandement de la guerre allemand a envoyé les colonels Buschenhagen (AOK Norvège) et Kinzel (OKH) en Finlande afin de poursuivre les négociations. Dès les premiers entretiens préliminaires entre le général Heinrichs et le colonel Buschenhagen, il est apparu clairement que la direction de guerre allemande attendait des colonels une réponse claire à la question de savoir si la Finlande était prête à participer à la guerre contre l'Union soviétique. Avant les entretiens avec les Allemands et connaissant certaines de leurs exigences, les dirigeants politiques et militaires finlandais en avaient déjà discuté la veille (2 juin). Une question importante discutée était la formulation appropriée pour une réponse « doucement négative » à la proposition allemande d'alliance entre la Finlande et l'Allemagne, une proposition qui serait très probablement faite par les Allemands.

Les documents du dossier S-32 ne donnent aucune indication sur le contenu des discussions qui ont eu lieu. L'image la plus claire est peut-être donnée par les rapports détaillés du professeur A. Korhonen sur les négociations dans les mémorandums des colonels Buschenhagen et Kinzel ainsi que du général Heinrichs.

Lors des entretiens avec les représentants allemands, Heinrichs défendit très clairement les positions du Président Ryti et surtout du maréchal Mannerheim.

En résumé, on peut retenir que les entretiens ont permis de convenir de l'adaptation de l'armée finlandaise aux préparatifs militaires nécessaires pour une situation dans laquelle :

1) La Finlande seule face à une éventuelle invasion soviétique, sans qu'une guerre n'ait éclaté entre l'Allemagne et l'Union soviétique accepte toute l'aide militaire et autre promise par l'Allemagne.

2) L'armée finlandaise, impliquée malgré elle dans le déclenchement

éventuel d'une guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique, se joint à l'invasion avec ses propres objectifs, sans s'allier à l'Allemagne, sur une base frontale convenue avec l'armée allemande.

3) Dans aucun des deux cas susmentionnés (points 1 et 2), la Finlande ne prendra de mesures militaires contre l'Union soviétique – en premier lieu.

Avec le maréchal Mannerheim comme commandant en chef de l'armée et avec l'accord du Président Ryti et de la direction des principaux partis au Parlement, la Finlande s'était ainsi assuré, ainsi qu'à son armée, une liberté d'action stratégique décisive au sud de la ligne d'armée Oulu-Oulunjärvi-Hyrynsalmi-Lentiira-Sorokka à convenir avec l'Allemagne.

En rapport avec certaines questions de ravitaillement et de concentration des troupes finlandaises à transférer vers le nord, mais aussi comme une sorte de concession tactique à la conduite de la guerre allemande, le maréchal remit les troupes du III AK finlandais (général Siilasvuo) au nord de la frontière intermédiaire convenue jusqu'à la hauteur de Kuusamo-Kiestinki. Ces troupes furent officiellement placées sous le commandement de l'AOK norvégien (général-colonel von Falkenhorst). Mannerheim avait cependant le commandement secret, direct et absolu des opérations militaires du IIIe Corps d'armée commandé par le général Siilasvuonki.[195]

Remarque 3

Lors des négociations entre les Finlandais et les Allemands à Helsinki, selon une note du colonel allemand Kinzel, le général Heinrichs avait déclaré au colonel Buschenhagen, apparemment avec l'approbation de Mannerheim, ce qui suit (citation directe) : *« Il (Heinrichs) mit sérieusement en garde contre toute tentative des Allemands d'instaurer une sorte de 'gouvernement Quisling' en Finlande, qui mettrait immédiatement fin à toute coopération entre la Finlande et l'Allemagne ».*[196]

Le lecteur peut trouver dans cet avertissement du général Heinrichs un lien direct avec le plan secret « Pyhäselkä » du maréchal. Il est ainsi possible que le général Heinrichs, en tant que confident de Mannerheim, ait également été au courant du danger d'un éventuel coup d'État.

La lettre de Hitler au Président Ryti et son ultimatum du 2.6.1941

Dans le cadre des négociations germano-finlandaises à Helsinki, le

[195] Mannerheim, 1952, p. 313, suite. Halsti/Palojärvi.
[196] Korhonen, 1961, p. 292.

colonel Buschenhagen remet la lettre de Hitler au Président Ryti et au maréchal Mannerheim lors d'une rencontre bilatérale secrète avec ces derniers le 3 juin 1941. Cet évènement et cette lettre ne sont pas mentionnés dans les documents historiques antérieurs ou dans d'autres sources. Ces informations et une traduction de la lettre de Hitler ne se trouvent que dans les documents du maréchal dans le dossier S-32.

La traduction de la lettre en finlandais est la suivante :

« À Monsieur Risto Ryti, Président de la République de Finlande.

Entre l'Allemagne et la Finlande, face à la menace soviétique sur la Finlande, des négociations ont eu lieu entre les États-majors de nos pays, qui ont abouti à un accord sur la défense contre la menace armée soviétique. La menace est dirigée à la fois contre l'Allemagne et la Finlande.

Malgré les accords conclus pour contrer la menace, vous, en tant que Président de la Finlande, n'avez pas vu d'un bon œil les formes de coopération proposées par l'Allemagne, mais vous avez toujours refusé une coopération militaire contre l'Union soviétique.

C'est également l'avis de l'actuel commandant en chef de vos forces armées, le maréchal Mannerheim. De telles opinions sont incompatibles avec l'aide et l'amitié offertes par l'Allemagne. Ce point de vue est également partagé par l'État-major général des forces armées finlandaises.

Comme l'Allemagne n'a pas d'autre choix que de détruire les forces soviétiques déployées contre l'Allemagne et la Finlande, ce qui doit également se faire à proximité de la frontière orientale de la Finlande, les forces allemandes doivent s'acquitter de cette tâche et être prêtes à ce qu'aucun obstacle ne soit mis sur le chemin des plans allemands en Finlande.

Dans cet esprit, l'Allemagne exige que les troupes finlandaises participent à l'offensive contre l'Union soviétique, conformément au plan qui a déjà été présenté à deux reprises au commandant en chef des forces armées finlandaises, le maréchal Mannerheim. Ce plan doit être complété par des accords détaillés et des plans d'intervention définissant clairement l'objectif précis de l'action commune des forces armées allemandes et finlandaises.

Afin de dissiper l'incertitude entre l'Allemagne et la Finlande quant à la manière dont la Finlande entend agir tant avec l'Union soviétique qu'avec l'Allemagne, un délai est accordé à la Finlande jusqu'au 14 juin 1941 pour répondre. Si, à cette date, la Finlande ne donne pas de réponse positive à la question de la coopération entre l'Allemagne et la Finlande, l'Allemagne devra prendre des mesures spontanées concernant à la fois le territoire finlandais et les forces armées finlandaises afin de préserver ses intérêts dans la zone comprise entre le golfe de Finlande et l'océan arctique.

La Finlande peut s'adresser soit au colonel Buschenhagen, soit au représentant allemand à Helsinki.

Berlin, le 2 juin 1941

Adolf Hitler »

Mannerheim/VT :

– Le temps dont disposait la Finlande pour les différentes solutions, était écoulé. Après avoir lu trois ou quatre fois la lettre de Hitler, Ryti expliqua à Mannerheim que ce qui l'intéressait n'était pas tant les menaces de Hitler et leurs conséquences, mais le fait que des accords avaient même été conclus dans son dos, comme le disait la lettre, entre l'État-major allemand et l'État-major finlandais.

On n'avait même pas jugé nécessaire de l'informer, lui, le Président de la République de Finlande, de ces accords. En tant que Président, il continue cependant à se considérer comme la personne qui discute et participe aux décisions sur les questions de politique étrangère.

Ryti a immédiatement chargé le maréchal de découvrir si des contrats avaient été conclus et qui étaient les éventuels contractants. Ils devaient être immédiatement congédiés et tenus responsables, quels qu'ils soient. Ryti avait été inhabituellement agité et avait demandé directement au maréchal s'il était au courant de ce qui se passait. Le maréchal avait répondu qu'il n'en était pas conscient, mais que si le Président avait le moindre doute sur son implication, le maréchal serait immédiatement prêt à démissionner de son poste.

Ryti a dit qu'il faisait confiance à la parole du maréchal et lui a demandé de clarifier la situation et de lui faire un rapport.

Des recherches et des entretiens confidentiels avec ses généraux montrèrent bientôt au maréchal qu'ils n'étaient nullement coupables d'avoir conclu des accords avec les Allemands ou même d'avoir discuté dans le sens de l'engagement de la Finlande envers les objectifs de guerre fixés par l'Allemagne.

Les propos de Hitler dans sa lettre sur les *« négociations menant à des accords et à l'unanimité entre les États-majors allemands et finlandais »* étaient des formules galvaudées.

Remarque 4

Pourrait-on même accuser Hitler de provocation en raison des termes de sa lettre ? Probablement pas, car les possibles malentendus entre les négociateurs, peut-être dus en partie à des difficultés linguistiques, mais surtout le rapport du colonel Buschenhagen, le principal rapporteur allemand à la direction de la guerre allemande, ont sans doute été la raison

principale du choix des mots de Hitler dans sa lettre. Tant le ministère allemand de la Guerre que Hitler voulaient voir les choses en Finlande telles qu'elles étaient. De son côté, le colonel Buschenhagen voulait montrer qu'il avait réussi dans ses importantes négociations avec les Finlandais en tant que chef d'État-major de l'AOK Norvège.

Quoi qu'il en soit, le fait demeure que la Finlande se trouvait dans une situation de contrainte après la lettre de Hitler. Une fois de plus, le moment était venu où une mauvaise évaluation de la situation et les décisions qui en découlaient pouvaient mener notre pays à la ruine. Il n'y avait plus aucun doute sur les actions de Hitler. Ce qu'il proposait par écrit ou d'une autre manière, il l'exécuterait.

L'alternative consistait alors à refuser de coopérer avec les Allemands et à leur laisser volontairement prendre le contrôle du pays. L'autre possibilité serait d'opposer une résistance armée (=« Pyhäselkä », opération île sacrée) aux troupes allemandes, ce qui amènerait immédiatement des troupes de l'armée rouge dans notre pays pour chasser les Allemands de notre territoire avec les troupes finlandaises. Cela signifierait que toute la Finlande deviendrait un champ de bataille destructeur. Pour ajouter au chaos, toutes les troupes finlandaises n'auraient pas été prêtes à se battre en toutes circonstances aux côtés des troupes soviétiques.

Comme la mobilisation de l'armée finlandaise (Lkp.) n'était prévue que pour être exécutée et que les premiers transports de troupes allemands arrivaient à Vaasa le lendemain du départ de Buschenhagen (7 juin), nous étions impuissants et en retard. Il faudrait maintenant imaginer une troisième option, peut-être la plus difficile, dans laquelle nous tenterions de « créer » une situation dans laquelle tous les dirigeants des puissances belligérantes (Staline, Hitler et Churchill) auraient le sentiment que la Finlande servait leurs intérêts dans une situation de guerre qui pourrait bientôt survenir.

Qu'est-ce que Staline avait en tête ? Est-ce qu'il allait même donner sa promesse écrite ? Le maréchal n'y croyait plus. Par son silence, Staline avait mis la Finlande dans une situation difficile et l'avait forcée à s'aligner sur l'Allemagne. Comment réagirait-il s'il apprenait que Hitler concentrait également ses troupes dans le nord de la Finlande et en Norvège ?

Lors de la transmission de la lettre de Hitler, le colonel Buschenhagen avait mentionné que les Finlandais devaient frapper en direction de Leningrad si l'armée allemande lançait des opérations militaires *« dans une direction quelconque »* contre les forces soviétiques prêtes à attaquer. Les forces allemandes assureraient alors la domination maritime et aérienne

dans le golfe de Finlande, ce qui permettrait d'éliminer la menace d'accompagnement des forces finlandaises. Les troupes seraient éliminées. Ceci avait été promis par Göring et von Seidel. Les Allemands prendraient rapidement le contrôle de la Baltique et, comme les Finlandais lieraient les troupes soviétiques au nord de Leningrad, il serait bientôt possible de prendre la ville.

Il s'agissait du premier conflit majeur avec la conduite de la guerre allemande, car l'avancée vers Leningrad était un sujet délicat pour le maréchal. Après tout, il avait déjà accepté en principe les propositions de Staline et de Churchill de ne pas attaquer Leningrad. Que fallait-il faire, et pouvait-on se fier aux promesses de Staline et de Churchill ?

La position de Hitler était devenue tout à fait claire, et l'approbation de l'invasion allemande était la seule possibilité, car comme la réponse écrite et contraignante de Staline se faisait attendre, il ne semblait pas y avoir d'autre option. Lors de son départ, le colonel Buschenhagen avait annoncé que l'Allemagne enverrait un État-major de liaison en Finlande afin de faciliter la coopération entre nos armées et leurs quartiers généraux. C'est ainsi que le général W. Ehrfurth arriva en Finlande le 13 juin 1941 en tant qu'officier de liaison du commandement militaire allemand, et que Mannerheim envoya le 20 juin 1941 le général H. Öhguist en tant que son propre officier de liaison auprès du commandement militaire allemand.

Mannerheim clarifie l'opinion de ses généraux sur l'offensive de Leningrad

Afin de savoir ce que ses généraux pensent des opérations militaires en direction de Leningrad et peut-être de la prise de la ville elle-même, le maréchal s'entretient avec eux de manière informelle. Il les informe des exigences de la conduite de la guerre allemande en rapport avec son offensive, dont le lancement ne fait plus de doute. Cela avait déjà été mis en évidence lors de la deuxième visite d'une délégation d'officiers finlandais en Allemagne, les 25 et 26 mai 1941.

La position des généraux sur la question était claire : le maréchal commandait l'armée finlandaise et s'il s'avérait nécessaire d'attaquer jusqu'à Leningrad et de participer avec les Allemands à la prise de la ville, on serait prêt à le faire.

L'entretien le plus révélateur de cette enquête sur Mannerheim eut lieu le 5 juin 1941 à Helsinki avec le général P. Talvela. Le maréchal venait de rappeler son général de la vie civile aux forces armées et lui avait demandé son avis sur la question. Talvela aurait répondu au maréchal que la tâche de

diriger l'opération contre Leningrad serait le « plus grand moment » de sa vie. Après la guerre, le général Talvela s'est beaucoup intéressé à la question de savoir pourquoi l'invasion finlandaise de Leningrad n'avait pas été effectuée.

Plus tard, il écrira (probablement en 1959) que cette attaque aurait été un grand moment historique, car si l'attaque de Leningrad avait eu lieu, toute l'histoire mondiale aurait pu prendre une autre tournure. En effet, Leningrad aurait certainement été vaincue si les Finlandais avaient avancé contre elle avec les Allemands. Mais cela n'a pas été le cas. Leningrad est restée inoccupée et a été entourée pendant toute la durée de la guerre par vingt divisions allemandes qui, si elles avaient été engagées sur d'autres fronts, auraient pu décider de toute la guerre à l'Est.[197]

En 1964 encore, le général Talvela demande à l'Institut de recherche sur l'histoire militaire d'enquêter sur les véritables raisons pour lesquelles l'armée finlandaise n'a pas attaqué Leningrad en août 1941. Cette question n'a cependant jamais fait l'objet d'une enquête ou d'un examen. Le lecteur saura déjà pourquoi à ce stade du livre ! L'agent qui travaillait sur les copies secrètes des documents du dossier S-32 du maréchal, VT, n'avait pas encore rendu public son livre *A Special Mission*. De plus, il avait promis au Président J. K. Paasikivi[198] de ne pas parler de son vivant de ce qu'il savait sur le dossier S-32.[199]

De nombreuses personnes importantes mises en lumière dans le cadre de ces affaires secrètes sont mortes assez tôt, sans avoir pu influencer le contenu du livre de l'agent VT publié en 1971. Il s'agit notamment du général R. Walden en 1946, du général E. Raappana en 1962, du colonel A. Sainio en 1968, du général K. Heiskanen en 1962 et du général P. Autti en 1959. La personne peut-être la plus importante, le général et chef d'État-major Erik Heinrichs, décédé en 1965, en savait beaucoup sur le problème, mais ne disait rien ! C'est également le cas du général Aksel Airo, décédé en 1985.

[197] Souligné par le traducteur allemand.
[198] JKP meurt en 1956.
[199] Talvela. 1976, pp. 269-270.

CHAPITRE 7

Vers une solution – Staline s'exprime – La lettre de Mannerheim à Staline – La confirmation écrite de Staline

Les « rouages » de la guerre, qui devaient conduire à une solution, étaient maintenant à nouveau en marche. Le réseau de routes de ravitaillement en Laponie finlandaise, construit et préparé à temps par les Allemands, accueillait les troupes allemandes qui arrivaient par bateaux de transport dans les ports du golfe de Botnie, et ce à un rythme de plus en plus rapide. La question de la promotion du tourisme ne se posait plus. Le prétexte de ce transfert de troupes à grande échelle était l'échange de troupes de Norvège vers l'Allemagne contre de nouvelles troupes, qui devait avoir lieu en Laponie finlandaise. Les services secrets de Staline, qui surveillaient de près ces mouvements de troupes allemandes, ne pouvaient guère accorder de crédit à de telles explications.

Jusqu'au 21 juin 1941, quelque 74 navires de transport étaient arrivés dans les ports finlandais. Bien entendu, les espions communistes finlandais étaient conscients de l'importance des premiers navires dès leur arrivée et faisaient part de leurs conclusions à Moscou.

Le maréchal Mannerheim et le Président Ryti ont augmenté le plus discrètement possible l'état de préparation de l'armée finlandaise (mobilisation partielle 10.6.1941). Cette préparation visait non seulement à contrer une éventuelle attaque surprise de l'armée soviétique, mais aussi la menace d'une occupation allemande et, dans ce contexte, la tentative allemande d'interner notre armée. Nous devions être prêts à tout !

La nécessité d'agir pour accroître la disponibilité de notre armée fut parallèlement soulignée par des informations en provenance de Suède, selon lesquelles Hitler et le ministère allemand de la Guerre (OKW) prévoyaient toujours d'exiger la destitution de Mannerheim. Celui-ci devait alors être remplacé par un autre général finlandais, plus jeune. L'un des candidats était le général Erik Heinrichs, chef de l'État-major général. Le Président Ryti estimait qu'il était très important d'empêcher d'emblée toute tentative dans ce sens. La survie militaire et, dans une certaine mesure, politique de la Finlande dans la tourmente de la guerre naissante était unanimement placée sur les épaules du maréchal. Il n'y avait pas d'autres alternatives. Selon les « accords »[200] passés entre Ryti et Mannerheim, ce

[200] Hautamäki, 2004, pp. 267-268.

dernier devait se voir confier la direction militaire et, avec Ryti, la direction politique internationale de la Finlande.

Le délai de l'ultimatum de Hitler adressé par le colonel Buschenhagen à Mannerheim et Ryti expire bientôt (14 juin 1941).

Staline s'exprime – confirmation écrite du 11.6.1941 – lettre de Mannerheim

Pourquoi Staline avait-il attendu plus de trois mois pour donner sa réponse écrite à la promesse de récompense ?

La raison peut-être la plus importante et la plus naturelle était la crainte que l'invasion allemande ne commence avant la propre grande offensive (« Aparatzija Geroza ») de l'armée rouge de Staline. Toute la doctrine offensive de cette armée avait déjà été décidée et construite au tournant de l'année 1940-1941 sur la base d'une offensive massive et surprenante. Cela signifiait qu'il était absolument nécessaire de lancer l'attaque avant le « Barbarossa » de Hitler ![201]

Pour cette raison, Staline a dû réfléchir très précisément à la manière dont la situation politico-militaire en Europe évoluerait face à l'Allemagne au printemps/hiver 1941 et à la date à laquelle la disponibilité opérationnelle définitive de l'armée rouge devrait être établie. En effet, Staline a fortement incité Churchill à ouvrir un deuxième front contre l'Allemagne, qui affaiblirait et lierait la puissance militaire allemande avant l'opération « Barbarossa » prévue par Hitler.

L'évolution militaire au cours de l'année 1940 était à tous égards en contradiction avec le plan secret de Staline d'impliquer l'Angleterre et la France dans une longue et épuisante bataille contre l'armée allemande, qui serait menée sur plusieurs fronts (N, M, S) afin de la bloquer.

Staline avait l'intention de tenir l'Union soviétique à l'écart de cette bataille, de réarmer ses forces armées et d'attendre le bon moment (E) pour attaquer.

(Discours de Staline du 19 août 1939[202] et circulaire du Komintern du 8 septembre 1939 aux dirigeants communistes des différents pays, expliquant la signification et la nécessité réelles et top secrètes de l'accord M/R conclu à Moscou le 23 août 1939).[203]

L'effondrement rapide de la France à l'été 1940 a sérieusement perturbé les plans de Staline. Pour la même raison, Churchill devait faire tout son

[201] Déclaration de Timochenko, pp. 138-139.
[202] Hautamäki, 2004, pp. 101-103.
[203] Pages 398-400/Svenska Presse n° 207, 8 septembre 1939, Helsinki.

possible pour se préparer à une éventuelle invasion allemande des îles britanniques.

Toute l'Europe attendait alors en retenant son souffle la prochaine cible de Hitler, une invasion de l'Angleterre (« Opération Seelöwe », « Lion de mer ») ou un virage vers l'Est, l'Union soviétique ? L'automne 1940 devait apporter la réponse à cette question.

Remarque 1

La question de savoir pourquoi Staline retardait de plus de trois mois sa réponse écrite à ses promesses était un sujet qui exerçait une forte pression sur le maréchal et le Président Ryti au printemps/été 1941. Il devenait chaque jour plus difficile de prendre des décisions conscientes sur la base desquelles la sécurité du pays pourrait être renforcée et dirigée.

Parallèlement, les activités allemandes et la détermination d'attaquer l'Union soviétique par le nord (« Barbarossa Trois ») augmentaient également. Sur tous les autres fronts où l'on se battait à l'époque (Balkans/Front S et Afrique du Nord/armée de Rommel), la puissance militaire allemande prouvait sa supériorité. De Londres, l'agent de Mannerheim transmet le communiqué de Churchill de début juin et toujours l'insistance de Churchill sur le fait que le commandement finlandais ne devait plus écouter que les instructions et les propositions de Staline dans sa future conduite de la guerre. La Finlande n'obtiendrait aucune garantie quant au maintien de son indépendance. Le même jour (3 juin 1941), le Président Ryti reçoit une lettre signée par Hitler en personne, contenant un ultimatum sans équivoque. Les dirigeants finlandais ont ainsi été contraints de choisir la « deuxième option », l'option allemande.

Ce fut une décision difficile pour Mannerheim. Tant lui que le Président Ryti, en tant que représentants d'un petit pays, devraient désormais s'asseoir à la table de la politique mondiale avec les dirigeants des superpuissances belligérantes, où l'on joue au poker et où l'existence des nations est en jeu.

C'est une chose que les historiens doivent garder à l'esprit dans leurs évaluations, des décennies après les évènements.

Les dirigeants de l'époque de notre pays ont pris leurs décisions et agi sur la base des informations disponibles à l'époque dans une situation hautement imprévisible et dangereuse. Le succès devait déterminer l'issue de la guerre pour notre pays, qui était une victoire glorieuse avec toutes les pertes et tous les sacrifices.

Pourtant, Staline restait silencieux. Pourquoi ?

Nous avons déjà évoqué la première raison précédemment, après les

efforts de la Triple Alliance pour former de nouveaux fronts afin de lier les forces allemandes, même après toutes les défaites sur lesquelles Staline insistait et insiste toujours. Un tel front a été formé à l'automne 1940, après que Churchill eut écarté le danger d'une invasion allemande des îles britanniques. Un nouveau front a été ouvert dans les Balkans (front S) avec la Grèce et la Yougoslavie. Son succès aurait ouvert une nouvelle opportunité d'invasion soviétique, avec les Britanniques, également en direction de la Scandinavie.

La deuxième raison était l'incertitude de savoir si l'Allemagne serait encore en mesure, après la campagne victorieuse dans les Balkans, de déplacer et de concentrer ses troupes pour « Barbarossa » et, dans ce contexte, également au nord en Finlande et en Norvège (et je suis convaincu que ce n'est pas le cas !).

Troisièmement, il était désormais important pour Staline d'observer aussi longtemps que possible la situation en Finlande et en Scandinavie dans son ensemble.

Si l'Allemagne n'amène pas ses forces d'invasion les plus importantes en Finlande, il reste la possibilité d'une attaque propre via la Finlande et le nord de la Suède à l'arrière des Allemands en Norvège. Dans le même temps, les Britanniques mèneraient une nouvelle invasion de la côte norvégienne, ce qu'ils auraient à nouveau l'occasion de faire. Tout cela devait se faire en liaison avec l'attaque principale (E, Opération « Geroza »), pour laquelle l'armée rouge devait être prête du 15 au 20 juillet 1941.

Quatrièmement, il était important pour Staline que la ligne Mourmansk-Sorokka-Obozerskaya-Arkhangelskaya, cruciale pour l'effort de guerre soviétique à venir, ne soit pas menacée. Pour la protéger, il faudrait beaucoup moins de soldats de l'armée rouge si l'appel (prononcer : « appât ») à Mannerheim et Ryti avait pour effet que l'armée finlandaise agisse sur son propre front sud comme Staline l'avait proposé, c'est-à-dire qu'elle n'avance que jusqu'au niveau convenu à l'avance.

Une dernière raison, peut-être politiquement assez impressionnante, du retard de Staline pourrait avoir été l'espoir que la situation intérieure en Finlande dégénère à la fin du printemps en un conflit armé entre les groupes pro-allemands désireux d'attaquer et ceux qui insistaient sur la neutralité et la non-agression. Cette idée, bien qu'utopique, aurait permis à l'Union soviétique d'accuser la Finlande de conspiration avec l'Allemagne et d'occuper rapidement le pays avant que l'Allemagne ne puisse faire entrer ses troupes d'invasion en Finlande. Ce qui embarrassait sans aucun doute Staline, c'était l'insistance de Mannerheim à obtenir une confirmation écrite

du message radio transmis début mars. La fourniture de tels documents ne correspondait pas du tout à la tactique de Staline pour réaliser son rêve léniniste secret. L'ultimatum de Hitler à la Finlande expirait le 14 juin 1941 ! Mannerheim et Ryti doutaient déjà de la réaction de Staline.

Le 7 juin 1941, « le ciel s'écroule » (il vaudrait peut-être mieux dire : « l'enfer s'ouvre ») lorsque Moscou reçoit les premières informations concrètes sur le nombre de troupes et de matériel de guerre à bord des navires de transport allemands qui arrivent dans les ports finlandais. Les 38 navires qui arrivèrent au cours des trois jours suivants ne laissèrent aucune place à l'imagination. Les Allemands formèrent également un front nord pour leur attaque contre l'Union soviétique. Entre le 7 et le 21 juin 1941, quelque 74 navires de transport allemands au total sont arrivés dans les ports du golfe de Botnie.

Le lendemain, Staline estima enfin que le moment était venu de répondre à la demande de Mannerheim de confirmer par écrit les promesses qu'il avait déjà faites au maréchal par radio en mars. Staline était fermement convaincu qu'une fois cette confirmation reçue, Mannerheim accepterait son offre (et celle de Churchill), qui correspondait très bien aux souhaits du peuple finlandais, avec une honnêteté finlandaise fondamentale, et conduirait si nécessaire son armée dans l'offensive allemande de la manière qu'il avait proposée. Le moment venu, on pourrait toutefois trouver les moyens de revenir sur cet accord si nécessaire.[204]

Agent VT :

– Enfin, le 11 juin, la radio s'est mise à bourdonner doucement, de sorte que je savais qu'un message allait arriver. La dernière consigne du maréchal était qu'une fois le message arrivé, je ne devais pas l'ouvrir seul, mais le transmettre le plus rapidement possible au colonel Sainio, qui avait déjà dû effectuer un certain nombre de transmissions de ce type au fil du temps. J'ai donc demandé à Sainio d'informer « M » que la « marchandise » était sur le point d'arriver. Quelques heures plus tard, Sainio m'a informé qu'une voiture était en route pour venir me chercher et que la « marchandise » devait être emportée. J'ai été accompagné par un lieutenant-colonel et un capitaine des gardes-frontières. J'ai été conduit au quartier général des gardes-frontières à Onttola. Dans la même pièce que celle où le commandant avait son bureau à l'époque de mon service militaire, le lieutenant-colonel E. Raappana de l'époque.

Nous étions assis là, à attendre. J'avais mon « sac de voyage » à côté de moi et mes compagnons savaient seulement que nous devions nous asseoir là et attendre les instructions. Plusieurs heures se sont écoulées. Finalement, le téléphone sonna et le

[204] La lettre de réponse est datée du 28 mai 1941, un fait qui pourrait avoir de l'importance par la suite.

lieutenant-colonel reçut l'ordre de nous conduire rapidement dans le bureau du chef du district de protection de Joensuu, où nous attendions déjà.

Il s'agissait de Mannerheim et du même major-général (Walden), aujourd'hui lieutenant-général, qui avait participé au débarquement à Kuopio et Heinävesi-Varkaus, ainsi que du colonel Sainio. Nous les avons rejoints et Mannerheim a ordonné aux autres officiers présents de se rendre dans une autre pièce, à l'exception du général et du colonel Sainio. On m'a demandé d'ouvrir le message que j'avais reçu. Il était entre 17 et 18 heures lorsque j'ai fini de décrypter le message et l'ai transmis à Mannerheim dans un langage simple. Le message était libellé comme suit :

> *« Ici gregori et luci / envoyez un contact à la limite du cimetière / place Värtsilä / 1 800 mètres au sud du chemin de fer / mettre en place une pile de drapeaux rouge et blanc / est déjà en place / identification : manche gauche blanche avec drapeau blanc / notre mot-code : Carélie / code verbal finlandais : Kind / date 11.6.1941 / heure finlandaise 8 heures du soir / vous recevrez un accord écrit / affaire secrète / peut-être moins dangereuse/ selon la méthode précédente / si vous ne vous rencontrez pas, nouveau contact radio réciproque/gregori et luci à emil 816/gregori ».*[205]

Mannerheim / VT :

« Nous y voilà donc », dit Mannerheim. Immédiatement après avoir reçu le message et noté le point de contact sur la carte, le maréchal comprit que le contact devait avoir lieu le soir même, il n'avait donc pas de temps à perdre. Accompagné des gardes-frontières présents, il a immédiatement ordonné à un groupe de deux véhicules de se rendre le plus rapidement possible au point de contact indiqué dans le message, à la frontière près de Värtsilä.

Avant de partir, VT reçoit l'ordre de se rendre au point de contact à la frontière et de recevoir les documents qui lui ont été remis par les Russes. Si la partie finlandaise du document correspondait à la promesse faite par Staline dans son message radio du 3 au 5 mars 1941, dont le contenu était connu de VT, il accuserait réception du document sur ordre du maréchal et remettrait en même temps aux officiers de liaison soviétiques la lettre que Mannerheim avait adressée à Staline. Le contenu de cette lettre n'était pas encore connu de VT à ce moment-là.

Dans tous les cas, l'intervention à la frontière serait imprévisiblement dangereuse. VT l'avait compris, et le maréchal aussi. L'agent a même osé rappeler à Mannerheim, pendant le voyage, sa promesse de s'occuper de sa jeune épouse s'il devait « disparaître » lors de cette mission.[206]

Lorsque le groupe arriva à proximité du point de contact, le maréchal et

[205] Tahvanainen, 1971, pp. 302-303.
[206] Tahvanainen, 1971, p. 304.

le reste du groupe d'officiers restèrent près des voitures et VT ainsi que le lieutenant-colonel et le capitaine des gardes-frontières se rendirent à la frontière, dont la mission était de suivre à vue le contact de l'agent sans intervenir, quoi qu'il arrive. Malgré le mouchoir blanc noué autour de la manche gauche de son manteau et le tissu blanc qu'il portait au bout d'un petit bâton, une patrouille ennemie non informée pourrait faire usage de la force. Le terrain jusqu'à la ligne de démarcation elle-même était boisé entre de petites clairières de prairies. Avant d'atteindre la borne, VT a été menacé de manière inattendue par des soldats soviétiques. Au même moment, trois officiers soviétiques se sont approchés de la borne et ont sauvé VT de la situation. L'un de ces officiers supérieurs était le même général (parlant finlandais) que l'agent avait rencontré lors de ses contacts précédents à Rajakonnu et en Estonie.

L'un des officiers était un colonel, et le troisième, un peu plus loin, était le général le plus haut gradé, à en juger par le grand ruban de médaille qu'il laissait entrevoir sous son manteau déboutonné. Après les formalités, l'examen des documents et enfin les confirmations, VT remit au général soviétique une lettre de Mannerheim. Avant de l'ouvrir, il demanda à l'agent s'il connaissait le contenu de la lettre, ce à quoi celui-ci répondit par la négative.

L'agent VT :

– Il semblait l'avoir lue plusieurs fois.

Puis il a dit, à la fois en finlandais et en russe, avec une grande satisfaction :

> *« Mannerheim est un gentleman, un très bon gentleman, un homme très honnête. Staline est satisfait de Mannerheim et des Finlandais. Je vous remercie ! Salutations à Mannerheim, salutations à la Finlande, nous partons ».*
>
> *« Маннергейм очень порядочный и честный человек. Сталин доволен Маннергеймом и финнами народом. Привет Маннергейму, Привет Финляндии, мы уходим »*[207]

En 1945, Mannerheim confie pour la première fois son dossier S-32 à VT pour copie des documents (Kouvola-Hamina). VT copia également la lettre en russe du maréchal à Staline du 8 juin 1941. Mannerheim avait pour instruction que VT puisse remettre sa lettre de réponse aux officiers de liaison soviétiques à la frontière après s'être assuré que la lettre de réponse reçue de Staline avec ses promesses était correcte.

Des années plus tard, du 17 au 23 janvier 1950, alors que les documents du dossier S-32 sont triés dans la maison du maréchal à Kaivopuisto, l'agent

[207] Tahvanainen, 1971, p. 311.

VT demande à Mannerheim le contenu exact de cette lettre. Le maréchal lit alors sa transcription russe originale de la lettre en finnois et en traduit le contenu pour le VT, qui la sténographie.

Le contenu de la lettre se lisait comme suit :

« Helsinki, 8 juin 1941.

Au Soviet suprême de l'Union des républiques socialistes soviétiques, via le secrétaire général du Parti communiste, J. V. Staline, contre un reçu de courrier.

Depuis 1933, il existe entre moi, C. G. E. Mannerheim, et le Président de la République de Finlande et, d'autre part, Monsieur J. V. Staline, un échange régulier de lettres et de communications radio.

Jusqu'en 1938, nos opinions s'accordaient bien et nous étions parvenus à une relation ouverte et confiante entre nos pays.

Malheureusement, cette confiance et cet échange mutuel se sont refroidis et ont éclaté suite à l'accord secret entre l'Union soviétique et l'Allemagne sur le partage de l'Europe dès 1936. Lorsque cet accord a été complété plus tard en 1939, la Finlande est passée sous influence soviétique, d'abord par un accord allemand du 23 août 1939[208]*, puis – à l'insu des Allemands – par un accord entre l'Union soviétique et l'Angleterre du 15 octobre 1939, désormais confirmé par le Premier ministre W. Churchill.*

Suite à ces promesses et accords, la Finlande a été victime, pendant que vous régliez vos différends internationaux, d'une invasion soviétique impitoyable au cours de l'hiver 1939/40, sans qu'elle en soit responsable – et de votre exploitation et de la situation difficile dans laquelle elle se trouve encore aujourd'hui.

Après qu'il se fut à nouveau avéré pour l'Union soviétique et pour vous, Monsieur Staline, que la Finlande était à nouveau un facteur important pour la sauvegarde des intérêts de l'Union soviétique dans le règlement des relations avec votre allié d'hier, l'Allemagne, vous avez demandé à la Finlande, dans plusieurs messages radio au cours de l'année 1941, de vous aider à sécuriser la partie nord-ouest de l'Union soviétique et Leningrad.

Dans votre message radio du 3 mars 1941, vous avez demandé à la Finlande d'arrêter et de bloquer les troupes allemandes dans les régions de Carélie orientale afin de sécuriser, premièrement, la longue frontière terrestre nord-ouest de votre pays et, deuxièmement, la voie maritime nord par les ports de Mourmansk et de la mer Blanche. Vous avez réitéré cette demande dans votre message du 5 mars 1941.

Nous avons discuté de vos messages radio entre le gouvernement finlandais, le Président et moi-même. Dans certaines de nos communications, nous vous avons demandé de confirmer vos engagements par écrit ou d'envoyer un délégué en Finlande

[208] (Note du traducteur allemand : la partie allemande avait une compréhension de la notion de « sphère d'intérêt » totalement différente de celle de l'URSS !)

pour discuter et signer la légalisation de vos mesures et de vos engagements. Jusqu'à présent, vous n'avez pas encore fourni cette confirmation.

Bien que nous considérions comme importantes les questions que vous avez soulevées dans votre télégramme du 3 mars 1941, à savoir la sécurité de Leningrad, la sécurité des ports de Mourmansk et de la mer Blanche, la cession volontaire de la Carélie orientale à la Finlande et la restitution à la Finlande des territoires spoliés de l'ancienne Finlande, promise à la Finlande par l'annulation de la paix de Moscou de 1940, c'est surtout le mode de vie commun pacifique et amical entre l'Union soviétique et la Finlande qui nous importe et qui est également utile aux deux pays sur le plan ethnographique. Bien que la confirmation écrite que vous avez promise, et que nous attendons toujours, ne nous soit pas encore parvenue, la Finlande, pour sa part, procédera comme suit :

1) L'invasion allemande de l'Union soviétique devrait être retardée aussi longtemps que possible sur le territoire finlandais.

2) Si cela s'avère impossible sur le territoire finlandais, les forces armées finlandaises, accompagnées ou soutenues par les Allemands, avanceront tout au plus le long de la ligne recommandée par J. Staline dans ses télégrammes en Carélie orientale.

3) La Finlande garantit également que Leningrad ne sera pas menacée par une guerre terrestre à travers l'isthme de Carélie.

4) Les forces armées finlandaises ne bombarderont pas par voie aérienne et ne tireront pas à l'artillerie sur les zones situées derrière la ligne que vous recommandez, pas plus que sur Leningrad.

5) Les forces armées finlandaises ne peuvent ni exclure ni empêcher d'éventuelles actions allemandes qui pourraient prendre la forme d'attaques aériennes derrière les lignes finlandaises.

6) Si l'Union soviétique confirme par écrit les points promis dans ses communications du 3 mars 1941 et du 5 mars 1941, la Finlande garantit que la ligne de démarcation susmentionnée en Carélie orientale et près de Leningrad sur l'isthme de Carélie ne sera pas franchie par les troupes germano-finlandaises de telle manière que la ville soit menacée par des tirs d'armes lourdes finlandais venant du nord.

7) Si les troupes soviétiques présentes dans l'isthme de Carélie et en Carélie orientale se retirent volontairement derrière la ligne recommandée par Staline, les forces armées finlandaises le permettront sans contrainte.

8) Le gouvernement finlandais, le Président et le haut commandement des forces armées (les généraux) veilleront par tous leurs actes à ce que les intérêts de la Finlande et de l'Union soviétique mentionnés ici, ainsi que d'autres intérêts incarnés dans cet esprit, soient pris en compte aussi équitablement et aussi bien que possible dans d'éventuelles opérations militaires germano-soviétiques. Nous assurons en outre

l'Union soviétique que les forces armées finlandaises seront constamment sur la défensive. Les éventuelles petites erreurs et actions arbitraires des troupes finlandaises feront l'objet d'une enquête et les actes délibérés seront punis.

En particulier, le Président Ryti et moi-même souhaitons faire remarquer au gouvernement soviétique et à vous, Monsieur Staline, que la Finlande n'est pas et ne sera pas obligée de coopérer avec les Allemands. Tout ce à quoi la Finlande a été confrontée, seule ou avec les Allemands, est dû aux actes de violence perpétrés à l'origine contre la Finlande par l'Union soviétique et l'Allemagne, puis par l'Union soviétique et l'Angleterre, et à la défense contre leurs effets.

Dans nos efforts visant à mener une vie neutre, pacifique et conciliante avec toutes les nations et en particulier avec notre voisin de l'Est, l'Union soviétique, nous avons toujours dû organiser nos activités de manière à éviter la violence extérieure. Nous espérons qu'à l'avenir, conformément à la promesse soviétique, la Finlande et la Carélie orientale, en tant que frères et sœurs ethniques, en tant qu'empire finlandais, pourront vivre pacifiquement leur grande vie, riche en matériel et en culture, en tant qu'empire indépendant bénéficiant de la confiance de l'Union soviétique.

J'ai été personnellement autorisé à le faire par le gouvernement de la République de Finlande et par le Président Risto Ryti.

Commandant en chef des forces de défense finlandaises

Mannerheim »

La lettre originale de Mannerheim (Ryti) copiée ci-dessus a été remise par VT aux Soviétiques le 11.6.1941 à la frontière soviétique à Värtsilä en échange de courrier express = après réception de la lettre de confirmation de Staline des 3 et 5.3.1941. Au terme de cette rencontre importante de notre histoire, VT remit le document envoyé par Staline à Mannerheim. La partie finlandaise de ce document historique a été copiée par VT en 1945. Le texte du document se lit comme suit :

« Au gouvernement finlandais.

Mannerheim confirme la promesse radio du 4 mars 1941, qui stipule notamment que si Mannerheim et le gouvernement finlandais, les forces de défense et les forces armées empêchent les Allemands d'atteindre St. Petersbourg ainsi que d'empêcher les Allemands d'arriver à proximité de la ligne de chemin de fer Murmansk-Kantalahti-Kemi-Sorokka-Onega-Arkhangelsk et d'empêcher toute perturbation sur cette ligne de chemin de fer ainsi que toute perturbation sur la mer Blanche et le golfe de Finlande, et n'entraveraient pas les activités de l'Union soviétique dans cette région pendant toute la période où l'Union soviétique serait impliquée dans d'éventuelles hostilités avec l'Allemagne ou ses alliés, l'Union soviétique autoriserait la Finlande à réoccuper le territoire finlandais jusqu'à ses anciennes frontières. S'il n'est pas possible à la Finlande d'arrêter les Allemands sur son propre territoire, elle sera autorisée à arrêter les Allemands sur le territoire

finlandais de Carélie orientale, à condition que la ligne allant de la pointe sud de Syväri-Aäninen à la limite ouest d'Äänînen ne soit pas franchie et que la ligne de front au nord d'Äänînen ne s'approche pas trop de la ligne de chemin de fer mentionnée ci-dessus et dans le message radio.

Si la Finlande fait cela et assure le front nord de l'Union soviétique, du golfe de Finlande à l'océan Arctique, l'Union soviétique considère la Finlande comme son alliée dans la lutte contre les Allemands. En échange de cette alliance, l'Union soviétique cède à la Finlande l'ensemble de la Carélie orientale, territoire tribal finlandais, ainsi que les autres territoires placés sous contrôle soviétique par le traité de paix de 1940, à savoir les territoires de l'isthme de Carélie, du lac Kuola et de Petsamo.

Moscou, le 28 mai 1941

Joseph Staline

(nom non précisé)

(nom non précisé) »[209]

Les deux autres noms russes ci-dessus étaient écrits de manière si peu claire que VT n'a pas pu les reconnaître en copiant ce document en 1945.

Mannerheim/VT :

– Après avoir reçu la lettre de confirmation, le maréchal était à la fois ravi et déçu. Il estimait qu'en retardant sa réponse, Staline avait poussé les choses trop loin. Si les Allemands n'étaient pas arrivés avec leurs navires dans les ports du nord de la Finlande et s'ils n'avaient pas démontré concrètement que le danger d'un « Barbarossa » venait aussi du nord, Staline n'aurait pas donné la confirmation écrite malgré sa promesse. Ce qui a particulièrement irrité le maréchal – malgré la promesse de récompense qu'il recevait désormais pour avoir maintenu les Allemands sur le côté ouest de la ligne de Mourmansk – c'est à quel point les choses auraient pu facilement se dérouler différemment si la confirmation était arrivée en mars ou début avril. L'affaire aurait été encore mieux gérée si l'Union soviétique avait donné rapidement une réponse diplomatique et publique, comme l'avait demandé Mannerheim.

La Finlande décide de ne pas s'engager avec l'Allemagne

Le soir même (11 juin 1941), Mannerheim décida que la Finlande ne se lierait pas aux Allemands et n'accepterait pas l'ultimatum de coopération lancé par Hitler jusqu'au 14 juin 1941. Il fallait toutefois garantir à l'Allemagne que les troupes finlandaises participeraient à l'offensive allemande contre l'Union soviétique. Cela se ferait toutefois dans leurs propres zones de front et avec leurs propres objectifs. Cependant, la

[209] Tahvanainen, 1971, pp. 309-310.

manière dont l'armée rouge mènerait ses propres opérations militaires en ces jours critiques serait décisive pour la manière dont l'armée finlandaise se déploierait.

Le soir du 13 juin, Mannerheim discute avec le Président Ryti de la réponse et de l'engagement de Staline.

Ils décident à l'unanimité totale que la réponse à l'Allemagne ne peut désormais consister qu'en ce que l'armée finlandaise poursuive en premier lieu les anciennes frontières de l'Empire [Empire russe – NdT] dans le cadre de l'offensive allemande en direction de l'Union soviétique et ne s'engage pas à avancer au-delà de ce qui est stratégiquement nécessaire.[210]

Les questions militaires, mais aussi de politique militaire, liées à l'avancée de l'armée finlandaise vers l'isthme de Carélie et la Carélie orientale ont été laissées au maréchal. Parmi les questions fondamentales, le maréchal a abordé les points suivants :

1) L'avancée devrait se faire sur toutes les parties du front, en évitant autant que possible la perte d'hommes. Cela dépendrait toutefois de la volonté de l'armée rouge de se retirer et de la force de sa résistance.

2) Si nécessaire, les troupes soviétiques devraient disposer de plus de temps pour se retirer.

3) La population civile restée sur place devrait être bien traitée et toute destruction inutile de biens, de bâtiments, de routes, de ponts, etc. devrait être évitée.

4) Les commandants des troupes finlandaises devraient superviser leurs subordonnés jusqu'au niveau des bataillons/compagnies afin de s'assurer qu'après la cessation des hostilités et pendant la guerre dite d'usure, ils n'entreprennent pas d'actions militaires opérationnelles qui pourraient être considérées comme une violation de l'accord du maréchal avec Staline. Dans ce cas, il s'agirait en premier lieu de la ligne de l'isthme de Carélie près de Leningrad. En direction d'Aunus, le maintien ouvert de la ligne Louhi-Sorokka-Obozerskaya Arkhangelskaya, qui est une partie très importante de la ligne ferroviaire de Mourmansk, appartenant principalement à la section

[210] Cet objectif stratégique secret venait d'être convenu avec Staline et le maréchal supposait qu'il pourrait également s'entendre avec les Allemands sur un objectif de guerre suffisant pour les Finlandais. Le risque que Mannerheim prendrait dans le cadre de futures opérations militaires et d'éventuelles exigences des Allemands à cet égard serait toutefois très grand. Le maréchal serait-il en mesure de « jouer ses cartes » à ce moment-là, peut-être avec le commandement de l'armée la plus puissante du monde, de sorte que les actions militaires de son accord secret avec Staline (et Churchill) concernant l'armée finlandaise ne soient pas révélées et que l'accord lui-même ne soit pas violé envers des partenaires secrets (Staline, Churchill).

finlandaise.[211]

Remarque 2

Pour pouvoir évaluer la situation dont il est question ici, il vaut la peine de rappeler les vues et les plans exprimés précédemment par le maréchal et sur la base desquels la Finlande devrait désormais mener sa politique étrangère si la guerre commençait réellement.

Les dirigeants politiques finlandais avaient placé une grande responsabilité sur les épaules du maréchal afin d'aider notre pays à sortir indépendant et libre de la tourmente de la guerre lorsque la paix viendrait. Aucun fonctionnaire de l'État ne possédait les connaissances, l'expérience et les liens personnels avec les dirigeants des grandes puissances comparables aux connaissances de fond, aux connaissances linguistiques et au charisme personnel du maréchal.

Les discours du maréchal se terminaient presque toujours par l'affirmation que la Finlande devait conserver sa neutralité, ne pas s'impliquer dans des conflits majeurs et bien gérer ses relations avec tous les pays, mais surtout avec la Russie, car quelle que soit la situation mondiale, la Russie serait toujours notre voisine, quelle que soit la forme de gouvernement.

Après l'élection de Ryti à la présidence le 19 décembre 1940, Mannerheim eut avec lui des entretiens décisifs au tournant de l'année 1940/41. Ryti avait été poussé à le faire par le Président Kallio avant sa mort. Lors de ces entretiens bilatéraux, le maréchal fit de la prise en compte de ses vues et de son appréciation de la situation dans la future politique finlandaise une condition de sa nomination au poste de commandant en chef de notre armée. Il ne s'écarterait pas de la voie qu'il avait choisie pour préserver notre petit pays des désordres d'une grande guerre. Après délibération, le gouvernement et le Parlement avaient remis le 9 mars 1941 à Mannerheim les grandes lignes de la politique militaire et étrangère.[212] Ryti, Tanner et la direction des partis politiques, ainsi qu'indirectement le Parlement, confièrent à Mannerheim tous les pouvoirs de guerre. En tant que Président, Ryti avait naturellement le droit de recevoir des informations du maréchal et de négocier avec lui les décisions importantes de politique étrangère. Nous rappelons entre autres les actions suivantes :

1. le plan « Pyhäselkä » / Raappana & Sainio.
2. les visites de l'agent à Churchill (quatre fois).

---

[211] Front d'Aunus, 1942-43, 6e AK 5e D II/JR 44, général J. Järventaus : *« L'ordre était de ne pas avancer d'un mètre. Le Russe déplaçait ses troupes et son équipement derrière la ligne de front, souvent à découvert et sans se cacher »* (Tihvinä). Déclaration de V.O.Orama dans les années 1990.

[212] Hautamäki, 2004, pp. 267-268.

3. lettre du maréchal à Staline, 8 juin 1941.

4. les accords de transit Union soviétique/Allemagne 1941.

5. la prise de conscience intelligente du maréchal de se mettre en contact avec le haut commandement allemand lui permit d'obtenir des informations importantes sur leurs plans et leurs exigences envers la Finlande (visites d'officiers au quartier général allemand).

Cette ouverture a également levé les doutes de dernière minute au sein du commandement allemand quant à l'attitude de la Finlande vis-à-vis de l'action militaire à venir. Cela a peut-être permis d'éviter un coup d'État militaire et de supprimer la date limite du 14 juin 1941 pour l'ultimatum de Hitler du 2 juin 1941. Nouvel ultimatum de Hitler, présenté par le colonel E. Buschenhagen le 7 juillet 1941. Selon Hitler, la Finlande ne fait que jouer la montre, sans faire de déclaration de guerre publique. L'Allemagne apportera ses propres troupes si nécessaire (3 armées + des troupes blindées pour l'isthme de Carélie et l'isthme d'Aunus). Le maréchal promulgue son fameux ordre n° 3 (« ordre de l'épée et du poignard ») pour répondre à la demande de Hitler.

Comme exemple de l'autocontrôle strict du maréchal, de la nécessité de garder le secret lorsqu'il s'agit d'informations concernant les relations entre les grandes puissances, on peut citer la lettre de Ribbentrop que l'agent B a rapportée de Suède le 9 mars 1940 et que le maréchal ne communique à personne.[213] Le maréchal n'accepte pas l'engagement clair de l'Allemagne d'aider à l'expulsion des troupes soviétiques du territoire finlandais, mais n'admet pas non plus de nouvelles demandes d'aide de la part de l'Angleterre et de la France qui, sous la forte pression des dirigeants finlandais, avaient exigé une demande formelle en ce sens. Leur offre d'aide s'était révélée être une tromperie.

En 1945 encore, le Premier ministre J. K. Paasikivi, dont les nombreuses déclarations révèlent souvent un sens regrettablement bancal de la situation réelle, demande pourquoi Mannerheim n'a parlé à personne de la lettre qu'il avait reçue de Ribbentrop. La réponse du maréchal à cette question est tout à fait conforme à son caractère.[214]

L'entrée du journal de J.K. Paasikivi est révélatrice : *« En novembre dernier, il y a eu (selon Hitler) de nombreuses violations des frontières. C'est exactement la même chose qui s'est produite en Finlande. L'annonce par Molotov des intentions de l'Union soviétique à l'égard de Hitler en novembre 1940 nous libère de toute considération*

[213] Hautamäki, 2004, p. 174.
[214] Hautamäki, 2004, pp. 177-178.

morale. Elle nous donne le plein droit moral d'agir contre l'Union soviétique ».[215]

Mannerheim ne pouvait cependant pas être d'accord avec de telles conclusions rationnelles et moralement correctes dans son évaluation de la situation. Ce raisonnement de Paasikivi conduirait clairement à une situation dans laquelle la Finlande aurait les mains libres dans ses relations avec son voisin de l'Est et pourrait passer à l'offensive contre l'Union soviétique et le bolchevisme aux côtés de l'Allemagne. C'était bien entendu l'idée et le souhait de Hitler et des autres chefs de guerre allemands pour une participation finlandaise à l'invasion. Une récompense était promise à la Finlande après une guerre victorieuse – le rattachement de toutes les régions tribales à la Finlande en tant que « Grande Finlande ». La particularité était que les régions qui devaient être rattachées à la Finlande étaient pour l'essentiel les mêmes que celles que Staline venait de promettre par écrit, à savoir la région de Carélie orientale (O. W. Kuusinens Sowjetkarelien), à laquelle les communistes voulaient à l'époque rattacher le reste de la Finlande ! La situation pourrait-elle être plus ambiguë ?

Après avoir pris connaissance, grâce à ses contacts et aux efforts de ses agents, des plans des grandes puissances (= Moscou/Staline, Londres/Churchill, Berlin/Hitler, plus tard aussi Washington/Roosevelt) qui se battaient dans les camps opposés de la guerre, le maréchal devait être en mesure d'orienter les décisions militaires et politiques de la Finlande de manière à ce que les différents belligérants les acceptent et comprennent que les décisions et les actions de la Finlande seraient également à leur avantage dans la guerre.

La situation ainsi créée, que Mannerheim devait résoudre, était tout sauf simple. On pourrait à juste titre la qualifier d'extrêmement importante et en même temps carrément absurde dans le sens d'une conduite efficace de la guerre : la Finlande allait mener une guerre d'agression contre l'Union soviétique et le bolchevisme. Cette guerre d'agression devait toutefois être menée sur la base d'un accord secret proposé et accepté par la partie adverse, Staline lui-même et son principal allié, Churchill.

La crainte de Staline, exprimée par ses agents en contact avec Mannerheim (Gregori, Irina, Luci) dans plusieurs télégrammes demandant aux dirigeants finlandais de ne pas s'engager dans une grande offensive aux côtés de l'Allemagne, est parfaitement compréhensible. Le contexte de la Guerre d'Hiver et les conditions injustes du Traité de paix de Moscou, qui n'assuraient que la possibilité d'une nouvelle invasion de la Finlande (9e A/15-20 mars 1940 de Meretskov), sans parler de la rencontre de Molotov

[215] Paasikivi, 1991, p. 98, point 4, du 23.6.1941.

à Berlin les 12-13 novembre 1940. Les exigences que Molotov adressa à Hitler en 1940 étaient loin de donner à Staline des raisons de croire que la Finlande ne s'allierait pas à l'Allemagne pour survivre. La paix de Moscou en 1940, également imposée par Hitler, n'était en réalité qu'une « trêve » dans les plans d'avenir du Kremlin.

Il fallait donc présenter à la Finlande et à l'armée de Mannerheim un modèle d'opération qui, par une approche défensive et la promesse d'une magnifique récompense (la Carélie orientale), amènerait l'armée finlandaise à agir comme convenu.[216] Cela permettrait de stabiliser la partie la plus septentrionale du front soviétique et de sécuriser les liaisons maritimes via Mourmansk vers la Russie profonde par voie ferroviaire. En même temps, cela permettrait d'économiser des troupes de l'armée rouge pour les déployer sur les principaux fronts en Europe.[217]

Au printemps/hiver 1941, la Finlande et son armée étaient soudainement devenues un facteur important dans les plans stratégiques tant de Hitler que de Staline. Rétrospectivement, certains militaires et historiens ont estimé à juste titre que Mannerheim avait peut-être contribué aux évènements futurs de la Seconde Guerre mondiale en menant des opérations militaires.

La pleine participation de l'armée finlandaise à l'offensive avec les Allemands en été 1941, avec des objectifs communs étroits, aurait très efficacement contribué à la mise en œuvre du plan stratégique de l'armée allemande au nord. Mannerheim l'empêcha en n'agissant que dans les limites de son accord avec Staline (pas d'attaque sur Leningrad, arrêt aux ponts de Syvär et de Maaslina, ménagement de la voie ferrée de Murman entre Sorokka et Oszerskaya). En outre, avant même le déclenchement de la guerre, le maréchal refusa d'accepter la demande allemande de renforcer le front sud de l'armée finlandaise (trois divisions, renforcées par une unité blindée) et garda entre ses mains toutes les affaires opérationnelles des Finlandais.

Mannerheim remplissait ainsi son contrat avec Staline et suivait les souhaits des alliés de Staline (Churchill et plus tard Roosevelt). Avec les Allemands (Hitler), la situation était beaucoup plus délicate, notamment dans les premières années de la guerre (1941-1942). Il fallait cacher la collaboration avec Staline et donc avec les Alliés, tout en trouvant des raisons (souvent des excuses) pour refuser certaines opérations communes

[216] Pages 188-189, lettre de Staline.

[217] Le général Vatutin (dans STAVKA) calcula que l'accord Mannerheim/Staline épargnerait à l'armée rouge 22 divisions (complètes avec des chars de combat), de sorte qu'il ne resterait que 26 divisions sur le front finlandais.

proposées par les Allemands et tout à fait compréhensibles d'un point de vue militaire. Même nos propres généraux tels que Airo, Siilasvuo, Talvela, Raappana, Walden, ce dernier en tant que Ministre de la défense, et le général Heinrichs en tant que chef d'État-major (les deux derniers étant peut-être les plus importants confidents du maréchal) étaient souvent contraints de participer à cet étrange « jeu de hasard » du maréchal et de se demander ce que pouvaient être les actions de la Finlande.[218]

La Finlande procède à une mobilisation « silencieuse » – Staline répond à la lettre de Mannerheim/Ryti

Les signes de mouvements de troupes soviétiques et l'intensification des travaux de fortification de l'autre côté de la frontière suscitèrent l'inquiétude du commandement militaire finlandais. De nombreux éléments semblaient indiquer une préparation offensive plutôt que le retrait dissimulé de l'armée rouge convenu conformément à l'accord. Ainsi, le commandant en chef Mannerheim ordonna le 9 juin 1941 une mobilisation partielle de certaines parties des forces de défense, et après que VT fut retourné à sa propre unité (8e brigade), celle-ci fut également dissoute dans sa composition de paix. Après avoir reçu ses « papiers », VT s'est présenté en Finlande centrale (Saarijärvi), où l'I/JR 50, qui faisait partie du 11e bataillon commandé par le major Lieska, a marché vers Suolahti via Äänekoski (vers le 24 juin 1941), où se trouvait la gare la plus proche.

Le transport du bataillon depuis cette ville s'est terminé à Ahonkylä, près de Mikkeli. Le même jour, un message est arrivé du quartier général du district de protection de Joensuu, informant brièvement VT que *« des marchandises périssables étaient arrivées et devaient être contrôlées ».*

À l'époque, la radio se trouvait dans une pièce soigneusement verrouillée dans le grenier de l'arrondissement de protection de Joensuu et était réglée sur une réception automatique. Le message en langage codé était clair pour VT, et après sa visite à Joensuu, il a décodé le message suivant sur sa radio :

> *« Ici L+G+S+I / à Mannerheim et 816/ au gouvernement finlandais et au président / Staline vous remercie pour la promesse transmise par Mannerheim et le président / maintenant nous croyons en vous / nous vous remercions pour votre promesse initiale / nous ne croyons plus que St. Petersbourg et l'Union soviétique sont en danger depuis la Finlande / nous avons également reçu en retour le double de notre promesse / si vous rencontrez de la résistance dans la reconquête de vos territoires, c'est parce que le retrait de nos troupes a été retardé / comprenez-les et ouvrez votre propre voie / nous ne pouvons plus accorder d'attention à cette affaire*

[218] Talvela, 1976, pp. 270-271, 412-413, 430 et (Nordström, 1996) pp. 523-526.

maintenant / nous vous faisons confiance / La Finlande et la population du continent / par Staline et G+L+I/Emil G+I ».[219]

Mannerheim reçoit le lendemain une copie du message. Son contenu (*« Déblayez votre propre chemin »*) ainsi que les mouvements des troupes soviétiques et les fortifications dans les zones frontalières laissaient présager que l'avancée des Finlandais jusqu'à l'ancienne frontière de l'Empire [Empire russe – NdT] ne serait pas facile.

Remarque 3

L'auteur de ce texte est très sceptique sur un certain nombre de points mineurs concernant le traité rédigé par Staline et la promesse de récompense qu'il contient. Par exemple, il se demande si Staline aurait rédigé son contrat de sa propre autorité ou au moins avec la connaissance d'un collaborateur bien choisi et digne de confiance (G, L, I).

Un fait qui s'avère exact est le fait que le lieutenant-général A. Zdanov, lorsqu'il rendit visite pour la première fois au Président Mannerheim le 7 octobre 1944 en tant que président de la commission de contrôle, affirma qu'il n'avait pas connaissance du traité en question.

Les commandants du front de l'armée rouge n'en étaient guère conscients non plus, et les combats devinrent très violents, entraînant de lourdes pertes pour nos troupes, ce dont Mannerheim fut très affligé. Deux choses restent ici spéculatives : le maréchal a-t-il, dans cette situation difficile, profité des défaites de notre armée pour rejeter les nouvelles exigences offensives que les Allemands ont formulées par la suite ? La violence des combats et les pertes ont-elles masqué d'éventuels doutes des Allemands sur la spécificité de notre démarche militaire ? La deuxième question concerne la phase finale de la guerre. Les pertes subies par les Russes en 1941 étaient-elles si importantes que Staline, sous la pression de ses maréchaux soviétiques déjà victorieux, dut pour ainsi dire « punir » définitivement les Finlandais à l'été 1944, afin de masquer son « empreinte contractuelle » et de démontrer la force de l'armée rouge lorsqu'il lança soudainement sa grande offensive sur l'isthme de Carélie le 10 juin 1944 ? Mais cela s'est également soldé par les défaites de notre armée, tant à l'isthme de Carélie qu'à Ilomants.

Il n'y a qu'une chose que nous, les habitants d'un petit pays, ne pouvons pas encore vraiment comprendre : l'importance de l'estime de soi du soi-disant « prestige » en tant que dernier et triomphant acquis dans les futurs livres d'histoire.

[219] Tahvanainen, 1971, p. 314.

Le temps consacré à ces combats semblait trop long à l'armée rouge, avec les pertes qu'elle subissait, compte tenu des grandes batailles qui allaient s'engager sur le front principal. La volonté de paix finlandaise était également connue de Moscou dès cette époque. Mais la raison la plus sûre et la plus logique était peut-être le contact que Mannerheim avait eu en juillet 1944, par l'intermédiaire de son agent, tant avec les dirigeants américains (Roosevelt/Truman) qu'avec les dirigeants britanniques (Churchill).

Le maréchal exigea et obtint alors des garanties que l'indépendance de la Finlande serait préservée si des négociations de paix étaient entamées avec Moscou, mais désormais sans l'exigence d'une capitulation inconditionnelle. Cette garantie fut obtenue lorsque le maréchal présenta son accord avec Staline (au su de Churchill), dont la lettre du Président Ryti et du maréchal Mannerheim n'avait pas été portée à la connaissance des dirigeants américains (Roosevelt/Truman) par Churchill, du moins pas à temps.

Quand la Finlande allait-elle procéder à une mobilisation générale ?

La question qui préoccupait tant les dirigeants politiques que militaires de la Finlande était le moment de la mobilisation de toute notre armée. Quelle serait notre situation si l'Allemagne et l'Union soviétique parvenaient malgré tout à s'entendre ou si le déclenchement de la guerre était reporté à un avenir plus lointain ? Après tout, entre les grandes puissances, tout est possible, et cela a été prouvé à maintes reprises.

D'un point de vue militaire, la mobilisation des troupes devait avoir lieu à temps pour être couronnée de succès. La date du 16 juin 1941 avait été convenue avec les chefs de guerre allemands. Mobiliser un petit pays comme la Finlande avant que les hostilités n'aient éclaté et que la guerre ne soit certaine risquait d'affecter gravement le pays aux yeux de son voisin, l'Union soviétique. Le chef d'État-major de l'armée finlandaise, le général Heinrichs, s'adresserait donc probablement directement, à la demande du maréchal, au chef de l'État-major de liaison allemand, le général Waldemar Erfurth, qui était arrivé en Finlande le 14 juin 1941. Il s'agissait avant tout de garantir les intérêts politiques et économiques de la Finlande en cas de guerre. Le 15 juin 1941, le maréchal W. Keitel, représentant de l'OKW, répond à cette question du général Erfurth de manière un peu vague, mais de telle sorte que le commandement militaire finlandais se trouve devant une décision inéluctable : la mobilisation de toute notre armée doit com-

mencer le 18 juin 1941, sa mise en place pour la défense à nos frontières prendrait 8 à 10 jours.

L'Allemagne est prête à attaquer à l'Est

Au même moment, l'armée allemande, la Wehrmacht, se trouve dans la phase finale de sa marche de concentration. Grâce à une préparation minutieuse et au travail d'États-majors et d'autres organisations militaires fonctionnant bien, avec une attention particulière portée aux aspects secrets des concentrations, les principales forces armées allemandes avaient été concentrées pour l'opération Barbarossa. Au cours des derniers jours, les véhicules blindés se dirigeaient vers leurs « îlots » de positions d'attente dans les forêts et les champs dans les moments de calme de la nuit. L'armée allemande serait prête à attaquer le 22 juin 1941.

Sur la ligne Mer Noire – Mer de l'Est, longue d'environ 1 600 kilomètres, une armée expérimentée et puissante avait été mise sur pied avec un grand nombre d'hommes et de matériel militaire pour mener à bien l'opération Barbarossa : 153 divisions, dont 19 divisions blindées et motorisées, et 37 divisions fournies par les alliés, soit 190 divisions au total. Cette armée disposait de 3 582 chars de combat, 8 072 canons de campagne et de la DCA lourde. L'armée de l'air disposait de 2 510 avions de combat, auxquels s'ajoutaient environ 900 avions des alliés (environ 3 500 au total). C'était environ 1 000 avions d'attaque de moins que ceux que l'Allemagne avait mis à la disposition de son armée à l'été 1940 pour la campagne de l'Ouest contre la France.[220]

Avec cette armée et sa tactique de guerre éclair, Hitler espérait également pouvoir détruire le dernier front de blocage de l'adversaire (E = Union soviétique).

Une fois de plus, l'Allemagne devait frapper la première et arracher l'initiative à l'armée rouge, dont la force, surtout en termes d'hommes, ne devait pas être sous-estimée. Peut-être que les souvenirs de la Guerre d'Hiver finlandaise, le succès de la campagne de Scandinavie (exercice de la Weser) à la dernière minute et la brillante campagne et victoire française ont cependant convaincu les dirigeants allemands que « Barbarossa » réussirait. La connaissance de l'attaque imminente de l'armée rouge de Staline et l'échec de la tentative de Rudolf Hess de conclure la paix avec l'Angleterre (Churchill) ont toutefois contraint Hitler à réaliser « Barbarossa ». Il restait à voir si cette dernière tentative de frappes préventives réussirait avant

[220] Post, 2003, pp. 560-562 et annexe 5.

l'arrivée des alliés secrets de Staline (Churchill, Roosevelt).[221] [222]

Comme nous l'avons déjà mentionné, le déploiement allemand dans le cadre de l'opération Barbarossa avait été planifié avec précision, car les dernières opérations militaires dans les Balkans, par exemple, ne s'étaient achevées qu'au tournant du mois de mai/juin. La force de l'armée d'attaque allemande rassemblée de toute l'Europe sur le front principal représentait donc environ 2/3 de la force totale de l'armée de campagne allemande.

Hitler et le reste de la direction de guerre allemande étaient conscients du sous-dimensionnement des forces armées mises en place pour « Barbarossa ». D'un autre côté, ils faisaient confiance à la perspicacité stratégique et tactique de leur propre commandement et à la supériorité du soldat allemand. C'est ce qu'avait également compris Staline, dont les calculs sur la force de l'armée rouge aboutissaient à la conclusion qu'elle devait être suffisamment supérieure à tous points de vue pour pouvoir combattre avec succès l'armée allemande. D'un autre côté, il faut comprendre l'exigence de Staline concernant la force nécessaire de son armée rouge, car sa mission était l'offensive, ce qui, selon l'« ancienne » règle militaire, exigeait au moins trois fois plus d'hommes qu'un défenseur. Hitler n'avait cependant plus le choix. « Barbarossa » devait être exécuté !

La saison accéléra également le début de l'invasion, qui commença déjà un mois plus tard en raison de la campagne des Balkans. Le dernier espoir d'une paix de compromis avec les puissances occidentales, surtout avec l'Angleterre (le vol de R. Hess vers l'Angleterre le 10 mai 1941 avait été vain), avait échoué. À ce moment-là, l'Allemagne, malgré ses victoires, était devenue le centre non pas de deux, mais de plusieurs fronts qui engageaient ses forces militaires dans différentes parties de l'Europe.[223] [224]

Lors de la mise en œuvre du plan de guerre initial de Churchill, à savoir la création des fronts N, M, S et E, les ennemis de l'Allemagne avaient subi des défaites rapides sur tous les autres fronts, à l'exception du dernier, le front soviétique de l'Est (E). Pour Staline, ces revers subis par ses alliés étaient amers à voir. Il savait qu'une bataille décisive avec l'Allemagne était imminente. Serait-il en mesure de doter son armée rouge d'une force suffisante avant que Hitler ne tourne ses armées vers l'est ?

De son côté, Hitler a qualifié de faible la dernière résistance de l'armée rouge contre la Finlande lors de la Guerre d'Hiver de 1939-40. Cette

[221] Hautamäki, 2004, pp. 283-284, Les déclarations de Hitler.
[222] Shawcross, 1965, p. 68, Offre de paix de Hitler.
[223] Hautamäki, 2004, p. 283, déclaration de Hitler à Mannerheim le 4 juin 1942 à Immola.
[224] Lehmus, 1967, pp. 87-93.

impression était toutefois déjà fausse en 1941. Le commandement militaire allemand n'a manifestement pas tenu compte de la période d'environ un quart d'année de Staline.

La Finlande est au courant du pacte de guerre de Staline avec Churchill du 15 octobre 1939

Visite du Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et du lieutenant-colonel Veltjens et rencontre avec Ryti, Mannerheim et Heinrichs le 16 juillet 1940.

Mannerheim/VT :

– Ce jour-là, l'agent suédois « B » de Mannerheim était arrivé à Helsinki, avait rendu visite à Mannerheim et l'avait informé qu'il avait avec lui des invités d'Allemagne qui se trouvaient déjà à Helsinki et souhaitaient rencontrer le maréchal Mannerheim, le Premier ministre Ryti et le général Heinrichs, commandant des forces de défense finlandaises.[225]

> *« – Qui sont-ils et pourquoi sont-ils venus en Finlande ? » avait demandé le maréchal.*
>
> *B : – Le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop et un monsieur avec lui que je ne connais pas.*
>
> *– Pourquoi les as-tu amenés en Finlande sans ma permission ? Où sont-ils maintenant ?, avait demandé Mannerheim avec indignation.*
>
> *B : – D'après les paroles du Ministre von Ribbentrop, j'ai eu l'impression qu'ils avaient été invités ici et que les invitations venaient de vous, Monsieur le maréchal. Ils sont maintenant chez un de mes amis finlandais et attendent d'être reçus ».*

Mannerheim avait ensuite fait savoir qu'il avait contacté le Premier ministre Ryti pour lui demander s'il pouvait recevoir le Ministre allemand des affaires étrangères pour un bref entretien informel. Ryti avait demandé à Mannerheim de se joindre à lui. Lorsque le Premier ministre apprit que le Ministre allemand des affaires étrangères von Ribbentrop se trouvait à Helsinki, il fut surpris que le maréchal ait organisé une telle visite. Après avoir appris que le maréchal n'en avait été informé que depuis une demi-heure, Ryti avait appelé le Ministre finlandais des affaires étrangères pour lui demander s'il avait eu des nouvelles de l'étranger, notamment de l'Allemagne. Le Ministre des affaires étrangères l'avait informé que l'ambassadeur finlandais à Berlin avait télégraphié quelques minutes auparavant que *« dans un avenir proche, on attendait soit une visite de l'Allemagne, soit l'invitation d'une délégation militaire de haut niveau en Allemagne sous la direction de*

[225] Hautamäki, 2004, pp. 217-218, révisé le 14.6.1994.

Mannerheim ».

Ryti n'avait pas informé son Ministre des affaires étrangères que Ribbentrop était déjà à Helsinki. Au lieu de cela, il aurait appelé le Président pour lui dire ce qu'il venait d'entendre et que Ribbentrop était déjà à Helsinki. Comment procéderait-on dans un tel cas ? Le Président Kallio avait pressé Ryti et Mannerheim de parler à von Ribbentrop, mais lui-même ne voulait pas recevoir le Ministre allemand des affaires étrangères *« sans avoir demandé à le rencontrer auparavant, en raison de son comportement importun ».*

Mannerheim et Ryti, après avoir d'abord discuté de la question avec von Ribbentrop, pourraient décider entre eux si la présence et l'accord du général Heinrichs étaient nécessaires. En aucun cas, des accords ne seraient conclus avec les Allemands. Ils voulaient seulement entendre ce que les Allemands avaient à dire.

Sur la base de l'avis et des conseils du Président Kallio, le Premier ministre Ryti et le maréchal Mannerheim avaient reçu le Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop. Il était accompagné du lieutenant-colonel allemand J. Veltjens. Von Ribbentrop avait déclaré qu'il avait deux préoccupations :

Il aimerait lui-même discuter avec le Premier ministre Ryti et le maréchal Mannerheim de certains changements dans les affaires internationales. Entre-temps, M. Veltjens souhaiterait discuter avec le général Heinrichs des questions relatives au matériel militaire et aux armes, qui ont été abordées par écrit il y a quelques semaines, fin juin – début juillet.

Pour accélérer les choses, von Ribbentrop et M. Veltjens étaient venus en Finlande. Ils avaient informé la Finlande de leur arrivée quelques jours avant leur arrivée par l'intermédiaire de l'ambassade en Allemagne.

« Nous ne sommes pas prêts à discuter de l'achat d'armes et d'équipements militaires à ce stade, l'arrivée de M. Veltjens était donc prématurée. Nous annoncerons ces questions lorsque nous estimerons que le temps et la nécessité l'exigent. Nous ne savons pas encore si nous devons acheter des armes ou non. Vous pouvez, Monsieur von Ribbentrop, me soumettre votre cas ainsi qu'au maréchal Mannerheim. Le Président de la République n'aura pas l'occasion de les recevoir maintenant, si vous avez pensé à le rencontrer lui aussi », avait répondu Ryti.

« Je n'avais pas l'intention de rencontrer qui que ce soit d'autre que vous, le Premier ministre Ryti et le maréchal Mannerheim. M. Veltjens pourrait-il attendre ici dans une pièce séparée pendant que nous parlons ? », avait répondu et demandé von Ribbentrop en remarquant la froideur de l'accueil.

Le Ministre allemand des affaires étrangères avait sorti de sa serviette le traité de guerre soviéto-britannique signé par Churchill et Staline le 15

octobre 1939, qu'il avait intercepté lors de l'attaque aérienne allemande du 9 février 1940, et l'avait remis au Premier ministre Risto Ryti en l'invitant à l'étudier et en déclarant que des photocopies du traité et de ses pages avaient été mises à disposition.

« Je n'ai pas connaissance de quoi que ce soit de ce genre », avait dit Ryti d'une voix ferme à Mannerheim et von Ribbentrop. Mannerheim : *« J'ai reçu un courrier non sollicité d'Allemagne – je vais y répondre ».*

Après l'avoir examiné pendant plus d'une demi-heure, Ryti avait demandé s'il pouvait en avoir des copies, même en photo. Von Ribbentrop avait répondu qu'en ce qui concernait la Finlande, les copies étaient en possession de Mannerheim depuis le 7 mars 1940. Il avait été indiqué que la Finlande aurait accès à ce document à tout moment. Comme vous n'avez envoyé aucune personne connaissant le document, notre dirigeant a jugé nécessaire d'en informer le gouvernement finlandais le plus rapidement possible. À cette fin, il a déclaré qu'il était maintenant arrivé en Finlande avec ce document de guerre anglo-soviétique.

CHAPITRE 8

L'Allemagne frappe – « Barbarossa » – Lettre de Mannerheim et Ryti à Churchill

Le général W. Erfurth, qui avait été désigné par le commandement de la guerre allemande comme officier de liaison au quartier général finlandais, arriva à l'État-major général le 21 juin 1941 à midi. Il devait informer Heinrichs de la signification d'un message codé qu'il venait de recevoir du quartier général allemand et qui ne contenait que deux mots : « Barbarossa » (+ le mot code Dortmund) ; l'attaque allemande contre l'Union soviétique commencerait le lendemain matin.

En l'absence de Mannerheim, cette communication fut reçue par le général Erik Heinrichs, chef de l'État-major général. Au sujet de sa réaction, le général Erfurth écrit dans son journal : *« Il (Heinrichs) était visiblement surpris (« stupéfait »). Mais apparemment, il n'avait pas pleinement confiance dans la réalisation de 'Barbarossa' ».*

Lorsque Heinrichs s'est calmé, il m'a serré la main et m'a dit : *« Un moment historique, si tout se passe bien ».*

Hitler avait été contraint de surprendre une nouvelle fois ! La mobilisation de l'armée finlandaise était encore en cours. Dès le soir, le maréchal Mannerheim donna l'ordre d'occuper Åland et de garder une base russe à Hanko. Dès la nuit suivante, les troupes finlandaises avancèrent vers Åland.

L'attaque principale de l'armée allemande a commencé aux premières heures du même jour (22 juin 1941). Hitler surprend alors également sur le plan politique, car dans la déclaration d'attaque qu'il lit plus tard dans la matinée, il donne l'impression que la Finlande participe à l'invasion en tant qu'alliée de l'Allemagne (« en alliance »).[226]

C'était assez embarrassant pour la Finlande, et c'est pourquoi notre ministère des Affaires étrangères a été chargé de démentir les informations par le biais de nos ambassades dans le monde entier. Dans ces circonstances, Ryti et Mannerheim continuaient à considérer comme importantes les positions des puissances occidentales et la confiance dans la neutralité traditionnelle de la Finlande. Cela valait surtout pour les États-Unis, l'Angleterre, l'Union soviétique et la Suède.

Il n'a pas échappé à Hitler que les Finlandais préservaient avec zèle leur

[226] Annexe 9.

image de neutralité, alors que l'Allemagne était engagée dans une lutte décisive pour son existence. Dès ce premier moment (22-24 juin 1941), la situation, telle qu'elle avait été définie par notre maréchal, était déjà assez confuse. La Finlande ne semblait pas du tout avoir de « place » dans les rangs des belligérants. À Moscou, Molotov s'enquiert de la position de la Finlande auprès de l'ambassadeur Hynninen, qui promet de clarifier la situation. Mais comme il est d'usage en Russie, l'entretien est interrompu avant qu'une réponse ne puisse être donnée.

De son côté, Hitler suit la situation de près et se montre déjà très méfiant. Le Président Ryti doit bientôt lui expliquer la position de la Finlande sur la guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Le calendrier de la conduite de la guerre allemande pour le début des opérations militaires de l'armée finlandaise prévoyait que nos troupes seraient prêtes à attaquer à partir du 28 juin 1941, mais qu'elles passeraient immédiatement à la contre-attaque si l'armée rouge entamait une action offensive contre les Finlandais. C'est ce qui s'était passé, mais Mannerheim estimait à ce moment-là que les opérations de feu et de reconnaissance de l'armée rouge ne devaient pour l'instant que protéger la retraite des troupes. Le maréchal se garda strictement de toute action militaire du côté finlandais qui pourrait être en contradiction avec l'accord secret conclu entre lui et Staline.

Remarque 1

Dans ce contexte, il convient de souligner l'importance des reconnaissances secrètes normales effectuées en permanence par les armées afin de se tenir au courant des intentions de l'adversaire. Ainsi, même pendant la période d'entre-deux-guerres, les unités de commandement finlandaises ont mené des activités de reconnaissance derrière la frontière par petits groupes, y compris par des individus.[227] Ces soldats entraînés accomplissaient leurs tâches en tenue civile, conscients du sort qui leur était réservé s'ils étaient pris vivants.

Au début de l'attaque allemande sur l'Union soviétique, le 22 juin 1941, l'armée finlandaise se concentrait encore sur ses propres zones de front et se reformait pour se défendre.

Dès le matin du début de la guerre, le chef du petit quartier général de liaison allemand à Kajaani, le major Scheller, a proposé au capitaine P. Marttinalla, chef de la section des patrouilles à longue distance (III/Er.P-4) du quartier général opérant et s'entraînant dans cette région, que les patrouilles à longue distance finlandaises accompliraient une tâche

[227] Par exemple, le premier-lieutenant Paavo Suoranta, né le 10.12.1917 à Karstula - décédé le 4.11.2002 à Pello, chevalier de la Croix de Mannerheim n° 88.

importante et exigeante dont les soldats allemands, peu habitués à la guerre en petites unités militaires autonomes, ne seraient pas en mesure de se charger. Les Allemands étaient également pressés. Cette opération « Navigation » consistait à bloquer le trafic maritime entre la mer Blanche, le lac Vygozéro [?], le lac Anisjärvi, Yväskylä et Ladoga en faisant sauter les écluses du canal de Staline à Poventska. Les Allemands transporteraient le commando de destruction dans deux avions vers un lac à l'est de l'objectif.

Le capitaine Marttinalla a rapidement réuni une patrouille de seize hommes pour exécuter la mission. Cependant, comme l'opération nécessitait l'autorisation du quartier général, Marttinalla téléphona à Mikkeli, où le maréchal se présenta, déjà au courant de la proposition allemande. Mannerheim est très irrité et « tonne » que les Allemands ne doivent en aucun cas s'immiscer dans les affaires de ses troupes. Il n'accepte absolument pas une telle proposition. Le major Scheller est alors informé par Marttinalla de la position du maréchal. Il poursuit cependant l'affaire et pense qu'elle peut être réglée. Peu après, il informe Marttinalla que l'affaire est réglée et qu'il a deux possibilités : a) la patrouille portera des uniformes allemands et toutes les armes de la patrouille devront être allemandes, ou b) la patrouille portera des uniformes civils et des armes allemandes. Marttinalla est devenu particulièrement prudent et téléphone tout de même au général Heinrichs, qui l'informe que le maréchal est toujours opposé à toute l'action. Cependant, si elle est réalisée, le maréchal doit absolument insister :

1. toutes les forces d'intervention sont des volontaires ;

2. tous sont en tenue civile, toute référence au pays de fabrication ayant été supprimée ;

3. tous ont des armes et un équipement allemands ;

4. tous les effets personnels des hommes doivent être retirés, rien ne doit indiquer leur nationalité.

Suite à une erreur de navigation de l'équipage de l'avion allemand, la patrouille a décollé et atterri le 23 juin sur un lac en pleine nature, à près de 100 km à l'est de sa destination. La patrouille n'a atteint le lieu au nord de Poventsa que le 28 juin, après avoir déjà perdu mystérieusement un de ses officiers. Les portes de l'écluse étaient bien gardées, mais les deux chefs de patrouille ont tenté d'atteindre l'écluse en rampant et en nageant. Cette tentative a toutefois échoué lorsqu'un navire est entré dans l'écluse au même moment. Après qu'un des hommes a sauté dans l'eau froide avec sa lourde charge explosive lors d'une nouvelle tentative, il a été récupéré à moitié mort au dernier moment par son camarade, alors que le tir de

barrage ennemi avait déjà ouvert le feu. Sur le chemin du retour vers la Finlande, la patrouille a perdu un autre homme lors de la poursuite, qui, mortellement blessé, a trouvé sa dernière demeure dans la région de Carélie.[228]

Par ce petit incident, j'ai voulu attirer l'attention du lecteur sur les difficultés qui allaient certainement se développer dans la situation militaire et contractuelle créée pour Mannerheim, mais en même temps sur sa rare habileté à gérer dans ses appréciations et ses solutions la puissance purement militaire tant des petites que des grandes et importantes puissances alliées et belligérantes, afin d'éviter des conflits inutiles dans notre pays. Ce fut une caractéristique particulière des actions et des décisions du maréchal tout au long de la guerre de Continuation par rapport aux propositions, voire aux exigences des Allemands.

La puissance militaire de l'armée allemande et les différents types de matériel militaire et d'aide alimentaire qu'elle fournissait à notre pays étaient des facteurs que le maréchal et, sur ses instructions, notre direction politique devaient surveiller et prendre en compte avec attention.

L'Union soviétique lance des opérations militaires contre la Finlande le 22 juin 1941

Après que l'Allemagne eut lancé son offensive en Europe centrale au petit matin du 22 juin 1941, les troupes soviétiques commencèrent soudainement à opérer également sur les fronts contre la Finlande. L'aviation soviétique bombarde des cibles dans l'archipel de Turku[229], l'artillerie pilonne les territoires finlandais tant à la frontière orientale qu'à partir de la base de Hanko. Des dizaines de patrouilles ennemies effectuent des vols de reconnaissance le long de la frontière orientale et des échanges de tirs ont lieu. L'ordre du commandant en chef est cependant strict – pas de réponse aux tirs !

Dans les jours qui suivent, la situation devient de plus en plus difficile. Dans certaines parties du front, des signes indiquent que les troupes soviétiques se préparent à une attaque. Le maréchal voulait cependant les comprendre comme signifiant que les troupes soviétiques avaient « vidé » leurs réserves de munitions avant de se retirer.

---

[228] Palaste, 1981/1973, pp.17-23

[229] (Note du traducteur allemand : l'archipel au large de Turku (également appelé archipel de Turku) est composé de milliers de petites et grandes îles.)

Le Président Ryti et Mannerheim écrivent une lettre à Churchill le 24 juin 1941

Afin de s'assurer que les principaux alliés de Staline connaissent les aspirations et les objectifs militaires de la Finlande et surtout ce qui a été convenu avec Staline et la promesse écrite de les récompenser, Ryti et Mannerheim décident d'écrire une lettre à Churchill expliquant la situation. Le contenu de cette lettre est également expliqué par le maréchal à VT le 22 janvier 1950 à son domicile de Kaivopuisto, qui traduit également en finnois sa lettre à Staline du 8 juin 1941, que VT a remise aux agents de liaison russes à la frontière de Värtsilä le 11 juin 1941.

La lettre à Churchill se lit comme suit :

« Au Premier ministre d'Angleterre, sir Winston Churchill

En Finlande, nous savons que le 15 octobre 1939, lorsque vous avez signé avec l'Union soviétique de M. Staline le pacte pour la Seconde Guerre mondiale, vous avez livré la Finlande à l'Union soviétique. Tout comme l'Allemagne l'a fait le 23 août 1939 dans son traité avec l'Union soviétique.

Pour de nombreuses raisons, les actions et les plans de l'Angleterre, de la France et de l'Union soviétique contre l'Allemagne ont mal tourné et ont échoué. Lorsque leurs plans ont été connus de l'Allemagne et que les Allemands ont réalisé l'erreur qu'ils avaient commise à l'époque contre la Finlande, l'Allemagne a décidé de corriger cela et de sauver la Finlande des griffes de l'Union soviétique et des horreurs de la guerre. Dans la poursuite de ses propres objectifs et plans, l'Allemagne a désormais offert son soutien militaire à la Finlande.

Afin de clarifier les relations entre la Finlande et l'Allemagne, nous souhaitons vous informer, Monsieur le Premier ministre Churchill :

– la Finlande n'est pas engagée dans une alliance avec l'Allemagne et n'a pas l'intention de l'être à l'avenir.

– Même si la Finlande est contrainte d'agir de concert avec les Allemands contre l'Union soviétique, elle le fera de manière défensive, avec les objectifs que Staline nous a demandé d'atteindre et comme nous l'avons promis en notre nom à l'Union soviétique.

– Par l'intermédiaire de nos agents, nous avons tenté à quatre reprises, au cours de l'année 1941, de discuter de la situation du peuple finlandais causée par l'Union soviétique de Staline et par vous, Monsieur Churchill, en Finlande. Par deux fois, vous avez refusé de recevoir notre agent. Par deux fois, vous avez accepté de le recevoir et, les deux fois, vous avez insisté sur le fait que la Finlande devait absolument écouter et suivre les instructions données oralement, par lettre ou par radio par l'Union soviétique et par Staline.

– L'Union soviétique avait donné de nombreuses instructions par radio au nom de Staline et, dans une lettre signée le 28 mai 1941, Staline avait également confirmé ses instructions et sa promesse de récompense.

– Bien que la Finlande ne puisse être absolument certaine de la mesure dans laquelle les récompenses promises et vos exhortations, Monsieur Churchill, se réaliseront à l'avenir, en tant que pays neutre et dans l'espoir de rechercher la paix, nous tenterons par tous les moyens de répondre à vos souhaits et à ceux de Staline en faisant cesser la ligne de front et donc les opérations militaires dans la mer de glace et le golfe de Finlande au plus tard sur la ligne indiquée par Staline.

– La Finlande a donc respecté votre volonté commune en cessant les opérations militaires sur ladite ligne et en assurant par cette mesure la liberté de la voie maritime nord de l'Union soviétique, et nous osons espérer que lors de la conférence de paix qui se tiendra à la fin de la guerre, le respect des frontières de notre pays, les liens ethnographiques et l'indépendance de notre peuple seront préservés et garantis, comme nous l'a déclaré M. Staline d'Union soviétique dans sa promesse écrite du 28 mai 1941. Une copie de cette promesse en anglais est jointe pour vous, Monsieur le Premier ministre Churchill.

Helsinki, le 24 juin 1941.

Risto Ryti
Président de la République

Mannerheim
Commandant en chef des forces de défense »

La lettre a été envoyée au Premier ministre Churchill par l'intermédiaire de l'ambassadeur britannique en Suède, V. Mallet. En réponse à la question de Ryti à l'ambassadeur de Finlande en Angleterre (G. Vereker) sur l'opportunité d'envoyer une copie de la lettre au Président américain Roosevelt, l'ambassadeur avait déclaré que Churchill informerait de toute façon le Président du contenu de la lettre, de sorte qu'il serait inutile de l'envoyer.

De nombreux faits différents ont révélé par la suite que Churchill n'avait pas dit un mot à Roosevelt ou à d'autres représentants américains – dont le secrétaire d'État C. Hull – au sujet de cette lettre et de cette annonce très importantes pour la Finlande. Churchill garda le silence, mais son comportement ultérieur envers la Finlande, même après avoir reçu la lettre, montra assez rapidement qu'il considérait la Finlande comme un ennemi ouvert de l'Angleterre et qu'il agirait en conséquence en donnant les mêmes instructions à ses subordonnés.[230]

[230] Annexes 1, 2 et 3.

Remarque 2

Il est toujours étonnant (2006) de constater à quel point la direction de la guerre allemande a réussi à dissimuler jusqu'à la fin sa décision inéluctable de lancer la grande opération à haut risque à l'Est. Le temps perdu par la campagne de Hitler dans les Balkans a apparemment suffi à Staline pour anticiper l'invasion allemande à une date ultérieure, peut-être même au printemps suivant (1942).

Il savait aussi, comme Hitler l'avait dit à Mannerheim le 4 juin 1942 à Immola (Finlande), que l'armée allemande (principalement des engins motorisés) n'était absolument pas équipée pour la Guerre d'Hiver. Les grandes distances parcourues par les troupes et le ravitaillement en Russie rendraient la tâche très difficile à un attaquant, surtout compte tenu du froid notoire de l'hiver russe. L'armée rouge avait déjà appris une dure leçon dans ce domaine lors de la Guerre d'Hiver contre la Finlande en 1939-1940. De plus, le service de renseignement militaire (GRU) avait constaté que l'industrie allemande de l'équipement n'était pas en train de se procurer du matériel adapté à l'hiver, même pour ses propres troupes d'infanterie. « Le général Hiver » devait finalement devenir l'un des meilleurs et des plus fidèles alliés de Staline.

L'armée rouge aurait-elle alors été mieux lotie à cet égard si son offensive avait débuté avant Barbarossa ? Aucune autre réflexion n'est nécessaire à ce sujet. Les principales directions de choc de l'opération « Aparatzija Geroza » de Staline se dirigeaient vers le sud, vers l'Adriatique, la mer du Nord et l'Espagne. Et la couverture avait probablement été inventée il y a longtemps – en Russie !

Pourquoi l'Allemagne a-t-elle été contrainte de lancer son opération préventive « Barbarossa » le 22 juin 1941 ?[231]

Quelques données clés sur la situation politique et militaire dans les années 1940-1941 :

1) Hitler s'est rendu compte assez tôt que le pacte Molotov-Ribbentrop avait perdu sa signification (peut-être déjà pendant la campagne de Pologne, mais au plus tard le 9 février 1940), mais la situation politique et militaire générale l'a obligé, pour éviter le déclenchement d'une guerre sur deux fronts, à maintenir le pacte sous le prétexte de gagner du temps pour la réaction de son armée. L'interprétation de Staline concernant le pacte était cependant différente.[232]

---

[231] Annexe 8, déclaration de Hitler le matin du 22 juin 1941 et Hautamäki, 2004, p. 283, déclarations de Hitler du 4 juin 1942 à Mannerheim à Immola et une semaine avant sa mort en 1945.
[232] Hautamäki, 2004, pp. 101-104, 313-316.

2) Dans le cadre de l'offensive contre la Pologne, qui devait être lancée simultanément le 1er septembre 1939, Staline avait gravement trompé son allié. Après la déclaration de guerre peu surprenante de la Grande-Bretagne et de la France le 3 septembre 1939, Hitler fut contraint d'accepter de nombreuses exigences de Staline.[233] [234]

3) À présent, Staline aspire déjà ouvertement à la conquête de toute la Finlande sur la base de l'accord conclu avec Churchill le 15 octobre 1939, sans se contenter des arrangements frontaliers dans l'isthme, les îles du golfe de Finlande et la base de Hanko, qu'il avait déjà exigés en automne (cf. avec les pays baltes, dont Staline avait par exemple promis de garantir la souveraineté aux représentants de l'Estonie lors des négociations à Moscou du 24 au 27 septembre 1939, en prononçant le mot d'« honneur bolchevique »).[235]

4) Cette non-intervention dans la souveraineté des pays baltes indépendants et de la Finlande était également l'interprétation initiale de Hitler du contenu du traité M/R. Cependant, Staline trahit également son autre partenaire dans le traité – Churchill !

Selon un accord secret signé à l'automne 1939, Staline avait le droit d'occuper ces États frontaliers pour la durée de la guerre. Cependant, le subtil stratagème de Staline nie la signification de cette clause dans le protocole additionnel à l'accord avec Churchill sur la fin de l'occupation et le rétablissement de l'indépendance de ces pays après la guerre. Staline supprime cette obligation avec son plan de « démocratie populaire ». Comme les pays concernés avaient décidé, lors d'élections « libres » pendant l'occupation, de rejoindre la Fédération soviétique en tant que républiques, ils ne pouvaient pas non plus demander le rétablissement de leur indépendance après la guerre, de sorte que les traités n'avaient pas été violés. Churchill était lui aussi tombé, peut-être sans le savoir, dans le piège de Staline, mais il commit sa plus grande erreur en n'informant pas les dirigeants américains du protocole additionnel, qui ne l'apprirent qu'en 1944, lorsque la Finlande entreprit des efforts de paix.

5) Des documents trouvés dans le cadre de l'atterrissage forcé de l'avion par l'Allemagne le 9 février 1940 montrent que Staline avait conclu avec

---

[233] La reddition de la Lituanie, l'empêchement de la reconstitution d'une Pologne indépendante le 25 septembre 1939, la question territoriale roumaine, les actions et la propagande en Estonie, en Lettonie et en Pologne, l'invasion soviétique de la Finlande le 30 novembre 1939 (« Guerre d'Hiver »).

[234] (Note du traducteur allemand : par exemple de dissoudre l'État polonais afin que l'URSS soit directement limitrophe de l'Empire allemand pour les futurs plans de Staline ; et aussi les « sphères d'intérêt », qui étaient comprises tout autrement du côté allemand. L'URSS n'a pas été condamnée lors des « procès de Nuremberg » !)

[235] Hautamäki, 2004, pp.123-126.

Churchill et des représentants français un pacte de guerre commun visant à bloquer et à détruire l'Allemagne, ce qui constitue une violation de l'article IV du traité M/R.[236] L'Allemagne a gardé cette affaire très secrète et a utilisé les informations reçues par les services de renseignement pour prendre des mesures préventives en toute discrétion. Staline fut contraint de conclure la paix avec la Finlande par un ultimatum adressé au Kremlin les 3 et 4 mars 1940. L'occupation du Danemark et de la Norvège commença le 9 avril 1941 ; 24 heures avant l'arrivée des troupes britanniques et françaises en Norvège, le front M français, anglais, belge et néerlandais fut anéanti en un peu plus d'un mois par l'attaque du 10 mai 1940.

6) « Adoucir » l'Angleterre par la guerre aérienne pour la rendre favorable à la paix ne réussira pas plus que la menace d'une invasion (« Lion de mer »). La « puissante force aérienne » déjà mise en place par les Britanniques en 1938-39[237], le développement du radar, mais surtout les Spitfires pourraient infliger à l'armée de l'air allemande de Göring des pertes dont l'ampleur l'obligerait à abandonner les bombardements à grande échelle sur l'Angleterre. Hitler réalise alors que Churchill, soutenu (= exigé) par Roosevelt, n'acceptera aucune proposition de paix allemande.[238]

Staline, quant à lui, est très satisfait de l'évolution de la situation, car une guerre à l'Ouest, sans parler de l'invasion allemande des îles britanniques, lui donnerait le temps de renforcer encore plus l'armée rouge et de créer une base de départ encore meilleure pour sa future grande offensive : l'occupation complète des États baltes, le harcèlement et, le cas échéant, la conquête de la Finlande, la participation secrète à l'ouverture du front des Balkans (S) (Yougoslavie, Grèce). Hitler était déjà au courant de l'ouverture possible de ce front depuis le 9 février 1940. Afin d'apaiser la situation dans les Balkans, Hitler s'efforça de conclure des accords de neutralité avec les pays de la région (Yougoslavie, Roumanie, Bulgarie), ce qui fut couronné de succès, à l'exception de la Grèce, qui avait déjà conclu une alliance secrète avec la France et l'Angleterre depuis l'automne 1939. Lorsque la Yougoslavie fut encouragée à rompre son accord avec l'Allemagne par l'aide militaire secrète promise par les puissances occidentales et surtout par Staline (la capture de Simovic les 25 et 27 mars 1940), Hitler fut contraint de détruire l'ensemble du front avec ses propres forces (S).

L'attaque des troupes allemandes dans les Balkans (du 4 avril au 31 mai

[236] Hautamäki, 2004, p. 92, fronts N, M, S et E.
[237] Mannerheim, 1952, p. 92, 1938 Halifax / Mannerheim.
[238] Hitler avait fait plusieurs propositions de paix de ce type, par exemple à l'Angleterre le 6 octobre 1939, juste après la chute de la Pologne, à lord Tavistock le 18 janvier 1940 et à Roosevelt les 3 et 4 mars 1940 par l'intermédiaire de Sumner Welles.

1941) est rapide et dévastatrice. L'incapacité de l'armée italienne, alliée de l'Allemagne, et surtout de son commandement, à empêcher la formation de ce front franco-britannique (y compris yougoslave) dans les Balkans, est une cruelle déception pour Hitler. En outre, l'échec total des forces de Mussolini en Afrique du Nord (Libye, Chypre) aurait ouvert tout le flanc méditerranéen à l'ennemi. L'Allemagne a dû faire face à cette menace en envoyant le général Erwin Rommel et son armée de manière permanente en Afrique du Nord afin de maîtriser la situation dans cette région également. Le retard de « Barbarossa », le séjour de Rommel en Afrique et la « dispersion » des troupes de combat allemandes pour occuper de plus en plus de parties de l'Europe (Crète, Grèce, Serbie, France, Danemark et Norvège) pourraient avoir un impact décisif sur la future conduite de la guerre allemande.[239]

Bien que l'Allemagne ait eu à ce moment-là le contrôle militaire de facto de zones importantes en Europe et dans les Balkans, l'insuffisance de ses ressources globales était déjà évidente. Churchill s'en rendit compte et, en lançant un scénario d'horreur sur le marché médiatique américain, donna à Roosevelt la possibilité et l'arme pour prendre des mesures pratiques afin d'amener les États-Unis à la guerre en Europe.[240] [241]

7) À l'été 1940, Hitler avait donné l'ordre à son haut commandement de préparer les bases d'une éventuelle attaque contre l'Union soviétique (généraux Marcks, Warlimont, Paulus). Les raisons en sont l'information (9 février 1940) sur l'alliance militaire entre Staline et les puissances occidentales, la diligence allemande et la nécessité de se préparer militairement à temps à toute éventualité. La « transformation » des États baltes en républiques soviétiques et le nombre croissant de divisions de l'armée rouge aux frontières de l'Allemagne ont également joué un rôle. Vers la fin de l'année 1940, une grande quantité de travail personnel avait préparé les lignes principales pour l'opération « Barbarossa ».[242]

8) La déclaration du Ministre allemand des affaires étrangères Ribbentrop, citée dans le paragraphe précédent, donne déjà une indication claire de la situation dans laquelle se trouvait l'Allemagne en 1939-1941. Nous pouvons dire que la seule chance pour l'Allemagne d'en arriver là en agissant préventivement le plus rapidement possible est apparue par hasard,

[239] Ces victoires militaires évidentes de l'armée allemande entraînaient toutefois aussi le risque, déjà évoqué, d'une dispersion des forces combattantes dans toute l'Europe.
[240] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.
[241] Weeks, 2004, p. 12, les mesures prises par Roosevelt en septembre-octobre 1940 pour développer un vaste système d'aide militaire (prêt-bail).
[242] Déclaration de Ribbentrop, p. 124 : *« ...l'Allemagne n'a bénéficié d'un long délai de réflexion pour aucune de ses actions ».*

lorsque les Allemands ont mis la main sur les documents le 9 février 1940. Hitler connaissait donc à l'avance les plans de l'alliance européenne qui l'entourait (Angleterre, France, Union soviétique) pour détruire l'Allemagne. En même temps, le potentiel de guerre écrasant de cette alliance devenait évident si Roosevelt menait « officiellement » les États-Unis à la guerre dès 1941.

Hitler tenta donc désespérément de parvenir à une paix supportable en multipliant les propositions et les suggestions, mais les Alliés ne voulurent pas y consentir.[243] Au printemps 1941, le moment de la solution militaire était arrivé ! Pendant un an et demi, Staline avait pu tranquillement développer son propre potentiel de guerre, et il allait bientôt passer à l'offensive avec son armée rouge, dont l'histoire mondiale n'avait jusqu'alors pas connu la force.[244]

Il convient à ce stade d'attirer l'attention du lecteur sur une certaine analogie entre les évènements qui ont précédé la Première Guerre mondiale de 1914 à 1919 et la guerre elle-même, tels que décrits au chapitre 14, et les évènements correspondants de la Seconde Guerre mondiale. S'agissait-il en réalité d'un simple « match retour » avec les mêmes objectifs pour vaincre l'Allemagne, qui s'était soudainement remise du « cauchemar de Versailles » ?

Le service de renseignement allemand, sous ses différentes formes, suivait bien sûr la concentration de l'armée rouge à la frontière occidentale de l'Union soviétique contre l'Allemagne.

Malgré les fuites et le sabotage des « résistants », tant dans le service de renseignement allemand que dans le commandement suprême de la guerre (OKW, OKE), il s'est avéré que Staline concentrait tant de soldats de l'armée rouge à sa frontière occidentale qu'ils ne pouvaient, malgré l'alliance, représenter autre chose qu'une menace offensive pour l'Allemagne.

Le commandement de la guerre allemande disposait des informations suivantes sur l'évolution des effectifs de l'armée rouge à la frontière orientale de l'Allemagne :

1/9/1939	65 divisions
28/11/1939	106 divisions
15/7/1940	120 divisions (danger ! troupes allemandes encore encerclées à l'ouest)[245]

[243] Shawcross, 1965.
[244] Annexe 6.
[245] Hautamäki, 2004, pp.194-195, 210-211.

1/5/1941 158 divisions (Danger accru ! Combats dans les Balkans/ Grèce et Crète).

22/6/1941 170 divisions + 33 divisions de cavalerie et 46 divisions blindées motorisées.

Cependant, nous avons déjà constaté que ces chiffres ne correspondaient pas à la réalité du 22 juin 1941.

Le 1er échelon d'attaque stratégique de l'armée rouge comptait, avec ses réserves, environ cinq millions d'hommes, soit trois cent trois divisions au total, dotées d'un arsenal d'une ampleur inimaginable.

Hitler a déclaré plus tard[246] que la force de l'armée rouge et la quantité de matériel avaient été une véritable surprise pour les Allemands.

Il devait absolument frapper avant l'attaque imminente de l'armée rouge. Il n'y avait pas d'autre choix, car la dernière tentative désespérée de faire accepter aux puissances occidentales (maintenant Churchill et Roosevelt) les propositions de paix allemandes pour l'Europe avait échoué après la capture de Rudolf Hess après son vol vers l'Angleterre.[247] [248] [249] [250]

Le « moment du loup » de Staline

Il existe de nombreuses versions de la réaction de Staline lorsque la nouvelle de l'attaque allemande est parvenue au Kremlin. Le thème principal est son incrédulité inconcevable et son insistance fanatique sur le fait que Hitler ne pouvait pas encore avoir attaqué, même s'il connaissait l'existence de Barbarossa.

Toutes les tentatives des alliés de Staline (Angleterre, France) d'imposer les fronts (N, M, S) proposés et convenus par Churchill pour détruire l'Allemagne avaient échoué. Pour réaliser son « grand rêve », Staline savait que le moment était venu d'envahir son front (E), car une partie considérable des forces allemandes (environ 60 à 65 divisions) était désormais, bien que ses alliés n'aient pas réussi à ouvrir des fronts efficaces, déployée dans toute l'Europe, même en Afrique. Son armée rouge allait de toute façon frapper avant que Hitler n'ait eu la possibilité de rassembler suffisamment de troupes pour attaquer l'Union soviétique.

En temps de paix, Staline avait eu environ un an et demi pour équiper

[246] Entre autres, le 4 juin 1942 à Immola, lorsqu'il rendit visite à Mannerheim pour le féliciter à l'occasion de son 75e anniversaire.
[247] Hautamäki, 2004, p. 283.
[248] Paasikivi, 1991, p. 135.
[249] Rapport des sociaux-démocrates finlandais du 7 novembre 1941 dans le journal suédois *Göteborgs Handelsoch Sjöfarts Tidningen*, par le colonel Sune Bergelin.
[250] Paasikivi, 1991, pp. 97, 98.

son immense armée rouge sans subir de défaites militaires, pour développer l'industrie de l'armement du pays au plus haut niveau et pour prendre le contrôle des zones de départ favorables à une future invasion. Malgré tout cela, Staline est accablé lorsque la nouvelle de l'invasion allemande imminente atteint Moscou – Panique ! Il avait en effet commis une nouvelle erreur dans son calcul du temps.

Son attitude toujours méfiante à l'égard des provocations l'avait-elle empêché de tenir compte des nombreux avertissements qu'il avait reçus sur le moment de l'attaque imminente de Hitler ? Après tout, c'était tout ce qui comptait ; l'invasion allemande allait arriver, mais elle ne devait pas surprendre avant la propre attaque de l'armée rouge. (Staline : *« ...Hitler ne peut pas être aussi fou... »*).[251]

Les craintes exprimées par les maréchaux G. Joukov et S. K. Timochenko, selon lesquelles l'armée rouge serait attaquée par l'armée allemande pendant sa montée en puissance, s'étaient pourtant concrétisées. La propre dissimulation et le camouflage de Staline sur la « mobilisation silencieuse » devaient bien fonctionner du point de vue allemand. Dans le cadre de l'accord commercial entre les deux pays, des trains de marchandises pleins se dirigeaient avec « excès de zèle » vers le principal poste-frontière germano-soviétique (Malkin) jusqu'à quelques jours auparavant, de sorte que Hitler n'aurait eu aucune raison d'éveiller les soupçons.

La volonté de paix soviétique a été soulignée dans tous les discours officiels, dans la presse et à la radio (discours de Staline/Pravda, 5/6 mai 1941). Plusieurs sources mentionnent que Staline disparaît du bureau du Kremlin pour se rendre dans sa « datcha » après avoir reçu une information sur une attaque soudaine de l'Allemagne. Cependant, ces informations sur les actions de Staline se sont révélées fausses par la suite et il a agi avec une volonté de fer pour résoudre la situation. Ce n'est toutefois que le 3 juillet 1941 que l'on peut entendre sa voix pour la première fois à la radio. Dans son discours, Staline a appelé le peuple de l'Union soviétique à une lutte patriotique contre un ennemi brutal et impitoyable qui avait soudainement attaqué l'Union soviétique pacifique sans déclaration de guerre.

Le fait est que l'armée rouge était déjà en plein chaos sur son front contre l'Allemagne à ce moment-là ! Les troupes avancées rassemblées pour l'offensive (contre l'Allemagne), avec leurs énormes réserves de matériel, leurs moyens de transport, leurs chars et leurs dizaines de bases aériennes remplies d'avions, ont été prises au dépourvu et dévastées.

[251] Page 138, Richard Sorge.

Remarque 3

Le plan stratégique de l'armée rouge (Choukov, Timochenko/ « Aparatzija Geroza ») de prendre le contrôle par une attaque surprise et, après une percée, de déborder les fronts de l'armée principale avec une énorme supériorité en forces militaires et matérielles en Europe centrale et dans les Balkans, a échoué !

L'ancienne doctrine[252] d'une approche de solution en trois étapes (par étapes), qui a fait ses preuves, a dû être adoptée :

– Combats aux frontières, retard et retraite.

– Arrêter l'ennemi au plus profond de la Russie à l'aide de l'hiver.

– Contre-attaquer et vaincre l'ennemi.

Même cette option ne réussirait que si les puissances occidentales pouvaient, avec leur aide, compenser assez rapidement les énormes pertes en hommes et en matériel de la 1ère étape d'attaque de l'armée rouge, avant que l'effondrement final ne se produise ! Le facteur le plus important et le plus décisif serait un approvisionnement suffisant en matériel de guerre et en équipement, car Staline disposerait bientôt de réserves de main-d'œuvre suffisantes. (Le recrutement annuel de la classe d'âge s'élevait à environ 1 200 000 soldats ! L'Allemagne en avait environ 500 000). Certaines sources rapportent que Staline était prêt à accepter pour la première et dernière fois l'aide de ses alliés. Cependant, cette phase critique fut bientôt terminée et, afin de dissimuler son ambition ultime pour l'objectif de sa guerre, Staline refusa par la suite d'accepter une quelconque présence de ses alliés dans ses opérations militaires, dans sa propre production industrielle, etc.[253]

Lorsque Staline parle le 3 juillet, les colonnes de chars allemands des généraux Guderian et Hoth ont déjà dépassé Minsk et s'approchent de Vitebsk et du Dniepr. Le maréchal S.K. Timochenko et le général A.I. Eremenko, commandants des forces d'Extrême-Orient venues défendre Moscou, continuent à envoyer de nouvelles troupes et unités blindées malgré les pertes. Les pointes blindées offensives allemandes (Panzerspitze) doivent être stoppées au plus tard sur le Dniepr. De là, il y aurait un peu plus de 300 km jusqu'à Moscou !

L'armée rouge devait maintenant gagner du temps, encore et encore, même au prix de lourdes pertes, afin de sécuriser et de maintenir la 3e ligne de défense arrière (Moscou).

---

[252] Le maréchal russe, le prince M. F. Koutouzov (1745-1813) capitule en 1812 devant l'armée de Napoléon à Moscou et retient ainsi les Français et détruit finalement l'armée qui suit Napoléon, à Smolensk et sur la rivière Berezina.

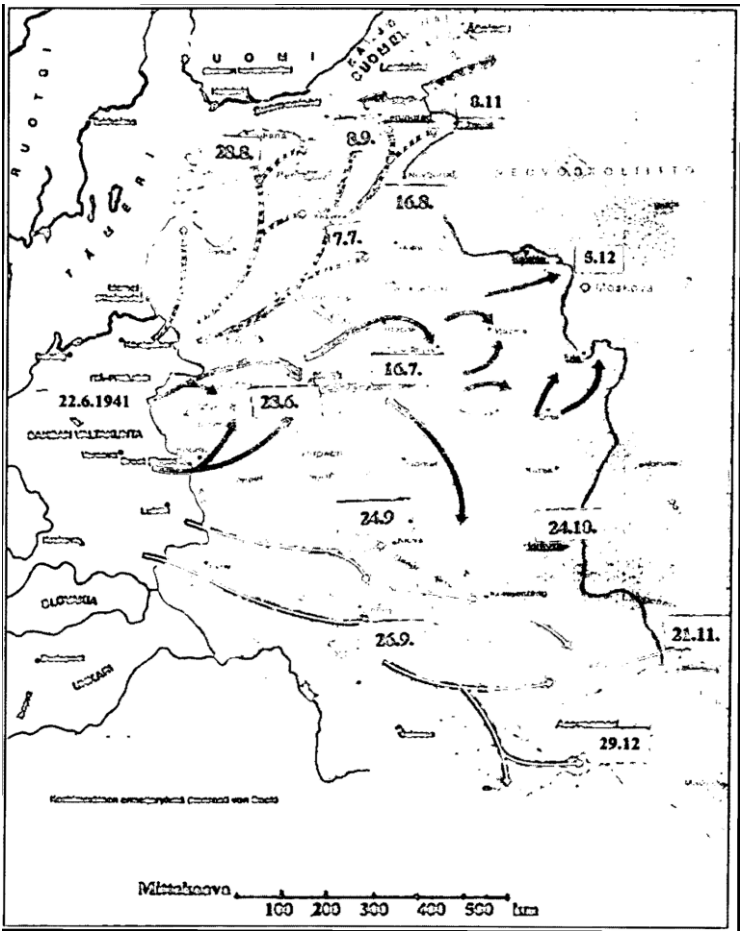
[253] Becker, 1991, L'ordre quotidien de Staline, Popov, Kharitonov.

Barbarossa, au début de l'opération. Le 21 juin 1941, le front oriental allemand disposait de sept armées, quatre groupes de chars et trois flottilles prêts à attaquer ; 3 millions d'hommes, 600 000 véhicules, 750 000 chevaux, 3 580 véhicules blindés, 7 184 canons et 1 830 avions.

Plus au sud se trouvaient les 3e et 4e armées roumaines. Du côté soviétique de la frontière, il y avait 10 armées totalisant 4,5 millions d'hommes.[254]

[254] Carell, 1964.

Du 22 juin au 29 décembre 1941, la Wehrmacht allemande attaque de manière planifiée et avance en Union soviétique.



Au même moment, le groupe d'armées Nord, dirigé par le maréchal von Leeb, perce les lignes de défense de l'armée rouge dans les pays baltes, sur la « ligne Staline », du lac Peïpous vers le sud et vers le nord jusqu'à Luga. Leur objectif est également clair : Leningrad ! C'est là que les Panzerkeile (pointes blindées) des généraux Georg-Hans Reinhardt et Erich von Manstein étaient dirigés.

Hitler avait-il une fois de plus frappé à temps et avec succès ?

Son armée, bien qu'inférieure, mais toujours très efficace et bien commandée, serait-elle capable de détruire le dernier front (E) prévu pour

démanteler l'Allemagne ? Des questions cruciales. Les futures livraisons prévues de matériel de guerre tomberaient-elles entre les mains des Allemands ?

Remarque 4

La bataille décisive de la Seconde Guerre mondiale avait commencé.

Dans leur historiographie, les vainqueurs ont présenté l'Allemagne et Hitler comme les initiateurs de la guerre (la campagne de Pologne du 1er septembre 1939). Ce n'est cependant pas la bonne vision des choses, car l'invasion soviétique de la Pologne (17 septembre 1939) fait partie de la même opération par laquelle Staline, en retardant tactiquement l'attaque de l'armée rouge, a habilement attiré Hitler dans un piège qu'il lui avait tendu en collaboration avec la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. Lors des négociations avec les puissances occidentales à l'été 1939, Staline et Molotov avaient convenu que seule une invasion allemande de la Pologne inciterait la Grande-Bretagne et la France à déclarer la guerre à l'Allemagne, et non à l'Union soviétique.[255]

Cependant, l'expression la plus claire de l'agression qui a déclenché la Seconde Guerre mondiale est, selon moi, l'attaque grossière de l'Union soviétique contre la Finlande le 30 novembre 1939 (la Guerre d'Hiver et le gouvernement d'O.W. Kuusinen), qui a violé tous les accords conclus entre les deux pays. Cette agression n'a pas été déclenchée par l'accord M/R entre l'Allemagne et l'Union soviétique mais par le nouvel accord de guerre secret entre Churchill et Staline (15 octobre 1939) qui permettait, après l'effondrement de la Pologne, d'ouvrir les fronts des puissances occidentales (N, M, S, E) afin de détruire rapidement l'Allemagne. *« La Pologne a d'abord été sacrifiée comme 'appât', puis les pays baltes, y compris – la Finlande ! »*[256]

Le lien entre Staline et Hitler

C'est au plus tard à ce moment-là que Hitler a compris que le voisin frontalier de l'Allemagne à l'Est, dans tous ses complots « conspiratifs » impitoyables et ses menaces militaires, était tout à fait Staline. Le propre allié de Hitler, dont les actions depuis la mise en œuvre de l'accord de 1936 avaient déjà éveillé des soupçons sur la fiabilité de Staline chez Hitler et dans les cercles internes de la direction allemande. Celles-ci furent encore renforcées lors des premières discussions liées à la campagne de Pologne. La déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France à

[255] Hautamäki, 2004, pp. 83-85.

[256] Lettre du Président Ryti et du maréchal Mannerheim au Premier ministre W. Churchill, 24 juin 1941, pp. 207-208

l'Allemagne, envisagée depuis longtemps, incita Hitler, afin d'éviter une guerre sur deux fronts, à rechercher une plus grande coopération et une paix entre les deux pays. L'accord M/R signé à Moscou (23 août 1939), auquel Staline donna un contenu au plus tard dans le contexte de la Guerre d'Hiver finlandaise et de la notion de « sphère d'intérêt », s'avéra finalement être un piège bien planifié, non seulement pour Hitler, mais aussi pour les alliés occidentaux.[257] À « l'ombre » du pacte Molotov/Ribbentrop, les conspirateurs des trois puissances poursuivaient chacun, depuis l'automne 1939, leurs propres buts de guerre secrets, visant non seulement la destruction de l'Allemagne, mais aussi la réalisation de leurs propres objectifs secrets et égoïstes : le maintien de l'hégémonie de l'Empire churchillien/britannique dans le monde entier, ce qui supposait la destruction de l'Allemagne.

Staline – Révolution mondiale et dictature du prolétariat. Roosevelt – développement des États-Unis en tant que première puissance militaire et économique du monde.

Ces scénarios reflètent désormais le fait qu'en ce début de XXIe siècle, les États-Unis ont atteint leurs grands objectifs en mettant en œuvre la « démocratie américaine » qu'ils ont définie et promue. Les méthodes ont toutefois souvent été assez discutables dans les décennies d'après-guerre, de notre point de vue européen, surtout après ce qui allait devenir l'Union soviétique.

Effondrement de l'Union soviétique (Vietnam, Grenade, Somalie, Afghanistan, Irak, bientôt peut-être Iran et Corée du Nord), mais aussi Cuba (éventuellement une exception) et presque tous les petits États d'Amérique centrale, pour la plupart dirigés par des « présidents fantoches » soutenus par des dollars américains.

Le moment de vaincre le dangereux et puissant adversaire du front de l'Est (E) planifié par Churchill, l'Union soviétique dirigée par Staline, et d'empêcher sa grande offensive en amont, était définitivement venu pour l'Allemagne. Il n'y avait plus d'autre solution.[258]

L'importance du pouvoir de Staline et de la propagation du communisme en Europe – peut-être même dans le monde entier – en cas de victoire de l'armée rouge, était alors considérée comme une évidence par Hitler.[259]

Pour le prouver et convaincre Churchill et les Britanniques, ainsi que Roosevelt, de son offre de paix, Hitler envoya Rudolf Hess en Angleterre le

[257] Becker, 1991, pp. 226-227, l'ordre du jour de Staline du 16 février 1943.
[258] Hautamäki, 2004, p. 283, déclaration de Hitler à Mannerheim du 4 juin 1942.
[259] Mannerheim, 1952, pp. 63-64, discussion Mannerheim/roi Edward VIII à Londres en 1936.

10 mai 1941, dans une dernière tentative désespérée. Il avait tous les pouvoirs pour convenir de la paix, de frontières équitables pour les nations européennes, du droit de tous les États, même les plus petits, à déterminer leur propre système étatique, etc. Mais le plus important était l'invitation faite aux puissances occidentales de ne pas soutenir l'Union soviétique maintenant, afin que l'Allemagne la contraigne à accepter la paix, si nécessaire par son action militaire future. Mais tout cela n'avait servi à rien !

Churchill et surtout Roosevelt voient la situation différemment de leur point de vue. Ils comptent sur Staline et l'Union soviétique pour jouer un rôle important dans l'écrasement de leur principal ennemi, l'Allemagne, ce qui était déjà l'objectif de la Première Guerre mondiale. Mais même avec l'aide des traités de paix de Versailles, cet objectif n'a pas pu être atteint, et l'Allemagne avait commencé à sortir de son état d'humiliation sous Hitler.

En raison de la propagande de guerre profondément enracinée depuis des années, un changement dans lequel l'Allemagne et Hitler ne seraient plus étiquetés comme les pires ennemis de la paix et de l'humanité dans les deux pays serait difficilement possible. D'un autre côté, Staline leur offrait, avec le nombre de ses divisions et de ses réserves, une arme pour ménager leurs propres soldats, bien sûr en ne fournissant à l'armée rouge que la quantité de moyens financiers, d'armement et d'autre matériel de guerre nécessaire à une conduite efficace de la guerre.[260] Laissons d'abord les dictateurs se battre entre eux jusqu'à épuisement, et lorsque l'Allemagne s'effondrera, ils s'occuperont de Staline et créeront leur propre nouvel ordre en Europe et en même temps – dans le monde entier (*sic*).

Il semble qu'aucun des deux dirigeants occidentaux – en particulier Roosevelt – ne connaissait le « grand rêve » secret de Staline et ne se fiait à son mode de pensée « démocratique ». Cela semble toutefois peu crédible étant donné que les informations sur les purges de Staline et la terreur exercée contre son propre peuple dans les années 1920 et 1930 étaient accessibles au monde entier.

Il en va de même pour les mesures et les efforts (Komintern, GRU, KGB, « Rote Hilfe », exportations d'armes) visant à étendre activement l'idée communiste dans l'Europe d'après-guerre et, plus tard, surtout dans les pays en développement qui se libéraient progressivement de la domination coloniale occidentale.

Toute sa vie, Churchill a défendu la vision de l'ancien Empire britannique d'un « équilibre des puissances » en Europe. Après la défaite de l'Espagne, des Pays-Bas, de la France et finalement de Napoléon, l'Empire

[260] Weeks, Déclaration de Roosevelt.

allemand d'Otto v. Bismarck, actif, travailleur et technologiquement supérieur, représentait en 1871 la plus grande menace pour l'Empire britannique.[261]

Sa compétitivité dans le commerce mondial, sa politique coloniale naissante et le développement de son influence sur d'autres États européens représentaient pour les Britanniques un sérieux « travail de sape » de tous les aspects de leur hégémonie britannique, notamment le commerce extérieur dont le pays était totalement dépendant (le roi Edward VII d'Angleterre : *« Nous devons tout faire pour empêcher l'ascension de l'Allemagne, surtout son commerce. »*) Presque 100 ans plus tard, Churchill est toujours prisonnier de sa pensée presque maladive, voire paranoïaque, face à cette menace pour la suprématie de l'Empire britannique. Enfin, après la Première Guerre mondiale, il fallut en 1919 estropier l'Allemagne par des réparations de guerre (Versailles) et en 1939 détruire « définitivement » l'Allemagne et le Troisième Reich de Hitler.[262]

Après la défaite de la France à l'été 1940, seule l'intégration de Roosevelt et de Staline dans une alliance commune offrait une base réelle pour la réalisation de l'objectif cynique et destructeur de Churchill.

En mai et juin 1941, Churchill et Roosevelt sont tous deux confrontés à un choix politique majeur et définitif : la guerre, qui conduira à une conflagration mondiale destructrice, ou la paix, proposée par l'Allemagne ?

Staline ne poursuivrait guère ses activités s'ils cessaient toute aide militaire à l'Union soviétique. Mais ils optent pour – la guerre ! Au cours des quatre années suivantes, le monde allait connaître les ravages et les tourments les plus terribles que l'esprit humain puisse imaginer.

Face à l'opération allemande Barbarossa ainsi qu'à l'offensive majeure imminente de l'armée rouge de Staline, les dirigeants des deux puissances occidentales décident de soutenir l'effort de guerre de Staline en Union soviétique tout en soutenant le communisme.

Même les États-Unis ne pourraient pas « sauver » l'Empire britannique et le reste du monde de la domination hitlérienne si l'alliance avec Staline ne fonctionnait pas. C'est pourquoi l'armée rouge devait être équipée de tout le matériel de guerre possible fourni par les États-Unis pour lutter contre l'Allemagne et ses alliés (c'est-à-dire également contre la Finlande).

Les lettres de Roosevelt à son envoyé W.C. Bullitt et à Churchill[263], dans lesquelles il explique qu'il considère Staline comme un « bon démocrate » et

[261] Hautamäki, 2004, Disraeli, Crowe, Edward VII, Churchill.
[262] Hautamäki, 2004, pp. 305-306, annexe n° : 8 et explications ; S. Welles : Churchill / Brüning.
[263] Weeks, 2004, p. 46.

qu'il l'aidera de toutes les manières possibles, et que Roosevelt a maintenant la sagesse de ne pas parler du remboursement de l'aide, car dans ce cas Staline pourrait abandonner ses projets d'expansion et autres conquêtes en Union soviétique (pays baltes). De nombreux pays européens ont payé le prix de cette naïveté inimaginable de Roosevelt pendant un demi-siècle[264].

En Angleterre, la machine de propagande de Churchill a réussi depuis des années à influencer l'opinion publique contre l'Allemagne par ses déclarations non dissimulées. Cette action arbitraire a été menée par le confident de Churchill, lord R. G. Vansittart, qui s'était fixé comme mission de vie d'affaiblir durablement l'Allemagne depuis la Première Guerre mondiale. En février 1938, peu après sa retraite, il fut nommé par Churchill à la tête du comité de coordination de la propagande et autres désinformations à l'étranger et fut son conseiller en politique étrangère. Ce comité était très influent au sein du ministère des Affaires étrangères (FO), de la radio (BBC) et de la presse. Ses missions comprenaient également l'espionnage, éventuellement les assassinats, le sabotage, la création et le financement de mouvements de résistance, etc.[265]

Aux États-Unis, en revanche, le Président Roosevelt était confronté à de graves difficultés, car la grande majorité des Américains (environ 70 à 80 %) n'acceptaient pas Staline et le socialisme qu'il représentait. La nouvelle hausse du chômage entre 1938 et 1939 et les problèmes du formidable programme du New Deal de Roosevelt, mis en difficulté en raison de la trop grande ingérence du gouvernement fédéral dans l'économie intérieure traditionnellement libre des États-Unis, donnèrent toutefois une grande impulsion à la pensée socialiste dans le pays.

Tout au long de l'histoire, les chefs d'État ont eu besoin d'attirer l'attention des citoyens sur l'existence d'une menace extérieure, leur culpabilité dans l'urgence et les avantages de l'élimination de la menace – même s'il s'agit d'une guerre. Et c'est encore le cas aujourd'hui !

Une énorme machine de propagande a été mise en place pour montrer que cette menace extérieure était l'Allemagne en Europe et le Japon dans le Pacifique. Pour éliminer ces menaces, il était absolument nécessaire de choisir le modèle américain : la guerre ! La malignité et l'inhumanité de ces menaces étaient représentées par de sombres images. Les gens seraient à nouveau appelés à prendre les armes pour défendre les droits fondamentaux et les droits de l'homme dans le monde. Les États-Unis agiraient

[264] [NdT française : Roosevelt n'était absolument pas « naïf », il savait parfaitement qui était Staline et ce dont il était capable, cf. *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton Bradberry et *L'arnaque mondiale* d'Ernest Elmhurst, didi18edition.com]

[265] Klüver, 1997, pp. 28-30.

comme l'arsenal des démocraties et garantiraient, grâce à l'industrie de guerre en expansion rapide, des emplois et du pain pour le peuple et de l'or pour l'État ![266]

Cette machine de propagande sophistiquée, à laquelle « l'homme de la rue » américain non informé accordait un crédit naïf, a finalement conduit à un renversement des sondages. Les films projetés sur les bateaux aux soldats américains en route vers l'Europe, dans lesquels Staline, « l'oncle Joe » et « le petit père soleil » étaient présentés comme des défenseurs de la démocratie et l'Union soviétique comme un bastion incomparable de la démocratie, pour le salut duquel les troupes américaines étaient désormais en route pour une « nouvelle croisade » et une guerre sainte en Europe, sont exemplaires. Hitler et l'Allemagne, en revanche, étaient l'incarnation du mal qui devait disparaître pour préserver la civilisation dans le monde afin de la détruire.[267]

La chute de l'Union soviétique sous Staline donnerait à Hitler la possibilité de réclamer avec plus de force la paix en Europe, ce que les deux dirigeants occidentaux avaient refusé à plusieurs reprises. Il ne s'agissait pas tant de la personnalité de Hitler, c'est-à-dire de savoir qui dirigeait l'Allemagne, comme on le prétendait, mais de la soumission de l'Allemagne en tant qu'État. Ce fait a également été constaté avec amertume par les « cercles de résistance » allemands qui, dès 1941-1942 et encore en 1944, cherchaient à renverser Hitler. Le fait que Roosevelt ait insisté dans ce contexte sur la « capitulation inconditionnelle » de l'Allemagne a finalement détruit les espoirs de paix honorable de la résistance, qui avait planifié le renversement de Hitler et son élimination par des attentats, et a incité l'armée allemande à se battre jusqu'à la fin amère.

En ce sens, le vol de Rudolf Hess vers l'Angleterre en 1941 et ses contacts avec les dirigeants de ce pays afin d'obtenir la paix en 1941 avaient d'abord été dissimulés et invalidés par les deux parties.

Rudolf Hess lui-même a été emprisonné par Churchill en dépit de toutes les lois non écrites de la conduite de la guerre et des règles de « gentlemen » de la diplomatie, et sa résistance psychique a été brisée par certains « traitements » au cours des quatre années d'isolement qui ont suivi. Concernant le vol de la paix de Hess, quelques particularités sont encore examinées pour la partie britannique : il reste cependant une image sombre et repoussante des dirigeants alliés ultérieurs (M. Gorbatchev, M. Thatcher, G. Bush) qui ont non seulement accepté la peine de prison à vie prononcée contre Hess

[266] Hautamäki, 2004, p.109, référence n° 43, Roosevelt 1938.
[267] Série de films de la première à la troisième guerre mondiale, « L'Amérique en guerre ».

lors du procès de Nuremberg, mais qui ont eux-mêmes accepté, pendant leur propre règne, l'assassinat de sang-froid par la CIA et les services secrets britanniques (MI5), le 17 août 1987, d'un vieil homme (93 ans) détenu seul et à l'isolement depuis plus de 40 ans dans la prison de Spandau en Allemagne.[268] Ce crime a été commis alors que l'opinion publique mondiale commençait à réclamer la libération de Hess, après qu'il ait suffisamment souffert.

Cependant, la raison principale de son acte était probablement la peur de révéler des informations sensibles retenues par les vainqueurs et qu'il aurait peut-être pu divulguer s'il avait été libéré.[269]

Cela fait tout juste 20 ans (2007) que Hess a été assassiné. Les deux services secrets (CIA et MI5) ont enquêté eux-mêmes sur leur propre crime, et l'affaire a été déclarée comme un suicide ! C'était le mensonge auquel le monde devait se résigner. Et le monde s'est résigné à cela et s'en souviendra à peine. En principe, la chaîne de cas similaires est presque ininterrompue au moment où j'écris ces lignes (2007).

L'assassinat de J.F. Kennedy reste inexpliqué, tout comme la mort subite de plusieurs témoins de cet assassinat ! L'implication de la CIA et de la mafia dans l'assassinat de Fidel Castro – non élucidée !

Les confessions du lieutenant-général Pavel Sudoplatov (chef du département des opérations spéciales du NKVD) sur les nombreux attentats qu'il a commandités, notamment après la guerre, par le biais de réseaux de renseignements étrangers.

Les meurtres d'Alexandre Litvinenko et de la journaliste Anna Politkovskaïa, ainsi que de plusieurs autres journalistes en Russie, organisés par le Service fédéral de sécurité (FSB) russe, ne semblent toujours pas avoir été élucidés.[270]

L'antipathie personnelle de Churchill et de Roosevelt, la campagne de propagande incendiaire (par exemple du *New York Times* de 1933 à 1939) contre l'Allemagne et les nationaux-socialistes, qui était en cours depuis des années dans les deux pays, avait maintenant conduit les deux dirigeants

---

[268] Melaouhi, 2009.

[269] Hess, 1994, pp. 158-159.

[270] Il n'est pas rare de constater aujourd'hui que les services de renseignement (police de sécurité, police secrète, etc.) de nombreux États, grands et petits, accomplissent, sur ordre de leurs dirigeants, des tâches qui sont au-delà de toute morale et de toute humanité et hors de portée de la loi, protégés par leurs « grands maîtres ». La justice ne représente pas nécessairement toutes les valeurs fondamentales du principe d'égalité et peut être partiellement influencée par les dirigeants politiques de l'État et leurs instruments, tels que la police. Si nécessaire, les mafias locales peuvent également effectuer un sale boulot clandestin pour les mêmes commanditaires, en obtenant en contrepartie une plus grande liberté d'action.

occidentaux dans une impasse certaine. Comment expliquer aux habitants d'Angleterre et d'outre-Atlantique en Amérique qu'il était possible de négocier avec Hitler et d'apporter la paix à l'Europe et au monde entier ? Mais le dernier obstacle est sans doute l'influence et la puissance de l'organisation mondiale judéo-sioniste au sein des principales puissances occidentales, à commencer par les États-Unis.

Ce n'est pas seulement « l'équilibre des puissances » européen déjà détruit par la révolution russe en 1917, mais la conception globale, mondiale, de l'importance de sa propre puissance – un équilibre dans lequel ni une personne comme Hitler ni l'Allemagne qu'il dirigeait n'avaient leur mot à dire dans les affaires européennes – qui a conduit ces deux grands dirigeants, comme leurs prédécesseurs, à faire leur choix décisif et fatidique lorsqu'il s'est agi de la question – guerre ou paix ?

Il suffit de penser à la Société des Nations, créée après le traité de Versailles de 1919, et au rôle décisif (droit de veto) que les grandes puissances se sont réservé dans l'organisation au sein de l'organe principal de l'organisation, le Conseil de la Société des Nations. Cela se retrouve également dans les « phrases » par ailleurs brillamment écrites dans les documents fondamentaux des Nations unies (ONU), créées en 1945 après la Seconde Guerre mondiale, sur l'égalité et les droits de toutes les nations (y compris les nations vaincues) et des individus.

Le pouvoir de décision ultime des puissances victorieuses se reflète toujours dans la composition du Conseil de sécurité, l'organe le plus important de l'organisation, et dans le droit de veto de ses membres ! Le désir passionné des deux dirigeants de l'Ouest (Roosevelt, Churchill) de détruire l'Allemagne et Hitler et d'atteindre leur propre objectif d'après-guerre (= « nouvel ordre mondial ») devient un facteur décisif dans leurs décisions.

Si l'Union soviétique s'effondre maintenant, ils n'obtiendront peut-être jamais la domination du nouvel ordre mondial qu'ils ont imaginé et les jours de la Normandie et des « Overlords » ne viendraient jamais ! C'est donc l'Union soviétique de Staline qu'ils choisissent pour faire la guerre et pour en être le combattant, oui, pour en être la future victime !

Remarque 5

« Si l'Allemagne devient trop forte, elle doit être écrasée à nouveau – et cette fois-ci pour toujours », déclare Winston Churchill à Londres en 1934 à Heinrich Brüning, l'ancien chancelier de la République de Weimar.

« L'Angleterre ne peut pas permettre l'hégémonie d'un autre pays sur l'Europe continentale sans savoir que nous allons perdre. Nous avons combattu Napoléon pendant

22 ans et nous combattrons Hitler et l'Allemagne pendant 100 ans s'il le faut », s'exclama sir Horace Wilson, secrétaire d'État au Foreign Office, au représentant de la DNB, Fritz Hesse, le soir du 2 septembre 1941 à Londres, en suggérant que Hitler renoncerait à son invasion de la Pologne si les 16 points raisonnables proposés par l'Allemagne servaient de base à des négociations communes avec la Pologne. Sir Eyre Crowe FO sous-secrétaire d'État dans ses mémoires du 1er janvier 1907 : *« Nous (la Grande-Bretagne) devons toujours nous allier avec le deuxième plus fort sur le continent contre le plus fort – c'est-à-dire, depuis 1871, contre l'Allemagne ».*

Dès les premiers jours de la guerre, Londres (FO/Churchill) avertit Moscou que le service d'exploration radio finlandais a déjà décodé pendant la Guerre d'Hiver certains des codes de cryptage des messages utilisés par l'armée soviétique et qu'il a maintenant transmis ses informations à l'armée allemande. Cela a causé d'énormes pertes à l'armée rouge dès les premiers moments de la guerre, par exemple sur les aérodromes de Grodno.[271]

En 1944, le gouvernement britannique n'avait pas l'intention de mener de véritables négociations avec les représentants de la résistance allemande s'ils parvenaient à détruire Hitler et à renverser les nationaux-socialistes (par exemple, l'assassinat de Hitler par Stauffenberg le 20 juillet 1944). L'éviction de Hitler du pouvoir en Allemagne ne changerait rien au souhait britannique de voir l'Allemagne entièrement soumise après la guerre.

« Il n'y a pas de bons Allemands ».

Peu après l'exécution de Stauffenberg, le Ministre des affaires étrangères Wheeler-Bennett présente en 1944 au ministère britannique des Affaires étrangères un mémorandum dans lequel on peut lire : *« Un Hitler vivant est préférable à un Hitler mort, car nous pouvons alors continuer la guerre (et réduire l'Allemagne en cendres) au lieu de faire la paix maintenant avec ses nouveaux représentants ».* Ce point de vue a également été accepté par le cabinet de Churchill.[272]

Dans toute sa clarté, la note susmentionnée concerne les Alliés et leurs représentants au sein de l'Empire britannique, qui avaient pratiquement déjà remporté la victoire et étaient saisis d'une haine, d'une vengeance et d'une brutalité terribles. La non-application de cette vision aurait pu éviter la mort de millions de civils et de soldats durant l'hiver 1944-1945, le traitement des juifs, la famine des travailleurs forcés et les destructions causées par les bombardements alliés, sans parler des personnes qui meurent encore dans les bombardements de terreur sur les villes allemandes : des centaines de

[271] Annexe 3 : Télégramme FO n° 622 D 18h45 pour Moscou le 22 juin 1941.
[272] Klüver, 1997, p. 375.

milliers de civils. L'exigence américaine d'une capitulation inconditionnelle de l'Allemagne a contribué à retarder la fin de la guerre jusqu'au printemps 1945, alors que l'armée allemande venait tout juste de déposer les armes, sachant que ni les nombreuses offres de paix de Hitler lui-même, ni celles du mouvement de résistance allemand, qui avait promis de se libérer du « nazisme », n'avaient été acceptées à aucun moment par les Alliés.

Remarque 6

Il y avait des opposants à la guerre aussi bien en Angleterre qu'aux États-Unis. Il ressort du récit du vol de Rudolf Hess vers l'Angleterre en 1941 et de la proposition de paix allemande en 1939 qu'il existait également en Angleterre un groupe très important et influent de personnes qui ne pouvaient pas accepter la guerre contre l'Allemagne et le rejet des propositions de paix sérieuses de Hitler en 1939-1941.

La machine de propagande dirigée par lord R. G. Vansittart fonctionnait cependant très efficacement et avec des pouvoirs internes étendus, fournissant une propagande d'horreur impressionnante, y compris aux États-Unis. Le résultat fut le même tant en Angleterre qu'aux États-Unis. Les opposants à la guerre furent stigmatisés comme traîtres à la patrie et même menacés de prison. Beaucoup ont pu préserver leur liberté limitée en ne se mêlant pas de la politique quotidienne et en se taisant.

Le cas le plus intéressant est sans doute celui du roi d'Angleterre Edward VIII (duc de Windsor), qui a dû renoncer au trône en 1936 parce qu'il ne voulait pas entraîner son pays dans la guerre contre l'Allemagne. Le prétexte parfait pour son renoncement au trône était son projet de mariage avec une femme américaine, divorcée et non noble, Wallis Simpson. Les protocoles de cabinet correspondants ont été déclarés secrets à partir du 27 novembre 1936 pour les cent prochaines années, jusqu'en 2037. C'est vingt ans de plus que les quatre-vingt ans appliqués aux documents concernant la collaboration secrète entre Churchill et Staline et l'accord que Rudolf Hess a apporté avec lui lors de sa fuite en Angleterre (2017).

Pourquoi ? Si les Britanniques avaient évalué différemment les propositions de Hitler en 1939, la guerre avec l'Allemagne aurait pu être évitée. La déclaration du duc de Windsor à l'ancien ministre et homme d'État sir John Balfour à Washington au printemps 1945, juste après l'effondrement de l'Allemagne, fait écho aux propos tenus en 1985 par Shawcross, le deuxième procureur britannique en chef des procès de Nuremberg : *« ... Pas à pas, je suis devenu de plus en plus convaincu que les objectifs du communisme pour l'Europe sont sombres et destructeurs. Mais ni le peuple allemand ni Hitler n'avaient voulu cette guerre. Conformément à notre principe de 'l'équilibre des puissances, nous*

avons, sous la direction de Roosevelt, demandé aux Américains d'entrer eux aussi dans cette guerre pour détruire l'Allemagne. Nous n'avons pas répondu aux nombreuses demandes de paix de Hitler. Nous devons maintenant admettre que Hitler avait raison. Au lieu de l'Allemagne coopérative qu'il avait proposée, nous sommes désormais menacés par une gigantesque puissance impérialiste soviétique ».[273]

Aux États-Unis, nous pouvons citer en exemple quelques personnes qui étaient étroitement impliquées dans la politique : le député et « père de l'aviation atlantique » Charles A. Lindbergh, originaire du Minnesota, était un farouche opposant aux préparatifs de guerre américains et finalement à l'entrée en guerre. Selon lui, les raisons de Roosevelt pour entrer en guerre étaient totalement indéfendables.[274] Lindbergh et ses opinions l'ont mis dans une situation très difficile, il a subi des pressions de la part des autorités et a reçu des menaces de mort.

Le jour de Noël 1913, ce même député a prononcé un discours très remarqué à la Chambre des représentants sur le transfert du système monétaire du gouvernement américain à la Fed, un trust bancaire détenu et contrôlé par des banquiers juifs. Cette loi (sur le système bancaire de la Fed), à laquelle est accordé le droit illimité et exclusif d'imprimer des dollars, met en place le trust bancaire le plus gigantesque du monde.[275] Si elle est signée par le Président, elle légalisera le pouvoir de l'usurier invisible. La nouvelle loi permettra par exemple au trust bancaire de provoquer de l'inflation et de modifier les taux d'intérêt quand il le souhaite.[276]

Après l'élection de Roosevelt à la présidence des États-Unis en 1933 (quelques mois après l'élection de Hitler au poste de Chancelier du Reich), Staline et lui ont commencé à coopérer activement et à échanger des informations en permanence. Le résultat le plus important fut le début immédiat de la reconnaissance formelle par les États-Unis de l'Union soviétique dirigée par les staliniens. Les contacts diplomatiques s'intensifièrent vers la fin des années 1930 et prirent finalement une ampleur que l'ambassadeur américain à Moscou, William Bullitt, ne pouvait plus accepter. Il mit en garde Roosevelt contre le manque de fiabilité de Staline

[273] Klüver, 1997, p. 375.

[274] Comparez la justification douteuse (de la CIA) du Président George W. Bush pour la guerre contre l'Irak en 2003.

[275] Federal Reserve Bank, pp. 415-417.

[276] Et pas seulement aux États-Unis, car ses décisions ont eu des répercussions dans le monde entier. Dès le début, la Federal Reserve Bank s'est également consacrée au soutien discrétionnaire et à l'octroi de crédits à des États étrangers politiquement confortables (y compris des dictatures/Saddam), en mettant en commun les ressources nationales de crédit des États-Unis à cette fin. La Fed a commencé ses activités le 16 novembre 1914, juste à temps pour financer l'effort de guerre de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, par exemple, pendant la Première Guerre mondiale de 1914-18.

et la naïveté du Président à se fier à lui. Finalement, Bullitt, qui en avait assez de la défense naïve de Staline par Roosevelt, demanda et obtint une mutation à Paris.[277]

Au même moment, l'expert en décryptage de l'ambassade parlant russe, Tyler Kent (1934-1939 à Moscou), demande lui aussi sa mutation. Il traduisit toute la correspondance secrète entre Roosevelt et Staline, d'où il ressortait que le Président encourageait et soutenait l'importance de Staline pour l'Union soviétique et sa future position forte dans la politique de puissance européenne. Sous sa direction, les États-Unis se sont préparés à la guerre à venir en 1933-1941 et y ont participé militairement (armée de l'air/marine ; début de la production d'avions de classe B en 1934 et doublement de la marine en 1938).

C'est pourquoi Roosevelt envoie Kent sur un autre « point chaud » de la guerre : Londres. Kent y découvre immédiatement que les échanges entre Roosevelt et Churchill comprenaient des préparatifs de guerre ouverts contre l'Allemagne et que le Président Roosevelt violait secrètement les lois américaines existantes sur la neutralité. Kent est arrêté par les services secrets britanniques pour avoir tenté d'envoyer à un membre du Congrès américain des copies de messages révélant les agissements de Roosevelt. Lorsque Roosevelt l'apprend, il ordonne à son ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy (le père de John F. Kennedy), de lever l'immunité diplomatique (statut) de Kent afin qu'il ne puisse pas être traduit en justice aux États-Unis, ce qui signifierait la révélation des agissements de Roosevelt. En conséquence, une cour martiale britannique (!) condamne Kent à 7 ans de détention disciplinaire dans le cadre d'un procès secret pour *« mise en danger de la sécurité de la Grande-Bretagne »* (*sic*). Kent[278] est libéré à la fin de la guerre en 1945 avec la promesse de garder le silence sur ce qu'il sait.[279]

[277] Weeks, 2004, p. 46.

[278] (Note du traducteur allemand : fr.metapedia.org/wiki/Kent,_Tyler Citation : *« Une perspective terrible s'impose à nous, celle de devoir dire : Peut-être nous sommes-nous trompés. Et cela nous met au défi de faire un autre aveu : peut-être que Hitler avait raison ».*)

[279] Braun, 1985.

Fonctionnaire britannique lord R.G. Vansittart

Ancien chancelier allemand Heinrich Brüning

Colonel général Heinz Guderian

Colonel général Herrmann von Hoth

Maréchal S.K.T. Timochenko

Lieutenant-général A. I. Eremenko

R. G. Vansittart, maître de la propagande de Churchill ; Heinrich Brüning, prédécesseur de Hitler ; le général en chef Heinz Guderian, commandant du groupe blindé 2 du groupe d'armées Centre ; le général en chef Hermann von Hoth, commandant du groupe d'armées Centre. Maréchal S. K. Timochenko, commandant du front central soviétique (Moscou) en 1941 ; lieutenant-général A. I. Eremenko, transféré le 22 juin 1941 de l'Extrême-Orient à la défense de Moscou.

CHAPITRE 9

La préoccupation de Churchill et Roosevelt – l'Union soviétique ne doit pas s'effondrer

La bataille pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale a commencé.[280] Alors que les chars allemands avancent à une vitesse étonnante vers Moscou et Leningrad, les alliés « secrets » de Staline se réveillent également. Malgré toute sa prévisibilité, l'invasion allemande a surpris. L'accord M/R est toujours en vigueur, mais il a été rompu par Staline, ce qui est connu de Hitler depuis le 9 février 1940. En conséquence, l'Allemagne était déjà en mesure de percer trois (N, M, S) des fronts de blocus environnants grâce à des opérations préventives et opportunes. La dernière attaque décisive, Barbarossa, contre le front est E (= l'Union soviétique) devait être lancée par l'Allemagne le 22 juin 1941, car la volonté de l'armée rouge de Staline de lancer l'attaque était connue.

Remarque 1

Le vol de Rudolf Hess vers l'Angleterre le 10 mai 1941 pour provoquer la paix n'avait pas été couronné de succès et Roosevelt préparait déjà l'entrée en guerre des États-Unis avec leurs énormes ressources pour la production de matériel de guerre.

Les dirigeants allemands savaient tout cela, et c'est pourquoi la campagne à l'Est devait être lancée de toute urgence, car l'opération Barbarossa et la question soviétique ne pouvaient être résolues que par une guerre éclair, dans laquelle l'initiative serait prise et l'invasion achevée dans le courant de l'année 1941. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les alliés de Staline pourraient finalement accepter de négocier une paix de compromis.

Il restait encore de nombreuses questions sans réponse sur le succès de Barbarossa, auxquelles même la conduite de la guerre allemande au début de l'invasion n'avait pas de réponse claire :

1) Les informations obtenues par les services de renseignement allemands sur le potentiel de combat global de l'armée rouge soviétique étaient-elles suffisamment exactes et quel serait le niveau de la force de combat mentale soviétique ?

[280] Annexe 8, Déclaration de Hitler du 22 juin 1941.

Réponse : Elles ne l'étaient pas. (Auteur)

2) Quelle était l'importance de la Guerre d'Hiver finlandaise dans les calculs de la direction de guerre allemande concernant la capacité de combat de l'armée rouge ?

Réponse : Sous-estimée, incorrecte. (Auteur)

3) Le service de renseignement allemand s'était-il pleinement assuré que Barbarossa serait lancé avant l'attaque de l'armée rouge, malgré la campagne des Balkans ?

Réponse : oui (auteur).

4) Que signifierait le report de la date d'attaque initiale de mi-mai à environ 4 semaines plus tard (22.6.1941) en raison des combats dans les Balkans (Front S/Yougoslavie, Grèce) ?

Réponse : manque de temps et d'équipement, p. ex. vêtements d'hiver. Méconnaissance de la véritable gravité des conditions hivernales en Russie. (Auteur)

5) En combien de temps les Alliés, surtout les États-Unis, pourraient-ils mettre en marche leur énorme machinerie pour produire et fournir à l'Union soviétique l'aide militaire dont elle a besoin et sans laquelle le pays pourrait s'effondrer si l'invasion allemande se déroulait comme prévu ?

Le discours du dîner de Staline, prononcé le 30 novembre 1943 à Téhéran, s'adressait à Roosevelt qui, dès 1934, avait commencé à construire massivement l'industrie de guerre américaine en prévision de la guerre à venir (Aviation militaire américaine 1938, Marine).

Un aspect important de la construction des nouvelles industries était la conversion rapide de leur production aux besoins de l'industrie de guerre. Ainsi, Roosevelt réussit peu à peu à convaincre le Congrès et le Sénat de débloquer des fonds pour le réarmement, sous prétexte de menace pour la sécurité américaine.

6) Quel rôle et quelle importance auraient les quelques alliés de l'Allemagne (Italie, Roumanie, Hongrie, Bulgarie et, dans une relation particulière, la Finlande) dans le succès de l'opération Barbarossa ? Sur quoi pourrait-on s'appuyer pour de futures opérations militaires ?

Réponse : Surestimation grossière, à l'exception de la Finlande qui a mené sa guerre d'enclave. (Auteur)

De 1914 à 1919, le principal allié de l'Allemagne impériale pendant la Première Guerre mondiale était l'empire austro-hongrois des Habsbourg, dont Hitler rendait la mauvaise conduite de la guerre responsable de la défaite allemande. En 1941, l'Italie de Mussolini était l'allié européen et le

partenaire d'armement le plus puissant de l'Allemagne. Sa contribution militaire à la conduite commune de la guerre contre les Alliés s'est finalement avérée décisivement insuffisante et a mis les forces armées allemandes en grande difficulté dans leur guerre de 1941-1943.

Rome et surtout le Vatican devinrent un centre du mouvement de résistance allemand et d'autres activités d'espionnage international contre l'Allemagne, à partir duquel des informations étaient transmises aux Alliés par des représentants de l'Église catholique romaine.

7) Les distances, les voies ferrées (importance des différents écartements), les routes et le besoin d'autres moyens de transport ?

Réponse : plus la guerre durait, plus l'absence de tous les moyens nécessaires à la guerre devenait évidente. (Auteur)

Hitler avait commencé bien trop tard à armer l'Allemagne pour la Seconde Guerre mondiale (cf. la « mobilisation silencieuse » de Staline). L'image d'horreur des Alliés, à savoir le réarmement continu et massif de l'Allemagne pour la domination mondiale, reste aujourd'hui encore l'un des grands atours de la propagande occidentale. Même dans le cadre de l'opération Barbarossa, on constate, malgré une préparation minutieuse, un grand manque de préparation aux surprises de toutes sortes (l'insuffisance des troupes combattantes, leur manque de vêtements d'hiver, l'ampleur et les effets de l'activité partisane de l'ennemi, l'inépuisabilité des réserves de combat de l'ennemi, la ténacité et la volonté de combattre de l'armée rouge, ses propres carences et erreurs d'appréciation en matière de renseignement, la faiblesse de sa propre propagande de guerre par rapport à celle des Alliés, qui dominaient totalement les médias du monde entier).

Remarque 2

En revanche, Staline et la direction de la guerre soviétique (STAVKA) étaient en mesure d'évaluer très rapidement les exigences tactiques de la nouvelle doctrine afin de stopper l'avancée rapide des Allemands après la première forte attaque.[281] Par conséquent, les ordres de Staline contenaient bientôt les instructions suivantes :

1) Introduction de la tactique de la « terre brûlée ». L'arrivée imminente de l'hiver et sa rigueur étaient connues. Les logements chauffés ne doivent pas être laissés aux Allemands.

2) Les locomotives et les wagons russes avec des écartements différents doivent également être une cible de destruction importante. Cela permet d'éviter qu'il soit utilisé par l'ennemi. (Les Allemands ne disposent pas de

[281] page 217, référence, 241, tactique « à la Koutouzov ».

suffisamment d'équipements modifiés à cette fin).

3) Utilisation étendue et sans scrupules des activités de partisans à l'arrière de l'ennemi. La priorité devrait être donnée à tous les efforts visant à entraver et à détruire l'effort de guerre de l'adversaire, car cela paralysera les forces armées adverses avec peu de pertes propres.

Étant donné que les capitalistes (formulation de Staline) se battaient désormais effectivement entre eux (Pologne, Danemark et Norvège, France ; Balkans = N, M, S) et que l'Union soviétique attendait le bon moment pour intervenir avec ses propres objectifs de guerre, Staline disposait de deux années importantes pour préparer l'armée rouge à son attaque finale contre l'Ouest (15-25 juillet 1941). Il est bien connu que le moment fixé par Staline pour que l'armée rouge soit prête à envahir était en retard d'environ un mois en raison des attaques rapides de l'armée allemande (Barbarossa 22 juin 1941).

Remarque 3

Il faut rappeler ici le vol de paix de Hess vers l'Écosse le 10 mai 1941.

Cette dernière tentative désespérée de Hitler pour parvenir à un accord avec les puissances occidentales (annulation de l'ordre d'invasion de Barbarossa/Dortmund) échoua principalement en raison de l'attitude de Roosevelt. Selon lui, il n'y aurait pas de paix séparée avec l'Allemagne et l'ennemi principal serait et resterait l'Allemagne et Hitler ! La seule voie vers la paix serait la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne. La proposition globale de Hitler pour des négociations communes en vue d'une paix substantielle et durable en Europe, introduite par Rudolf Hess, ne contenait pas le souhait d'une éventuelle invasion commune de l'Est avec les puissances occidentales, mais l'exigence d'une interdiction de toute aide militaire des États-Unis à l'Union soviétique. L'Allemagne serait alors prête à utiliser sa propre force et son esprit de sacrifice pour contraindre Staline, si nécessaire, à accepter un état de paix en Europe et à renoncer à sa grande offensive d'expansion à l'Ouest. Hitler partait cependant du principe que Staline, en tant que réaliste, abandonnerait presque certainement ces objectifs de conquête si la Grande-Bretagne et l'Amérique acceptaient ses propositions. Ensuite, un accord sur des frontières nationales équitables en Europe pourrait être négocié. Dans son message, Hitler mettait en garde les puissances occidentales contre la menace du communisme qui, sinon, s'abattrait sur l'Europe et, tôt ou tard, sur le monde entier.[282] [283] [284] [285] [286] [287]

[282] À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est vite apparu que Hitler avait eu raison.
[283] Hautamäki, 2004, p. 283.
[284] Shawcross, 1965, p. 68.

L'importance du pacte Molotov/Ribbentrop – Gagner du temps

Staline a eu la possibilité d'équiper son armée rouge pendant environ quatorze ans afin de devenir de plus en plus forte et d'envisager finalement le bon moment pour lancer sa grande offensive à l'ouest (« tempête éclair »). Or, le 22 juin 1941, en raison des mauvaises performances militaires des alliés de Staline, l'armée allemande avait lancé son offensive « Barbarossa » avant même l'offensive de l'armée rouge à l'ouest, infligeant ainsi de lourdes pertes en matériel et en hommes aux troupes stationnées dans ses unités offensives avancées, dont certaines étaient encore concentrées. Cela signifierait maintenant le risque d'un effondrement de toute l'Union soviétique si la tactique de guerre éclair de l'armée allemande, en cas de succès, permettait aux Allemands de s'approcher assez rapidement de la ligne prévue ArkhangelskVolga-mer Caspienne.

La question la plus importante est la suivante : l'aide des États-Unis et d'autres alliés arrivera-t-elle à temps ?

L'historien polonais Janusz Piekałkiewicz donne-t-il dans son livre une indication qui expliquerait sous un jour totalement nouveau le point de départ du pacte Molotov/Ribbentrop du 23 août 1939, c'est-à-dire que les négociateurs occidentaux à Moscou ont fait pression sur Staline à l'automne 1939 pour conclure le pacte Molotov/Ribbentrop ?[288] Le colonel U. A. Käkönen constate que, contrairement à la présentation générale de l'historiographie, les négociations entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique n'ont pas échoué, mais se sont poursuivies dans le calme malgré l'accord M/R qui devait bientôt être conclu entre les chefs militaires.[289] [290]

L'objectif principal – l'« invasion » allemande de la Pologne le 1er septembre 1939 – était toutefois assuré.[291] En outre, il a été convenu que l'armée rouge n'attaquerait la Pologne que lorsque la fin de la résistance de

---

[285] Hautamäki, 2004, p. 71. « Daily Mail », 13 octobre 1933, Londres, Lloyd George.

[286] Documents de Rudolf Hess déclarés secrets par l'Angleterre jusqu'en 2017 au moins.

[287] (Note du traducteur allemand : voir également à ce sujet les livres de Dr. rer. mil. Bernd Schwipper, Generalmajor a. D. : *Aufklärung der Bedrohung aus dem Osten* : Band 1 & 2. 1939 bis 22. Juni 1941 : *Die Prävention durch die Wehrmacht mit bisher unveröffentlichten Dokumente*. 1ère édition 2021 chez Druffel & Vowinckel, 2ème édition 2022 chez VFFW.)

[288] Piekalkiewicz, 1999, pp. 72-73

[289] Käkönen, 1969, pp.15-17.

[290] Tout cela était nécessaire pour rassurer Hitler, car les négociations au niveau politique s'étaient soi-disant (« fuitées ») terminées sans résultat !

[291] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.

l'armée polonaise contre les Allemands serait établie.[292]

L'heure de l'armée rouge a sonné le 17 septembre 1939, malgré de nombreuses excuses inventées par Moscou, et le plus important a été que Staline a expliqué au reste du monde, et surtout aux dirigeants du Komintern dans différents pays, que l'Union soviétique n'était pas l'agresseur, mais le « protecteur » de sa propre population en Pologne orientale.[293]

La rapidité et la puissance de la campagne allemande en Pologne, qui a écrasé la résistance polonaise en pratiquement quelques semaines, a été un choc pour Staline et les dirigeants britanniques et français. Hitler est furieux de la trahison de Staline. Malgré le pacte de non-agression qui vient d'être conclu, Staline est conscient que Hitler considérera plus tard ce pacte comme une tromperie. Cela pourrait signifier une reprise rapide de l'offensive militaire allemande à l'Est, contre laquelle les négociateurs occidentaux avaient mis Staline en garde de manière provocante en août à Moscou. Les évènements en Pologne confirmèrent trois choses à Staline : premièrement, l'énorme vitesse et la force de frappe de l'armée allemande, que l'armée rouge n'était pas encore en mesure d'affronter. Deuxièmement, Staline savait désormais que Hitler, comme lui-même, considérait le pacte Molotov/Ribbentrop comme une habile tromperie. Troisièmement, il fallait s'efforcer d'obtenir le temps supplémentaire nécessaire pour que l'accord reste « en vigueur » en remplissant exactement les livraisons liées à l'accord. Peut-être même Hitler ne serait-il pas prêt à attaquer après tout.

Le 5 octobre 1939, à peine la dernière résistance s'est-elle effondrée en Pologne que Staline est prêt, le 15 octobre 1939, à consolider secrètement son alliance avec les puissances occidentales – au cas où ! Churchill avait désormais atteint son objectif. Après que la guerre se soit étendue à l'Europe le 3 septembre 1939, l'Allemagne devait avoir un « front de l'Est » secret derrière elle. Lui, Churchill, présenterait à l'avenir ses plans militaires, tout d'abord avec le soutien de la marine britannique qui lui était subordonnée (l'amirauté) et peut-être même plus tard en tant que Premier ministre en cas d'escalade de la situation militaire.[294]

---

[292] Le lecteur se souviendra que les parties à l'accord M/R s'étaient mises d'accord dès l'été 1939 sur une invasion simultanée de la Pologne, mais qu'à présent Staline avait, par une tromperie, fait de Hitler l'initiateur de la guerre aux yeux du monde.

[293] Ilya Ehrenbourg, un juif russe, écrivait de la propagande, notamment pour la *Pravda*. Ses écrits déclenchent déjà une querelle lorsque l'accord M/R est conclu le 23 août 1939. Hitler demande à Ribbentrop de signer et lui demande d'oublier Ehrenbourg, une fleur de la propagande « délirante » sur le plan verbal. La proclamation d'Ehrenbourg dans l'article anti-allemand « Der Weg » (La Voie) n'a été publiée qu'après l'« invasion » de l'Allemagne sur l'Union soviétique.

[294] Hautamäki, 2004, pp. 127-139, fronts N, M, S, E.

Remarque 4

Dans l'historiographie d'après-guerre, l'attaque allemande contre la Pologne le 1er septembre 1939 est considérée, en accord avec la propagande alliée, comme le début de la Seconde Guerre mondiale.

Cette conception est erronée ! Le fait que la Pologne ait été attaquée par deux puissances européennes nous ramène aux évènements de la paix de Versailles (1919). Pour l'Allemagne, il s'agissait de résoudre pacifiquement le sort de la restitution des territoires allemands qui lui avaient alors été retirés (la Poméranie, la Posnanie, Dantzig et ses régions limitrophes, les liens de la Prusse orientale avec la mère patrie allemande et la Silésie).

Pour l'Union soviétique, il s'agissait de reconquérir les territoires de la Russie occidentale conquis par le dictateur polonais J. Pilsudski au début du XXe siècle avec le soutien des puissances environnantes (*sic*). La nature de la guerre était d'abord locale. Elle devint européenne lorsque la France et l'Angleterre s'engagèrent dans la guerre avec leurs propres objectifs (défaite de l'Allemagne) et de fausses promesses. La Pologne (J. Beck) obtiendrait des garanties pour le maintien et le développement de sa propre position. On promet une aide militaire et on donne l'ordre de provoquer Hitler, de ne pas accepter de solution pacifique négociée.

Cette instruction avait déjà été confirmée par le Président américain Roosevelt (ambassadeur W. Biddle/Varsovie). Lors des négociations avec la France et l'Angleterre à l'été 1939, Staline avait été « dispensé » d'être désigné comme l'agresseur en Pologne (17 septembre 1939). Seule l'Allemagne recevrait une déclaration de guerre (3 septembre 1939). Le principal responsable des évènements qui ont conduit à l'escalade de la guerre vers une guerre mondiale était le premier Seelord W. Churchill de l'Amirauté à Londres.[295]

Le combat des géants a commencé – 1941

Conscient qu'aucune solution politique pour une paix avec les puissances occidentales ne pouvait être trouvée malgré de nombreuses tentatives, Hitler lança sa dernière attaque préventive et une lutte désespérée pour l'existence de l'Allemagne. Cependant, malgré la préparation minutieuse du quartier général, l'esprit combatif des troupes, la quantité de matériel de guerre disponible, etc., de nombreuses questions restaient en suspens quant au succès de « Barbarossa ».

De son côté, Staline a clarifié les faits concernant les ressources mili-

[295] Hautamäki, 2004, p. 188, déclaration du maréchal Mannerheim : *« Les architectes et les planificateurs de cette guerre sont Churchill et Staline ».*

taires de l'armée rouge et des soldats parmi ses subordonnés. Ces calculs n'intègrent déjà que les informations dont lui et son entourage politico-militaire le plus proche disposaient sur l'aide militaire en matériel promise par les puissances occidentales (en particulier les États-Unis), si celle-ci était nécessaire. En revanche, les ressources de l'Allemagne ne seraient pas suffisantes pour une guerre à long terme. Le 11 mars 1941, Staline approuva le plan d'attaque final.[296] Discours de Staline du 5 mai 1941 devant son large commandement militaire, dans lequel il déclare que l'Union soviétique va enfin adopter une doctrine offensive (c'est-à-dire que l'on donne à nouveau l'impression que, par exemple, la Guerre d'Hiver contre la Finlande, la défaite des États baltes et le partage de la Pologne étaient des guerres défensives menées par l'Union soviétique !)

La terminologie utilisée dans la propagande de guerre a toujours joué un rôle important dans l'influence exercée sur l'opinion publique. Plus tard, alors que la guerre se poursuivait, les actions purement offensives ne s'inscrivaient plus dans le cadre de la « guerre défensive », de sorte qu'un nouveau terme émotionnel a été introduit, tant pour l'armée rouge que pour les Alliés : « Libération ». Staline fit également remarquer que les ressources militaires communes des puissances occidentales et de l'Union soviétique seraient suffisantes pour vaincre l'Allemagne et que même l'armée rouge disposait à elle seule de la puissance militaire et de l'équipement nécessaires pour résister à une attaque de l'armée allemande. Maintenant, les peuples soviétiques et chaque soldat devaient comprendre que le temps était venu d'adopter la doctrine de l'agression.

Entre-temps, l'Union soviétique avait considérablement agrandi son territoire à ses frontières occidentales par une politique étrangère intelligente, des traités et des moyens pacifiques afin d'améliorer sa sécurité. Enfin, la certitude que l'armée allemande pouvait être vaincue.

Remarque 5

Je rappelle par exemple au lecteur l'opération « PORON »[297] en Laponie finlandaise, dans le nord de la Suède et en Norvège en 1930 et 1937. En outre, les États baltes, l'est de la Pologne et la Bessarabie/Bucovine. Une temporisation permanente qui épuise la force offensive de l'adversaire et qui, à mesure que le ravitaillement s'éloigne, ralentit de manière décisive sa capacité de mouvement et sa force de combat. Sa propre résistance est encore renforcée par des contre-attaques réussies.

Une discipline militaire stricte doit être introduite dans les troupes

[296] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.
[297] Hautamäki, 2004, pp. 37, 38, 40 et 41, cartes.

(bataillons et compagnies de punition, les déserteurs sont immédiatement fusillés). Renforcement de la volonté de combattre et du moral des troupes – l'ennemi peut être vaincu.[298] Transfert d'importantes usines militaro-industrielles vers l'est, hors de portée de l'ennemi, et reconstruction rapide pour reprendre la production (résultat : 1 360 usines !). La « petite mère Russie » doit être sauvée, un appel au peuple même l'église orthodoxe est désormais de la partie. Les prêtres restants doivent être libérés et les églises ouvertes.[299]

Les chefs de la délégation militaire anglo-française (amiral Drax, général Doumenc), qui arrivent à Moscou le 11 août 1939, tentent de convaincre les dirigeants soviétiques dès leur première rencontre le 12 août 1939. Selon eux, Staline devrait conclure immédiatement un pacte de non-agression avec l'Allemagne (!), car Hitler poursuivrait éventuellement son avancée vers l'est en Union soviétique après la victoire sur la Pologne. Les puissances occidentales auraient alors besoin de plus de temps pour fournir une aide militaire à l'Union soviétique, alors isolée.[300] Lors des négociations de l'été 1939, il avait été convenu que les puissances occidentales (Angleterre et France) déclareraient immédiatement la guerre à l'Allemagne au début de l'invasion allemande de la Pologne, mais pas à l'Union soviétique ![301]

L'accord conclu avec l'Allemagne (l'accord M/R) avant l'invasion prévoyait que l'Union soviétique obtiendrait le contrôle des parties orientales de la Pologne, ainsi que la future ligne de démarcation entre les troupes allemandes et russes. Staline avait insisté sur ce point en vue de la future invasion de l'Ouest par l'armée rouge (capitulation de la Lituanie, blocus frontalier de Bialystok et de Lviv, loin à l'Ouest), à son avantage. Staline a donc exigé (= « extorqué ») la contrepartie de son accord M/R en incorporant notamment la Lituanie dans l'Union soviétique, bien qu'il ait été convenu qu'elle faisait partie de la sphère d'intérêt allemande. Staline était désormais également opposé à la reconstitution de l'ensemble de l'État polonais lorsque, le 25 septembre 1939, il fit savoir à l'ambassadeur allemand à Moscou, von der Schulenburg, qu'il ne voulait plus d'*« États tampons polonais entre l'Union soviétique et l'Allemagne »*.

---

[298] Le journaliste (et propagandiste) juif russe Ilya Ehrenbourg écrivit un article anti-allemand intitulé « La voie », dans lequel on pouvait notamment lire : *« Ne comptez pas les jours, ne comptez pas le pfennig. Ne vous rappelez qu'une seule chose : le nombre d'Allemands que vous avez tués. Tuez l'Allemand, crie la mère ; tuez l'Allemand, exige l'enfant. N'hésitez pas. N'abandonnez pas. Tuez ! »*

[299] Radzinski, 1996, pp. 533-535.

[300] Hautamäki, 2004, pp. 326-327 et Piekalkiewicz, 1999, pp. 72-73.

[301] (Note du traducteur allemand : Il convient également de rappeler qu'en août 1939, la Pologne n'a pas accepté une percée de l'URSS contre l'Allemagne en raison d'une inquiétude justifiée. Ce problème a ensuite été résolu par l'Angleterre, la France et l'URSS à leur manière.)

Hitler et Ribbentrop durent également accepter cette demande, et le 28 septembre 1939, un traité frontalier fut signé entre les deux pays sur cette base.

Cependant, un fait que Staline a dû amèrement constater lors des évènements militaires de 1939-1941 était que ses alliés secrets, l'Angleterre et la France, avaient échoué dans tous leurs efforts pour créer des fronts de blocage afin de vaincre l'Allemagne (N, M, S). Hitler avait éliminé la menace de ces fronts grâce aux attaques préventives rapides et surprenantes de son armée et avait évité de s'engager dans des batailles interminables. Cela était en contradiction avec le propre objectif secret et ultime de Staline en matière de guerre.[302] Sur la base du pacte Molotov-Ribbentrop, l'Allemagne envahirait la Pologne, mais après sa défaite, elle devrait mener une guerre dévorante et suffisamment longue contre les puissances occidentales, qui, comme convenu, déclareraient immédiatement la guerre à l'Allemagne (3 septembre 1939), mais seulement si l'Union soviétique, en tant qu'habile manœuvre de diversion, livrait à l'Allemagne les matières premières nécessaires à la conduite de la guerre.

Comme nous l'avons déjà mentionné, Staline est prêt à ce stade à accepter pour la première et dernière fois, en plus de l'armée rouge, des troupes et du matériel de guerre britanniques (armée de l'air).

La condition la plus importante sur laquelle Staline insiste toujours, cependant, est la demande faite aux Alliés d'ouvrir rapidement un deuxième front quelque part en Europe (Norvège, Suède, France, Balkans) afin de désamorcer la situation menaçante sur le front de l'Est. C'est quelque chose que les alliés de Staline ne peuvent pas faire assez rapidement, ce qui est compréhensible.[303] [304]

La solution politique et militaire de la Finlande au printemps et à l'été 1941 – l'accord Mannerheim – Staline – Churchill

Le lecteur doit avoir un aperçu des évènements en Finlande au printemps/hiver 1941. La solution qui en résulte est assez unique et se distingue totalement de notre histoire militaire écrite, car la clé de la compréhension de la politique sous-jacente ne se trouve jusqu'à présent que dans le dossier secret S-32 du maréchal Mannerheim. Le lecteur aura peut-être désormais plus de temps pour se préparer, étudier, réfléchir et suivre le cours des évènements avant de poursuivre sa lecture.

[302] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.
[303] Hautamäki, 2004, p. 326, annexe n° 10, Janusz Piekalkiewicz.
[304] Deutscher, 1989, p. 396.

Le lien entre la base logique des évènements et les paramètres temporels importants à cet égard est nécessaire pour créer une image globale convaincante et rationnelle. Les objectifs et les décisions des dirigeants politiques et militaires de tous les belligérants doivent être considérés à la lumière d'un révisionnisme objectif et sobre. Le « jeu de guerre » mondial ne serait plus joué par des généraux dans des « bacs à sable » et sur des cartes, mais malheureusement avec des soldats vivants et des munitions « en dur ». Tout pourrait désormais devenir possible – voire impossible !

1. L'armée rouge a été efficacement réformée

L'armée rouge avait entamé une correction efficace et approfondie de ses erreurs, basée entre autres sur l'expérience de la Guerre d'Hiver finlandaise. Toute l'organisation militaire avait été soumise à une réforme. Des milliers et des milliers de commandants de grandes unités et d'officiers d'État-major général ont été formés dans des dizaines d'académies militaires. Staline confia la tâche de réformer l'armée rouge à son très respecté maréchal Boris Chapochnikov, le chef d'État-major que le lecteur connaît sous le nom de code « Irina » grâce à ses contacts avec Mannerheim.

Les lance-grenades et les pistolets-mitrailleurs devinrent les armes principales de l'infanterie. Compte tenu du développement des armes à feu, l'armement était trop faible et son équipement devait être renouvelé. Les avions de l'armée de l'air étaient obsolètes et devaient être mis à jour. Il fallait surtout intensifier l'instruction des troupes au sein du régiment et vers la base. Les capacités de colmatage des troupes et de déminage devaient également être améliorées sur la base des expériences de la Guerre d'Hiver. Il fallait créer des conditions efficaces pour les opérations de guérilla (partisans) dans le dos de l'ennemi.

Le mauvais équipement hivernal de la troupe et surtout son manque d'aptitude au ski s'étaient révélés désastreux. Les gens devaient apprendre à skier et ils l'ont fait en quelques années !

Le maréchal Timochenko : *« Lorsque j'ai reçu l'ordre de percer la ligne Mannerheim, j'ai informé Staline que l'armée rouge n'était pas opérationnelle. Notre seule chance réside dans l'énorme différence de rapport de force de 4 millions à 200 millions. Staline a accepté l'idée de mettre un nombre suffisant de divisions en ligne, la dernière division passant. Cela signifie de lourdes pertes pour lesquelles je ne devrais pas être tenu responsable... ! »*[305]

[305] Käkönen, 1969, U. A. Käkönen, délégué militaire finlandais à Moscou en 1940.

2. La situation d'urgence de Staline

Staline, au courant de l'imminence de l'invasion allemande, a entamé des négociations contractuelles avec Mannerheim. Staline et d'autres personnes de contact à Moscou (Gregory, Luci, Irina = le chef d'État-major Boris Chapochnikov) sont très préoccupés par les plans de l'armée allemande d'envahir également la Scandinavie et par l'attitude future des dirigeants finlandais face à l'invasion allemande.

L'Allemagne disposait en Norvège d'une armée d'occupation assez forte, qui pouvait compléter sa conduite de la guerre, et menaçait ainsi d'importants objectifs soviétiques au nord avec une armée puissante. Sa mission serait certainement de s'emparer de la ville portuaire et maritime de Mourmansk et de couper la nouvelle ligne de chemin de fer Sorokka-Obozerskaïa de la ligne de chemin de fer reliant Sorokka à Arkhangelsk, déjà construite et encore inachevée, qui part de là vers Leningrad. Il fallait à tout prix éviter cela.

Il s'agissait du fait que la Finlande, qui avait été mal traitée lors de la paix de Moscou de la Guerre d'Hiver (13 mars 1940), serait certainement et à juste titre hostile et vindicative. Si l'armée finlandaise sous Mannerheim s'alliait aux Allemands et attaquait avec eux avec des objectifs convenus, elle représenterait un sérieux danger au nord sur la conduite de la guerre prévue par l'Union soviétique et ses alliés (Churchill / Roosevelt).

Ainsi, un nombre considérablement plus important de troupes de l'armée rouge serait engagé sur le front nord. Celles-ci seraient urgemment nécessaires sur le front principal en Europe de l'Est et, déjà, à la frontière avec le Japon en Extrême-Orient.

Cette dernière menace a toutefois été subtilement éliminée par Staline qui, en avril 1941, a négocié de manière inattendue un pacte global de non-agression avec le Japon, allié de l'Allemagne. Comme Staline avait la certitude que le Japon respecterait son accord[306], il a pu par la suite déplacer ses divisions d'attaque sibériennes, bien équipées pour la Guerre d'Hiver, de l'Extrême-Orient vers le front principal européen au moment crucial pour sauver Moscou.

L'accord garantissait également la livraison en toute sécurité de matériel de guerre américain en prêt-bail depuis la côte ouest des États-Unis, les principaux ports de Seattle et San Francisco, jusqu'aux ports de la mer du Japon (y compris Vladivostok) sans être menacé par les Japonais, afin d'être transporté vers le théâtre des opérations européen via le chemin de fer

[306] R. Sorge, pp. 255-256.

sibérien rétabli. Lors de cette mission, la flotte de *Liberty Ships*, composée de centaines de navires de transport américains, a navigué sans interruption aux couleurs soviétiques, sous pavillon soviétique et avec des équipages majoritairement russes. Le terminal de ravitaillement, le port principal et le poste de commandement de cette flotte de transport se trouvaient à proximité de San Francisco.[307]

Là encore, une question se pose inévitablement : quel était l'objectif de Hitler lorsqu'il a préconisé ce traité entre l'Union soviétique et le Japon en avril 1941 ? Il n'était plus possible de dénoncer le traité par la suite ! Quoi qu'il en soit, Staline avait ainsi sagement assuré ses arrières.

3. Quel serait le sort du front nord européen ?

C'est ainsi que Staline, peut-être à l'instigation du maréchal Boris Chapochnikov (« Irina »), fait dès le 3-5 mars 1941 à Mannerheim la promesse par radio de lui restituer après la guerre à venir la Carélie reprise à la Finlande lors du traité de paix de Moscou de 1940, y compris la Carélie orientale,[308] si notre estimé commandant en chef de l'armée, Mannerheim, y consent. Toutefois, si l'Allemagne obligeait la Finlande à se joindre à sa propre attaque par la frontière finlandaise de 1939, la Finlande devait agir de manière défensive (!), c'est-à-dire arrêter l'avancée de son armée jusqu'à la hauteur de l'accord de Staline (également de Churchill) dans l'isthme de Carélie, le Syvär (Aunus) et la Carélie de Vienon (Maaselkä). L'engagement de Staline trahissait la profonde inquiétude du commandement de l'armée rouge (Chapochnikov) quant à la future situation militaire dans le Nord. Cela se reflétait dans les messages radio envoyés de Moscou au printemps et à l'hiver 1941.[309]

Mannerheim exige cependant que Staline signe une preuve écrite de sa promesse de récompense pour qu'il accepte sa proposition. Il s'agissait d'une « mauvaise affaire » pour Staline, mais comme la situation pouvait changer soudainement et que l'Allemagne pouvait lancer Barbarossa plus tôt que prévu (ce fut le cas dès le 22 juin 1941), la certitude du « gel » du front nord devait être établie au préalable.

L'Allemagne attaquerait également le territoire finlandais par la force, seule ou en collaboration avec les Finlandais. L'important accord écrit de Staline, qui promettait une récompense, ne fut remis à Mannerheim que le 11 juin 1941 (Värtsilä). Staline avait retardé la transmission de son document pendant plus de trois mois afin d'attendre de voir quelles mesures

[307] Weeks, 2004, p. 113.
[308] Télégramme de Staline à Mannerheim, 4 mars 1941, pp. 83-84.
[309] Hautamäki, 2004.

militaires Hitler prendrait dans le Nord.

Il était désormais clair que le comportement de l'armée finlandaise, finalement contrainte par deux ultimatums de Hitler (2 juin et 7 juillet 1941) de se joindre à l'invasion allemande, déciderait du sort de l'ensemble du front nord. La Finlande tenterait certainement de reconquérir par des actions militaires allemandes le territoire qui lui avait été retiré par le traité de paix de Moscou de 1940, mais que demanderait-on d'autre à l'Allemagne et à ses chefs de guerre ? On peut dire que le maréchal et son armée détenaient à ce moment-là les « clés » du front nord, voire le destin de toute l'opération Barbarossa. Mannerheim parvint également à convaincre Hitler d'accepter les objectifs convenus en secret avec Staline comme buts de guerre suffisants pour la Finlande.

Mannerheim posa toutefois hardiment la condition que Hitler n'envoie pas de troupes allemandes dans la partie sud du front (isthme de Carélie, Aunus/Syväri, Petrozavodsk/Maaselkä), dont Mannerheim viendrait à bout avec ses propres forces finlandaises, tout en voulant conserver pour lui-même et pour sa propre conduite de la guerre une totale liberté d'action opérationnelle.[310] Cela serait à l'avenir d'une importance capitale pour la réalisation de la coopération convenue par écrit avec Staline (avec l'accord de Churchill) pour la Finlande.[311]

Par cette action militaire originale, menée dans le cadre d'accords secrets, Mannerheim évita selon lui à la Finlande et à l'ensemble de la Scandinavie de devenir le champ de bataille des grandes puissances.[312]

4. Le rôle de la Suède et des autres pays nordiques dans l'accord Staline/Churchill approuvé par Mannerheim.

La Suède est restée neutre pendant la guerre, le Danemark et la Norvège ont été occupés par l'Allemagne, mais ces pays ont été tenus à l'écart des combats proprement dits. Seule la Finlande a dû livrer de lourdes batailles contre l'armée rouge en 1941 et 1944, mais a pu mener entre-temps une guerre de position relativement « pacifique » pendant deux ans et demi, ce qui a évité à notre petite armée de subir des pertes plus importantes. Dans tous les cas, Staline, faisant confiance à Mannerheim, avait sagement assuré les lignes stratégiques pour son front nord, que l'armée rouge, une fois atteinte par les Finlandais, n'aurait plus qu'à défendre avec le plus petit nombre de troupes possible.

---

[310] Pages 142-143, annonce du colonel Buschenhagen.
[311] Pages 185-188, Lettre de Mannerheim à Staline du 8 juin 1941. Pages 188-189, Lettre de récompense de Staline à Mannerheim, datée du 28 mai, reçue le 11 juin 1941, Värtsilä.
[312] Hautamäki, 2004, p. 177, Paasikivi/Marski.

Cela reposait sur la confiance de Staline dans les Finlandais et de Mannerheim dans le fait que les Finlandais ne se laisseraient pas abattre. Avec cette solution politique en arrière-plan et un accord top secret avec Staline, Mannerheim a conduit notre armée dans la guerre de Continuation, qui était alors impitoyablement menée sur le plan militaire par les superpuissances les plus puissantes du monde. En évoquant dans ce chapitre l'un des miracles de la Seconde Guerre mondiale devant Moscou, et peut-être aussi beaucoup d'autres, je voudrais assurer le lecteur que l'habileté et le courage de notre commandant en chef, le maréchal Mannerheim, sont inégalés, tant en tant que chef de guerre qu'en tant qu'homme d'État respecté, doté d'une profonde compréhension des intentions des grandes puissances !

C'est ainsi que le maréchal, avec le combat de notre vaillante armée et aussi avec les pouvoirs extraordinaires qui lui ont été conférés par notre direction politique au début de la guerre, a fait en sorte qu'en 1944 nous sortions des profondeurs de la Grande Guerre en tant que nation libre et indépendante.[313] [314] [315] [316]

Cette série d'évènements a été expliquée plus en détail dans le chapitre précédent, dans l'ordre chronologique.

Le succès de la première phase de la campagne allemande à l'Est 1941- 1942 – la défaite finale de la deuxième phase 1943-1945

Barbarossa : les principales victoires de l'opération Barbarossa phase I 22/6-28/12.1941

Dans la phase initiale de leur opération Barbarossa, couronnée de succès bien que peut-être décisivement retardée à bien des égards, les Allemands ont rapidement remporté des victoires militaires convaincantes sur le front de l'Est, les pertes russes étant si élevées que les chefs de guerre allemands considéraient la victoire de la campagne comme acquise en octobre/novembre 1941.

Nombre de victimes russes déclarées par les Allemands sur les fronts suivants :[317]

[313] Annexe 14, note de Staline à la délégation culturelle finlandaise à Moscou du 8 octobre 1945.
[314] Mäkelä, 1980, p. 239.
[315] Hautamäki, 2004, pp. 267-268, Mannerheim/Ryti. (Mannerheim, p-32)
[316] (Note du traducteur : aux dépens de toute l'Europe et au-delà, jusqu'à aujourd'hui (2022).)
[317] Carell, 1963, pp. 146-147.

Groupe Sud A (von Rundstedt)[318] :

– Opération Uman, du 1er au 7 août 1941 ;

130 000 prisonniers de guerre, 317 prisonniers de guerre, 858 pièces d'artillerie.

– Opération Kiev 26.9.1941 ;

650 000 prisonniers de guerre, 884 prisonniers de guerre, 3 700 pièces d'artillerie.

– Opération Mer d'Azov 5-10 octobre 1941 ;

100 000 prisonniers de guerre, 2 200 chars, 672 pièces d'artillerie.

Groupe Centre A (von Bock) :

– Opération Bialystok/Minsk 9.7.1941 ;

329 000 prisonniers de guerre, 3 332 prisonniers de guerre, 1 809 pièces d'artillerie.

– Opération Vitebsk/Smolensk 5.8.1941 ;

310 000 prisonniers de guerre, 3 000 prisonniers de guerre, près de 3 000 pièces d'artillerie.

– Opération Roslavl/Gomel 8-24 août 1941 ;

116 000 prisonniers de guerre, 394 prisonniers de guerre, 950 pièces d'artillerie.

– Opération Bjarnsk/Wjazma 13.10.1941 ;

663 000 prisonniers de guerre, 1 242 chars et 5 412 pièces d'artillerie.

Groupe Nord A (par Leeb) :

Jusqu'au 26 juin, les troupes de ce groupe d'armées ont progressé assez rapidement en trois coins vers la plaine de Väinäjoe. Riga fut prise le 29 juin 1941, la ligne Staline fut percée (Reinhardt, Manstein) et à la mi-juillet, les deux pointes de chars se trouvaient sur l'isthme entre le lac Peipsi et le lac Ilmajärvi.

– Combats à Luga, où les Russes, surpris et encerclés, sont faits prisonniers ;

24 000 prisonniers, 316 chars et 600 pièces d'artillerie (3.9.1941) :

– Le succès des Allemands repose sur l'exploitation d'un mauvais terrain (les marais de Luga). Novgorod est prise le 18 août et l'attaque se poursuit jusqu'à la gare (Tsudovo), où la ligne de chemin de fer Leningrad-Moscou

[318] [NdT : Nous ne comprenons pas la différence de classification qui justifie de donner deux chiffres de « prisonniers de guerre »… Il s'agit peut-être d'un problème de traduction depuis le finlandais.]

est coupée. La ligne de défense extérieure de Leningrad est percée les 9 et 10 septembre 1941, à une distance d'environ 40 km de la ville. La ligne de défense intérieure est percée entre le 15 et le 17 septembre 1941. A. Zdanov (leader politique de Leningrad) et le général Zakharov (commandant militaire de la ville) envoient les divisions de milice d'usine dans la bataille. Les Allemands sont déjà dans les faubourgs de Leningrad (Kolpino, Pulkovo). À l'ouest de la ville, ils atteignent la côte du golfe de Finlande le 20 septembre 1941. Le XXXIXe groupe blindé frappe au nord-est du virage de la Neva et s'empare de Schlüsselburg le 11 septembre. La dernière liaison terrestre avec la ville est coupée !

Le 12 septembre 1941, Hitler et l'OKW interviennent. L'attaque sur Leningrad est suspendue. La ville est simplement encerclée et le commandant du groupe principal de chars (XXXXT), le général en chef Reinhardt, reçoit l'ordre de transférer ses chars sur les champs de bataille en direction de Moscou. Leningrad a-t-elle été sauvée ? Oui !

Le maréchal Vorochilov rassemble ses troupes à Vologda, y compris ses divisions sibériennes capables de frapper, pour une attaque en direction de Tihvinä, où le XXXIXe groupe blindé (gén. colonel R. Schmidt) reçoit l'ordre d'avancer et de maintenir sa position.[319] L'objectif plus important était probablement de couper la route de ravitaillement hivernal russe le long de la rivière Ladoga vers Leningrad. Les Allemands ont pris Tihvinä le 8 novembre, et une violente contre-attaque de l'armée rouge a commencé le 15 novembre 1941. Dans le désert de Volhovan, dans une ville bientôt détruite, par 30 à 40 degrés de gel, les Russes, qui se battent vaillamment et presque sans être inquiétés, forcent finalement le corps blindé à abandonner Tihvinä. Dans des conditions arctiques, les troupes allemandes se replient le 22 décembre 1941 sur leur position de départ sur la rivière Vologda, subissant de lourdes pertes. Le prix à payer était élevé. La 18e division blindée comptait 9 000 tués, de nombreux morts de froid et 741 autres hommes disparus. La voie ferrée de Tihvinä à Vologda a été abandonnée aux Russes. De lourds combats forestiers dans la région de Volhova se sont poursuivis jusqu'au milieu de l'année 1944.[320] [321]

[319] Les Finlandais étaient-ils attendus devant Syväri ?

[320] Carell, 1963, pp. 195-240, chapitre « Leningrad et Luga ».

[321] Annexe 20 : Les évènements sur ce front sont déjà liés à bien des égards aux actions militaires de l'armée finlandaise et aux décisions de Mannerheim de respecter les accords secrets conclus (Leningrad, Syväri, U us-Laatokka/Suho lsland 1942, tentative de couper la « route de la vie » à Leningrad).

Chiffres des pertes des premiers jours de l'opération allemande Barbarossa

Le général de corps d'armée Kurt von Tippelskirch[322] indique les pertes allemandes sur le front de l'Est du 22 juin 1941 au 28 février 1942 comme suit :

– Personnes décédées	210 572
– Blessés	747 761
– Disparus	47 303
Total	**1 005 636**

Personnes ayant souffert du froid du 5.11.1941 au 20.2.1942 :

– Amputés	14 357
– Modérément sévère	62 000
– Légère	336 230
Total	**112 580**

En ce qui concerne les pertes d'équipement allemandes, le 30 septembre 1941, la Luftwaffe disposait encore d'environ 1 000 chasseurs en état de combattre et les troupes au sol d'environ 1 400 chars. Les pertes s'élevaient à environ 60 %, ce qui signifie que l'armée rouge se battait avec ténacité et désespoir, malgré ses propres pertes.[323]

Les agents de Churchill et de Roosevelt à Moscou à l'été 1941, offrant leur aide.

La force de l'écrasante attaque allemande et les énormes pertes subies par l'armée rouge sont bientôt connues à Londres et à Washington.

Dès le 22 juillet 1941, Churchill envoie ses agents à Moscou pour se renseigner sur la situation (Lord Beaverbrook, sir Stafford Cripps et les représentants de Roosevelt, dont A. Harriman). Un peu plus tard en juillet (26 juillet), Harry Hopkins, l'envoyé spécial de Roosevelt, est également arrivé. Ces messieurs veulent savoir de quelle « première aide » Staline avait besoin pour compenser les pertes de l'armée rouge et si l'Union soviétique était encore en mesure de survivre sans s'effondrer.

[322] Tippelskirch, 1962.
[323] Welker, 1982, p. 142.

Harry Hopkins, un véritable ami de Staline, informe le Président Roosevelt depuis Moscou que, selon lui, l'Union soviétique ne s'effondrera pas, mais survivra en tant que vainqueur si elle reçoit une aide efficace. Staline laisse à Hopkins une liste des principaux besoins de l'armée rouge à livrer à Roosevelt (avions de combat, chars, armes et munitions, explosifs, moyens de transport, mais surtout suffisamment de carburant raffiné pour l'armée de l'air).

Au préalable, le Trésor américain a promis 10 millions de dollars d'aide en armement et la Defense Commissary Agency, 50 millions de dollars. Via Vladivostok et Mourmansk, ces biens qui ne sont pas encore inclus dans l'aide par bail terrestre doivent être livrés comme matériel de guerre de première nécessité jusqu'à fin septembre 1941, comme suit :

- 1 575 camions
- 4 655 tonnes de métaux spéciaux
- 4 726 tonnes de produits chimiques et d'explosifs
- 130 354 tonnes de combustibles
- 15 885 tonnes de machines et de matériel d'usinage
- 3 918 tonnes de produits alimentaires
- 2 623 tonnes d'autres marchandises
- 2 494 tonnes de matières premières

Les représentants des États-Unis et de la Grande-Bretagne promettent de livrer à l'URSS dans les 9 prochains mois (mai 1942) :

- 3 000 avions
- 4 000 chars d'assaut
- 30 000 camions

Outre la production propre de l'Union soviétique, cela permettrait de compenser les pertes subies au début de la guerre.[324]

Les Allemands aux portes de Moscou

Lorsque le mois d'octobre approche, les « Panzerknacker » allemands encerclent Moscou (Coin nord : Kalinin-Klin, généraux Steinhardt-Hoepner. Coin sud : Toula [Iasnaïa Polyana], général Guderian). Staline est cependant d'un calme imperturbable, même s'il sait que les Allemands feront bientôt une dernière tentative pour renverser la ville. Moscou se battrait ! Une partie des ouvriers de l'usine est mobilisée. Ils forment une armée de milice d'environ 200 000 hommes, dont l'entraînement dure vingt

[324] Weeks, 2004, pp.452-456, US LL-Aid Headquarters 1942-1945.

jours. Les femmes et les enfants creusent des tranchées antichars.

Le 10 octobre 1941, Molotov annonce à l'ambassadeur américain Steinhardt et aux autres diplomates que Moscou doit être évacuée vers l'est, à Kuybyschew. Les archives du Kremlin sont brûlées. Dans la ville évacuée, l'anarchie interne menace, comme c'est souvent le cas ![325]

Staline passe alors à l'action (20 octobre 1941). La loi martiale est décrétée dans la ville. La discipline et l'ordre sont rétablis d'une main de fer. Moscou est transformée en une impressionnante « forteresse défensive » à deux étages, mais qui a tout de même de la profondeur. Moscou peut-elle tenir le coup ? L'aide de l'Occident arrivera-t-elle à temps ?

Remarque 6

Dans la phase la plus critique du front de Moscou, en novembre-décembre 1941, le commandement soviétique dilapide les troupes les moins bien entraînées, des bataillons de femmes sont même utilisés à certains endroits ! Les soldats de l'armée rouge faits prisonniers de guerre par les troupes allemandes qui avancent inexorablement témoignent de la multiplication des bataillons punitifs et de l'augmentation du nombre de grades mixtes. Les armées ouvrières et de milice des usines moscovites, mal équipées, subissent de lourdes pertes, mais il y a toujours des soldats de l'armée rouge qui se battent avec abnégation. Le 4e corps d'armée du front central allemand, dirigé par Bock, a lui aussi tout donné dans un combat acharné qui a décimé hommes et matériel de manière décisive. Il a dû s'arrêter et « reprendre son souffle » ! C'est ce que les défenseurs de Moscou attendaient.

Les informations que le ministère allemand de la Guerre (OKW) reçoit sur ces faits amènent même Hitler à penser que Staline est en train d'épuiser les réserves de son armée, c'est-à-dire que l'armée rouge va très bientôt s'effondrer. Les calculs du nombre de prisonniers de guerre et de victimes ont peut-être conduit à un mauvais calcul tout à fait compréhensible de la conduite de la guerre allemande.

Cette image réaliste des évènements était-elle évidente ou Staline, en génial tireur de ficelles, voulait-il ici aussi induire ses adversaires en erreur ? Toujours est-il que lorsque l'offensive allemande fut stoppée aux portes de Moscou début décembre 1941, Staline put concentrer une nouvelle force militaire dans la région de Moscou sous le commandement du maréchal G. K. Joukov : 17,5 divisions qui combattaient désormais avec des divisions de

[325] Carell, 1963.

choc, des bataillons de ski et de la cavalerie transférée de Sibérie.[326]

Ceux-ci stoppèrent les Allemands puis, en supériorité totale, enlevèrent leurs « pinces de siège » nord (Kalinin) et sud (Toula) qui menaçaient Moscou et commencèrent un encerclement bilatéral à grande échelle qui s'opposa à la retraite de tout le groupe d'armées allemand du centre.

Selon la « tactique Motti » apprise par les Allemands quelques mois plus tôt, la contre-offensive de l'armée rouge du 5 décembre 1941 au 22 février 1942 les a contraints à se replier en partie de 100 à 200 kilomètres vers l'ouest et à y établir de nouvelles positions de combat permanentes pour l'hiver.

Une évolution similaire a eu lieu sur les fronts nord et sud (von Leeb / von Rundstedt). J'ose affirmer qu'au-delà du succès militaire, les batailles de 1941-1942 ont surtout constitué une importante victoire psychologique pour l'armée rouge. La rapide avancée allemande de l'été 1941 avait déclenché chez les soldats russes la peur, souvent inexplicable, de ne pas pouvoir s'opposer aux armées allemandes. Cette peur disparaissait désormais. L'initiative s'est déplacée de manière décisive vers l'armée rouge, et quelque part dans le futur – Stalingrad !

Le « miracle » de Moscou – la décision pour la guerre ?

L'hiver russe de 1941 s'était déjà installé en octobre, quelques semaines plus tôt que la normale, lentement et presque sans qu'on s'en aperçoive.

Lorsque les armées de chars des généraux Guderian et Hoth portent finalement le coup final à Moscou, comme l'exige Hitler, fin novembre, le gel est déjà descendu à -30...-40 degrés Celsius. Les routes et les sols qui s'enfonçaient autrefois dans la neige fondue sont désormais gelés à pierre fendre. Les chars allemands ne peuvent pas être démarrés le matin, ils sont gelés dans la boue. Tout l'équipement a été affecté par le gel. Les soldats dans leurs vêtements d'été[327] ressemblent à une « armée de chiffons » usée, tandis que les hommes tentent par tous les moyens et équipements de ne pas avoir froid. Tout semble comme gelé.

Il n'y a pas assez de ravitaillement. Les soldats de rang inférieur sont donc envoyés en mission de combat. L'entretien n'est plus une activité régulière depuis longtemps. Les fantassins blessés sont bloqués dans des congères, les armes gèlent, les munitions viennent souvent à manquer. L'artillerie et les rares chars en état de marche doivent économiser leurs

[326] Carell, 1964.

[327] (Note du traducteur allemand : par la trahison et le sabotage, entre autres, du quartier-maître général Eduard Wagner fr.metapedia.org/wiki/Wagner,_Eduard.)

munitions.

L'attaque du groupe d'armées Centre (von Bock) (9e AK, 4e AK et 2e AK) a été stoppée par les défenseurs de Moscou et une contre-offensive a été utilisée à temps pour éliminer définitivement la menace que représentait le groupe d'armées Centre pour Moscou.

Les Allemands avaient subi de lourdes pertes, de sorte que les troupes combattant en permanence et épuisées ne pourraient pas être reconstituées pendant l'hiver, même si l'offensive devait se poursuivre. La stabilisation du front pour l'hiver serait désormais la mesure la plus importante pour la nouvelle offensive du printemps. Hitler dut finalement l'admettre devant son État-major lorsqu'il donna l'ordre, le 8 décembre 1941, de mettre fin à l'offensive et ordonna à son armée de simplement tenir les positions gagnées, ce qui s'avérait également impossible.[328]

Entre le 5 novembre 1941 et le 22 février 1942, le groupe d'armées allemand Centre avait perdu en moyenne 3 862 hommes par jour, auxquels s'ajoutaient 979 soldats gelés par jour. Un calcul antérieur des pertes allemandes depuis le début de la guerre (1 005 636) montre qu'environ 50 % de ces pertes ont eu lieu pendant les 105 jours des combats pour Moscou. Ce chiffre inclut plus de 100 000 soldats qui ont souffert de gelures. Les pertes en avions et en équipement blindé dans l'armée de l'air s'élevaient à environ 60 % de l'effectif initial.[329]

Hitler prend la direction de l'OKW / OKH – les commandants du front sont remplacés – novembre-décembre 1941

L'offensive du groupe d'armées Centre (von Bock) est stoppée en décembre par la glace et la neige.[330] L'État-major des forces armées soviétiques (STAVKA) élabore des plans de grande envergure pour une contre-attaque visant à vaincre les Allemands. Moscou elle-même est comme une forteresse vivante, défendue par des divisions de miliciens et de travailleurs comptant 200 000 combattants et les réserves du haut commandement sur place. Mais l'« arme » la plus importante pour Staline a été fournie par Richard Sorge de Tokyo.

Un agent soviétique qui avait averti Moscou en juin 1941, jour pour jour, d'une invasion allemande imminente. Staline n'avait pas fait confiance

[328] La connaissance qu'avait Mannerheim des Russes et de l'importance de leurs ressources militaires est bien illustrée par la déclaration du maréchal au tournant de l'année 1941-1942, alors que l'invasion allemande avait été stoppée aux portes de Moscou et que les États-Unis avaient « officiellement » confirmé leur participation à la guerre : *« L'Allemagne va perdre cette guerre »* ! (extrait du livre).

[329] Carell, 1963.

[330] Carell, 1963, p. 411.

à ce rapport à l'époque !

Sorge annonce alors que le Japon ne participera pas à l'invasion allemande, mais qu'il estime plus importante une invasion en Extrême-Orient et dans le Pacifique contre les États-Unis. Cette fois-ci, Staline se fie à l'annonce de Sorge et, en mettant de côté le reste du trafic ferroviaire sibérien, transfère 34 divisions d'attaque sibériennes bien entraînées pour la Guerre d'Hiver, avec tout leur armement, du côté japonais de l'Extrême-Orient vers la région de Moscou par un transport spécial rapide.

Ces divisions d'élite, formées selon les doctrines de la Guerre d'Hiver finlandaise (!), y seraient concentrées dans les zones de combat menacées et utilisées pour stabiliser les fronts. La 2e étape de Staline devint réalité, et de fortes contre-attaques commencèrent non seulement sur le front central, mais aussi au nord-ouest (Volhova). Dans tous les cas, l'initiative se déplaçait désormais de manière décisive vers l'armée rouge, et le premier matériel de guerre allié livré en tant qu'« aide d'urgence » (Mourmansk/ Vladivostok) donnait déjà au commandement moscovite l'assurance qu'il survivrait à l'avenir et qu'il aurait même une chance de l'emporter.

L'armée allemande n'est cependant pas encore vaincue. Elle se bat avec une bravoure et une détermination admirables et forme, lors de sa retraite, de solides « positions de hérisson » dont la destruction coûte du temps et de l'énergie à l'armée rouge. Ironiquement, l'hiver et ses conditions aident désormais les deux camps. Grâce à l'apport de nouvelles réserves et d'équipements supplémentaires, les Allemands parviendront néanmoins à consolider leur front pour l'hiver sur une nouvelle ligne de défense. Au printemps, une nouvelle attaque sur Moscou devait être lancée. Hitler avait déjà mis Leningrad en veilleuse[331] et avait plutôt porté son attention sur le sud et le sud-est (Volga, Crimée, Caucase/Bakou !).

Remarque 7

Au moment où Hitler dominait le conflit, le lecteur devait prendre note de la montée en puissance du mouvement de résistance allemand. Leur tâche principale consistait à libérer l'Allemagne de l'emprise de Hitler avant la défaite imminente et à renverser le régime national-socialiste. Dans ce but, des contacts ont été entretenus avec les dirigeants politiques et les services de renseignement des Alliés afin de mettre fin à la guerre et de négocier la paix. On comprend que la tâche était difficile et dangereuse dans un pays dirigé par une dictature. Du côté civil du front intérieur, les

[331] (Note du traducteur allemand : *Der verschenkte Sieg : Warum Hitlers Urplan "Barbarossa 1941" scheiterte* (« La victoire gâchée : pourquoi le plan originel de Hitler 'Barbarossa 1941' a échoué ») de Bernhard Zürner ISBN 978-3806111316 Druffel & Vowinckel 1999.)

opérations étaient très habilement organisées, mais les plus grands dangers, et en même temps les pertes décisives pour l'armée allemande, résultaient de la trahison et du sabotage d'officiers à des niveaux élevés de commandement militaire.

Des études récentes démontrent sans aucun doute que les plus grandes pertes de l'armée allemande ont été causées par les actions de ces officiers dans la résistance qui, bien qu'ils aient fourni des informations obsolètes à l'OKW sous le commandement de Hitler, ont fourni à l'ennemi des informations vitales sur l'état de leur propre armée et sur les plans de bataille :

– Le « gel » du front de l'armée de terre Centre aux portes de Moscou en 1941 et son anéantissement final en Biélorussie en 1944 ;[332] [333]

– L'Afrique du Nord et la défaite des troupes du maréchal Rommel en 1943 en raison de problèmes d'approvisionnement ;[334]

– Stalingrad et le major général G. R. Gehlen, le colonel G. von Roenne OKH/Sabotage ouvert et désinformation en 1943 ;[335]

– Kursk, informations complètes d'espionnage pour les Russes sur les plans des forces allemandes de l'Axe et le nombre de véhicules de transport américains (« fargots ») à la disposition de l'armée rouge ;

– Normandie. Le colonel G. Roenne, qui avait toujours la confiance de Hitler, a persuadé l'OKW de croire les fausses informations sur l'invasion alliée sur la côte de Calais, où les troupes de combat stationnées ne pouvaient plus atteindre la Normandie, afin d'empêcher les Alliés d'y former leur tête de pont ;[336] [337]

– Plus tard, lorsque les Alliés ont tenté une percée, le colonel Ludwig Finckh (Oberquartiermeister) a saboté l'artillerie et d'autres approvisionnements des forces contre-offensives, les rendant totalement insuffisants.

Toutes ces grandes batailles décisives[338] ont été perdues par l'armée allemande en raison de l'action active d'officiers de la Résistance (= traîtres)

---

[332] Guderian, 1951, p. 254.
[333] Möller, 1970, p. 203.
[334] Trizzino, 1993, pp. 150-154.
[335] Meiser, 2006/2008, pp. 230-233.
[336] (Note du traducteur allemand : voir aussi Heinz Schmoelke : *Die Kriegsentscheidung. Der Verrat in der Normandie 1944*. ISBN 9783933304094, Friedrich Georg : *Verrat in der Normandie* ISBN 3878472374 ainsi que Hrowe H. Saunders : *Der verratene Sieg - Die alliierte Invasion in der Normandie 1944* ISBN 9783932381645.)
[337] Brown, 1976, p. 467, et Schlabrendorf, 1946, pp. 38, 129, 132.
[338] (Note du traducteur allemand : voir aussi Friedrich Georg : *Verrat an der Ostfront Band 1 - Der verlorene Sieg 1941-42* ISBN 9783878472506 et *Verrat an der Ostfront Band 2 - Vergebliche Verteidigung Europas 1943-45* ISBN 9783891801406.)

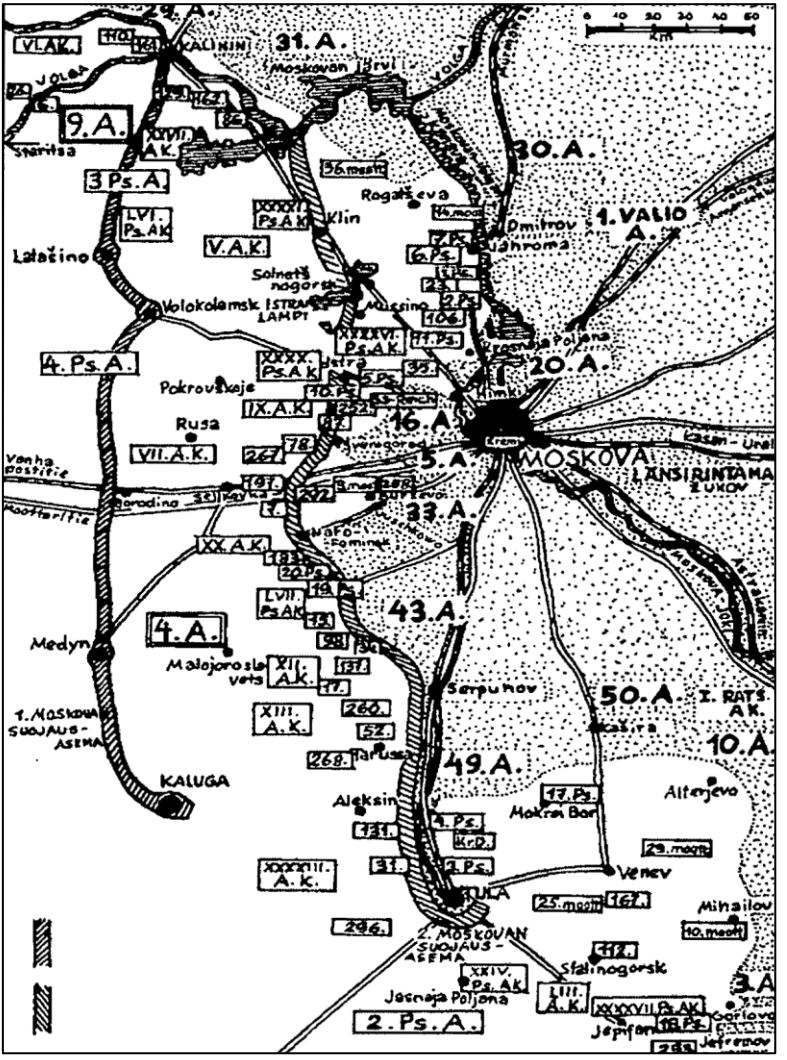
dans les États-majors du front et également à d'autres niveaux de commandement inférieurs. Des millions de compagnons d'armes sont tombés, ont été faits prisonniers de guerre, dont peu sont revenus (sur les 100 000 prisonniers de guerre emmenés en Sibérie à Stalingrad, seuls 6 000 sont revenus !339

L'infanterie et la cavalerie s'en sortent mieux dans ces conditions que les troupes motorisées sur roues.

Femmes russes durant la 2nd Guerre mondiale : « Moscou ne sera jamais abandonnée à l'ennemi !».

« Les femmes et les enfants creusent des tranchées antichars ».

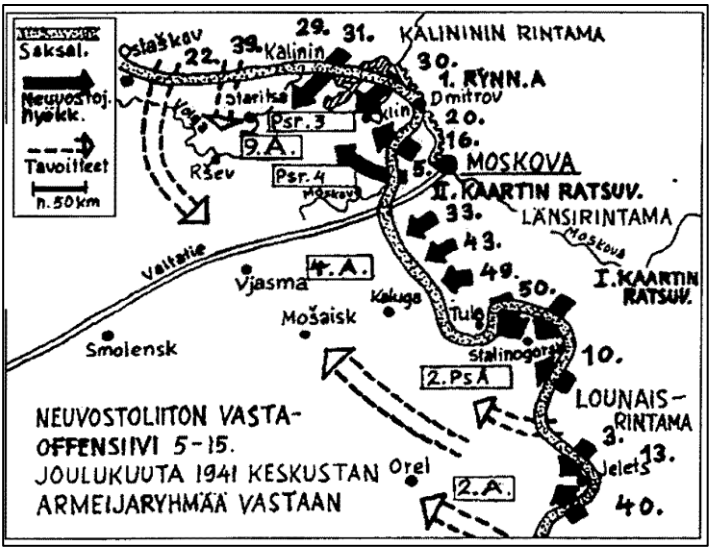
339 Meiser, 2006/2008, pp. 222-240.



Avant la grande offensive du 5 décembre 1941, un grand nombre de troupes avaient déjà été rassemblées pour défendre Moscou et avaient maintenu les Allemands hors de la ville au prix de lourdes pertes. À l'arrivée des Sibériens, une violente attaque a alors commencé, alors que les Allemands étaient à bout de forces.[340]

[340] Carell, 1964.

Staline suspend tout le trafic ferroviaire sibérien et transfère 34 divisions de combat sibériennes, bien entraînées pour la Guerre d'Hiver, avec tout leur armement, par transport spécial rapide de l'Extrême-Orient japonais vers la région de Moscou. Parmi elles, 21 rencontrèrent le groupe d'armées Centre, qui disposait encore de 78 divisions en octobre, mais qui n'avait plus qu'une force de combat de 35 divisions en décembre. La force de combat relativement faible jusqu'alors fut bientôt modifiée de manière décisive par des troupes sibériennes fraîches.



La Guerre d'Hiver contre la Finlande et les lourdes pertes subies à cette occasion ont été une pilule amère, mais aussi une bonne leçon pour le commandement militaire soviétique. Suite à des études approfondies résultant des critiques émises immédiatement après la Guerre d'Hiver, la formation militaire en Union soviétique a été corrigée en profondeur.

Des mesures ont été prises immédiatement pour remédier aux lacunes, notamment l'introduction de la connaissance du ski dans le programme d'études.

Il faut souligner que l'entraînement des troupes sibériennes a été effectué selon les dernières règles finlandaises ![341]

La contre-attaque soviétique du 5 décembre 1941 devant Moscou,

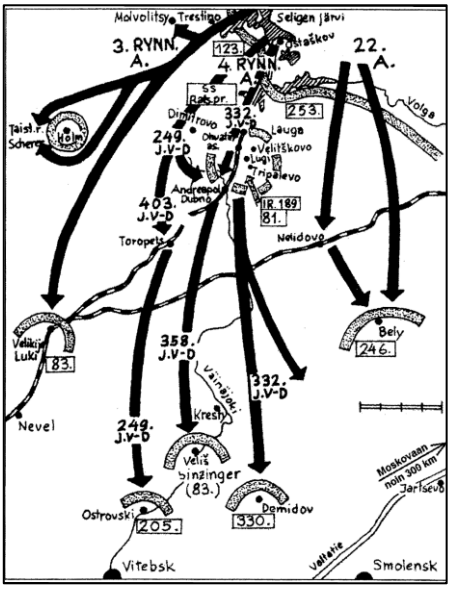
[341] La « leçon » donnée par les Finlandais pendant la Guerre d'Hiver a peut-être été un rappel à l'ordre pour le commandement militaire soviétique, qui a valu de l'or, comme l'ont montré par exemple les batailles défensives victorieuses autour de Moscou pendant l'hiver 1942.

menée par des chars soviétiques Yeti transportés depuis la Sibérie, a mis fin au front allemand (« briseurs de blocus ») de 600 km de large. Les Allemands ont cependant réussi à maintenir leur position pendant le reste de l'hiver, malgré un gel sévère allant jusqu'à -40 °C. Ci-dessous, les soldats soviétiques qui se sont distingués lors des batailles de Moscou :[342]

Général de division L. Dovator

Maréchal K. Rokossovski

Général de corps d'armée A. Vlasov



5.12.1941 Le front soviétique commence à se déchirer au début de l'année 1942 suite à la contre-attaque soviétique de janvier et se poursuit jusqu'à l'hiver, le groupe d'armées allemand Centre et le groupe d'armées Nord se trouvant sur la ligne de jonction. La quatrième armée d'attaque russe se dirige vers Vitebsk et Smolensk.[343]

Été 1942

Grâce à la nouvelle concentration de forces, l'armée allemande parvint, bien qu'avec un retard considérable jusqu'en juillet, à entamer sa progression sur le

[342] Carell, 1964.
[343] Carell, 1964.

front sud en 1942-1943 sur la Volga jusqu'à Stalingrad, en Crimée et à Rostov ainsi que dans le Caucase jusqu'à Grozny. Cette attaque réussie dans le sud et le sud-est profonds avait cependant transformé de manière décisive le front de l'armée allemande (Golfe de Finlande-Caucase, environ 2 000 km) en un front incontrôlable. La force de l'armée allemande en termes de munitions, d'armes et de soldats est restée trop mince jusqu'en 1943 pour pouvoir maîtriser efficacement tous les fronts, de la Norvège et de la Laponie finlandaise jusqu'à la France, de là jusqu'au Caucase et plus loin jusqu'en Grèce et en Crète, et même jusqu'en Afrique du Nord (Erwin Rommel) en 1943.

Hitler souhaitait, et c'est compréhensible, s'emparer des ressources énergétiques du Caucase (le pétrole de Bakou, Batoumi et Maïkop, ainsi que les métaux précieux que sont le manganèse et le molybdène), sans lesquelles l'armée et l'industrie de l'armement qui la soutient seraient en difficulté en cas de progression de la guerre. C'est précisément cette question qui avait déclenché le grand conflit entre Hitler et la Wehrmacht, les principaux maréchaux et généraux. Hitler était conscient de la grande importance des facteurs militaro-économiques, mais aussi de l'énorme disproportion entre les moyens disponibles à l'époque et la stratégie militaire pour y parvenir.

Je tiens à rappeler que sur cette partie du front sud, du côté du Caucase, un bataillon de volontaires finlandais combattait dans les rangs de la célèbre division SS de grenadiers de chars « Viking ». Parmi les endroits où les Finlandais se sont particulièrement illustrés, on trouve Terek, Maikop et Groznyi. Il s'agissait ici de la production de pétrole – des zones d'extraction et de la prise de l'importante route vers Tbilissi. Dans ces ressources, le rôle décisif du bataillon SS finlandais dans la prise et la tenue de la colline 711 est particulièrement mis en avant, même s'il a subi de lourdes pertes.[344]

Remarque 8

Dans le chapitre 8, nous nous sommes exceptionnellement penchés un peu plus en détail sur les évènements militaires de la phase 1 de l'une des principales batailles frontales de l'opération Barbarossa. Un certain nombre de facteurs y ont contribué et je voudrais les utiliser pour illustrer l'ampleur énorme et presque inimaginable des ravages causés par la deuxième partie de cette guerre mondiale (1939-1945).

Les principales raisons de la conduite de la guerre par les grandes alliances (Alliés/Puissances de l'Axe), les coûts économiques, les buts de guerre réels (= cachés) des grandes puissances et le nombre de victimes qui

[344] Carell, 1963, p. 474.

en résulte (= soldats : tués, invalides, disparus/civils ; tués lors de bombardements massifs, morts dans des camps de concentration, disparus et invalides). Quel serait le bilan final inimaginable et cruel de cette guerre sans précédent et d'une brutalité absolue ? Nous posons des questions, mais pouvons-nous encore trouver des réponses véridiques ?

Tout cela a-t-il été planifié quelque part il y a longtemps ? La Seconde Guerre mondiale aurait-elle pu être évitée et aurait-elle été totalement inutile ? Certains ont-ils essayé de rechercher la paix et de mettre fin à la folie de la guerre ? A-t-on tiré des leçons des souffrances de la Première Guerre mondiale ? Avec quel pouvoir les dirigeants de nations, souvent très malades, ont-ils pu inciter et provoquer leur peuple à prendre les armes contre une autre nation ? Pourquoi l'histoire des guerres est-elle toujours écrite par les vainqueurs, et uniquement dans la perspective de la vérité qu'ils ont acceptée, alors que les nouvelles connaissances sur les évènements qui les compromettent sont supprimées, passées sous silence et falsifiées ? Pourquoi le véritable contexte des évènements qui ont conduit à la survie de notre propre pays en tant qu'État indépendant est-il toujours passé sous silence ?

1. Le peuple maltraité comme déclencheur de la guerre

Nous pouvons toujours prendre comme point de départ de notre analyse l'« exploitation » de la paix de Versailles (1919), la « vengeance » des vainqueurs avides de pouvoir et le morcellement du territoire allemand, ainsi que la déclaration finale selon laquelle l'Allemagne était seule responsable de la guerre (1914-1918). Cela a créé des générations de haine et de méfiance envers l'Allemagne et le fait d'être allemand, et a semé les graines rapidement croissantes du prochain acte de guerres mondiales avec des demandes absurdes de réparations de guerre. Dans la profonde détresse de l'Allemagne, le Parti communiste (KPD) s'est développé au début des années 1920 pour devenir le deuxième plus grand membre du Komintern. Sous la direction de Moscou, il chercha une solution violente pour prendre le pouvoir, mais fut finalement vaincu militairement et resta en exil politique pendant toute la durée de la République de Weimar.

Dans les années 1930, le Parti communiste allemand, qui luttait dans le chaos de la dépression mondiale et de la famine, était à nouveau un membre fort du Komintern et aspirait au pouvoir cette fois-ci par le biais d'élections. En nommant des dirigeants du Parti à la direction du KPD (dont Ruth Fischer, une juive autrichienne, et Heinz Neumann), Staline

avait purgé la direction du Parti des anciens communistes.[345]

Ceux-ci avaient été remplacés par des personnes fiables, pour la plupart juives, qui n'avaient aucun lien ou sens des responsabilités envers la classe ouvrière allemande. Maslov était le supérieur hiérarchique de Fischer et le représentant spécial du Kremlin.[346]

D'autres pays qui avaient combattu aux côtés des puissances centrales (Allemagne) pendant la Première Guerre mondiale ont dû faire la paix avec les puissances environnantes et abandonner nombre de leurs importants territoires au profit des puissances victorieuses.

Les territoires que ces pays et certains des États nouvellement créés ont reçus comme « butin de guerre » ont ainsi créé en leur sein des minorités nationales dont les mauvais traitements, sans aucune intervention de l'Allemagne, allaient devenir une sorte de carburant pour la future Seconde Guerre mondiale.[347]

2. La chute de la République de Weimar

La République de Weimar (1919-1933) finit par sombrer sous le poids des entraves économiques et des troubles politiques intérieurs dictés par les vainqueurs. L'Allemagne était perdue ! Lorsque la crise économique mondiale de 1929 éclata suite à l'effondrement économique malsain de l'Amérique devenue riche de la guerre, crise qui allait bientôt plonger toute l'Europe et surtout le peuple allemand dans la misère et la famine, le Parti national-socialiste des travailleurs, dirigé par Adolf Hitler, contrecarra et détruisit les formidables ambitions de pouvoir des communistes dès qu'ils furent au pouvoir.[348] [349]

3. L'Allemagne se redresse et réveille de vieilles jalousies

Le nouveau dirigeant de l'Allemagne (der Führer) annonce clairement son programme pour restaurer l'unité allemande, mettre fin aux réparations de guerre, réintroduire le service militaire obligatoire et rétablir la place légitime et la dignité de l'Allemagne parmi les nations d'Europe et du monde. Cela signifiait un travail et des efforts difficiles pour construire un

---

[345] [NdT : Contresens : la phrase de la traduction allemande est mal tournée et fait penser que Staline a nommé Ruth Fischer et Heinz Neumann comme dirigeants de parti, alors qu'il les a, au contraire, exclus pour ultra-gauchisme et « zinovievisme » !]

[346] Albrecht, 1943, pp. 298-300, 309-310 et 325.

[347] Pages 423-424, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Italie, Yougoslavie, et dans un cas particulier, Palestine/Déclaration Balfour et trahison.

[348] La communiste Ruth Fischer dans son discours de clôture du Reichstag en 1932 : *« J'espère que lors de la prochaine session du Reichstag - je pourrai accueillir le Reichstag de l'Allemagne soviétique ».*

[349] Hautamäki, 2004, p. 71, *Daily Mail*, 13 octobre 1933. Loyd George : *« SI HITLER ÉCHOUE, le communisme prendra le dessus ».*

peuple en une nation homogène. Celui qui ne participerait pas à ce travail ne pourrait pas bénéficier, en tant que citoyen, de la prospérité sociale et économique que l'on s'était fixée comme objectif principal de la nation.

Cet objectif a été presque atteint à la fin des années Trente. Même à la fin de la décennie, l'augmentation du bien-être social de la nation avait la priorité sur le réarmement militaire. La population avait confiance en son dirigeant ![350]

Le haut niveau de performance technique a également permis au commerce extérieur d'augmenter malgré tout.[351] Dès 1936, la France et l'Union soviétique ont commencé à renforcer leurs alliances militaires contre l'Allemagne. La libération de l'Allemagne (le Troisième Reich de Hitler) des chaînes de Versailles ne fut pas seulement une surprise pour les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, mais aussi une menace croissante pour les ambitions de leurs dirigeants et gouvernements (Churchill, Roosevelt, Daladier, Staline). Au fur et à mesure que la puissance militaire de l'Allemagne et l'éveil du sentiment nationaliste augmentaient, la croissance des capacités industrielles et commerciales allemandes deviendrait rapidement un facteur de concurrence trop fort pour leurs pays sur les marchés commerciaux mondiaux. C'était particulièrement vrai pour l'Angleterre. J'ai expliqué dans la première partie de ce livre et à nouveau dans cette deuxième partie que les préparatifs de la Grande-Bretagne (Churchill) et des États-Unis (Roosevelt) pour une guerre contre l'Allemagne avaient déjà commencé en 1934-1936.[352]

L'objectif de la France était d'assurer sa sécurité à l'abri de ses forteresses Maginot tout en maintenant une armée de terre puissante, principalement blindée, contre la prétendue menace allemande. Le Premier ministre britannique W. Churchill estimait qu'en 1938, la force militaire de la France était toujours supérieure à celle de l'Allemagne. La coopération militaire et les accords d'assistance de la France avec les pays entourant l'Allemagne (Angleterre, Tchécoslovaquie, Pologne, Union soviétique et pays du Benelux) donnaient aux Français un fort sentiment de sécurité. Pourtant, ni l'attitude de Weimar vis-à-vis de la France, ni celle de l'Allemagne hitlérienne ne donnaient lieu à de telles inquiétudes. Au contraire, l'Allemagne s'est toujours efforcée d'établir de bonnes relations de confiance avec la France et d'influencer politiquement la France de telle sorte que celle-ci les considère à son tour comme importantes pour

[350] Annexe 9, Discours radiophonique de Hitler du 22 juin 1941, le matin suivant le début de Barbarossa.
[351] Hautamäki, 2004, p. 68, déclaration de Churchill, *The Times*, mai 1919.
[352] Chapitre 8, remarque 5, pp. 231-232.

l'Allemagne. Notamment en restant neutre et en ne participant pas aux opérations proposées par l'Angleterre (Churchill), qui la conduiraient à une guerre contre l'Allemagne pour des raisons indéfendables.

Malgré les souhaits de Hitler, il n'en fut rien et la France, avec l'Angleterre, déclara la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, sous la pression de Roosevelt. L'Union soviétique et Staline dans sa propre « sphère rouge » représentaient toutefois une énigme à propos de laquelle les Alliés, tout comme l'Allemagne, ne pouvaient pas se prononcer définitivement notamment sur les intentions de Staline. Cependant, dès la République de Weimar, il existait une coopération secrète avec l'Union soviétique dans le domaine de la formation et de l'équipement militaires, qui a progressivement cessé après l'arrivée de Hitler au pouvoir.

À la place, elle révèle un accord top secret de coopération entre l'Allemagne et l'Union soviétique entre 1935 et 1936.[353] Dans cet accord, Staline et Hitler, sous l'impulsion du premier, se sont secrètement répartis les intérêts européens afin de récupérer les territoires qui leur avaient été arrachés après la Première Guerre mondiale. Le second objectif important était de clarifier et d'éliminer les querelles territoriales inutiles entre les deux puissances européennes sur leurs territoires respectifs.

Il est vraiment intéressant de se demander combien de temps cette « alliance secrète » aurait duré et aurait préservé la paix sur le continent européen si les autres grandes puissances, la France, la Grande-Bretagne et finalement les États-Unis, n'étaient pas intervenues avec leurs propres objectifs, entraînant finalement notre planète entière dans la guerre la plus destructrice de notre époque. Le scénario de ce drame trouve son origine dans les diktats de la paix de Versailles, dont l'absurdité a marqué le début de la longue préparation des grandes puissances, dans les années 1930 et 1940, à la « finale » de la nouvelle guerre. L'escalade vers une guerre réelle comprend trois étapes de développement :

– La première est une guerre locale et isolée entre l'Allemagne et la Pologne, qui débute le 1er septembre 1939.

– Au second niveau, la guerre se transforme déjà en une guerre européenne après que l'Angleterre et la France ont déclaré la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Avec l'attaque de l'Union soviétique contre la Pologne le 17 septembre 1939 et contre la Finlande le 30 novembre 1939, la guerre est encore européenne.

– Le troisième niveau marque le début de la Seconde Guerre mondiale

[353] Hautamäki, 2004, pp. 42-47.

proprement dite, lorsque les États-Unis (Roosevelt) entrent officiellement en guerre le 8 décembre 1940, à l'instigation de Churchill.

4. Hitler cherche la paix – la dernière tentative (Hess)

Je suis fermement convaincu que, dans les parties I et II de mes livres, les documents du dossier S-32 de Mannerheim et leur interprétation me permettent d'aboutir à une conclusion qui met en évidence l'imbrication des deux guerres mondiales, leurs causes sous-jacentes et la décision des dirigeants alliés de résoudre leurs terribles querelles guerrières en rejetant toutes les propositions de paix de Hitler.[354] De nombreux historiens, même des contemporains qui ont participé à des évènements personnellement importants, sont parvenus aux mêmes conclusions avec leurs nouvelles sources d'information, dans leur tentative audacieuse de critiquer l'historiographie proclamée par les dits vainqueurs comme étant la vérité universelle et la seule acceptée après la Seconde Guerre mondiale (Viktor Suvorov, N. G. Kuznetsov, David Irving, Edvard Radzinski, David L. Hoggan, Martin Allen, Fritz Becker, James Bacque, Albert L. Weeks, Martin Gilbert, Peter H. Nicoll, pour n'en citer que quelques-uns).

Ce sont ces informations non falsifiées que les détenteurs de la politique secrète en coulisses et du pouvoir monétaire mondial, les utilisateurs « invisibles » du pouvoir et de la violence auxquels je fais souvent référence, sont toujours prêts à nier et à contrôler efficacement les médias mondiaux afin de démystifier les nouvelles informations critiques qui menacent leurs actions. Ils étaient prêts à éliminer les témoins survivants les plus « dangereux » immédiatement après la Seconde Guerre mondiale dans des « procès » de toutes sortes, par vengeance.

Le sort de Rudolf Hess pourrait être un bon exemple, mais aussi un exemple dissuasif. La même pratique est encore utilisée aujourd'hui par la police secrète et d'autres organisations de sécurité des superpuissances actuelles (FBI, CIA, SIS, MI5, Mossad, KGB / FSB, OMON, Stasi, etc.). Des provocations organisées peuvent, le cas échéant, encore provoquer une autre guerre mondiale, ou un « conflit pétrolier » de moindre ampleur en Irak, en Iran et en Afghanistan, sans parler de la crise Israël / Palestine au Proche-Orient, qui dure depuis 92 ans cette année (2009) et qui n'est toujours pas résolue. La Déclaration Balfour de 1917 et la fraude qui l'a accompagnée est sans aucun doute la cause initiale de cela aussi – l'Angleterre.[355]

[354] Shawcross, 1965.
[355] Leasor, 1963.

5. l'Allemagne en difficulté – la Finlande suit à contrecœur

Lorsque j'ai examiné le nombre de victimes des premières batailles de Barbarossa dans les pages de ce chapitre, en me concentrant sur les combats sur un seul front, j'ai été choqué.[356]

Quelles étaient les raisons et qui étaient les décideurs qui ont conduit à cette absurdité ? Pourquoi était-il impossible d'empêcher une telle catastrophe ? Pourquoi la proposition de l'Allemagne (Hitler) du 31 mars 1936 concernant le désarmement général de tous les pays européens sous la supervision de la Société des Nations a-t-elle reçu un large soutien public, à l'exception du refus catégorique (*sic*) de la France et de l'Angleterre ?

C'est précisément ce rejet des efforts de Hitler qui l'a finalement convaincu que des méthodes pacifiques directes n'aideraient pas l'Allemagne à sortir de l'asservissement des « vainqueurs » de Versailles, puisque le seul organe qui possédait le « droit à la paix », la Société des Nations, dont Hitler retirait désormais l'Allemagne, travaillait entièrement sous la direction des deux grandes puissances susmentionnées. Ainsi, dès 1937, la mise en place d'un armement autonome devint inévitable. Parallèlement, la proposition de Hitler d'un pacte de paix et de non-agression entre les nations européennes, prévu pour une durée de 25 ans, fut rejetée par les mêmes parties. Les questions frontalières seraient traitées en commun et des solutions négociées. Les immenses zones frontalières entre les États pourraient alors être démilitarisées, de sorte que les nations pourraient tranquillement utiliser leurs ressources militaires de contrôle des frontières pour développer leur bien-être social, leur économie, leur commerce extérieur et leurs sociétés, indépendamment des systèmes idéologiques. Bien entendu, les puissances occidentales ne voulaient pas accepter cela, car le développement économique de l'Allemagne était perçu comme dangereusement surpuissant à l'avenir. En fait, la proposition de Hitler, si elle était mise en œuvre, pouvait déjà être considérée à l'époque comme un point de départ clair pour la formation d'une sorte d'Union européenne[357]

Vous trouverez les réponses à mes questions dans les parties I et II de mon livre. Leur point de référence fort est constitué par les documents rassemblés par le Président et commandant en chef de l'armée finlandaise, le maréchal Mannerheim, dans son dossier personnel et secret S-32 de 1932 à 1949, concernant les vastes contacts secrets du maréchal avec les principaux dirigeants politiques et militaires des grandes puissances, qui ont contribué au déclenchement et finalement à l'issue sanglante de la Seconde

[356] Front est du groupe d'armées allemand Middle/front ouest de l'armée rouge (Biélorussie et Ukraine).
[357] Hautamäki, 2004, p. 169, S. Welles, W. L. Shirer.

Guerre mondiale.

Un canal d'information secret unique qui se cristallise est le contact continu de longue date de Mannerheim avec les dirigeants politiques et militaires de l'Union soviétique (Staline et le maréchal Chapochnikov = « Irina », le non encore identifié « Gregori » et « Luci »), qui a peut-être joué un rôle décisif dans la survie de notre pays en tant qu'État indépendant dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale.

Sans le « vieux » baron du monde monarchique, C.G.E. Mannerheim, un général de cavalerie vénéré par la cour du grand empire tsariste russe, un aristocrate connu dans les métropoles européennes pour sa brillante prestance, un commandant en chef de la guerre d'indépendance finlandaise et de la Guerre d'Hiver, un soldat au caractère finlandais, honnête et franc, apprécié et respecté par ses officiers et ses compagnons d'armes, et en outre un homme que Lénine lui-même a rencontré dans des circonstances très particulières nous serions à peine un État indépendant sur la carte de l'Europe aujourd'hui.

6. Accords de guerre alliés

Une phrase du Président Roosevelt que je cite souvent dans mes livres est la suivante : *« En politique, rien n'arrive par hasard, et quand quelque chose arrive, on peut être sûr que c'était prévu ! »* Ces réflexions et de nombreux discours de FDR durant les années 1930, même en rapport avec les évènements de la Première Guerre mondiale, montrent clairement l'antipathie, voire la haine de Roosevelt envers l'Allemagne, Hitler et d'autres dictateurs similaires, à l'exception de Staline.

Certains historiens estiment que cela pourrait être dû à la jalousie de Roosevelt envers Hitler, qui avait réussi à provoquer une forte reprise économique malgré une récession encore plus profonde en Allemagne. En revanche, le propre programme de Roosevelt semblait avoir échoué, car en 1938-1939, il y avait à nouveau plus de 11,5 millions de chômeurs. Au cours de ces années, l'Angleterre connut une grave crise économique et du marché de l'emploi, largement due aux antagonismes de classe au sein de la société anglaise. Il fallait même s'attendre à des troubles sociaux dans le pays. Quelle solution Churchill et Roosevelt ont-ils trouvée à leurs difficultés internes ? Ils ont tourné les yeux de leurs nations vers une menace extérieure (l'Allemagne) et ont délibérément choisi la guerre comme tactique de survie !

La France, qui n'avait aucune chance de combattre l'Allemagne seule, mais qui avait de son côté l'Angleterre et aussi les États-Unis, attirés dans la guerre par les menaces et les promesses de Churchill, décida également de

faire la guerre !

Outre le blocus maritime (flotte de blocus + mines) développé par W. Churchill (Ministre de la marine, 1911-1915) pour détruire complètement l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, Churchill a développé des débarquements sur les côtes stratégiques par des troupes terrestres rapidement déployables qui utilisaient la marine pour obtenir des points d'appui pour des opérations auxiliaires et offensives. L'une d'entre elles consistait à ouvrir une voie maritime vers la mer Noire à un allié en grande difficulté, la Russie.

Les plans de Churchill visaient principalement à détruire l'industrie de guerre allemande et la base économique et sociale de l'État allemand dans son ensemble en bloquant complètement tous les transports maritimes vers les ports allemands, y compris ceux en provenance de pays neutres (« blocus de la faim »).

Ce plan devait aider la Russie à participer activement à l'effort de guerre afin d'assurer la victoire des puissances environnantes lors de la Première Guerre mondiale. Ce plan ingénieux a toutefois fait naufrage en 1915-1916 dans les Dardanelles à Gallipoli, et la deuxième opération prévue sous le nom d'« opération baltique » n'a même pas été lancée à ce moment-là.

Le rôle de la Russie serait le même que celui de l'Union soviétique, afin d'assurer un blocus durable de l'Allemagne en 1941 lors de la bataille à venir, en formant un front d'attaque également à partir de l'est (E) et en enfermant ainsi l'Allemagne dans un blocus militaire et économique complet. Si cela réussissait, cela pourrait signifier une victoire rapide pour les Alliés. Churchill n'a pas caché cette « réédition » de son ancien plan, mais a déclaré dès 1936 que la coopération militaire avec l'Union soviétique et Staline était nécessaire, indépendamment des questions idéologiques ou démocratiques et dictatoriales. La victoire sur l'Allemagne hitlérienne était la priorité et devait être obtenue par tous les moyens. La guerre est déclarée à l'Allemagne (3 septembre 1939) et d'autres mesures visant à mettre en œuvre le grand plan suivent assez rapidement :

– 19.9/29.9. Présentation au cabinet du plan élaboré par l'amirauté.

– 15.10.1939 Accord de guerre avec Staline et finalement...

– 28.1.1940 Lettre de Staline à Churchill, dont la réponse a été acceptée par l'Amirauté / Churchill et...

– 8.2.1940 adopté comme plan d'application.

Le 9 février 1940, les Allemands s'emparent des documents secrets de ce traité dans l'avion d'un courrier général russe. Ils montrent le plan d'action

précis que Churchill avait élaboré au sein de l'amirauté britannique afin d'ouvrir les fronts de blocus contre l'Allemagne : N = front scandinave, E = front est/Union soviétique.[358] M = front français, S = front des Balkans.

Le lecteur se souviendra également que cette date est liée au début de la grande offensive russe dans l'isthme de Carélie et à la première note de Hitler à Staline, datée du 10 février 1940, dans laquelle il demande la paix avec la Finlande.

7. Qui voulait commencer la guerre et refusait d'accepter une offre de paix allemande ?

Churchill : *« Vous pouvez avoir une confiance absolue dans le fait que le gouvernement nazi de Hitler et la menace permanente que représente le prussianisme allemand pour l'Europe seront écrasés et détruits... ».*[359] [360]

Churchill : *« Je n'aurais eu qu'à lever le petit doigt pour empêcher le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, mais je ne l'ai pas voulu ».*[361]

Churchill : *« Si l'Allemagne peut reprendre le commerce mondial dans les cinquante prochaines années, nous aurons fait cette guerre pour rien ».*[362]

Sumner Welles, secrétaire d'État de Roosevelt, envoyé par ce dernier en Europe afin de prendre connaissance de la situation à la dernière minute, du 26 février au 19 mars 1940.[363] À cette époque, les États-Unis, sous la présidence de Roosevelt, « agissaient » encore en tant qu'État neutre, dont Hitler a tenté à plusieurs reprises, sans succès, d'utiliser les services pour faire des offres de paix à la Grande-Bretagne et à la France afin de sortir de la guerre.

Welles a voyagé comme suit : 26 février 1940 Rome (!) (Mussolini, Ciano), 1er au 4 mars 1940 Berlin (Hitler, Göring, Ribbentrop), 5 mars 1940 Paris (Daladier et autres représentants du gouvernement), 11 mars 1940 Londres (Churchill et autres membres du cabinet). Churchill dit à Welles :

> *« Il n'y a pas d'autre solution à la question européenne que la défaite radicale et totale de l'Allemagne et l'anéantissement du national-socialisme, ainsi que le retour à un nouveau traité de paix qui dirige l'orientation politique future de l'Allemagne de*

[358] Hautamäki, 2004, pp. 130-135.
[359] Gordon, 1992, p. 331.
[360] Discours de Churchill à la radio britannique le 12 novembre 1939.
[361] Charmley, 1993.
[362] Déclaration de Churchill en mai 1919, *The Times* Londres et référence à la soumission permanente de l'Allemagne par les conditions du traité de Versailles.
[363] (Note du traducteur allemand : je recommande ici les livres, *Der Zeigefinger Hitlers* ISBN 978-3934323025 et *Nur wegen – Norwegen ? Fall Weserübung 1940* ISBN 978-3934323032 de Gerrit Ullrich !)

telle sorte que la paix en Europe et dans le monde soit assurée pour au moins cent ans ». (sic)[364]

Selon Welles, Churchill vivait encore dans le mode de pensée de 1914-1919 (Versailles), sans tenir compte de l'expansionnisme soviétique déjà clairement visible. Welles n'accepta pas tous les points de vue de Churchill, mais fit part à Roosevelt, dès son retour à Washington, de son opinion selon laquelle l'attaque allemande de printemps attendue sur la France (cas « jaune »/= front M) serait repoussée par les forces conjointes de l'Angleterre et de la France dans un délai d'un an.[365]

L'Angleterre ne veut pas la paix – la résistance allemande est trahie

L'efficace département de « propagande noire » et d'espionnage des services de renseignement britanniques (SO1 et SO2), qui agissait sur ordre de Churchill lui-même et de lord Vansittart. Ceux-ci entretenaient des contacts secrets avec des représentants de la résistance allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce contact a conduit au développement d'activités d'espionnage par des militaires de haut rang, associées à des influences civiles, extrêmement dangereuses pour l'effort de guerre allemand et profitant à la Grande-Bretagne, mais surtout à l'Union soviétique. L'objectif principal de ces groupes de résistance était de se débarrasser de Hitler et d'obtenir la paix avec les Alliés en écartant les nationaux-socialistes de l'administration allemande. La résistance allemande avait l'espoir naïf de pouvoir négocier, malgré l'exigence d'une capitulation inconditionnelle, une paix substantielle qui empêcherait la poursuite de la guerre et sauverait ainsi des millions de vies humaines si ses ambitions étaient réalisées.

Le fait que ces traîtres aient réellement cru sérieusement que les Britanniques et les Américains allaient abandonner leurs objectifs de guerre et leur exigence de capitulation absolue lorsqu'ils ont vu l'effondrement de Hitler et du régime national-socialiste ne peut être considéré que comme une triste preuve de leur totale naïveté politique.

Comme nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises, Churchill, Roosevelt et Staline ne cherchaient pas en premier lieu à détruire Hitler et le régime national-socialiste, mais à éliminer l'influence d'un État allemand économiquement et militairement fort, qui ne devait en aucun cas entraver le nouvel équilibre du pouvoir et des forces des Alliés dans l'Europe d'après-guerre – voire dans le monde.

---

[364] (Note du traducteur allemand : donc une continuation des diktats de Versailles et le déclin de l'Allemagne auquel nous assistons tout à fait méthodiquement en RFA.)

[365] Hautamäki, 2004, pp. 305-306, annexe n° 8.

Les chefs d'État et de gouvernement occidentaux pensaient pouvoir atteindre cet objectif principalement sur la base d'un plan élaboré par le conseiller de Roosevelt, Henry Junior Morgenthau. Dans ce plan, l'Allemagne serait divisée en zones d'occupation permanentes après sa capitulation entre les vainqueurs. Dans ce cadre, en l'absence de paix, le peuple allemand serait soumis à un contrôle militaire, économique et social strict pour une durée indéterminée. L'objectif principal était la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne, le bombardement des villes et la destruction définitive de toute l'infrastructure du pays en tant qu'État viable.[366]

Il s'agissait d'une manœuvre de tromperie réussie et habilement orchestrée par les Britanniques, dont les résistants égarés n'ont peut-être pris conscience de l'importance pour la défaite et l'anéantissement de l'Allemagne que lorsqu'ils se sont retrouvés à la potence de la Gestapo.

Le dernier attentat presque réussi contre Hitler a eu lieu le 20 juillet 1944 (von Stauffenberg), alors que la défaite de l'Allemagne était déjà certaine. Peu après cet évènement, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Londres, Wheeler-Bennett, a lu un mémorandum au cabinet dans lequel on pouvait notamment lire : *« Un Hitler vivant vaut mieux qu'un Hitler mort, dans ce cas nous pouvons continuer la guerre et détruire l'Allemagne plutôt que de faire la paix avec ses nouveaux représentants ».* Le Premier ministre Churchill et le cabinet approuvèrent le mémorandum.[367]

En 1944, le gouvernement britannique n'avait pas l'intention de mener de véritables négociations avec les représentants de la résistance allemande, qui auraient réussi à détruire Hitler et à évincer les nationaux-socialistes de l'administration allemande. (*« Il n'y a pas de bons Allemands »*)

Le 12 septembre 1944, le Premier ministre W. Churchill se rend à nouveau au Québec pour s'entretenir avec le Président Roosevelt de l'ordre d'après-guerre en Europe et d'une ligne commune pour les prochaines discussions à Téhéran, où ils rencontreront Staline.

Les dirigeants alliés, tant politiques que militaires, étaient conscients des nombreuses propositions de paix et promesses allemandes d'ouvrir à leurs troupes, après l'acceptation de l'armistice, la voie de la France jusqu'au fin fond de l'Allemagne (= Berlin), avant même l'armée rouge. C'est précisément contre ce bolchevisme s'avançant en Europe avec l'armée rouge que Hitler avait ouvertement mis en garde les puissances occidentales dès 1941, à l'occasion du début imposé de Barbarossa, et leur avait demandé de ne

[366] Schildt, 1970, p. 218.
[367] Klüver, 1997, p. 375.

plus soutenir Staline, afin que l'Allemagne puisse seule, peut-être seulement en sacrifiant ses propres soldats, empêcher l'invasion. Mais comme nous l'avons déjà dit – tout cela n'a servi à rien.

Avant de partir, un journaliste demande à un Churchill de bonne humeur si ces messieurs vont parler à Québec d'une réponse aux demandes de paix allemandes. Churchill répond : *« Dieu nous en préserve, bien sûr que nous ne le ferons pas, car les Allemands l'accepteraient immédiatement ! »*

Promesse unilatérale d'aide du gouvernement du Premier ministre britannique Neville Chamberlain (soutenu par Churchill) du 31 mars 1939 (confirmée en août) à la Pologne en cas d'invasion allemande. Cela enthousiasmerait les Polonais à l'idée d'une « Grande Pologne ». L'Allemagne est provoquée à bien des égards, et le bellicisme est visible et audible partout. Le blindage allemand est en carton et le reste de l'équipement est de mauvaise qualité. Les officiers et les soldats polonais sont parmi les meilleurs du monde. Tout cela a créé l'illusion que la grande cavalerie polonaise serait à Berlin en quelques semaines. Le même calendrier a été fixé par le commandant en chef de l'armée française, Maurice Gamelin, pour l'arrivée de son armée à Berlin !

Le maréchal Rydz-Smigly lors d'une réunion d'officiers polonais : *« La Pologne veut la guerre contre l'Allemagne, et l'Allemagne ne peut pas l'éviter, même si elle le voulait ».*[368]

« Les Polonais étaient le seul peuple pitoyable d'Europe qui voulait aller sur le champ de bataille ».[369]

« Nous les forçons à faire la guerre aux Français qui ne veulent pas la guerre ».[370]

8. Les victimes de la Seconde Guerre mondiale – qui est responsable?

Ici, nous avons examiné l'ambiance des débuts de la Seconde Guerre mondiale (1939-1941) à travers des phrases courtes et caractéristiques qui, avec les schémas évènementiels plus larges de la première partie du livre, permettront, je pense, au lecteur de tirer ses propres conclusions sur l'arrière-plan des évènements et sur leurs auteurs. Cela vaut également pour le déroulement de la phase finale de la guerre 1943-1945, au cours de laquelle les Alliés, déjà sûrs de leur victoire, ont modelé à leur guise le climat et le modus operandi de la nouvelle communauté d'États européenne et en même temps mondiale. Comme nous le savons, la Charte de l'Atlantique (Québec, 10-14 août 1941) avait rempli sa fonction de propagande et fut

[368] Contributions polonaises. Lutz Mauve à Cracovie en été 1939.
[369] Le professeur M. Freund en été 1939.
[370] L'ambassadeur polonais Lukasiewicz à Paris au Ministre français des affaires étrangères Pierre Laval, été 1939.

jetée à la poubelle.

La guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique en 1941-1945 s'est transformée en une bataille qui a coûté la vie à un nombre de personnes sans précédent. La guerre sur le front européen de l'Est a traversé deux fois l'Europe de l'Est, et les deux fois, l'armée en retraite a suivi la tactique de la terre brûlée. À la fin de la guerre, toute la région était remplie de villages brûlés et de villes détruites, sans parler des fosses communes (Katyn, Leningrad, Prusse orientale).[371] Nous ne devons pas non plus oublier la culture ancienne, précieuse et urbanistique de l'Europe centrale, que les Alliés ont rasée par des bombardements terroristes insensés sur le territoire allemand.[372]

Jugement final

Je pense ne pas me tromper en supposant que les chiffres concernant le nombre total de victimes de la Seconde Guerre mondiale ne pourront jamais être totalement clarifiés. Les estimations figurant dans les statistiques publiées sont peut-être assez significatives si on les considère dans le contexte d'agrégats plus larges.[373] Nous constatons que les pertes les plus lourdes au cours des quatre années de combats sur le front de l'Est ont été subies par l'Union soviétique et l'Allemagne. Rapportées à la population des deux pays, elles représentent environ 4,5 %, soit une perte d'environ vingt millions de soldats pour l'Union soviétique et dix millions pour l'Allemagne ![374]

Quel a été le montant des pertes militaires finlandaises lors de nos guerres de 1939-1944 (Guerre d'Hiver, Guerre de Continuation et Guerre de Laponie) ? Les statistiques que j'ai jointes ici montrent les pertes de l'armée finlandaise avec une précision remarquable par rapport aux chiffres des grandes puissances.[375] Il est impossible de déterminer le nombre total de victimes de la Seconde Guerre mondiale. Les estimations varient entre 40 et 60 millions de victimes ! J'ose affirmer que de tels chiffres sont inimaginables pour l'esprit humain. Comment les dirigeants des nations ont-ils pu attirer ou contraindre leur peuple à une telle folie ?

Dans les parties I et II de mes livres, j'ai tenté de déterminer, à partir des

---

[371] Discours radiophonique de Staline au peuple soviétique 3.7.1941.

[372] [NdE française : *Tempête diabolique* de Thomas Goodrich, didi18edition.com]

[373] Bauer, 1975.

[374] (Note du traducteur allemand : selon la déclaration initiale de Staline, environ 5 millions de soldats soviétiques sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale. D'autres victimes soviétiques, qui ont bel et bien existé, ont été (re)comptabilisées plus tard sur le *« compte de la dette allemande »* ! fr.metapedia.org/wiki/Tote_im_Zweite_Weltkrieg)

[375] Annexe 7.

documents du dossier S-32 du maréchal Mannerheim, lesquels étaient les plus importants pour les positions politiques et militaires, souvent secrètes, de notre pays dans les années 1930 et 1940. Ils montrent clairement que les dirigeants de notre pays étaient innocents de la destruction insensée de la Seconde Guerre mondiale planifiée par les grandes puissances. Les erreurs commises par notre petit pays étaient des décisions de politique étrangère ou intérieure tout à fait normales à la lumière de la situation interna-tionale de l'époque, décisions que les grandes puissances nous ont impitoyable-ment poussés à prendre. Avec le recul, nous ne pouvons plus attribuer aucune valeur aux décisions prises. Notre seule erreur, que nous avons nous-mêmes reconnue, a été de ne pas développer nos forces armées à long terme et de négliger même leurs besoins les plus fondamentaux dans le cadre de budgets de défense étatiques insuffisants. Nous ne voulions que vivre notre propre vie dans la neutralité, en paix avec toutes les nations. Telle était la vérité que le maréchal Mannerheim voulait laisser à la postérité pour libérer la conduite de la guerre de notre pays de la pression de la culpabilité dont les puissances alliées victorieuses l'accablaient après la guerre. L'injustice et l'inégalité pesaient très lourdement sur les épaules de Mannerheim lui-même, car dans les phases les plus importantes de nos guerres, les dirigeants politiques de notre pays avaient placé sur ses épaules la responsabilité de rendre notre pays aussi libre, indépendant et à nouveau internationalement reconnu que possible sur le chemin qu'il avait indiqué de la guerre à la paix. Cet objectif a été atteint ! Les grandes puissances qui ont déclenché et déchaîné la guerre mondiale ont toutefois fait payer à la Finlande un prix élevé pour notre liberté. Les responsables de cette destruction insensée de l'humanité sont

Maréchal Hugh Trenchard, fondateur de la Royal Air Force of England

Maréchal Richard Peirse Inventeur de la « tactique du bombardement en tapis »

connus, mais en tant que « vainqueurs », ils ont préféré se soustraire à leurs responsabilités en lavant le cerveau des peuples avec force et en écrivant leur propre histoire.[376] [377]

Arthur Harris, chef de l'unité de bombardement, il a dirigé les attentats terroristes à la bombe. Après la guerre, un mémorial a été érigé en son honneur.

Edgar Ludlow-Hewitt, Chief of Staff Bomber Command, était responsable de la terreur des bombardements.

[376] Pages 207-208, lettre de Mannerheim et du Président Ryti au Premier ministre W. Churchill, 24 juin 1941.

[377] Mannerheim, 1952, pp. 474-475. Annexe 11, lettre du Président Mannerheim au Führer allemand Adolf Hitler, 2 septembre 1944.

Cologne après le bombardement par les Alliés. Churchill à l'ancien chancelier allemand H. Brüning à Londres en 1934 : *« Si l'Allemagne devient trop forte, nous devons l'écraser à nouveau, et une fois pour toutes ».*

Dresde après les bombardements alliés

Dresde après les bombardements alliés

Personnes impliquées dans l'attentat contre Hitler

Colonel von Stauffenberg

Général Beck

Maréchal général von Witzleben

Général Hoepner

Général Oster

Général von Tresckow

Colonel von Quirnheim

Colonel von Haeften

Amiral Canaris

Général Olbricht

Général von Stülpnagel

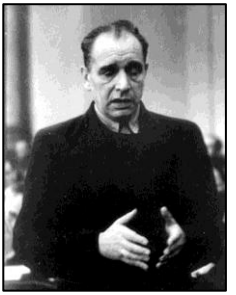
Maréchal général von Kluge

Comte von Moltken

Maire Goerdeler

Comte Yorck von Wartenburg

Adam von Trott



Le politicien SPD Leber

Pasteur Bonhoeffer

Pasteur Delp

CHAPITRE 10

Situation sur le front finlandais

Décisions politiques et militaires en juin et juillet 1941 – Le deuxième ultimatum de Hitler le 7 juillet 1941

Lorsque l'Allemagne lança l'opération Barbarossa le 22 juin 1941, la mobilisation de l'armée finlandaise (Lkp.) avait déjà commencé (18 juin). Fin juin, Mannerheim disposait d'une armée de seize divisions et de trois brigades avec des renforts et des équipements considérables pour les opérations terrestres. Jamais auparavant la Finlande n'avait disposé d'une telle force prête à la guerre. Le regroupement des forces était dans un premier temps défensif. Le 29 juin 1941, le maréchal avait cependant déjà donné un ordre de principe concernant le plan d'attaque de son armée et la formation de l'armée de Carélie. Il nomma le général E. Heinrichs (à gauche) à son commandement et le colonel K. Tapola (à droite) à son chef d'État-major.

En même temps, l'armée carélienne reçoit :

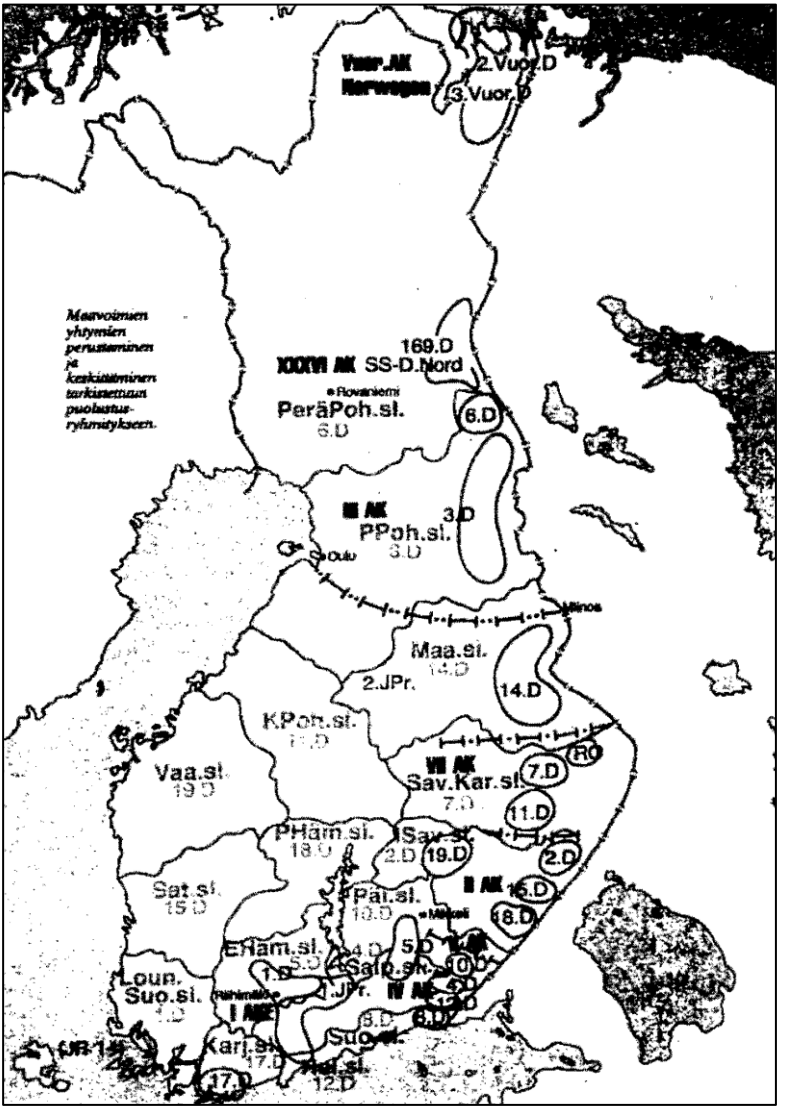
– Ses ordres d'attaque avec des plans de développement.

– Des instructions et des informations sur la réorganisation des troupes pour l'attaque (les troupes étaient jusqu'à présent en formation défensive).

– Autorisation de mener des opérations de reconnaissance en territoire ennemi et de réagir à leurs tirs.

– Ordre de rendre compte de l'état de préparation des troupes avant le soir du 3 juillet 1941.

– L'ordre d'attaque serait communiqué ultérieurement.



Les troupes terrestres de l'armée finlandaise ont été concentrées et rassemblées pour la défense le 29 juin 1941.[378]

[378] Institut de science militaire, 1992.

Remarque 1

Nous avons maintenant atteint une phase très importante et, à bien des égards, inconnue de l'histoire militaire de la Finlande. Nos dirigeants politiques avaient sagement emprunté la « voie du Maréchal », dans laquelle ils croyaient audacieusement, sur la base de leur vaste expérience, qu'ils pourraient sauver l'indépendance de notre pays et empêcher la Finlande de devenir un champ de bataille destructeur pour les grandes puissances en menant une guerre séparée, mais en même temps basée sur des traités.[379] Le maréchal le fit avec la confiance de nos dirigeants politiques et surtout avec l'aide de notre armée loyale et dévouée.

Grâce à leur soutien, Mannerheim put mener à bien son extraordinaire « offensive défensive » de telle sorte que la direction de la guerre allemande ne perdit pas le secret, qui n'était probablement connu que du cercle intérieur de Staline (« Irina », « Gregori », « Luci ») et bien sûr de Churchill. Après la guerre de 1945-1946, c'est pourtant ce procédé – l'armée finlandaise est passée à l'offensive – qui a conduit à l'inculpation et à l'emprisonnement des dirigeants politiques de notre pays de l'époque pour avoir déclenché et mené la guerre. On pourrait tout à fait dire qu'il s'agissait d'une « mise en scène » visant à donner l'impression et à créer la crédibilité que l'approche uniforme des Alliés dans les pays combattant aux côtés de l'Allemagne serait également appliquée en Finlande (chapitre 13). Il n'était pas nécessaire de dévoiler le secret de la manière dont la guerre avait été menée. Le maréchal Mannerheim, ses officiers et ses soldats furent pour la plupart laissés en paix. Ils furent remplacés par les fils de la patrie, les derniers défenseurs de la Finlande, les hommes politiques « choisis » par l'ancien ennemi sur ordre des communistes locaux ![380] Les communistes finlandais ont été en grande partie responsables des sacrifices apparemment nécessaires pour nous amener durablement et définitivement à un état de paix. La voie choisie par le maréchal Mannerheim était arrivée à son terme !

Le but de la guerre et le résultat souhaité ont été atteints ! Notre pays a conservé sa liberté et son ordre constitutionnel démocratique, même si notre marge de manœuvre politique restera encore longtemps limitée. Dans « l'intérêt public », un certain nombre d'hommes politiques et de fonctionnaires ont bien entendu été démis de leurs fonctions. En outre, on a lutté pour la libération de soldats et de civils qui avaient été arrêtés et emprisonnés innocemment sur la base de listes de la commission de contrôle,

[379] Hautamäki, 2004, pp. 267-268.

[380] À la p. 76, le plénipotentiaire dit : *« Churchill se réservait toutes les affaires, informations et décisions concernant la Finlande, la Scandinavie et les pays baltes ».*

d'informateurs et de communistes du pays (par exemple, les fameux « prisonniers de la liste 1 »[381]).

Ces violations grossières de la loi n'ont cependant pas toujours été empêchées (les fameux « *Leinwand-Häftlinge* »). L'un dans l'autre, on peut toutefois dire que la société finlandaise – à l'exception des communistes – n'a pas approuvé ni soutenu la mentalité de vengeance qui, sur la base des principes et des décisions approuvés par les dirigeants alliés (Londres 1942, Yalta 1945, Potsdam 1945), a conduit à des expériences tragiques et grotesques portant atteinte à la dignité humaine non seulement en Allemagne, mais aussi dans les pays combattant à ses côtés ou occupés par elle. Sur la base d'une estime mutuelle et d'une connaissance de longue date, ainsi que d'accords personnels et de la confiance entre Mannerheim et Staline, qui ressortent du contenu des parties I et II de mes livres, il fut possible de sortir notre pays des « rouages » de la guerre mondiale dès l'automne 1944. Nous avons ainsi empêché la création de cette atmosphère terrible qui, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, délibérément prolongée par les Alliés jusqu'au printemps 1945 (rejet de toutes les propositions de paix de Hitler et exigence de capitulation inconditionnelle), a conduit les Alliés occidentaux victorieux à commettre la destruction de la structure sociale, de la direction politique et militaire de l'Allemagne et la famine de millions d'innocents, principalement des civils et des prisonniers de guerre allemands, entre 1945 et 1949.[382] [383]

La Finlande retarde son invasion – La guerre allemande fait pression sur Mannerheim pour qu'il lance l'invasion – Que va faire l'armée rouge ?

Mannerheim/VT :

> *« La pression allemande pour lancer notre offensive est devenue de plus en plus menaçante début juillet. Plus encore, les activités de reconnaissance et de feu se sont intensifiées. En fait, ce n'était pas une surprise, car mes amis à Moscou avaient annoncé : 'Dégagez vos propres routes' ! Les troupes norvégiennes de l'AOK avaient déjà commencé leur offensive le 29 juin 1941 dans la région de Petsamo et bientôt aussi sur le front de Salla. La 6e division du IIIe AK, commandée par le général Siilasvuo, y opérait en collaboration avec les Allemands.*
>
> *La 163e division allemande, qui m'avait été envoyée spontanément de Suède, devait être engagée avec la 17e division finlandaise sur le front de Hanko, mais le 27*

[381] Hyvämäki, 1983.
[382] Bacgue, 1999 et Bacgue, 2007.
[383] Schildt, 1970, traduction et extraits de documents dont la publication a été autorisée par le Sénat américain le 20 novembre 1967.

juin, les Allemands me proposèrent d'utiliser la division qui arrivait à Tornio le 30 juin 1941 pour renforcer l'offensive carélienne, ce que j'acceptai.

La base isolée de Hanko a dû être évacuée par les Russes à la fin de l'année, comme je m'y attendais, au prix de lourdes pertes dans les transports maritimes ».

Le deuxième ultimatum de Hitler

Mannerheim/VT :

« J'ai rassemblé nos troupes pour l'attaque de la première semaine de juillet. Cela n'a pas été fait un instant trop tôt, car immédiatement après, le 7 juillet 1941, le colonel Buschenhagen a annoncé l'ordre de Hitler : si l'armée finlandaise ne participe pas activement à l'offensive allemande sur toutes les parties du front avant le 12 juillet, l'armée allemande amènera ses propres troupes en Finlande ; trois divisions d'armée, renforcées par une division blindée propre. Parmi celles-ci, deux corps d'armée, avec les renforts blindés susmentionnés, attaqueront à travers l'isthme de Carélie en direction de Leningrad, et un corps d'armée attaquera à travers la partie nord-est du Ladoga jusqu'au Syvär, d'où il se dirigera vers Leningrad et Petrozavodsk ».

La patience de Hitler était épuisée !

D'autre part, l'avancée rapide des Allemands dans leurs principales zones de front, y compris dans les pays baltes, avec pour objectif Leningrad (groupe d'armées Nord/von Leeb), rendait stratégiquement compréhensible pour Mannerheim le fait que le haut commandement allemand OKW exigeait que l'armée finlandaise lance également ses propres opérations offensives après le franchissement de Väinäjoki par les troupes allemandes le 28 juin 1941. La menace de Hitler de faire appel à une puissante force d'invasion allemande saperait immédiatement l'idée fondamentale du pacte Staline/Churchill, qui avait vu le jour grâce aux relations personnelles de Mannerheim.

La promesse de Mannerheim selon laquelle notre armée mènerait ces opérations offensives sur le front sud sous son commandement était toutefois liée à la condition que l'OKW cède ses propres troupes. Hitler accepta volontiers cette proposition. Le fait que ses propres troupes seraient à l'avenir épargnées pour d'autres parties du front a bien sûr joué un rôle, mais aussi sa ferme confiance dans la force et la puissance de l'armée finlandaise (16 divisions) sur son propre terrain. Ils sont maintenant bien mieux équipés (livraison d'armes) que pendant la Guerre d'Hiver.

Hitler admirait sincèrement cette bataille d'hiver pour la Finlande. En faisant pression sur Staline pour qu'il fasse la paix à un moment crucial (13 mars 1940) et en empêchant ainsi l'occupation de la Finlande, il était

désormais en mesure d'utiliser le territoire finlandais comme tremplin pour la mise en œuvre du sous-plan « Barbarossa Trois ». Ainsi, Hitler était désormais persuadé d'avoir agi avec sagesse. Mannerheim était cependant celui qui, dans cette situation, avait habilement empêché l'affaiblissement de ses accords et la révélation fatale de ses actions avec les différents belligérants (Staline/Churchill/Hitler).

Une invasion allemande de l'isthme de Carélie aurait presque certainement entraîné la perte et la destruction de Leningrad (Saint-Pétersbourg), ce qui aurait eu de graves répercussions sur l'industrie de guerre de l'Union soviétique, sa fierté nationale et peut-être aussi sur l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Mannerheim avait cependant déjà fait comprendre à l'avance aux chefs de guerre allemands que les forces finlandaises n'avanceraient pas vers Saint-Pétersbourg.

Mannerheim/VT :

> *« Afin d'éviter que l'accord que nous avions avec Staline (en même temps 'Irina'/Schapochnikov) ne se désagrège complètement, j'ai fait savoir au colonel Buschenhagen, tard dans la soirée du 8 juillet 1941, que l'armée finlandaise passerait à l'offensive le 10 juillet, mais à la condition que l'Allemagne renonce à amener ses trois unités d'armée sur le front finlandais. J'ai justifié ma proposition résolue en invoquant, entre autres, la confusion des rapports de commandement entre les troupes, les dispositions chronophages pour le transport et l'approvisionnement des troupes allemandes. Les Finlandais, avec leur bonne connaissance du terrain boisé de Carélie et, au moins au début, avec des effectifs finlandais suffisants et l'armement dont ils disposaient, pourraient faire leur part – grâce aux livraisons d'armes allemandes. Le colonel Buschenhagen était satisfait de ma proposition et a déclaré qu'elle devait être immédiatement signalée à Hitler. Il insista sur le fait que la promesse devait absolument être tenue et que Mannerheim devait également faire suffisamment de déclarations politiquement et militairement contraignantes à ce sujet afin d'expliquer clairement à Hitler les objectifs de guerre de la Finlande.*
>
> *J'ai promis de donner à l'armée finlandaise un ordre quotidien que j'enverrais au colonel Buschenhagen, à moins qu'il ne suffise de le donner au représentant de l'État-major allemand au quartier général finlandais. Il a promis qu'il suffirait que le général W. Erfurth, chef de l'État-major de liaison en Finlande, soit informé de mon ordre d'attaque contre notre armée et de mon ordre quotidien dans ce contexte ».*

L'ordre du QG de l'armée finlandaise de lancer l'attaque est transmis le 9 juillet 1941 au QG de l'armée carélienne (Heinrichs). L'attaque devait commencer le lendemain, le 10 juillet 1941.

Les troupes finlandaises étaient bien préparées. La reconnaissance de la ligne de front avait été effectuée, de sorte que l'attaque se déroulait bien,

malgré quelques retards. Certaines de nos troupes ont commencé à attaquer dès les premières heures de la nuit du 10 juillet, le gros de l'attaque le lendemain. Les soldats finlandais attaquèrent avec détermination, car il s'agissait de récupérer pour la Finlande la région de Carélie spoliée par l'Union soviétique lors du traité de paix de Moscou.

Mannerheim/VT :

> *« Sur la base de la promesse que j'avais faite au colonel Buschenhagen, mais surtout en raison de la grave menace liée à son annonce, j'ai donné à notre armée carélienne, le 10 juillet, un ordre d'attaque se référant à nos objectifs de guerre définitifs, y compris en Carélie orientale. Le même jour, j'ai également émis mon ordre du jour n° 3, qui devait convaincre Hitler des objectifs stratégiques de l'armée finlandaise qui, pour des raisons militaires, avaient été acceptables pour Staline en contrepartie des territoires qu'il avait lui-même proposés et que la Finlande conserverait finalement (isthme de Carélie = ancienne frontière, Carélie orientale = isthme d'Aunus / Syväri, Aäninen, isthme de Maaseläna). À ce niveau stratégique, j'avais promis dans mon accord avec Staline de stopper, de « geler » l'entrée de l'armée finlandaise si nous étions contraints de nous joindre à l'invasion allemande.*
>
> *L'élaboration de l'ordre du jour s'est révélée étonnamment difficile. Il devrait cacher deux choses sur une conduite secrète et, si elle était découverte, dangereuse :*
>
> *– Premièrement, il s'agirait des objectifs territoriaux convenus avec Staline*[384] *pour les régions de Carélie orientale et de Carélie blanche, dont Staline devait, à mon avis, avoir connaissance. Ces régions avaient été promises à la Finlande par Staline en récompense de la mise en œuvre par l'armée finlandaise du plan stratégique convenu en commun. Pour eux, le contenu de mon ordre du jour n'aurait donc rien eu d'étrange.*
>
> *Cependant, les ordres donnés par les commandants aux troupes de l'armée rouge qui se trouvaient devant nous semblaient exiger dès le départ une contre-attaque de grande envergure et une temporisation persistante dans la direction convenue avec Staline.*
>
> *– Deuxièmement, j'avais pour mission de convaincre Hitler et l'OKW des vastes ambitions de l'armée finlandaise qui, au moins au début, en liaison avec les propres plans stratégiques de l'Allemagne, suffiraient à empêcher Hitler d'amener ses propres armées sur notre front sud.*
>
> *Ce serait une condition nécessaire pour que notre armée, sous mon commandement, puisse tenir les promesses faites à Staline et Churchill de « geler » le front secret à un certain niveau, sans perdre sa liberté d'action. Cela n'a été facile à aucun moment, mais pour le moment, aucune autre alternative n'était en vue.*

[384] Qu'en est-il du reste de la direction soviétique ?

Mes espoirs d'avancer avec moins de pertes se sont effondrés après le premier contact avec l'armée rouge, qui a mené contre nous une bataille de position complète et acharnée dans l'ignorance totale des accords.

Le conseil donné par mes amis dans leurs messages radio de se frayer un chemin s'est effectivement avéré exact. La violence des combats a également trompé Hitler et l'OKW, de sorte qu'il n'y avait initialement aucun risque qu'ils découvrent les accords secrets. Après de durs combats et de lourdes pertes, notre armée a progressé vers les objectifs fixés et a atteint l'isthme de Maaslje le 8 décembre 1941.

La fameuse « guerre d'usure » qui a ensuite commencé dans toutes les parties de notre front a duré plus de trois ans (du 25 juin 1941 au 4 septembre 1944). Au cours de ces années, j'ai dû, à bien des égards, trouver et souvent inventer, tant par des moyens et des arguments politiques que militaires, des raisons plausibles pour refuser la participation de notre armée aux nombreuses nouvelles opérations d'invasion et autres propositions exigées par les Allemands pour la suite de la guerre. La menace la plus visible était, ironiquement, les décisions des puissances occidentales, surtout des dirigeants britanniques (Churchill) (par exemple la déclaration de guerre du 6 décembre 1941), dans lesquelles les actions militaires directes ne jouaient pratiquement aucun rôle. En tant que strict blocus maritime (= « blocus de la faim »), elles ont toutefois provoqué une grave crise pour le commerce et l'économie du pays.

Sans l'aide allemande, cela aurait conduit à une situation totalement insoutenable en ce qui concerne les denrées alimentaires de base, surtout le pain et les graisses, et certaines autres importations importantes ».

Remarque 2

De nombreux évènements ultérieurs montrèrent clairement que Staline avait conclu son accord avec Mannerheim et sa promesse de récompense soit tout seul, soit au su d'un cercle très restreint de son entourage. Exemple : à partir de l'automne 1944, le colonel-général Andreï Zdanov présida la commission de contrôle en Finlande. Il y rencontra pour la première fois le Président Mannerheim le 7 octobre, au cours de laquelle il proféra des menaces et posa des exigences de grande portée qui ne faisaient pas partie du contenu de l'accord d'armistice du 19 septembre conclu auparavant. Il n'était manifestement pas au courant de l'accord conclu auparavant entre Staline et Mannerheim, ce qu'il dut admettre après une remarque du Président finlandais.[385]

« Comme résultat de mes réflexions et de mon travail minutieux, l'ordre du jour que j'ai rédigé a pris la forme suivante :

Quartier général

Ordre quotidien du chef d'État-major n° 3 juillet 1941

[385] Sudoplatov, 1994, p.154

Pendant la guerre d'indépendance de 1918, j'ai dit aux Caréliens de Finlande que je ne lâcherais pas mon épée tant que la Finlande et la Carélie orientale ne seraient pas libres. J'ai fait ce serment au nom de l'armée paysanne finlandaise, en faisant confiance à ses hommes courageux et aux femmes dévouées de Finlande. Pendant vingt-trois ans, la Viena (Carélie blanche) et l'Aunus ont attendu la réalisation de cette promesse ; pendant un an et demi, la Carélie finlandaise a été séparée et a attendu l'aurore.

Combattants de la guerre d'indépendance ! Glorieux hommes de la Guerre d'Hiver, mes vaillants soldats ! Un nouveau jour s'est levé. La Carélie se soulève, et dans vos rangs défilent ses propres bataillons. La liberté de la Carélie et la grande Finlande sont devant vous dans le tourbillon des évènements de l'histoire mondiale. Puisse la Providence, qui guide le destin des peuples, permettre à l'armée finlandaise de tenir la promesse que j'ai faite à la tribu carélienne.

Soldats ! La terre sur laquelle vous marchez est une terre sacrée, imprégnée du sang et des souffrances de notre tribu. Vos victoires libéreront la Carélie, vos actes créeront un avenir grand et heureux pour la Finlande.

Mannerheim. »

Mannerheim/VT :

« Il était impossible pour moi de prévoir l'attention que mon ordre du jour allait susciter en Finlande et à l'étranger. Il était clair que je ne pouvais pas dévoiler le contexte militaire et politique secret de l'affaire, mais que je devais essayer de l'écrire pour ainsi dire entre et derrière les lignes. Le fait que Hitler et Staline (Churchill) aient tous deux bien compris le message de mon ordre du jour en ce qui concerne leurs points respectifs qui découlaient de cet ordre ne m'a pas vraiment rassuré dans cette situation gênante et très irritante pour moi.

Nous devrions tous nous rappeler à tout moment que nous, les Finlandais, étions innocents du lourd fardeau de notre « chemin de Barbarossa », dans l'enchevêtrement de conspirations, de fraudes et de contrats secrets visant à détruire de petits États, dont toutes les grandes puissances se sont rendues coupables pendant la guerre. C'est à ce 'jeu' que j'ai dû moi aussi jouer[386] *pour obtenir des structures de commandement claires et une liberté d'action pour notre armée, ainsi que la confiance de nos dirigeants politiques dans notre survie sur la voie que j'avais choisie en tant que pays indépendant, dès que la paix serait revenue dans le monde. »*

Cet ordre du jour du maréchal est resté un évènement très controversé et largement critiqué dans l'histoire militaire et politique finlandaise. La signification de son contenu n'a peut-être été correctement comprise que dans les capitales des deux grandes puissances, Moscou et Berlin, qui étaient en guerre malgré leur pacte de non-agression (pacte M/R). Ailleurs,

[386] Pages 364-365, la déclaration de Staline à Khrouchtchev à la datcha sur l'accord M/R qui venait d'être signé le 23 août 1939.

tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, le mot d'ordre a été interprété, précisément en raison de l'occupation de la Carélie orientale, comme une indication de la volonté de la Finlande et de son commandement militaire d'élargir notre territoire et de mener une guerre de conquête. Un observateur extérieur, qui ne connaissait pas le but et le contexte de l'ordre, ne pouvait évidemment pas lui attribuer une autre signification. Les Finlandais eux-mêmes y voyaient une expression de leur volonté de faire la guerre. D'où le nom quelque peu humoristique d'« ordre du jour épée et poignard ». Le lecteur sait déjà pourquoi l'ordre devait être assez ambigu dans les circonstances de l'époque : son influence décisive pour l'avenir de la Finlande, qui ne s'adressait qu'aux trois plus grands chefs de guerre de l'époque, Staline, Churchill et surtout Hitler.

La routine normale au quartier général, y compris les ordres quotidiens, impliquait la participation de plusieurs assistants à leur préparation (K. Lehmus, I. Turja, T. A. Viherheino, W. E. Tuompo). Cependant, le maréchal rédigeait généralement la forme finale du document qu'il signait, avec ses propres modifications. Cette fois, cependant, la situation était totalement différente. Le maréchal s'était presque dès le début sérieusement penché sur l'élaboration et surtout sur le contenu final de cet ordre du jour.[387]

Chef du département de l'information du QG, capitaine Kalle Lehmus – Le maréchal Mannerheim et l'ordre du jour n° 3

Lehmus écrit ainsi :

> *« En raison de l'urgence de la question, le document avait déjà été distribué aux troupes.*
>
> *Lorsque j'ai examiné le texte de l'ordre du jour, j'ai secoué la tête et mentionné que je craignais que l'affaire ne passe pas inaperçue à Helsinki. Mon commandant en chef, le général Tuompo, prit immédiatement le téléphone et informa Mannerheim que j'avais des doutes sur la formulation et même sur le contenu de l'ordre du jour. Je dus me rendre directement dans le bureau du maréchal pour expliquer mes pensées, sans avoir le temps de réfléchir.*
>
> *Mannerheim était visiblement de mauvaise humeur ce matin-là. Après m'avoir salué, il me demanda brièvement ce que j'avais à dire. Sans choisir davantage mes mots, j'ai fait remarquer qu'il m'aurait semblé plus sage que le commandant en chef ne fasse pas une telle déclaration purement politique, mais qu'il laisse au Président de la République ou, par exemple, au Premier ministre le soin de le faire si cela était*

[387] Tuompo, 1968/1994, p. 47.

jugé nécessaire. À peine avais-je dit cela que le maréchal s'est levé de son bureau et s'est énervé : 'Vous pensez être plus intelligent que moi ?'

La conversation entre le commandant en chef et un soldat sous ses ordres a pris une tournure dangereuse, et je me suis empressé de me diriger vers la porte et de retraverser le couloir pour rejoindre le général Tuompo. Après lui avoir rapporté la conversation, il m'a gentiment fait remarquer qu'il ne fallait pas se mêler de ce qui ne me regardait pas. Ensuite, je n'ai plus attendu que d'être transféré dans les 'troupes combattantes' ».

Remarque 3

Le maréchal Mannerheim devait être à juste titre nerveux après avoir reçu du colonel Buschenhagen le deuxième ultimatum de Hitler, qui portait sur l'introduction éventuelle de troupes d'invasion allemandes dans la partie sud du front. La rédaction de l'ordre du jour, qui contenait une promesse sur les buts de guerre de notre armée, formulée exactement à la satisfaction de Hitler, avait donné un grand mal de tête au maréchal. En cas d'échec, cela pourrait signifier la fin de la Finlande. L'« enjeu » était important. Seul le maréchal en avait connaissance, qui n'était pas habilité à communiquer à l'un de ses subordonnés la signification décisive et absolument secrète de son ordre du jour (à l'exception éventuelle du Président Ryti, des généraux Airo, Walden et Heinrichs).

Le capitaine Lehmus n'a pas été muté dans les troupes de combat. Au contraire, le commandant en chef a apprécié le courage de son subordonné de prendre directement position et l'a utilisé plus tard pour ses propres évaluations des évènements de la guerre.[388]

Dans le grand nord de l'Europe, une partie de la grande opération Barbarossa avait maintenant commencé, qui, pour de nombreuses raisons, peut être considérée comme un exemple de « *Sitzkrieg* » (guerre assise – Drôle de guerre) véritablement étrange.[389]

L'allusion peut paraître osée, mais la partie nord de la grande campagne « Barbarossa » (« Barbarossa Trois ») menée par l'armée finlandaise reposait sur des accords écrits entre Mannerheim et Staline (11 juin 1941), échangés à la frontière de Värtsilä. L'accord signé par Staline le 28 mai 1941 garantissait la restitution des territoires caréliens cédés par l'Union soviétique lors du traité de paix de Moscou et le rattachement de l'ancienne Carélie orientale à la Finlande. Mannerheim connaissait déjà le contenu du

[388] Lehmus, 1967, pp. 56-59.

[389] L'expression date des premières années de la Seconde Guerre mondiale, en 1939-40, lorsque les puissances occidentales, qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne, n'ont pas pu mener d'actions militaires d'envergure en Norvège (Front N) avant le 10 avril 1940.

paquet d'accords proposé par Staline le 4 mars 1941 sur la base d'un message radio qu'il avait reçu (Kuopio, Hôtel Atlas), mais avait insisté pour recevoir un document signé par Staline.

De Moscou, les contacts de Mannerheim (Gregori, Luci, Irina) rapportent que Staline a promis de s'occuper de l'affaire. Cela ne se produit qu'avec un retard décisif de plus de trois mois, au cours desquels les dirigeants finlandais, inévitablement mis sous pression par les ultimatums de Hitler, sont finalement contraints de se joindre à l'invasion allemande avec leurs propres objectifs, mais aussi des objectifs distincts approuvés par Staline.

(Un récit plus détaillé et plus complet des évènements de ce moment important se trouve au chapitre 5).

Adolf Hitler avec les héros de la Luftwaffe après les honneurs (feuilles de chêne & épées) sur l'Obersalzberg le 4 avril 1944

CHAPITRE 11

La guerre de Continuation 25 juin 1941 – 19 septembre 1944

La phase offensive de l'armée finlandaise du 10 juillet au 8 décembre 1941 (carte page suivante) – En marche : *« Ouvre ta propre voie »* – Mannerheim et Staline peuvent-ils garder le secret de leur accord ? (Lettre de Mannerheim du 8 juin 1941/Réponse de Staline du 28 mai 1941, remise à Värtsilä le 11 juin 1941).

Lorsque l'armée finlandaise, sous le commandement de son commandant en chef, le maréchal Mannerheim, passa à l'offensive le 10 juillet 1941, de nombreux accords et décisions politiques et militaires secrets antérieurs des grandes puissances eurent une influence décisive sur l'émergence et le début de cette situation exceptionnelle, y compris pour la Finlande. Dans ce qui suit, je m'efforcerai d'éclairer le lecteur sur les liens de cause à effet qui sont présentés plus en détail dans la première partie de ce livre et surtout dans les chapitres 6 à 11 de la deuxième partie.[390]

Remarque 1

De nombreux signes indiquent que le deuxième acte de la guerre mondiale avait commencé et, résultat des longs préparatifs des grandes puissances, les factions tant politiques que militaires se trouvaient à nouveau sur « l'échiquier » du grand jeu de la guerre. Les traités et toutes les mesures visant à augmenter le potentiel militaire étaient prêts en 1939-1941, bien que très dissimulés. L'analogie entre les Alliés et les puissances de l'Axe, les puissances environnantes et les puissances centrales en 1914-1919 est même clairement visible sur la carte.

Remarque 2

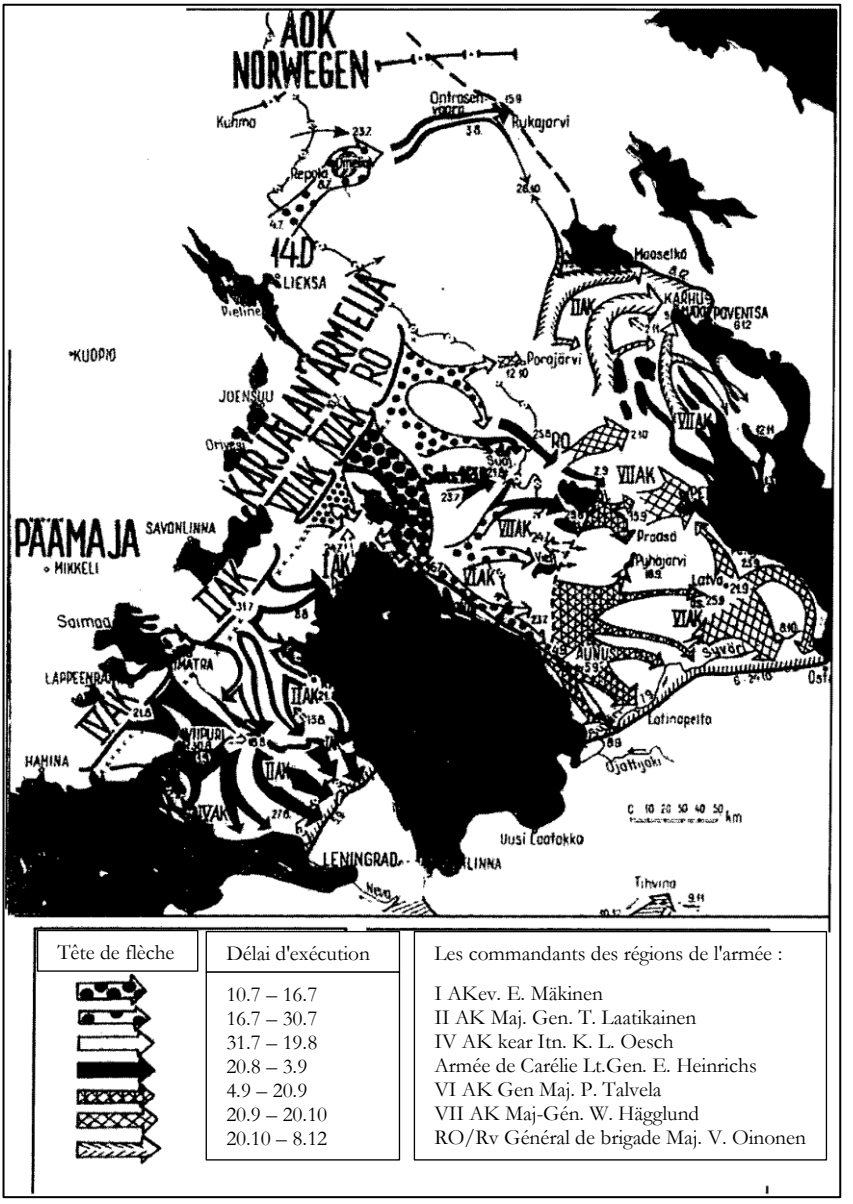
Franklin D. Roosevelt : *« Dans la politique mondiale, rien n'arrive par hasard. Si quelque chose se produit, vous pouvez être sûr que c'était prévu ».*

Winston Churchill (1934) : *« Si l'Allemagne devient trop forte, il faudra l'écraser à nouveau – cette fois définitivement. »*

Georges Clemenceau (« Le Tigre » 1929) : *« Ne voyez-vous pas comment l'adversaire que nous avons abattu se relève avec un effort de volonté extrême, et comment*

[390] Weeks

la revanche de Versailles nous menace dans un avenir proche ? ».



Tête de flèche	Délai d'exécution	Les commandants des régions de l'armée :
	10.7 – 16.7	I AKev. E. Mäkinen
	16.7 – 30.7	II AK Maj. Gen. T. Laatikainen
	31.7 – 19.8	IV AK kear Itn. K. L. Oesch
	20.8 – 3.9	Armée de Carélie Lt.Gen. E. Heinrichs
	4.9 – 20.9	VI AK Gen Maj. P. Talvela
	20.9 – 20.10	VII AK Maj-Gén. W. Hägglund
	20.10 – 8.12	RO/Rv Général de brigade Maj. V. Oinonen

Guerre de Continuation – Progrès de l'armée finlandaise 10.7/ 8.12.1941. (Annexe 21.)

Nous ne devons pas oublier la « devise » du Président américain des années 1930 mentionnée plus haut. Nous pouvons également noter que la déclaration cynique de Churchill en 1934 à l'ancien Chancelier de la République de Weimar, Heinrich Brüning, montre un désir clair de détruire l'Allemagne et reflète la pensée de Churchill. La confrontation politique mondiale, surtout sur le plan économique et militaire, a été clairement orientée par les grandes puissances occidentales, l'Angleterre, les États-Unis et la France, dès le début des années 1930 (Hitler est devenu Chancelier en 1933), étape par étape, vers une situation où la solution serait à nouveau recherchée dans la guerre !

Sous leur direction, le sort de l'Allemagne hitlérienne capitulée, détruite et occupée a été déterminé dès 1945 pour les décennies à venir. Un destin similaire avait été préparé pour l'Empire allemand par Bernard, conseiller du Président W. Wilson, et Georges Clemenceau, Premier ministre et Ministre de la guerre (« le Tigre »), en tant que représentants de la France lors de la paix de Versailles en 1919.[391]

Comme nous l'avons déjà mentionné, chacun des États qui se considéraient comme des grandes puissances, ou peut-être devrais-je dire leurs dirigeants, avait malheureusement un agenda politique caché sur la base duquel ils pouvaient faire avancer leurs « pions » sur l'« échiquier » politique de leurs intérêts personnels, en contournant même la diplomatie officielle de leur pays. Comment cela a-t-il été possible pendant presque toute l'histoire et encore aujourd'hui ? La réponse est très simple : ces bellicistes sans scrupules et leurs acolytes, qui se présentent souvent comme les « sauveurs » de leurs nations pour déclencher par exemple les deux guerres mondiales, ont tenté de créer une atmosphère de haine et de dégoût de la guerre au sein de leur propre population par le biais des médias qu'ils contrôlent et dont ils sont en grande partie propriétaires. De cette manière, il était finalement possible de transformer l'État ennemi « choisi » et son dictateur (par exemple Hitler) en un monstre qui détruirait le monde entier, tout en transformant un autre dictateur (Staline), désormais utilisé comme allié, en un démocrate, « petit père soleil », qui aimait son propre peuple et les peuples du monde.

L'attitude du Président Roosevelt lui-même et, en même temps, l'approche unilatérale de l'ensemble des médias américains montrent de manière particulière la désinformation impitoyable de ses propres citoyens. Cette propagande ciblée de la terreur a finalement conduit les nations à une frénésie de guerre et de haine envers les autres nations, sans même se

[391] Colby, 1977, pp. 91-96.

rendre compte de ce qui était en jeu et si les souffrances incommensurables de la guerre étaient finalement totalement inutiles et dénuées de sens. Malheureusement, les peuples n'ont pas compris que, pas à pas, ils étaient attirés dans la guerre par une propagande mensongère grossière et un zèle national-patriotique, une « sainte croisade » contre la destruction et le grand mal qui les menaçait.[392]

Correctement mise en scène, cette fièvre guerrière aveugle serait utilisée comme une provocation au combat et ferait dégénérer une crise d'abord locale, puis européenne et enfin mondiale en une guerre mondiale. D'une manière particulière, les émetteurs de tous les grands médias de l'époque (principalement la presse, le câble, la radio, les émissions radiophoniques et, plus tard, la télévision et le satellite), qui étaient largement détenus dans le monde entier par les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la France et contrôlés par eux, si nécessaire, par une censure stricte, avaient préparé le terrain pour la Première et la Seconde Guerre mondiale par leur propagande de longue date de menaces et de terreur, de provocations, de mensonges, d'accords frauduleux et même de crimes contre les citoyens de leur propre pays (par ex. S/S Lusitania, S/S Sussex, M/S Athena, attaque de Pearl Harbor, provocation dans le Golfe du Tonkin, etc.) Pour être tout à fait franc, ni l'Allemagne impériale ni le Troisième Reich de Hitler n'ont pu rivaliser avec leurs adversaires soutenus par les élites dans leur propagande de guerre, car leur espace linguistique était trop petit et qu'ils n'avaient pas l'audace nécessaire pour mener une propagande efficace. La lutte contre les médias à multiples facettes, détenus et contrôlés par l'argent mondial, a été perdue haut la main par l'Allemagne et ses alliés, tant pendant la Première que pendant la Seconde Guerre mondiale.

Un résumé des aspirations des dirigeants des grandes puissances

Angleterre

Churchill : maintenir l'Empire britannique en tant que seule puissance mondiale (« Rule Britannia », ne pas laisser un État plus fort que l'Angleterre constituer une menace potentielle pour l'Europe, dernier Napoléon Ier français : le principe de « l'équilibre des puissances » doit être maintenu).

Edward VII : l'Allemagne sous embargo. Tout doit être fait pour réduire les exportations allemandes à l'étranger (1905).

Pas de cession des colonies allemandes confisquées par la France après la Première Guerre mondiale (Sir Patrick Donner 1939).

[392] Capra, 1943.

Les territoires du Proche-Orient repris à la Turquie sont partagés avec la France sous forme de mandats. L'Allemagne doit être détruite !

France

Daladier et Reynaud : maintenir l'Allemagne subjuguée dans les liens du traité de paix de Versailles de 1919. Poursuivre l'alliance pour encercler militairement l'Allemagne (Russie, Angleterre, Pologne, Grèce, Yougoslavie). La peur allemande et le désir de vengeance. Les colonies allemandes reprises en 1919 ne sont pas restituées. Une armée de terre au personnel nombreux et la ligne Maginot comme garantie de sécurité. Le sort de la Finlande pendant la guerre d'hiver est embarrassant.

Russie / Union soviétique

Staline : dictature mondiale du prolétariat et puissance mondiale comme objectif final. Le centre serait Moscou (Komintern). Production collective dans le cadre d'un modèle social structurel global = État industriel > industrie de l'armement. Revalorisation et développement du pouvoir militaire dans la société soviétique. Accès à l'Atlantique Contrôle du nord de la Scandinavie (« Opération Rennes »).

La participation des États-Unis à la guerre européenne

Après la capitulation de la France à l'été 1940, le Premier ministre britannique Churchill décrit les conséquences d'une éventuelle victoire allemande de manière si sérieuse et même alarmante que Roosevelt est contraint de mettre progressivement en place des mesures d'aide actives (« prêt » de 50 destroyers, livraison d'autres matériels de guerre sur une base cash and carry[393]), tant pour l'Angleterre que pour l'Union soviétique[394]. Les opérations américaines dans l'Atlantique Nord devaient finalement déboucher sur une guerre navale « non déclarée » contre l'Allemagne dans l'Atlantique et l'océan Arctique. Les plans et les décisions pour le plus grand transport de matériel de guerre au monde ont été pris dès la fin de l'année 1940. Le 17 décembre 1940, la décision de principe d'apporter une aide à la Grande-Bretagne, à la Chine et désormais à l'Union soviétique, qui se substituait à la France ayant perdu la guerre, fut prise. Cette vaste opération d'aide, rebaptisée « prêt-bail » le 6 janvier 1941, est votée par le Congrès américain le 11 mars 1941.

Cependant, la menace la plus terrifiante émanant de l'Allemagne semblait être, de manière surprenante même pour les États-Unis, l'émergence de l'Allemagne en tant que puissance supposée surpuissante, tant en

[393] = argent comptant + propres navires.
[394] Charmley, 1995.

ce qui concerne son économie d'État que le commerce international, puisqu'elle commençait à dominer non seulement l'Europe, mais le monde entier. L'Allemagne voulait commercer de manière totalement indépendante des diktats de l'élite juive américaine (Rockefeller, Rothschild, Baruch, Warburg, Kuhn, Morgan, etc.), qui dominait le marché mondial. Cela a eu de grandes répercussions sur la montée du chômage en Amérique, mais en même temps aussi sur les ventes internationales de l'industrie et du commerce, sur la politique salariale nationale et surtout sur les bénéfices financiers à réaliser !

L'ascension surprenante de l'Allemagne, sous la direction de son leader Adolf Hitler, en tant que puissance militaire mais surtout économique en Europe fut à nouveau perçue comme une menace sérieuse par les « vainqueurs » de Versailles.

Le développement social et sociétal de l'Allemagne n'est pas non plus passé inaperçu, ce qui a contribué à une confiance très marquée dans son propre développement économique, nourrie par un nationalisme prononcé. Hitler et ses habiles économistes (dont Hjalmar Schacht) ont rapidement compris qu'une Allemagne pauvre et exploitée ne survivrait jamais en s'accrochant à l'étalon-or fiscal du monde, mais qu'elle serait entraînée dans une spirale d'endettement sans fin, dont les bénéfices profiteraient aux puissances victorieuses, qui avaient déjà prévu ce sort pour l'Allemagne en 1919 dans les diktats de Versailles. Hitler a de facto retiré l'Allemagne de l'étalon-or dès 1933. Il est remplacé par le travail et son importance en tant que clé de la prospérité de l'économie nationale.

L'austérité et un État sans dette ont été introduits par opposition aux opérateurs de l'empire du dollar adossé à l'or, qui contrôlaient les marchés financiers mondiaux et le commerce international grâce à l'emprunt de l'argent qui leur appartenait et à leur politique de taux d'intérêt. L'Allemagne a dû s'en détacher et développer sa propre politique commerciale. L'Allemagne se lance donc dans un troc bilatéral exceptionnel dans l'Europe appauvrie et sur d'autres continents afin de se remettre de la Grande Récession. Dans cette situation, les pays pouvaient échanger des biens qu'ils produisaient avec leur propre force de travail, et le rôle principal n'était plus joué par l'argent non adossé et la politique de taux d'intérêt dollar/livre qui dirigeait sa dynamique. En Allemagne, des économistes de premier plan ont même développé une sorte de moyen de paiement temporaire (bons MEFO, etc.) avec lequel l'industrie et les entreprises de production négociaient, l'État garantissant leur droit d'encaissement, mais uniquement dans le cadre d'une balance commerciale et d'exportation

raisonnable et équilibrée (= commerce bilatéral).

Très vite, il est apparu que le capital créé par le travail pouvait maintenir l'emploi dans les différents pays tout en renforçant progressivement leurs propres monnaies. Le mark allemand (Reichsmark) devint bientôt une « monnaie forte » avec laquelle l'Allemagne, en tant qu'État, pouvait également commercer avec des pays détenteurs d'or et producteurs d'intérêts (élitistes !). Désormais, des crédits peuvent être accordés à des pays acheteurs insolvables à des prix bas.[395]

Churchill/Mémoires : *« Le crime impardonnable de l'Allemagne avant la Seconde Guerre mondiale a été d'essayer de détacher sa puissance économique du système commercial mondial et de créer son propre système d'échange, dans lequel la finance mondiale ne pouvait pas faire de profit »*[396].

Cela ne convenait pas aux grandes puissances qui dominaient le commerce international (les États-Unis, l'Angleterre, la France et les nombreux petits États-nations qui y étaient contraints). Le lecteur devinera que les énormes gains sur les taux d'intérêt, etc. ont été engrangés « en coulisses » par les banques centrales, qui étaient la propriété de l'élite dirigeante mondiale. L'Allemagne a été frappée de toutes sortes de sanctions, sous forme d'interdictions d'achat, de droits de douane, de frais de transport, de boycotts, etc. Aux États-Unis, on est même allé jusqu'à refuser à l'Allemagne le droit de construire un pavillon d'exposition avec ses produits pour participer à l'exposition universelle de New York en 1939 !

Mais des choses encore plus graves se profilaient à l'horizon. Le général et sociologue britannique J. F. C. Fuller en parlait déjà le 1er septembre 1936 dans son livre *The First of the League Wars* (La première des guerres de la Société des Nations). Fuller prévoyait déjà une nouvelle grande guerre, qu'il appelait la « deuxième » guerre de la Société des Nations (= la deuxième

---

[395] Pages 340-343, *Das deutsche Wirtschaftswunder 1933-1945 (Le miracle économique allemand 1933-1945).*

[396] [NdE française : puisqu'il existe un doute quant à l'authenticité des propos tenus ici par W. Churchill, nous avons trouvé sur la toile le message d'un historien précisant que « la source originale, *Propaganda in the Next War* (International propaganda and communications) de Sidney Rogerson, a été publiée en 1938 et est, selon le site Web d'Amazon, épuisée. Cependant, j'ai entendu dire qu'une deuxième édition a été publiée en 2001 et que, dans cette dernière édition, la citation apparaît dans l'avant-propos comme une citation de remarques faites par Churchill à lord Robert Boothby. Il est clair que si la remarque est authentiquement de Churchill, elle s'accorde bien avec l'opinion d'un nombre croissant d'historiens, dont je fais partie, selon laquelle la Seconde Guerre mondiale a été essentiellement menée pour des raisons économiques à l'instigation des financiers mondiaux. Il s'agissait d'une continuation planifiée de la Première Guerre mondiale. Il existe une masse considérable d'informations historiques étayant ce point de vue et, bien qu'il ne soit pas populaire auprès de nombreux historiens traditionnels ou conventionnels, il est de plus en plus largement accepté. Un lecteur peut-il corroborer l'authenticité de la source citée ? » Source: https://soc.history.war.world-war-ii.narkive.com/E1W7ak23/churchill-quote-is-it-authentic]

guerre mondiale). *« Si l'Allemagne commence à utiliser son propre système monétaire avantageux, dans lequel l'argent ne peut pas être vendu, la bulle d'or éclatera et les fondements du capitalisme d'État s'effondreront, ce qu'il faut éviter à tout prix. C'est pourquoi des préparatifs fiévreux sont actuellement en cours pour une nouvelle guerre : la destruction de l'Allemagne. »*

La mèche de la « bombe à retardement » du plan de vengeance insensé de Versailles s'était de toute façon consumée en 1939-1941 – l'explosion était imminente !

Une fois de plus, sans rien apprendre du passé, les grandes puissances mondiales avaient entraîné les nations dans une guerre totalement insensée et inutile, qui serait plus destructrice que toutes les autres auparavant.

Jetons encore une fois un regard sur l'évolution des évènements qui révèlent au lecteur la même vision à laquelle Mannerheim se réfère dans son monologue[397] lorsqu'il dit que le contexte politico-militaire international est devenu plus confus, plus ambigu et plus trompeur que jamais. De l'automne 1940 à l'été 1941, les décisions de politique étrangère et militaire des grandes puissances avaient changé en catimini et de manière totalement surprenante, ce qui paraissait tout à fait incroyable même avec les réserves politiques de la Finlande et rendait extrêmement difficile au gouvernement et au commandant en chef de l'armée, le maréchal Mannerheim, la prise des décisions nécessaires. L'aide décisive dans cette situation difficile fut la liaison radiotélégraphique secrète de Mannerheim directement avec les dirigeants du Kremlin (S = Staline, « Irina » = maréchal Chapochnikov, G = « Gregori » ? et L = « Luci » ?).

Mannerheim avait la tâche extrêmement exigeante de découvrir les plans et les décisions des dirigeants des grandes puissances (Churchill, Staline, Roosevelt, Hitler) qui sévissaient dans cette « jungle d'intrigues » et d'y réagir de manière appropriée. Immédiatement après l'entrée en fonction du Président Ryti, la direction du gouvernement de notre pays lui a confié la lourde responsabilité de faire en sorte que la Finlande, en tant qu'État indépendant et souverain, traverse les tempêtes de la guerre pour entrer dans la période de paix qui s'annonce. Sans aucune forme d'indignation, nous pouvons dire qu'il était non seulement un soldat, mais aussi un homme doté d'une grande connaissance et d'une grande expérience, qui connaissait les aspirations des grandes puissances et de leurs dirigeants en matière de politique de puissance, un homme qui, grâce à son sens de l'État et avec le soutien de nos dirigeants politiques, de notre armée et de notre

[397] Hautamäki, 2004, pp. 227-228.

peuple dans son ensemble, a été en mesure de sortir la Finlande de la tourmente de la guerre et de la mener finalement à une paix supportable en tant que nation indépendante.[398] [399]

Extraits du monologue de Mannerheim

VT/Janvier 1950 :[400]

> *« Je ne connais pas d'époque où la politique, et surtout la politique militaire internationale, ait été plus ambiguë, plus confuse et plus trompeuse qu'en ce qui concerne la situation finlandaise à l'automne 1940* [401]*, je savais très bien que nombre de grandes puissances interprétaient l'entrée des Finlandais dans la lutte contre la toute-puissante Union soviétique à l'automne 1939 comme une folie, voire un suicide.*
>
> *Dans le même temps, nous avions – involontairement et de manière trompeuse – profondément perturbé les plans de guerre qui avaient été convenus à Moscou le 15 octobre 1939 par les Alliés, la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique, dans le cadre d'une collaboration secrète...*
>
> *L'armée rouge pouvait revenir à la charge à tout moment et de manière inattendue, nonobstant le traité de paix. Les Anglais, que j'avais toujours respectés et parmi lesquels j'avais de nombreux bons amis, ont été impitoyablement conduits par Churchill dans la guerre contre l'innocente Scandinavie et la Finlande... Je m'attendais en fait à ce que les puissances occidentales aident rapidement et concrètement la Finlande pendant la Guerre d'Hiver... Au lieu de cela, poursuivant leurs propres plans secrets, elles étaient prêtes à sacrifier la Finlande, comme elles avaient déjà sacrifié de nombreux petits pays européens, indépendamment des traités qu'elles avaient signés.*
>
> *Mes amis suédois, français et suisses étaient même en contact direct avec des personnes proches du gouvernement britannique. Par leur intermédiaire, j'ai essayé de convaincre le gouvernement britannique d'accepter les propositions de paix allemandes par tous les moyens possibles et imaginables et par des propositions de médiation. Mais il aurait été plus facile de tourner le taureau sur le côté et de lui couper les cornes que d'amener Winston Churchill à faire demi-tour ou même à envisager de s'écarter de la voie qu'il s'était tracée. Son objectif était la capitulation absolue de l'Allemagne, de préférence son anéantissement ».*

Ce monologue de Mannerheim révèle les nombreuses querelles et intérêts de la politique mondiale, planifiés activement et égoïstement par les mêmes grandes puissances qui, une fois leur potentiel militaire et leur front

---

[398] Hautamäki, 2004, pp. 262-268.

[399] Annexe 14, déclaration de Staline devant la délégation culturelle finlandaise au Kremlin, 8 octobre 1945.

[400] Hautamäki, 2004, pp. 227-228.

[401] Aussi au début de 1941.

d'alliances suffisamment forts, ont pris sans scrupule les « rênes » entre leurs propres mains, sans respecter les droits des petits États. Malheureusement, ils ont une fois de plus opté pour la pire des options : la guerre. Je reste persuadé que c'est seulement maintenant que nous pouvons parler de la Seconde Guerre mondiale, ce qui signifie qu'après des années de préparatifs (= guerre armée non déclarée et à la fois « froide » et provocatrice), les États-Unis ont finalement été mis en jeu par le Président Roosevelt en tant qu'État belligérant « officiel » aux côtés des puissances occidentales. Cette solution promise par Roosevelt et réclamée avec véhémence par Churchill a finalement vu le jour grâce à l'exploitation réussie d'une provocation (Pearl Harbor, 7-8 décembre 1941). La déclaration de guerre de l'Amérique au Japon a eu pour conséquence que les alliés allemand et italien ont été contraints de déclarer la guerre à l'Amérique. La « boîte de Pandore » de la Seconde Guerre mondiale était désormais ouverte pour de bon !

Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai essayé de donner au lecteur une vue d'ensemble des fondements complexes et largement cachés de la politique mondiale qui ont conduit les grandes puissances du monde, incitées par leurs dirigeants, à décider une fois de plus du sort des nations par le fer et le sang. J'espère que cela permettra au lecteur de parvenir à une conclusion personnelle et libre sur la manière et les raisons pour lesquelles ce résultat a été atteint, en particulier lors du deuxième acte des guerres mondiales (= la deuxième guerre mondiale). Malgré plus de 70 ans de présentation historique falsifiée et constamment imposée, j'espère que le lecteur pourra se détacher du passé et développer une nouvelle vision de l'histoire grâce aux documents hautement confidentiels et uniques que le maréchal Mannerheim a conservés dans son dossier S-32 et que j'ai utilisés dans mes recherches. Aujourd'hui encore, cela demande beaucoup de courage, de recherche et d'introspection sans préjugés, ce que je souhaite au lecteur.

La Finlande était-elle un « bois flotté » dans le tourbillon de la guerre ? Bois flottant ou radeau ?

Le professeur Arvi Korhonen[402] cite une déclaration de Wipert von Blücher, l'ambassadeur allemand à Helsinki pendant la guerre 1935-1944 (1951), qui connaissait bien les affaires finlandaises : *« Dans la lutte pour le pouvoir entre les grandes puissances, les petites puissances n'ont qu'une liberté de décision très limitée. La Finlande s'est retrouvée dans le tourbillon de la grande politique, comme*

[402] Korhonen, 1961, p. 340.

un fleuve finlandais qui coule emporte du bois flottant ».

Cette question a été ardemment débattue par de jeunes historiens en Finlande et à l'étranger. Malheureusement, l'ignorance et l'erreur d'appréciation de la situation politique mondiale de l'époque ont fait de la culpabilisation de la Finlande et de ses dirigeants pour leur lutte pour la liberté aux côtés de l'Allemagne contre un ennemi commun (l'Union soviétique) pendant la Seconde Guerre mondiale une obsession politique pour de nombreux scientifiques de renom.

Une métaphore vraiment pertinente pour le « bois flotté » (= un pays qui se retrouve involontairement et innocemment dans le tourbillon de la guerre) de l'ambassadeur W. Blücher et du professeur A. Korhonen, qui ont vécu dans le temps et ses évènements. Le résultat de ce type d'interprétation de l'histoire a été un public médiatique pathétique qui a pu proclamer : *« La théorie du bois flotté a sombré ! »*

Cela a été considéré comme une preuve de la culpabilité de la Finlande dans la guerre de Continuation « de son plein gré et à dessein ». C'est précisément l'exploitation de cette situation. C'est en utilisant ce point de vue, notamment par nos propres communistes, que le procès d'après-guerre (1945-46) a été provoqué et que certains de nos dirigeants politiques ont été condamnés à des peines de prison dans le cadre d'un procès politique et pénal en tant que représentants de notre peuple.

Tout Finlandais qui recourt à la métaphore du « bois flotté » sait qu'un tel arbre s'écrase imprudemment et de manière incontrôlée dans des rapides sur des rochers où il finit par être écrasé. Cela ne s'est pas produit dans notre pays. Notre nation a été forcée dans le courant de la guerre, non pas comme un bois flottant sans direction, mais comme un « radeau » solide, avec le maréchal et commandant en chef Mannerheim dès l'automne 1939, soutenu par le Président et le gouvernement. Même dans les rapides et les rochers les plus durs de la guerre, notre petite mais vaillante armée, menée par le maréchal, a finalement réussi à éviter que le bateau ne soit brisé.

La Finlande en tant que nation a mené une guerre d'enclave difficile, mais à l'intérieur et pendant cette guerre, Mannerheim a dû mener sa propre guerre avec les armes de la politique d'arrière-boutique clandestine (dossier S-32) contre tous les dirigeants des superpuissances en guerre (Staline, Hitler, Churchill et Roosevelt). Dans ce jeu, les valeurs personnelles du joueur, son courage, sa connaissance des hommes, son expérience et sa longue connaissance des lignes directrices et des aspirations de l'histoire des superpuissances ont été mises en balance.

Dans le prochain chapitre, nous examinerons les évènements militaires

de la guerre de Continuation de manière plutôt abrégée (cartes, images) et nous nous concentrerons sur la propre guerre de Mannerheim dans le contexte des modèles de la politique secrète d'arrière-plan.

Je rappelle au lecteur une déclaration du colonel U. A. Käkönen : *« À ceux des historiens qui ne cherchent dans les archives que la vérité sur les évènements de l'époque, je voudrais dire que c'est une tentative désespérée ».*[403]

L'arrière-plan politique de la bataille décisive de la Seconde Guerre mondiale – (Front E) 1941-1945

Le cas de Rudolf Hess – La Seconde Guerre mondiale aurait-elle encore pu être évitée ? – Situation politico-militaire en Europe dans les années 1940 – En 1940-1941, l'Allemagne élimine les fronts de blocus N, M et S par des mesures militaires préventives et se consacre à l'Union soviétique (= front E) – L'Allemagne fait plusieurs propositions de paix, par exemple le 23 juin 1940[404] et le 19 juillet 1940 – « Vol pour la paix » de R. Hess vers l'Angleterre lors du discours à la Douma d'État du 10 mai 1941.

Le vol de Hess fut l'une des dernières tentatives désespérées de paix de Hitler pour dissuader l'Angleterre de l'invasion imminente de l'Ouest par l'Union soviétique, qui menaçait toute l'Europe de bolchevisation. Hess fut cependant emprisonné et les documents qu'il apportait, révélant la volonté de guerre de l'Occident, furent confisqués et déclarés secrets jusqu'en 2017 (= 76 ans, à moins que le secret ne soit prolongé de 50 ans supplémentaires !) En 1945, à Nuremberg, Hess fut « éloigné » des yeux du monde entier par une peine de prison à vie.

Cependant, après des décennies, une forte opinion publique s'est formée et a exigé en 1987 la libération d'un vieil homme maladif de plus de 93 ans, qui croupissait depuis 43 ans dans la prison de Spandau, ce qui aurait probablement été fait en toute discrétion (l'URSS a donné son accord). Malheureusement, cette nouvelle a entraîné la propre mort de Hess, car sa possible libération (26 avril 1987) a alerté les services secrets des États-Unis et d'Angleterre (SSO, CIA/S16 et SO1) et a incité les chefs d'État de l'époque (le Président R. Reagan, le Premier ministre M. Thatcher) à approuver l'assassinat brutal du vieil homme impuissant. Tout cela par crainte que le vieil homme ne se souvienne et ne dise enfin, dans sa « liberté », la vérité sur les véritables planificateurs et auteurs de la guerre

[403] Käkönen, 1970, p. 173.
[404] Hautamäki, 2004, pp. 196-197.

mondiale.[405] [406]

Après une « enquête » menée par la commission militaire britannique (!), le vieil homme s'était « suicidé » et l'affaire devait être classée. Dans le même processus judiciaire illégitime et biaisé, où les criminels eux-mêmes jouent le rôle d'enquêteurs et de juges dans l'enquête secrète sur les évènements, ils utilisent les médias manipulés et contrôlés pour désinformer l'opinion publique, qui doit se résigner à un fait qui sera rapidement effacé et bientôt oublié au nom de la « sécurité nationale ».

Les témoins sont réduits au silence par des menaces ou des sommes d'argent importantes, mais le plus souvent par l'assassinat de la personne concernée lors d'un « accident » qui n'est pas élucidé. C'est le mensonge et la dissimulation auxquels nous nous sommes habitués, surtout dans les relations avec les grandes puissances : encore aujourd'hui.[407]

Le plan de paix allemand présenté par Rudolf Hess

Un document extraordinairement révélateur et historique de l'époque est à notre disposition avant 2017 : avant de s'enfuir, Hess négociait encore avec Hitler et Alfred Rosenberg (Reichsleiter Ostgebiete), qui avait pris un vol urgent de Moscou à Berlin les 9 et 10 mai 1941. Il s'agissait des documents et du mandat de négociation que Hitler avait acceptés et que Hess emporterait avec lui, ainsi que de l'offre de paix allemande basée sur ces documents. Cependant, après avoir été capturé de manière inattendue (un piège/Churchill) et isolé des documents qu'il avait apportés, Hess a accepté, pendant son internement, d'écrire le 9 septembre 1941 un bref mémo sur les principaux points de l'offre de paix à lord William Beaverbrook[408], alors Ministre britannique de la production aéronautique (plus tard du Ravitaillement). Quel était le motif et le but de la demande de lord W.B. ?

(Notez le moment ; les Allemands s'approchent déjà de Moscou sur le front est et de Leningrad au nord-ouest. Les puissances occidentales s'inquiètent de la pérennité de l'Union soviétique).

---

[405] Hautamäki, 2004, pp. 187-189, note I.

[406] Melaouhi, 2009.

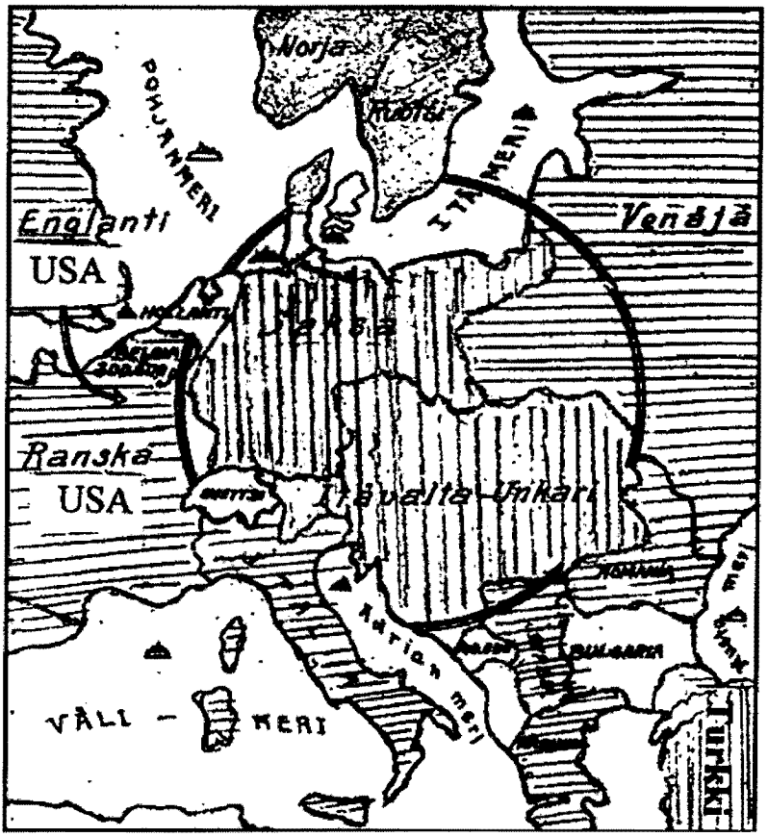
[407] Exemples : l'assassinat de John F. Kennedy, l'assassinat de Rudolf Hess, l'explosion des tours du WTC, de nombreux journalistes en Russie, dont Anna Politkovskaya, l'explosion d'immeubles d'habitation dans la banlieue de Moscou, les massacres de Katyn (reconnus ?), l'anéantissement des dirigeants politiques et militaires polonais dans l'accident d'avion de Smolensk, l'assassinat de l'agent Litvinov à Londres, l'assassinat d'Oussama ben Laden au Pakistan (CIA), l'invasion de l'Irak. (Bush Junior / OTAN), l'attentat d'Oslo (Breivik 2011).

[408] Kern, 1999, pp. 232-235.

Remarque 3

Le conflit germano-polonais local (1er septembre 1939) s'élargit le 3 septembre 1939, comme prévu par les puissances occidentales / la Pologne, pour devenir une guerre européenne (c'est-à-dire que l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne). Le lecteur peut clairement voir que la guerre n'était pas encore mondiale à ce moment-là. Cependant, le Président Roosevelt a été pendant toute cette période, entre 1934 et 1939, le chef suprême de ses fonctionnaires, dont le secrétaire d'État Cordell Hull.

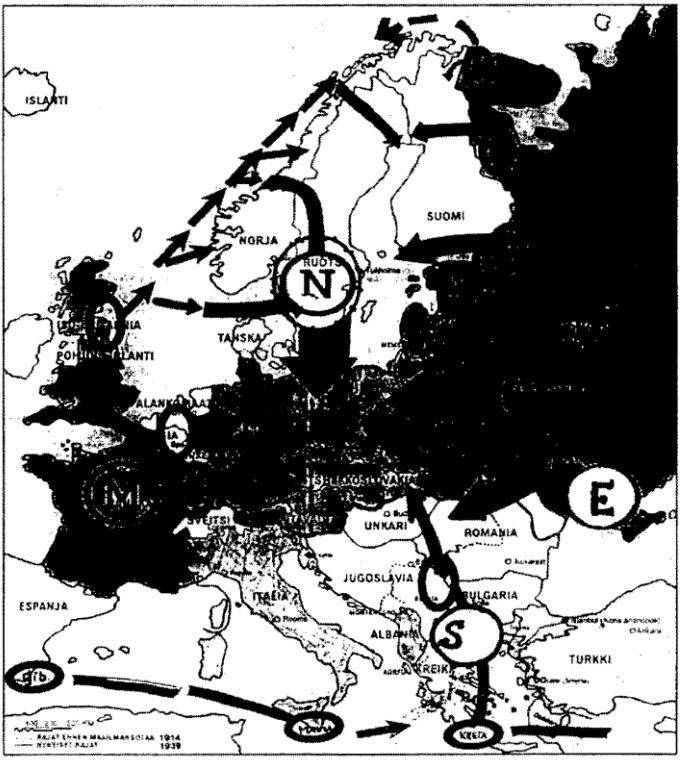
Première Guerre mondiale 1914-1919



En 1906, l'Angleterre et la France avaient déjà convenu d'une coopération militaire contre l'Allemagne, après s'être mises d'accord sur le futur partage de leurs colonies. Ce différend avait conduit à une guerre

entre les deux pays en 1898. Lors de la Première Guerre mondiale de 1914-1919, les colonies allemandes ont été réparties entre les vainqueurs par le traité de Versailles de 1919. La Norvège et la Suède se trouvent dans l'enclave navale britannique. L'entrée des États-Unis en 1917 décide de l'issue de la guerre, et dans les années 1930, de la nouvelle ascension de l'Allemagne. L'Angleterre, la France et les États-Unis décident d'anéantir l'Allemagne. L'Union soviétique entre en scène avec ses propres objectifs.

Seconde Guerre mondiale 1939-1945, situation au 15 octobre 1939



Accord secret de coopération entre l'Allemagne et l'Union soviétique en 1935/1936, accord M/R du 23 août 1939, pacte de guerre Churchill/ Staline du 15 octobre 1939, dont les documents d'application sont saisis par les Allemands le 9 février 1940. Le 16 juin 1940, l'Allemagne est désormais entourée de quatre fronts (N, M, S, E). L'attaque principale doit être menée conjointement sur les fronts nord et est. Les fronts M et S sont initialement

définis. L'Allemagne mènera des attaques préventives afin d'éliminer la menace sur les fronts N, M et S. L'Allemagne propose la paix à plusieurs reprises, mais l'Angleterre et les États-Unis refusent. Le front E (Union soviétique) est prêt à l'attaque à partir du 15 juillet 1941. L'Allemagne attaque préventivement le 22 juin 1941, mais les moyens militaires ne sont pas suffisants.

L'aide militaire américaine 1941-1945 à l'Union soviétique apporte la victoire.

Biddle et le juge de la Cour suprême F. Frankfurter, qui était un conseiller important de Roosevelt, se sont exprimés sur la prolongation de la guerre, qui ne serait qu'une guerre mondiale. Frankfurter a transmis à Churchill, en juillet/août 1939 à Londres, un message du Président américain dans lequel Roosevelt annonçait qu'il allait engager son pays dans un front commun contre l'Allemagne. La date à laquelle cela se produirait « officiellement » dépendrait de l'évolution de la situation de guerre.

Sur la base de ces informations, l'Angleterre, la France et la Pologne avaient déjà à l'époque le courage de rejeter toutes les offres de négociation et de paix possibles de l'Allemagne. Roosevelt devait cependant encore surmonter trois obstacles difficiles avant de déclarer la guerre à l'Allemagne : il y avait d'abord la lutte pour la présidence américaine, que Churchill, entre autres, considérait comme une question de vie ou de mort pour l'Angleterre – le lecteur devinera pourquoi ! Deuxièmement, pour obtenir l'accord du Congrès pour entrer dans une guerre européenne contre l'Allemagne, ce qui supposait à ce moment-là une déclaration de guerre allemande aux États-Unis. Cela semblait impossible, car le souhait le plus cher de Hitler était de garder les États-Unis neutres et hors de la guerre en Europe grâce à ses nombreuses offres de paix. La situation était inconfortable – dans l'ombre. Tant Churchill que Staline attendaient impatiemment les solutions de Roosevelt. Hitler comprenait la situation, et malgré la guerre inexpliquée de Roosevelt contre l'Allemagne depuis 1939, Roosevelt ne parvint pas à « arracher » une déclaration de guerre à l'Allemagne. Hitler et l'Allemagne devaient cependant, à la lumière de l'historiographie future, être les premiers à déclencher la Seconde Guerre mondiale. Dans cette situation difficile, Roosevelt et son conseiller de confiance, le secrétaire au Trésor Henry Morgenthau Junior, ont trouvé une solution brillante – une « porte dérobée », avec le Japon comme auteur.

Ce membre de la Triple Alliance (Allemagne, Italie, Japon) avait lui aussi été longtemps harcelé par les États-Unis/Roosevelt avec diverses provocations économiques, dont la plus grave était l'embargo sur le pétrole. Le

fonctionnement de la société japonaise, basé sur les matières premières importées, s'effondrerait en quelques mois, surtout s'il n'y avait plus de pétrole. Cela a eu un impact décisif sur la capacité d'action de l'armée japonaise (la marine !). Le lecteur se souviendra des guerres européennes de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, notamment du blocus maritime total de l'Allemagne par la Grande-Bretagne et les États-Unis, auquel de nombreux pays neutres ont été contraints de participer.

Cela signifiait alors que des centaines de milliers de civils, surtout des enfants, étaient affamés, ce qui détruisait progressivement le fonctionnement de la société allemande et, en même temps, sa résistance militaire.

À ce moment-là, fin 1941, le Japon n'a que deux options : s'emparer des capacités de production de pétrole de l'Extrême-Orient et maintenir ouvertes les voies maritimes pour acheminer vers son île natale à la fois du pétrole et d'autres matières premières essentielles à utiliser dans ses installations de production.

La porte de la Seconde Guerre mondiale s'ouvre pour les États-Unis d'Amérique et l'administration du Président Roosevelt

De nombreux indicateurs laissent penser que les batailles décisives de la Seconde Guerre mondiale (Front E) ne font que commencer. Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi Roosevelt agit-il par l'intermédiaire de Churchill – après tout, il y avait un gouvernement Chamberlain en Angleterre ? Pourquoi les relations secrètes entre Roosevelt et Staline sont-elles restées amicales et bonnes malgré l'accord M/R surprenant de Staline du 23 août 1939 ?[409]

La tentative de Hitler d'unifier les parties de l'Allemagne pillées à Versailles en 1919 avait d'abord réussi pacifiquement, par exemple par des référendums (Sarre, Rhénanie, Memel, Autriche) ou, si nécessaire, par la menace de la force militaire (Sudètes, Bohême et Moravie, la Slovaquie resterait indépendante). Sur la question polonaise (Dantzig et corridor polonais), les dirigeants polonais (Beck, Rydz-Smigly, Moscicki), sous le signe de l'imminence de la guerre (mobilisation partielle dès mai 1939) et sur l'insistance résolue de l'Angleterre, de la France et de Roosevelt, rejetèrent toutes les propositions allemandes de paix négociée en 16 points, même si l'Allemagne était prête à payer des indemnités. Ainsi, avec la déclaration de guerre des Anglais et des Français le 3 septembre 1939, un conflit local s'est transformé en guerre européenne. Avec des garanties non couvertes d'aide militaire, ces vieux ennemis de l'Allemagne ont réussi à

[409] Weeks.

inciter la Pologne à des provocations absurdes et même brutales (expulsion de la population allemande, violences, camps de concentration) afin de préparer une invasion de l'Allemagne et de compter sur le « butin de guerre » garanti par les puissances occidentales pour créer une nouvelle Grande Pologne au détriment des territoires allemands. Cette garantie et cette promesse ont effectivement été tenues après la Seconde Guerre mondiale.[410]

Winston Churchill, membre du cabinet britannique et Premier Seelord, obtint que les gouvernements britannique et français rejettent toutes les offres de négociation et de paix de Hitler, de sorte que l'Allemagne accepta finalement d'attaquer rapidement la Pologne à son tour (« cas Blanc[411] ») le 1er septembre 1939, en même temps que l'armée rouge.

Le « cas Blanc » a finalement été approuvé à Berlin début Mai 1939.[412] Par la suite, l'accord M/R du 23 août 1939 ne contenait pas le calendrier convenu pour une invasion commune (= au plus tard le 1er septembre 1939), et les affaires concernant les intérêts des deux pays ont été consignées dans un protocole additionnel séparé et secret.[413]

Le génial « droit de veto » de Staline

L'armée rouge n'envahit la Pologne orientale que le 17 septembre 1939 ! Dans un contexte, Staline déclare : *« Hitler a conquis la Pologne de manière étonnamment rapide et victorieuse, mais a subi une grave défaite dans l'opinion internationale, que nous utiliserons dans notre propre politique étrangère. »*. C'est vrai, car l'Allemagne est désormais devenue, sans l'aide d'une puissante propagande qui traversera toute l'histoire militaire future, le porte-drapeau de la Seconde Guerre mondiale.

Le piège préparé pour Hitler s'était refermé. (Ambassadeur français à Berlin Coulondre : *« Le poisson était pris à l'hameçon, il ne fallait pas le lâcher ! »*) L'Allemagne fera sa part pour vaincre la Pologne en 2-3 semaines. Staline et Molotov retiennent tactiquement l'entrée de leur armée rouge en Pologne orientale, à la surprise générale, jusqu'au 17 septembre 1939, ignorant les nombreuses demandes de Ribbentrop et inventant même des mensonges. Ils sont conscients qu'ils n'obtiendront pas de déclaration de guerre de la part de la France et de l'Angleterre et que Roosevelt a promis d'impliquer les États-Unis dans la guerre contre l'Allemagne dans tous les cas, dès

[410] Mais à quel prix ?
[411] [NdT française : voir *1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente Ans ou le grand suicide européen* de Gerd Schultze-Rhonhof, didi18edition.com]
[412] Hautamäki, 2004, pp. 79, 81, 83-84.
[413] Hautamäki ; 2004, pp. 92-93, annexe no 2, p. 288 (en russe).

qu'une provocation appropriée aura été inventée. Le haut fonctionnaire de Roosevelt F. Frankfurter transmet ces informations à Churchill au tournant du mois de juillet/août 1939. Dès le 18 mars 1939, le secrétaire d'État américain C. Hull a fait savoir à un diplomate belge à Washington que les États-Unis interviendraient si une guerre devait éclater en Europe : *« On ne peut pas encore dire si cela arrivera dans trois jours, trois semaines ou trois mois, mais nous serons impliqués dans la guerre »* ![414]

Karl Burkhardt, le commissaire suisse de la Société des Nations à Gdansk : *« J'ai été horrifié lorsque, le 3 décembre 1938, l'ambassadeur américain en Pologne, Anthony Biddle, m'a annoncé que les Polonais viendraient très bientôt pour combattre l'Allemagne, ce qu'il (Biddle), comme son seigneur (et maître) Roosevelt, accueillerait avec satisfaction ».*

Sur « l'échiquier » du grand jeu de la guerre, les résultats des longs préparatifs des grandes puissances – aussi bien les fusions et les accords militaires que toutes les mesures liées à l'ampleur du potentiel militaire et à son augmentation – ont été préparés, au moins pendant les années 1935-1941, et en partie très secrètement.

Ainsi, l'absurde traité de vengeance de Versailles (1919), dicté par les puissances environnantes (plus tard par les Alliés), et la soumission de l'Allemagne aux « chaînes » qu'il contenait, eurent, pour de nombreuses raisons, la conséquence attendue ; le deuxième acte de la guerre mondiale avait commencé.

L'émergence de l'Allemagne de la pauvreté et de la faim, entamée sous Hitler, a entraîné une augmentation considérable de la part de l'Allemagne dans l'industrie et le commerce international. Cela fut perçu comme une menace sérieuse par les grandes puissances occidentales (Roosevelt, Churchill, Daladier).

On annonça de manière provocatrice que l'Allemagne et Hitler, avec ses autres alliés, représentaient un danger pour la civilisation mondiale. Selon eux, Versailles avait échoué parce que l'Allemagne était redevenue un concurrent équivalent sur les marchés économiques et commerciaux mondiaux, mais pas encore en ce qui concerne le développement de sa puissance militaire.

Malgré les nombreuses propositions de paix sérieuses de Hitler, la propagande terroriste de l'Occident présentait l'Allemagne comme une dictature qui, dans sa quête de domination mondiale, menaçait tous les États démocratiques du monde !

[414] Hautamäki, 2004, p. 64.

« C'est pourquoi l'Allemagne devrait être à nouveau démantelée, et ce de manière définitive ».[415]

[415] Hautamäki, 2004, p. 68.

CHAPITRE 12

Mannerheim et Ryti doutent de la pérennité de leur accord Staline/Churchill – Le Maréchal connaît les objectifs de la politique secrète des superpuissances – La défaite politique de la neutralité – L'Europe dans le chaos 1919-1945 – De la paix de Versailles à la Seconde Guerre mondiale – Les États-Unis d'Amérique deviennent le leader militaire et économique du monde – La crise économique mondiale de 1929-1932 est vécue en Europe, mais surtout en Amérique – Les dictatures qui émergent en Europe poussent l'Amérique à développer son industrie de guerre – *« La guerre en Europe n'est qu'à notre avantage, ... achètent leur matériel de guerre chez nous »*, Roosevelt en 1938 – Commerce international et politique fiscale/Elite /Fed – Remarque :

1) Les bellicistes.

2) Les véritables détenteurs de la domination mondiale.

3) Préparatifs pour une deuxième guerre 1940-1941.

La Finlande à nouveau « dans l'œil du cyclone »

Sous le commandement de son commandant en chef, le maréchal Mannerheim, l'armée finlandaise avait lancé le 10 juillet 1941 des opérations militaires contre l'Union soviétique sur son propre front, sur la base d'accords personnels assez inhabituels et très secrets (Mannerheim/Ryti et Staline/Churchill).

Le lecteur se souviendra que le plénipotentiaire spécial de Mannerheim (Vilho Tahvanainen) disait souvent que l'évaluation de chaque situation exigeait une réflexion très minutieuse et concentrée, une réflexion et le courage intuitif de l'expérience pour prendre des décisions. L'auteur a décrit à plusieurs reprises cette capacité du maréchal comme une qualité courageuse et déterminée à « s'asseoir à une table de poker » avec les dirigeants des superpuissances belligérantes et à « façonner » pour sortir la Finlande du chaos de la terrible guerre qu'ils planifiaient secrètement ensemble une fois qu'elle serait terminée. Avec la stratégie du maréchal, la Finlande existerait-elle encore en tant qu'État indépendant et libre ? Staline et Churchill tiendraient-ils leurs promesses ? – Mannerheim en doutait-il déjà dans sa

lettre commune avec Ryti du 24 juin 1941 à Churchill sur la situation et les accords avec Staline ?

La Finlande devait prendre une décision ! Nous laissons à nos armées, à ce stade, le soin d'avancer dans la bataille vers les objectifs convenus avec Staline sur ordre de Churchill, *« ...suivez ce que Staline a ordonné ou ordonnera par téléphone, par lettre, par radio ou par tout autre moyen... »*.

Cette instruction, donnée à deux reprises par Churchill à Londres à l'envoyé du maréchal[416], fut mise en œuvre par l'accord télégraphique conclu entre Staline et Mannerheim le 4 mars 1941 (Kuopio), que Staline signa par un document officiel et ultra-secret signé par lui le 28 mai 1941. Ce document d'accord, signé par Staline le 1er mai 1941, a été remis par une délégation générale envoyée par Staline à l'agent de Mannerheim (VT) lors d'un échange de lettres à la frontière finno-soviétique à Värtsilä le 11 juin 1941.

Ces communications, répétées par Churchill en février et juin 1941 à l'envoyé de Mannerheim à Londres et transmises au Président Ryti et à Mannerheim, montrent l'étroite collaboration entre le Kremlin et également Londres et la validité du plus secret des pactes de guerre secrets, conclu dès le 15 octobre 1939 à Moscou. Mannerheim constate également avec pertinence : *« ...ces deux 'chefs d'État' (Staline/Churchill) sont les architectes et les maîtres d'œuvre de cette Seconde Guerre mondiale »*.[417]

Je pense que c'est le bon moment pour faire un bilan à mi-parcours et une analyse de l'ensemble de la situation initiale de la Seconde Guerre mondiale, de son développement et de sa planification au sein des gouvernements et des États-majors des grandes puissances, sans oublier un seul instant le rôle décisif des dirigeants de ces mêmes États (Churchill, Staline, Hitler, Roosevelt, Daladier, Reynaud, etc.) avec leurs propres plans cachés.

Le sort des petits pays qui se trouvent entre les fronts est – comme toujours dans l'histoire – misérable. Ils ne sont que des pions dans les plans des « grands » dirigeants susmentionnés. Parmi ces pays de toutes formes et de toutes tailles, on trouve la Pologne[418], la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Italie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, les États baltes et, en Scandinavie, la Finlande, la Norvège et même la Suède, qui pratiquait une neutralité « boiteuse ».

Faire appel au désir d'un petit État de rester en dehors des schémas de

[416] Convenu probablement auparavant en Crimée ou à Lviv ?
[417] Hautamäki, 2004, p. 188.
[418] (Note du traducteur allemand : mais justement, la Pologne a été un belligérant important et loin d'être innocent.)

guerre des grandes puissances et de pouvoir construire l'avenir de son peuple dans la neutralité et la paix ne fonctionnera pas – ce n'était pas permis !

Exemple 1

Pour mettre en œuvre le pacte Molotov/Ribbentrop qu'il a conclu par surprise avec l'Allemagne le 23 août 1939, Staline invite les représentants des pays baltes à Moscou pour négocier les exigences soviétiques (notamment des bases militaires) et signer des accords qui préservent leur indépendance nationale et limitent leur neutralité (Estonie le 28 septembre, Lettonie le 5 octobre et Lituanie le 11 octobre).

La Finlande reçoit une invitation le 5 octobre 1939 et les premières négociations ont lieu du 12 au 14 octobre à Moscou :

> *« Tout ce que nous, Finlandais, voulons, c'est vivre en paix et rester en dehors de tout conflit ».*

Ce à quoi Staline répond : *« Je comprends cela, mais je vous assure que c'est impossible, les grandes puissances ne le permettront pas ».*[419]

Remarque 1

Staline ne mentionne pas ici l'Allemagne seule, pas plus qu'aucune autre grande puissance, mais l'intérêt possible de tous pour le Nord, en s'appuyant sur les longues négociations, probablement durant l'été 1939, avec les représentants de l'Angleterre et de la France, qui, à l'époque où les grandes puissances citées (Angleterre, France) avaient fait de larges concessions à l'Union soviétique, par exemple dans les pays baltes et en Finlande, un bon exemple étant la demande inconditionnelle de Vorochilov d'obtenir une base en Finlande dans la région d'Åland-Hanko. En outre, Staline avait encore dans son « tiroir de bureau » sa propre opération « PORO », planifiée par STAVKA en 1930 et 1937[420] [421] [422]. L'ordre de Staline, ordre du jour du 16 février 1943 au lieutenant-général Kharitonov, au général Kouznetsov et au colonel Popov, commandant le 6e corps d'armée : *« ...rappelez-vous toujours que notre mot d'ordre de combat est : 'Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !' Et notre seul but sera : la dictature du prolétariat du monde entier ! »* [423] [424]

Roosevelt avait exposé à plusieurs occasions ses vastes projets pour

[419] Je le crois sincèrement.
[420] Hautamäki, 2004, pp. 37, 40, 41, 45.
[421] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.
[422] Becker, 1991, pp. 226-227.
[423] Keesing, 2000.
[424] Hautamäki, 2004, pp. 329-330, référence n° 5, déclaration de D. Manuilski en 1930.

l'organisation des affaires européennes.

La coopération entre lui, la Maison Blanche et le « Brain Trust » (Morgenthau + Partner) mis en place par le Trésor concernait surtout l'intervention dans la guerre européenne de 1934-1941.[425] [426] [427]

Lettre de Roosevelt à Staline (via Zabrousky) du 20 février 1943, annonçant l'accord total de la Maison Blanche sur les dispositions à prendre pour l'après-guerre :

– La France doit payer pour ses faiblesses et rester dans sa propre insignifiance. La suprématie anglaise est reconnue au Portugal, en Espagne, en Italie et en Grèce.

– L'Union soviétique sera ainsi imbriquée dans le bassin méditerranéen (Yougoslavie, Albanie). Dans les pays baltes, en Finlande et dans les pays dits « mineurs » des Balkans et d'Europe de l'Est, tous les vœux de Staline seront exaucés. La Pologne sera orientée vers la voie des concessions.

– Les États-Unis participeront également à la répartition du butin selon la définition du « droit de conquête » (« Right of Conquest »).[428]

– Le cardinal Francis Spellman, le plus haut dignitaire de l'Église catholique aux États-Unis, rencontrera Roosevelt en privé le 3 septembre 1943 afin de connaître ses plans pour de futurs accords de paix, non seulement en Europe, mais dans le monde entier.

– Le monde est divisé en quatre grands pays : les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et l'Union soviétique.

– La Chine obtient l'Extrême-Orient.

– Les États-Unis reçoivent les territoires du Pacifique.

– Le Royaume-Uni et l'Union soviétique obtiennent l'Afrique ou l'Europe. Mais comme l'intérêt principal de la Grande-Bretagne est de nature coloniale, on peut s'attendre à ce que l'Europe soit dominée par l'Union soviétique !

– Les nations européennes devront supporter la domination russe, en espérant que dans 10 ou 20 ans, elles pourront vivre en bonne intelligence avec les Russes. Il est d'accord avec Churchill pour dire que l'Allemagne sera divisée en plusieurs États individuels. L'Allemagne n'aura plus jamais de gouvernement central et aucun traité de paix définitif ne sera signé avec

[425] Hautamäki, 2004, p. 64, déclaration du Ministre des affaires étrangères G. Hull à l'agent belge Pritz de Ligne le 18 mars 1939.
[426] Weeks, 2004, p. 90.
[427] Fish, 1982.
[428] Voici, perdu dans la corbeille de l'histoire, le manifeste solennel de la DÉCLARATION ATLANTIQUE de Roosevelt / Churchill.

elle.

Assez rapidement après cette réunion, la rencontre de Téhéran devait avoir lieu du 28 novembre au 1er décembre 1943. C'est là que Staline, avec l'aide de Roosevelt, a confirmé sa position de maître de l'Europe.

Dans le cas de Churchill, nous pouvons dire brièvement que tous ses efforts, toutes ses déclarations, toutes ses réflexions depuis le début des années 1930 étaient axés sur quatre points :

1. Pour que l'Empire britannique reste une grande puissance, tous les moyens doivent être mis en œuvre.

2. La destruction de l'Allemagne, car le pays est devenu trop fort.[429]

3. Hitler et le national-socialisme ne peuvent être détruits que par une alliance avec l'Union soviétique.[430]

4. Les « États-Unis » ont accepté de participer à la résolution de la Seconde Guerre mondiale. [431] Fin juillet et début août 1939, Felix Frankfurter, en tant que représentant du Président Roosevelt, fait à Londres la promesse à Churchill de faire monter l'Amérique à bord. Déclaration de Churchill au représentant de Roosevelt et Ministre des affaires étrangères Sumner Welles le 11 mars 1939 à Londres : *« Il n'y a pas d'autre solution à la crise européenne que la défaite radicale et totale de l'Allemagne et l'anéantissement du nazisme ».*[432]

Les vues de Hitler en tant que Chancelier du Reich contiennent quelques aspirations claires auxquelles il s'en tiendra sans changement jusqu'à la fin des troubles de la Seconde Guerre mondiale. Après que la République de Weimar, « entravée » par le traité de paix de Versailles, se soit retrouvée dans une impasse économique en raison de la crise économique mondiale de 1929-1931, sa dernière réalisation sous la chancellerie de von Papen a consisté à convenir à Lausanne, le 10 juillet 1932, de la suppression du paiement des réparations de guerre de l'Allemagne qui luttait au bord de la famine. Les « vainqueurs » de Versailles ont dû reconnaître leur erreur ! Aux élections de 1933, Hitler devient Chancelier d'un Troisième Reich que le reste du monde ne croit plus capable de survivre.

Rien d'étonnant à cela : 17 millions d'Allemands vivaient d'une forme quelconque d'aide sociale, 7 à 8 millions étaient au chômage et le pays glissait vers une guerre civile avec les nationaux-socialistes contre le SPD

[429] Hautamäki, 2004, pp. 65-66, 78-79, 81, 84-86.
[430] Hautamäki, 2004, les petits États et leur indépendance ne sont pas pertinents lorsque Staline pose des exigences sur cette question.
[431] Hautamäki, 2004, p. 64, déclaration du Ministre des affaires étrangères G. Hull du 18 mars 1939.
[432] Hautamäki, 2004, pp. 305-306, annexe n° 8.

allemand et les communistes.

Les élections législatives décisives eurent lieu le 6 mars 1933 et le danger rouge y subit une défaite, les nationaux-socialistes et leur parti allié remportant plus de la moitié (340) des 600 sièges. Le nouveau gouvernement présenta au Parlement un projet de loi qui lui conférait un pouvoir dictatorial pour quatre ans. La loi sur les mandats a été adoptée par 441 voix, avec 91 voix contre de la part des sociaux-démocrates présents. Les communistes, en tant que Parti « dissous », étaient exclus du vote. La constitution de la République de Weimar était « enterrée » et un État hitlérien était attendu et espéré comme étant la délivrance de l'Allemagne de toutes ses misères.

Qu'est-ce que la dictature de Hitler ?

– Le traité de Versailles et ses décisions doivent être annulés. La base du traité en 14 points signé en 1919 par le Président W. Wilson, que l'Allemagne avait accepté comme base de l'armistice et de la paix, doit être mise en vigueur.

– Accepter l'unification de l'Allemagne en tant qu'État, c'est-à-dire la restitution des territoires soustraits à l'Allemagne par un traité et un référendum pacifique. Les colonies allemandes africaines doivent être restituées. L'Autriche, isolée par les règles de la Société des Nations (France), doit avoir la possibilité d'organiser un référendum sur son adhésion à l'Allemagne.

– Une conférence universelle sur le désarmement pour tous les États, supervisée par la Société des Nations, doit entrer en vigueur. La République de Weimar l'avait déjà proposé en 1932. En Europe, la France, l'Angleterre et l'Union soviétique n'avaient toujours pas accepté cette proposition en 1935, et elle a été enterrée en silence.

– L'Allemagne doit également être en mesure d'équiper sa propre armée à l'avenir, puisqu'elle est désormais totalement sans protection.

– Le droit de l'Allemagne à participer au commerce mondial, le droit international des traités (« capacité d'alliance ») et l'élaboration d'une politique économique propre > Le miracle économique allemand 1933- 1945.

A – Étude des causes et des responsables des guerres

Caractéristiques spécifiques de la politique des guerres mondiales

Le principe : *« Celui qui n'est pas de notre côté* (= qui coopère, se soumet) *est notre ennemi »*, a déclaré le Président américain George W. Bush en 2002, lorsqu'il a appelé les différents pays à une « croisade » contre l'Irak. L'ONU,

rappelons-le, en était la partie « statistique »... Cette guerre, déclenchée par des mensonges et des provocations massives, et toutes ses conséquences au Moyen-Orient, suivent les mêmes méthodes que celles utilisées par les États-Unis depuis le XIXe siècle pour répandre leur impérialisme brutal non seulement sur les deux continents américains, mais aussi dans les îles du Pacifique, en Extrême-Orient et, plus récemment, dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient.

Nous allons maintenant rassembler et mettre à jour à la fois nos informations et notre cadre d'action : des sources nouvelles (2012) et « plus anciennes ».[433] Nous y examinerons trois ensembles de thèmes afin de trouver des réponses valables et logiques pour le lecteur aux questions sur lesquelles les « puissances victorieuses » des deux guerres mondiales (1. 1914-1919 et 2. 1939-1945) ont écrit leur propre histoire de la guerre, modifiée, falsifiée et, à bien des égards, dissimulée encore aujourd'hui (2012) par le pouvoir des médias mondiaux qu'elles contrôlent et qui leur appartiennent en grande partie. J'espère qu'à ce stade, en examinant les causes des grandes guerres au sens large, le lecteur aura remarqué qu'il existe un domaine moins remarqué des activités internationales, dont l'importance en tant que facteur majeur est souvent prise comme couverture pour la planification cachée et l'éventuelle exécution de guerres armées réelles – le commerce international mondial et la finance !

Le commerce international et la finance dans la politique de fond des guerres mondiales

Note personnelle du Président F. D. Roosevelt (transcription) d'une lettre adressée à son secrétaire au Trésor Harry Morgenthau, Jr :

La Maison Blanche

Washington, 9 décembre 1944 / 1/776-779. Mémorandum adressé au secrétaire au Trésor pour information et retour.

FDR (signature)

« Concernant l'annonce par les Britanniques de leur faillite et de leur besoin de 7 milliards de dollars, j'ai jugé bon de faire savoir ce qui suit : à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne, et à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne et le Japon ont conquis ensemble les marchés d'exportation du monde entier grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre et aux exportations subventionnées.[434]

La concurrence pour les marchés d'exportation est devenue de plus en plus rude.

[433] Hautamäki, 2004.

[434] Estimation choisie de manière provocante et erronée.

Non seulement les Allemands ont pris le contrôle de nos marchés d'exportation, mais ils ont également rendu leurs offres d'importation moins chères que l'industrie nationale dans notre propre pays. Comme partout ailleurs, cela a entraîné une baisse des salaires et du niveau de vie, ainsi qu'une diminution des bénéfices.

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne s'est toutefois lancée dans un développement et un essor fulgurants pour évincer l'Angleterre et l'Amérique de ce marché très disputé. Le Japon avait le même objectif. Nous avons essayé de nous sortir de cette situation en baissant les salaires, en réduisant le temps de travail (à salaire égal) et en misant sur le travail à temps partiel. Nous n'avons toutefois pas réussi à évincer notre concurrent du marché. La conséquence a été une augmentation du chômage.

Quelles que soient les mesures que nous devons prendre maintenant (1944) après notre future victoire contre le Japon et l'Allemagne, elles doivent en tout cas inclure la limitation de leur production industrielle et les empêcher ainsi de devenir des concurrents des Français, des Anglais, des Hollandais, des Belges et d'autres pays exportateurs, et de nous-mêmes sur le marché mondial. Cela devrait entraîner une augmentation du volume des affaires dans tous les pays concernés, et donc des bénéfices plus élevés et une augmentation profitable de la prospérité dans les différents secteurs de notre économie. Il est difficile de dire aujourd'hui à combien s'élèvera cette croissance supplémentaire, mais elle sera en tout cas très importante. En ce qui concerne la question allemande, il convient d'accorder une attention particulière à nos voisins. Le plus important d'entre eux est l'Union soviétique, qui doit disposer d'une certaine zone de sécurité pour sa défense.

Je ne pourrais dire ce qu'il en sera et quelles en seront les conséquences pour les pays baltes, la Pologne, la Tchécoslovaquie et les Balkans[435] *que lorsque nous connaîtrons les exigences soviétiques à l'égard de l'industrie allemande ».*[436] [437]

Pour le lecteur, je voudrais attirer l'attention sur la date de cette lettre de Roosevelt – 9.12.1944 ! La victoire de la guerre en cours est déjà claire pour les Alliés. Maintenant, le sort d'une Allemagne vaincue après la guerre est discuté par les dirigeants des deux superpuissances (États-Unis, Grande-Bretagne). Pour les questions importantes, l'accord du dirigeant soviétique Staline est également nécessaire, mais la France n'a plus que le rôle de « chauffeur ». Il est intéressant de noter que même après la Seconde Guerre mondiale (1945), ces États « vainqueurs » sont toujours principalement les pays dont les dirigeants ont dicté les clauses d'application absurdes de la paix de Versailles du 28 juin 1919, qui ont inévitablement ouvert la voie à l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes et de Hitler. Il est désormais également clair que les États-Unis déterminent déjà la politique de guerre

[435] À cette époque, la Finlande était encore considérée comme faisant partie des États baltes.
[436] Traduction directe par l'auteur.
[437] Schildt, 1970, pp. 262-268. Réunion de Yalta du 4 au 12 février 1945 (Roosevelt meurt le 12 avril 1945).

mondiale et la politique économique et qu'ils dictent de manière déterminante les critères de l'attitude des puissances occidentales (= les Alliés) face à la question allemande, par exemple en cas de capitulation. En outre, le temps approchait où le système financier mondial et son centre de pouvoir (l'« élite »/la Fed) imposeraient leur diktat définitif à toutes les nations belligérantes du monde.

Exemple 2

La conférence de Québec, du 10 au 16 septembre 1944. Le Président F. D. Roosevelt et le Premier ministre W. Churchill discutent de l'avenir de l'Allemagne après une guerre victorieuse. L'évènement est organisé et présenté par le confident de Roosevelt, le secrétaire au Trésor Henry Morgenthau Junior.

« Très secret

Québec 15 septembre 1944 1/620-621.

Lors d'une conférence entre le Président (FDR) et le Premier ministre (WC) sur une action concertée pour le désarmement allemand, le rôle futur des régions industrielles de la Ruhr et de la Sarre est apparu comme le plus important. Nous avons une expérience amère et des preuves claires de la façon dont les industries métallurgiques, chimiques et électrotechniques en Allemagne ont pu être transformées de la production de paix au service de l'industrie de guerre. L'Allemagne ayant détruit une grande partie des installations industrielles de l'Union soviétique et de nos autres alliés, il est donc tout à fait normal que ces pays, entraînés dans une souffrance commune, compensent leurs propres pertes en réclamant maintenant pour eux-mêmes des machines utiles similaires.

Les machines et installations industrielles susmentionnées doivent donc impérativement être mises hors service et évacuées dans la Ruhr et la Sarre.

Nous pensons que ces deux secteurs devraient être soumis à une administration coordonnée, afin d'assurer leur démantèlement et leur suppression. L'objectif de ce programme est la destruction des « industries essentielles à la guerre », en particulier dans la Ruhr et la Sarre, c'est-à-dire la transformation de l'Allemagne en un pays agricole et industriel, un pays dont l'agriculture et l'élevage sont les principales activités. Le Premier ministre et le Président sont totalement d'accord sur ce programme.

OK.

FDR (Franklin D. Roosevelt

WC (W. Churchill) »[438]

Le texte lui-même a probablement été rédigé par Henry Morgenthau, et Roosevelt et Churchill ont simplement signé leur accord. Le programme n'a

[438] Kern, 1999, p. 276.

jamais été entièrement mis en œuvre (Truman), mais des centaines et des centaines de trains ont transporté toutes sortes de marchandises hors d'Allemagne, voire des usines entières, principalement vers l'Union soviétique et la France. Morgenthau a constaté plus tard que la planification du contenu du traitement d'après-guerre de l'Allemagne, le « plan Morgenthau » (= la destruction finale de l'Allemagne), qu'il avait commencé dès 1943 avec ses collaborateurs du ministère des Finances, et les instructions d'application détaillées pour sa mise en œuvre pratique (directive ICS-1067), étaient l'œuvre la plus importante et la plus grande réalisation de sa vie. L'entrée en fonction de H.S. Truman en tant que Président des États-Unis après la mort de Roosevelt le 12 avril 1945 devait jouer un rôle important lors de la conférence de clôture de la Seconde Guerre mondiale à Potsdam en juillet 1945. Dans un certain sens, il devait « honorer » les concessions territoriales et politiques que Roosevelt et Churchill avaient faites à Staline à Yalta, mais il n'acceptait plus en l'état le plan global[439] (« livre ») présenté par Morgenthau et sa publication préalable dans la presse. Morgenthau Junior affirma cependant que Roosevelt le lui avait remis sur son lit de mort le soir du 11 avril 1945.

Pendant quelques années (1945-1947), les puissances occidentales ont eu pour instruction pratique de se conformer à la directive susmentionnée dans leurs zones d'occupation, sous la responsabilité du général D. Eisenhower. Cette directive était à la fois brutale et inhumaine. Officiers et membres du Parti national-socialiste, officiers de la Wehrmacht, soldats SS, personnel des camps de concentration, membres de la Gestapo et de la police ainsi que du *Volkssturm*, autres « criminels de guerre », etc. Churchill : *« Ceux-là, s'ils sont capturés, peuvent être exécutés par contumace ! ».*

Roosevelt : *« Les représentants importants des institutions scientifiques, de l'économie militaire et de l'industrie ainsi que les experts spécialisés doivent être arrêtés, isolés et transférés pour leur 'usage personnel'. Ce n'est pas la tâche de l'armée américaine de nourrir les millions de prisonniers de guerre qui mourront bientôt de faim et de privations, ni les civils qui meurent de faim dans les caves des bâtiments détruits à cause des maladies, du froid et de la faim. Tous les Allemands doivent sentir qu'ils ont perdu leur guerre ».* – Eisenhower : *« C'est dommage que nous n'ayons pas pu nous battre plus longtemps ».* (= Il est dommage que nous n'ayons pas pu tuer davantage.)[440]

L'exclusion de l'Allemagne en tant qu'État « semi-souverain »

[439] (Note du traducteur allemand : *Germany Is Our Problem – A Plan for Germany*, extrait de : Werner Symanek : *Deutschland muß vernichtet werden*, VAWS Verlag, 4e édition, Duisburg 1999, ISBN 3927773301, pp. 117-138 ainsi que de.metapedia.org/wiki/Quelle_/_Morgenthau-Plan_Volltext)
[440] Bacque, 1999.

(République de Weimar) à Versailles en 1919 avait-elle été la cause d'un autre mauvais calcul, encore plus grand, en 1945 (Québec-Yalta-Potsdam !)? Maintenant (1944), les futurs « vainqueurs » essayaient déjà de faire mieux qu'après la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale. Les rédacteurs des diktats de Versailles s'étaient déjà bien trompés à l'époque et étaient déçus de la montée en puissance de cet État voué à l'échec. Après tout, l'Allemagne devait rester un État de seconde zone pendant des décennies, payer des réparations de guerre et se tenir à l'écart de la course à l'exportation mondiale.

Pendant une bonne dizaine d'années, les vainqueurs se sont battus lors de nombreuses réunions et conférences pour obtenir leur part de l'héritage allemand, jusqu'à ce qu'ils se mettent finalement d'accord, sous la pression des circonstances, sur une revendication globale commune concernant l'Allemagne (la République de Weimar).

La somme exacte, finalement fixée le 20 janvier 1930 par le financier américain O.D. Young, s'élevait à 116 milliards de marks-or, payables sur 57 ans par tranches de 1,7 à 2,5 milliards.

Le dernier versement de 900 millions de marks serait donc dû en 1988 ![441]

G. Clemenceau, Premier ministre français, déclare le 7 mai 1918, lorsqu'il remet à la délégation allemande le futur document de paix de Versailles pour signature :

> *« Ce n'est ni le lieu ni l'heure des paroles superflues. Vous avez devant vous l'assemblée des plénipotentiaires des petites et grandes puissances qui se sont unies pour mener la guerre la plus terrible qui leur ait été imposée. L'heure des comptes a sonné. Vous nous avez demandé la paix. Nous sommes enclins à vous l'accorder. [...] Pour porter aussi à votre connaissance l'autre côté de ma pensée, je dois nécessairement ajouter que cette seconde paix de Versailles, qui sera l'objet de nos négociations, a été trop chèrement achetée par les peuples ici représentés pour que nous ne soyons pas unanimement décidés à employer tous les moyens à notre disposition pour obtenir toute satisfaction légitime qui nous est due. [...] »*[442]

W. Churchill : *« Si l'Allemagne peut reprendre le commerce mondial dans les cinquante prochaines années – nous aurons fait cette guerre pour rien ! »*[443]

L'entrée en guerre de l'Amérique a décidé de la victoire des puissances environnantes lors de la Première Guerre mondiale (Versailles 1919).

---

[441] Christensen, 1936, p. 46.

[442] En d'autres termes, l'Allemagne serait considérée comme un État de seconde classe, privé de toute possibilité de mener un jour des guerres pour lesquelles elle serait seule jugée coupable.

[443] Publication *The Times*, Londres, mai 1919.

S'agissait-il d'une victoire à la Pyrrhus pour elles-mêmes ? Une victoire qui, en tant que cause de la crise économique mondiale des années 1930, impliqua inévitablement les États-Unis, désormais sous la présidence de Roosevelt, dans une nouvelle Grande Guerre en 1939, afin de résoudre les grands problèmes nationaux. En exploitant de manière planifiée et habile la guerre européenne et la défaite de l'Allemagne et du Japon, Roosevelt et ses successeurs ont utilisé les ressources économiques massives de leur pays pendant la guerre pour en faire la première superpuissance du monde.[444]

Des années 1920 à la décennie suivante, l'Amérique a vécu au milieu de la prospérité et d'une politique économique fortement surchauffée (mot-clé : politique boursière, bancaire et de location-vente, sans parler de la spéculation massive, des gangsters et des scandales de la prohibition). Tout était également proposé dans le commerce mondial, mais la question du pouvoir d'achat des nations européennes appauvries par la guerre, chargées de reconstruire leur – propre pays et de rembourser les énormes dettes de guerre, était un problème majeur. Il fallut deux décennies et une crise économique mondiale (1929-1932) qui commença avec l'effondrement de l'économie boursière américaine malsaine.

Chômage et surproduction qui ont entraîné un endettement massif, par exemple dans l'agriculture, dont les fermiers américains ne sont pas sortis indemnes, et même dans la lointaine Finlande, il y a eu des avertissements de faillite. La régulation du commerce international a été profondément perturbée, etc. Dans cette situation, il est raisonnable de penser que l'économie mondiale basée sur le dollar n'a pas évolué dans la bonne direction. En d'autres termes, l'élite de l'argent et du pouvoir qui dominait le monde détermine désormais les règles et la direction de l'économie mondiale. Parce qu'elle ne recevait pas assez de bénéfices ni assez d'intérêts des crédits publics accordés par ses puissantes banques centrales, qui opèrent dans toutes les grandes villes des continents, ni des crédits accordés à des milliers de banques privées dans le monde entier. Il n'y avait plus besoin de crédits pour de nouveaux investissements, les stocks de tous les producteurs et industries possibles étaient pleins, il n'y avait pas d'acheteurs.

En conséquence, le chômage a augmenté de manière extraordinairement rapide, surtout en Amérique et en Angleterre, jusqu'à provoquer des émeutes. Le nombre de chômeurs aux États-Unis passa de 1,8 million fin 1937 (= 4 mois) à 2,8 millions en janvier 1938 et à plus de 10 millions en avril.[445] Le « New Deal » de Roosevelt avait été irrémédiablement perdu. Un

[444] Fisch, 1982.
[445] Colton, 2013, pp. 398, 419.

facteur nouveau et dangereux avait fait son apparition sur la scène politique mondiale en tant que successeur de l'ancienne Russie : l'Union soviétique et le communisme. L'importance de ce fait, en dehors des ambitions secrètes de Roosevelt, n'avait pas encore été pleinement reconnue par les puissances occidentales.[446]

Mon lecteur connaît depuis longtemps, je crois, l'analogie[447] entre les deux guerres mondiales, ainsi que le fait que la solution recherchée par les puissances environnantes en 1914 et par les Alliés en 1939 a finalement été la guerre dans les deux cas. Lorsqu'elles se sont terminées, le coupable était le même, et il était déjà désigné : l'Allemagne, mille fois maudite et diabolisée, que ce soit sous le règne de l'empereur Guillaume II ou de Hitler ![448]

Remarque 2

Extrait d'une conversation avec le Ministre Henry Morgenthau (= HM). Sept participants sont mentionnés sur le document : D.W. Bell, H.D. White, Pehle, Gaston, McConnell, O'Connell et Mme Klotz.

4 septembre 1944, 10h55 :

« White : Le troisième point sur lequel nous devons réfléchir très attentivement est la région de la Ruhr. Ils estiment donc qu'elle doit être fermée ou détruite, et la question est de savoir ce qu'il adviendra de leur population. C'est un sujet qui nous donne beaucoup de fil à retordre.

H. M. : Je suis désolé. Le Président est tout à fait d'accord et est particulièrement encouragé par le fait que cela pourrait aider l'Angleterre à se remettre sur pied.

White : Tout le monde se fiche donc de ce qui arrive à 15 millions de personnes.

HM : J'en ai parlé avec le Président et il a dit qu'on pouvait laisser aux cuisines de campagne de l'armée américaine le soin de s'occuper de la plus grande partie de la population.

Pehle : Combien de temps cela devrait-il durer ? C'est un problème qui sera brûlant pendant cinq ans.

HM : Il ne s'en préoccupera pas beaucoup.

Pehle : Il ne peut pas parler d'un tel programme en public.

Gaston : On ne peut pas clôturer la région de la Ruhr et empêcher tout le monde d'y aller. Pour cela, il faut choisir quelques secteurs qui doivent être fermés.

White : La seule option qui serait envisageable pour nous, avec tous les avantages et les inconvénients, mais peut-être que vous pensez différemment, c'est de placer la région

[446] Shawcross, 1965, p. 68. p. 461, liste Vysinski.
[447] « Deux faces d'une même pièce ».
[448] Pages 340-343, Deutsches Wirtschaftswunder (Miracle économique allemand).

sous contrôle international et d'y produire des réparations de guerre pendant 20 ans.

HM : Harry, tu ne me convaincras pas avec ça. J'ai lu le livre de Welles. Je l'ai relu et je me suis réorienté. Vous ne m'aurez pas avec ça, parce que ça ne durerait que quelques années ; ensuite, il y aurait un rattachement, les Allemands reviendraient et reprendraient la main. Je n'accepterai qu'un arrêt complet des productions dans la Ruhr.

Gaston : Vous voulez dire l'élimination de la population ?

HM : Un simple déplacement de population. Je me fiche de ce qu'il adviendra de la population.

Gaston : Mais il y a un juste milieu entre ces solutions. Je ne comprends pas.

HM : Je veux rendre inutilisables toutes les mines, les usines et les ateliers.

Gaston : De toutes sortes ?

HM : Acier, charbon, tout. En finir, tout simplement.

Bell : Vous n'allez pas fermer les mines, n'est-ce pas ?

HM : Bien sûr.

Gaston : Vous voulez détruire l'économie ?

HM : Oui.

White : La laisser dans des mains internationales ?

HM : Oui.

White : Nous n'avons pas besoin de détruire autant. Nous allons dire aux alliés que vous pouvez tout enlever des bâtiments. Ensuite, ils s'approprieront tout. Quelque chose doit être détruit, tout simplement. Le seul problème, c'est la population.

HM : Je pense que la destruction est la chose la plus importante. La population ne nous préoccupe qu'en second lieu.

McConnell : La pénurie alimentaire serait gigantesque.

White : Bien sûr, ils cultivent eux-mêmes là-bas.

Pehle : Il n'y a pas grand-chose.

White : Bien sûr, il y a quelque chose.

McConnell : Les cuisines de campagne ne peuvent tout simplement pas nourrir suffisamment 15 millions de personnes.

HM : Et c'est à partir de cette région que les étincelles de la guerre peuvent être allumées, et cette région a été responsable de la fermeture des aciéries de Birmingham et des mines de charbon en Angleterre, elle est responsable de la pénurie et de la baisse du niveau de vie en Angleterre – la qualité supérieure de la Ruhr bat l'Angleterre et la Belgique dans la compétition.

McConnell : La Ruhr a 50 % de la capacité de l'Angleterre.

HM : Mais c'est un concurrent.

McConnell : 1 million sur un total de 42 millions en Europe. Si la région s'arrête, l'Angleterre ne connaîtra-t-elle pas de problèmes de chômage pendant 20 ans ?

White : Je pense que oui. Ce serait une grande aide pour l'Angleterre.

Gaston : Vous proposez donc simplement la fermeture des mines et des aciéries dans la Ruhr ? Des mines de charbon, des usines chimiques ? Des usines métallurgiques…

HM : Oui.

Gaston : Cela rendrait impossible tout type de programme d'armement.

O'Connell : Vous fermeriez donc les mines de charbon et l'industrie chimique.

HM : Les mines de charbon, d'acier et l'industrie chimique. Les produits chimiques sont fabriqués en tant que sous-produits du charbon, n'est-ce pas ?

McConnell : Beaucoup.

HM : Je voudrais en finir avec tout cela. Rien ne sera omis.

Gaston : Oh, il y a beaucoup d'industries viables là-bas.

White : Elle va s'éteindre.

Bell : Vous n'en avez pas déjà assez cassé pendant la guerre ?

White : Non, je pense aux 'Messerschmitts', mais je ne pense pas qu'il y en ait dans la Ruhr.

McConnell : Donc, si vous envisagez la voie médiane, Monsieur le Ministre, vous réduisez 12 millions à 7 et vous détruisez toute l'industrie de l'équipement :

– peut-être par exemple les principales industries qui sont essentielles pour le niveau de vie

– Ils ont donc réduit l'industrie sidérurgique et donc le niveau de vie d'environ la moitié. Si vous ne réduisez rien (dans le sens du nombre de personnes – NdT allemand), le niveau de vie sera proche de zéro, et cela signifie soit mourir de faim, soit nourrir les gens dans des cuisines de campagne.

HM : Je veux dire, ce n'est pas quelque chose sur lequel je me casse la tête, parce que personne n'y a pensé de cette manière. Vous devez penser autrement. Sinon, de nouvelles usines seront bientôt construites là-bas, chaque mine ou atelier sera remis en service, et avant que l'on s'en rende compte, la région aura à nouveau une industrie de guerre florissante.

White : Je ne suis pas tout à fait d'accord.

HM : Ces gens sont diaboliques. J'ai vu le problème. C'est l'incubateur où se fait la guerre, et je ne vois pas d'autre moyen d'empêcher une future guerre que de détruire complètement cette région.

McConnell : Et comment les gérer ? Vous devez également disposer de forces de police adéquates.

HM : Non. Dans cinq ans, les Allemands mettront la police de leur côté, ils feront

une révolution et l' 'Anschluss', et ensuite ils auront à nouveau le territoire entre les mains du peuple guerrier allemand. Toute la raison du début de la guerre se trouve ici. On ne peut pas entrer en guerre si le territoire est à l'arrêt.

McConnell : C'est exact.

HM : Je ne sais pas comment se présente la production en Sarre. Si elle est trop importante, elle sera également détruite ou remise à la France. Mais si cette région est rendue improductive, si les machines sont enlevées, si les mines sont remplies d'eau, explosées, rendues inutilisables, alors ils ne pourront plus faire la guerre. Cette région doit être immobilisée. Dès que l'on commencera à argumenter contre cela, et j'admets que cette région ou toute autre région ou population continuera à exploiter ses possibilités, ils le feront aussi, et il se passera la même chose qu'en Pennsylvanie – tout le monde a une mine de charbon dans sa cave, et cette nation est si intelligente et si diabolique qu'elle aura son armée sur les bras avant même que quiconque ne s'en rende compte.

McConnell : Mon objectif est exactement le même. Ma seule crainte est que nous nous concentrions uniquement sur la Ruhr et que nous laissions tomber. Je pense que d'ici 10 à 15 ans, ils auront développé des avions bien plus performants.

White : Pas si la région est placée sous le contrôle de l'ONU. Je pense que nous pouvons repousser le moment bien plus loin si nous réduisons pacifiquement la population de 75-90 % et que nous permettons seulement à la population paysanne de rester simplement sous la surveillance éternelle d'une organisation de l'ONU qui veille à ce qu'il ne se passe rien dans la zone, parce que la population ne se défend pas beaucoup et qu'il s'agit seulement d'une petite opération de police sur la base de la loi de l'ONU cela peut continuer sans restrictions. Je ne suis toutefois pas d'accord avec l'idée que seuls certains produits peuvent être fabriqués et d'autres pas ou seulement de manière limitée, car ce n'est qu'une question de temps avant que tout ne s'étende. Mais si l'on est prêt à accepter de grands mouvements de population et à en assumer les conséquences, alors c'est le prix à payer, et si ce prix doit être payé, alors le ministre a absolument raison. Le problème aura alors été résolu à un prix énorme. C'est tout.

HM : Je n'en ai rien à foutre. Je suis convaincu que le Président a pris la même décision. C'est certainement un gros problème. Que les Allemands s'en occupent eux-mêmes. Pourquoi diable devrais-je me soucier de ce qui arrive à la population ?

Pehle : Sur la scène internationale, c'est un problème.

Gaston : Est-ce qu'on doit utiliser la police internationale ou quoi ?

White : On les utilise pour ça.

HM : Écoutez-moi bien. Je vais vous donner un exemple que je connais de mon père. Un jour, les Turcs se sont réveillés et ont dit : nous ne voulons plus de Grecs dans notre pays.

Ils n'ont pas réfléchi à la manière dont les Grecs pouvaient s'en sortir et se construire

une vie en Grèce. Ils ont déporté un million de personnes. Ils ont dit aux Grecs : prenez soin de vous. Qu'il s'agisse d'un million, de 10 millions ou de 20 millions, il faut simplement faire face. Éliminez toute la population. Mais les gens vivaient. En un rien de temps, ils étaient de nouveau sur pied. Ils ont survécu, ils ont tenu le coup. Si on peut en déplacer un million, on peut en déplacer vingt millions. Ce n'est qu'un exemple. Personne n'a vu les choses sous cet angle. Ça a l'air d'une tâche énorme, ça a l'air inhumain, ça a l'air cruel.

Nous n'avons pas voulu cette guerre, nous n'avons pas gazé des millions de personnes dans des chambres à gaz. C'est ce qu'ils voulaient. Je pense maintenant à l'avenir de mes enfants et petits-enfants, et je ne veux pas que ces diables déclenchent des guerres. Je ne vois pas d'autre solution que d'éradiquer le mal, et c'est justement la Ruhr, et je ne porterai pas le chapeau. Je suis d'accord avec le Président et avec personne d'autre. Je n'aurai aucune pensée pour ce qui arrive à la population, et le Président est également d'accord. J'ai pu parler tranquillement et sans interférence avec le Président, et il a accepté la proposition, tout comme Mme Roosevelt, qui était autrefois une grande pacifiste. L'affaire ne l'a pas du tout inquiété, et il a dit qu'il fallait détruire la Ruhr et la réduire complètement au silence ».[449]

Plus loin dans le livre, le Ministre de la guerre Stimson affirme que les plans de Morgenthau signifieraient la mort d'au moins 30 millions d'Allemands. Peu à peu, les exigences se développent et, finalement, Roosevelt et Morgenthau décident d'empêcher les Allemands d'avoir toute industrie et tout commerce extérieur. L'Allemagne deviendrait une région agricole où tout serait fait sans aide au travail. Dans le livre, Morgenthau justifie cette exigence par la phrase suivante : *« Si les Allemands construisent des poussettes, ils construiront bientôt des avions ».* En réalité, de telles mesures auraient signifié la mort de 60 millions de personnes. Les conseillers expliquent que les cuisines de campagne ne pouvaient même pas nourrir la population de la Ruhr (une excuse et une dissimulation évidentes). L'élimination de l'ensemble de l'industrie entraînerait cependant la destruction de l'ensemble de la population. Le travail forcé de millions de personnes et l'inondation de la Ruhr étaient inclus dans les plans. Bien que l'on ait prétendu que les plans avaient été abandonnés après leur révélation, ce ne fut pas le cas en réalité. Le projet d'administration allemande (JCS-1067) était le même plan Morgenthau, à l'exception de l'immersion de la Ruhr et du travail forcé de millions de SS des zones occidentales à l'Est. Quelque 500 000 SS sont toujours portés disparus. Il s'avère qu'ils ont été assassinés en grand nombre, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Il est particulièrement important de noter que tous les plans ont été faits

[449] Blum, 1959, pp. 483-496.

par le bon ami et confident de Roosevelt, Morgenthau, et que Roosevelt a tout approuvé. Il refusa avec colère d'autres plans et fit élaborer tous les plans par le ministère des Finances (Morgenthau). Morgenthau était également un émissaire important, chargé par Roosevelt de se rendre en Europe dans différents pays et auprès d'Eisenhower. Morgenthau a été autorisé à prendre des décisions sur les affaires européennes jusqu'en juillet 1945. Il est presque certain que beaucoup plus d'Allemands auraient été assassinés du vivant de Roosevelt qu'ils ne sont morts de faim aujourd'hui après la guerre.

Bien que Lucius Clay ait été un gouverneur aussi sanguinaire que Morgenthau et Eisenhower, Truman commença peu à peu à changer de cap, et les hommes de Morgenthau perdirent peu à peu le pouvoir dans l'administration. La pire année de famine fut cependant 1947.

Ce n'est qu'en 1948 que la politique de famine a été remplacée par des réformes économiques. Néanmoins, l'industrie, par exemple, a été dévalorisée, détruite et, jusqu'en 1952, délocalisée d'Allemagne vers la France, l'Angleterre et les États-Unis.[450]

Remarque 3

Pourcentage du commerce mondial d'exportation			
	1929	1932	1938
Allemagne (y compris l'Autriche)	10,85 %	11,77 %	10,24 %
Japon	3,65 %	4,00 %	5,7 %
Royaume-Uni	10,92 %	10,35 %	10,45 %
États-Unis	15,90 %	12,75 %	13,88 %

Le traitement de l'Allemagne et de ses alliés après la fin de la Seconde Guerre mondiale

Lors de la conférence de Yalta du 4 au 12 février 1945, au cours de laquelle la nouvelle Europe a été façonnée, la « défaite » de la diplomatie occidentale lors des négociations avec Staline était un fait. Dans le cas de la Finlande, la paix intérimaire judicieusement conclue avec l'Union soviétique (Mannerheim) le 19 septembre 1944 s'est avérée être un facteur très important pour l'avenir de notre pays avant la fin de la Grande Guerre (1945). Sans exagérer, nous pouvons dire que les décisions courageuses du maréchal Mannerheim et ses contacts au plus haut niveau, tant avec les

[450] Schildt, 1970.

Alliés occidentaux qu'avec le Kremlin à l'automne 1944, nous ont ouvert la voie vers la préservation de notre indépendance. Il avait invité le Président Ryti et certains membres du « cercle intérieur » du gouvernement (Tanner, Walden, Rängell et, en tant que complice silencieux, J.K. Paasikivi) à le suivre sur la voie qu'il avait choisie pour sauver la Finlande en tant que nation indépendante des tempêtes de la guerre.

Autres exigences et propositions contenues dans le mémorandum du Président Roosevelt de 1944 :

– Accord pour le transfert de travailleurs civils allemands en Union soviétique pour le travail forcé, si l'URSS l'exigeait. Les prisonniers de guerre survivants, qui ne seront rapatriés que dans les années 1950, font également partie de cette catégorie.

– Les puissances d'occupation peuvent transférer (= piller) de leurs zones tout le matériel qu'elles peuvent utiliser dans leur propre pays, (usines, machines, bateaux, locomotives, chemins de fer, voitures, matières premières pour la construction, propriétés privées, bétail, etc.) Il y avait des milliers de longs trains pour le transport de marchandises vers différents pays, principalement vers l'Union soviétique. En revanche, les Américains se sont fait un plaisir de confisquer les archives des grandes usines allemandes (Krupp, Thyssen, Farben, AG, Siemens, etc.) pour les utiliser à leurs fins et se sont ainsi transférés de grandes quantités de brevets de pointe.[451] [452]

– L'industrie minière allemande (charbon, minerais), l'industrie chimique, l'industrie sidérurgique sont soumises au contrôle strict des puissances victorieuses. Les Allemands ne reçoivent que la quantité dont ils ont besoin pour leurs propres besoins économiques, le reste est distribué à d'autres États.

– Jusqu'à nouvel ordre, l'Allemagne se voit également interdire les exportations vers l'étranger sous forme de troc.

– L'économie américaine est d'une importance cruciale pour nous et pour le monde. Comme nous avons une dette énorme, il n'est pas concevable que les obligations que nous avons émises soient directement transmises aux banques pour être achetées et vendues, mais qu'un impôt spécial soit payé sur les obligations au cours des dix prochaines années et que les bénéfices réalisés pendant cette période soient utilisés pour trouver 100 à

[451] (Note du traducteur allemand : Friedrich Georg (2008) *Unternehmen Patentenraub 1945. Die Geheimgeschichte des grössten Technologierraub aller Zeiten* ISBN 3878472412.)

[452] [Note de l'éditeur français : John Gimbel *Science, technologie et réparations – Exploitation et pillage dans l'Allemagne d'après-guerre*, didi18edition.com]

150 millions de dollars pour rembourser la dette.

Cette lettre de Roosevelt est accompagnée d'un long mémorandum qui examine les dispositions de la directive ICS-1067 révisée, dont le contenu correspondrait au texte des notes susmentionnées. Le mémorandum était également accompagné d'une liste de directives qui avaient déjà été remises au général Eisenhower pour être mises en œuvre.

Il s'agissait notamment de *« contrôler les navires marchands »*, d'*« assurer la saisie des documents d'archives »* (y compris les brevets), de *« contrôler les médias publics »*, de contrôler la poste, le télégraphe et la téléphonie en Allemagne, de *« censurer les communications civiles »*, d'emprisonner tous les membres du Parti national-socialiste, de ravitailler la population civile allemande pendant le blocus total des importations, etc. Les milliers de pages d'instructions que le ministère Morgenthau a rédigées pendant plusieurs années pour le traitement de l'Allemagne et de ses alliés contenaient toutes des instructions, souvent carrément fantaisistes, visant à influencer l'état futur et la position des États vaincus dans le monde.

Nous pouvons peut-être citer quelques exemples : la population de l'Allemagne est trop importante. Elle devrait être réduite à environ la moitié du nombre actuel d'environ 80 millions. Cela pourrait se faire en castrant la moitié de la population masculine de l'Allemagne ou en laissant simplement ces 40 millions mourir de faim et de maladie. Le même objectif pourrait être poursuivi par une modification génétique à grande échelle afin d'éliminer la propension à l'agressivité inhérente aux Allemands.

Les présentations les plus absurdes et leurs conséquences n'ont pas été perçues par l'humanité, mais les Alliés ont pu obtenir un résultat raisonnablement « bon », puisque selon les derniers décomptes, environ 13,2 millions d'Allemands ont perdu la vie pendant la guerre. Ce chiffre ne comprend pas les quelque 500 000 personnes, pour la plupart des civils, qui ont été tuées lors des bombardements.[453]

Lorsqu'il prit ses fonctions en 1933, Roosevelt fut confronté à des questions sur la crise économique mondiale et ses conséquences. Celle-ci était due à une forte « surchauffe » de l'économie américaine dans les années 1920 (marché boursier). Avec son programme « New Deal », il tenta de surmonter le chômage massif, la conjoncture intérieure et la dépression commerciale qui touchait surtout l'agriculture. Autour de lui à la Maison

[453] Kaufman (Théodore, *Germany Must Perish* (L'Allemagne doit périr) déclare que l'ensemble du *« peuple allemand et la germanité doivent être éradiqués du monde comme des barbares et une menace pour la civilisation »*. Cette menace écrite, très répandue chez les Américains, fut lue à la radio allemande afin que tout le monde puisse l'entendre. On peut se demander quel effet une telle expression d'insouciance a eu sur l'esprit combatif du peuple allemand dans la guerre déclarée par la France et l'Angleterre.

Blanche, Roosevelt avait réuni un « brain trust » qu'il appelait « Les intellectuels ». L'un d'entre eux était Henry Morgenthau Jr, un juif dont l'une des tâches consistait à financer la Farmers' Credit Union à l'échelle nationale. Morgenthau allait bientôt devenir un financier respecté et éminent à Washington pour les conseillers de Roosevelt.

Collaboration entre le Président F.D. Roosevelt et Henry Morgenthau 1934-1945

Dès septembre 1933, Roosevelt ordonna à Morgenthau d'agir de manière confidentielle et secrète afin de mener à bien la mission très importante qu'il avait prévue. Il s'agissait de la reconnaissance diplomatique de l'Union soviétique et de l'établissement de relations commerciales et de coopération. Déjà à l'époque, Roosevelt voulait s'assurer que l'Union soviétique serait un partenaire pour la grande puissance de l'Est dans la mise en œuvre de sa propre politique mondiale. Des communications secrètes à Staline (provenant également du Sénat) révélèrent des préparatifs si clairs pour des actions militaires contre l'Allemagne que l'ambassadeur américain à Moscou W. Bullitt (1933-1936) devint si nerveux qu'il demanda et obtint une mutation à Paris. Un « fardeau » encore plus lourd est porté par Tyler Kent, un cryptographe à l'ambassade qui doit traduire un télégramme secret entre Staline et Roosevelt et qui finit par demander sa mutation, comme l'ambassadeur. Il obtient un nouveau poste à l'ambassade des États-Unis à Londres. Dans ce contexte, Kent constate que Roosevelt a conclu avec Churchill les mêmes accords effrayants et criminels pour préparer la guerre contre l'Allemagne que Roosevelt a conclus avec Staline à Moscou.

Alors qu'il tentait de transmettre des copies de certains de ces télégrammes à un ami du Sénat à Washington, Kent a été démasqué et arrêté par la police secrète britannique (MI5). Après l'avoir appris, Roosevelt a levé l'immunité diplomatique de Kent afin d'éviter que ses actions ne soient rendues publiques et que l'affaire ne soit portée devant un tribunal américain, et l'a fait condamner en 1940 à sept ans de prison par une cour martiale britannique pour *« mise en danger de la sécurité de l'Angleterre »*.[454] [455] [456]

Morgenthau s'acquitta avec brio de la mission que lui avait confiée le Président américain, notamment grâce aux liens qu'il avait noués avec

[454] Braun, 1983 et Braun, 1985.
[455] Hautamäki, 2004, pp. 98-99, 109, 148-149.
[456] Schildt, 1970, p. 10.

l'organisation commerciale « Amtorg », liée à la Russie, lorsqu'il était à la tête de l'ancienne organisation de crédit aux agriculteurs. Quelques semaines plus tard seulement, le Ministre soviétique des affaires étrangères a été invité à se rendre à Washington afin d'établir des relations diplomatiques entre le Kremlin et Washington. La visite de Litvinov a été organisée par Morgenthau [Henry Morgenthau Jr., – NdT], qui a également participé aux négociations entre Roosevelt et le Ministre des affaires étrangères Litvinov. Au cours de la discussion, il avança une idée qu'il savait que le Président avait également : que des mesures devaient être prises contre l'Allemagne afin de briser sa puissance politique et militaire, mais surtout sa puissance industrielle. Cette idée, qui les dominait tous les deux, et l'intérêt pour l'importance de l'Union soviéti-que reposaient sur l'idée que Moscou pourrait servir de rempart contre les activités politiques japonaises et allemandes dans les années à venir.[457] Alors que le Ministre des affaires étrangères Litvinov se trouvait encore dans la capitale américaine (du 7 au 25 novembre 1933), Morgenthau reçut lui aussi son salaire ; le Président Roosevelt nomma cet homme âgé d'à peine 41 ans au poste d'adjoint du secrétaire américain au Trésor malade et, en janvier 1934, au poste de titulaire permanent.[458]

Remarque 4

Notre évaluation de la situation dans cette annexe est basée sur la date de la lettre de Roosevelt, décembre 1944, alors que la victoire de la Seconde Guerre mondiale était certaine pour les Alliés et que des discussions étaient en cours sur les mesures à prendre contre l'Allemagne après la fin de la guerre. J'ai délibérément ramené le lecteur à la paix de Versailles de 1919, car je pense qu'il est évident que les deux guerres mondiales sont entremêlées dans une analogie claire.

Nous devons donc reconsidérer sous le même angle les décisions des vainqueurs concernant les traités de paix qui ont mis fin aux guerres et ceux qui ont été conclus par la suite. Les causes et les conséquences de cette dernière phase de la guerre (1939-1945) auraient-elles pu être traitées mieux, plus ouvertement et plus intelligemment que le programme en Quatorze points de Wilson et son transfert final dans les poubelles de l'histoire, contaminées par la haine irrationnelle, la vengeance, l'égoïsme et la propagande de guerre non dissimulée ?[459]

---

[457] Signifie à la fois une menace économique et une menace militaire potentielle.

[458] Blum, pp. 55-57.

[459] À ce moment-là (1944), la récente Charte de l'Atlantique, élaborée conjointement par Roosevelt et Churchill lors de leur rencontre le 14 août 1941 à bord du navire de guerre Prince of Wales dans

Il est significatif que Roosevelt, dans une lettre adressée à Morgenthau en 1944, rende injustement l'Allemagne responsable non seulement de la conquête du commerce mondial, mais aussi du taux de chômage élevé aux États-Unis. En 1932-1934, le nombre de chômeurs en Amérique s'élevait à environ 15 millions, soit près de 26 % de la population active. De nombreuses contre-mesures prises par le Président dans le cadre du programme New Deal ont permis de faire baisser le chômage (environ 4,5 millions en 1937), mais en 1939, le secrétaire au Trésor Morgenthau lui-même estimait que le nombre de chômeurs avait de nouveau dépassé les 10 millions.[460]

Sous Hitler, l'Allemagne devrait bientôt faire face aux mêmes difficultés, peut-être même à des difficultés encore plus grandes. Le chômage, environ 4,8 millions en 1931 et 6 millions en 1932, avait des effets paralysants. L'Allemagne mourait de faim, ce qui encourageait naturellement les communistes à prendre un nouveau pouvoir dans la politique du pays. Une autre raison était la faiblesse de l'administration de Weimar à l'époque. Cette menace a été éliminée par le nouveau Chancelier Adolf Hitler !

Hitler parvient à stabiliser l'économie allemande – le « New Deal » de Roosevelt s'effondre sous le chômage

Avec l'aide d'économistes habiles (von Papen, Schacht, Stresemann) et en faisant du travail le seul moyen de relancer l'économie, Hitler réussit, entre 1935 et 1937, à libérer l'Allemagne du carcan du traité de Versailles et à engager l'économie du pays sur la voie de la reprise, dans laquelle le chômage ne joue plus un rôle déterminant (1,4 million en 1937). Aux États-Unis, en revanche, la frénésie de prospérité et de consommation déclenchée par la guerre se termina par un effondrement.

En 1938, Roosevelt et Morgenthau ont tous deux compris que le programme du New Deal ne fonctionnerait plus, et qu'il ne pourrait même pas sauver le pays d'une catastrophe.

Pour faire tourner les rouages d'une énorme machine industrielle et augmenter les exportations, il faut un nouveau marché suffisant d'acheteurs en Europe et dans le monde. Le reste du monde, qui doit faire face à des pénuries et à la pauvreté, n'a pas pu le faire.

L'économie américaine ne pouvait plus financer (= imprimer des dollars) les différentes mesures spéciales rendues nécessaires par le chômage (« dépenses déficitaires ») sans se retrouver dans une impasse. Le

l'Atlantique Nord, « parée » de l'attrait de la démocratie « pure », avait également été jetée à la poubelle. Le document a également été approuvé par les Alliés le 24 septembre 1941.

[460] Blum, 1959, p. 398.

Président Roosevelt et le Ministre Morgenthau étaient en désaccord sur cette question, ce dernier menaçant même de démissionner si l'énorme déficit budgétaire ne pouvait pas être stoppé.

Une solution importante à la crise, peut-être même l'une des plus importantes de la Seconde Guerre mondiale, est alors proposée par le Président Roosevelt, qui reçoit immédiatement l'approbation de Morgenthau pour sa proposition. Il fallait trouver une « porte dérobée à la guerre » pour sauver l'économie américaine en mettant à profit les ressources de la main-d'œuvre de tout le pays, en relançant les machines industrielles et en produisant de l'agriculture. Une grande guerre serait la clé ! Elle ouvrirait la porte à d'énormes exportations vers les pays d'Europe, et peut-être même du monde, qui ont besoin d'armes. L'énorme machine de production de l'Amérique, développée à long terme pour répondre aux besoins de la guerre, constituerait, pour reprendre les mots de Roosevelt, *« la 2e armurerie des États démocratiques »*.[461] [462]

La lettre du Président Roosevelt à son secrétaire au Trésor et important conseiller Henry Morgenthau, qui avait été chargé par lui et ses subordonnés de la tâche très importante de rassembler le matériel élaboré en 1944 pour l'Allemagne et ses alliés au cours des premières années de la guerre en un programme fixe pour l'action à mener après la guerre gagnée, révèle entre autres que Roosevelt n'était pas étranger à la question du traitement du côté des perdants. Déjà à Versailles en 1919, il participait de temps en temps aux travaux de certains sous-comités américains qui définissaient les ordres absurdes et les réparations pour l'Allemagne dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Roosevelt était déjà à l'époque fermement et passionnément convaincu de la culpabilité de l'Allemagne impériale dans l'ancienne Première Guerre mondiale.

Roosevelt a exprimé de manière provocante à Morgenthau que l'adversaire de l'époque, l'Allemagne impériale, disposait d'un commerce extérieur et d'une base industrielle si forts que c'est seulement grâce à sa productivité et à l'importation de matières premières stratégiques importantes qu'elle a été en mesure de mettre en place une industrie de guerre puissante.

En même temps, l'Allemagne, avec sa haute technologie, ses capacités de marketing et sa politique d'emploi que l'on pourrait presque qualifier d'esclavagiste, serait devenue un concurrent trop fort pour les autres exportateurs européens, en particulier pour la Grande-Bretagne, qui était l'un des plus grands exportateurs vers les États-Unis. Ainsi, dès le traité de paix de

[461] Page 150, déclaration de Roosevelt.
[462] Hautamäki, 2004, p. 109.

Versailles, les plans des vainqueurs visant à limiter et à démanteler brutalement l'industrie allemande et d'autres activités industrielles ont été clairement exprimés. Dans la tourmente de la crise économique mondiale (1929-1932), cela n'a guère été possible, l'Allemagne impériale ayant été contrainte de modifier sa constitution et la République de Weimar s'étant enfoncée plus profondément dans la misère que d'autres pays suite au traité de paix de Versailles (1919-1933).

Mais en 1933, Adolf Hitler, leader du Parti national-socialiste des travailleurs et futur Chancelier du Reich, est apparu comme le sauveur de l'Allemagne. Il déclara ouvertement son intention de réintégrer pacifiquement à l'Allemagne les territoires spoliés et leurs plus de dix millions d'habitants. Sa principale mission était d'améliorer la prospérité matérielle et sociale du peuple allemand et d'éliminer le chômage. Grâce à un travail acharné, à l'économie et à la foi en l'avenir et en la force de l'unité nationale, l'Allemagne devait retrouver sa place légitime à la tête de l'Europe dans les années 1937-1938. Cependant, la forte demande d'une structure sociale unifiée a rapidement conduit le gouvernement à supprimer les droits de différents groupes minoritaires qui n'étaient pas prêts à coopérer (écrivains, homosexuels, alcooliques, artistes et écrivains modernes, militants de gauche, juifs, francs-maçons, etc.) Toute assistance et tout soutien social n'étaient accordés qu'à ceux qui mettaient leur travail et leur énergie au service du Reich allemand. Le sujet le plus délicat était le statut de la grande (environ 700 000) communauté juive allemande et la question connexe du maintien de la germanité en tant que nation racialement pure (aryanité).

La législation discriminatoire à l'encontre des juifs a conduit à leur émigration massive vers les pays européens voisins de l'Allemagne, en particulier vers les États-Unis.[463]

La Fédération juive internationale a déclaré la guerre sainte à l'Allemagne dès 1934 et a appelé les juifs du monde entier à boycotter tout ce qui est allemand en détruisant toutes les connexions, le commerce d'exportation et d'importation, l'accès aux crédits et aux matières premières, etc.[464]

L'action de l'Allemagne a suscité des critiques dans le monde entier, que l'ancienne « clique de Versailles », jalouse de l'essor économique et militaire de l'Allemagne, a rapidement exploitées en diffusant une propagande de

[463] (Note du traducteur allemand : Littérature recommandée à ce sujet Ingrid Weckert, *Auswanderung der Juden aus dem Dritten Reich* ISBN 978-1591480846, Castle Hill Publishers 2015.)

[464] (Note du traducteur allemand : les déclarations de guerre juives contre le Reich allemand ont commencé dès le 24 mars 1933, peu après la nomination de Hitler comme Chancelier, voir fr.metapedia.org/wiki/Jüdische_Kriegserklärungen_an_Deutschland)

terreur et de mensonge sans précédent, y compris la quête de l'Allemagne pour la domination mondiale. La méfiance de l'Allemagne quant au but des actions des juifs s'est naturellement fortement accrue.

Dans le même temps, le « vieil » ennemi commun, l'Allemagne, et son Führer, qu'il s'agisse de l'empereur Guillaume ou maintenant du Chancelier Hitler, étaient à nouveau désignés comme responsables de tous les maux à venir dans le monde. L'Allemagne devait désormais être détruite une fois pour toutes ![465] [466]

Conclusion :

1) En secret, Roosevelt, encouragé par son cabinet et surtout par son secrétaire au Trésor et conseiller important H. Morgenthau, prépara dès 1934 une guerre contre les pays dits agressifs (Allemagne, Italie et Japon). Le plus grand problème pour faire avancer les choses était peut-être représenté par les républicains au Congrès américain et aussi par certains démocrates avec la doctrine Monroe et son objectif secret de participer malgré tout à la future guerre en Europe et de ne pas seulement assurer la défense de son propre pays contre la menace de l'Allemagne et du Japon.[467]

2) Roosevelt/Morgenthau : les calculs des ressources étaient d'abord basés sur des calculs de stratégie économique, puis purement sur le point de vue des ressources militaires (1937).

Celles-ci garantiraient en fin de compte sans aucun doute la victoire des Alliés, seul le moment nécessaire à cette victoire ne pouvait pas être déterminé avec précision. Résultats des calculs : selon Roosevelt, la part des puissances agresseuses sur l'ensemble du marché mondial (superficie, population, matières premières, capacité industrielle, volume des transports, PIB, budget national, etc.) est de 10 %, alors que celle des pays démocratiques est de 90 %. La répartition des matières premières stratégiques (richesses naturelles) est d'une importance capitale. Les États agressifs n'ont accès, dans le meilleur des cas, qu'à 50 % de leurs propres sources de production pour leur industrie d'armement.

Tout le reste doit être importé, ce qui coûterait 100 millions de dollars par mois (!).

La conséquence réaliste de cette situation est que les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Russie et quelques autres pays plus petits commenceront à accumuler les plus grandes réserves possibles de maté-

[465] Hautamäki, 2004, pp. 68, 202, 203.
[466] Tansill, 1956, p. 600.
[467] Pages 310-313, déclarations de Cordel Hull et de l'ambassadeur américain Anthony Biddle, Varsovie.

riaux stratégiques tout en essayant, par une action politique commune, d'empêcher la vente à l'ennemi d'au moins dix des principales matières premières stratégiques (pétrole, minerai de fer, nickel, manganèse, cuivre, zinc, caoutchouc, coton, fibres synthétiques, cuir). Cet objectif peut être atteint en renforçant les blocus.[468]

3) Les ressources matérielles stratégiques ont donc été mises en balance ! Le contrôle des matières premières stratégiques, l'organisation politique internationale et, enfin, les quantités de matériel militaire qui permettraient, entre autres, d'effectuer des mouvements de troupes dans le monde entier avec une puissante force navale et avec le soutien d'une force aérienne tout aussi supérieure, garantiraient une victoire alliée. Cela était également connu de la direction de la guerre allemande et de Hitler. Le conflit local autour de la Pologne et de Dantzig s'était transformé en une crise européenne, attisée par la Grande-Bretagne et la France d'une manière qui devait tôt ou tard conduire les nations à la Seconde Guerre mondiale.

Une vengeance américaine de l'Ancien Testament contre l'Allemagne ?

Les partisans les plus influents du plan d'extermination allemand (1944-1945) étaient les hommes dont Henry Morgenthau Jr lui-même était issu. Ils étaient connus par leur nom, comme Felix Frankfurter, président de la Cour suprême, James P. Warburg et Bernhard Baruch, tous deux des personnalités éminentes du monde financier américain. Parmi eux, Baruch a fait une proposition intéressante et a demandé à la commission militaire du Sénat américain de se prononcer à ce sujet.

On y lit ceci :

« Aucune question plus importante ne se posera jamais à vous que celle de savoir comment nous pouvons globalement empêcher les Allemands d'acquérir le potentiel de faire la guerre ? Serait-il possible de contrôler et de renverser une nation de plus de 60 millions d'habitants avec une économie aussi excellente et impressionnante que l'Allemagne ?

Je pense que c'est possible, et je sais que nous devons le faire ! C'est pourquoi je recommande comme première mesure immédiate de tout simplement briser une fois pour toutes la puissance économique de l'Allemagne dans toute l'Europe.

Toute possibilité ultime de faire la guerre doit leur être retirée ; leurs usines et leurs ateliers doivent être transférés en grande partie dans des pays amis de l'Est et de l'Ouest ; leur agriculture à grande échelle doit être divisée en petites fermes ; toutes les exportations

[468] Blum, 1959, p. 19, mémorandum du Ministre Morgenthau et de M. White du 8 avril 1939.

et importations allemandes doivent être placées sous le contrôle le plus strict ; toutes les relations de propriété et de commerce extérieur allemandes doivent être brisées.

Après tout, nous devons nous préparer à une occupation allemande qui durera des décennies. La Russie et les autres pays vainqueurs ont également le droit d'employer des Allemands comme travailleurs (forcés) dans leurs pays, surtout si ces bataillons de travail sont composés de bellicistes, de nazis, de la Gestapo, de nobles de l'État-major allemand, de géopoliticiens, de représentants de l'industrie et de l'économie de guerre mais toujours de manière à ce que les simples paysans ne soient pas concernés ».[469]

Dans son journal privé, le secrétaire américain à la Guerre Henry L Stimson a qualifié la confirmation du plan Morgenthau lors de la conférence de Québec du 15 septembre 1944 de *« victoire pour les juifs »*, ce en quoi il n'était pas seul.[470]

Anthony Eden, alors Ministre britannique des affaires étrangères (1940-1945) et futur Premier ministre, s'indigna en novembre 1944 de la chutzpah[471] de fanatiques zélés qui s'apprêtaient à commettre un *« génocide inimaginable »*[472] et déclara sans ambages : *« Ces Allemands en exil semblent vouloir, par ces orgies de haine, effacer de leur mémoire le nombre et l'importance de leurs ancêtres et de leurs généalogies ».* [473] Le 15 mai 1946, le sénateur Heinrich Shipstead l'a qualifié au Sénat américain de ce qu'il est réellement : *« Un monument à la honte éternelle de l'Amérique sur l'extermination du peuple germanophone ».*[474]

Déclarations de guerre du Conseil juif mondial à l'Allemagne 1932-1933

Peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir (1933), les organisations juives du monde entier ont lancé une forte contre-campagne contre la politique discriminatoire de l'Allemagne à l'égard des juifs. C'est en Angleterre et aux États-Unis que cette campagne a été la plus forte. Parallèlement, les juifs allemands commencèrent à transférer leurs fonds et leurs avoirs dans des banques étrangères – principalement en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis.

Durant l'été 1934, des manifestations contre l'Allemagne et son commerce extérieur ont eu lieu à Londres. Le même phénomène était encore plus prononcé aux États-Unis, au sein de la grande communauté

[469] (Sénat américain), déclaration copiée à partir d'un document du 28 août 1953.
[470] Irving, 1986.
[471] Chuzpe est un mot yiddish qui signifie ici zèle.
[472] Scheidl, opération 43.
[473] Irving, 1986.
[474] Scheidl, opération 48.

juive locale et surtout par le biais de la presse, dont elle était largement propriétaire.

Neville Chamberlain[475] a tenté d'influencer de manière rationnelle la paix et la réconciliation en Europe en comprenant le point de vue allemand et hitlérien. Face à l'intensification du bellicisme (Churchill, Roosevelt) et à la pression de l'opinion publique, Chamberlain fut finalement contraint de démissionner en 1940. Les quelque 600 000 juifs d'Allemagne, terrorisés par les antisémites de Hitler, appelèrent tous les juifs d'Europe et d'Amérique à se battre. L'Allemagne est bientôt confrontée à un boycott total du commerce, de la finance et de l'industrie :

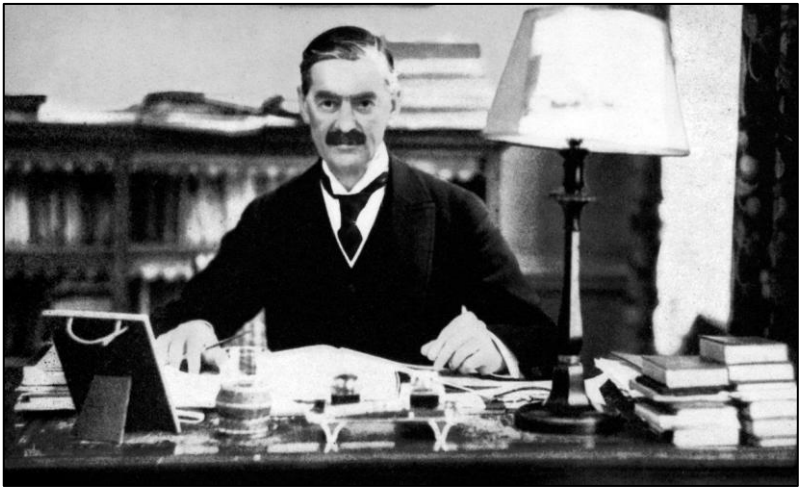
Le président du Congrès juif mondiale a fait sa première déclaration de guerre dès 1932 à Paris : *« L'Allemagne est notre ennemi numéro un. Notre devoir est de lui déclarer une guerre implacable. Nous, les Juifs, sommes la nation la plus puissante du monde parce que nous possédons tous les pouvoirs et que nous savons les utiliser ».*[476]

La deuxième déclaration de guerre a été publiée le 24 mars 1933 dans le *Daily Express* de Londres. On peut y lire : *« Le peuple juif du monde entier déclare la guerre économique et financière à l'Allemagne. L'apparition de la croix gammée comme symbole de la nouvelle Allemagne a ravivé le vieux cri de guerre juif. Quatorze millions de Juifs s'unissent pour déclarer la guerre à l'Allemagne. Le commerçant juif prospère quitte sa maison, le banquier sa bourse, l'homme d'affaires son entreprise et le mendiant sa misérable cabane pour se joindre à la guerre sainte contre le peuple de Hitler ».*

Une troisième déclaration de guerre suivit en août 1933 à Amsterdam, lorsque Samuel Untermyer[477] présenta la décision selon laquelle la guerre actuelle contre l'Allemagne devait être qualifiée de *« guerre sainte »* et que cette guerre devait être menée à une conclusion rapide jusqu'à la destruction de l'Allemagne.

La déclaration suivante de Chamberlain a été publiée le 15 janvier 1950 dans le *New Chronicle* : *« Le président Roosevelt et les juifs du monde entier m'ont exhorté à ne pas faire preuve de compréhension pour la politique et les représentations de Hitler ».*

[475] Ministre britannique des affaires étrangères 1937-1940.
[476] *The Jewish Bulletin*, 1935.
[477] [NdE française : voir le texte intégral du discours d'Untermyer appelant à la « guerre sainte » contre l'Allemagne dans *Le Sale Boche raconté aux braves gens* de Benton Bradberry, didi18edition]



Neville Chamberlain

Daily Express

FRIDAY, MARCH 24, 1933

JUDEA DECLARES WAR ON GERMANY

Jews Of All The World Unite In Action

BOYCOTT OF GERMAN GOODS

MASS DEMONSTRATIONS IN MANY DISTRICTS

DRAMATIC ACTION

HIGHER WAGES FOR STEEL WORKERS

AN INCREASE OF THREE SHILLINGS A WEEK

SECRET SPOT IN BLACK DOWN

New "Sweep" Bill In The Dail

MR. DE VALERA AND STATE CONTROL

SECRET HEARING

OFFICERS DAZE OF LOVE IN BERLIN

CUTS THAT KILL

MR. MacDONALD EXPLAINS HIS TOUR

"PEACE CAN BE KEPT IN EUROPE"

LATE NEWS

Daily Express, Londres 24.3.1933 « Judea declares War on Germany » (= La Judée déclare la guerre à l'Allemagne)

Activité de Boycott à Londres en 1933
…pas seulement un jour, mais des années !

Bernard Baruch et Winston Churchill

Henry L. Stimson, Ministre de la Guerre

Secrétaire au Trésor Henry Morgenthau Jr.

Henry Morgenthau Jr. et Franklin D. Roosevelt

Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill au Québec 1944

Nous devons également demander à d'autres pays comment ils réagiraient à de telles déclarations. Il est en effet bien connu qu'en cas de crise, les citoyens de n'importe quel État hostile dans le pays sont immédiatement arrêtés et internés. Dans toute la partie britannique du monde, certains citoyens d'origine allemande ont été internés pendant les deux guerres mondiales s'ils étaient commerçants, ingénieurs, fonctionnaires ecclésiastiques ou diplomatiques, écrivains ou autres artistes du spectacle, etc.

Il n'est donc pas étonnant que l'Allemagne ait également pris des mesures contre les juifs du pays après le début de la guerre et les ait internés pour cause de sabotage et d'espionnage éventuels.

Remarque 5

Quelques centaines de communistes de premier plan ont été internés (= placés en détention de sécurité) en Finlande, tant pendant la Guerre d'Hiver que pendant la Guerre de Continuation. Les internements les plus importants ont eu lieu en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Amérique.

Aux États-Unis, par exemple, des milliers de Japonais, citoyens du pays depuis longtemps, ont été enfermés dans des camps de concentration désolés, loin des agglomérations. Dans le même temps, leurs pères et leurs fils se sont vus offrir la possibilité de combattre et de mourir dans les rangs de l'armée américaine sur différents fronts contre leur ancien pays de naissance. En Allemagne, en revanche, la question juive est une tout autre question, plus vaste, de culpabilité, de trahison et d'injustice, qui a même influencé l'issue des guerres menées par les nations et leurs traités de paix.

Remarque 6

Nous constatons que très tôt après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Congrès juif mondial appelle tous ses membres à combattre l'Allemagne par tout boycott susceptible de l'affaiblir. Ce phénomène s'amplifie encore, par exemple sous la forme de transferts d'or privé et d'autres actifs vers des banques étrangères (Suisse, États-Unis, Espagne, Portugal) jusqu'au déclenchement de la Guerre mondiale en 1939.[478]

Ce n'est guère le facteur déterminant de la haine de Hitler envers les juifs et de l'établissement final des camps de concentration en 1941-1945, mais plutôt la prise de conscience de la contribution juive mondiale au financement, à la fabrication et à l'acheminement de l'aide de guerre massive (Fed) de l'Amérique vers l'Europe, en tant que déclencheur de la Seconde Guerre mondiale. (La valeur totale de l'aide dite « prêt-bail » est

[478] [NdE française : *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933* d'Udo Walendy, didi18edition.com]

estimée à environ 12 billions de dollars américains).

La propagande de guerre, une « arme » dont l'effet se poursuit encore aujourd'hui

Le camp des perdants a également dû perdre à l'avance la bataille « silencieuse » sur un front d'une importance imprévisible lors des guerres mondiales qui se sont transformées en guerre totale. Il est également étrange que les effets irréversibles de cette « lutte » s'étendent sur plusieurs générations.[479]

Sefton Delmer, le chef de la propagande britannique pour la Seconde Guerre mondiale, informe clairement ses collègues nés en Allemagne (NdT – allemand : exilés-traîtres allemands) :

> *« Nous menons une sorte de guerre des nerfs totale contre Hitler. Dans cette guerre, tout est permis, tant que cela accélère la fin de la guerre et la défaite de Hitler. Si vous avez le moindre doute sur le fait de prendre cette mesure contre vos propres compatriotes, dites-le moi maintenant. Je le comprends. Dans ce cas, vous ne pourriez pas non plus travailler d'une manière ou d'une autre pour notre peuple. Mais si vous avez le désir de vous joindre à notre communauté de travail, je dois vous dire tout de suite que nous utiliserons dans notre travail les moyens les plus sales que l'on puisse imaginer. Tous les actes sont permis, plus ils sont odieux, mieux c'est, les mensonges, la tromperie, tout ».*[480]

Ce front, qui développe la guerre psychologique, donc la propagande, au plus haut niveau, est resté presque entièrement dominé par les Américains et les Britanniques pendant les deux guerres mondiales. Son influence, qui s'est installée dans l'esprit des peuples belliqueux comme un poison lent mais durable, modifiant année après année et décennie après décennie l'attitude envers l'ancien adversaire principal et ses alliés de guerre, ne peut – malheureusement – pas être surestimée.

Annamari Sipilä, correspondante à Londres de longue date du *Helsingin Sanomat*, écrit dans un article publié le 23 octobre 2004 que *« dans la société britannique, surtout parmi les jeunes, il y a un fort antigermanisme, encouragé par les médias, et un mépris évident, voire une hostilité envers tout ce qui est allemand : les idées que les Britanniques ordinaires se font de l'Allemagne remontent à 60 ans – à la Seconde Guerre mondiale. Dans les cours d'histoire britanniques, les horreurs nazies sont un sujet de prédilection pour les élèves. »*[481]

Presque tous les soirs, la télévision britannique diffuse des drames et des

---

[479] Kern, 1999, pp. 170, 227.
[480] Delmer, 1962, pp. 617, 421.
[481] [NdE française : *Quand les « victimes » dictent leurs lois* (6 volumes) didi18edition.com]

« documentaires »[482] sur les évènements de la Seconde Guerre mondiale, et les Allemands ont affaire à la plus grande puissance de Grande-Bretagne : la presse à sensation. Pour eux, les gros titres négatifs allemands sont le meilleur moyen d'attirer les lecteurs.

La pensée de l'auteur « saute » maintenant (2012) au modèle politique actuel du monde, où les mêmes caractéristiques sont visibles, lumineuses et même provocantes, comme en 1914 et 1939, mais cette fois avec la différence que le drapeau de la démocratie et du « nouvel ordre mondial » est hissé par les États-Unis !

Sa domination mondiale et son impérialisme sont toutefois, comme les impérialismes le sont toujours, habilement habillés aujourd'hui encore du manteau trompeur d'une démocratie multiple, confuse et belliqueuse, qui reconnaît la liberté de tous les peuples (les phrases de propagande du président W. Wilson en 1918 étaient entre autres *« Pour rendre le monde sûr pour la démocratie »*)[483]. Le plus important à l'époque était le programme d'armistice et de paix en 14 points de Wilson pour l'Allemagne, sur la base duquel (par tromperie) l'Allemagne a déposé les armes.

La puissance militaire et économique la plus puissante du monde (US/OTAN-Elite/Fed) provoque un chaos permanent dans le monde en attaquant certains pays les uns après les autres. Leur lancement discret nécessite en premier lieu des forces d'opposition internes visant à détruire les régimes de ces pays cibles souverains et prétendument incitées à un changement démocratique, renforcées par des forces spéciales payées et formées par l'OTAN (USA, Grande-Bretagne massive, France) et une aide militaire massive.

Aujourd'hui (à l'exception de la guerre en Irak), l'autorisation des Nations unies est obtenue avant que l'OTAN et ses États membres loyaux ne commencent à bombarder, à moins que les insurgés ne réussissent assez rapidement dans leurs efforts. Tous les États du Proche-Orient en sont des exemples : l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, l'Égypte, la Libye et actuellement (2012) la Syrie, où la Russie et la Chine ont jusqu'à présent réussi à empêcher les frappes aériennes destructrices de l'OTAN.[484]

Cette puissance (les États-Unis) proclame hypocritement qu'elle défend la liberté des faibles et affirme que sa propre démocratie est un modèle

[482] Productions habilement manipulées et sélectionnées à des fins de propagande par Hollywood et la BBC.

[483] [NdE française : *L'arnaque mondiale* d'Ernest Elmhurst, didi18edition.com]

[484] Page 354 Général Clark/ Secrétaire à la Défense Rumsfeld.

pour toutes les nations du monde.[485] Derrière toutes ces représentations militaires des Américains se cache un objectif militaro-économique planifié de longue date : leur contrôle et la possibilité de les exploiter à l'avenir.

Pour cette « exportation » de la culture et de la démocratie de l'alliance de l'OTAN, on recherche, outre les alliés eux-mêmes (« maintien de la paix »), des pays neutres = interventions de l'ONU. Le résultat final est cependant toujours assuré par les bombes de l'OTAN, qui sont utilisées pour maintenir continuellement la « domination mondiale » actuelle et pour renforcer la création d'un nouvel ordre mondial (!).

Leur succès et leur éventuelle réalisation nécessitent toutefois le maintien d'un chaos permanent dans le monde entier, des guerres et des provocations criminelles massives pour les lancer comme des actions légitimes, maintenir les marchés financiers et monétaires mondiaux dans une incertitude délibérée, contrôler ou – si nécessaire – liquider les gouvernements perturbateurs et leurs dirigeants.

Les Kennedy, Rudolf Hess, Saddam Hussein, Oussama Ben Laden, Kadhafi, l'ancien Ministre britannique des affaires étrangères 1997-2001 Robert Cook, dont la longue carrière au service de la Grande-Bretagne, notamment en tant que porte-parole du Parlement, a donné une importance particulière à ses paroles. La décision de l'assassiner sera donc prise et habilement exécutée en 2005. Cook était un farouche opposant aux guerres faussement provoquées en Irak et en Afghanistan, auxquelles l'Angleterre (le Premier ministre Tony Blair) a également participé, et Cook a démissionné en signe de protestation.

Le nombre de victimes de ce type de terrorisme d'État est très élevé dans le monde actuel à différentes occasions.

La responsabilité de l'exécution pratique de ces actes « sales » incombe aux instances dirigeantes de nombreux leaders politiques du monde, qui donnent à leurs services de sécurité et de renseignement des ordres qui vont à l'encontre de tout droit international reconnu, de toute responsabilité morale et éthique, voire même de l'humanité. Exemples : CIA et FBI (États-Unis) ; MI5, MI6 et SIS (Royaume-Uni) ; FSB (= anciens GRU, KGB et OMON, Russie) ; Mossad (Israël) ; DGSE (France), etc.

Discours du sénateur américain Wesley Clark devant le Commonwelth Club Forum 3.10.2007 :

– Première rencontre en 1991 avec le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz : *« Les États-Unis ont 5 à 10 ans pour nettoyer le Moyen-Orient des*

[485] Surtout ceux qui disposent par exemple de puits de pétrole, d'autres ressources naturelles pour l'industrie de guerre ou d'une situation géopolitique importante.

anciens régimes arabes pro-soviétiques d'Irak, de Syrie et d'Iran. »

– Deuxième rencontre au Pentagone avec le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld le 29 septembre 2001 : Rumsfeld : *« Vous critiquez dans votre livre notre politique au Kosovo, je veux juste vous dire que personne ne nous dit quand et où nous larguerons nos bombes. Personne ! »*

– Lors de la troisième réunion, le même jour, l'ami de Clark, NN., un vieux haut fonctionnaire du Pentagone, annonce : *« Nous envahissons l'Irak ! »* Clark : *« Pourquoi ? Saddam Hussein serait-il lié aux attentats de septembre contre les tours du World Trade Center ? » « Non ! »,* dit-il

– Quatrième rencontre avec le même fonctionnaire, lorsque Clark se rend à nouveau au Pentagone à la mi-janvier 2002. Le fonctionnaire annonce : *« Je viens de recevoir un mémo du secrétaire à la Défense Rumsfeld qui dit qu'au cours des cinq prochaines années, nous allons attaquer et détruire les régimes de sept pays du Moyen-Orient Irak, Afghanistan, Liban, Libye, Syrie, Iran (plus les révolutions organisées, y compris la Somalie, le Soudan, l'Égypte, la Jordanie, le Pakistan) ».*

Robert Cook[486] : *« ...n'existe pas ».* La vérité est qu'il n'y a pas d'armée islamiste ou de groupe terroriste dans la péninsule d'Al-Qaïda. Tout agent de renseignement informé le sait. Mais il y a eu et il y a toujours une campagne de propagande pour convaincre le public de l'existence d'un tel fantôme, présenté comme le « diable », afin de convaincre les téléspectateurs du monde entier d'accepter le leadership international des États-Unis dans la guerre contre la terreur (G. W. Bush). Le pays qui se trouve derrière cette propagande, ce sont les États-Unis, qui ont introduit ce concept universel du mal dans le monde par le biais de leurs médias contrôlés ![487]

Attiser les troubles intérieurs, payés avec des dollars américains, est la mission d'agents spéciaux formés pour cette tâche. Cela implique également la livraison d'armes à ces « libérateurs » dans les États qui se prêtent à un renversement, lesquels sont incités à se révolter et aident à leur tour leurs commanditaires à atteindre leurs objectifs en organisant, si nécessaire, des actes de terrorisme sanglants contre des civils innocents de leur propre peuple. Ceux-ci sont annoncés et montrés à la télévision par le pouvoir médiatique élitiste qui fournit des informations au monde entier comme ayant été commis par le gouvernement légitime du pays concerné.

Ici, en Finlande, la presse et YLE[488], sur la base de leurs canaux

[486] [NdT : « Robert Cook » est son nom d'état civil. Mais il est connu mondialement sous le nom de « Robin Cook » !]

[487] Un phénomène similaire en Russie, mais probablement moins grave – « syndrome tchétchène ».

[488] (Note du traducteur allemand : Yleisradio, est le service public de radiodiffusion de Finlande.)

d'information et autres, travaillent avec du matériel dont le contenu est régulé par l'élite. Comment ? Ils possèdent directement tous les principaux médias d'information du monde et disent donc au public exactement ce qu'ils veulent entendre, refusent ou gardent pour le public toutes les informations filtrées qu'ils ne doivent pas voir, entendre ou lire.[489]

C'est ainsi que les Nations unies (ONU), qui, comme leur prédécesseur, la Société des Nations, s'étaient déjà transformées en « tampon » virtuel, se retrouvent aujourd'hui impuissantes et liées dans leurs décisions aux recommandations, aux menaces voilées ou aux ordres de l'élite anglo-américaine et de ses membres disposant d'un pouvoir de veto.

Le nouvel ordre mondial – le « règlement de comptes » de l'historien

L'historien américain Charles Austin Beard a révélé le 4 octobre 1947 dans le *Saturday Evening Post* que la Fondation Rockefeller avait fait don de 139 000 dollars américains au puissant Council of Foreign Relations pour influencer les historiens.

Beard : *« La Fondation et le Conseil ne veulent pas que nos objectifs et actions de principe (américains) pendant la Seconde Guerre mondiale soient trop ouvertement critiqués. En bref, ils espèrent que les actions politiques de F. D. Roosevelt à l'époque seront épargnées par les critiques et la représentation futures, contrairement à ce qu'ont connu Woodrow Wilson et l'Entente pendant la Première Guerre mondiale. »*[490]

« Se pourrait-il que le « tiers rieur » soit les Rockefeller, les Rothschild, les Morgan, les Baruch, les Untermyers, les Warburg, les Kuhn & Loeb, etc. – tous les princes de banque et multimilliardaires juifs, dont les familles sont encore aujourd'hui les propriétaires 'invisibles' de l'argent et du pouvoir du monde, participent à l'organisation d'élite moderne créée par leurs parents en leur temps, une organisation d'élite moderne qui domine et contrôle toutes les activités humaines sur notre planète ? »[491]

La déclaration de W. Rathenau à Paris en 1913, où se tenait l'assemblée constitutive de l'Alliance bancaire internationale (IMF). *« Le temps est venu pour les hauts cercles financiers de dicter publiquement les lois qu'ils ont jusqu'ici faites en secret : ces représentants remplaceront désormais les pouvoirs impériaux et royaux par leur autorité, qui ne s'applique pas seulement à des pays particuliers, mais s'étend au globe entier ».*[492] [493]

---

[489] Comme exemples pour 1995 : les principales et uniques informations américaines (CBS, NBC), dont 5 sur un total de 34 et chaînes de télévision (ABC, PBS, CNN), presse (Washington Post, Wall Street Journal, New York Times, Los Angeles Times, Dallas Morning News) 24 sur 71 autres.
[490] Kern ; 1999, p. 252.
[491] Ross, 1995, pp. 238-243.
[492] Rathenau, 1930, p. 44

Qui a finalement planifié et mené ces guerres, les a perdues ?

Nous avons déjà longuement évoqué l'importance de l'économie mondiale et du commerce comme élément déterminant de la politique internationale. On peut légitimement se demander si ces crises, qui trouvent leur origine principalement dans les sociétés des grandes puissances (société de classe ; faiblesse, voire inexistence, de la structure sociale, chômage dû à des déficits quantitatifs dans la production industrielle et agricole, déséquilibre entre le commerce d'exportation et d'importation, faiblesse et incapacité à être compétitif sur le marché international du commerce d'exportation), sont en fin de compte le résultat d'une politique fiscale dans laquelle les valeurs des monnaies nationales ont été mesurées et liées au dollar américain – la monnaie mondiale occidentale. Habilement (et avec un cynisme impitoyable) dirigée et contrôlée, aujourd'hui encore, par l'élite susmentionnée, avec la Fed, l'OTAN et enfin l'ONU, aujourd'hui « estropiée », comme ses « principaux assistants ».

Est-il vraiment possible de mener des guerres avec cette justification, qui ont tué des dizaines de millions d'innocents même au XXe siècle, pour exclure du marché international un peuple (l'Allemagne) qui, grâce à son travail, son habileté, son inventivité et son économie, a participé avec plus de succès que d'autres au commerce mondial ouvert ?

Déclaration de Churchill (Mémoires) : *« Le crime impardonnable de l'Allemagne avant la Seconde Guerre mondiale a été d'essayer de détacher sa puissance économique du système commercial mondial et de créer son propre système d'échange dans lequel la finance mondiale*[494] *ne pourrait plus gagner sa vie ».*[495] [496] [497]

Qui est le gagnant de la guerre à la fin – qui est le perdant ?

Considérons maintenant un phénomène constant qui s'est manifesté au fil du temps dans la structure de la guerre. On y trouve toujours le fauteur de guerre, l'initiateur de la guerre, celui qui est responsable de tout : le perdant de la guerre. Le vainqueur est dans ce cas le pays ou l'alliance qui a pu dicter ses conditions de paix, le montant de son butin de guerre, les nouvelles frontières et les dirigeants des nouveaux territoires conquis, les dirigeants et autres adversaires politiques de l'adversaire vaincu à exécuter,

---

[493] W. Rathenau, plus tard Ministre des Affaires étrangères sous la République de Weimar de 1919 à 1922 (voir aussi la note p.431), industriel juif (« Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft »), a été assassiné en 1922.

[494] Par exemple, l'élite.

[495] Par exemple, stock d'or et système de taux d'intérêt.

[496] Kosiek, 2005, pp.167-170.

[497] Fuller, 1937, chapitre 36, *Goldhoheit* (La souveraineté de l'or).

le nombre d'esclaves[498] amenés au pays des vainqueurs pour y être soumis aux travaux forcés, le désarmement des États vaincus jusqu'à ce qu'ils soient sans défense, mais aussi l'augmentation constante de leurs propres capacités militaires. L'« oubli » des crimes de guerre brutaux commis par les représentants des vainqueurs pendant les guerres, et même la contrainte (écoles, universités, littérature, radio, télévision) des enfants et des jeunes des pays vaincus à une nouvelle « rééducation » psychologique, où les jeunes générations ont subi et subissent encore un lavage de cerveau pendant des décennies pour apprendre à mépriser et à accuser leur patrie, leur propre peuple, leurs glorieuses traditions, leurs parents, leurs ancêtres et leurs valeureux soldats d'être belliqueux.[499]

Considérations sur l'architecture de guerre

Il y a toujours des « éléments structurels » liés à la conduite de la guerre et qui sont encore reconnaissables aujourd'hui :

1. l'objectif : qui montre l'objectif, qui l'accepte, qui propage son importance, qui fait en sorte que les citoyens et les décideurs de la société l'acceptent et agissent pour l'atteindre, qui paie (reçoit les moyens), quel est l'avantage pratique pour ses propres citoyens, si l'objectif est réellement réalisable, ce qui doit être caché à sa propre population, etc.

2. la planification : quand la planification a-t-elle commencé (éventuellement de manière cachée !), éléments militaires, doctrine d'engagement militaire, adéquation des ressources, ressources de l'adversaire potentiel, alliés potentiels, calcul du temps nécessaire pour déterminer le degré de préparation requis (concept : « plan de tiroir de bureau »), moment de la mobilisation générale ? Planification de provocations à l'avance afin de « justifier » le début d'une future guerre.

Des évènements concrets

Roosevelt : *« En politique, rien n'arrive par hasard. Quand quelque chose arrive, on peut être sûr que c'était prévu »* (1934).

L'ambassadeur allemand en Turquie, le baron von Wangenheim, demande (en 1917) à son homologue américain Henry Morgenthau Sr, père de Morgenthau Jr (auteur du futur plan Morgenthau) : *« Pourquoi les États-Unis sont-ils entrés en guerre contre l'Allemagne impériale sans différences ni raisons impérieuses ?* » Morgenthau répondit : *« Pour des raisons morales ! »*

Le 2 avril 1917, son hôte, le Président W. Wilson, avait demandé au

[498] Dans le langage moderne : prisonniers de guerre.
[499] Le « plan Morgenthau » et le destin de l'Allemagne

Congrès de déclarer la guerre à l'Allemagne pour des « raisons morales » (4 avril 1917), parce qu'un sous-marin allemand avait coulé sans avertissement le S/S « Sussex » dans la Manche, noyant plusieurs Américains à bord selon la liste de noms indiquée. Cette « croisade morale » de Wilson vers l'Europe s'est rapidement révélée être un mensonge et une provocation, car la liste de noms s'est avérée être un faux et le S/S Sussex était ancré dans le port de Londres, totalement intact.

On apprit également que le général John J. Perhsing, commandant des forces américaines en Europe, était déjà arrivé en France avec son détachement avancé – « sans autorisation ». En un peu plus d'un an, ces troupes allaient devenir une armée de deux millions d'hommes et décider de la victoire de la Première Guerre mondiale pour les puissances environnantes. (Plus tard, le Président Wilson admit que les États-Unis seraient de toute façon entrés en guerre contre l'Allemagne !).

Dans une tentative désespérée, quelques années auparavant, d'inciter Wilson à déclarer la guerre à l'Allemagne, le Ministre de la Marine Churchill a eu recours à une provocation dont le sang-froid est comparable aux crimes de guerre de notre époque. Le sort du paquebot S/S Lusitania le 18 juillet 1915, lorsque Churchill a fait en sorte « en coulisses » que le navire soit torpillé par un sous-marin allemand : 1 200 des 2 000 passagers du navire ont été sauvés.

Parmi les noyés se trouvaient également des citoyens américains, si bien que Churchill invoquait déjà la déclaration de guerre de Wilson à l'Allemagne – en vain.[500]

Le seul résultat, mais le plus important pour le début de la guerre, fut la note des États-Unis et la menace de guerre si l'Allemagne ne limitait pas sa guerre sous-marine.[501] L'Allemagne, qui ne voulait pas se fâcher avec les Américains, limita pendant quelques années sa guerre sous-marine aux navires de guerre ennemis. L'Angleterre, en revanche, déclara le 7 mai 1915 la mer du Nord comme zone de guerre, interdisant ainsi aux navires marchands des pays neutres la seule liaison maritime allemande avec le monde extérieur. Un blocus illégal complet (« blocus de la faim ») était ainsi atteint ! Blocus maritime

3. le réarmement :

Facteurs étatiques = mobilisation industrielle, timing ?

Volume de production, approvisionnement en matières premières, accès aux matières premières, besoins alimentaires, commerce extérieur, canaux

[500] Il convient de noter qu'à New York, les cales de ce paquebot étaient pleines de munitions.
[501] C'est-à-dire le transport d'armes, de matériel de guerre et surtout de nourriture vers l'Angleterre.

financiers, préparation des armées au combat et mise en avant des caractéristiques d'une « guerre juste » pour les troupes, qu'il s'agisse en fin de compte d'une guerre d'agression, de conquête, de défense, d'assistance, économique ou de tout autre nom. Il s'agit également de gagner de nouveaux alliés.

Mesures pratiques

Facteurs sociaux = l'incitation mentale d'un peuple à se préparer à l'attaque par une propagande de guerre permanente, dans laquelle l'adversaire est présenté comme la source de tous les maux et comme une menace pour l'existence de l'État (surtout aux États-Unis, dans la presse, à la radio). L'éliminer et détruire la source du danger serait donc une tâche inévitable et honorable pour garantir la sécurité nationale – par une « guerre juste » !

Les médias et la propagande de guerre ont fait preuve de « flexibilité » : nos troupes ont avancé, conquis/nettoyé, etc. (tout en reconnaissant toujours la brutalité de la guerre). Plus tard, une nouvelle expression est apparue : nos troupes ont « libéré » ce village ou cette ville. Il s'agit ainsi de dissimuler la brutalité, qui fait toujours partie de la guerre, et de transformer rapidement les soldats en héros vertueux libérateurs. Un meilleur exemple serait peut-être l'orgie de meurtres et de viols perpétrés par les « libérateurs » de l'armée rouge en Prusse orientale et à Berlin en 1945.

Les provocations nécessaires pour déclencher des guerres ont pris de nombreuses formes différentes au fil du temps. Le « déclenchement » peut avoir été de longue durée ou une explosion soudaine et brève.

Exemples :

– Les préparatifs de guerre secrets du Président américain dès les années 1934-1939. (William C. Bullitt, ambassadeur américain à Moscou.)[502]

– Roosevelt chargea le secrétaire à la guerre Henry Woodring en 1934 de construire des bombardiers à long rayon d'action (la fameuse série B ; XB-15, B-17, XB-19, B-29). Les avions devaient être produits en série avant le 1er septembre 1939 (*sic*). Les documents se trouvent dans les archives nationales américaines à Washington.

– Dès 1940-1941, les Américains ont également commencé à mener des actions militaires directes contre la marine allemande dans l'Atlantique Nord.

– L'attaque de l'armée rouge soviétique contre la Finlande le 30 novembre 1939 a en revanche eu lieu après une provocation organisée très

[502] Hautamäki, 2004, pp. 149, 192, 324.

rapidement (« tirs de Mainila ») le 26 novembre 1939.

Les plans existaient déjà en 1930 et ont été à nouveau mis à jour en 1937.[503]

J'ai essayé plus haut d'aborder la nécessité de préparatifs complexes au niveau de l'État pour le mécanisme de la guerre et d'indiquer quelques-unes des raisons que l'historiographie, qui met l'accent sur le côté militaire des guerres, n'a pas mises en avant. C'est donc une partie du monde caché de la politique internationale que je m'efforce de mettre en lumière ; le commerce international et la politique financière, les problèmes internes au sein des États comme les questions d'emploi et d'autres niveaux de vie.

Même à la fin du XIXe siècle, de nombreux minéraux figuraient en tête des listes d'achat des grandes puissances (États coloniaux) qui dominaient alors le monde, mais le plus convoité était peut-être le charbon, pour alimenter les machines à vapeur et produire de l'acier. Le nouveau siècle a ensuite apporté de nouvelles matières premières « stratégiques » pour lesquelles ces mêmes puissances étaient prêtes à une nouvelle guerre sanglante – les moteurs à combustion et le pétrole ! Aujourd'hui, au XXIe siècle, on se bat toujours pour la possession de pétrole et de nombreuses matières premières spécifiques à l'effort de guerre. Parallèlement, les énormes progrès de la technologie de l'information ont ouvert de nouvelles dimensions effrayantes à la conduite de la guerre (bombes à hydrogène et à neutrons, armes chimiques toxiques et biologiques ; États-Unis, Angleterre, Russie, Israël, Pakistan, Chine, France).

B- Le concept de « domination mondiale » et le mythe de l'aspiration allemande à celle-ci

Le concept de domination mondiale n'est pas quelque chose que nous allons étudier à partir de l'époque de l'Empire romain. Il suffit de dire qu'au cours des années 1700 et 1800, les deux puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, se sont affrontées pendant près de 200 ans sur ce concept très discuté. La lutte s'est terminée à la fin du XIXe siècle par la victoire de la Grande-Bretagne, et l'empire qui en a résulté sous L'union Jack a porté sa taille territoriale, sa puissance, sa force et son pouvoir d'exploitation aux dimensions de ce que l'on pourrait appeler une véritable domination mondiale.

C'est cette position et cette influence que la Grande-Bretagne était prête à protéger et, si nécessaire, à défendre à tout prix. Un terme utilisé dans ce contexte est celui d'« équilibre des puissances » – le lecteur se souviendra de

[503] Hautamäki, 2004, pp. 37-41, op. « PORO ».

ce terme utilisé dans des contextes antérieurs, dans lesquels la Grande-Bretagne considérait qu'il était de son droit de veiller à ce qu'aucun État suffisamment puissant pour agir contre les intérêts britanniques ne soit créé sur le continent européen. (Benjamin Disraeli 9 février 1871, sir Eyre Growe 1er janvier 1907, W. Churchill 1919-1945 : *« L'Allemagne doit être détruite »*.[504] [505] [506]

Nous ne devons cependant pas oublier la contribution des États-Unis à leurs propres ambitions, qui commencent un peu plus tard et laissent entrevoir les mêmes schémas de domination mondiale, bien qu'ils soient moins coloniaux et prennent plutôt la forme d'actions militaires directes. Ainsi, dès le XXe siècle, l'emblème de cet impérialisme occulte – le nombre d'étoiles du drapeau américain étoilé – a été fortement augmenté.

La domination mondiale, une arme puissante de propagande psychologique

Avec l'éclatement des grandes crises mondiales – la Première et la Seconde Guerre mondiale –, les propagandistes de l'Angleterre et de la France, mais surtout de l'Amérique, ont compris l'utilité du concept de « domination mondiale ».

Utilisé efficacement, ce concept servirait à démontrer la culpabilité de l'Allemagne dans les deux guerres mondiales, dans sa prétendue quête de domination mondiale. Ce « missile à plusieurs étages » de la psychopropagande a été diffusé par les médias du monde entier, au détriment de l'Allemagne à tous égards.

Au fil du temps, en raison du mensonge de l'aspiration allemande à la domination mondiale, les puissances environnantes et, plus tard, les nations alliées de l'alliance ont été amenées à développer de fortes craintes anti-allemandes, tout en considérant qu'elles avaient le droit moral de se défendre. Le zèle patriotique a rapidement conduit à un sentiment de justification de l'attaque contre la nation (l'Allemagne) qui aspirait à la domination mondiale. Cela devint la « colonne vertébrale » psychologique de toute la propagande de guerre des puissances occidentales. On aurait difficilement pu espérer mieux. Elle fut également utilisée à maintes reprises dans la presse et à la radio sur tous les continents. Avec une exagération impitoyable, de nombreuses nations dites de couleur furent même recrutées pour se joindre à la lutte contre ce prétendu danger, afin de ne pas tomber

[504] Hautamäki, 2004, pp. 68.
[505] Cartes de l'Empire britannique pp. 47-48
[506] [NdE française : *Les guerres de survie juives* d'Arnold S. Leese, didi18edition.com]

entre les mains d'une Allemagne qui exigeait la pureté raciale.

Remarque 7

Avec toute cette idée de « domination mondiale » et les multiples conséquences collatérales qui en découlent, nous nous trouvons à mon avis dans une situation plus qu'absurde. Il suffit de penser à la situation de la ségrégation raciale aux États-Unis à la même époque, jusque dans les années 1950 et 1960, et à la souffrance de la population noire là-bas, depuis le Président Abraham Lincoln jusqu'à la proclamation d'émancipation de 1862. Sans exagérer, je peux et je me permets d'attirer l'attention sur ce point et de poser la question suivante : de quel droit l'État américain a-t-il alors également exterminé les populations autochtones d'Amérique du Nord, les Indiens, et transporté plus de 10 millions de personnes d'Afrique comme des animaux pour les faire travailler comme esclaves dans ses champs ?

Le modèle américain de domination mondiale – Dieu a choisi les États-Unis

C'est avec une confiance en soi non négligeable et modeste que les États-Unis sont apparus sur la scène politique mondiale au XXe siècle. Le sénateur Beveridge s'est présenté devant le Congrès américain dès le 9 janvier 1900 :

> *« Dieu nous a appelés à mettre de l'ordre dans le monde, là où règne actuellement le chaos. Il a planté dans nos cœurs la foi dans le progrès et nous a donné la force d'opérer ce changement dans le monde. Il nous a envoyés dans tous les domaines de notre gouvernement et nous a rendus capables de porter ces capacités dans les nations sauvages et séniles. Sans un tel pouvoir, tel que nous le comprenons, le monde retomberait dans la barbarie et les ténèbres. Et au milieu de notre race humaine, Dieu a reconnu notre peuple américain comme son propre peuple élu, appelé à jouer un rôle de premier plan dans le renouveau du monde ».*[507]

Dans les années 1800 et 1900, les États-Unis d'Amérique sont devenus une puissance dans l'hémisphère occidental, capable de dominer le développement de la région et de l'orienter à son avantage (l'élite !) grâce à une série de conquêtes militaires et à son volume commercial et industriel supérieur. Les années 1900, en particulier, ont été ce que l'on a appelé le « siècle américain ». Les « deux » guerres mondiales ont conduit à une évolution décisive au cours de laquelle l'Amérique a remplacé le défunt Empire britannique en tant que véritable représentant de la domination mondiale et de l'impérialisme. Elle n'a plus besoin d'être présente en permanence dans

[507] Kern, 1999, pp. 170, 227.

les pays qu'elle occupe ou assujettit d'une autre manière, mais leur permet de mener une politique presque souveraine par le biais de leurs gouvernements « amis ».

« L'hôte » est toutefois en mesure, grâce aux techniques militaires et aux équipements de combat actuels, de se rendre très rapidement sur place si nécessaire.

Remarque 8

Le 1er février 2013, l'auteur est assis à son bureau et regarde un journal télévisé finlandais dans lequel on voit les personnes suivantes : le Président américain B. Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton. Cette dernière est en train de fêter son premier mandat de quatre ans. Tous deux affirment que les choses vont bien pour les États-Unis en matière de politique internationale. *« Nous avons obtenu de 'bons' résultats remarquables ».*[508] Mme Clinton conclut : *« ...nous pensons que nous allons continuer à bien maintenir notre position de leader mondial… ! »* Une coïncidence ? M. Clinton (ancien Président des États-Unis) est un membre de l'élite souvent mentionnée ![509]

Le modèle britannique de domination mondiale – « Un État comme le monde n'en a jamais vu »

Le Ministre britannique des Colonies, Joseph Chamberlain, a prononcé un discours à Glasgow le 6 octobre 1903, dans lequel il a expliqué l'image théorique de la construction d'un empire de la manière suivante :

> *« Nos objectifs viennent en premier lieu ; nous voulons la permanence et l'augmentation des forces nationales, ce qui signifie en même temps le succès du Royaume-Uni. Il s'agit peut-être d'un espoir égoïste et imaginaire. Je pense toutefois qu'il va au-delà de l'égoïsme pur et simple. Vous ne pouvez pas partir du principe que notre position et nos obligations sont les mêmes que les nôtres du point de vue des pays étrangers. Je pense que la Grande-Bretagne a joué un grand rôle dans l'histoire du monde, et j'espère que cela continuera.*
>
> *Notre deuxième objectif est, ou du moins devrait être, de réaliser l'idée la plus grandiose jamais rêvée par un homme d'État, dans quelque pays ou à quelque époque que ce soit, à savoir créer un État tel que le monde n'en a jamais vu. Nous devons construire une unité d'États s'étendant jusqu'aux océans et renforcer ainsi le Commonwealth britannique. Ce faisant, nous devons remettre en question la confusion concurrentielle actuelle qui règne dans la compétition commerciale internationale et la rendre telle qu'elle était dans le passé ».*

[508] Probablement l'Irak, l'Afghanistan, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Liban, bientôt la Syrie et l'Iran.
[509] Kern, 1999, pp. 170, 227.

Remarque 9

La Grande-Bretagne a déclaré la guerre à l'Allemagne à deux reprises au cours du XXe siècle afin de supplanter le prétendu impérialisme de l'Allemagne ! L'Allemagne n'a pas fait cela une seule fois avec l'Angleterre au cours de son histoire !

L'évolution de la Grande-Bretagne vers une véritable puissance mondiale dans les années 1700 et 1900 (cartes pp. 47-48) :

– 1763-1947 Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Tasmanie, Inde, Afrique du Sud !

– 1871-1878 : Basutomaa, Côte d'Or, Fidji, Socotra, Chypre, îles Valas.

– 1882-1888 : Îles Phénix, Soudan, Papouasie, Betswana, Nigeria, Afrique orientale britannique, Îles Bahreïn, Îles Christmas, Bornéo du Nord, Îles Cook, Îles Salomon.

– 1889-1906 : Rhodésie, Zanzibar, Ellis Island, îles Gilbert, Weihaiwei, îles Tonga, Transvaal, État libre d'Orange, Swaziland.

Je crois comprendre à quel point l'utilisation de la fausse arme de propagande « domination mondiale » des Alliés a été décisive et accablante pour l'Allemagne, tant pendant la Première que pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui ressort également du mémorandum que Rudolf Hess a laissé à lord William Beaverbrook pendant sa captivité le 9 septembre 1941.

L'aspiration de l'Union soviétique à la domination mondiale

Staline : *« ...notre devise sera toujours : 'les travailleurs de tous les pays s'unissent' – et notre seul but est la domination mondiale du prolétariat ! »*[510] [511]

Pour atteindre cet objectif, l'État soviétique issu de la révolution ~~russe~~ bolchevique [NdT : ce sont les judéo-bolcheviques qui ont fait cette révolution, pas les Russes !] devait transformer toute la structure sociale d'une grande puissance agricole en un État industriel moderne.

Ce processus de transformation, réalisé dans l'esprit du socialisme sous la direction du principal Parti communiste, a coûté la vie à des dizaines de millions de personnes, mais a très rapidement transformé ce qui était peut-être le pays le plus riche du monde en termes de ressources naturelles en un pays industrialisé capable de rivaliser avec l'Amérique qui, aujourd'hui encore, maintient sa domination sur le monde sous différentes formes en ce qui concerne sa puissance militaire. Le moteur intellectuel et idéologique du

[510] Hautamäki, 2004, pp.101-103, discours de Staline du 19 août 1939 (T. S. Buschewoj).
[511] Becker, 1991, pp. 226-227, Dimitri Manuilski.

communisme a perdu sa popularité dans cette première expérience de Lénine et Staline et n'était pas adapté en tant que tel pour les travailleurs du monde.

Il reste à voir si la nouvelle superpuissance socialiste actuelle, la Chine, sera en mesure de construire sa société de manière plus intelligente.

À ce stade, nous rappelons au lecteur la déclaration de Dimitri Manuilski (directeur de l'Institut de guerre politique) en 1930 à Moscou.[512]

Le soir du 23 août 1939, jour de la signature du pacte Molotov-Ribbentrop, Staline dit à quelques membres du Politburo : *« Aujourd'hui, nous avons déjoué Hitler ».* Khrouchtchev *: « Par quels moyens pourrait-il prouver qu'il aurait été nécessaire pour lui de commencer la guerre maintenant, mais en même temps blanchir Staline en niant les préparatifs de cette future guerre. Personne avec la moindre compréhension politique ne peut croire que nous avons été surpris par une attaque inattendue et dissimulée de Hitler.*

Pourtant, certains laquais de Staline tentent toujours de le blanchir en niant ses préparatifs pour la guerre à venir et en affirmant que c'est Hitler qui nous a trahis en rompant le pacte Molotov / Ribbentrop ».[513]

Remarque 10

Staline avait déjà rompu le traité Molotov-Ribbentrop le 15 octobre 1939, ce que Hitler apprit le 10 février 1940. Hitler (l'Allemagne) visait-il la domination mondiale ?

Pour répondre à cette accusation, largement utilisée par les puissances occidentales dans leur propagande de guerre, nous devons considérer les deux guerres mondiales dans leur ensemble. Notre question pourrait alors être la suivante : l'Allemagne impériale visait-elle la domination mondiale ? La réponse est clairement non !

Allemagne – Hitler visait-il la domination mondiale ?

Au début du XXe siècle, l'hégémonie mondiale a été maintenue par les mêmes superpuissances, l'Angleterre, la France, la Russie et, depuis les années 1930, les États-Unis, qui avaient jusqu'alors mené progressivement de vastes conquêtes dans l'hémisphère occidental, en partie de manière indépendante, mais aussi, si nécessaire, de manière conjointe. Les membres européens de cette coalition de puissances sont entrés en guerre en 1914 (Première Guerre mondiale) contre l'Allemagne impériale et l'Autriche-Hongrie (les puissances centrales). Cette vaste alliance, dans laquelle

[512] Hautamäki, 2004, pp. 329-330, déclaration de Manuilski.

[513] Nikita Khrouchtchev ; enregistrement secret au *Time International* du 1er octobre 1990.

l'Amérique fut également attirée en 1917 par une contribution décisive (les puissances environnantes), se termina par la défaite des puissances centrales. L'Allemagne, en tant que puissance la plus forte, dut mener la guerre seule. L'Empire fut aboli et, dans le traité de paix (Versailles 1919), les puissances victorieuses créèrent leur ordre en Europe, dans lequel une Allemagne forte ne jouait plus aucun rôle.

La République de Weimar, née sur les ruines de l'Allemagne impériale, n'avait aucune chance de satisfaire aux exigences économiques et politiques du traité de paix dans la situation politique et économique difficile de l'après-guerre et s'est effondrée. Nous avons examiné plus haut l'évolution du régime allemand et du système politique en ce qui concerne le nouveau Parti national-socialiste des travailleurs et son chef Adolf Hitler (*Hitlers Ambitionen* (Les ambitions de Hitler), p. 303).

Le motif principal supposé de domination mondiale ne se confirme pas non plus après la lecture du *Mein Kampf* de Hitler, écrit dans des circonstances exceptionnelles, avec son *« besoin d'espace vital »*.[514] Normalement, ces rêveries illusoires auraient été laissées à elles-mêmes, mais lors de la diabolisation massive de Hitler après la Seconde Guerre mondiale, elles ont également été déterrées comme prétendument importantes, aucune autre preuve de la quête de la domination mondiale ne semblait pouvoir être trouvée. Au lieu de cela, les textes et discours sublimes et universels sur la domination mondiale d'autres grandes puissances (Churchill, Roosevelt, Staline) sont presque tombés dans l'oubli.

Remarque 11

Un dernier bref constat de stratégie militaire sur notre sujet, que tout soldat peut comprendre sans avoir besoin d'être un général. J'ai qualifié ces actions du commandement allemand et de l'armée de terre de nécessaire « appropriation de l'espace stratégique » :

1) L'Allemagne a réussi à détruire trois des fronts offensifs bloquants du pacte Churchill/Staline (N, M et S) avant la bataille décisive à l'Est (front E = Union soviétique).

2) Cela s'est fait par des attaques rapides et préventives « *Blitzkrieg* » successives, car Hitler connaissait les plans de Churchill/Staline après s'être emparé des documents y afférents ! Bien que l'armée allemande ait ainsi démontré sa rapidité et sa force de frappe et éliminé le danger imminent de destruction de l'Allemagne, ces brillantes victoires n'étaient que des efforts

[514] La paix de Verseilles a privé l'Allemagne d'environ 80 000 km² d'Europe et de toutes ses colonies cultivées et productives, lui laissant peu de chances de croissance démographique et d'autosuffisance.

isolés, bien que nécessaires, pour empêcher Churchill/Staline de réaliser leurs plans. Les victoires remportées ont bien entendu permis d'engager un nombre considérable de troupes de la Wehrmacht dans les pays cibles conquis ou occupés (Danemark, Norvège, Pologne, France, Yougoslavie, Grèce et, un peu plus tard, Afrique du Nord (Rommel)).

3) La destruction du front S (Balkans) a retardé le début de l'opération Barbarossa de près de cinq semaines. Hitler savait que les marches de concentration de l'armée rouge étaient déjà en cours depuis plusieurs mois, de sorte que la concentration de l'armée allemande était urgente et devint le deuxième miracle de la logistique de transport de la Seconde Guerre mondiale. Après la campagne des Balkans, qui ne s'est terminée que fin mai 1941, les derniers chars de combat ont été directement acheminés par les transports ferroviaires vers leurs points de départ. Je considérerais comme l'exploit le plus significatif celui de Lasar Kaganovitch, responsable des affaires de transport soviétiques à l'automne 1941, lorsqu'il réussit à transférer les fameuses « divisions sibériennes » d'Extrême-Orient à temps pour assurer le sauvetage de Moscou et la contre-attaque bien préparée de l'armée rouge le 5 décembre 1941. L'opération Barbarossa a débuté le 22 juin 1941 et, étonnamment, l'Allemagne a pu – une fois de plus – frapper la première. Les généraux Joukov et Timochenko au sein de la STAVKA avaient déjà averti Staline de cette possibilité, qui se concrétisa alors de manière alarmante. L'armée rouge a dû transformer à court terme son offensive en une sanglante bataille défensive et d'attente – une lutte à mort. Le moment décisif pour l'« Aparatzija Geroza », la grande attaque de l'armée rouge sur l'Europe et l'Allemagne, aurait dû se situer entre le 15 et le 20 juillet 1941.

4) En guise de conclusion finale sur notre thème principal, nous pouvons affirmer, lorsque les forces allemandes aux portes de Moscou et de Leningrad furent épuisées à l'hiver 1941, même après un brillant succès initial, qu'il ne pouvait plus y avoir de solution globale victorieuse à la guerre.[515]

Hitler en était conscient dès l'instant où l'Amérique était entrée en guerre et où les Alliés en Europe avaient fermement rejeté toutes les nombreuses propositions de paix allemandes. Il comprit qu'il ne s'agissait plus de son renversement et de la fin de son Parti socialiste totalitaire, mais de la destruction de toute la vie et de l'influence de l'État et du peuple allemands en tant que l'une des principales puissances en Europe. Pourtant, les vainqueurs continuent de diffuser leur propagande dans le monde entier, affir-

[515] Hautamäki, 2004, chapitre 10.

mant qu'ils ont empêché la domination mondiale de Hitler – quelque chose qui n'a jamais existé dans la réalité et que l'on ne pouvait pas non plus imaginer, mais qui se lit bien dans les livres d'histoire.[516] [517]

J'ai repris ce chapitre à ce stade (la guerre de Continuation finlandaise vient de commencer) pour reconstituer, à partir des fragments plutôt mosaïques du contexte politique, une sorte d'image globale dans laquelle le lecteur peut se remémorer à loisir le contenu de la première partie du livre déjà, sans parler du contexte de la présente deuxième partie. J'ai souvent mentionné dans mes textes par le passé que Mannerheim avait souvent constaté la difficulté d'interpréter les évènements dans le monde.

Dans ce courant principal d'évènements, où même la petite Finlande tentait de survivre aux eaux agitées de la politique mondiale dans son « radeau », nous devions être prudents. Une sorte de chapitre intermédiaire dans lequel les nouvelles connaissances individuelles, même minimes, que nous avons pu déceler dans le dossier secret S-32 de Mannerheim, s'inscrivent de manière compréhensible et cohérente dans une chronologie logique du « grand tout » des dessous souvent secrets de la politique militaire. J'espère que mes lecteurs trouveront dans ce chapitre des éléments dont la discussion et la prise de conscience nous aideront ensemble à mieux comprendre la signification de chacun des éléments réels de la politique d'arrière-plan.

[516] (Note du traducteur allemand : n'est-ce pas le Reich allemand qui a sauvé l'Europe de l'Ouest du communisme ? Voir aussi Hans Meiser (2010) *Deutschlands Abwehrkampf gegen den Bolschewismus 1918-1943* ISBN 978-3878472568.)

[517] [NdE français : pour rebondir sur la note ci-dessus du traducteur allemand, nous considérons pour notre part que le judéo-bolchevisme, et donc, le communisme, a bel et bien poursuivi sa progression, mais de façon plus sournoise, aujourd'hui, en 2024, la quasi-totalité des gouvernements mondiaux sont aux mains des communistes sous le manteau de dites « démocraties » qu'elles soient libellées de « droite » ou de « gauche ». Récemment nous avons pu constater la mise en place d'une juive à la tête du gouvernement mexicain et d'un juif à la tête de l'Argentine.]

CHAPITRE 13

Staline/Pacte hitlérien 1936, Toukhatchevski/Grassmann – Staline/Churchill/Pacte Daladier 15.10.1939 (N, M, S, E) – Paix de Moscou 13.3.1940 – Ultimatum de Hitler à Staline 4.3.1940 – Principales aspirations des dirigeants des grandes puissances – Chapochnikov « IRINA »

Pacte de guerre entre Churchill et Staline 15 octobre 1939

C'est ainsi que le maréchal s'est finalement vu contraint de renoncer une nouvelle fois à la vérité et de « désamorcer » ses mémoires dans les circonstances actuelles, consciemment pour le bien de son pays et la préservation future de sa liberté, face aux efforts des puissances victorieuses pour dissimuler les injustices de leur politique de guerre.

En guise d'introduction à notre sujet, cet épisode montre combien il était difficile, dans un monde d'après-guerre dominé par les vainqueurs, de rendre publique les « coulisses de la politique » la plus secrète des informations top secret, souvent entre personnalités dirigeantes, sur les plans, les accords, les décisions, les garanties, le calendrier, etc. (= informations transmises par les canaux diplomatiques officiels).

Pour faire le lien avec notre sujet, nous présentons au lecteur les objectifs fondamentaux que se sont fixés les dirigeants des grandes puissances de l'époque, qui jouaient un rôle décisif au cœur de la politique mondiale[518] :

Churchill/Angleterre :

– Maintien et développement de l'Empire britannique, (que) ce soit à tort ou à raison... !

– Réduction de la puissance commerciale militaire allemande.

– L'Union soviétique doit être incluse.

– Hitler et le national-socialisme doivent être détruits.

– Après la victoire de la guerre, il n'y aura pas de paix avec l'Allemagne, mais l'Allemagne sera partagée entre les puissances occupantes.

[518] Qu'en est-il de leurs peuples ?

Staline/Union soviétique :

– La dictature du prolétariat communiste doit être imposée dans le monde entier.

– Le monde occidental est trompé par une brillante propagande.

– L'industrialisation est encouragée et avec elle la création d'une *« Armée rouge invincible »*.

Roosevelt/États-Unis :

– Position de leader dans le commerce et l'industrie dans le monde.

– La doctrine Monroe doit être abolie.[519]

– Un nouvel ordre mondial dans lequel les États-Unis jouent un rôle de premier plan.

Hitler/ Allemagne :

– Les dispositions du traité de Versailles (1919) doivent être corrigées et l'Allemagne doit être libérée des exigences déraisonnables.

– Les territoires repris par l'Allemagne doivent être restitués à la mère patrie par référendum.

– L'Allemagne fait plusieurs propositions de paix aux Alliés, mais elles sont toutes rejetées par les Alliés conformément à leur décision commune, quel que soit leur contenu.

Remarque

L'un des accords les plus secrets de la Seconde Guerre mondiale fut le pacte militaire du 15 octobre 1939 entre la Grande-Bretagne (Churchill) et l'Union soviétique (Staline) pour une coopération mutuelle dans la destruction de l'Allemagne (Hitler). Dans les documents secrets laissés par le maréchal C.G.E. Mannerheim dans son dossier S-32, on trouve toutefois plusieurs indices de l'existence d'un tel accord. Les plus importants de ces documents originaux, sélectionnés et scellés dans trois paquets (parchemins) distincts, ont été remis par Mannerheim et son agent au Président de la République de l'époque, J.K. Paasikivi, à Tamminiemi, Helsinki, tard dans la soirée du 23 janvier 1950. Après cette date, il n'existe plus aucune trace de ces documents. Paasikivi et peut-être plus tard Kekkonen ont-ils détruit ou caché ces originaux du dossier S-32, jugés trop dangereux pour l'existence de la Finlande à l'époque ?

Les vérités cachées qui accablent lourdement les dirigeants de toutes les superpuissances victorieuses ne devaient pas être révélées aux peuples du

[519] Le secrétaire d'État Kerry ne l'a supprimé qu'en 2013.

monde. Il fallait les amener à accepter les terribles victimes de la guerre, mais cela n'était possible que si les vainqueurs commençaient rapidement à écrire leur propre histoire – l'histoire des vainqueurs. Cela devait les libérer de toute responsabilité, ce qui profiterait en même temps aux peuples qu'ils dirigeaient. Les responsables de la guerre étaient ainsi rapidement trouvés – les perdants ! (*Vae victis* – Malheur aux vaincus !)

La ferme intention du maréchal Mannerheim était de publier et de mettre à disposition pour consultation ces documents immédiatement après la guerre, ou au plus tard avant la conclusion définitive de la paix avec les Alliés à Paris en 1947. Cela n'aboutit pas, les dirigeants politiques finlandais estimant déjà à l'époque que le climat politique mondial (« guerre froide ») entre les « puissances victorieuses » avait évolué jusqu'à la méfiance et une crise grave à prévoir, dans laquelle la présentation des documents secrets du maréchal aux Alliés occidentaux mettrait probablement la Finlande en grande difficulté, y compris vis-à-vis de Staline. Mannerheim voulait cependant se dédouaner lui-même, notre direction politique en temps de guerre et notre peuple de la culpabilité des guerres menées.

La première occasion a été saisie par l'agent (VT) du maréchal, qui a accepté de lui-même de témoigner en réponse à une demande publique de la commission d'enquête sur le procès, visant à trouver des témoins pour le procès. Ce témoin, qui disposait d'informations secrètes décisives, se distinguait de ceux qui se présentaient comme témoins pour des raisons douteuses et avec des informations négatives, voire fausses. L'« importance » de l'agent Mannerheim en tant que témoin fut communiquée au Premier ministre J. K. Paasikivi et au Ministre de la justice de l'époque, Urho Kekkonen, qui connaissaient l'existence et les fonctions de l'agent secret. L'agent a été immédiatement convoqué à Helsinki, où le Premier ministre et le Ministre de la justice lui ont catégoriquement interdit de témoigner et l'ont menacé de le *« réduire au silence »* en personne. Pour être sûrs de leur fait, les ministres se sont adressés au Président Mannerheim (président depuis le 4 août 1944), qui les a reçus tous les trois. Après une discussion de plusieurs heures au cours de laquelle Paasikivi et Kekkonen insistèrent sur le danger pour la position de la Finlande dans son ensemble si VT témoignait et disait la vérité, Mannerheim décida de ne pas laisser son agent témoigner.

Au lieu de cela, Mannerheim remit son dossier S-32 afin qu'il puisse copier et reproduire les documents les plus importants, en expliquant également les raisons de sa propre activité d'agent secret de Mannerheim, mais aussi de certains présidents finlandais (Svinhufvud, Kallio, Ryti,

Paasikivi) entre 1932 et 1952.

Dans ce contexte, le maréchal insista pour que soit mentionnée l'utilisation de ses documents dans le contexte du règlement de paix final qui devait avoir lieu en 1947. La direction du gouvernement finlandais sous la présidence de Paasikivi jugea toutefois le contenu des documents trop dangereux dans l'atmosphère des superpuissances alors victorieuses à la veille de la « guerre froide », de sorte qu'ils ne furent pas publiés à Paris. Une troisième fois, Mannerheim décida de rendre publique la vérité contenue dans ses documents en rédigeant son dernier message à la postérité, ses Mémoires en Suisse entre 1948 et 1950, parties I et II.

Même l'insistance du maréchal à vouloir clarifier le sort de la petite Finlande dans les turbulences de la Seconde Guerre mondiale déclenchées par les grandes puissances n'a pas permis de résoudre ce problème.

Remarque 1

Je voudrais rappeler au lecteur l'analogie un peu plus poussée entre le sort du dossier S-32 de Mannerheim et l'ensemble des archives personnelles secrètes de Hitler, que le Führer allemand envoya en sécurité et dans une cachette en Bavière le matin du 25 avril 1945, à bord du dernier avion piloté par le major Gundelfinger. Le départ de l'avion a été retardé juste à temps pour que les boîtes d'archives de Hitler puissent être embarquées. Après la disparition de l'obscurité protectrice au matin, l'avion fut abattu et brûlé. Lorsque Hitler apprit l'incident dans son bunker, le commandant de bord Hans Baur, qui était encore présent, déclara que Hitler avait le visage gris et se plaignait désespérément d'avoir perdu toute chance de montrer au monde comment la Seconde Guerre mondiale avait réellement été menée, car les vainqueurs présenteraient leur propre vérité. Ce droit est refusé aux vaincus. Hitler était particulièrement irrité par l'affirmation constante de la propagande alliée selon laquelle l'Allemagne aspirait à la « domination mondiale ».[520] [521]

> *« Les architectes et les maîtres d'œuvre de cette guerre sont Churchill et Staline ».*[522]

Raisons de la conclusion du traité de paix de Moscou le 13.3.1940

> *« Les négociations ont traîné en longueur parce que les Finlandais, tout comme les pays baltes, n'étaient pas prêts à céder aux exigences de Moscou. Avant même de*

[520] Tusa, 1989, pp. 294-299.
[521] [NdE française : *Dans l'ombre de Hitler, Julius Schaub*, didi18edition.com]
[522] Hautamäki, 2004, pp. 188-189, déclaration du maréchal Mannerheim à son agent.

savoir si les exigences soviétiques seraient acceptées ou rejetées, Molotov a publié début novembre son acceptation des exigences sous forme d'ultimatum. Le 13 novembre, les négociations ont été définitivement suspendues. Le 26 du même mois, le gouvernement soviétique affirma que les Finlandais avaient tiré leur artillerie au-delà de la frontière, causant des morts ».[523] [524]

« Le 30 novembre, l'offensive soviétique a commencé sur un large front, marquant le début de l'héroïque Guerre d'Hiver finlandaise. Pendant des mois, les Finlandais réussirent à repousser la supériorité numérique des Soviétiques, plusieurs fois supérieure à la leur ».[525]

« Finalement, l'Allemagne, qui était alors encore liée par le traité d'août 1939 avec l'Union soviétique, put intervenir énergiquement. Moscou était désormais fortement pressée sur le plan diplomatique, car elle n'avait pas pu en finir militairement avec les Finlandais. Dans la nuit du 12 au 13 mars, sous l'impulsion de l'Allemagne, un traité de paix fut donc signé entre la Finlande et l'Union soviétique, dans lequel les Finlandais devaient accepter les principaux points des exigences formulées par Moscou en octobre 1939 ».[526] [527]

« Le gouvernement populaire finlandais de O.W. Kuusinen (2 décembre 1939) est retombé dans l'oubli après que l'Union soviétique eut dû procéder à un règlement à l'amiable de la question finlandaise en mars 1940 sous la forte pression diplomatique de l'Allemagne (ultimatum lancé par l'ambassadeur soviétique à Berlin, Skartshev, les 3 et 4 mars 1940) ».[528]

« Pour les historiens qui cherchent uniquement dans les archives la vérité sur les évènements de l'époque, je dirais que c'est une entreprise totalement vaine. Tout ne ressort pas des documents (publics). L'image de l'histoire militaire finlandaise

---

[523] Vindex, 1944, p. 55.

[524] *« De soi-disant tirs sur Mainila »*, répondit le lendemain à Moscou le Ministre finlandais Yrjö Koskinen à cette accusation monstrueuse, dénuée de tout fondement : la mise en scène de l'attentat était achevée ! En réaction à la proposition de la Finlande de reprendre les négociations pour régler l'affaire, le gouvernement soviétique a dénoncé le 28 novembre le traité de non-agression entre la Finlande et l'Union soviétique. Le décor était planté pour une invasion !

[525] Vindex, 1944, pp. 55-58, Guerre d'Hiver.

[526] Vindex, 1944, pp. 55-58, Guerre d'Hiver.

[527] Hautamäki, 2004, p. 336, référence n° 67 ; des documents révélant la supercherie de Staline sont capturés par les Allemands le 9 février 1940 et Mannerheim en est informé par une lettre du courrier de Hitler (J. Veltjens) le 10 février 1940. Elle contient une brève note de l'Allemagne aux dirigeants du Kremlin les invitant à rechercher la paix avec la Finlande et à mettre fin immédiatement à la guerre ! La lettre demande également à Mannerheim d'envoyer un de ses principaux généraux à Berlin pour informer l'Allemagne de l'évolution de la situation internationale et de désigner un agent de messagerie de confiance à Stockholm pour des contacts secrets avec le haut commandement allemand. Mannerheim envoie son général à Berlin dès le 2 février 1939, d'où il revient le 4 février 1939. Bruno Aaltonen (« agent B ») est envoyé comme son agent à Stockholm.

[528] Vindex, 1944, p. 58.

changera quand j'apporterai les papiers[529]*, expliqua le colonel avec un sourire énigmatique ».*[530]

L'objet de notre étude : comment la paix de la Guerre d'Hiver a-t-elle été établie à Moscou les 12 et 13 mars 1940 ?

Annonce par Molotov à Hitler que l'Union soviétique commençait à « mettre de l'ordre » dans ses relations avec la Finlande et la question de savoir si l'Allemagne aiderait la Finlande ou retirerait ses troupes de Finlande (visite à Berlin en novembre 1940) ? Cela montre que notre guerre de 1939/40 n'était pas « respectée » par l'Union soviétique, que pour cette raison, l'Union soviétique nous aurait laissés tranquilles. Nous avons été sauvés par Hitler.[531]

Remarque 2

Comme découvertes personnelles, je voudrais citer le Dr Paul Grassmann[532] et le maréchal Boris Chapochnikov, que j'ai trouvés après des années de recherche.[533]

Remarque 3

Dans le vaste contenu de notre livre de sources[534] de 1944, nous avons trouvé des informations que nous pouvons enfin relier au reste de l'histoire militaire écrite et à la politique qui la sous-tend que nous avons étudiée. Cet « élément d'information » a été trouvé dans la signification du texte qui commence par le mot « enfin ». En reliant les informations qu'il contient au « réseau de connaissances que nous avons créé » à l'aide de matériel d'histoire militaire publié en Allemagne et à l'étranger et de papiers se référant aux documents du dossier secret S-32 détenus par un particulier, le maréchal Mannerheim, nous trouvons rapidement des réponses à deux événements majeurs de la Seconde Guerre mondiale.

Les extraits ci-dessus, tirés de différentes sources, montrent comment des informations écrites isolées, mises bout à bout, peuvent révéler la vérité décisive et, en même temps, le sens logique et compréhensible d'un évène-

---

529 Käkönen, 1970, p. 173.

530 Le colonel entendait par là le rapatriement en Finlande de certains papiers secrets de Mannerheim qui avaient été remis à l'armée suédoise. Cette opération ne fut pas couronnée de succès, le chef d'État-major de l'armée suédoise Stig Synnegren ayant signalé que les papiers avaient été brûlés. Ils faisaient apparemment partie des documents originaux du dossier secret S-32 de Mannerheim. J'ai utilisé des copies de ce dossier comme sources fondamentales pour les parties I et II de mes livres.

531 Paasikivi, 1991, pp. 97-98.

532 Pages 380-382.

533 Pages 394-397.

534 Vindex, 1944.

ment historique recherché, mais qui fait partie d'une politique secrète, a été délibérément falsifié ou caché dans des archives qui n'ont pas encore été ouvertes. En ce qui concerne notre méthodologie de recherche, nous avons toujours souligné l'importance d'une recherche de données suffisamment rétrospective.

Il est ainsi possible de créer une mosaïque d'arrière-plan politique mondial dans laquelle même de petites découvertes de données isolées mais pertinentes peuvent rapidement être comprises comme des facteurs décisifs dans la grande chaîne d'évènements de l'histoire. Seule une telle approche « historique » est, à mon avis, le procédé qui offre en fin de compte la bonne base pour une analyse de l'actualité qui nous fournit finalement des réponses compréhensibles aux questions de l'histoire.

Ce type de recherche est toutefois difficile et demande beaucoup de temps, mais le lecteur est récompensé par une base de connaissances large et multidimensionnelle. Pour y parvenir, le chercheur doit toujours adopter une attitude absolument neutre et révisionniste et oser ouvrir des « portes » vers l'autre côté de la ligne de front, afin d'examiner le point de vue de l'adversaire sur les mêmes évènements historiques.

Ces informations du passé, souvent découvertes de manière surprenante, aident le chercheur à reconnaître et à corriger les malentendus antérieurs, car il est désormais en mesure de classer correctement les nouvelles informations sur la carte historique mondiale de la politique sous-jacente la plus mystérieuse.

Je me permets de citer ici, à titre d'exemple, les principales découvertes personnelles de mes recherches de ces dernières années, dont les chercheurs dits académiques ou autres « reconnus » n'ont pas osé explorer l'importance, ne la connaissaient pas ou ne l'ont pas jugée nécessaire. Les raisons ont pu être multiples : la situation politique, la censure prévisible, la mauvaise appréciation de l'importance d'une politique secrète d'arrière-plan, où les informations ne passent pas par les canaux diplomatiques habituels et où les déclarations personnelles de décideurs importants peuvent, même après des années et des décennies, lorsqu'elles apparaissent, relier entre elles des sources d'information individuelles à partir desquelles il est possible de déterminer la place et l'importance sur la carte mosaïque historique de « pépites d'information » jusqu'alors sans intérêt.

Accord secret de coopération entre l'Allemagne et l'Union soviétique 1936

Le « colonel » Grassmann

Après le traité de Versailles, qui a mis fin à la Première Guerre mondiale, la République dite de Weimar (1919-1933) entretenait déjà une vaste coopération contractuelle, mais secrète, avec la Russie soviétique. Il s'agissait aussi bien de projets communs politiques et économiques que, surtout, de projets militaires. Dans ce dernier cas, l'Allemagne était contrainte par les interdictions de Versailles de coopérer secrètement avec les forces armées soviétiques.

Immédiatement après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, les objectifs de politique étrangère des dirigeants des deux pays étaient clairement marqués par la nécessité de corriger les injustices nationales de la « nouvelle » Europe créée par le traité de paix de Versailles.

En 1921 encore, le dictateur polonais Josef Pilsudski avait arraché à l'Union soviétique affaiblie les territoires occidentaux de Biélorussie et d'Ukraine, qui furent finalement cédés à la Pologne sous la pression britannique (Riga, 1921).

Après la mort de Pilsudski en 1935, Staline prit immédiatement contact avec Hitler par l'intermédiaire de son représentant en Allemagne. Il proposa des négociations sur les relations entre les deux pays et une meilleure coopération dans la lutte contre la puissance mondiale anglo-française. Les représentants de cette dernière harcelaient impitoyablement l'Allemagne avec différentes clauses contractuelles et tentaient également en permanence d'enfoncer un coin entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Le chargé d'affaires a ensuite remis une liste de questions que Staline souhaitait aborder :

– On espérait que l'Allemagne enverrait dès que possible une petite délégation militaire composée de seulement quelques hommes faisant autorité pour des entretiens préliminaires.

– Ces discussions portaient également sur le pacte de non-agression conclu l'année précédente (1934) entre l'Allemagne et la Pologne.

– La ligne de démarcation[535] dite de Curzon entre l'Union soviétique et la Pologne. Intérêts soviétiques dans le sud, l'ouest et le sud-est de l'Europe.

– La libération de l'Allemagne des clauses contraignantes du Traité de Versailles, que l'Union soviétique soutiendrait si d'autres questions pou-

[535] Lord George N. Curzon, ministre britannique des Affaires étrangères de 1919 à 1924, a proposé cette frontière polono-soviétique en 1924.

vaient être convenues entre l'Allemagne et l'Union soviétique, et

– la coopération germano-soviétique dans les domaines économique, militaire et politique.

L'émissaire soviétique avait insisté sur le fait que toutes les questions relatives aux négociations devaient être traitées de manière strictement confidentielle.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les dirigeants allemands, et notamment Hitler, s'étonnaient de la demande de Staline de négocier. L'Allemagne était informée des négociations anglo-françaises avec de nombreux États européens, y compris l'Union soviétique. L'objectif de ces négociations était d'établir un front politico-militaire solide autour de l'Allemagne.

En outre, Hitler se souvenait encore très bien du coup d'État du Komintern mené par Moscou contre le Parti ouvrier allemand, alors qu'il était lui-même emprisonné à Landsberg de 1923 à 1924.[536]

La promesse initiale de Staline de soutenir l'Allemagne dans ses efforts pour se libérer des contraintes du traité de paix de Versailles, y compris en ce qui concerne les questions territoriales, a toutefois incité Hitler à accepter l'invitation à négocier. La délégation de négociation allemande, dirigée par le maréchal général Werner von Blomberg et composée des généraux Fritsch et Keitel ainsi que du secrétaire-interprète Grassmann, traversa la frontière lettone-soviétique le 21 novembre 1935, en civil, dans un wagon privé d'un train. Les négociations se déroulèrent pendant les cinq jours suivants dans un train spécial soviétique stationné sur une voie de garage près de Novgorod, avec des dizaines de wagons vitrés et lourdement gardés par des soldats de l'armée rouge.

La délégation soviétique était dirigée par le maréchal M. N. Toukhatchevski et comprenait comme membres les commissaires du peuple Boukharine et Rykov ainsi que trois autres personnes, dont deux faisaient également office d'interprètes et de secrétaires. Le maréchal Toukhatchevski remit à Blomberg un mémorandum soviétique d'une cinquantaine de pages, que les Allemands consultèrent et auxquels ils répondirent en partie immédiatement. Pour les autres questions, une réserve fut émise sur ordre de Hitler, sous réserve de son accord.

La réunion suivante des délégations de négociation a eu lieu en décembre à Prague (Tchécoslovaquie). Des documents ont été échangés, complétés et de nouvelles questions et interprétations ont été discutées. La

[536] Landsberg am Lech (45 km à l'ouest de Munich), où Hitler – après un putsch raté en 1923 visant à prendre le pouvoir en Bavière puis en Allemagne – a été emprisonné, mais libéré l'année suivante.

composition de la délégation allemande resta inchangée, tout comme celle de la délégation soviétique, à l'exception de deux généraux. Boukharine et Rykov ne faisaient que passer de temps en temps. La réunion dura à nouveau plusieurs jours.

La troisième négociation, qui aboutit à un accord, eut lieu à Moscou entre janvier et février 1936. La délégation allemande fut alors complétée par l'amiral Raeder et deux généraux qui firent plusieurs fois l'aller-retour entre Moscou et Berlin pendant les négociations, transmettant et recevant des informations. La délégation soviétique était toujours dirigée par le maréchal Toukhatchevski, mais désormais Staline lui-même participait de temps en temps à la réunion, donnait des instructions et complétait les opinions soviétiques.

Après deux semaines de consultation, un document a été rédigé dans les deux langues. Les documents contractuels révisés et signés ont finalement été échangés à Berlin fin février. Le document final comportait près de soixante pages, dont nous reproduisons ci-dessous quelques extraits importants :

– La Pologne est divisée, de sorte que la partie orientale du pays appartient à l'Union soviétique. La frontière s'étend de la pointe sud de la Lituanie à l'angle est de la Tchécoslovaquie, en passant par Brest-Litovsk et Lviv, et rejoint la frontière roumaine au croisement de la frontière tchécoslovaque et roumaine à l'ouest de la Bucovine (correspondant à la ligne Curzon). Il reste à l'Allemagne le reste de la Pologne et la région de Memel au sud de la Lituanie. L'Allemagne et l'Union soviétique traiteront la Pologne à leur manière.

– L'Union soviétique et l'Allemagne considèrent que le traité de non-agression germano-polonais de 1934 a expiré.

– La Tchécoslovaquie fait partie de la sphère d'influence allemande.

– ...

– L'Allemagne promet d'œuvrer pour que l'Union soviétique ait les « coudées franches » sur la question du contrôle de la mer Noire, de la Méditerranée et des Dardanelles entre la Grèce et la Turquie.

– L'Allemagne promet de soutenir la demande soviétique d'établir une base militaire et navale pour l'accès à la mer Baltique sur le territoire de chacun des États baltes.

– L'Allemagne autorise l'Union soviétique à négocier librement avec les États baltes afin d'établir des liaisons de transport illimitées par voie terrestre vers des bases sur la côte de la mer Baltique.

– ...

– Lorsque le traité a été conclu à Moscou au tournant des mois de janvier et février, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et la Carélie orientale finlandaise étaient considérés comme faisant partie de la péninsule scandinave. La proposition de Staline de conserver ces territoires comme zone neutre « blanche » fut acceptée de bonne grâce par l'Allemagne. La frontière s'étendrait alors de l'océan Arctique au golfe de Finlande en passant par la mer Blanche, du Syvärich au Ladoga et le long du Raja jusqu'au golfe de Finlande. En outre, l'Allemagne a exigé que cette clause du traité soit marquée de manière à ce que les parties contractantes soient tenues de fournir une aide sur demande en cas de menace d'une puissance étrangère sur la péninsule scandinave désormais désignée.

– ...

– L'Allemagne et l'Union soviétique déclarent à l'unanimité que le traité de Versailles de 1919 est arbitraire et inapplicable à l'Allemagne et qu'il est donc nul et non avenu.

– L'Union soviétique accepte les mesures allemandes visant à introduire le service militaire obligatoire et à former une force armée unifiée, ainsi que l'accord naval de 1935 avec l'Angleterre.

– L'Union soviétique soutient l'Allemagne et Hitler si l'Allemagne commence à se défaire des obligations du traité de paix de Versailles.

– L'Union soviétique promet son soutien concret à l'Allemagne dans le cadre de la réintégration des territoires allemands cédés par le compromis de Versailles.

– ...

– Hitler promet à l'Union soviétique qu'une fois que l'Allemagne aura récupéré tous les territoires perdus à Versailles et ses colonies africaines, elle n'aura plus de revendications territoriales.

– ...

– Il a été décidé de négocier la coopération économique au niveau des ministres des Affaires étrangères et des experts et de convenir d'un commerce aussi large que possible entre les pays.

– ...

– ...

Comme nous l'avons déjà mentionné, les documents relatifs à cet accord ont été échangés à Berlin. Staline était représenté par le maréchal Toukhatchevski, qui était accompagné de quelques généraux et du commissaire du peuple Rykov. Outre Hitler, l'Allemagne était représentée

par le maréchal Werner von Blomberg, le général Keitel et l'interprète Grassmann.

Remarque 4

Ainsi, dès 1936, l'Europe fut tacitement divisée en une partie communiste et une partie non communiste. Par crainte d'une domination allemande en Europe, la France et l'Angleterre, et plus tard les États-Unis (Roosevelt), décidèrent d'entrer en guerre contre l'Allemagne. En prenant cette décision, ces pays ont mis entre les mains de Staline une « arme » avec laquelle ce dernier voulait réaliser son « grand rêve ». Après l'effondrement de l'Allemagne en 1945, il a pu menacer en permanence les pays vainqueurs et réduire en esclavage la moitié de l'Europe pendant près de 50 ans.

Le secret et le destin de Paul Grassmann 1944-1947

D'autres recherches personnelles que nous avons menées au cours de l'année 2014 ont révélé que le Dr Paul Grassmann, né le 25 décembre 1898 à Halle et deuxième attaché de presse à l'ambassade allemande de Stockholm depuis 1939, est certainement la personne importante que nous recherchons. La famille s'était déjà installée en Suède à la fin du XXe siècle, où Paul Grassmann a travaillé comme journaliste d'information compétent et habile sous la direction du Ministre de la propagande Goebbels. En 1939, il a été muté comme « deuxième attaché de presse » (= chargé de mission) à l'ambassade d'Allemagne à Stockholm et, à partir de 1941, il a été membre de l'organisation de renseignement du Ministre des affaires étrangères Joachim von Ribbentrop (INF III). Parallèlement, Grassmann devait non seulement travailler sous les ordres du Ministre des affaires étrangères en cas de besoin, mais également dans le cadre de missions spéciales hautement confidentielles pour le reste des dirigeants politiques et militaires allemands (Hitler, Göring, Schnurre, von Falkenhorst, Buschenhagen). Grassmann rencontra le maréchal Mannerheim pour la première fois début janvier 1941, lorsque son agent à Stockholm (« B ») l'accompagna en Finlande pour rencontrer Mannerheim, après avoir obtenu une autorisation. La mission de Grassmann consistait à transmettre au maréchal, en plus des informations que l'agent de Göring (le lieutenant-colonel Veltjens) lui avait transmises fin novembre 1940, d'autres informations de Hitler et de Göring. Nous pouvons dire que les informations ainsi obtenues par les dirigeants allemands contenaient en fait les points principaux de l'ensemble de l'énorme plan « Barbarossa » et la possible future contribution de la Finlande à celui-ci « Cas Barbarossa Trois ».

Au cours de cette rencontre, Grassmann met inopinément en garde

Mannerheim contre un éventuel coup d'État militaire si Mannerheim et R. Ryti, élu entre-temps Président, n'acceptent pas les exigences allemandes d'utiliser le territoire finlandais pour leur armée dans leurs opérations militaires contre l'Union soviétique.

La contribution de l'armée finlandaise resterait marginale, c'est-à-dire qu'elle se déplacerait après les troupes allemandes vers l'ancienne frontière de l'Empire. Pour Mannerheim, ces informations étaient choquantes, car Grassmann ne mentionnait pas seulement la participation de civils, mais aussi de militaires.

Au cours de l'année 1940, le commandement allemand avait transmis à Mannerheim à plusieurs reprises, à l'aide de documents qui lui avaient été envoyés par courrier, des informations tenues strictement secrètes sur des changements de la situation politico-militaire en Europe qui avaient été d'une importance décisive pour l'ensemble de la Seconde Guerre mondiale et avaient contraint l'Allemagne à modifier toute sa politique étrangère et militaire dans la région scandinave. Il s'agit par exemple de la lettre de Hitler à Mannerheim du 29 juin 1940[537] et de la lettre du Ministre des affaires étrangères v. Ribbentrop du 23 juillet 1940.[538]

Remarque 5

À l'initiative de ma « tête de réseau » suédoise, nous avons commencé (2008-2013) à faire des recherches sur une personne militaire allemande possible, anciennement connue sous le nom de « Grassmann » (le « colonel » n'était probablement qu'une sorte de nom de code), qui avait rencontré le maréchal Mannerheim (VT) pendant la guerre. Il s'est avéré qu'il s'agissait du Dr Paul Grassmann déjà mentionné. Il travaillait depuis 1939 comme informateur à l'ambassade allemande de Stockholm et fut transféré en 1941 dans l'organisation de renseignement INF III de Ribbentrop.

Mannerheim rencontra Grassmann pour la première fois début janvier 1941 et à plusieurs reprises durant l'été 1944. Envoyé directement par Hitler, Grassmann fournit des informations importantes aux dirigeants allemands sur le plan Barbarossa et la contribution possible de la Finlande à ce plan. Avec l'aide de son propre agent (VT), Mannerheim obtint un mémorandum de plus de cent pages sur la Seconde Guerre mondiale, qu'il jugeait très important, et joignit les documents traduits en finnois au dossier S-32 en 1944.

[537] Hautamäki, 2004, pp. 213-215.
[538] Hautamäki, 2004, pp. 225-226.

Lors de nos recherches sur le passé de Grassmann, nous avons découvert que son fils Gösta Grassmann (né en 1943) vivait à Stockholm après une carrière diplomatique à la retraite. Nous l'avons rencontré, ainsi que sa femme, avec deux de mes « réseauteurs » à Berlin (2013) et à Stockholm (2014). C'est ainsi que nous avons également appris le sort du père Grassmann.

À la fin de la guerre en 1945, la Suède avait déporté Grassmann en Allemagne, où il fut immédiatement emprisonné par les Alliés, mais dut être libéré en 1947, car innocent. Lors du voyage de retour, lui et sa femme norvégienne, venue le chercher, ont « disparu » de nuit du ferry Copenhague-Malmö. Il n'y a guère eu d'enquête et l'affaire restera à jamais irrésolue. Comme on connaissait les modes opératoires des Alliés (Rudolf Hess, 1987), on a peut-être estimé que Grassmann « en savait trop » et devait « disparaître ». Le « colonel » Paul Grassmann était un ami de la Finlande – nous honorons sa mémoire !

Le pacte de sécurité européen de Staline et Hitler de 1936

Après la mort du dictateur polonais J. Pilsudski en 1935, Staline propose des négociations avec le dirigeant allemand Hitler afin d'aménager les relations entre les deux pays de manière à mieux refléter la situation militaro-politique confuse en Europe. Cela serait nécessaire pour que les deux pays puissent coopérer plus efficacement et pacifiquement afin de déterminer leurs propres besoins, indépendamment des pressions de la Grande-Bretagne, de la France et, dans une certaine mesure, des États-Unis, sous le prétexte du traité de paix de Versailles. Staline a laissé entendre que l'Union soviétique soutiendrait le désir de l'Allemagne de se libérer des contraintes de Versailles, à condition qu'il y ait un accord entre l'Allemagne et l'Union soviétique sur d'autres questions économiques, militaires et politiques entre les deux pays.

On espérait que l'Allemagne enverrait une petite délégation militaire avec seulement quelques hommes faisant autorité pour des discussions préliminaires. L'ambassadeur soviétique à Berlin, chargé de cette affaire, a souligné que toutes les questions liées aux négociations devaient être tenues strictement secrètes.

Cet accord n'a pas encore été mentionné dans les études d'histoire militaire finlandaises ou étrangères. Nous avons toutefois trouvé un mémorandum présenté à l'été 1944 par le Dr Paul Grassmann, un envoyé désigné par le commandement allemand pour soutenir les négociations[539],

[539] Hautamäki, 2004, pp.42-47.

et qui était joint au dossier S-32 n° 2 1941-1946 du maréchal Mannerheim. Cet accord, signé à Berlin fin février 1936, divisait « tacitement » l'Europe en groupes d'intérêts afin d'éviter les conflits entre les pays.

En même temps, la justification de Staline et de Hitler pour la cause que ces deux dirigeants des puissances européennes émergentes du XXe siècle ont choisi de défendre est claire : briser et corriger l'injustice de la vengeance et de la haine infligée notamment à l'Allemagne lors du règlement final de la Première Guerre mondiale, la paix de Versailles du 28 juin 1919. La Russie, qui avait combattu en tant qu'alliée des vainqueurs, a également subi le même sort lorsqu'elle a été prise dans le tourbillon de la révolution et a conclu une paix séparée avec son ancien ennemi à Brest-Litovsk le 3 mars 1917, abandonnant ainsi la lutte.

C'est ainsi que s'affrontèrent les deux États maltraités, dont la Russie, qui prit le nom d'Union soviétique en 1922 (peu avant la mort de Lénine en 1924) et qui était désormais dirigée par Staline, voulait récupérer le territoire perdu par l'empire russe et son prestige de grande puissance, et était déterminée, avec le socialisme comme moyen idéologique de réaliser son « grand rêve », à instaurer une dictature mondiale du prolétariat qui devait être répandue partout.

> *« J. V. Staline a planifié cette guerre. Ses préparatifs étaient vastes et variés. Son point de départ était de pouvoir déterminer lui-même le moment du lancement. Hitler a définitivement détruit ses calculs ».*[540] [541]

Dr Paul Grassmann (nom de code « Oberst ») Membre de l'équipe de négociation allemande en 1935-1936, il a personnellement élaboré les parties les plus importantes du document top secret entre l'Union soviétique et l'Allemagne sur les intérêts des pays en Europe, ratifié à Berlin fin février 1936. Outre ses fonctions auprès du Ministre des affaires étrangères von Ribbentrop, Grassmann était également un agent et un coursier de confiance du haut commandement allemand, qui s'est révélé être une source d'information importante et un ami de la Finlande lors de sa rencontre avec le maréchal Mannerheim. Le drame de la guerre fut la suite du destin de Grassmann. Après avoir reçu l'ordre de Himmler de rentrer chez lui à l'été 1944, à la suite d'une enquête sur l'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944, il s'enfuit le 25 juillet 1944 en Finlande, où il resta encore quelque temps sous la protection de Mannerheim.

En juillet, Mannerheim demande à son agent (VT) d'interviewer Grassmann en secret pendant une semaine à Vammala. Pendant ce temps,

[540] Dodd, 1942, pp. 305, 424, 444, 446.
[541] Hautamäki, 2004, pp. 228-230.

celui-ci peut rédiger pour Mannerheim un bref rapport complet sur la situation politico-militaire en Europe, qui finit par dégénérer en Seconde Guerre mondiale.[542]

Quel était le sort de l'autre côté, celui des représentants soviétiques ?

Staline considérait-il qu'ils avaient outrepassé leurs pouvoirs, notamment le maréchal M.N. Toukhatchevski, qui avait passé quelques mois « en service commandé » dans les États-majors des grandes puissances européennes et qui devait être exécuté avec deux civils staliniens influents qui faisaient alors partie de l'équipe de négociation, N.I. Boukharine et A.J. Rykov.

Quel est le contexte de l'accord entre Staline et Hitler de 1936 et son importance pour Staline ?

– Le fiasco politique du traité de Versailles du 28 juin 1919 doit être exploité.

– Donner à l'URSS le temps de construire un État militaire industriel fort.

– Inciter les capitalistes à se battre entre eux.

L'Union soviétique doit faire preuve de retenue et attendre le bon moment. Réveiller les puissances occidentales face à la menace d'une nouvelle Allemagne (= Hitler).

– Les préparatifs longs et ciblés commencent au début des années 1930. L'objectif est clair – dictature mondiale prolétarienne = héritage de Lénine :

1ère étape 1930 = Tentative de putsch en Finlande 1930-1932.[543]

2e étape 1937 = occupation de la Laponie finlandaise, suédoise et norvégienne + confiscation de la région de la mer Baltique.[544]

L'accord Staline / Hitler de 1936 et son importance pour Hitler

La proposition de négociation de Staline suscita d'abord la méfiance de Hitler, mais le projet d'agenda du Kremlin présenté par l'envoyé soviétique à Berlin contenait également des sujets d'un tel intérêt pour l'Allemagne qu'il fut décidé de les examiner.[545] Lorsqu'on examine l'importance de l'accord pour l'Allemagne et Hitler, il convient de tenir compte des condi-

[542] Hautamäki, 2004, pp. 27-28.
[543] Hautamäki, 2004, p. 329, note n° 5, déclaration de Manuilski en 1930
[544] Hautamäki, 2004, pp. 29-41.
[545] Hautamäki, 2004, pp. 42-43. p. 41 opération « renne »

tions de base suivantes :

– La situation générale en Europe à cette époque, mais aussi le positionnement général sur la scène politique mondiale ainsi que le développement économique et technologique des grandes puissances au cours de la période 1919-1936 après le traité de Versailles.

– L'émergence de dictatures nationales.

– La sécurité internationale.

– La Société des Nations perd de son importance.[546]

L'offre et « l'ouverture de la compétition » sont faites le 21 novembre 1935 par l'hôte du Kremlin de l'Union soviétique naissante, Staline. Il a un objectif universel, pour la réalisation duquel il faut du temps et une base idéologique (la dictature du prolétariat) au sein des peuples fatigués des guerres, des dépressions économiques et de l'exploitation créée par les capitalistes.[547]

Quelle attention Hitler a-t-il portée à l'importance de ce pacte ?

Nous découvrons rapidement les avantages du pacte et les possibilités qu'il offrait pour atteindre certains des objectifs importants que Hitler s'était fixés pour sa politique étrangère, économique et militaire :

1) Corriger les erreurs du traité de paix de Versailles du 28 juin 1919, qui était également favorable à l'Union soviétique.

2) La sécurisation militaire de l'arrière allemand en perçant la brèche dans le probable blocus allié. Cela permettrait peut-être d'éviter une guerre sur deux fronts, qui fut le cauchemar de Hitler pendant la Première Guerre mondiale de 1914-1919.[548]

3) La délimitation convenue des intérêts était un point de départ satisfaisant pour les objectifs négociés de l'unification allemande. La conclusion d'un accord naval entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne en 1935 en serait déjà un bon exemple.

4) L'armement de l'armée, basé sur le service militaire obligatoire, devait être amélioré. Les matières premières nécessaires devraient être obtenues, l'industrie de l'armement relancée et l'armée formée. Staline doit rester de bonne humeur et la délimitation des frontières et des régions doit être gérée de manière flexible (question de la Lituanie).

---

[546] Comparez le rôle de l'ONU au XXIe siècle !

[547] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939 ; p. 289, annexe n° 3, discours en russe.

[548] Staline reconnaissait lui aussi l'importance de cette situation et était prêt à en faire profiter Hitler politiquement si nécessaire.

5) Surveiller l'équilibre entre le volume de livraison du contrat commercial et la différence de niveau technique entre les produits échangés. Les capacités de transit de la gare frontière (Malkinia) ne suffisent pas à produire les quantités de matériel nécessaires pour une longue durée de guerre (surfaces de stockage, différence d'écartement des voies (arrêt intermédiaire), etc.). La doctrine la plus importante de toute la conduite de la guerre serait la « guerre éclair », si une conduite active de la guerre devait finalement avoir lieu.

6) La structure de sécurité collective en Europe s'était effondrée. Cela impliquait une modification du rôle de la Société des Nations, au service de l'influence décisive accrue des « vainqueurs » européens de Versailles sur les décisions pratiques de l'organisation.[549]

Considérons encore une fois les éléments internes et externes de cet accord, qui montrent avec une rare clarté le désir de l'Union soviétique de préserver son espace politique et militaire libre dans la grande guerre (la Seconde Guerre mondiale) que nous allons provoquer entre les pays capitalistes, avec leur lourde culpabilité, mais en maintenant notre Union soviétique pacifique assez longtemps en dehors de celle-ci. [550] Cette déclaration du « chef de l'école (institut) de guerre politique de Lénine » peut tout à fait être considérée comme une ligne directrice pour l'action de Staline dans la réalisation de son « grand rêve » à l'avenir.

Les « instruments » politiques et militaires nécessaires ont été utilisés par Staline d'une manière que l'on peut qualifier de magistrale et d'effrayante.

– Tout ce qui est convenu oralement ou par écrit est soumis au secret nécessaire.

– Les médias internes sont entièrement entre les mains du régime, de sorte que toute information externe (radio, presse) est « filtrée » pour servir les objectifs du Kremlin.

– L'homogénéisation interne de la société en vue de préparer la guerre a pris la forme d'une épuration politique continue, basée sur la peur et la terreur. Dans les années 1936-1938, cela s'appliquait en particulier aux milliers d'officiers supérieurs de l'armée rouge, dont trois des cinq maréchaux, par exemple, furent immédiatement fusillés.

– L'économie du pays avait été rendue progressivement fonctionnelle par le plan quinquennal de 1928-1936 et servait avant tout aux besoins du réarmement militaire. La phase de production de la quatrième année du plan était sur le point de s'achever en 1941, influençant ainsi positivement le

[549] Comparer avec l'action de l'ONU aujourd'hui !
[550] Hautamäki, 2004, p. 329, note n° 5, déclaration de Manuilski en 1930.

développement du propre plan d'attaque de Staline (« Geroza ») avant même l'invasion allemande. La fourniture d'une aide matérielle de guerre sans précédent (prêt-bail) par les alliés, notamment les États-Unis, a commencé à influencer de manière décisive la résistance à la guerre et la victoire finale de l'Union soviétique entre 1941 et 1945.

Remarque 6

Roosevelt a-t-il donc tenu dès 1934 sa promesse de faire des États-Unis « l'armurerie des démocraties » en escroquant des fonds au Sénat pour faire tourner l'industrie de guerre de son propre pays, en avertissant soi-disant d'une menace d'attaque directe de l'Allemagne sur les États-Unis par un énorme tam-tam de propagande médiatique ? C'était la base posée bien avant l'éclatement de la crise (Seconde Guerre mondiale) en Europe, lorsque la capacité de l'industrie de l'armement à fournir rapidement aux alliés d'énormes quantités de tous les matériaux de guerre, à partir d'entrepôts ou directement d'usines, fonctionnait bien et de manière rentable. Si l'on ajoute à cela les besoins en crédits de guerre des pays européens belligérants (y compris la Finlande !), on comprend mieux le circuit qui a tiré les bénéfices économiques de la guerre des ruines et des souffrances tant de la Première (1914-1919) que de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). L'élite/la Fed étaient-elles impliquées ?

Les réserves de main-d'œuvre de Staline, dont l'existence n'était même pas prévisible à l'Ouest, ont permis à sa propre industrie de guerre d'atteindre des sommets totalement inattendus. Le nombre total de millions[551] de victimes entre 1920 et 1941 varie en fonction de ce qui est pris en compte (la famine ?). Mais le fait est que, loin d'être tous exécutés, des millions de prisonniers politiques et de criminels de droit commun ont été envoyés dans les goulags pour s'y tuer peu à peu à la tâche, tandis que les autres millions devaient travailler pour la société qui se préparait à la guerre, à des salaires de misère pour la construction d'usines, de chemins de fer, de mines, de ponts, de navires, de grands canaux, etc. Parmi les millions de citoyens laissés pour morts, la plupart subvenaient bien sûr normalement à tous les besoins de base de leur société, mais en étant pleinement conscients de l'importance globale de la force de frappe de l'armée rouge.

Ainsi, les ouvriers de l'industrie de guerre produisaient dans leurs usines, selon le modèle « stakhanoviste », des quantités inimaginables de matériel de guerre pour l'armée rouge, comme par exemple des chars, des canons, d'autres armes d'infanterie, des avions de combat, des grenades, d'autres

[551] Chercheur Antonov Ovassjenko : 67 millions / Roy Medvedev : 40 millions.

munitions, etc. quasiment comme un devoir sacré. On a essayé de dissimuler tout cela au pays des « ténèbres rouges » – et cela a plutôt bien réussi. Ce travail forcé de millions de « machines humaines » et son résultat n'ont été calculés ni par Hitler ni par les dirigeants des puissances occidentales.

Staline avait besoin de suffisamment de temps pour faire tout cela.[552] Les « chaînes d'accords » qu'il a construites sur la base de l'accord 36 présenté ici se sont donc poursuivies comme un jeu dans lequel les deux alliances et leurs dirigeants ont tenté de réaliser leurs propres plans tout en essayant de les dissimuler et d'espionner leurs amis comme leurs ennemis.

Avec son pacte d'avantages, Staline avait génialement ouvert un « jeu » lui permettant d'évaluer les réactions futures des dirigeants politiques des deux belligérants, leur volonté de faire la guerre et, peut-être de manière surprenante, l'engagement des puissances occidentales dans une politique d'entente qui, au-delà des limites idéologiques, amènerait finalement leurs dirigeants (par exemple Churchill, Roosevelt et Daladier) à convenir avec l'Union soviétique d'un anneau de blocus pour détruire l'Allemagne hitlérienne. S'il maintenait assez longtemps son armée rouge en marge d'opérations militaires actives de grande envergure et proclamait au monde sa volonté de paix, il armerait au moment opportun son « poing d'acier » – son invincible armée rouge.[553]

Remarque 7

Il faut rappeler au lecteur un problème qui devint déjà un problème pour Staline après la mort de Lénine en 1924 : la question de savoir comment satisfaire non seulement la construction et le financement des énormes capacités industrielles découlant des plans quinquennaux, mais aussi l'engagement technique et la production efficace continue qu'ils exigeaient. Dès le début, les États-Unis d'Amérique avaient ouvert à leurs grandes entreprises indépendantes les marchés d'exportation en URSS grâce à leur savoir-faire technique de haut niveau et voulaient conserver ces marchés.

Un exemple : au début du XXe siècle, l'entreprise américaine DuPont a construit cinq usines chimiques qui produisaient notamment de l'acide nitrique, un explosif essentiel pour l'industrie. Albert Kahn, le constructeur industriel basé à Détroit, s'est rendu compte des difficultés des Russes à maîtriser les détails techniques et a décidé de mettre en service une grande

[552] Manuilski, 1930.

[553] Hautamäki, 2004, p. 329, note n° 5, déclaration de Manuilski en 1930 : *« L'école de guerre politique de Lénine »*.

série d'installations industrielles. Le contrat, signé en février 1930, s'élevait à deux milliards de dollars ! Parmi les principaux projets réalisés par Albert Kahn figuraient l'usine de moteurs électriques d'Elmasy dans l'Oural, l'usine de turbines de Kharkov et l'usine de tracteurs de Stalingrad – la plupart d'entre elles étant parmi les plus grandes du monde.

Alors que les explications ci-dessus donnent inévitablement l'impression que la technologie de la production industrielle sur la fameuse « chaîne de montage » n'était pas sous le contrôle des ouvriers soviétiques, cela aussi a finalement été appris rapidement à la dure. À titre d'exemple, je citerai la rapidité avec laquelle l'armée rouge a tenté, en une occasion (la Guerre d'Hiver), de combler un manque (le ski) qui s'est avéré important même pour un soldat, et la rapidité avec laquelle ce manque a été surmonté.[554]

Le colonel U. A. Käkönen, qui a servi comme attaché militaire à Moscou, écrit dans son livre paru en 1969 : *« Le manque de connaissances en ski et le mauvais équipement hivernal s'étaient avérés fatals. Les gens devaient apprendre à skier – et ils l'ont fait en un an ! »*[555]

Le sort des travailleurs immigrés

Quelque 100 000 travailleurs américains, attirés par une propagande mensongère, sont venus en Union soviétique pour travailler dans différentes entreprises. Le paradis des travailleurs s'est rapidement révélé être un esclavage forcé, duquel il était impossible de revenir pour ceux qui avaient pris la nationalité soviétique. Les quelque 60 000 personnes qui ont émigré d'Allemagne ont subi le même sort.[556] Parmi les émigrés se trouvaient également des milliers de Finlandais qui étaient alors venus en Amérique en tant qu'immigrants (le Komintern et Staline avaient envoyé en 1931-1932 et al. notamment Aino et Hertta Kuusinen pour recruter ceux qui croyaient au « paradis des travailleurs »). De la même manière, plusieurs milliers d'ouvriers ont été attirés hors de leur pays par une propagande mensongère afin de s'installer en Union soviétique ou de faire défection si nécessaire, et ce, comme nous le savons, avec de terribles conséquences.

Staline était très soucieux que ce mensonge du « paradis des travailleurs » ne soit pas connu, surtout en Amérique, mais aussi dans les pays d'origine des travailleurs qui avaient émigré de nombreux pays européens.

---

[554] Immédiatement après la Guerre d'Hiver, d'autres lacunes dans la formation militaire en Union soviétique ont été corrigées à la suite de vastes enquêtes qui ont fait suite à des critiques.
[555] Käkönen, 1969, pp. 14-15.
[556] [NdE française : en comparaison : *Quatre années d'Allemagne de Hitler vues par un étranger* de Cesare Santoro, didi18edition.com]

Remarque 8

Nous constatons que la porte du monde des affaires américain a été ouverte dès les années 1930 par le Président Roosevelt, qui a reconnu en 1933 le statut politique de l'Union soviétique, alors marginalisée. Cela a permis au capitalisme international de construire et de financer l'Union soviétique naissante comme un brillant marché d'avenir. Ils voulaient participer à la construction et au financement de l'un des plus grands projets du monde, qui constituerait également un terrain d'essai pour un nouveau modèle de société lié à l'idéologie et au fonctionnement positif du communisme. La taille et les immenses richesses naturelles garantissaient le financement de projets de construction, sans parler des possibilités potentielles d'investissement et d'achat. Qui étaient ces représentants du capitalisme international ? DuPont et son directeur Albert Kahn étaient loin d'être les seules entreprises américaines à construire et à financer dans les coulisses du communisme.

En effet, le capitalisme international était fortement représenté dans tous les grands projets, car en tant qu'Américains, ils avaient une confiance indiscutable dans la modernité de Staline et surtout dans la vitesse de construction.

Parmi ces autres concepteurs et financiers, on trouve Loeb & CO, Rockefeller, Warburgs, Dillon, Cyrus Enton, David Kendall, Ford et bien d'autres. La question qui se pose inévitablement est la suivante : à qui appartiennent les plus grandes entreprises de construction du monde ?

Les noms de ces entreprises reflètent déjà les financiers qui sont, aujourd'hui encore, les représentants du (nouvel ordre mondial) secret qui embrasse le monde entier et contrôle souverainement toutes ses activités. L'instrument opérationnel peut-être le plus important de cette organisation, que le public évite soigneusement, est la Federal Reserve Bank (Fed/USA), qui contrôle entre autres les systèmes financiers du monde entier.

Remarque 9

Dans l'accord de 1936, les parties sont satisfaites de leurs intérêts par rapport aux principaux objectifs enregistrés par Grassmann. Cependant, tant l'Union soviétique (Staline) que l'Allemagne (Hitler) avaient d'autres intérêts importants en plus de ces intérêts territoriaux, qui comprenaient bien entendu des ensembles de questions importantes à résoudre, pour lesquelles les parties devaient parvenir à des résultats satisfaisants.

Sur les soixante pages des documents de l'accord de 1936, nous n'avons accès qu'aux principaux extraits de la prise de position de Paul Grassmann,

qui y a participé.[557] Le lecteur doit également se rappeler que l'Empire russe (Nicolas II) a combattu avec les puissances environnantes (France, Grande-Bretagne, États-Unis) contre l'Empire allemand (Guillaume II) pendant la Première Guerre mondiale, mais qu'il a été vaincu par l'Allemagne et a dû capituler.

Les bolcheviques de Lénine, qui avaient orchestré un coup d'État, ont conclu la paix à Brest-Litovsk le 3 mars 1918. Cette paix « à l'ancienne » semblait respecter les droits des capitulants, notamment en ne demandant pas de réparations de guerre les uns aux autres. De la même manière, l'Allemagne abandonna au début certaines de ses revendications territoriales, mais força à la place les bolcheviques (Trotski), qui disposaient désormais d'un certain pouvoir gouvernemental, à accepter « en grinçant des dents » l'indépendance de la Pologne et de plusieurs petits États russes.

Les pays baltes et la Finlande en faisaient partie. Malgré la déclaration d'indépendance de la Finlande approuvée par Lénine le 6 décembre 1917 à Saint-Pétersbourg et la reconnaissance de l'indépendance finlandaise le 31 décembre 1917, le Grand-Duché de Finlande devait continuer à mener une lutte armée pour en assurer la réalisation. Le traité de paix final a été signé le 14 octobre 1920 à Tartu.

Nous avons consciemment recherché ci-dessus une base plus large pour les aspirations de Staline dans la création de la nouvelle Russie, où il était désormais prêt, en tant qu'Union soviétique (1922), à entreprendre une énorme construction sociale afin de réaliser son grand rêve : la dictature du prolétariat pour dominer le monde entier.[558]

En tant qu'héritière du régime tsariste, l'Union soviétique avait un niveau de départ inhabituellement bas dans tous les domaines de la société par rapport aux grandes puissances européennes. Si une situation de crise se profilait en Europe, comme cela avait déjà été le cas dans les années 1930, les mêmes « gardiens » de la dictature de Versailles (les puissances environnantes) réuniraient à nouveau une nouvelle coalition (les Alliés) pour vaincre l'Allemagne de Hitler, qui était soudainement sortie de sa position subordonnée.[559]

L'Allemagne sous la direction de Hitler constituerait plus tard, en tant que puissance à part entière, un obstacle dangereux aux grands projets de Staline si sa force militaire ne pouvait pas être réduite à l'avenir, d'abord en

[557] Hautamäki, 2004, pp. 42-47.
[558] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, T. S. Buschevoj : « Le discours de Staline le 19 août 1939 ».
[559] Hautamäki, 2004, p. 68, les déclarations de Churchill ; p. 64, Cordell Hull ; p. 148 Roosevelt / Morgenthau ; p. 149, accord Staline / Hitler.1936.

l'engageant dans une lutte dévorante avec l'Angleterre, la France et, à nouveau, les États-Unis, qui avaient tous « annoncé » à bien des égards leur volonté de former une alliance commune, et en entraînant l'Union soviétique sur le même front (les Alliés) afin de détruire l'Allemagne une fois pour toutes.

La plus grande surprise et le plus grand danger de son contrat étaient la possibilité que Hitler puisse conclure un accord de paix ou peut-être même une alliance avec ses ennemis à l'Ouest. Staline avait besoin de temps, et il allait l'obtenir avec l'accord de 1936. J'ose affirmer que la tâche de Staline – transformer la Russie en une nouvelle superpuissance européenne (l'Union soviétique) en un peu plus de 20 ans – était à bien des égards un exploit inimaginable. Le prix qu'il a représenté pour de très nombreux millions de citoyens russes était bien sûr tout aussi inconcevable dans sa brutalité.

Considérations finales

La situation générale en Europe est caractérisée par une série de crises étatiques dont la résolution est rendue difficile par la « nouvelle » Europe créée par la paix de la Première Guerre mondiale (Versailles 1919) et dont la Société des Nations n'a pas réussi à éliminer les injustices. On peut dire sans exagérer que les graines d'une nouvelle guerre ont été semées dès le moment où les « traités de paix » ont été signés entre l'État successeur de l'Allemagne impériale (= la République de Weimar) et quelques autres États qui avaient combattu aux côtés des puissances centrales contre les puissances victorieuses (= les puissances environnantes).

Staline

Prend l'initiative fin février 1936 avec l'Allemagne (Hitler), qui se trouve en 1935-36 dans une forte phase de développement.

Ce plan, d'une grande portée temporelle, se référait clairement à la situation politique future en Europe, mais surtout comme une question de sécurité d'un jeune État socialiste basé sur les enseignements de Marx et Lénine, liée en premier lieu au développement de sa propre puissance militaire. Dans cette vision de l'avenir soigneusement cachée par Staline, l'Allemagne (Hitler) deviendrait finalement aussi un ennemi potentiel important, dont la puissance devrait être réduite par un accord commun avec l'Angleterre, la France, les États-Unis et la Pologne, qui, pour augmenter leur force de combat, se dresseraient inévitablement ensemble contre lui. Cette lutte entre les « capitalistes » devait durer suffisamment longtemps pour que l'Union soviétique puisse développer ses propres ressources militaires jusqu'à une force suffisante. Une exigence que Staline

soulignait encore à l'époque comme une nécessité pour la défense soviétique.

Pour réaliser ces plans, Staline n'avait pas seulement besoin de temps pour développer l'ensemble des ressources militaires de l'Union soviétique jusqu'au point où elles atteindraient une supériorité « cachée », ce qui était une grave erreur d'appréciation pour la plupart des pays occidentaux. En outre, la politique étrangère de Staline, toute la diplomatie internationale et la politique contractuelle, devait être habilement et, si nécessaire, impitoyablement orientée vers le soutien des intérêts soviétiques dans l'intérêt de l'Union soviétique.[560] [561]

Hitler

Dès les années 1933-1935, Hitler avait compris que le fameux assouplissement pacifique et l'abolition de la dictature de Versailles étaient une tâche très délicate, voire impossible, pour tous les représentants des États qui avaient combattu aux côtés des puissances victorieuses avec plus ou moins d'« engagement ».

Tous voulaient conserver leur butin de guerre.

La proposition de Staline pour des négociations et un accord (l'accord de 1936) est donc arrivée à un moment très opportun, même si elle a laissé planer le doute. Le secret de l'accord (l'insistance très stricte de Staline sur le secret de l'accord) a été si bien préservé par Grassmann qu'il n'a pas trouvé d'entrée éminente dans l'histoire politique. Dès 1937, Hitler savait qu'une réorganisation pacifique de la politique des États européens ne pouvait être obtenue sans l'aide du réarmement, c'est-à-dire principalement par des menaces militaires pour soutenir la politique bilatérale habituelle.

L'Allemagne avait déjà fait l'amère expérience de l'époque de Weimar, entre 1920 et 1933, lorsque les forces armées allemandes délabrées n'étaient pas plus en mesure de dissuader les grandes puissances victorieuses qu'elles ne l'étaient après la guerre lors de la conclusion des traités de paix, du pillage impitoyable des installations industrielles et autres biens non couverts par le traité de paix de Versailles à l'occupation de villes industrielles entières (Ruhr, Essen, Dortmund) ou de ports (Danzig, Königsberg). Hitler avait en effet développé sa Wehrmacht à un rythme effréné, mais celui-ci était ralenti par une série de facteurs, dont les blocus maritimes (l'Angleterre et Churchill, ainsi que les États-Unis et Roosevelt, ces derniers menant une guerre « non déclarée » sur mer à partir de 1940).

[560] Hautamäki, 2004, p. 329, note n° 5, déclaration de Manuilski en 1930.
[561] Journal de Genève, 1939.

Tout cela empêchait l'Allemagne d'accéder aux matières premières dont elle avait un besoin urgent pour son effort de réarmement.

Au début et plus tard, la doctrine de combat allemande était donc contrainte de miser sur des offensives surprises avec une force de frappe concentrée, ce qui compensait en partie la rapidité en termes de puissance militaire, mais empêchait en même temps l'armée de s'éparpiller dans des combats de longue haleine, ce qui aurait été fatal. La doctrine des Alliés (surtout de Churchill) prévoyait cependant la formation de plusieurs fronts de blocage (N, M, S, E), dont l'attaque simultanée aurait au mieux divisé l'armée allemande et réduit sa force de frappe de manière décisive. Ce n'est que grâce à une reconnaissance efficace, à la rapidité et à une concentration suffisante des forces dans un premier temps que l'Allemagne a pu détruire les différents fronts de blocage les uns après les autres, mais elle a immobilisé trop de troupes dans ces régions conquises lors de la « guerre éclair » pour pouvoir les conserver durablement à l'avenir. Ainsi, la destruction du dernier front (E) était un obstacle insurmontable les ressources n'étaient suffisantes ni en soldats ni en matériel, sans parler des conditions : partisans, boue, glace, neige et gel de -30...-40°C et enfin l'effondrement du ravitaillement. La route vers la défaite allemande lors de la Seconde Guerre mondiale avait commencé.

En 1938 encore, Churchill avait déclaré que l'armée française était à tous égards plus forte que l'armée allemande, mais... ! Pour Staline, cette évolution au début de la Seconde Guerre mondiale (Pologne, Norvège et France) fut une expérience amère, voire terrifiante. Mais Staline ne serait pas Staline s'il n'avait pas maintenant « arraché », par une politique secrète en coulisses et des accords, un précieux délai pour l'industrie de guerre de son pays et surtout pour l'armée rouge. De ce point de vue, tout semblait en ordre. L'invention astucieuse de Staline, que j'ai appelée « mobilisation silencieuse », a fait que la date réelle, encore incertaine, de la préparation à l'attaque ne serait atteinte qu'avec un certain retard (vers le 15-20 juillet 1941). Le front S du printemps 1941 (Grèce, Yougoslavie) avait échoué en tant qu'opération militaire, mais avait donné à Staline le mois supplémentaire dont il avait besoin pour l'opération « Aparatzija Geroza ». Cela, pensait Staline, était suffisant – *« Hitler ne peut pas être assez fou pour attaquer en sous-nombre ! »* Staline pensait peut-être que l'avantage temporel de la bataille en Grèce, en Yougoslavie et en Crète, finalement remportée par l'Allemagne le 31 mai 1941, repousserait la date de l'offensive Barbarossa de la Wehrmacht à plus tard en automne. En particulier, le temps nécessaire au transport des troupes blindées montrait qu'elles ne seraient guère

disponibles à temps pour l'attaque allemande sur le front principal. Tout cela garantirait que l'armée rouge puisse frapper la première, ce que les principaux maréchaux et généraux de Staline (Timochenko, Choukov, Vasilevsky, Vatutin, Chapochnikov) lui avaient expressément signifié.

Automne 2008/Le maréchal Boris Mikhaïlovitch Chapochnikov ?

Sur la base de l'échange secret de télégrammes radio entre le maréchal Mannerheim et V. Tahvanainen en 1934, puis avec les amis de Mannerheim (« Gregori », « Luci », « Irina » et « S » en personne) en Union soviétique, nous avons à nouveau enquêté sur l'identité des « personnes-codes » mentionnées dans les télégrammes. Le résultat a été que derrière le nom de code Irina se cachait finalement le maréchal Boris Mikhaïlovitch Chapochnikov, le chef du Stavka (État-major général de l'armée rouge). Chapochnikov, confident de longue date de Staline, était connu de Mannerheim comme un camarade de l'époque de la Première Guerre mondiale.

Boris Mikhaïlovitch Chapochnikov (né le 20 septembre 1882 à Tcheliabinsk dans le Caucase et mort le 26 mars 1945 à Moscou), maréchal soviétique et commandant de longue date du JE (Stavka), a commencé sa carrière militaire en 1901 dans l'armée russe tsariste de l'Empire russe. Il est diplômé de l'Académie d'État-major général de Nikolaï et a été promu au rang d'officier d'État-major en 1910. En 1912, il a été nommé chef d'État-major de la 14e division de cavalerie en Pologne. C'est là que Chapochnikov fit la connaissance du colonel de cavalerie C.G.E. Mannerheim, qui servait en tant que commandant du glorieux régiment des Oulans de la garde impériale et fut nommé commandant de la brigade de cavalerie de la garde séparatiste en 1914, après le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

De son côté, Chapochnikov servit brièvement en 1915 comme chef d'État-major de l'ensemble du front nord-ouest (Bonts-Brujevits) et fut peu après transféré en Galicie comme chef d'État-major de la Brigade indépendante des Cosaques. La brigade de cavalerie commandée par Mannerheim y fut également transférée de Pologne, sous les ordres de la 8e armée commandée par le général Brusilov. Ce dernier voulut garder le glorieux Mannerheim dans ses rangs et le nomma bientôt commandant de la 12e division de cavalerie, le promouvant au rang de major général le 19 juin 1915. Mannerheim passa les dernières années de la guerre 1916-17 sur le front roumain de Transylvanie en tant que commandant des IIe et VIe corps d'armée de cavalerie et fut promu lieutenant-général en mai 1917. Les

chemins de Chapochnikov et de Mannerheim se séparèrent en 1917, Mannerheim démissionnant de l'armée russe pour s'installer en Finlande. Chapochnikov tombe gravement malade en 1918 (peut-être une malaria non traitée).

Il convient de noter en particulier que l'élève, ami et futur maréchal soviétique et chef d'État-major de Chapochnikov, A.M. Vasilevski, combattit en 1916 dans les rangs de la 9e armée (général Letsiski) dans la subdivision 409 de la 103e division. Le flanc gauche de cette armée était assuré par la 12e division de cavalerie sous les ordres de Mannerheim, qui commandait la division séparée Wrancza. Cette division comprenait finalement 4 divisions de cavalerie, 2 divisions d'infanterie et 1 brigade d'infanterie. Elle était réputée pour sa grande moralité au combat. Le futur maréchal Vasilevski devait en être conscient, pour autant que cela concerne Mannerheim.

Chapochnikov lutta de temps à autre contre sa maladie, mais grâce à la confiance persistante de Staline en lui, on lui proposa d'autres postes exigeants dans l'armée rouge, où il put notamment mettre ses compétences d'instructeur de haut niveau au service de l'Union soviétique.

De 1921 à 1925, Chapochnikov fut à nouveau chef de l'État-major général de l'armée rouge et, de 1925 à 1927, chef du district militaire de Leningrad. Pendant cette période, Chapochnikov s'est attelé à la tâche importante de rédiger le célèbre manuel de formation militaire en deux parties, Mozg Armii (« Cerveau de l'armée »), qui a finalement été achevé en 1929 et a été utilisé dans toutes les écoles militaires soviétiques, même après la Seconde Guerre mondiale.

En tant que chef du district militaire de Leningrad, Chapochnikov connaissait bien sûr le nouvel appareil militaire finlandais indépendant et son organisation en unités de protection. Il savait également que le célèbre général de cavalerie de la Russie tsariste, C. G. E. Mannerheim, son compagnon d'armes, avait mené la lutte pour la liberté de son pays. À cette époque, Mannerheim était encore actif dans la vie civile, développant les activités de la Croix-Rouge de son pays et le travail de l'Association de protection de l'enfance fondée sous son nom. Parallèlement, il entretint des contacts étroits aussi bien avec ses camarades exilés dans différents pays qu'avec ses camarades partis servir dans la nouvelle Russie (Union soviétique, 1922). Le 10 juin 1931, Mannerheim fut nommé président du Conseil de défense créé le 11 mars 1931, mettant ainsi fin à l'attitude ouvertement communiste et socialiste de « nihiliste de défense » et aux tentatives ouvertes de coup d'État qui avaient dominé la politique intérieure

finlandaise pendant dix ans.[562]

Mannerheim put ainsi travailler avec persévérance pendant huit ans à l'amélioration de l'efficacité des forces armées du pays avant que la tempête n'éclate.

De 1928 à 1932, Chapochnikov est nommé à la tête du district militaire de Moscou et, de 1932 à 1935, à la tête de la célèbre académie militaire Frunze. Chapochnikov revient à la tête du district militaire de Leningrad en 1935-1937. La situation mondiale en Europe, au bord de la guerre, est déjà alarmante à bien des égards. Avec l'accord de Staline, Chapochnikov et ses amis (« Gregori », « Luci ») maintiennent un contact étroit avec Mannerheim par lettre et, à partir de 1934, par radio. 1937-1940 : Succédant au maréchal M. Toukhatchevski (exécuté en 1937), Shaposhnikov sert comme chef d'État-major général dans des circonstances difficiles et est promu maréchal de l'Union soviétique en 1940. La Guerre d'Hiver finlandaise, dans la planification de laquelle Chapochnikov joua un rôle de premier plan, est associée à cette période. Il est intéressant de noter que Mannerheim avait déjà reçu en septembre 1939 un message radio indiquant qu'en dépit de l'opposition des dirigeants finlandais, on ne renoncerait pas aux exigences formulées. L'Union soviétique et son commandement militaire insisteraient, afin de garantir la sécurité de leur pays dans des conditions politico-militaires modifiées, sur la mise en œuvre de l'opération « Rentier », dont le colonel russe à Narva avait indiqué les objectifs et les limites sur la carte de VT à Noël 1937.[563]

Le maréchal Chapochnikov tombe de plus en plus souvent malade et doit abandonner temporairement en août 1940 son poste de chef d'État-major, qui est repris par le maréchal K. A. Meretskov, puis à partir du 31 janvier 1941 par le maréchal G. K. Joukov, qui tente de rejoindre le front après l'invasion allemande. Joukov devient ainsi le célèbre vainqueur du front de Moscou et, plus tard, de la bataille de Stalingrad. Staline avait cependant toujours besoin de Chapochnikov qui, bien que malade, reprit le commandement de l'État-major en juillet 1942, mais dut démissionner à la fin de l'année. Chapochnikov avait déjà occupé à plusieurs reprises le poste de commissaire adjoint du peuple pour la défense soviétique, et ce poste, occupé par Vorochilov, était désormais le sien jusqu'en juin 1943. Chapochnikov a occupé son dernier poste, celui de commandant de l'Académie militaire de Vorochilov, jusqu'à sa mort le 26 mars 1945.

---

[562] Hautamäki, 2004, pp. 29-41.

[563] Tahvanainen, 1971, pp. 175-176 ; p. 188, mai 1938 ; pp. 249-260, novembre 1939.

Remarque 10

Alors que les nouvelles de la victoire arrivent d'Europe centrale et que les armées de Joukov et de Rokossovski s'approchent de Berlin, de magnifiques funérailles de soldats ont lieu à Moscou.

Sous la direction de Staline, tous les officiers supérieurs de l'armée rouge, les dirigeants politiques et les habitants de Moscou y participent. Les coups de canon retentissent. Le maréchal Boris Mikhaïlovitch Chapochnikov, grand soldat de la Russie et de l'Union soviétique, est enterré avec beaucoup d'honneur et de devoir.

Staline – *Journal de Genève* 12.7.1939

Communiqué de presse/édition nord-allemande 14.7.1941. p. 6 :

– Cette guerre doit durer le plus longtemps possible.

– Révélations sensationnelles sur le double jeu sournois de Moscou.

Genève 13.7.1941

Le *Journal de Genève* publie, sous le titre « Deux documents », un article de Henri Ruff, ancien correspondant du bureau d'information Havas à Genève, sur le double jeu de Staline contre l'Allemagne.

Ces deux documents ne sont pas vraiment nouveaux, mais leur diffusion ayant été réprimée à l'époque, il est nécessaire de les rappeler dans les circonstances actuelles. Le 27 novembre 1939, le bureau d'information de Havas à Paris a reçu des informations de son correspondant à Genève. Il s'agissait de rapports sur les évènements survenus le soir du 19 août 1939 à Moscou, lorsque Staline avait décidé de manière inattendue de conclure le pacte de non-agression germano-soviétique et ses objectifs secrets.[564]

Il n'y avait plus le moindre doute sur la véracité de cette information. Elle a été confirmée au fil du temps, notamment dans les années 1990, par de nombreuses autres publications importantes.

Le soir même où Staline avait décidé du pacte de non-agression avec l'Allemagne, il jugea nécessaire d'informer de sa politique les membres du Politburo convoqués en réunion d'urgence secrète. À l'exception de Dimitroff, les membres étrangers du Komintern n'avaient pas été invités à cette réunion.

Staline expliqua aux membres du Politburo présents ce qui suit : si l'Union soviétique conclut une alliance avec la France et la Grande-Bretagne, l'Allemagne se verra contrainte d'abandonner le plan commun pour la Pologne et de chercher un modus vivendi avec les puissances

[564] Le « grand rêve de Staline ».

occidentales.

Ainsi, une fois la guerre déclenchée, nous nous efforçons de faire en sorte que l'Allemagne puisse la mener le plus longtemps possible afin d'affamer l'Angleterre et la France. D'où notre propre approche. Nous restons certes neutres, mais nous soutiendrons économiquement l'Allemagne dans son effort de guerre. Il va de soi que notre aide ne doit pas dépasser une certaine limite qui pourrait nuire à la force de frappe de notre propre armée. À cette fin, il est indispensable que la guerre dure le plus longtemps possible et que nous puissions utiliser pendant la guerre tous les moyens dont nous pouvons décider nous-mêmes.

Si l'Allemagne devait finalement sortir victorieuse de la guerre, elle aurait tellement de travail dans d'autres domaines qu'elle n'aurait pas le temps de se retourner contre nous.

Si nous sommes assez habiles pour exploiter les évènements politiques et militaires, nous pourrions venir en aide à la France, devenue entre-temps communiste, et en faire notre alliée. Il en irait de même pour toutes les autres nations qui étaient tombées sous la domination allemande. Staline conclut ainsi :

1) Il est dans notre intérêt qu'une guerre éclate : entre l'Allemagne et le bloc anglo-français.

2) Pour nous, il est important que cette guerre dure le plus longtemps possible.

3) Nous devons intensifier notre travail communiste dans tous les pays en guerre afin d'être bien préparés pour le moment où la guerre prendra fin.

La révélation de ce plan par le bureau d'information de Havas le 27 janvier 1940, comme nous pouvons bien le comprendre, n'était certainement pas une aubaine pour Moscou. En effet, Moscou a immédiatement intensifié ses invectives semi-officielles contre l'agence française. Dans un article de la *Pravda*, Staline lui-même osa affirmer que les informations de Havas étaient un mensonge du premier au dernier mot : *« Il ne sait pas dans quel 'café musical' de Paris ces informations auvaient pu être trouvées... ».*

Mais quelques jours plus tard, un nouveau rapport, non moins sensationnel et tout aussi indiscutable, fut publié. Cette fois, il ne s'agissait de rien de moins qu'un guide d'action du Komintern, qui devait clarifier et défendre l'ancien bulletin de Staline, dont la diffusion avait été si malheureuse.

La révélation et la publication de ce code de conduite pour le public eurent lieu dans l'édition du 11 décembre 1939 de l'organisation parisienne presque inconnue « L'ORDRE National ». Il s'agissait bien entendu d'un

ordre adressé aux chefs de région communistes et à leurs adjoints ainsi qu'aux secrétaires généraux des partis communistes français et belge.

L'existence de ce document devait être tenue strictement secrète. Il était daté du 25 novembre 1939. Les informations du bureau d'information de Havas sur la nature et le plan de la pensée de Staline se révélèrent une fois de plus tout à fait exactes ; l'instauration du système soviétique dans tous les pays capitalistes par la révolution mondiale reste le seul objectif de la politique étrangère de la Russie soviétique. Seule la guerre européenne crée des conditions et des prémisses favorables au déchaînement de la révolution internationale.

> *« ...Nous avons déjà atteint notre objectif, à savoir le déclenchement d'une guerre générale, sans en assumer la responsabilité devant le monde et sans y participer directement. Nous soutiendrons les Allemands tout au long de la guerre européenne afin qu'ils puissent résister le plus longtemps possible.*
>
> *Nous n'irons cependant pas jusqu'à permettre aux canons allemands de célébrer une grande victoire. De cette façon, nous garderons la solution entre nos propres mains ».*

Un ancien correspondant genevois du bureau d'information de Havas conclut son briefing par ces mots :

> *« Ainsi, le calcul impitoyable et de sang-froid de l'Union soviétique est devenu extrêmement clair et, en même temps, la décision du gouvernement français de rompre les relations avec les maîtres du Kremlin doit être considérée comme totalement justifiée ».*[565]

La guerre mondiale contribue à la révolution mondiale

Le pacte de non-agression est un élément important des plans du Komintern.

Moscou septembre 1939

La circulaire suivante, rédigée sous forme de dialogue, a été envoyée aux hauts dirigeants communistes en Russie et à l'étranger la veille de la conclusion du pacte de non-agression avec l'Allemagne.

(Interrogateur : A et répondant du Komintern : B) :

> *A : « L'objectif final du Komintern a-t-il changé ? »*
>
> *B : « Non, le but final du Komintern est exactement le même : la révolution mondiale ».*
>
> *A : « Une révolution mondiale est-elle possible dans un avenir proche ? »*

[565] Traduction de l'auteur 08.05.2011

B : « Non, toutes les tentatives de déclencher une révolution mondiale ont échoué ».

A : « Le déclenchement d'une révolution mondiale pourrait-il être accéléré par davantage d'agitation ? »

B : « Non, (suit une liste de raisons pour lesquelles cela n'est pas possible dans des pays avec des systèmes différents).

A : « Comment pourrait-on alors accélérer la révolution mondiale ? »

Signature du pacte Molotov/Ribbentrop à Moscou le 23 août 1939. Boris Chapochnikov au fond à gauche, puis Ribbentrop, Staline à côté et Molotov devant. Les autres sont des interprètes

B : « Une guerre de longue durée et à grande échelle (suivent des explications détaillées et des citations de Marx, Engels et Lénine) ».

A : « Une guerre européenne est-elle dans l'intérêt du Komintern ? »

B : « Oui, dans la mesure où une telle guerre ouvre la voie à la révolution des masses (citant ici encore Lénine). »

A : « Une alliance militaire entre l'Union soviétique, l'Angleterre et la France pourrait-elle accélérer le déclenchement d'une guerre ? »

B : « Non, un tel accord entre l'Union soviétique et les puissances occidentales inciterait l'Allemagne à ne pas s'engager dans une aventure 'militaire' ».

A : « Une alliance germano-soviétique va-t-elle accélérer le déclenchement de la guerre ?

B : « Oui car la neutralité (de l'alliance) de l'Union soviétique permettra à l'Allemagne de réaliser ses propres plans ».

A : « Que se passerait-il si l'Union soviétique ne concluait pas du tout d'alliance, ni avec l'Allemagne, ni avec l'Angleterre et la France ? »

Staline et Chapochnikov – 1935

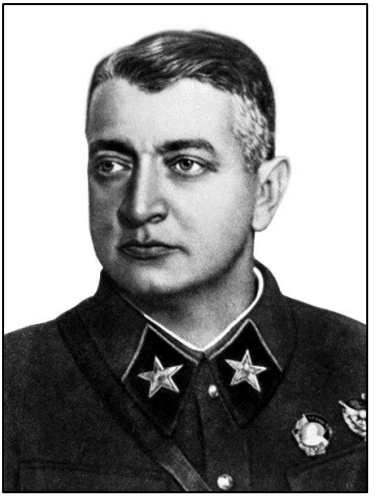
Colonel U. A. Käkönen, Chef du service de renseignement du quartier général

Kliment J. Vorochilov, l'homme de confiance de Staline

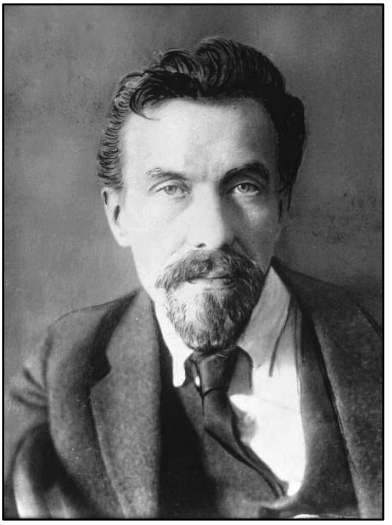
Maréchal K. A. Meretskov, Commandant du district militaire de Leningrad

A. M. Vasilevski, Chef de l'État-major général

Amiral Erich Raeder, Commandant de la marine allemande



Maréchal M. N. Toukhatchevski
Développeur des troupes blindées et parachutistes de l'armée rouge, exécuté en 1937



A. I. Rykov
Adjoint de Lénine 1924, président du Conseil central 1938, exécuté

Lieutenant N. I. Boukharine
Président du Komintern
Rédacteur des Izvestia 1934-1936
Exécuté en 1938

Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Yalta du 4 au 12 février 1945

B : « Tant que l'Union soviétique ne rend pas publique sa décision sur cette question, une solution pacifique des conflits est possible ».[566]

A : « Que devrait faire l'Union soviétique pour accélérer le déclenchement d'une révolution mondiale ? »

B : « Soutenir l'Allemagne pour qu'elle puisse commencer une guerre, puis essayer d'influencer cette guerre (commerce bilatéral) pour qu'elle dure le plus longtemps possible ».

La circulaire aurait été élaborée dans le cadre d'une réunion au Kremlin. Étaient notamment présents Staline, Molotov, Vorochilov, Andrej Jdanov, Lazare Kaganovitch, Andreï Andreïev, Nikolaï Chvernik, Anastase Mikoyan, Lavrenti Beria, Mikhaïl Kalinine. Elle fut publiée pour remédier au mécontentement des dirigeants communistes et leur expliquer pourquoi l'alliance avec l'Allemagne avait été conclue.[567]

[566] C'est exactement ce sur quoi comptait Hitler, c'est-à-dire que si les puissances occidentales cessaient d'aider Staline, il s'assiérait très probablement à une table de négociation commune.
[567] Svenska Pressen n° 207, 8 septembre 1939, Helsinki.

CHAPITRE 14

Ambitions personnelles des dirigeants et buts de guerre cachés

Nous avons déjà constaté que les objectifs secrets des principaux dirigeants des grandes puissances (Daladier/Reynaud, Churchill, Roosevelt, Staline, Hitler) pendant la guerre étaient assez différents, mais en même temps tous étonnamment cyniques et égoïstes. Ceux-ci se révèlent dans les plans secrets que les « trois grands » (Roosevelt, Churchill, Staline) en particulier ont forgés avant la fin de la guerre (Casablanca 1943, Québec 1943, Téhéran 1943, Yalta 1945), en partant du principe que leur supériorité militaire et matérielle suffirait déjà à vaincre l'ennemi commun, l'Allemagne, et à établir un nouvel ordre mondial selon leur propre plan secret.[568]

France – Daladier poursuit la politique de Clemenceau / Poincare de 1919 à 1945

Jusqu'à la fin des années 1930, la France, avec son armée (blindée) plus puissante à l'époque, s'efforçait d'affaiblir militairement l'Allemagne d'une certaine manière. L'Allemagne devait être maintenue derrière la ligne Maginot par les avantages accordés à la France par le traité de paix de Versailles de 1919, dans les « entraves » imposées à l'Allemagne par les puissances victorieuses (et les États qui les entouraient) de la Première Guerre mondiale. La crainte d'une Allemagne plus forte restait cependant présente. Hitler, en revanche, ne donnait pas lieu à de telles considérations, et l'Allemagne soutenait le fort sentiment anti-guerre qui se répandait en France depuis 1939. L'objectif était d'empêcher la France de se joindre au front réclamé par la Grande-Bretagne et les États-Unis (Churchill/Roosevelt) pour vaincre l'Allemagne. Dès octobre 1939, Staline rejoindrait secrètement ce front.

Ce groupement politique très belliqueux (Reynaud, Mandel, Coulondre, Gamelin, Bonnet), fortement encouragé par Churchill, conduisit la France, sous la direction de Daladier, à déclarer la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939, conjointement avec l'Angleterre. La France avait rejoint les

[568] Lina, 1994, pp. 162-183.

ennemis de l'Allemagne ![569] Hitler voulait lancer une guerre éclair sur la France (campagne de l'Ouest) dès l'automne 1939, mais le mauvais temps, l'arrivée de l'hiver et la découverte prématurée du plan après l'atterrissage forcé par erreur en Belgique d'un avion avec un officier allemand à son bord ont entraîné le report de l'attaque au printemps 1940 (10 mai 1940).

Afin d'empêcher la formation d'un front fort (M) formé par la France et le corps expéditionnaire britannique, Hitler exclut la France ainsi que la Belgique et la Hollande, une fois de plus fermement engagées dans le camp habituel, du front ennemi bloquant l'Allemagne (armistice et capitulation de la France le 23 juin 1940, les pays du Benelux avant).

Au début du printemps, l'Allemagne, après avoir découvert les plans de blocus (N, M, S et E) convenus par Churchill et Staline (interception de l'avion du courrier le 9 février 1940), a également empêché la formation du front N au nord en lançant une attaque rapide (« *Weserübung* ») sur le Danemark et la Norvège le 9 avril 1940. Cela s'est également produit à la dernière minute, 24 heures seulement après que les Britanniques aient déjà posé trois grands champs de mines dans les eaux territoriales norvégiennes (8 avril 1940) afin de bloquer les transports de minerai non autorisés et de préparer leur grande invasion imminente sur les routes des navires minéraliers de Narvik vers l'Allemagne. Les chasseurs alpins du général E. Dietl (2 000 hommes), transportés par dix destroyers, débarquent à Narvik aux premières heures du 9 avril 1940, après un voyage en mer enneigé, en évitant les champs de mines britanniques, et occupent la ville.[570]

Le lendemain, une division de la marine anglaise pénètre dans l'Ofottjord (fjord de Narvik) pour en chasser les Allemands et préparer l'entrée imminente des forces anglo-françaises. Dans la bataille navale qui s'ensuivit, les deux camps subirent des pertes et lorsque les chasseurs alpins allemands, qui avaient encore un bon esprit de combat, tentèrent de s'échapper du fjord les 11 et 12 avril, cela s'avéra impossible. La marine lourde britannique avait déjà fermé la sortie du fjord et, lors d'une nouvelle attaque le 13 avril, elle a coulé les destroyers allemands restants. Leurs équipages furent sauvés par les chasseurs alpins allemands et la plupart des marins devinrent des fantassins. Cette « armée de Dietl » (désormais environ 4 500 hommes) parvient toutefois à tenir la zone de Narvik contre 24 000 troupes alliées et la flotte britannique. Les combats s'achèvent début juin 1940 avec le retrait du corps expéditionnaire par Churchill, afin de

[569] Hautamäki, 2004, p. 330, numéros 14 et 15 ; pp. 332-333, numéro 35.
[570] Parmi les documents capturés par les Allemands le 9 février 1940 se trouvaient les cartes des mines britanniques.

renforcer le front français (M) sur le point de s'effondrer et, surtout, d'empêcher une éventuelle invasion allemande de l'Angleterre par la Manche.

Angleterre – de Churchill, Ministre de la Marine, à Churchill, chef de guerre

Winston Churchill, Ministre de la Marine, qui devint chef de guerre et Premier ministre de l'Angleterre le 10 mai 1940, vécut comme un choc l'échec de son opération en Scandinavie, mais surtout, peu après, l'effondrement de la France. L'Allemagne contrôlait désormais les côtes de la Manche face à l'Angleterre et avait démontré la force et la rapidité de ses armées terrestres lors de sa dernière campagne en France. L'invasion des îles britanniques par cette armée signifierait la destruction certaine de l'Angleterre et la dissolution du centre de l'empire britannique. Un effort fiévreux a alors été entrepris pour empêcher l'invasion, que Hitler a su dissimuler de manière spectaculaire (« Lion de mer »). Sans reconnaître le caractère de Churchill et l'influence manipulatrice et puissante de Roosevelt, Hitler interdit notamment l'anéantissement de l'armée coloniale britannique (368 000 soldats) dans le « piège » de Dunkerque dans la Manche et autorisa leur évacuation (opération Dynamo) vers leur île, en laissant derrière eux tout leur équipement.[571]

Chaque soldat britannique qui traversait la Manche était enregistré. Les Français, dont environ 40 000 étaient pris au piège, furent capturés et ne furent pas comptabilisés.

Le 23 juin 1940, Hitler a même soumis à Roosevelt une offre de paix et de négociations pour sortir l'Europe de la guerre. Hitler ne pouvait toujours pas croire que ses offres n'avaient pas la moindre chance d'être acceptées. Les États-Unis, sous la direction de Roosevelt, avaient accepté dès le début d'entrer dans la guerre européenne à condition qu'aucune paix ne soit signée avec Hitler, à quelque condition que ce soit.

Remarque 1

Peut-être plus importante encore pour la stratégie de guerre européenne de Churchill était la certitude d'amener Staline et l'Union soviétique à agir ensemble contre l'Allemagne. Cela engagerait l'Allemagne dans une guerre sur au moins deux fronts, qui avait toutefois perdu une partie de sa signification après l'effondrement de la France. En tout état de cause, Churchill

[571] Un « voile » presque incompréhensible recouvre l'ensemble de l'affaire. Churchill en fait une victoire pour remonter le moral du peuple. Pourquoi Hitler, qui permet toute la fuite, interdit-il à sa 2e armée de chars d'anéantir l'ennemi ?

était prêt à faire de larges concessions à Staline en matière de politique de sécurité, afin de considérer l'Union soviétique comme une menace décisive dans le dos de l'Allemagne (aux dépens des petits pays neutres, bien entendu).[572]

Mais le Président Roosevelt était la « paille » à laquelle Churchill devait se raccrocher désespérément et sans relâche, car sans les États-Unis et l'Union soviétique comme alliés, l'Angleterre était vouée à la ruine. Le fait de savoir que les États-Unis disposaient d'énormes ressources dès qu'ils avaient mis en route leur économie de guerre encouragea Churchill à faire tout ce qui était en son pouvoir pour convaincre Roosevelt d'impliquer les États-Unis dans la guerre dès que possible.[573][574] (Comparer Churchill / Wilson 1916-1917.)

Depuis la création de l'Allemagne en 1871, les Britanniques ont toujours eu en vue, comme point de départ et « axe de marche » immuable de leur politique étrangère impériale, l'Allemagne en tant que puissance continentale forte, qui représentait une menace pour la puissance mondiale britannique et l'empire britannique. À l'avenir, lorsque le rapport de force militaire et surtout économique en Europe pourrait changer radicalement, l'objectif devait être d'éliminer complètement l'influence allemande, indépendamment de qui était au pouvoir en Allemagne le Chancelier de la République de Weimar, le Kaiser ou Hitler. L'Allemagne devait, si possible, être maintenue sous le diktat de Versailles et, dans le cas contraire, être détruite.

Lorsque l'Allemagne impériale, dernière puissance européenne à la fin du XIXe siècle, a commencé à acquérir ses propres colonies, cela a également été perçu comme une menace pour l'Empire, en particulier en Grande-Bretagne (À l'avenir, pour protéger sa flotte marchande, l'Allemagne pourrait par exemple également exiger une forte augmentation de ses forces navales afin de garantir ses relations avec ses colonies). Seule la supériorité totale de la marine britannique garantirait à l'Empire la suprématie dans la guerre sur toutes les mers du monde. Elle serait, si nécessaire, le facteur militaire le plus important pour la défense de l'Empire insulaire et, en même temps, pour la destruction de tout le trafic maritime des mers du monde par l'ennemi (= l'Allemagne) et pour l'enfermement de l'Allemagne dans un blocus maritime impénétrable.[575] Cependant, lors du traité de Versailles de 1919, toutes les colonies allemandes furent expro-

[572] Hautamäki, 2004, pp. 64 et 148, déclarations de l'US AM Cordell Hull.
[573] Burckhardt, 1960, p. 225.
[574] Charmley, 1993.
[575] Hautamäki, 2004, p. 228, le monologue de Mannerheim.

priées et réparties entre les vainqueurs, l'Angleterre et la France recevant les *« meilleurs morceaux ».*

Churchill : *« ...j'aurais pu lever le petit doigt pour empêcher le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale mais je ne l'ai pas voulu ». « Bien ou mal — mon pays ! »*

Qu'il nous soit permis de faire ce clin d'œil à Churchill, qui a agi presque comme un dictateur pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous comprenons peut-être mieux ce qu'il a dit dans l'après-guerre :

> *« 'Si l'Allemagne avait gagné la guerre, j'aurais certainement été pendu comme le plus grand criminel de guerre'. Cela aurait peut-être été effectivement le cas, car un doigt pointé à temps par Churchill aurait pu sauver la vie de 40 à 50 millions d'innocents ».*[576]

L'envoyé soviétique à Londres, Ivan Maiski, avait déjà noué des relations personnelles amicales avec le Ministre de la Marine et chef de l'Amirauté, Winston Churchill, à l'automne 1939. Ses relations avec le Premier ministre Neville Chamberlain, qui nourrissait une nette antipathie envers l'Union soviétique et Staline, étaient tout à fait différentes. Churchill, quant à lui, poursuivait par ses actions une politique de puissance dure au sein de l'Empire, ne faisant intervenir aucun facteur idéologique dans ses relations avec Staline et l'Union soviétique. Les discussions de Maiski avec Churchill et son cercle intérieur étaient très positives et confidentielles. À l'époque, Churchill fit clairement savoir à Mannerheim qu'il soupçonnait fortement que l'Union soviétique et l'Allemagne entreraient en conflit en raison de leurs intérêts divergents en Europe de l'Est, malgré le pacte de non-agression (23 août 1939).

Mannerheim le reconnaît et note dans ses mémoires que le point de vue de Churchill en ce sens signifiait probablement que la Grande-Bretagne s'opposerait à la politique expansionniste de Hitler en matière d'« espace vital » dans les Balkans. Maiski comprenait évidemment cela comme signifiant qu'à ce moment-là, le 6 octobre 1939, les intérêts britanniques et soviétiques étaient en parfaite harmonie. Cette attitude était bien entendu en totale contradiction avec le pacte Molotov/Ribbentrop conclu peu de temps auparavant et l'atmosphère qui y était associée.[577] [578]

J'aimerais attirer l'attention du lecteur sur la date indiquée par Mannerheim pour son entretien avec Churchill, le 6 octobre 1939. Que s'était-il passé d'autre ?

– 19 août 1939 : discours de Staline justifiant la conclusion d'un traité

[576] Hautamäki, 2004, pp. 305-306, annexe n° 8, Sumner Welles.
[577] Weeks, 2004, p. 97.
[578] Sokolov, 2001, n° 6.

avec l'Allemagne, selon lequel Hitler oserait envahir la Pologne conformément à l'accord commun, afin d'éviter une guerre sur deux fronts, tout en recevant une déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France...

– 23 août 1939 : « Accord Molotov/Ribbentrop » à Moscou. Staline obtient plus de temps pour équiper l'armée rouge. Pour l'instant, il peut suivre en marge la lutte des capitalistes.

– 1er septembre 1939 : l'Allemagne envahit la Pologne comme convenu. L'Angleterre, la France et les États-Unis pressent la Pologne de ne pas accepter les propositions allemandes et promettent leur aide.

– 3 septembre 1939 : l'Angleterre et la France déclarent la guerre à l'Allemagne !

– 5 septembre 1939 : Ribbentrop entre à plusieurs reprises en contact avec Molotov au sujet de la question de savoir pourquoi l'Union soviétique ne lance pas l'action militaire convenue en Pologne orientale ? Réponses évasives, mensonges évidents, etc.

Ce n'est que lorsqu'il constate que la Pologne s'est effondrée en près de trois semaines et que les troupes allemandes ont largement dépassé la ligne de démarcation convenue (rivières Narew-Veiksel-San) que Staline ordonne à ses troupes d'attaquer et exige en même temps que les Allemands reviennent sur la ligne de la rivière. L'Allemagne le fera avant le 1er octobre 1939 ».[579] [580]

– Le 17 septembre 1939 : l'armée rouge attaque finalement l'est de la Pologne. L'Angleterre et la France ne déclarent pas la guerre à l'Union soviétique !

– 19 septembre 1939 : Churchill présente la première ébauche d'un plan de blocus de l'Allemagne.

– 28 septembre 1939 : Staline et Ribbentrop se mettent d'accord sur une nouvelle frontière entre les deux pays en Pologne (Lituanie !).

– 29 septembre 1939 : Churchill présente son deuxième plan pour abattre l'Allemagne (plan N, M, S, E), élaboré par son État-major (amiral Drax) et complété par le cabinet.

– 5 octrobre 1939 : la Pologne capitule. La force de frappe de l'armée allemande a été un choc pour Staline et Churchill. La Finlande se rend à Moscou pour négocier (sur la base du pacte Molotov/Ribbentrop).

– 6 octobre 1939 : l'Allemagne (Hitler) fait une offre de paix à l'Angleterre et à la France. Rejetée.

---

[579] Deutscher, 1989, p. 377.
[580] Sontag ; e.a., 2003, p. 91.

– 6 octobre 1939 : entretiens Maiski/Churchill (voir ci-dessus).

– 15 octobre 1939 : Churchill/Staline concluent un pacte de guerre secret dans lequel tous deux assurent leur part du futur plan de blocus de Churchill pour vaincre l'Allemagne (N, M, S, E).

Churchill se concentre alors résolument sur son opération scandinave (N), que le cabinet de Chamberlain à Halifax ne veut cependant pas accepter dans un premier temps pour des raisons diplomatiques (Norvège, Suède). De son côté, Staline commença à préparer sa propre contribution, qui fut d'abord traitée lors des négociations de Moscou sur la base de l'accord Molotov/Ribbentrop (exigences de l'automne 1939). Après l'échec des négociations avec la Finlande le 13 novembre 1939, Staline agit sur la base du pacte de guerre secret qu'il a conclu avec Churchill le 15 octobre 1940.[581]

Les États-Unis d'Amérique et leur évolution en tant que puissance financière

Introduction / Généralités :

– La population autochtone de l'Amérique du Sud et du Nord était composée de différentes tribus indiennes – le reste de la population des États-Unis d'Amérique est principalement d'origine européenne (Anglais, Allemands, Français, Irlandais, Italiens, Polonais, Espagnols, Scandinaves, etc. qui sont arrivés sur le nouveau continent en tant qu'immigrants, principalement dans les années 1800 et 1900).

– La découverte « officielle » du continent américain au début des années 1500 (les Vikings norvégiens avaient déjà navigué vers la côte est au tournant du millénaire) a amené des conquérants espagnols sur le continent principalement dans le Golfe du Mexique. Cependant, c'est dans les années 1600 et 1700 que les Anglais, les Français et les Néerlandais ont établi leurs colonies les plus fortes sur le continent nord-américain.

Les populations autochtones, les Indiens, étaient considérés comme des sous-hommes qui, s'ils se défendaient, pouvaient être et étaient impitoyablement exterminés !

– Après une série de guerres et, dans un certain sens, d'impérialisme, le continent nord-américain, qui était encore dominé par l'Angleterre et la France vers 1700, est devenu une fédération d'États libres le 4 juillet 1776 (date de la déclaration d'indépendance des États-Unis).

---

581 Les États baltes et la Finlande peuvent être entièrement occupés. Le 30 novembre 1939, après plusieurs provocations, l'invasion de la Finlande commence (« Guerre d'Hiver »).

– C'était le résultat d'une rébellion de 13 colonies contre la métropole et le « colonisateur » Londres, qui avait impitoyablement subordonné la structure fiscale et commerciale des colonies aux intérêts britanniques. Le 19 avril 1775, les combats contre les troupes anglaises ont commencé et la paix a été signée à Paris en 1782. Sur le drapeau américain, on peut voir 13 étoiles ! Sous la direction de Washington, la Constitution américaine est rédigée à Philadelphie en 1787 et le noyau de la nation indépendante (l'Union) est achevé en 1788.

– C'est le début du développement des États-Unis d'Amérique du Nord en tant que grande puissance. Au cours des quelque cent années suivantes, le pays est devenu la première nation de l'hémisphère occidental et son influence s'est longtemps fait sentir en Europe. Mais ce fut un chemin belliqueux et difficile. Des situations difficiles sont apparues à bien des égards, non seulement dans la mise en œuvre de la démocratie, mais aussi dans la résolution de nombreuses questions éthiques liées à la moralité et à la dignité humaine.

– L'expansion des États-Unis :

1775-1783 : première guerre d'indépendance contre les Anglais. Première guerre française contre les États-Unis en 1776, qui aboutit à la déclaration d'indépendance le 4 juillet 1776.

1790-1794 : le Président George Washington ordonne l'asservissement des Indiens. George W. Washington déclare la guerre aux Indiens en 1794.

1812-1815 : deuxième guerre contre les Anglais. L'Angleterre envoie ses troupes d'Europe au combat et une paix de compromis est signée en 1815. À cette époque, il est déjà clair que les effets des guerres menées en Europe s'étendront facilement à l'Amérique (France/Napoléon, Espagne et Vatican, Angleterre/William III et IV).

En 1823, le Président des États-Unis de l'époque, James Monroe, a estimé que les États-Unis considéraient l'ingérence des puissances européennes dans les affaires des États américains comme un acte « inamical ». L'Amérique appartient aux Américains qui, de leur côté, ne s'ingèrent pas dans les affaires européennes. Cette violation de ce que l'on appelle la « doctrine Monroe »[582] aura plus tard des répercussions sur la participation des États-Unis aux guerres européennes au XXe siècle. En 1845, les États-Unis forcent le Mexique à vendre la Floride. Le riche territoire situé au-delà du Mississippi – le Texas – présentait cependant un plus grand intérêt.

[582] Les États-Unis ne se sont formellement retirés de l'accord de Monroe qu'en 2013 (secrétaire d'État Kerry).

Un aventurier du nom de Sam Houston s'y installa et utilisa sa petite armée privée pour demander la sécession du Mexique et son rattachement aux États-Unis en 1846. La tentative du Mexique de reconquérir militairement son territoire a poussé les États-Unis à déclarer la guerre, ce qui s'est soldé en 1848 par la perte par le Mexique d'une grande partie du Texas jusqu'à la Californie (Nouveau-Mexique, Utah, Arizona, Californie du Nord). De 1861 à 1865, une guerre civile sanglante a débuté aux États-Unis, opposant principalement les États du Sud aux États du Nord sur la question des esclaves à la peau sombre.[583]

L'abolition de l'esclavage dans les États nordistes a été proclamée en 1863 et la décision formelle de libération a été prise en 1865.

La question de l'esclavage des personnes à la peau foncée et de la destruction des autochtones indiens sur les deux continents américains restera toujours un grand et lourd fardeau pour l'« homme blanc » américain, car il s'agissait en effet d'un génocide de grande ampleur, comme on le dit aujourd'hui. Entre 1600 et 1800, on estime que vingt millions de Noirs ont été expédiés des ports négriers de la côte ouest-africaine pour servir d'esclaves sur le marché latino-américain.[584] Parmi eux, un tiers (environ six millions) est mort pendant le transport. Environ deux millions d'esclaves noirs ont fini dans les plantations de café et de thé, ainsi que dans les plantations de tabac et de coton des États américains du Sud et du Nord.

Le problème de l'esclavage sur le continent nord-américain n'a pas disparu avec les proclamations (1863), mais s'est poursuivi pour les descendants d'esclaves (c'est-à-dire les citoyens américains à part entière) sous la forme d'un racisme humiliant et d'une quasi-absence de droits civiques pendant une bonne partie du XXe siècle (la loi sur l'abolition de la ségrégation raciale de 1956. Le dernier lynchage attesté remonte à 1963).

En 1867, les États-Unis ont acheté à la Russie le territoire de l'Alaska, qui s'est révélé par la suite riche en ressources naturelles, tout comme l'ensemble du continent nord-américain qu'il contrôlait. En 1898, après la rapide prise de contrôle militaire des derniers États insulaires du grand empire colonial espagnol (Cuba, Porto Rico, Guam et, de l'autre côté du globe, les Philippines), les États-Unis, ancienne colonie, étaient devenus une puissance coloniale qui régnait désormais comme un géant sur l'ensemble du nouveau continent occidental.

---

[583] Il s'agissait presque exclusivement d'une guerre économique, car la Confédération des États du Sud se sentait de plus en plus exploitée par le Nord. fr.metapedia.org/wiki/Guerre de Sécession

[584] (Note du traducteur allemand : À qui appartenaient les navires négriers ? fr.metapedia.org/wiki/trafic d'esclaves)

Un facteur non négligeable qui continue à avoir un impact est la langue généralement parlée aux États-Unis, l'anglais. Elle a été léguée aux États-Unis par l'Empire britannique après la perte de ce qui était peut-être la partie la plus importante de son empire colonial. Ce fait a joué un rôle important dans les relations de l'Angleterre et d'autres anciennes colonies avec les États-Unis en termes de personnes, de communication, de médias, de commerce, de culture et de politique internationale. Lors de différentes crises et même de guerres, cette langue commune a permis de développer un réseau parallèle d'information et de propagande que même les autres grands pays européens (Allemagne, France, Italie, Russie) n'ont pas réussi à mettre en place dans leur propre langue.

Ce contrôle et cette manipulation de l'information ont été utilisés très efficacement et impitoyablement par la Grande-Bretagne pendant les deux guerres mondiales, à l'avantage des États-Unis, afin de les entraîner dans la guerre. La plupart du matériel utilisé par l'ensemble des médias américains (presse, radio, télévision) était fourni par des canaux d'information contrôlés par les Britanniques et utilisé rapidement, sans demande de précisions ou de traductions linguistiques supplémentaires, au profit de la propagande de guerre.

Pays le plus riche de toutes les ressources naturelles connues à l'époque, les États-Unis ont pu développer d'énormes moyens de production grâce à un développement technologique fulgurant et à une liberté industrielle quasi illimitée. Cela ne s'était cependant pas fait sans de grandes difficultés et contre-mesures au début du XXe siècle pour les surmonter (prohibition, trusts, « guerres des gangsters », expériences monétaires et boursières, difficultés agricoles, régulation du pouvoir du mouvement syndical, etc.)

La nouvelle main-d'œuvre pour la société américaine et son industrie a été fournie par la croissance démographique rapide du pays – les immigrants. Des millions de personnes aptes à travailler sont parties de toutes les régions du monde pour s'épanouir dans le « pays des merveilles » américain. La liberté d'entreprendre, mais le plus souvent selon les règles d'un capitalisme cru, a peut-être réalisé le rêve de certains, mais pas celui d'autres. La réalisation la plus évidente a été, selon moi, l'évolution de l'État américain à partir de la fin du XIXe siècle : un bond de géant, malgré les difficultés évoquées. Le système démocratique reposait sur deux partis, les démocrates et les républicains, qui dirigeaient souvent le pays à tour de rôle, le Président nommé par le parti disposant également de pouvoirs considérables. Cette constellation a progressivement conduit à la corruption de la vie politique du pays par le biais de réseaux généralisés, l'argent, le dollar

américain, devenant un facteur déterminant dans la structure de la société américaine. Un exemple en est le modèle américain pour l'élection du président d'un pays, où un candidat doit aujourd'hui trouver au moins entre 10 et 20 millions de dollars pour financer sa campagne (estimation américaine) afin d'être élu ! Cela conduit à une situation dans laquelle le candidat à la présidence est et sera endetté auprès d'un soutien qui a peut-être investi des millions de dollars.

Si l'élection est un succès, la pratique ancestrale du « toi à moi, moi à toi » (*Do ut Des* « Une main lave l'autre ») sera respectée. Dans la société américaine et surtout dans ses structures gouvernementales (Congrès, Sénat, président, gouverneurs, armée, industrie, FBI, CIA, etc.) règne encore aujourd'hui une lutte impitoyable pour le pouvoir, qui semble malheureusement plutôt être un travestissement de la démocratie.[585]

Nous avons déjà traité en détail de l'évolution de la situation politique et surtout militaro-politique en Europe au tournant des XIXe et XXe siècles dans la première partie de l'ouvrage. L'Allemagne, unifiée par Bismarck en 1871, était devenue un « problème » pour la France, qui avait perdu la guerre de 1870-1871 contre l'Allemagne, et pour la Grande-Bretagne, qui voyait l'hégémonie de son empire menacée. Au tournant du siècle, la France, l'Angleterre et la Russie conclurent des alliances militaires entre elles, auxquelles participèrent également quelques petits États européens (Serbie, Italie, Roumanie, etc.), afin de former un anneau de blocage (puissances environnantes) qui devait isoler et détruire l'Allemagne impériale en cas de crise. De son côté, l'Allemagne a recruté comme alliés l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie (puissances centrales).

Cette « chaîne de dominos » d'alliances militaires mutuelles a commencé à vaciller en 1914 à la suite d'un seul attentat politique (l'assassinat de l'archiduc austro-hongrois François-Ferdinand et de son épouse le 28 juin 1914 à Sarajevo). Les grandes puissances européennes, en proie à la fièvre guerrière, furent bientôt prêtes à entamer, à l'été 1914, le premier drame des deux guerres mondiales à venir, sans même connaître la réponse à la question du pourquoi.

Nous constatons également que les décrets Monroe de ne pas s'ingérer dans les affaires européennes n'ont pas empêché les présidents américains Woodrow Wilson et F.D. Roosevelt d'atteindre les objectifs qui leur avaient été fixés par l'organisation sioniste internationale mondiale, le trust bancaire de la Réserve fédérale, qui avait déjà été créé le 16 novembre 1914, la

[585] Je recommande au lecteur de lire par exemple Anthony Summers, J. Edgar Hoover, *The FBI Chief's Secret Recallmed Oy*, 1994.

confrérie secrète mondiale des Illuminati (= francs-maçons) et l'ardente propagande de guerre des dirigeants britanniques aux États-Unis, afin d'amener les États-Unis, sous la direction de Wilson, à déclarer la guerre à l'Allemagne impériale.

Au cours de sa présidence (1933-1945), Roosevelt a tout mis en œuvre pour faire des États-Unis une puissance militaire, politique et économique dans l'hémisphère oriental, en particulier en Europe, mais aussi dans le monde. La condition préalable à cela était (en 1941) la nouvelle tentative, malgré les dispositions paralysantes du traité de paix de Versailles, de détruire d'abord l'État d'Europe centrale renaissant (le Troisième Reich créé par Hitler) – l'héritier de l'Allemagne impériale ! Commença alors une évolution qui retraçait de manière planifiée et avec une précision étonnante le parcours moins glorieux et rationnel de l'humanité de Versailles à Yalta et Potsdam.

Le secret du billet d'un dollar américain le signe des Illuminati

L'article 1, section 8, chapitre 5, article 1 de la Constitution des États-Unis d'Amérique stipule : *« Le Congrès a le pouvoir de battre monnaie et de déterminer sa valeur ainsi que la valeur de la monnaie étrangère ».* Après des préparatifs appropriés, le Président Wilson a réussi à faire adopter une résolution par laquelle le Congrès cédait, le 22 décembre 1913, ce droit fondamental à une société bancaire privée : la Federal Reserve Bank (Fed)[586]. Ce groupe bancaire, principalement détenu par des banquiers juifs, a obtenu le droit exclusif d'imprimer des billets de banque américains (USD) et le pouvoir illimité de modifier les taux d'intérêt. Elle est ainsi devenue la seule source de financement du crédit américain.

La Fed[587] a commencé à fonctionner le 16 novembre 1914 afin de financer à temps l'effort de guerre britannique et français pendant la Première Guerre mondiale. Le Fed Act a créé aux États-Unis le plus gigantesque trust bancaire jamais vu dans le monde. En tant qu'institution privée, le conseil des gouverneurs n'est responsable devant personne des décisions et des mesures prises dans le cercle interne de la délégation « invisible » des banques.

[586] La Fed n'est la banque centrale des États-Unis que dans un sens vague. Le Président Wilsson a vendu à la Fed le droit d'imprimer des dollars américains, suspendant ainsi la Constitution américaine sur ce point. Depuis lors, la Fed est la plus grande institution monétaire privée du monde, détenue par des juifs privés et d'autres « maîtres de l'argent ». John et Robert Kennedy ont tenté de légiférer contre les privilèges et le pouvoir « invisible » de la Fed et l'ont payé de leur vie ! (auteur) (dans l'édition finlandaise, note de bas de page 641)

[587] (Note du traducteur allemand : les opposants influents de la Fed ont tous péri un an plus tôt dans le naufrage du « Titanic »...)

L'héritage de Weishaupt est influencé par les différentes sous-organisations maçonniques, les Chevaliers de la Table ronde, le CFR, la Commission Bilatérale (États-Unis, Japon, UE) fondée par Rockfeller en 1973, Bilderberg (1954), etc.

Ce « gouvernement de l'ombre » secret et invisible qui dirige le monde, le sommet de la pyramide des élites, met constamment en œuvre son programme à long terme. Il contrôle l'argent du monde et dispose ainsi d'un pouvoir illimité. Il met en scène les nombreuses crises internationales qu'il souhaite, voire des guerres entre nations. Par ses directives, il tente d'abolir progressivement les États-nations avec leurs propres symboles, lois et systèmes sociaux.

L'UE est déjà pleinement opérationnelle et fait l'objet d'expérimentations, même si le processus décisionnel semble controversé avec 26 membres de l'OTAN et seulement trois pays non alignés – dont la Finlande. L'Union africaine et l'Union asiatique suivront bientôt. Enfin, les nations n'auront plus qu'une seule langue commune, l'anglais, pour communiquer entre elles. Il ne manque plus que la « puce » dans la nuque des gens, et nous serons gouvernés et commandés à distance.[588]

[588] Snowden, 2019, pp. 9-17 et pp. 385-387.

Billet de banque d'un dollar, émission 2009.

Sceau = pyramide du gouvernement mondial.

Au sommet de la pyramide, l'« œil qui voit tout » fait référence à la police secrète mondiale qui contrôle et voit tout. Adam Weishaupt – fondateur des Illuminati les appelait les « frères rampants ». Ils travaillent encore aujourd'hui séparément les uns des autres (CIA, KGB/FSB, MI5, MI6, Mossad, FBI et autres services secrets).

MDCCLXXVI = l'année de la fondation (1776) est aussi l'année de naissance des États-Unis.

ANNUIT COEPTIS = il défend notre mission

THE GREAT SEAL = le grand sceau

NOVUS ORDO SECLORUM = le nouvel ordre mondial

L'impérialisme américain, fléau de l'humanité

« Du début à la fin, la chose la plus honteuse qui soit »

Albert Jay Nock était un grand homme d'esprit et de caractère qui faisait partie de l'élite américaine. Il a critiqué la politique étrangère des États-Unis jusqu'à présent dans ses mémoires uniques et jusqu'ici inconnus, comme suit :

> *« À l'époque dont je parle dans mes mémoires, l'attention du public était focalisée sur la guerre de 1898 entre l'Espagne et les États-Unis et ses répercussions dans les Caraïbes, le Pacifique occidental et l'Extrême-Orient. Je regardais alors notre première campagne impérialiste transocéanique et je me suis rendu compte à quel point la perspective était étonnamment repoussante. Pour un œil non habitué, toute la guerre ressemblait à une affaire très sale. Les mensonges hypocrites des belligérants impliqués, à commencer par le Président, étaient absolument abjects. De même, je ne pouvais considérer le pillage et la confiscation des Philippines en 1898 que comme un acte de guerre non provoqué et un acte d'expulsion particulièrement brutal. La 'grande doctrine' du destin prétendument évident fut réintroduite sous une forme nouvellement adaptée, nonobstant les dures années de guerre de la décennie 1840-1850 et la période de repos bien méritée qui suivit. Désormais, cet 'ordre fatal' ne consistait plus seulement à étendre notre leadership à l'ensemble de l'hémisphère occidental, mais à saisir et à voler toutes les richesses de valeur suffisante que nous pouvions impunément extorquer aux nations pauvres et faibles du monde entier.*
>
> *Nous étions désormais manifestement fiers d'assumer de manière exemplaire même le soi-disant 'fardeau de l'homme blanc' ; nous voulions libérer les opprimés, donner aux opprimés leurs droits et leur faire profiter de notre main riche des bienfaits d'une civilisation supérieure... Mark Twain, dans l'une de ses satires intitulée 'À ceux qui sont assis dans l'obscurité', a arrosé cet odieux prétexte d'une raillerie mordante ; sa voix, comme celle de Howell et de tant d'excellents hommes qui s'étaient émus de cette détestable hypocrisie, s'est perdue dans le tumulte d'un patriotisme artificiel.*
>
> *La guerre d'Espagne et la violence aux Philippines m'ont amené à examiner la conduite de nos guerres mineures à Samoa (1889) et à Hawaï (1898), et j'ai trouvé des méthodes similaires d'intrigue et de tromperie associées à la force brutale. Dans les deux cas, les États-Unis avaient arrangé la conquête des pays concernés par une révolution organisée, planifiée, lancée et surtout financée dans l'ombre par des agents officiels de notre gouvernement sur place ».*[589]

[589] Nock, 1943, pp. 103-104. Traduit de l'anglais par l'auteur.

Remarque 2

Comparer :

– Chili, Nicaragua, Grenade, Corée du Nord, etc.

– Au XXIe siècle : Perse (aujourd'hui Iran), Irak, Afghanistan, Égypte, Libye, Syrie.

Aujourd'hui, ces missions sont menées dans le monde entier par la « Main noire » = le réseau de renseignement de la CIA des États-Unis.[590]

La politique de guerre 1917-1919 du Président américain W. Wilson (1913-1921)

Il n'y a guère d'évènement plus décisif dans l'histoire américaine que l'élection de Woodrow Wilson comme candidat démocrate à la présidence des États-Unis en 1912. Les forces qui l'avaient favorisé lors de cette élection étaient, comme lui, des internationalistes. En outre, la plupart des personnes les plus proches de Wilson, comme son conseiller en chef, le « colonel » Edward Mandel, étaient des adeptes des idées marxistes.

Tant en politique intérieure qu'extérieure, le Président Wilson prend des mesures qui réduisent clairement à néant la tradition intellectuelle unique créée par George Washington, en violant les restrictions du Monroe Act et en s'alliant à l'immense empire du dollar dans une « croisade » contre l'Allemagne. Le fait qu'il se soit laissé entraîner, peut-être sous la contrainte, dans une quête de pouvoir sioniste fanatique, a pris un éclat dangereux du fait qu'il se donnait une apparence de pacifisme dans ses propositions pour la paix en Europe. Parmi les déclarations de propagande de Wilson, on trouve :

« La guerre pour mettre fin aux guerres »,

« Rendre le monde sûr pour la démocratie ».

Pourquoi Wilson a-t-il déclaré la guerre à l'Allemagne impériale en mai 1917 ?

Il n'aurait pas dû y avoir de confrontation officielle en termes de politique de puissance entre les deux pays, ni avec la politique régionale ou coloniale. Bien que Wilson ait personnellement tenu l'Allemagne pour responsable de l'escalade de la guerre en Europe, une déclaration de guerre à l'Allemagne sans preuve claire d'une menace pour les États-Unis serait douteuse dans la pratique politique.[591] Nous devons donc à nouveau

[590] La question brûlante aujourd'hui est : quel est le destin de l'UE ? À qui Merkel et Sarkozy demandent-ils la permission d'agir ? Au Président des États-Unis ou à Rockefeller lui-même ?

[591] Comparer G W. Bush et l'Irak.

regarder « dans les coulisses » pour trouver les forces qui ont poussé le Président Wilson à prendre la décision décisive.

Lorsque la Première Guerre mondiale a éclaté à l'été 1914, la politique étrangère officielle des États-Unis n'était pas préparée à une guerre contre l'Allemagne. Bien que l'on se soit efforcé de fournir discrètement de nombreuses formes d'aide à la Grande-Bretagne, l'efficacité de la guerre sous-marine allemande a conduit l'économie britannique au bord de l'effondrement en 1916. (On notera les difficultés économiques de l'Allemagne suite au blocus maritime britannique). Les appels à l'aide à l'Amérique et les demandes de participation officielle à la bataille se multiplièrent. La propagande de guerre « déversait » jour après jour ses mensonges sur la cruauté des « Huns et des barbares » allemands. De nombreuses organisations puissantes de la société américaine exerçaient une pression sans scrupules sur Wilson pour qu'il déclare la guerre à l'Allemagne. La « croisade » pouvait commencer le 4 avril 1917, ce qui avait été préparé depuis longtemps. Il fallut quelques provocations supplémentaires pour convaincre la Chambre des représentants et le Congrès de soutenir la déclaration de guerre.

Nous allons maintenant examiner quelques-unes de ces provocations, peut-être les plus connues :

1) La guerre sous-marine

2) La Déclaration Balfour.

3) Les fameuses 14 conditions de paix de Wilson pour l'Allemagne.

Guerre sous-marine

Après que la Grande-Bretagne eut déclaré la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914, l'une des premières mesures du Ministre de la Marine Churchill fut de retirer tous les navires allemands des mers du monde. Avec l'aide de la puissante marine anglaise, Churchill a pu constater assez rapidement qu'il n'y avait plus un seul navire allemand qui livrait encore des marchandises dans les ports allemands.[592]

Cela a incité le Ministre de la Marine à obtenir, dès novembre 1914, le droit d'imposer un blocus maritime total à l'Allemagne. Cela signifiait que les navires commerciaux des pays neutres ne pouvaient pas livrer de fret dans les ports allemands. Cette mesure était contraire au droit international et aux règles de la guerre (= « affamer » les civils).

Mais lorsque les Allemands protestèrent, Churchill déclara froidement :

[592] Hannula, 1936.

« Maintenant, c'est le plus fort qui a le droit ! »

Bientôt, l'Allemagne fut complètement coupée des mers du monde. Elle s'est alors emparée de la seule arme de riposte à sa disposition : la guerre sous-marine. Dans une déclaration de février 1915, elle annonça que tous les navires marchands des pays neutres en route vers l'Angleterre risquaient d'être torpillés parce que les Britanniques utilisaient leurs drapeaux et leurs emblèmes sur leurs navires. L'Angleterre commença rapidement à perdre de grandes quantités de tonnage à cause des attaques de sous-marins allemands.

Churchill, qui avait une influence exclusive sur la propagande de guerre diffusée aux États-Unis par le biais des câbles sous-marins contrôlés par l'Angleterre, fit envoyer à Wilson un avertissement à Berlin après le torpillage du paquebot américain S/S Lusitania le 7 mai 1915 par un sous-marin allemand, dont les passagers comprenaient des Américains, obligeant l'Allemagne à renoncer progressivement à l'utilisation à grande échelle de sous-marins, car elle ne voulait pas se faire un ennemi des États-Unis.[593]

Le Code of Naval Warfare, désormais élaboré par les Britanniques en collaboration avec les Américains, exigeait que le sous-marin fasse surface et inspecte la cargaison adverse avant d'attaquer. L'Allemagne a dû accepter cette disposition absurde en raison de la menace d'une déclaration de guerre par les États-Unis. Churchill se réjouissait de cette situation, car le sous-marin émergé était une proie sans défense pour les navires de guerre camouflés en navires marchands et, d'autre part, pour les navires marchands avec des canons cachés. Avec l'accord de Wilson, les États-Unis fournissaient constamment à l'Angleterre toutes sortes de matières premières, de denrées alimentaires et de matériel de guerre, accompagnés de leurs destroyers.

Le 18 septembre 1915, le gouvernement allemand s'est vu contraint d'émettre un ordre pour mettre fin à la guerre sous-marine sans restriction. La crainte d'une déclaration de guerre américaine était trop grande. L'Allemagne avait ainsi perdu sa seule arme efficace contre le blocus maritime britannique, ce qui ne tarda pas à se faire sentir. La conduite de la guerre allemande devint plus difficile et la population civile ne tarda pas à souffrir de la faim. Suite à la propagande non dissimulée que la Grande-Bretagne continuait d'exercer aux États-Unis, les deux pays osèrent resserrer leur étreinte pour « étrangler » l'Allemagne.

Le concept de « biens non guerriers » a été créé, dont la qualité a été

[593] On découvrit plus tard que le S/S Lusitania n'était pas seulement chargé de passagers, mais aussi de matériel de guerre lourd.

définie conjointement par l'Angleterre et les États-Unis. Cela signifiait que même les pays neutres n'avaient pas le droit d'importer des biens civils dans leurs ports si l'on craignait qu'ils ne les revendent à l'Allemagne (Suède, Danemark, Norvège, Pays-Bas). Cette pratique a finalement conduit à l'arrêt complet des importations allemandes pour l'Allemagne enclavée ! Pour les pays neutres, ces actions, contrôlées par la marine britannique au moyen de champs de mines maritimes, constituaient bien entendu une violation des règles maritimes et militaires internationales (*« ...c'est la loi du plus fort qui s'applique »*, Churchill).

Toutefois, fin 1916, l'économie britannique traversait une crise très grave en raison de la guerre des sous-marins que l'Allemagne avait déjà menée avec succès. La situation militaire générale des puissances environnantes était peut-être encore pire. Sur le front occidental (France), la guerre s'était transformée en une terrible guerre de matériel, sans qu'une solution claire ne soit en vue. Mais la Russie, qui constituait un front oriental épuisant (le deuxième front) pour l'Allemagne, montrait déjà en 1917 des signes d'effondrement, tant sur le plan intérieur (révolution : Lénine, Trotski) que militaire sur le front principal contre l'Allemagne.

L'effondrement final de la Russie (armistice de Brest-Litovsk le 15 décembre 1917) permit aux Allemands de transférer leurs troupes de l'Est vers le front occidental et d'y parvenir finalement à une solution victorieuse. L'année précédente, la propre opération de Churchill aux Dardanelles (Gallipoli une tentative des Britanniques et des Français d'ouvrir la mer Noire pour aider la Russie) s'était soldée par un grand désastre militaire (1915-1916). Les territoires du Proche-Orient, qui appartenaient encore à la Turquie, alliée de l'Allemagne, représentaient non seulement un obstacle évident à l'accès à la mer Noire, mais aussi une menace turque pour l'importante voie maritime britannique vers l'Inde et l'Extrême-Orient (canal de Suez). La Turquie bloquait également les tentatives russes d'ouvrir l'accès aux Britanniques, qui se battaient dans le golfe Persique, à partir de la Perse (aujourd'hui l'Irak et l'Iran) tout en obtenant une aide militaire des puissances environnantes.

Les chefs de guerre britanniques firent des promesses en autorisant les Arabes à participer à l'invasion contre les Turcs. [594]

Sir Mark, membre du cabinet de guerre britannique et sous-secrétaire d'État pour le Moyen-Orient, dut cependant constater en 1917 que même

[594] Au Proche-Orient, l'explorateur anglais T. E. Lawrence, le « roi sans couronne des Arabes », a promis de former une Grande Arabie sous la direction de son gouvernement, tout en les incitant à combattre les Turcs.

l'engagement arabe contre l'allié de l'Allemagne, la Turquie, ne portait pas le coup fatal que Londres avait espéré.[595]

Ainsi, tôt ou tard, l'Angleterre se trouva confrontée à la question de savoir si elle devait conclure une paix négociée (compromis) avec l'Allemagne impériale ou si elle devait attirer le plus rapidement possible les États-Unis en Europe et officiellement dans la guerre avec ses forces armées.

Déclaration de James A. Malcolm et de Balfour

L'Arménien James A. Malcolm était le représentant officiel de la minorité arménienne au sein du gouvernement britannique et Arthur J. Balfour était comte d'Armes et a servi comme Ministre des affaires étrangères de l'Angleterre de 1916 à 1919.

J.A. Malcolm était un expert fiable du Moyen-Orient et un ami des juifs. Ses efforts ont incité le cabinet britannique à se préparer à une collaboration avec les sionistes, encore relativement inconnus à l'époque. En Angleterre, avec Theodor Herzl et Chaïm Weizmann, et aux États-Unis, avec le juge de la Cour suprême Louis Dembitz Brandeis. Ce dernier avait accédé à un poste élevé grâce à une manœuvre de chantage à laquelle participaient le Président Wilson et l'avocat new-yorkais millionnaire Samuel Untermyer. Il avait soutenu la campagne électorale de Wilson en 1912 avec des moyens considérables et avait évité à ce dernier un scandale embarrassant en obtenant la nomination de Brandeis à la Cour suprême en contrepartie de la nomination de Wilson. Pour le Président Wilson, issu d'une famille presbytérienne stricte, il était primordial pour son élection à la présidence qu'aucun scandale n'éclate, au cours duquel les détails de ses aventures amoureuses pourraient être rendus publics.[596]

Malcolm était conscient de ce talon d'Achille de Wilson.

Il a alors mis ses exigences sur la table à Londres. Le gouvernement britannique devait réaliser le grand souhait des sionistes en promettant aux juifs une patrie permanente en Palestine si, de leur côté, les sionistes influençaient le financement de la Fed et la décision de Wilson de déclarer la guerre à l'Allemagne le plus tôt possible.

Brandeis s'est imposé à Washington et a réussi ce tour de force. C'est lui qui, plus tard, à l'automne 1917, a rédigé le texte original de la Déclaration Balfour. Lord Balfour n'avait plus qu'à signer le document fini, rédigé à Washington, le 2 novembre 1917.

---

[595] Malcolm, 1944.
[596] Grieb, 1979, pp. 37-42.

Le texte de ce document est l'un des plus remarquables de l'histoire mondiale, dans lequel un État – l'Angleterre – assure à un riche individu – lord Rothschild – de faire du territoire de la Palestine une patrie juive (Israël), un territoire qui appartenait alors à un troisième État souverain, la Turquie, auquel l'Angleterre, alliée de l'Allemagne, avait déclaré la guerre.

Ce territoire, qui n'avait pas encore été conquis à l'époque, avait d'ailleurs été promis un peu plus tôt aux Arabes par le grand-père de l'actuel roi de Jordanie, Hussein, en récompense de la contribution arabe à l'effort de guerre britannique au Proche-Orient.[597]

La promesse britannique illimitée faite aux sionistes, mentionnée ci-dessus, a ensuite conduit à des combats ouverts entre les occupants britanniques de la Palestine et les juifs déjà installés qui tentaient désespérément d'entrer dans le territoire et qui se fiaient à l'accord. La guerre civile et le terrorisme se sont poursuivis après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la création de l'État d'Israël en 1948.

À ce moment-là, les Britanniques ont été définitivement contraints de se retirer de la Palestine. Il s'ensuivit une nouvelle lutte entre les Arabes, qui avaient été trompés par les Britanniques, et les juifs, qui s'étaient fiés à l'accord qu'ils avaient conclu.

Aujourd'hui encore, le monde souffre de cette duplicité de la politique britannique. Personne ne se doutait que le conflit israélo-arabe qui en a résulté constituerait jusqu'à nos jours une menace pour la paix mondiale. Ce n'est que fin 1995 (Oslo) que la paix espérée en Palestine a vu le jour, mais elle n'a finalement pas non plus été couronnée de succès. En novembre 2007, quatre-vingt dix ans après la signature de la Déclaration Balfour, la guerre au Proche-Orient est toujours aussi sanglante. Avec l'aide des États-Unis, Israël ne respecte toujours pas les résolutions adoptées par les Nations unies en 2019.

Le Président Wilson fait entrer les États-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917.

Tout au long de l'année 1916, le ministère allemand de la Guerre a tenté d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour reprendre la guerre sous-marine sans restriction. Il n'y avait pas d'autre solution que de lancer la guerre sous-marine à tout prix. Cependant, l'imprudence et les contre-

[597] Ces promesses ont été « utilisées » par les Britanniques et les Français pour gagner des alliés en Europe, dont l'Italie, la Bulgarie et, en Extrême-Orient, le Japon. Lors de la paix de Versailles, les pays concernés ont exigé leur part promise du « butin », détruisant ainsi fondamentalement tout le processus mis en place par Wilson pour parvenir à la paix.

mesures des adversaires leur avaient déjà permis de prendre une avance décisive sur le temps. Les navires marchands d'Amérique et du reste du monde entraient en Angleterre par convois protégés par des navires de guerre, et la lutte contre les sous-marins allemands était devenue si efficace qu'ils ne pouvaient plus être utilisés sans subir de lourdes pertes. En outre, l'Angleterre et les États-Unis ont saisi tous les navires des pays neutres se trouvant dans leurs ports, dont ils ont récupéré la plupart à la place des navires coulés pour leur propre usage. Parallèlement, la construction de nouveaux navires marchands avait atteint son apogée, tant sur les chantiers britanniques qu'américains.

Finalement, le 9 janvier 1917, la marine allemande obtint de son gouvernement l'autorisation de reprendre la guerre sous-marine. Le 1er février 1917, le commandement allemand informa tous les pays du danger que cela représentait.

La deuxième phase de la Première Guerre mondiale commence en 1917-1918.

Cependant, les dirigeants allemands se rendirent vite compte que la guerre sous-marine, lancée avec de grands espoirs, ne donnait pas les résultats escomptés.

Pendant la longue période d'inaction, la seule contre-arme efficace de l'Allemagne avait perdu sa chance, car l'ennemi développait des contre-mesures efficaces. La Russie, qui s'était effondrée, serait désormais certainement remplacée par les États-Unis, malgré tous les efforts diplomatiques de l'Allemagne. La raison de la déclaration de guerre de Wilson, préparée depuis longtemps (le colonel House, le juge de la Cour suprême Brandeis, le Ministre britannique de la Marine W. Churchill) résiderait désormais dans les provocations nécessaires, et les États-Unis prendraient la place de la Russie sur le front des puissances environnantes.

Le rôle du Président Wilson et de ses « soutiens » dans certains autres évènements politiques et militaires connexes au cours de ces années :

– Le futur financier de la campagne électorale de Wilson (1912), le groupe bancaire Kuhn & Loeb de Jakob Schiff, avait déjà accordé au Japon en 1905 le plus grand crédit étranger jamais accordé par les États-Unis.

Le motif de Schiff était d'infliger au pouvoir tsariste de lourdes pertes et de graves préjudices par le biais des pogroms juifs qu'il avait organisés. L'ironie de l'histoire est que, par ces actions, les États-Unis ont renforcé

l'influence de leur futur adversaire dans le Pacifique de 1941 à 1945.[598] Aux États-Unis également, Wilson a dû céder le 22 décembre 1913 l'impression du dollar et l'utilisation d'une monnaie indépendante à un groupe de puissances bancaires opérant à l'échelle mondiale (la Fed). Dans le même temps, il est intégré dans sa haute fonction à la société secrète mondiale des Illuminati (francs-maçons).[599] Walther Rathenau, futur Ministre des affaires étrangères de la République de Weimar (= 1919-1922), a déclaré en 1913 lors de l'assemblée constitutive de la « Fédération bancaire internationale » à Paris :

> *« Le temps est venu pour les hauts cercles financiers de dicter publiquement les lois qu'ils ont créées, ce qu'ils ont fait jusqu'ici en secret : ces représentants des milieux financiers, avec leur autorité qui ne s'applique pas seulement à un seul pays, mais s'étend à tout le globe, se substitueront désormais aux puissances impériales et royales ».*[600]

– Pas moins de deux groupes bancaires sionistes se concentrent désormais sur la destruction du pouvoir tsariste russe. Le premier est le groupe Rothschild, basé à Londres, qui est parvenu à installer à Saint-Pétersbourg un avocat, le franc-maçon A. F. Kerenski, qui, après avoir forcé le Tsar Nicolas II à abdiquer, a occupé une série de postes ministériels dans le gouvernement provisoire qui aspirait à la démocratie. Le deuxième groupe, plus influent, était celui de Jakob Schiff, dirigé par Paul Warburg (président du conseil d'administration de la Fed, nommé par Wilson) et les banques suédoises Nya Banken. Ils ont financé le communiste radical Leo Trotski Bronstein, qui vivait alors à New York en tant qu'émigré russe. Trotski, futur fondateur de l'armée rouge, a quitté New York le 27 mars 1917 avec 275 révolutionnaires sur le bateau S/S Christina en direction de Halifax. Les autorités canadiennes ont cependant retenu le navire et sa cargaison « explosive ». De leur côté, les Rothschild à Londres voulaient que la position de Kerenski soit confirmée avant de permettre à ces révolutionnaires radicaux de se rendre en Russie.

De manière surprenante, il s'avère maintenant que Lev Davidovitch Trotski voyageait avec un passeport américain approuvé par le Président Wilson en personne. L'intervention de l'important conseiller et illuminati, le

---

[598] Braun, 1986.

[599] Société secrète fondée par Adam Weishaupt le 1er mai 1756, qui se consacre à la destruction des grandes monarchies, des empires et des royaumes.

[600] (Rathenau, 1930, p. 44. Walter Rathenau, 1867-1922, fils du fondateur de la société AEG, qu'il a également dirigée par la suite. Franc-maçon de haut rang, industriel juif et Ministre des affaires étrangères, assassiné en 1922. (Note du traducteur allemand : correction de l'édition originale finlandaise ; on peut y lire : assassiné en 1933. De plus, il n'était pas le fondateur de l'AEG, celle-ci a été fondée par son père en 1883, rebaptisée AEG en 1887 selon metapedia.org et de.wikipedia.org)

colonel House, a contraint les autorités canadiennes, sur ordre du Président, à autoriser le navire qu'elles avaient retenu à poursuivre sa route vers l'Europe. Le financement de Trotski et de Lénine, venus d'Europe, par les groupes bancaires de Wall Street mentionnés plus haut, se chiffra bientôt en millions de dollars.

– L'Allemagne avait également son « propre atout ».

Afin de mettre rapidement en mouvement l'avant-garde révolutionnaire et de faire la paix avec les nouveaux « maîtres », les bolcheviques, après l'effondrement de la Russie, l'Allemagne décida de participer au financement des révolutionnaires. Le Chancelier Theobald von Bethmann-Hollweg paya pour que Lénine, alias Oulianov, et son groupe voyagent dans un train spécial de Zurich à Saint-Pétersbourg en passant par l'Allemagne, la Suède et la Finlande.

L'objectif était de provoquer l'effondrement des fronts russes et de mettre ainsi fin à la guerre sur deux fronts qui avait fait souffrir l'Allemagne pendant quatre ans. Cela donnerait à cette dernière une nouvelle chance de victoire, ou du moins de compromis, avec l'aide de troupes puissantes transférées du front de l'Est vers le front de l'Ouest. Le Reichstag allemand prit l'initiative et fit une déclaration de paix le 19 juillet 1917. Le commandement militaire considérait cela comme une grave erreur et un signe de faiblesse, ce qui s'avéra bientôt exact.

Les puissances environnantes l'interprétèrent immédiatement comme un signe de faiblesse militaire allemande et soulignèrent ainsi l'esprit combatif de leur propre pays. Lorsque le Premier ministre français G. Clemenceau (« le Tigre ») apprit la déclaration de paix, il déclara : *« Je vais partir en guerre ! »*[601] [602] Il ressort de tout cela que la marge de manœuvre politique du Président américain commençait à s'amenuiser sous la pression des nombreuses forces qui le soutenaient. La guerre contre l'Allemagne a dû être déclarée très rapidement, après que la Russie a été contrainte de quitter le front des puissances environnantes.

Résultat

Paix germano-russe de Brest-Litovsk le 3 mars 1917. Le 2 avril 1917, le Président Wilson demande aux deux chambres du Congrès de déclarer la guerre à l'Allemagne et, le 4 avril 1917, les États-Unis déclarent immédiatement et formellement la guerre à l'Allemagne.

L'ambassadeur allemand en Turquie, von Wangenheim, demande à son

[601] Christensen, 1936.
[602] Lina, 1994.

homologue américain sur place, Henry Morgenthau, l'auteur du futur plan Morgenthau, pourquoi les États-Unis ont déclaré la guerre à l'Allemagne sans divergences fondamentales. Morgenthau répondit : *« Pour des raisons morales ! »*[603]

Nous pouvons maintenant examiner les deux « raisons morales » invoquées par Wilson pour inciter le Congrès à déclarer la guerre à l'Allemagne :

1) Le 2 février 1917, Wilson propose au Congrès de déclarer la guerre. La raison en est un incident au cours duquel un sous-marin allemand a coulé sans avertissement le sous-marin britannique S/S Sussex dans la Manche. Une liste des noms des passagers américains qui se sont noyés à cette occasion a également été présentée.

Cependant, Wilson avait déjà chargé le juge Brandeis de demander un avis à la Cour suprême pour justifier sa future décision de déclarer la guerre. (La sécurité des États-Unis est en jeu. Des citoyens américains ont été tués lors d'attaques de sous-marins allemands).

2) Le général John J. Pershing, commandant des forces américaines en Europe, se trouvait déjà en France à ce moment-là avec son détachement avancé. Cette force s'est rapidement transformée en une armée de deux millions d'hommes qui, malgré l'effondrement de la Russie, devait à nouveau faire pencher la balance en faveur des puissances environnantes.

Il fut bientôt confirmé que le S/S Sussex était ancré dans le port de Londres, parfaitement intact, mais comme toujours dans les provocations, la vérité se révèle toujours trop tard.[604] [605]

La proposition de paix en 14 points de Wilson pour l'Allemagne

La troisième raison « morale » de Wilson a également fonctionné. Le plan de paix en 14 points (1918-1919) était la tromperie la plus sophistiquée, dans laquelle la fin justifiait les moyens. Le plan se divisait en deux phases : tout d'abord, l'Allemagne devait accepter les conditions de l'armistice présentées à son premier gouvernement parlementaire, qui demandait un armistice le 3 octobre 1918. À la demande de clarification du contenu et de l'interprétation pratique des termes, Wilson répondit comme suit dans

[603] Hautamäki, 2004, p. 202, Morgenthau.

[604] Braun, 1986.

[605] Le lecteur se souviendra des « tirs sur Mainila » en 1939, des « coupables » de Katyn en 1940/1943, des accusations de Molotov contre des sous-traitants estoniens à Moscou en 1939/1940, des cas du sous-marin polonais et du M/S « Metallist » ; Hautamäki, 2004, p. 124 ; des preuves qui se sont révélées partiellement fausses par la suite ont fourni aux États-Unis (CIA) une raison de déclencher une guerre contre l'Irak en 2003, l'explosion de deux immeubles d'habitation à Moscou a fourni à la Russie (FSB) un prétexte pour attaquer à nouveau la Tchétchénie déclarée indépendante en 2001, etc.

ses notes :

1) 6 octobre *« L'acceptation des conditions de l'armistice n'est pas la base d'un futur accord de paix, mais une condition préalable à sa conclusion ».*

2) 16 octobre *« Les soldats de l'Entente des puissances environnantes détermineront le contenu définitif et l'interprétation des conditions de l'armistice. Ils doivent cependant garantir clairement la supériorité militaire des forces de l'Entente. L'empereur allemand doit abdiquer et renoncer au trône, c'est-à-dire que la monarchie doit être détruite »* (dans leurs demandes, les Allemands avaient souligné avec insistance la nécessité de conditions honorables qui respecteraient les souffrances du peuple allemand. En particulier, la demande d'un empereur allemand laissait planer le doute).

3) 23 octobre *« Les Allemands doivent se rendre compte qu'il ne leur reste que la capitulation inconditionnelle ».*

Wilson et ses conseillers (Colonel House, Morgenthau) ne se préoccupaient pas de l'honneur du peuple allemand ! La principale exigence était la suivante. *« L'empereur devait démissionner immédiatement avant que l'armistice ne soit accepté ! »*

Guillaume II :

> *« Wilson avait donné la garantie de son propre plan de paix en 14 points. En toute confiance, l'Allemagne a déposé les armes et s'est retrouvée sans défense. La raison de notre situation actuelle (1922) est d'une part l'annulation du programme en 14 points par Wilson et d'autre part la révolution qui a éclaté (communistes). Outre l'injustice de rejeter ce plan de paix en 14 points, Wilson a fait de l'abolition de la maison impériale allemande sa principale revendication, car il pensait que cela apporterait à l'Allemagne de meilleures conditions de paix. Ce sont de telles promesses qui m'ont poussé à abandonner le pouvoir et à quitter mon pays.*
>
> *J'ai pensé que je rendrais ainsi un grand service à mon pays. Maintenant, il est devenu clair quel était le but de l'Entente (= les puissances environnantes) en demandant à Wilson mon abdication. Mon renoncement au trône déclencherait un chaos militaire et politique en Allemagne. De cette manière, l'Allemagne serait contrainte d'accepter des exigences et des conditions de paix non pas meilleures, mais toujours plus dures. L'ancien Président des États-Unis porte une lourde responsabilité dans cette affaire ».*[606]

9 novembre 1918 : l'empereur Guillaume II s'exile.

11 novembre 1918 : le gouvernement allemand signe un cessez-le-feu. La résistance est toujours discutée, mais jugée impossible en raison de la situation intérieure du pays (révolte de Kiel). Les puissances environnantes refusent de lever le blocus maritime contre l'Allemagne, ce qui entraîne une

[606] Wilhelm, 1922, p. 279

énorme catastrophe (environ 200 000 morts) dans un pays en proie à la famine et aux maladies. Les prisonniers de guerre allemands devaient être libérés immédiatement, mais ceux-ci ne sont pas libérés, mais envoyés dans des camps de travail forcé.

Le 28 juin 1919 : le traité de paix définitif est signé à Versailles.

Le Président Wilson doit se rendre à l'évidence : son programme de paix en 14 points a été totalement rejeté par ses alliés, avides de haine, de vengeance et de butin. L'Europe est plongée dans la confusion et le chaos. La République de Weimar, construite sur les ruines de l'Empire, est menacée par un coup d'État communiste et la création de l'Union soviétique, qui est finalement évitée grâce à l'action militaire du gouvernement. La Russie s'est également battue à travers une guerre civile sanglante qui s'est terminée en 1922 par la création de l'Union soviétique sous la direction de Lénine, Staline et Trotski. Aux États-Unis, l'ère Wilson touchait à sa fin. Les évènements de Versailles étaient perçus comme une défaite dont le Président était tenu pour responsable. Le Sénat était dans l'opposition et empêchait le pays d'adhérer à la Société des Nations. La réaction à la politique de Wilson et aux mesures qu'il a prises pour appliquer la paix de Versailles s'est également reflétée dans le fait que, pendant douze années consécutives, ce sont des républicains (Warren Harding, Calvin Coolidge et Herbert Hoover) et non des démocrates qui ont été élus à la présidence des États-Unis.

Wilson tombe malade avant la fin de son mandat (1921) et meurt le 3 février 1924.[607] Ainsi, le premier acte des guerres mondiales s'est achevé à Versailles en 1919. Au cours des vingt années suivantes, le scénario politique de la deuxième scène de la pièce a été construit sur la base de cette tragédie de Versailles et du fiasco de la nouvelle guerre. Ainsi, la scène finale de la « pièce » fut un tracé qui n'était pas fortuit, mais planifié et conçu (Roosevelt) et qui s'acheva à Yalta et Potsdam (1945-1946).

F. D. Roosevelt en tant que Président des États-Unis 1933-1945

« Rien dans la politique mondiale n'arrive par hasard. Quand quelque chose se produit, on peut être sûr que c'était prévu », a déclaré Roosevelt.

Roosevelt a été élu Président des États-Unis deux mois après la prise de pouvoir par Hitler.[608] Roosevelt avait déjà servi comme sous-secrétaire d'État dans la marine américaine pendant la Première Guerre mondiale. Dans cette fonction, il s'est révélé être un ardent défenseur du développe-

[607] Braun, 1986.
[608] L'ironie de l'histoire ?

ment de la capacité de guerre de la marine américaine et a encouragé le Président Wilson à déclarer la guerre à l'Allemagne. Après la défaite de l'Allemagne (1918), Roosevelt, tout comme Churchill, s'est prononcé en faveur de l'internement de l'ensemble de la marine allemande dès l'entrée en vigueur de l'armistice.

En novembre 1918, la flotte allemande est transférée dans le port de guerre anglais de Scapa-Flow et, un an plus tard, le 21 juin 1919, l'amiral von Reuter, en tant que commandant, après avoir appris les futures conditions du traité de Versailles, ordonne en signe de protestation le sabordage de toute sa flotte de 74 navires sous les yeux des Britanniques. On comprend l'étonnement et la colère des Anglais lorsqu'un énorme butin de guerre disparaît dans les profondeurs de la mer et que les drapeaux de guerre allemands du Kaiser flottent sur les mâts.

L'Europe et les États-Unis 1919-1933

L'Europe, dévastée par la Première Guerre mondiale, avait besoin d'aide de plusieurs côtés pour pouvoir mener une vie normale. À bien des égards, l'aide apportée par les États-Unis aux pays européens touchés par la guerre dans les années 1930 les a plongés dans une grave crise économique. Après l'effondrement et le démembrement de l'Allemagne, toute l'Europe avait été plongée dans une sorte de « spirale de la mort » par le paiement et finalement le non-paiement de réparations de guerre absurdes.

Mais les États-Unis – le principal prêteur – « surextendaient » leur économie, car leurs alliés de guerre payaient toujours une partie de leurs énormes dettes de guerre. Cet « argent libre » sur les marchés financiers américains et mondiaux a cependant longtemps été un phénomène « anormal ». Suite à la guerre, les États-Unis avaient développé d'énormes capacités de production que l'Europe, grande victime de la guerre et d'une économie effondrée, ne pouvait pas acheter et payer aux prix en vigueur. Les États-Unis se dirigeaient vers une crise économique interne, qui fut finalement déclenchée par le grand krach boursier du 24 octobre 1929. L'Europe a plongé dans la superinflation (en particulier l'Allemagne) et bientôt, presque le monde entier a été touché par la pénurie, et la stupidité et la cupidité de Versailles ont dû en payer le prix.

F. D. Roosevelt 1933-1945

Les efforts de Roosevelt pour augmenter l'état de préparation militaire ont suivi une « tactique des petits pas » qui a considérablement élargi les pouvoirs du Président et qui, au fil du temps (1940-1945), allait jouer un

rôle décisif dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale :[609]

1933 Roosevelt s'attaque à la première tâche internationale, la reconnaissance de l'Union soviétique de Staline. Le document est signé par Henry Morgenthau Jr, le plus proche conseiller de Roosevelt, et Maxim Litvinov, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, représentant l'Union soviétique, à la place du secrétaire d'État américain Cordell Hull.

Dans les documents de Harry H. Woodring, Ministre de la guerre dans la première administration de Roosevelt, on trouve la commande de Roosevelt pour le développement et la construction de bombardiers à longue portée (les fameuses séries B XB-15, B17, XB-19 et B-29), datant de 1934, aux Archives nationales américaines à Washington.

La directive exigeait que l'avion soit produit en série avant le 1er septembre 1939 (*sic*).[610]

L'ambassadeur de France aux États-Unis, André de Laboulaye, envoie le 26 janvier 1934 un rapport à son gouvernement à Paris, dans lequel il explique que lui et sa femme ont rencontré Roosevelt il y a quelque temps, lorsque celui-ci a prononcé un discours furieux contre l'Allemagne malgré la présence de sa femme :

> *« Cette apparition publique du Président ne nous apprend rien de nouveau sur son attitude anti-allemande. Je le connais depuis 21 ans, et durant cette période, en particulier pendant la Première Guerre mondiale, avant que les États-Unis n'entrent en guerre (1917), j'ai eu l'occasion d'entendre Roosevelt tenir des propos similaires sur ce pays (l'Allemagne), même sur un ton plus fort.*
>
> *Déjà, Roosevelt voulait exprimer son aversion inchangée non seulement pour l'Allemagne hitlérienne, mais pour l'État allemand tout entier : pour l'Allemagne en général, 'indépendamment de qui gouverne l'Allemagne' ».*[611]

– Déclaration de l'ambassadeur américain à Varsovie, Anthony Biddle, le 3 décembre 1938 : *« Les Polonais vont très bientôt combattre l'Allemagne, ce que je saluerai avec satisfaction ».* Dans le même temps, Biddle, encouragé par son « maître » Roosevelt, insistait pour que les offres de négociation allemandes soient fermement rejetées et promettait une aide militaire américaine immédiate si la Pologne était attaquée par l'Allemagne.[612] [613]

– Le 18 mars 1939, le secrétaire d'État américain Cordell Hull assure au Prince de Ligne, envoyé spécial de la Belgique aux États-Unis, que les États-Unis interviendront également en Europe si la guerre éclate : *« ... il est*

[609] Weeks, 2004, p. 12.
[610] Braun, 1986, p. 555 et Snowden, 2019, pp. 255-257.
[611] Dieckhoff, 1943, pp. 9-10. Dieckhoff ; ambassadeur d'Allemagne à Washington 1937-1938.
[612] Burckhardt, 1960, p. 225. Burkhardt, Commissaire suisse de la Société des Nations à Danzig.
[613] Une promesse totalement non tenue.

encore impossible de dire si ce sera dans trois jours, trois semaines ou trois mois, mais nous entrerons en guerre ».[614]

– De 1939 à 1941, des travaux ont été menés pour modifier la loi dite « de neutralité », placée sous l'autorité du Congrès, qui interdisait la participation des États-Unis à la guerre en Europe et l'exportation de matériel militaire.[615]

– Changement de la Commission consultative US en Conseil de défense nationale en mai 1939.[616]

– Le conseiller de Roosevelt, Felix Frankfurter, négocie avec le Ministre de la Marine Churchill à Londres de fin juillet à début août 1939. Les documents de négociation sont déclarés secrets et non consultables sur ordre du Président, tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre. Il existe cependant suffisamment d'informations éparses pour donner une idée approximative de l'objet des consultations secrètes entre Churchill et Frankfurter. Les principaux sujets abordés étaient la volonté des États-Unis de soutenir les combats britanniques et français en Europe pour vaincre l'Allemagne et l'annonce par les Britanniques qu'ils s'attendaient à ce que la guerre éclate à partir de la mi-août 1939. (Il est intéressant de noter que cette date est la même que celle du plan de Staline et Hitler pour la partition de la Pologne dès mai 1939 – *« ...au plus tard le 1er septembre 1939 ! »*)

– Roosevelt déclare l'état d'urgence national « limité » et met en place un comité de liaison chargé de superviser l'aide militaire aux Alliés (septembre-décembre 1939).[617]

– Roosevelt vend (« Cash and Carry » = payer et emporter) des stocks militaires excédentaires de matériel de guerre, par exemple à l'Union soviétique pendant la Guerre d'Hiver avec la Finlande. Livraison de cinquante destroyers en échange de bases américaines dans les Caraïbes et à Terre-Neuve en juin-septembre 1940. C'est là qu'apparaissent les premiers signes de l'organisation d'aide Lend-Lease (en abrégé LL = prêt-bail).[618]

– Roosevelt est élu Président des États-Unis en septembre 1940 (pour la troisième fois). Cette décision est décisive pour Churchill, car c'est le seul moyen de garantir une aide américaine massive à l'Angleterre.

– En novembre 1940, Roosevelt charge ses hommes de confiance Harry Hopkins et le milliardaire industriel Armand Hammer de planifier l'inclus-

[614] Amt, 1940, p. 111, doc. n° 20.
[615] Weeks, 2004, p. 12.
[616] Weeks, 2004, p. 12.
[617] Weeks, 2004, p. 13.
[618] Weeks, 2004.

sion de l'Union soviétique dans l'aide de LL. (Hammar est un bon vieil ami de Staline).

– En janvier 1941, Roosevelt présente au Congrès un projet de loi historique pour la mise en œuvre du programme d'aide LL.

– Négociations secrètes entre les chefs d'État-major américain et britannique en janvier et mars 1941 à Washington.

– Le 11 mars 1941, la loi d'application du LL est votée. Après la défaite de la France en juin 1940, le programme d'aide inclut désormais l'Angleterre et la Grèce.[619]

– L'armée américaine occupe le Groenland et l'Islande d'avril à juillet 1941. Parallèlement, la marine commence à patrouiller tout l'Atlantique Nord à la recherche de sous-marins allemands. Cela est dû aux pertes causées par leurs attaques contre des convois de navires à destination de l'Angleterre dans le cadre du traité LL en 1941.

– Le 7 mars 1941, Roosevelt déclare l'état d'urgence national illimité aux États-Unis. Le Président Roosevelt obtient ainsi effectivement des pouvoirs dictatoriaux. À cette date, les États-Unis confisquent et « gèlent » tous les biens et créances allemands et italiens en Amérique.[620]

– Le 22 juin 1941, l'Allemagne « envahit » l'Union soviétique. En conséquence, des représentants tant de Churchill que de Roosevelt se rendent à Moscou (Sir Stafford Cripps, Harry Hopkins, lord William Beaverbrook, A. Eden, etc.). Des négociations entre juillet et septembre ont permis de convenir du contenu de l'aide LL et un accord formel a été signé en octobre 1941. Le 28 octobre 1941, un comité d'organisation commun est mis en place pour les besoins pratiques de l'aide. Cela concrétisait la demande du Président Roosevelt de voir les États-Unis s'impliquer progressivement « formellement » et juridiquement dans la guerre européenne en fournissant une aide aux principales puissances (Angleterre, Union soviétique) sur le front anti-allemand. Ce système d'aide en prêt-bail allait être une première dans l'histoire mondiale.

Remarque 3

L'historien autrichien Heinz Magenheimer a constaté l'attitude manifestement anti-allemande du gouvernement Roosevelt dès avant la Seconde Guerre mondiale. Il souligne également que FDR a fait de gros efforts pour que Staline accepte son alliance avec Hitler :

---

[619] Dès l'automne 1939, la Grèce s'était associée en secret (« La Charité ») aux Français et aux Britanniques pour former un front S contre l'Allemagne dans les Balkans.

[620] Veuillez noter la date de l'évènement !

« La politique anti-américaine envers les puissances de l'Axe peut en effet être retracée jusqu'à la période précédant la Seconde Guerre mondiale. Cela se voit par exemple dans le fait que Roosevelt n'a rien entrepris pour isoler l'Union soviétique, ni avant ni après le pacte germano-soviétique (pacte M/R du 23 août 1939), en poussant d'abord Staline du côté de la Grande-Bretagne et de la France et en ne faisant rien non plus après la signature du pacte pour isoler l'Union soviétique ».[621]

La politique souple et douce du Président à l'égard de l'Union soviétique et de Staline reposait sur la confiance de Roosevelt – bien avant le début de la guerre – dans le fait que *« la Russie continuerait à être un allié potentiel contre l'Allemagne et le Japon ».*[622]

Le témoignage de l'historien H. Magenheimer, déjà mentionné, sur la coopération secrète entre le Président américain F. D. Roosevelt et Staline immédiatement après l'élection de Roosevelt à la présidence des États-Unis en 1933, incite à examiner d'autres sources sur ce sujet, car les documents officiels sont encore très rares.[623]

Le programme d'aide Lend-Lease – le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ?

Nous allons maintenant examiner de plus près le contenu matériel et financier du programme d'aide LL. Pour les personnes qui vivaient à l'époque (1941-1945), son caractère politique était étranger, peu clair et surtout incompréhensible quant à son ampleur et à ses conséquences. Ce n'est que maintenant (2004) que j'ai accès à une source littéraire sur tous les aspects de l'aide LL, *Russia's Life Saver : Lend-lease Aid to the U.S.S.R. in World War II*[624] d'Albert L. Weeks, qui explique non seulement les énormes quantités de ressources matérielles et financières, mais aussi le contexte politique.

Les opinions et les aspirations de Roosevelt, le Président des États-Unis d'Amérique, ont déjà été largement expliquées ci-dessus. On peut en « extraire » les points essentiels suivants :

– Dès la seconde moitié des années 1930, des préparatifs pour la guerre à venir ont été entrepris étape par étape.

– Prévention et élimination du chômage croissant aux États-Unis par

[621] En d'autres termes, aucune punition politique ou militaire, même si Staline avait entre-temps conclu une large alliance militaro-politique avec l'Allemagne ennemie de la Grande-Bretagne et de la France, renforcée par un vaste accord commercial bilatéral.
[622] Magenheimer, 2006.
[623] Weeks, 2004, p. 90 et p. 312.
[624] [NdE : La bouée de sauvetage de la Russie : L'aide de prêt à l'U.R.S.S. pendant la Seconde Guerre mondiale.]

une guerre planifiée.

– Préparation intensive et augmentation de la capacité du potentiel de guerre américain et de son industrie lourde en vue de la guerre à venir.

– Soutien des Alliés avec tout le matériel de guerre nécessaire pour vaincre l'Allemagne.

– Le début du développement de l'hégémonie militaire et politico-économique des États-Unis d'Amérique sur le monde entier.

– Le « nouvel ordre mondial » – le monde invisible de l'argent, les Illuminati, les francs-maçons, la Banque mondiale, la Fed.

USA – Lend-Lease – Aide = argent et matériaux

Le Président Roosevelt et ses conseillers avaient mis au point et approuvé un système d'aide visant à gagner la guerre en Europe en soutenant une alliance des mêmes pays qui avaient été alliés pendant la Première Guerre mondiale (l'Entente) et qui le sont désormais pendant la Seconde Guerre mondiale. Après que la France eut perdu son influence sur l'effort de guerre avec l'occupation allemande de l'été 1940, les bénéficiaires de l'aide de LL en 1941-1945 furent l'Angleterre, l'Union soviétique et, dans une certaine mesure, la Chine (Chiang Kai Sek).

La création, la conception et la mise en œuvre de ce gigantesque programme d'aide ont nécessité des modèles de coopération et des réunions à l'échelle mondiale avant que les matériaux ne soient mis à la disposition de ceux qui en avaient besoin. Il ne s'agit pas seulement du matériel de guerre, mais de toutes sortes de biens, y compris des denrées alimentaires, dont l'Angleterre et l'Union soviétique avaient un besoin urgent, surtout pour leurs soldats, afin de survivre à la lutte contre l'Allemagne et ses alliés.

Les États-Unis fournissaient la majeure partie des produits techniques de l'industrie de guerre et des matières premières, tandis que les alliés plus petits dans les pays agricoles « sous-développés » fournissaient leurs propres produits aux États-Unis (Mexique, Amérique centrale, Islande, Amérique du Sud, Afrique, Moyen-Orient, Caraïbes, Australie, tout en recevant une aide LL pour leur production). L'« éternelle question » restait le remboursement des grandes puissances qui recevaient de l'aide, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, pour lesquelles il existait des accords écrits. Il y avait aussi des divergences entre les quantités de matériel livrées, par exemple les Soviétiques décomposaient les quantités qu'ils avaient reçues et les Américains comptaient les quantités envoyées, dont certaines avaient forcément été détruites pendant le transport avec leurs navires, chars, avions et autres matériels. Il convient également de garder à l'esprit que chaque pays

belligérant disposait de sa propre industrie pour la fabrication de matériel militaire[625] déjà produit pour la mobilisation et pour la fabrication ultérieure de matériel de guerre, dont la production était utilisée en premier lieu pour les besoins de sa propre armée, mais qui pouvait, dans certaines circonstances, être utilisée pour fournir du matériel militaire à un allié en difficulté.[626]

Itinéraires de transport de l'aide américaine LL pour ses alliés 1941-1945 :[627]

1) Route de l'Atlantique Nord Mourmansk-Arkhangelsk (3 964 000 tonnes) de la côte est des États-Unis à la mer de Barents en passant par l'Islande. Dès le début de la guerre, cette route s'est révélée extrêmement dangereuse et les pertes des convois ont souvent été très élevées. Les sous-marins et les bombardiers allemands pouvaient intervenir efficacement contre les convois alliés à partir de leurs bases en Norvège. La voie ferrée était toutefois relativement courte et le transport de matériel des ports vers la ligne principale (Arkhangelsk-Vologda-Moscou) via le chemin de fer Mourmansk-Sorokka-Obozerskaïa, et donc vers le front, était tout à fait gérable, pour autant que la voie soit en bon état.[628]

2) La route Nord-Extrême-Orient vers la côte ouest des États-Unis (volume de transport 8 244 000 tonnes), avec Seattle et San Francisco comme principaux ports de départ et Vladivostok comme principal port de déchargement, d'où le Transsibérien mène aux usines de l'Oural via Baïkal, Krasnoïarsk, Novossibirsk, Sverdlovsk et de là au front. Cet itinéraire a été convenu à Washington lors des négociations entre Roosevelt et Molotov fin mai 1942. Les livraisons ont commencé dès juillet de la même année. Cette route était définitivement plus sûre que les deux autres. (La route de Mourmansk et la route de l'Atlantique Sud vers le golfe Persique, Basra / Abadan).

Remarque 4

L'utilisation et la sécurité de la liaison de Vladivostok comportent une particularité situationnelle. Les États-Unis et le Japon étaient en guerre l'un contre l'autre (Pearl Harbor, 7-8 décembre 1941). Comment était-il possible

---

625 Meltjukhov, 2000.

626 Ainsi, dès l'automne 1941, l'Angleterre livre du matériel militaire à l'Union soviétique au nom de l'aide américaine. L'Allemagne fournit déjà secrètement une aide en armement à la Finlande via la Suède pendant la Guerre d'Hiver et directement jusqu'en 1944.

627 Weeks, 2004.

628 Cette ligne ferroviaire a été d'une grande importance pour la Finlande pendant la Seconde Guerre mondiale et a eu une grande influence sur les relations entre la Finlande et les États-Unis.

que des transports LL américains se rendent par exemple à Vladivostok, qui se trouvait dans les « eaux territoriales » des sous-marins japonais et de la marine japonaise ? Le 13 avril 1941 encore, Staline avait conclu avec le Japon (un allié de l'Allemagne) un pacte de non-agression qui protégeait l'Union soviétique d'une invasion en Extrême-Orient tout en laissant la voie libre au Japon pour la guerre contre les États-Unis à la fin de l'année. Ce traité était d'une grande importance pour Staline, car l'apparition de convois de transport américains dans les eaux de Vladivostok aurait signifié une violation du traité (bien que Staline n'ait jamais été très précis à ce sujet) et une déclaration de guerre au Japon.

Roosevelt, quant à lui, a trouvé une solution ingénieuse : des centaines de navires de classe Liberty ont été camouflés aux « couleurs » soviétiques dans un port spécial de la région de San Francisco et les équipages russes, avec des drapeaux rouges sur leurs mâts, ont transporté en toute sécurité des convois de centaines de navires et leur précieuse cargaison vers Vladivostok. Le transfert en toute sécurité des forces aériennes soviétiques dont le pays avait un besoin urgent (bombardiers, avions de chasse, avions de reconnaissance, transporteurs, installations de maintenance, pièces de rechange, chariots élévateurs, appareils d'entretien sur le terrain, etc.) vers le front occidental soviétique était problématique. Afin d'acheminer ces précieux appareils rapidement, en état de marche et en toute sécurité dans l'Oural, l'US State Defense Committee a proposé le 9 octobre 1941 un itinéraire spécial reliant l'Alaska (Nome) à la Sibérie (Krasnoïarsk).

Cette nouvelle route de transport d'aide LL pour les avions a été mise en service le 1er octobre 1942. Les travaux de construction nécessaires dans l'Arctique se sont élevés à des millions de dollars. En collaboration avec le Canada, les États-Unis construisirent des liaisons de transport vers l'Alaska, dont l'autoroute de Fairbanks à travers les régions sauvages inhabitées de Nome et Uelka, où furent construits comme par magie des lotissements, des aérodromes avec hangars, des stations de réparation, etc. Il convient de noter que 26 nouveaux aérodromes ont été construits du côté sibérien, où les avions de passage pouvaient être ravitaillés et entretenus à des intervalles kilométriques optimisés. On peut dire que les conditions arctiques (-50 °C à -70 °C et tempêtes de neige) ont causé de grandes difficultés tant aux pilotes qu'au personnel de maintenance. La longueur totale du réseau de lignes entre l'Alaska et Krasnoïarsk était de plus de 14 000 km et le nombre d'avions livrés s'élevait à 8 094.

3) La route du Pacifique Sud vers le Golfe Persique (4 160 000 tonnes), la route maritime LL avait également ses ports de départ sur la côte ouest

des États-Unis, d'où les convois étaient déchargés via le Pacifique, l'océan Indien et la mer d'Arabie après avoir atteint le Golfe Persique à Bassorah (Abadan).

Le trajet était long et dangereux, mais nécessaire pour fournir une aide adéquate à l'armée rouge.

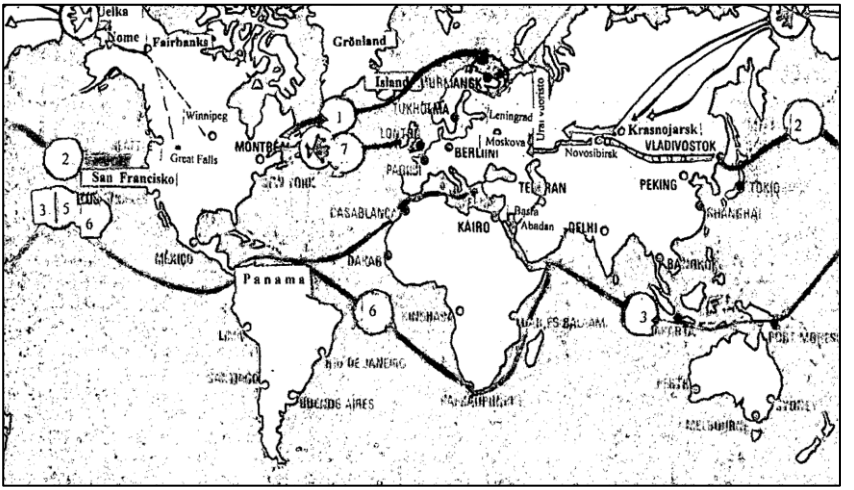
Le matériel transporté par les convois était le même que par les autres voies maritimes, mais le nombre d'avions était également considérable (3 860). Les autres matériels de guerre étaient principalement transportés par le chemin de fer construit par les Américains (mer Caspienne). L'assemblage, l'entretien, les vols d'essai, etc. des avions partiellement démontés pour le transport prenaient également beaucoup de temps. Les avions étaient ensuite acheminés vers les régions d'Asie centrale en passant par des déserts sablonneux, où leurs moteurs étaient fortement menacés par le sable soulevé.

4) Route de l'Atlantique Sud vers le golfe Persique, avec des ports de départ sur la côte ouest des États-Unis (nombre de navires voir point 3 ci-dessus).

5) La route de la mer Noire a fonctionné de 1944 à 1945 et a transporté 685 000 tonnes.

6) Mer du Nord arctique (Passage du Nord-Ouest arctique), 452 000 tonnes.

Total de l'aide LL : 17 501 000 tonnes.



Itinéraires de transport de l'aide Land/Lease des États-Unis à leurs alliés 1941-1945

Aide américaine à l'Union soviétique en dollars américains à l'époque et en quantités de matériel de guerre important.

La valeur de l'aide à l'Union soviétique a été estimée à 12,5 milliards de dollars américains.[629]

La quantité approximative de matériels livrés et reçus, dont

– 10 000 chars de combat (tanks)

– 10 000 automoteurs d'artillerie,

– 10 000 pièces d'artillerie

– 14 500 avions

– 350 000 tonnes d'aluminium

– 100 000 tonnes de caoutchouc

– 500 000 tonnes d'acier inoxydable

– 500 000 unités de véhicules divers (principalement des camions, des Jeeps, des tracteurs).

– 2,5 millions de tonnes de produits alimentaires

– Machines, pièces de machines et usines complètes d'une valeur de 3,0 milliards.

– 3 millions d'équipements individuels complets pour soldat.

– Des centaines de navires.

[629] Weeks, 2004.

La majeure partie de ces aides a été livrée en 1943/45, alors que la production propre de l'Union soviétique dans l'Oural sibérien dépassait déjà les quantités d'aide. Ce fait a été passé sous silence par Staline, et on peut dire que l'armée rouge a marché sur l'immense distance entre Stalingrad et Berlin, en utilisant toujours des avions et des transports américains. Un voyage (d'environ 2 000 km et de plus de 2 ans) qui aurait autrement pu durer des années encore !

Remarque 5

L'aide à l'Angleterre était bien plus importante (environ : 31 milliards de dollars américains), car elle dépendait à tous égards de l'aide américaine pour faire fonctionner sa société dans son ensemble. L'habileté et la ruse de Staline se manifestent en revanche dans la quantité de matériel de guerre nécessaire en tant qu'aide LL, ce qui est une toute autre affaire. En cas d'attaque contre l'Ouest, l'armée rouge devait avant tout être réapprovisionnée avec du matériel provenant de l'aide américaine, tandis que le matériel déjà produit par l'armée rouge elle-même pouvait être conservé et stocké pour la future situation d'après-guerre. Ce fait ne devait être communiqué sous aucune forme aux alliés occidentaux avant la fin de la guerre. Staline disposerait alors d'une armée rouge d'environ 11 millions d'hommes et d'un équipement militaire sans cesse renouvelé, dépassant de plusieurs fois les ressources des puissances occidentales en Europe.

Moscou pourrait ainsi dicter ET décider du sort des peuples d'Europe, peut-être même du monde.[630] [631] [632] [633]

Cet objectif de guerre secret de Staline n'a cependant pas été atteint, car les États-Unis ont mis au point une « arme de fin du monde », la bombe atomique, qui a été testée dès 1945 et a transformé la situation en une course à la terreur jusqu'en 1949.[634] [635]

---

[630] Hautamäki, 2004, pp. 101-103, le discours de Staline du 19 août 1939.
[631] Hautamäki, 2004, pp. 329-331, le discours de Dimitri Manuilski en 1930.
[632] Becker, 1991.
[633] pp. 114-118, *Stalins Stahlfaust* (Le poing d'acier de Staline) = Armée rouge, pp. 446-448, l'ordre de Staline.
[634] (Note du traducteur allemand : les États-Unis se sont emparés de cette technologie en 1945 en Thuringe, mot-clé à ce sujet : général George Patton. Il est ironique que le Japon ait été victime des bombes atomiques allemandes par le biais des États-Unis, notamment en raison de la non-attaque du Japon contre l'URSS en 1941. Voir aussi : Peter Brüchmann (2009) Amerikas verschwiegener Triumpf, die Erbeut der deutschen Atomwaffen 1945 ISBN 978-3938516683 et Friedrich Georg / Thomas Mehner (2008) Atomziel New York ISBN 978-3930219919 ainsi que Friedrich Georg : Hitlers letzter Trumpf. (2009, volumes 1+2) Développement et trahison des armes miraculeuses ISBN 9783878472476 et 9783878472483)

Ce n'est qu'à ce moment-là que Staline a été en mesure d'acquérir et de fabriquer sa propre arme nucléaire. Cela s'est également fait à l'aide de l'espionnage technico-industriel, surtout par le biais d'espions qui avaient travaillé avec succès pour l'Union soviétique dans les puissances occidentales (par exemple les « Cambridge Five » britanniques) et par de nombreux scientifiques atomistes individuels impliqués dans le projet « Manhattan », comme Klaus Fuchs, Robert Oppenheimer, Enrico Fermi, Edward Teller.

Considérations finales – L'ego de Roosevelt – Relations avec Staline et l'Union soviétique

Il semble étrange que le Président d'un pays aussi attaché à un capitalisme fort que les États-Unis apparaisse dans les estimations de nombreux scientifiques comme un partisan incontesté du socialisme. S'agissait-il simplement d'une question de perspective économique, dans laquelle la création technologiquement sous-développée de Lénine et Staline représentait une opportunité d'exportation gratifiante et à long terme, permettant ainsi à l'industrie américaine de continuer à fonctionner ?

Cela avait été le cas dans la Russie tsariste, où de grandes entreprises américaines étaient implantées depuis la fin du XIXe siècle. La révolution ~~russe~~ bolchevique [NdE française] de 1917 n'y a pas mis fin, car Lénine n'avait rien contre le commerce avec un pays capitaliste qui avait une longueur d'avance et des connaissances techniques élevées.[636]

On peut également s'interroger sur l'importance du New Deal de Roosevelt. Dès 1938, ce vaste programme de relance de l'économie et surtout de l'emploi a connu de grandes difficultés. Il y avait à nouveau près de 15 millions de chômeurs et la paix sociale était menacée. En tant que franc-maçon de haut rang, Roosevelt devait désormais, comme Wilson en son temps, écouter les conseillers de son propre gouvernement et les représentants du monde financier « invisible » (les grandes entreprises, le groupe bancaire de la Fed, les millionnaires mécènes individuels, la World Jewish Federation, les syndicats américains, etc.)

Walther Rathenau, futur Ministre des affaires étrangères de la République de Weimar (1919-1922), déclarait déjà en 1913 lors de l'assemblée constitutive du Groupe bancaire international (l'équivalent de l'actuelle Banque mondiale ?) à Paris :

---

[635] [NdE française : les bombes atomiques n'existent pas. Ce mythe fait partie de l'arsenal de terreur de nos contrôleurs ! *Hiroshima & Nagasaki : Une Autre Histoire de RobinMFisher*: https://www.bitchute.com/video/Jxa7dTy1Jlku]

[636] Weeks, 2004, pp.76-78.

« Le temps est venu pour les hauts cercles financiers de dicter publiquement les lois qu'ils ont jusqu'ici faites en secret. Ces représentants des milieux financiers remplaceront désormais les empereurs et les rois par leur autorité, qui ne se limitera pas à des pays particuliers, mais s'étendra à l'ensemble du globe ».[637]

Nous savons que les deux présidents américains (W. Wilson et F.D. Roosevelt) étaient malades lorsqu'ils ont dû prendre des décisions importantes au début de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, mais surtout à la fin des guerres (l'échec de Wilson en 1919 lors de la conclusion de la paix à Versailles et celui de Roosevelt en 1943-1945 après la Seconde Guerre mondiale (Téhéran, Yalta). À Potsdam en 1945, le nouveau Président américain H. Truman a dû tenir les promesses que Roosevelt avait faites à Staline lors des trois grandes conférences précédentes.

Nous reproduisons ci-dessous quelques déclarations de Roosevelt, à partir desquelles le lecteur pourra se faire sa propre idée de sa pensée, presque naïve du point de vue européen :

– Staline a exploité l'aversion de Roosevelt (ci-après FDR) pour l'Empire britannique et le colonialisme qu'il représentait, ainsi que pour Churchill.

– Le conseiller peut-être le plus important et le plus proche dont FDR s'entoura fut Harry Hopkins, qui servit notamment d'ambassadeur à Moscou et au sujet duquel Pavel Sudoplatov, chef de l'activité des partisans du NKVD et futur chef des « Speznas »[638] à l'étranger, donne son avis : *« C'était un véritable agent soviétique ! »*

Hopkins a également fait en sorte que les livraisons d'aide en prêt-bail à l'Union soviétique commencent dès juillet 1941, alors que Staline était en grande difficulté en raison des énormes pertes subies par l'armée rouge au cours du premier mois de guerre et que le véritable accord sur l'aide en prêt-bail était encore en cours d'élaboration (la loi a été votée par le Congrès américain le 11 mars 1941, l'accord n'a été officiellement signé que le 11 juin 1942).

– Au sein du gouvernement FDR, il y avait des personnes influentes occupant des postes élevés, dont beaucoup ont été démasquées comme espions soviétiques (Harry D. White, Alger Hiss, L. Curie). Il convient de noter que des centaines, voire des milliers d'agents soviétiques étaient actifs pendant la guerre, infiltrant chaque secteur du gouvernement américain, de l'économie et de l'industrie militaire. Mme Eleanor Roosevelt soutenait

[637] Rathenau, 1930, p. 44.

[638] Speznas GRU est une unité militaire spéciale formée pendant la guerre froide pour des missions de renseignement et de sabotage.

ouvertement le Parti communiste américain. L'ensemble du gouvernement américain était alors comme un « fromage suisse » – plein de trous, car à Moscou, des centaines de personnes travaillaient avec les Américains sur toutes les tâches importantes de la vie sociale, et se révélaient finalement être des agents hautement qualifiés des services secrets du Kremlin, le KGB.

– Roosevelt répond dans une lettre à l'ancien ambassadeur américain à Moscou W.C. Bullitt, qui avait averti le Président fin 1941 de ne pas faire confiance à Staline. *« Je ne crois pas aux rumeurs sur la tyrannie et les atrocités de Staline. Harry Hopkins m'a assuré que Staline n'était pas un tel homme. Je lui donnerai toute l'aide de LL, sans demander ce que Harry propose. Il (Staline) veut travailler avec moi pour la démocratie mondiale et la paix »* (*sic*).

– Début 1942, FDR écrit à Churchill : *« J'espère que vous ne me trouverez pas trop cru si je dis que je connais Staline et que j'ai affaire à lui mieux que n'importe quel autre fonctionnaire de votre ministère des Affaires étrangères ou du mien. Staline m'aime bien et je veux que cela reste ainsi ! »*

– FDR discute avec le multimillionnaire Armand Hammer (expert de la Russie et de l'Union soviétique, ami de Staline, financier et homme d'affaires) en novembre 1940 à la Maison Blanche de l'aide à l'Angleterre, Hammer parlant également de l'inclusion de l'Union soviétique dans l'aide, bien que l'Union soviétique et l'Allemagne soient alliées. À ce moment-là, FDR signale à Hammer que Hopkins est déjà en train de travailler sur le même sujet à Moscou.[639]

Remarque 6

Au même moment, l'accord M/R était encore en vigueur pour Staline et Hitler, et Molotov fut envoyé à Berlin du 12 au 14 novembre 1940 pour négocier avec les dirigeants allemands, avec des exigences de type chantage, mais aussi avec l'interdiction (Staline, Churchill, FDR) de s'engager dans de nouveaux accords avec Hitler. Les exigences présentées par Molotov étaient les mêmes que celles qui, sur ordre d'Andrej Wyssinskij (procureur, vice-ministre des Affaires étrangères et « boucher » de Lettonie en 1940), ne devaient pas être formulées par les accusés et leurs défenseurs devant le TMI à Nuremberg en 1945-1946. Le même sort a été réservé à notre Guerre d'Hiver, dont l'Union soviétique ne voulait pas qu'elle soit officiellement discutée dans quelque contexte que ce soit (Liste Vychinski).

[639] Weeks, 2004, pp. 45-50.

J. V. Staline et l'Union soviétique 1924-1953

À quoi ressemble le portrait de Staline ? Un voleur de banque géorgien formé dans un séminaire, éduqué en « Sibérie » par la Russie tsariste, un précurseur de la future révolution, un bolchevique, un brillant chef d'État, un dirigeant des masses, un tyran sans émotion et déterminé, prisonnier de son « grand rêve », de son « illusion » de révolution prolétarienne mondiale !

Tant dans la première que dans la deuxième partie de ce livre, nous nous sommes penchés sur l'ascension de Staline et de l'Union soviétique, qu'il a menée à partir de 1924 des ruines de la Russie tsariste vers une grande puissance. La rapidité de cette énorme transformation est unique, mais quand on sait par quels moyens le système soviétique y est parvenu, on ne peut s'empêcher d'être étonné.[640]

À la « table de poker » (j'ai déjà utilisé cette métaphore) des grandes puissances, où la liberté et l'indépendance des petits États étaient souvent en jeu et où les grands ne pouvaient imposer leur propre volonté de puissance que par la force et la contrainte, Staline dépassait tout simplement tout le monde.[641]

Cela s'avère être une naïveté incompréhensible, si l'on considère par exemple les positions de Roosevelt sur Staline décrites ci-dessus. L'ambassadeur américain à Moscou, W. C. Bullitt, met en garde son Président contre le manque de fiabilité de Staline, en vain. Je pense qu'il aurait dû le mettre en garde contre l'habileté et le brio du chef du Kremlin, qui sait faire de la politique et dissimuler ses ambitions.

Les questions relatives à Staline étant au cœur de la première et de la deuxième partie du livre, il suffit d'examiner quelques documents relatifs à la réalisation du « grand rêve » de Staline, à partir desquels le lecteur pourra tirer ses propres conclusions :

1) Dimitri Manuilski, directeur de la guerre politique à l'école Lénine ! Moscou, 1930 :

> *« La guerre entre le communisme et le capitalisme est inévitable. Aujourd'hui, cependant, nous ne sommes pas assez forts pour attaquer. Notre moment viendra dans 50-60 ans. Pour gagner à ce moment-là, nous aurons besoin de l'élément de surprise. Nous devons endormir le monde occidental. Pour ce faire, nous devons commencer par le mouvement pour la paix le plus spectaculaire jamais proposé. Il doit comporter des actions électrisantes, intéressantes et des concessions sans précédent. Les États capitalistes stupides et dégénérés seront heureux de contribuer à leur propre destruction.*

[640] Hautamäki, 2004, p. 334, référence n° 50, discussion Hitler / Mannerheim à Immola 4.6.1942.
[641] Et notre maréchal Mannerheim était un génie en tant que représentant d'un petit pays.

Ils saisiront soigneusement toutes les occasions de se lier d'amitié avec notre peuple. Dès que leur vigilance se relâchera, nous les écraserons avec nos poings d'acier (c'est-à-dire l'armée rouge) ».[642]

2) Discours de Staline devant le Politburo le 19.8.1939[643]

3) Ordre de Staline du 16 février 1943 (quelques semaines après la capitulation du 7e corps d'armée du maréchal général Friedrich Paulus à Stalingrad).

Sont notamment indiqués :

- ✓ Le commandant du 6e corps d'armée, le lieutenant-général F.M. Kharitonov.
- ✓ Le commandant du 2e corps d'armée, le lieutenant-général V.I.Kuznetsov.
- ✓ Colonel Popov, commandant du groupe Popov.
- ✓ Commandant de la 25e brigade blindée, colonel Polyakov.

Ces trois « phases » (étapes) sont prévues :

Phase 1 : Retrait et report.[644]

Phase 2 : Arrêt et expulsion de l'ennemi du territoire soviétique.

(Moscou, Stalingrad, Koursk, Leningrad, Kiev, Königsberg, Berlin).[645]

Phase 3 (secrète) : elle est la plus importante et doit nous conduire, après la victoire sur l'ennemi sur notre territoire, à notre dernier grand objectif, la révolution mondiale du prolétariat !

Les gouvernements bourgeois des démocraties occidentales, avec lesquels nous avons conclu une alliance, doivent seulement savoir que notre seule tâche est de chasser les fascistes de notre pays. Nous, les bolcheviques, savons, et avec nous tous les bolcheviques du monde entier (où Staline opère avec l'aide du Komintern), que notre véritable tâche ne commencera que lorsque la deuxième phase de la guerre sera terminée. Nous entamerons alors la troisième phase, la destruction du capitalisme. Nous devons assurer cette 3e phase à temps et prendre dès maintenant des mesures pour éviter que le capitalisme mondial ne découvre trop tôt cet objectif final. Ce sont les mesures tactiques que nous devons prendre s'il y a un retard dans le développement de la phase 2. Nous aurions alors besoin du soutien de nos alliés actuels, notamment pour ouvrir le deuxième front.

---

642 Hautamäki, 2004, p. 329, note n. 5.

643 Hautamäki, 2004, pp. 101-103, discours de Staline du 19 août 1939.

644 Si l'armée rouge en est arrivée là, c'est parce que l'Allemagne a frappé la première.

645 Cette partie de la phase 2, l'expulsion de l'ennemi de Stalingrad à Berlin, a duré un peu plus de deux ans.

Cependant, le moindre soupçon concernant notre objectif final réduirait rapidement à néant les efforts d'aide de nos alliés.

Mais en prenant ces précautions, nous ne devons pas donner l'impression aux grandes masses de notre pays, ni à nos camarades à l'étranger, que nous sommes devenus malhonnêtes et infidèles à nos principes fondamentaux. Non, nous ne sommes pas et ne serons jamais déloyaux envers eux.

Notre seul objectif final est et reste la révolution mondiale, la dictature du prolétariat dans le monde entier. Et de même que je me souviens toujours du serment que j'ai prononcé au chevet de notre maître Lénine, vous ne devez pas non plus oublier ce serment.

Pensez toujours à la 3e phase qui est devant nous et qui seule sera décisive pour nous.

Nous avons conclu des alliances lorsque cela était nécessaire pour atteindre la phase 3. Cependant, nos chemins diffèrent là où nos alliés actuels font obstacle à la réalisation de notre objectif final. Rappelez-vous toujours que notre slogan électoral est : *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous »*, et que notre seul objectif est la dictature du prolétariat mondial.

C'était l'objectif personnel clair de Staline, le grand dirigeant de l'Union soviétique. J'espère que mes lecteurs savent que j'évite autant que possible les expressions dites « si » dans mes écrits. Ces considérations a posteriori permettent, selon moi, au lecteur intéressé de suivre facilement le raisonnement et les conclusions de l'auteur. Mais je voudrais maintenant poser une question rhétorique et donner une explication basée sur tout ce que nous avons écrit et connu de Staline dans le passé : que se serait-il passé en 1945-1946 si les États-Unis n'avaient pas achevé leurs armes nucléaires près de quatre ans (1945/1949) avant l'Union soviétique de Staline, en dehors de ce qui s'est passé en grande partie après la fin de la Seconde Guerre mondiale et même dans les années 1950 et 1960 ?

Cette « arme de l'apocalypse » développée[646] par les États-Unis a stoppé le poing de fer de Staline, l'armée rouge, et a finalement détruit son « grand rêve ». Ainsi, à Moscou, le grand jour de la victoire de 1945, le défilé des troupes victorieuses sur la place Rouge est inspecté et salué par un héros et soldat vénéré par le peuple – le maréchal Georgi Joukov sur un cheval blanc ![647] Staline avait « perdu » son « grand rêve », tout comme un autre grand dirigeant, Churchill, avait perdu son empire. La grande question que

[646] (Note du traducteur allemand : probablement plutôt capturé..., voir note page 442 ci-dessous.)

[647] Nous savons également ce que Staline, déjà au sommet de sa popularité, pensait de ces maréchaux « se baignant dans la foule ».

nous avons posée ci-dessus en soulève inévitablement une autre sur la personnalité de Roosevelt : que se serait-il passé dans le futur s'il avait continué à présider les États-Unis après la Seconde Guerre mondiale ?

L'arrivée de Harry S. Truman à la présidence juste après la mort de Roosevelt en 1945 aurait-elle sauvé l'Europe, et peut-être même le monde, de l'invasion du communisme ?[648] [649]

Les préparatifs politiques et militaires, les objectifs, les plans (fronts N, M, S, E) et le calendrier des principales puissances belligérantes :

1) Le traité secret germano-soviétique de 1936 sur la coopération pour le partage de l'Europe en zones d'intérêt.[650]

2) Traité secret d'alliance entre l'Angleterre, la France et l'Union soviétique, signé le 15 octobre 1939. Conclusion, utilisation et signification du traité.

3) Décisions prises dans le cadre de la Guerre d'Hiver finlandaise de 1939-1940, documentées dans le dossier S-32 de Mannerheim et dans des sources étrangères.

Staline

– L'objectif fondamental immuable : la réalisation de la révolution prolétarienne mondiale selon Lénine.[651] [652] [653]

– Par des accords secrets, des relations d'alliance et même des manœuvres de diversion, il était possible de provoquer une grande guerre dans laquelle les puissances occidentales belliqueuses seraient affaiblies par la destruction de l'Allemagne et où l'armée rouge frapperait au moment le plus opportun.

– L'importance de l'Allemagne et son implication finale dans le triomphe commun du socialisme.

Roosevelt

– La destruction des dictatures et des monarchies du monde entier qui ne sont pas encore contrôlées par l'élite/la Fed. L'Allemagne, ressuscitée par Hitler de la tombe de Versailles, est la pire. Elle doit être détruite, elle

[648] Hautamäki, 2004, pp. 307-325, annexe n° 9
[649] Tusa, 1989, pp. 294-299.
[650] Hautamäki, 2004, pp. 42-47, Dr « Colonel » Grassmann.
[651] Hautamäki, 2004, pp. 329-330, Référence n° 5, Dimitri Manuilski.
[652] Hautamäki, 2004, pp. 40-41, Opération Poro.
[653] Hautamäki, 2004, pp. 27-28, Dr. P. Grassmann.

est une menace pour le monde.

– Le « New Deal » a échoué, le chômage augmente, le commerce international ne prend pas, les usines sont à l'arrêt, c'est la récession, les bénéfices des grandes entreprises baissent. La faute en revient à l'Allemagne, qui a supprimé l'étalon-or de son système économique et donc également le paiement d'intérêts aux élites qui dominent le monde.

– Roosevelt/Morgenthau Jr. trouvent une « porte dérobée » et la solution est une grande guerre ! Les préparatifs commencent dès le milieu des années Trente.

Le Ministre de l'intérieur H. Ickes demande à Roosevelt en 1938 : *« La conduite de la guerre nécessite une énorme quantité d'argent, où allons-nous le trouver si ce n'est à la Fed ? »* Roosevelt : *« Ils (les Européens) devront nous acheter toutes leurs armes, leurs munitions et leur matériel de guerre. Alors, nous n'aurons même pas assez de bateaux pour transporter l'or de l'autre côté de l'Atlantique. Si une guerre éclate, nous devrons être le 'magasin d'armes des démocraties' ».*

– Solution « Faux drapeau » / Pearl Harbor 1941.

Churchill

– « Rule Britannia » est un adage que Churchill a intégré comme règle de vie. La France avait été vaincue en 1812 (Napoléon) et le nouvel arrivant, l'Allemagne (Guillaume II), avait été anéanti conjointement lors de la Première Guerre mondiale et condamné comme seul coupable lors de la paix de Versailles en 1919.

– Cette « paix de vengeance » devait maintenir l'Allemagne en tant qu'État de deuxième classe (République de Weimar 1919-1933). Parallèlement, les vainqueurs ont créé une nouvelle carte de l'Europe avec l'émergence de nouveaux États-nations (dans certains cas et pour de bonnes raisons, la Finlande, les États baltes, la Tchécoslovaquie, les Balkans, etc.)

– Les vainqueurs ont également tenu leurs promesses envers leurs protagonistes, qui ont été récompensés par la possession des territoires des pays vaincus et mutilés (Allemagne, Autriche-Hongrie), dans lesquels de grandes parties de la population d'origine sont restées en tant que minorité opprimée et persécutée.

– Mannerheim : *« Les architectes et les maîtres d'œuvre de cette guerre sont Churchill et Staline ».*[654]

– Churchill : *« Il me suffit de lever le doigt pour faire la paix, mais je ne veux pas*

[654] Hautamäki, 2004, p. 188.

le faire ».[655] [656]

Hitler

– Le traité de Versailles doit être dissous.

– Un traité secret entre l'Union soviétique et l'Allemagne sur la coopération politique, économique et militaire, initié par Staline en février 1936.[657]

– Parallèlement, le traité divise l'Europe en zones d'intérêt destinées à compenser les pertes subies par les deux pays dans le cadre du traité de Versailles (Pologne, États baltes, Roumanie, Bessarabie, Autriche, Tchécoslovaquie).

L'objectif de Hitler est d'obtenir des changements par des moyens pacifiques, par un désarmement général et sur la base de la Société des Nations[658], pour sa population majoritaire en organisant des élections libres et pour sa population minoritaire en négociant des conditions plus supportables (Pologne, République tchèque, Autriche).[659]

– Pour Hitler, c'est une grande déception, car l'objectif principal des dirigeants des États-Unis est la destruction de l'Allemagne. Les États-Unis exigent de l'Angleterre, de la France et des autres pays qu'ils n'acceptent aucune discussion de fond avec l'Allemagne dans les situations de négociation.

– Roosevelt exercerait de fortes pressions, allant jusqu'au refus de toute future aide américaine à la guerre, si le Ministre polonais des affaires étrangères Jozef Beck entamait des négociations sur les propositions allemandes, et encore moins si le Premier ministre Chamberlain annonçait que la Grande-Bretagne était prête à négocier la paix et ses conditions avec Hitler.

– Ironiquement, Hitler s'adresse à plusieurs reprises au pire ennemi de l'Allemagne, le Président américain, pour lui demander de convoquer une conférence de paix afin de régler les affaires européennes.

Les offres de paix documentées de Hitler à ses adversaires

1) 2 septembre 1939 : Fritz Hesse (chargé d'affaires de Hitler) fait une offre de paix à l'Angleterre afin d'éviter que le Parlement britannique ne déclare la guerre à l'Allemagne le lendemain. Horace Wilson, conseiller de Churchill et chef de l'autorité administrative, rejette l'offre de paix.

---

[655] Hautamäki, 2004, p. 272.
[656] Cette déclaration de Churchill a peut-être coûté la vie à 45-50 millions de personnes en 1939-1945.
[657] Hautamäki, 2004, p. 329, référence 4, Grassmann.
[658] Organisation prédécesseur de l'ONU.
[659] Hautamäki, 2004, pp. 50-56.

2) 6 octobre 1939, lors de la capitulation de la Pologne.

3) 18 janvier 1940, demande de médiation via lord Tavistock (Irlande).

4) Du 3 au 4 mars 1940, fin de la guerre d'hiver avec un ultimatum à Staline.

5) 26 février au 19 mars 1940/Visite de S. Welles (agent du Président Roosevelt) à Hitler, Göring, Churchill, Mussolini, Ciano et Daladier.[660] L'Angleterre et la France n'accepteront pas la paix le 20 mars 1940.

6) Occupation allemande du Danemark et de la Norvège le 09.04.1940 (Weserübung). Le lendemain, les troupes britanniques et françaises commencent l'invasion de Narvik (front N) – sans succès. Invitation le 12.04.1940 à Roosevelt d'agir en tant que médiateur.

7) 10 mai 1941. Rudolf Hess s'envole pour l'Écosse afin de proposer la paix. Capture le jour même par ordre de Churchill. Il a été assassiné avant sa libération le 17.08.1987 parce qu'il en savait « trop »[661] (auteurs : CIA, MI5).

8) 23 juin 1940. Après la capitulation de la France du 19.6.1940, Hitler propose la paix. Documents « La Charité » trouvés dans un train en France (Front S).

9) 19 juillet 1940, offre de paix de Hitler diffusée sur la BBC.

Le premier monologue de Mannerheim à l'automne 1940

Helsinki/La maison de Mannerheim à Kaivopuisto. Vilho Tahvanainen (annexe 25) sténographie la déclaration et obtient l'autorisation de l'utiliser.

Mannerheim/VT :

> *« Je n'ai jamais vu la politique et surtout la politique militaire internationale comme plus ambiguë, plus confuse et plus trompeuse que dans le cas de la situation finlandaise à l'automne 1940. J'étais parfaitement conscient que l'entrée de la Finlande dans la lutte contre la toute-puissante Union soviétique à l'automne 1939 avait été interprétée par de nombreuses grandes puissances comme une folie, voire un suicide.*
>
> *Dans le même temps, nous avions involontairement et à notre insu confondu les plans de guerre de la coopération secrète du 15 octobre 1939 à Moscou entre les alliés que sont la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique. Après avoir révélé cet accord de Moscou le 9 février 1940 et modifié toute sa politique internationale,*

[660] Hautamäki, 2004, pp. 305-306, annexe n° 8.

[661] (Note du traducteur allemand : Et Hess aurait été celui qui, en tant que représentant légitime du Reich allemand, aurait pu le faire sortir de l'oubli. Pour plus de détails sur les efforts de paix de Hitler, bien plus nombreux, voir également ici. Hans Meiser (2004) *Gescheiterte Friedensinitiativen 1939-1945* ISBN 978-3878472117)

l'Allemagne a imposé la paix entre la Finlande et l'Union soviétique le 13 mars 1940.

De nouvelles informations de mes amis (Gregori + Luci) en Union soviétique, des informations des dirigeants allemands et d'autres matériaux que j'avais reçus montraient cependant que les plans de guerre des Alliés n'avaient pas fondamentalement changé.

L'armée rouge pouvait revenir à l'assaut à tout moment et de manière inattendue, nonobstant le traité de paix. Les Anglais, que j'avais toujours respectés et avec lesquels j'avais de nombreux bons amis, ont été impitoyablement conduits par Churchill dans la guerre contre l'innocente Scandinavie et la Finlande. Nous devions être sacrifiés comme champ de bataille pour les grandes puissances, comme cela avait été le cas en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Belgique, en Hollande et, surtout, dans les pays baltes.

Je m'attendais en fait à ce que les puissances occidentales aident rapidement et concrètement la Finlande pendant la Guerre d'Hiver. Elles auraient pu nous aider à repousser les troupes soviétiques au-delà de la frontière. Au lieu de cela, poursuivant leurs propres plans secrets, elles étaient prêtes à sacrifier la Finlande, car, indépendamment des accords qu'elles avaient conclus, elles avaient déjà sacrifié de nombreux petits pays d'Europe.

Moi-même et certains de mes amis finlandais avions, comme je l'ai dit, de bonnes relations avec les Anglais. Mes amis suédois, français et suisses avaient même des contacts directs avec des personnes proches du gouvernement britannique.

Par leur intermédiaire, j'ai essayé de convaincre par tous les moyens possibles le gouvernement britannique d'accepter les propositions de paix faites par les Allemands, en proposant une procédure de médiation. Si cette démarche avait abouti, elle aurait peut-être permis à toutes les parties de s'asseoir à la table des négociations, une fois la situation apaisée, afin de trouver une solution pacifique.

Mais il aurait été plus facile de prendre le taureau par les cornes que d'amener Winston Churchill à faire demi-tour ou même à envisager de s'écarter de la voie qu'il s'était tracée. Son objectif était la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne – de préférence son anéantissement total ».[662] [663]

[662] Mannerheim, p-32.

[663] Annexe 12, Le deuxième monologue de Mannerheim.

Visite de Hitler, 4 juin 1942

Wilhelm Keitel (à gauche), Adolf Hitler, Carl Gustaf Emil Mannerheim et le Président finlandais Risto Ryti à l'aérodrome d'Immola

Carl Gustav Emil Mannerheim

Mannerheims Agent (VT) Vilho Johannes Tahvanainen

Blason de la famille Mannerheim

Le cercueil ouvert du maréchal finlandais Carl Gustav Emil Mannerheim dans la chapelle de l'Hôpital cantonal de Lausanne, le 30 janvier 1951. (Photo K. A. Tapolan Album)

Postface de l'auteur à C. G. E. Mannerheim, maréchal de Finlande

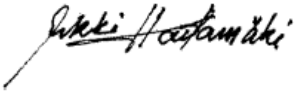
Monsieur le Maréchal,

Je déclare par la présente avoir accompli une tâche qui, par une série de coïncidences exceptionnelles, est devenue ma mission et, à partir de 1995, la mission de recherche littéraire de mes années de retraite. La plus grande importance pour moi, en commençant et en terminant mon travail de plus de vingt ans, était de justifier, à l'aide du matériel d'information laissé (dossier S-32), l'importance pour la Finlande des traités secrets et des décisions politiques sous-jacentes des trois dernières guerres menées par vous et les grandes puissances associées, lorsque la Finlande, sous votre direction peu coupable, a été contrainte militairement et, à partir de 1941, de plus en plus politiquement, de s'arranger sous la pression de menaces extérieures et sous ces mensonges et tromperies ouverts, tout en s'efforçant sincèrement de préserver la liberté et la souveraineté de notre pays.

La vérité, réduite au silence lorsque la guerre éclate, conduit au silence lorsqu'elle se termine ! C'est l'ancienne prérogative du vainqueur. Conscient de la paix qui régnait après 1944, alors que vous continuiez à jouir d'un grand prestige auprès de nos ennemis en tant que Président et aussi en tant que commandant en chef de nos forces armées, vous avez persévéré dans vos dernières fonctions pour résoudre les questions qui protégeaient les institutions démocratiques de notre pays. Nous avons ainsi pu éviter le terrible chaos qui s'est produit un an plus tard dans le reste de l'Europe, où il n'y avait plus de défenseurs de la vérité. Dans notre pays aussi, vous étiez préparé à une telle situation, comme le montrent les parchemins scellés vieux de trois ans contenant les documents originaux dans le dossier S-32 que vous avez remis au Président Paasikivi en 1950. Ceux-ci n'ont pas été retrouvés. Cependant, vous avez toujours veillé à préserver votre vérité. Votre agent, coursier et opérateur radio Vilho Tahvanainen (VT) a copié sur votre ordre le matériel du dossier S-32 pour les années 1945-1948, que j'ai pu utiliser pour mes recherches.

Monsieur le Maréchal.

En terminant aujourd'hui cette mission en tant que vieil homme, je tiens à vous remercier pour le travail que vous avez accompli et sacrifié pour votre patrie, la Finlande. Je vous remercie d'être né dans un pays libre et de me voir bientôt quitter un pays libre à la fin de ma vie.



Major de réserve, conseiller en éducation

Candida pro causa ense candido
(Avec des armes pures pour une cause pure)

Adolf Hitler s'est toujours efforcé de parvenir à une paix durable avec la France. Ici, lors de la visite du Premier ministre britannique Chamberlain à l'Obersalzberg, qui eut lieu avant le début de la guerre en 1939. Roosevelt et le futur Premier ministre Churchill firent pression sur les dirigeants français

Joseph Vissarionovitch Staline

Adolf Hitler

pour qu'ils concluent une alliance militaire commune contre le Reich allemand, qui fut signée le 24 mars 1938.

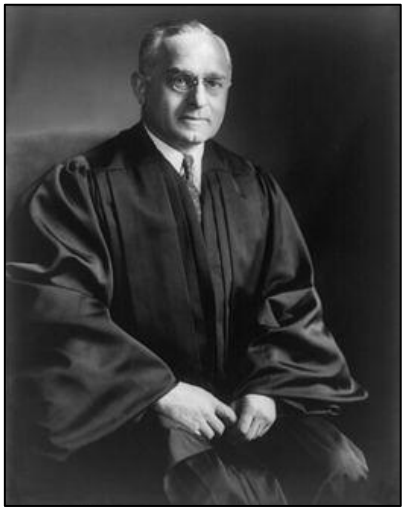
Le Président américain, ici avec sa femme Eleanor, pouvait compter sur ses ministres et conseillers loyaux pour collaborer étroitement avec le Premier ministre britannique W. C. Churchill dans la guerre contre l'Allemagne.

Winston Churchill sur une photo de 1961 avec le banquier juif Bernard Baruch.

Secrétaire d'État adjoint Sumner Welles

Secrétaire à la défense Donald Rumsfeld

Ministre du commerce Harry Hopkins



Conseiller Felix Frankfurter

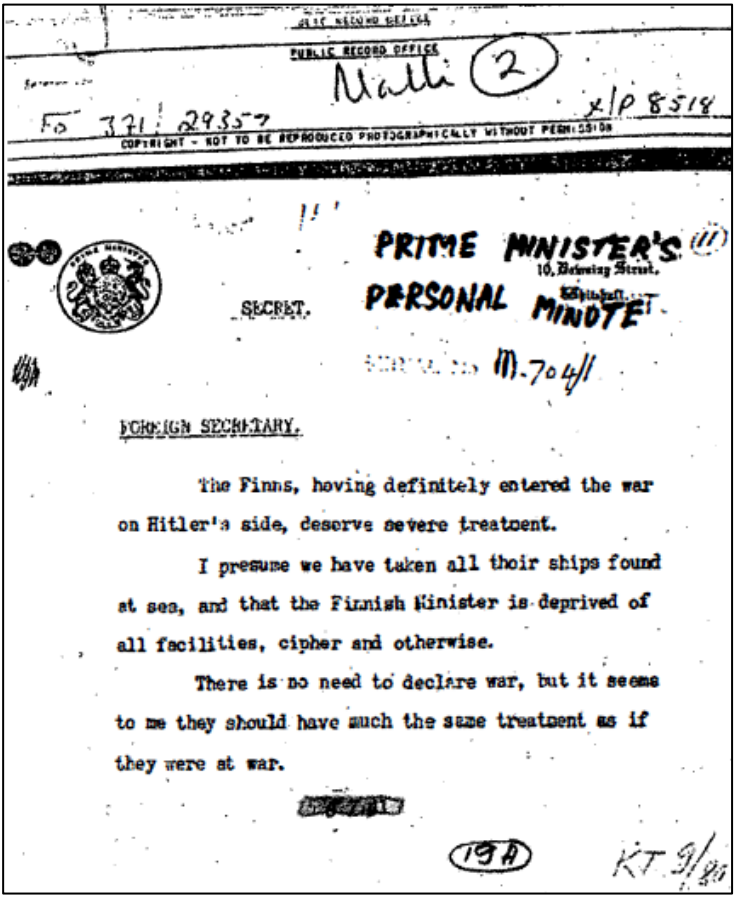
Henry Morgenthau Junior (sur la photo) a démissionné de son poste de secrétaire au Trésor américain en 1945. Le travail qu'il a commencé avec son groupe de travail en 1943 sur le traitement d'après-guerre (= « extermination ») des Allemands vaincus a été appelé le plan Morgenthau ! Le contenu cruel de ce plan, qui a été imprimé sous forme de livre, aurait été approuvé par le Président Roosevelt sur son lit de mort. Le nouveau Président Truman voyait le but de l'œuvre dans la destruction de tout un peuple, dans l'assassinat de 20 à 30 millions de civils par la famine, le manque de soins et l'abandon des Allemands et de leurs enfants dans des caves détruites.

Truman y voyait la culpabilité éternelle des Alliés envers l'humanité. Le livre n'a pas été publié, mais le plan d'application JCS-1067 qui en a découlé est devenu le seul manuel 1945-1947 pour D. Eisenhower !

Ce plan a conduit à ce que 2 à 3 millions d'Allemands meurent de faim et de maladie en l'espace de deux ans ! Toutes les actions d'aide furent interdites, et la Croix-Rouge et les organisations d'aide nationales ne furent pas autorisées à apporter de l'aide dans les camps de prisonniers fermés, comme par exemple le camp de Rheinwiesen.

ANNEXES

Annexe 1 : Télégramme du 5 juillet 1941 - Angleterre PM/AM



PUBLIC RECORD OFFICE

Finl (2)

FO 371/29357 x/P 8518

COPYRIGHT - NOT TO BE REPRODUCED PHOTOGRAPHICALLY WITHOUT PERMISSION

PRIME MINISTER'S (11)
10, Downing Street.
PERSONAL MINUTE

SECRET. M.704/1

FOREIGN SECRETARY.

The Finns, having definitely entered the war on Hitler's side, deserve severe treatment.

I presume we have taken all their ships found at sea, and that the Finnish Minister is deprived of all facilities, cipher and otherwise.

There is no need to declare war, but it seems to me they should have much the same treatment as if they were at war.

[redacted]

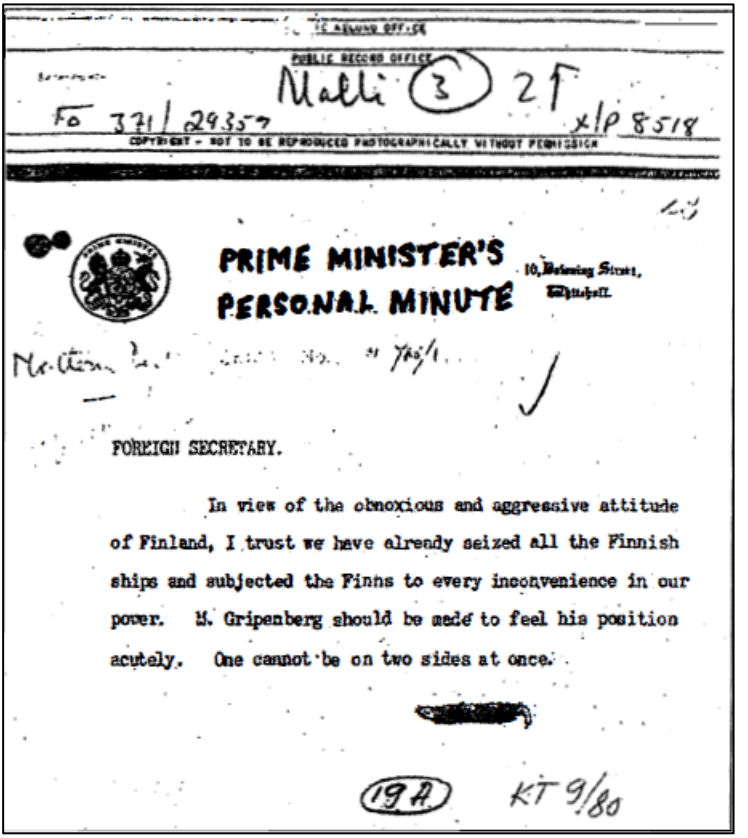
19A KT 9/20

Traduction libre (par l'auteur) :

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Les Finlandais ont clairement commencé la guerre du côté de Hitler, ce qui mérite un traitement sévère. Je suppose que nous avons pris tous leurs navires en mer et que le Ministre finlandais va perdre toutes ses installations et autres. Il n'est pas nécessaire de déclarer la guerre, mais il me semble qu'ils doivent être traités de la même manière que s'ils étaient en guerre.

Annexe 2 : Télégramme 16.7.1941 - Angleterre PM/AM



PUBLIC RECORD OFFICE

Malli (3) 2 T

FO 371/29357 x/P 8518

COPYRIGHT - NOT TO BE REPRODUCED PHOTOGRAPHICALLY WITHOUT PERMISSION

PRIME MINISTER'S PERSONAL MINUTE

10, Downing Street, Whitehall.

FOREIGN SECRETARY.

In view of the obnoxious and aggressive attitude of Finland, I trust we have already seized all the Finnish ships and subjected the Finns to every inconvenience in our power. M. Gripenberg should be made to feel his position acutely. One cannot be on two sides at once.

[redacted]

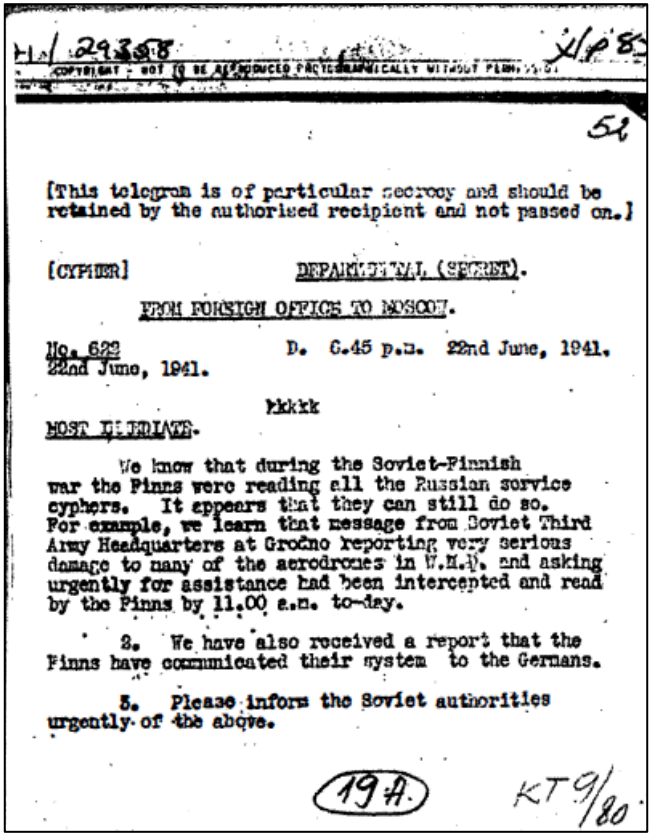
(19A) KT 9/80

Traduction libre (par l'auteur) :

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Compte tenu de l'attitude insupportable et agressive de la Finlande, je pars du principe que nous avons saisi tous les navires finlandais et imposé aux Finlandais tous les désagréments en notre pouvoir. Nous devons faire en sorte que M. Gripenberg se sente mal à l'aise. Il ne peut pas être de deux côtés à la fois.

Annexe 3 : Télégramme 22.6.1941 à Moscou



H/ 29358 X/p 8

COPYRIGHT - NOT TO BE REPRODUCED PHOTOGRAPHICALLY WITHOUT PERMISSION

52

[This telegram is of particular secrecy and should be retained by the authorised recipient and not passed on.]

[CYPHER] DEPARTMENTAL (SECRET).

FROM FOREIGN OFFICE TO MOSCOW.

No. 622 D. 6.45 p.m. 22nd June, 1941.
22nd June, 1941.

Kkkkk

MOST IMMEDIATE.

We know that during the Soviet-Finnish war the Finns were reading all the Russian service cyphers. It appears that they can still do so. For example, we learn that message from Soviet Third Army Headquarters at Grodno reporting very serious damage to many of the aerodromes in W.M.D. and asking urgently for assistance had been intercepted and read by the Finns by 11.00 a.m. to-day.

2. We have also received a report that the Finns have communicated their system to the Germans.

3. Please inform the Soviet authorities urgently of the above.

19 A. KT 9/80

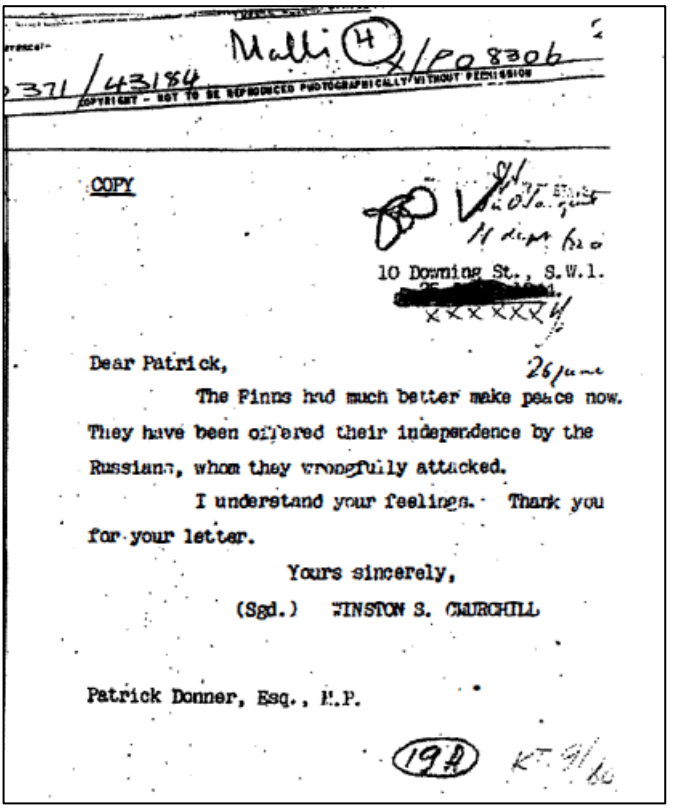
Traduction libre (par l'auteur) :

(1) Nous savons que pendant la guerre entre la Finlande et l'Union soviétique, les Finlandais ont décrypté tous les codes russes. Il semble qu'ils soient toujours en mesure de le faire. Nous avons par exemple découvert qu'un message du quartier général du troisième corps d'armée soviétique à Grodno, annonçant de très graves dommages à plusieurs avions et demandant une aide urgente, avait été intercepté et lu par les Finlandais à 23 heures aujourd'hui.

(2) Nous avons également reçu des informations selon lesquelles les Finlandais ont signalé leur système aux Allemands.

(3) Veuillez signaler d'urgence les incidents susmentionnés aux fonctionnaires soviétiques compétents.

Annexe 4 : Télégramme 25.6.1944 – Churchill/Donner



COPY

10 Downing St., S.W.1.

Dear Patrick,

26 June

The Finns had much better make peace now. They have been offered their independence by the Russians, whom they wrongfully attacked.

I understand your feelings. Thank you for your letter.

Yours sincerely,

(Sgd.) WINSTON S. CHURCHILL

Patrick Donner, Esq., M.P.

Traduction du télégramme :

« Cher Patrick,

Les Finlandais feraient mieux de faire la paix maintenant.

Ils ont retrouvé leur indépendance face aux Russes qui les ont injustement attaqués.

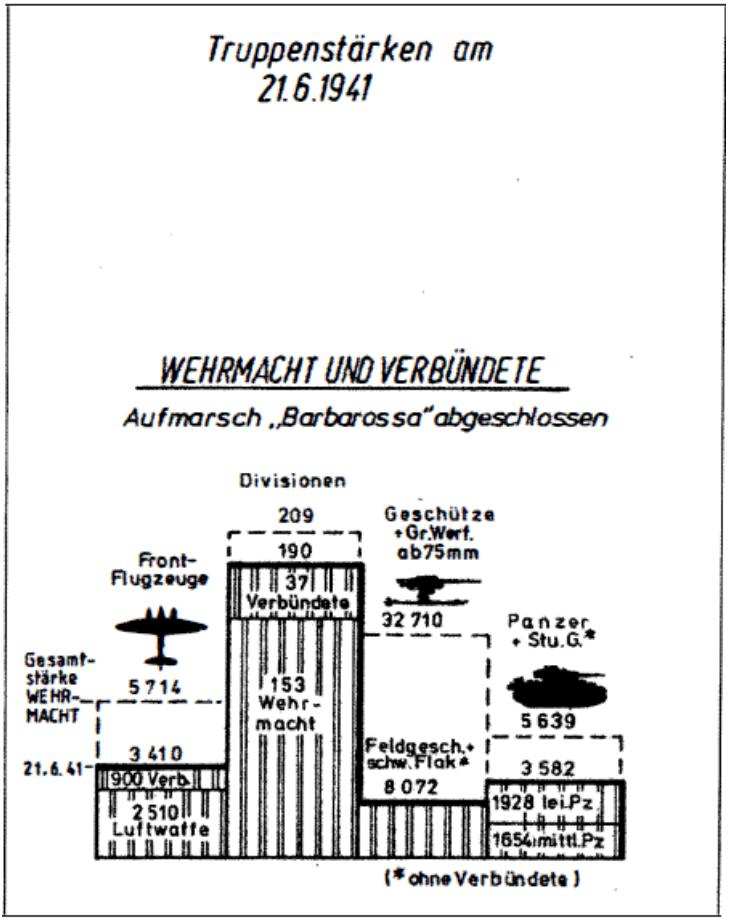
Je comprends vos sentiments.

Je vous remercie pour votre lettre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs,

Winston S. Churchill »

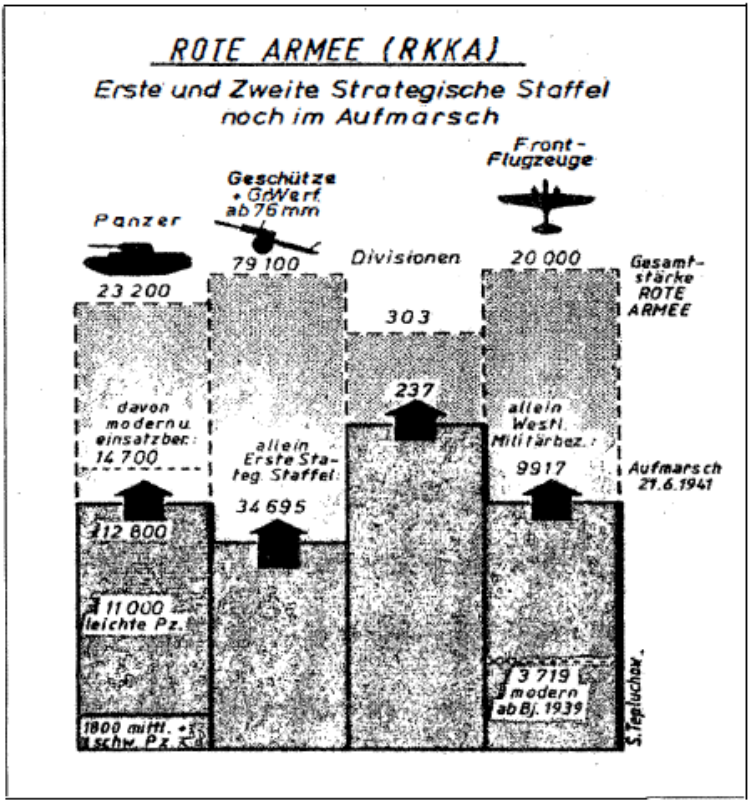
Annexe 5 : Forces armées allemandes 21.6.1941



Au début de l'opération « Barbarossa », le 21 juin 1941, l'armée allemande disposait de 3 410 avions, dont 900 alliés ; de 190 divisions de troupes, dont 37 alliés ; de 8 072 pièces de campagne et de DCA lourde, sans compter le matériel des alliés, et de 3 582 chars, dont 1 928 chars légers et 1 654 chars moyens, sans compter la contribution des alliés. Les lignes en pointillés indiquent les effectifs totaux. Le nombre total de canons et de mortiers de plus de 75 mm est de 32 710.[664]

[664] Post, 1996, pp. 420-421.

Annexe 6 : Forces armées soviétiques 21.6.1941 – « Aparatzija Geroza »



Au début de l'opération « Barbarossa », le 21 juin 1941, l'armée soviétique disposait dans la première phase stratégique de 9 917 avions, dont 3 719 avions modernes fabriqués en 1939 ou après ; 237 divisions de troupes ; 34 695 canons et mortiers de plus de 75 mm ; 12 800 chars, dont 11 000 légers et 1 800 moyens. Les lignes en pointillés représentent la deuxième phase stratégique, c'est-à-dire les effectifs totaux. Sur le nombre total de chars, 14 700 sont modernes et prêts à l'emploi.[665]

[665] Post, 1996 pp. 420-421.

Annexe 7 : Pertes pendant la guerre de Continuation et la guerre de Laponie en Finlande et en Union soviétique d'après les statistiques des Archives des victimes de guerre

Finlande

1. pertes des forces armées	Tués au combat	Disparus	Blessés	Total
Troupes au sol	38 323	6 678	155 837	200 838
Marine de guerre	677	641	1 969	3 287
Armée de l'air	436	90	507	1 033
dans les hôpitaux de guerre	13 166	--	(-13 166)	--
effectivement morts	7 967	--	--	7 967
Cause du décès non déterminée	59	--	--	59
	60 628	7 049	145 147	213 184
Personnes disparues revenues vivantes	--	(- 1993)	--	(-1 993)
décédés en captivité	404	(- 404)	--	--
déclarés morts	3 088	(- 3 088)	--	--
	3 492	5 485	145 147	
Pertes totales des forces de défense	64 120	1 924	145 147	211 191

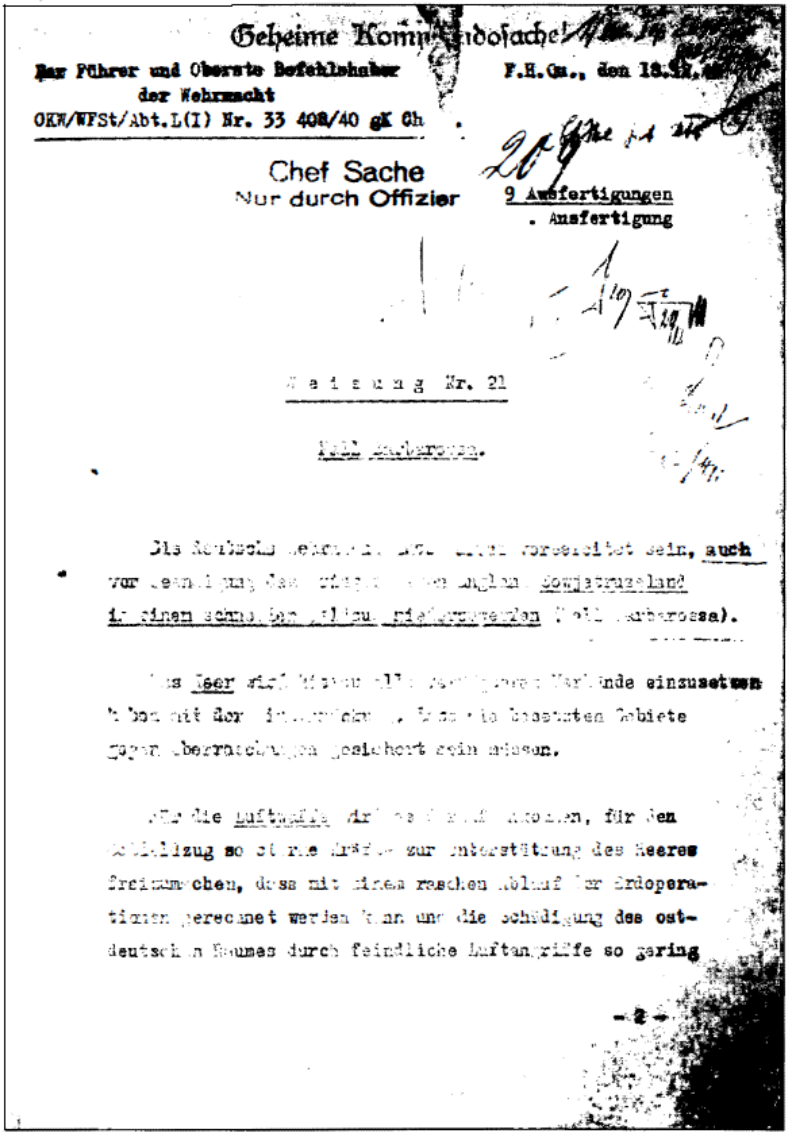
2. autres pertes	Décédés	Disparus	Blessés	Total
Filles et garçons (Lotta 228)	712	1	?	713
Hommes	613	?	?	613
Marine marchande (4 femmes)	124	?	?	124
Total des autres pertes	1 149	1		
Total des pertes de la guerre de Continuation et de la guerre de Laponie	65 569	1 925	145 147	212 641

Union soviétique

Les pertes de l'armée rouge dans les combats contre les Finlandais n'ont pas été officiellement déclarées. L'estimation finlandaise du nombre de victimes du début de la guerre à la fin avril 1944 – 241 000 morts – peut être considérée comme assez fiable. Lors de la grande offensive de l'été 1944, les Finlandais estimèrent le nombre de victimes à 65 000, ce qui portait le nombre total de victimes à 305 000 soldats soviétiques. Lorsque les Finlandais ont fait prisonniers de guerre 64 188 soldats soviétiques, l'armée rouge a subi des pertes totales d'environ 1 100 000 hommes lors de la bataille contre la Finlande, y compris le nombre probable de blessés.[666]

[666] Sotatieteenlaitos, 1988-1994, p. 492.

Annexe 8 : Directive n° 21 de Hitler « Cas Barbarossa » à la direction de l'armée du 18 décembre 1940



Geheime Kommandosache

Der Führer und Oberste Befehlshaber der Wehrmacht

OKW/WFSt/Abt.L(I) Nr. 33 408/40 gK Ch

F.H.Qu., den 18.12.40

Chef Sache
Nur durch Offizier

9 Ausfertigungen
. Ausfertigung

Weisung Nr. 21

Fall Barbarossa.

Die deutsche Wehrmacht [illegible] vorbereitet sein, auch vor Beendigung des [illegible] Englands Sowjetrußland in einem schnellen Feldzug niederzuwerfen (Fall Barbarossa).

Das Heer wird hierzu alle verfügbaren Verbände einzusetzen haben mit der Einschränkung, dass die besetzten Gebiete gegen Überraschungen gesichert sein müssen.

Für die Luftwaffe wird es darauf ankommen, für den Gebietszug so starke Kräfte zur Unterstützung des Heeres freizumachen, dass mit einem raschen Ablauf der Erdoperationen gerechnet werden kann und die Schädigung des ostdeutschen Raumes durch feindliche Luftangriffe so gering

- 2 -

C 162 2 1

wie möglich bleibt. Diese Schwerpunktbildung im Osten findet ihre Grenze in der Forderung, dass der gesamte von uns beherrschte Kampf- und Rüstungsraum gegen feindliche Luftangriffe hinreichend geschützt bleiben muss und die Angriffshandlungen gegen England, insbesondere seine Zufuhr, nicht zum Erliegen kommen dürfen.

Der Schwerpunkt des Einsatzes der Kriegsmarine bleibt auch während eines Ostfeldzuges eindeutig gegen England gerichtet.

Den Aufmarsch gegen Sowjetrussland werde ich gegebenenfalls acht Wochen vor dem beabsichtigten Operationsbeginn befehlen.

Vorbereitungen, die eine längere Anlaufzeit benötigen, sind - soweit noch nicht geschehen - schon jetzt in Angriff zu nehmen und bis zum 15.5.41 abzuschliessen.

Entscheidender Wert ist jedoch darauf zu legen, dass die Absicht eines Angriffes nicht erkennbar wird.

C 162
211

Die Vorbereitungen der Oberkommandos sind auf folgender Grundlage zu treffen:

I. Allgemeine Absicht:

Die im westlichen Russland stehende Masse des russischen Heeres soll in kühnen Operationen unter weitem Vortreiben von Panzerkeilen vernichtet, der Abzug kampfkräftiger Teile in die Weite des russischen Raumes verhindert werden.

In rascher Verfolgung ist dann eine Linie zu erreichen, aus der die russische Luftwaffe reichsdeutsches Gebiet nicht mehr angreifen kann. Das Endziel der Operation ist die Abschirmung gegen das asiatische Russland aus der allgemeinen Linie Wolga - Archangelsk. So kann erforderlichenfalls das letzte Russland verbleibende Industriegebiet am Ural durch die Luftwaffe ausgeschaltet werden.

Im Zuge dieser Operationen wird die russische Ostseeflotte schnell ihre Stützpunkte verlieren und damit nicht mehr kampffähig sein.

Wirksames Eingreifen der russischen Luftwaffe ist schon bei Beginn der Operation durch kraftvolle Schläge zu verhindern.

- 4 -

C 162 g
212

II. Voraussichtliche Verbündete und deren Aufgaben:

1.) Auf den Flügeln unserer Operation ist mit der aktiven Teilnahme Rumäniens und Finnlands am Kriege gegen Sowjetrussland zu rechnen.

In welcher Form die Streitkräfte beider Länder bei ihrem Eingreifen deutschen Befehl unterstellt werden, wird das Oberkommando der Wehrmacht zeitgerecht vereinbaren und festlegen.

2.) Rumäniens Aufgabe wird es sein, den Angriff des deutschen Südflügels, wenigstens in seinen Anfängen, mit ausgesuchten Kräften zu unterstützen, den Gegner dort, wo deutsche Kräfte nicht angesetzt sind, zu fesseln und im übrigen Hilfsdienste im rückwärtigen Gebiet zu leisten.

3.) Finnland wird den Aufmarsch der aus Norwegen kommenden abgesetzten deutschen Nordgruppe (Teile der Gruppe XXI) zu decken und mit ihr gemeinsam zu operieren haben. Daneben wird Finnland die Ausschaltung von Hangö zufallen.

4.) Mit der Möglichkeit, dass schwedische Bahnen und Strassen für den Aufmarsch der deutschen Nordgruppe spätestens von Operationsbeginn an zur Verfügung stehen, kann gerechnet werden.

- 5 -

III. Die Führung der Operationen:

A.) Heer (in Genehmigung der mir vorgetragenen Absichten):

In dem durch die Pripetsümpfe in eine südliche und eine nördliche Hälfte getrennten Operationsraum ist der Schwerpunkt nördlich dieses Gebietes zu bilden. Hier sind 2 Heeresgruppen vorzusehen.

Der südlichen dieser beiden Heeresgruppen - Mitte der Gesamtfront - fällt die Aufgabe zu, mit besonders starken Panzer- und mot. Verbänden aus dem Raum um und nördlich Warschau vorbrechend die feindlichen Kräfte in Weissrussland zu zersprengen. Dadurch muss die Voraussetzung geschaffen werden für das Eindrehen von starken Teilen der schnellen Truppen nach Norden, um im Zusammenwirken mit der aus Ostpreussen in allgemeiner Richtung Leningrad operierenden nördlichen Heeresgruppe die im Baltikum kämpfenden feindlichen Kräfte zu vernichten. Erst nach ~~Erledigung~~ Sicherstellung dieser vordringlichsten Aufgabe, welcher die Besetzung von Leningrad und Kronstadt folgen muss, sind die Angriffsoperationen zur Besitznahme des wichtigen Verkehrs- und Rüstungszentrums Moskau fortzuführen.

Nur ein überraschend schnell eintretender Zusammenbruch der russischen Widerstandskraft könnte es rechtfertigen, beide Ziele gleichzeitig anzustreben.

Die wichtigste Aufgabe der Gruppe XII bleibt auch während der Ostoperationen der Schutz Norwegens. Die darüber hinaus verfügbaren Kräfte sind in Norden (Geb.-Korps) zunächst zur Sicherung des Petsamo-Gebietes und seiner Erzgruben sowie der [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]

C 102
214

vorzustossen und die Versorgung des Murmansk-Gebietes auf dem Landwege zu unterbinden.

Ob eine derartige Operation mit stärkeren deutschen Kräften (2 - 3 Div.) aus dem Raum von Rovaniemi und südlich geführt werden kann, hängt von der Bereitwilligkeit Schwedens ab, seine Eisenbahnen für einen solchen Aufmarsch zur Verfügung zu stellen.

Der Masse des finnischen Heeres wird die Aufgabe zufallen, in Übereinstimmung mit den Fortschritten des deutschen Nordflügels möglichst starke russische Kräfte durch Angriff westlich oder beiderseits des Ladoga-Sees zu fesseln und sich in den Besitz von Enge zu setzen.

Auch bei der südlich der Pripetsümpfe angesetzten Heeresgruppe ist in konzentrischer Operation und mit starken Flügeln die vollständige Vernichtung der in der Ukraine stehenden russischen Kräfte noch westlich des Dnjepr anzustreben. Hierzu ist der Schwerpunkt aus dem Raum von Lublin in allgemeiner Richtung Kiew zu bilden, während die in Rumänien befindlichen Kräfte über den unteren Pruth hinweg einen weit abgesetzten Umfassungsarm bilden. Der rumänischen Armee wird die Fesselung der dort befindlichen russischen Kräfte zufallen.

Sind die Schlachten südlich bezw. nördlich der Pripetsümpfe geschlagen, ist im Rahmen der Verfolgung anzustreben:

in Süden die frühzeitige Besitznahme des wehrwirtschaftlich wichtigen Donez-Beckens.

- 7 -

in Norden das schnelle Erreichen von Moskau.
Die Einnahme dieser Stadt bedeutet politisch und wirtschaftlich einen entscheidenden Erfolg, darüber hinaus den Ausfall des wichtigsten Eisenbahnknotenpunktes.

B.) L u f t w a f f e :

Ihre Aufgabe wird es sein, die Einwirkung der russischen Luftwaffe soweit wie möglich zu lähmen und auszuschalten sowie die Operationen des Heeres in ihren Schwerpunkten, namentlich bei der mittleren Heeresgruppe und auf den Schwerpunktflügel der südlichen Heeresgruppe, zu unterstützen. Die russischen Bahnen werden je nach ihrer Bedeutung für die Operationen zu unterbrechen bezw. in ihren wichtigsten nahegelegenen Objekten (Flussübergänge) durch kühnen Einsatz von Fallschirm- und Luftlandetruppen in Besitz zu nehmen sein.

Um alle Kräfte gegen die feindliche Luftwaffe und zur unmittelbaren Unterstützung des Heeres zusammenfassen zu können, ist die Rüstungsindustrie während der Hauptoperationen nicht anzugreifen. Erst nach Abschluss der Bewegungsoperationen kommen derartige Angriffe, in erster Linie gegen das Uralgebiet, in Frage.

- 8 -

216

C. Kriegsmarine:

Der Kriegsmarine fällt gegen Sowjetrussland die Aufgabe zu, unter Sicherung der eigenen Küste ein Ausbrechen feindlicher Seestreitkräfte aus der Ostsee zu verhindern. Da nach dem Erreichen von Leningrad der russischen Ostseeflotte der letzte Stützpunkt genommen und diese dann in hoffnungsloser Lage sein wird, sind vorher größere Seeoperationen zu verneinen.

Nach [illegible] der russischen Flotte wird es darauf ankommen, den vollen Seeverkehr in der Ostsee, dabei auch den Nachschub für den nördlichen Heeresflügel über See, sicherzustellen (Minenräumung!)

IV. Alle von den Heeren Oberbefehlshabern [illegible] dieser Weisung zu treffenden Anordnungen müssen [illegible] dahin abgestimmt sein, [illegible] es sich um Vernichtungsmaßnahmen handelt für den Fall, dass Russland seine bisherige Haltung gegen uns ändern sollte. [illegible] der Frühzeitig zu den Vorarbeiten heranzuziehenden Offiziere ist [illegible] klein wie möglich zu halten, weitere Mitarbeiter sind so spät wie möglich und nur in dem für die Mitarbeit jedes Einzelnen erforderlichen Umfang einzuweisen. Sonst besteht die Gefahr, dass durch ein Bekanntwerden unserer Vorbereitungen, deren Durchführung zeitlich noch garnicht festliegt, schwerste politische und militärische Nachteile entstehen.

- 9 -

7. Vorträgen der Heeres- und Luftwaffenbefehlshaber über ihre weiteren Absichten auf Grund dieser Weisung sehe ich entgegen.

Die beabsichtigten Verlegungen aller Wehrmachtteile sind mir, auch in ihrem zeitlichen Ablauf, über das Oberkommando der Wehrmacht zu melden.

Annexe 9 : Proclamation du chancelier Adolf Hitler au peuple allemand du 22 juin 1941

Peuple allemand !

Nationaux-socialistes !

Accablé par de graves soucis, condamné au silence pendant des mois, l'heure est venue où je peux enfin parler ouvertement.

Lorsque le Reich allemand reçut la déclaration de guerre anglaise le 3 septembre 1939, la tentative britannique de faire échouer tout début de consolidation et donc d'ascension de l'Europe en luttant contre la puissance la plus forte du continent se répéta à nouveau.

C'est ainsi que l'Angleterre a autrefois détruit l'Espagne au cours de nombreuses guerres.

C'est ainsi qu'elle a mené ses guerres contre la Hollande.

C'est ainsi qu'elle a ensuite combattu la France avec l'aide de toute l'Europe.

Et c'est ainsi qu'elle a commencé à encercler ce qui était alors l'Empire allemand au tournant du siècle et qu'elle a déclenché la guerre mondiale en 1914.

Ce n'est qu'en raison de ses divisions internes que l'Allemagne a été vaincue en 1918.

Les conséquences ont été terribles.

Après avoir déclaré hypocritement que l'on avait lutté uniquement contre l'empereur et son régime, on a commencé, après le dépôt des armes de l'armée allemande, à détruire l'Empire allemand de manière planifiée. Alors que les prophéties d'un homme d'État français, selon lesquelles l'Allemagne comptait 20 millions d'habitants de trop, c'est-à-dire qu'il fallait s'en débarrasser par la famine, les maladies ou l'émigration, se réalisaient apparemment à la lettre, le mouvement national-socialiste commençait son œuvre d'unification du peuple allemand et, par là même, le relèvement du Reich.

Cette nouvelle élévation de notre peuple hors de la détresse, de la misère et d'un mépris honteux était placée sous le signe d'une renaissance purement intérieure. L'Angleterre en particulier n'en fut pas affectée, ni même menacée.

Malgré cela, la nouvelle politique d'encerclement haineuse contre l'Allemagne reprit immédiatement. À l'intérieur comme à l'extérieur, on en vint à ce complot que nous connaissons bien entre juifs et démocrates,

bolcheviques et réactionnaires, avec pour seuls objectifs d'empêcher la création du nouvel État populaire allemand et de plonger à nouveau le Reich dans l'impuissance et la misère.

À côté de nous, la haine de cette conspiration mondiale internationale s'est abattue sur les peuples qui, tout aussi ignorés de la chance, étaient contraints de gagner leur pain quotidien dans la lutte la plus dure pour l'existence. L'Italie et le Japon, en particulier, se sont vus contester, voire interdire formellement, leur part des biens de ce monde, tout comme l'Allemagne.

L'union de ces nations n'était donc qu'un acte d'autoprotection face à la coalition mondiale égoïste de la richesse et de la puissance qui les menaçait.

Dès 1936, Churchill déclara devant une commission de la Chambre des représentants américaine, après les déclarations du général américain Wood, que l'Allemagne redevenait trop puissante et devait donc être détruite.

À l'été 1939, le moment semblait venu pour l'Angleterre de pouvoir commencer la destruction à nouveau envisagée en répétant une vaste politique d'encerclement de l'Allemagne.

Le système de la campagne de mensonges organisée à cet effet consistait à déclarer d'autres peuples comme étant menacés, à les capturer dans un premier temps avec des promesses de garantie et d'assistance de la part de l'Angleterre, puis à les faire marcher contre l'Allemagne comme avant la guerre mondiale.

De mai à août 1939, l'Angleterre a ainsi réussi à faire croire au monde que la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, la Bessarabie et l'Ukraine étaient directement menacées par l'Allemagne. Une partie des États se laissa ainsi entraîner à accepter la promesse de garantie offerte par ces affirmations et passa ainsi au nouveau front d'encerclement contre l'Allemagne.

Dans ces circonstances, j'ai cru pouvoir répondre devant ma conscience et devant l'histoire du peuple allemand, non seulement d'assurer ces pays ou leurs gouvernements de la fausseté des affirmations britanniques avancées, mais en outre de rassurer la plus forte puissance de l'Est, en particulier par des déclarations solennelles sur les limites de nos intérêts.

Nationaux-Socialistes !

Vous avez tous ressenti autrefois que ce pas était pour moi un pas amer et difficile. Jamais le peuple allemand n'a nourri de sentiments hostiles envers les peuples de Russie. Depuis plus de deux décennies, le pouvoir juif-bolchevique s'est efforcé, depuis Moscou, de mettre à feu et à sang non

seulement l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe. Ce n'est pas l'Allemagne qui a tenté d'imposer sa vision du monde nationale-socialiste à la Russie, mais les dirigeants judéo-bolcheviques de Moscou qui ont constamment tenté d'imposer leur domination à notre peuple et aux autres peuples européens, et ce non seulement sur le plan spirituel, mais aussi et surtout sur le plan militaire.

Les conséquences de l'action de ce régime n'ont été que le chaos, la misère et la famine dans tous les pays. Depuis deux décennies, je me suis efforcé d'instaurer un nouvel ordre socialiste en Allemagne avec un minimum d'interventions et sans aucune destruction de notre production, ce qui a permis non seulement d'éliminer le chômage, mais aussi d'augmenter les bénéfices du travail pour les ouvriers.

Les succès de cette politique de réorganisation économique et sociale de notre peuple, qui tend vers une véritable communauté nationale en surmontant de manière planifiée les antagonismes de classe et d'état, sont uniques dans le monde entier.

En août 1939, j'ai donc eu beaucoup de mal à envoyer mon ministre à Moscou pour tenter de contrer la politique britannique d'encerclement de l'Allemagne. Je ne l'ai fait que par sens des responsabilités envers le peuple allemand, mais surtout dans l'espoir de parvenir finalement à une détente durable et de réduire les sacrifices que nous aurions peut-être dû faire.

L'Allemagne ayant solennellement assuré à Moscou que les territoires et pays cités, à l'exception de la Lituanie, étaient en dehors de tout intérêt politique allemand, un accord particulier fut conclu pour le cas où l'Angleterre parviendrait effectivement à pousser la Pologne à la guerre contre l'Allemagne.

Mais là encore, les prétentions allemandes furent limitées, sans commune mesure avec les performances des armes allemandes.

Nationaux-Socialistes !

Les conséquences de ce traité, que j'ai moi-même souhaité et conclu dans l'intérêt du peuple allemand, ont été très lourdes, en particulier pour les Allemands vivant dans les pays concernés. Bien plus d'un demi-million de nos compatriotes allemands, petits paysans, artisans et ouvriers, ont été contraints de quitter leur ancienne patrie presque du jour au lendemain, afin d'échapper à un nouveau régime qui les menaçait d'abord d'une misère sans limite, mais tôt ou tard d'une extermination totale. Pourtant, des milliers d'Allemands ont disparu ! Il a été impossible de déterminer un jour leur sort ou même leur lieu de séjour. Parmi eux, on compte plus de 160 hommes appartenant au Reich allemand.

J'ai gardé le silence sur tout cela, parce que je devais garder le silence ! Car mon souhait était de parvenir à une détente définitive et, si possible, à un équilibre durable avec cet État.

Mais déjà pendant notre avancée en Pologne, les dirigeants soviétiques ont soudain revendiqué la Lituanie, contrairement au traité.

L'Empire allemand n'a jamais eu l'intention d'occuper la Lituanie et non seulement il n'a pas fait une telle demande au gouvernement lituanien, mais il a au contraire rejeté la demande du gouvernement lituanien de l'époque d'envoyer des troupes allemandes en Lituanie dans ce sens, car elle ne correspondait pas aux objectifs de la politique allemande.

Malgré cela, je me suis également plié à cette nouvelle exigence russe. Mais ce n'était que le début d'un nouveau chantage qui s'est répété depuis.

La victoire en Pologne, remportée exclusivement [!] par les troupes allemandes, m'incita à adresser une nouvelle offre de paix aux puissances occidentales. **Elle a été rejetée par les fauteurs de guerre internationaux et juifs. Mais la raison de ce refus était déjà à l'époque que l'Angleterre espérait toujours pouvoir mobiliser une coalition européenne contre l'Allemagne, y compris les Balkans et la Russie soviétique.**

C'est ainsi que Londres décida d'envoyer M. Cripps comme ambassadeur à Moscou. Il reçut la mission claire de renouer en toutes circonstances les relations entre l'Angleterre et la Russie soviétique et de les développer dans le sens anglais. La presse anglaise rendit compte de l'avancement de cette mission tant que des raisons tactiques ne la firent pas taire.

Les premières conséquences se sont effectivement fait sentir à l'automne 1939 et au printemps 1940. Alors que la Russie s'apprêtait à assujettir militairement non seulement la Finlande, mais aussi les États baltes, elle motiva soudain ce processus par l'affirmation aussi mensongère que ridicule qu'elle devait protéger ces pays d'une menace étrangère ou l'anticiper. Mais cela ne devait concerner que l'Allemagne. En effet, aucune autre puissance ne pouvait pénétrer dans les régions de la mer Baltique ni y mener une guerre. Malgré cela, je devais me taire. Mais les dirigeants du Kremlin sont immédiatement allés plus loin.

Alors qu'au printemps 1940, l'Allemagne retirait ses forces armées loin de sa frontière orientale dans le cadre du pacte d'amitié, et qu'une grande partie de ces régions étaient même dépourvues de troupes allemandes, les forces russes commencèrent dès cette époque à se déployer dans une mesure qui ne pouvait être perçue que comme une menace délibérée pour l'Allemagne.

Selon une déclaration personnelle de Molotov à l'époque, 22 divisions russes se trouvaient déjà au printemps 1940 dans les seuls pays baltes. Comme le gouvernement russe a toujours affirmé qu'il avait été appelé par la population locale, le but de sa présence ne pouvait être qu'une démonstration contre l'Allemagne.

Alors que nos soldats avaient brisé la puissance franco-britannique à l'ouest à partir du 10 mai 1940, le déploiement russe sur notre front oriental se poursuivait à une échelle de plus en plus menaçante.

À partir d'août 1940, je crus donc ne plus pouvoir prendre la responsabilité, dans l'intérêt du Reich, de laisser sans protection nos provinces orientales, déjà si souvent dévastées, face à ce formidable déploiement de forces des divisions bolcheviques.

C'est ainsi que se produisit ce que la coopération anglo-soviétique voulait, à savoir l'engagement de forces allemandes si puissantes à l'Est que le commandement allemand ne pouvait plus assumer la responsabilité d'une fin radicale de la guerre à l'Ouest, en particulier sur le plan aérien.

Cela ne correspondait cependant pas seulement à l'objectif de la politique britannique, mais aussi à celui de la Russie soviétique. En effet, l'Angleterre comme la Russie soviétique ont l'intention de faire durer cette guerre aussi longtemps que possible, afin d'affaiblir toute l'Europe et de la plonger dans une impuissance toujours plus grande.

L'attaque menaçante de la Russie contre la Roumanie devait également servir en fin de compte uniquement à mettre la main sur une base importante non seulement de la vie économique allemande, mais aussi de toute l'Europe, ou du moins à la détruire dans certaines circonstances. Or, c'est précisément le Reich allemand qui, depuis 1933, s'est efforcé avec une patience infinie de gagner les États d'Europe du Sud-Est comme partenaires commerciaux. Nous avions donc le plus grand intérêt à la consolidation et à l'ordre interne de l'État. L'irruption de la Russie en Roumanie, l'engagement de la Grèce auprès de l'Angleterre menaçaient de transformer en peu de temps ces régions en un théâtre de guerre généralisé.

Contrairement à nos principes et à nos usages, j'ai répondu à une demande pressante du gouvernement roumain de l'époque, lui-même responsable de cette évolution, en lui conseillant de céder au chantage soviétique et de céder la Bessarabie pour préserver la paix.

Le gouvernement roumain pensait toutefois ne pouvoir assumer cela devant son propre peuple qu'à condition que l'Allemagne et l'Italie donnent au moins la garantie, en guise de compensation, que l'on ne toucherait plus à ce qui reste de la Roumanie.

Je l'ai fait le cœur lourd. Avant tout parce que si le Reich allemand donne une garantie, cela signifie qu'il l'assume. Nous ne sommes ni anglais ni juifs.

Ainsi, à la dernière heure, je pensais encore avoir servi la paix dans cette région, même si j'avais accepté une lourde obligation personnelle. Mais afin de résoudre définitivement ces problèmes et d'obtenir également des éclaircissements sur l'attitude de la Russie à l'égard de l'Empire, ainsi que sous la pression de la mobilisation sans cesse croissante à notre frontière orientale, j'ai invité M. Molotov à venir à Berlin.

Le Ministre soviétique des affaires étrangères a alors demandé des éclaircissements ou l'accord de l'Allemagne sur les quatre questions suivantes :

1ère question de Molotov : la garantie allemande pour la Roumanie doit-elle également s'appliquer à la Russie soviétique en cas d'attaque de celle-ci contre la Roumanie ?

Ma réponse : la garantie allemande est une garantie générale qui nous engage absolument. La Russie ne nous a jamais déclaré qu'elle avait encore des intérêts en Roumanie en dehors de la Bessarabie. L'occupation de la Bucovine du Nord était déjà une violation de cette assurance. Je ne pensais donc pas que la Russie pourrait soudainement avoir des intentions plus larges à l'égard de la Roumanie.

2ème question de Molotov : la Russie se sent à nouveau menacée par la Finlande, la Russie est déterminée à ne pas tolérer cela. L'Allemagne est-elle prête à ne donner aucune assistance à la Finlande et surtout à retirer immédiatement les troupes allemandes qui se dirigent vers Kirkenes pour la relève ?

Ma réponse : l'Allemagne n'a toujours pas d'intérêts politiques en Finlande. Une nouvelle guerre de la Russie contre le petit peuple finlandais ne peut plus être considérée comme acceptable par le gouvernement allemand du Reich, d'autant plus que nous ne pouvons jamais croire à une menace de la Russie par la Finlande. Mais nous ne voulions absolument pas qu'une zone de guerre soit à nouveau créée dans la mer Baltique.

3ème question de Molotov : l'Allemagne est-elle prête à accepter que la Russie soviétique donne à son tour une garantie à la Bulgarie et envoie des troupes soviétiques en Bulgarie à cette fin, tout en déclarant à Molotov qu'ils n'ont pas l'intention d'éliminer le roi par exemple à cette occasion ?

Ma réponse : la Bulgarie est un État souverain, et je ne sais pas si la Bulgarie a demandé une garantie à la Russie soviétique, comme la Roumanie l'a fait pour l'Allemagne. En outre, je devrais en discuter avec

mes alliés.

4ème question de Molotov : la Russie soviétique a besoin en toutes circonstances d'un passage libre à travers les Dardanelles et exige, pour sa protection, l'occupation de quelques points d'appui importants dans les Dardanelles et le Bosphore. L'Allemagne est-elle d'accord ou non ?

Ma réponse : l'Allemagne est prête à donner son accord à tout moment pour une modification du statut de Montreux en faveur des États de la mer Noire. L'Allemagne n'est pas prête à accepter la possession de bases russes dans les détroits.

J'ai adopté ici l'attitude que je pouvais seul adopter en tant que dirigeant responsable de l'Empire allemand, mais aussi en tant que représentant responsable de la culture et de la civilisation européennes.

La conséquence en a été un renforcement de l'activité soviéto-russe dirigée contre le Reich, mais surtout le début immédiat de l'érosion interne du nouvel État roumain et la tentative d'éliminer le gouvernement bulgare par la propagande.

Avec l'aide d'esprits confus et immatures de la Légion roumaine, on a réussi à mettre en scène un coup d'État en Roumanie, dont l'objectif était de renverser le chef d'État, le général Antonescu, de créer le chaos dans le pays afin de supprimer, par l'élimination d'un pouvoir légal, la condition préalable à l'entrée en vigueur de la promesse de garantie allemande.

Malgré cela, je continuais à penser qu'il valait mieux garder le silence. Immédiatement après l'échec de cette entreprise, on assista à un nouveau renforcement des concentrations de troupes russes à la frontière orientale de l'Allemagne. Des unités de chars et des troupes de parachutistes ont été déplacées en nombre toujours croissant à une proximité menaçante de la frontière allemande. La Wehrmacht allemande et la patrie allemande savent qu'il y a encore quelques semaines [!], il n'y avait pas une seule division blindée ou motorisée allemande à notre frontière orientale. Mais s'il fallait une dernière preuve de la coalition entre l'Angleterre et la Russie soviétique, intervenue entre-temps malgré toutes les diversions et les camouflages, c'est le conflit yougoslave qui l'a apportée.

Alors que je m'efforçais de faire une dernière tentative pour pacifier les Balkans et que j'invitais la Yougoslavie, en collaboration compréhensive avec le Duce, à adhérer au pacte tripartite, l'Angleterre et la Russie soviétique organisaient en commun le coup de main qui a éliminé en une nuit le gouvernement de l'époque, prêt à s'entendre. Car on peut aujourd'hui le dire au peuple allemand : le coup de main serbe contre l'Allemagne n'a pas eu lieu sous les seuls drapeaux anglais, mais essentiel-

lement sous les drapeaux russes soviétiques. Comme nous nous sommes également tus à ce sujet, les dirigeants soviétiques sont allés encore plus loin. **Non seulement ils ont organisé le putsch, mais quelques jours plus tard, ils ont conclu avec les nouvelles créatures qui leur étaient dévouées le fameux accord d'amitié destiné à renforcer les Serbes dans leur volonté de résistance à la pacification des Balkans et à les inciter contre l'Allemagne.** Et ce n'était pas une intention platonique :

Moscou exigeait la mobilisation de l'armée serbe.

Comme je pensais encore maintenant qu'il valait mieux ne pas parler, les dirigeants du Kremlin ont fait un pas de plus :

Le gouvernement du Reich allemand possède aujourd'hui les documents qui prouvent que la Russie, afin d'amener définitivement la Serbie au combat, a donné l'assurance de livrer des armes, des avions, des munitions et d'autres matériels de guerre contre l'Allemagne via Salonique.

Et cela s'est passé presque au même moment où j'ai moi-même conseillé au Ministre japonais des affaires étrangères, le Dr Matsuoka, d'instaurer une détente avec la Russie, toujours dans l'espoir de servir ainsi la paix.

Seule la percée rapide de nos incomparables divisions vers Skopje et la prise de Salonique elle-même ont empêché les intentions de ce complot soviéto-russo-anglo-saxon. Mais les officiers de l'aviation serbe se sont enfuis en Russie, où ils ont été immédiatement accueillis comme des alliés. **La victoire des forces de l'Axe dans les Balkans à elle seule a tout d'abord fait échouer le projet d'engager l'Allemagne dans des combats de plusieurs mois dans le sud-est cet été et, entre-temps, d'achever de plus en plus le déploiement des armées russes soviétiques, de renforcer leur état de préparation à la guerre, pour pouvoir ensuite, avec l'Angleterre et avec l'appui des livraisons américaines espérées, étouffer et écraser le Reich allemand et l'Italie.**

Ainsi, Moscou n'a pas seulement rompu les accords de notre pacte d'amitié, mais les a trahis de manière pathétique. Et tout cela alors que, jusqu'à la dernière minute, les dirigeants du Kremlin ont feint la paix et l'amitié à l'extérieur, comme dans le cas de la Finlande ou de la Roumanie, et ont rédigé des démentis apparemment inoffensifs.

Si, jusqu'à présent, j'ai été contraint par les circonstances de me taire à plusieurs reprises, le moment est venu où continuer à regarder serait non seulement un péché par omission, mais aussi un crime contre le peuple allemand, voire contre toute l'Europe.

Aujourd'hui, environ 160 divisions russes se trouvent à notre

frontière. Depuis des semaines, cette frontière est constamment violée, non seulement chez nous, mais aussi dans le Grand Nord et en Roumanie. Les aviateurs russes se font un plaisir de passer ces frontières sans s'en soucier, pour nous prouver qu'ils se sentent déjà les maîtres de ces territoires. Dans la nuit du 17 au 18 juin, des patrouilles russes ont à nouveau pénétré sur le territoire allemand et n'ont pu être repoussées qu'après une longue fusillade. L'heure est donc venue de s'opposer à ce complot des instigateurs juifs anglo-saxons de la guerre et des dirigeants tout aussi juifs de la centrale bolchevique de Moscou.

Peuple allemand !

En ce moment même se déroule un défilé qui, par son ampleur et sa portée, est le plus grand que le monde ait jamais vu. Les combattants du vainqueur de Narvik 2 se tiennent aux côtés de leurs camarades finlandais sur la mer de glace septentrionale. Des divisions allemandes, sous les ordres du conquérant de la Norvège, protègent le sol finlandais avec les héros finlandais de la liberté sous la direction de leur maréchal. De la Prusse orientale aux Carpates, les formations du front oriental allemand s'étendent. Sur les rives du Pruth, sur le cours inférieur du Danube jusqu'aux rives de la mer Noire, les soldats allemands et roumains s'unissent sous le chef d'État Antonescu. La mission de ce front n'est donc plus de protéger les différents pays, mais de sécuriser l'Europe et donc de sauver tout le monde. C'est pourquoi j'ai décidé aujourd'hui de remettre le destin et l'avenir de l'Empire allemand et de notre peuple entre les mains de nos soldats. Puisse le Seigneur nous aider précisément dans ce combat !

Berlin, le 22 juin 1941 **Signé Adolf Hitler**

Source : Domarus, Max : *Hitler. Discours et proclamations 1932-1945.* commentés par un contemporain allemand. Partie 2 : *La chute. Volume 4 : 1941-1945.* 4e éd. Leonberg : Pamminger, 1988. pp. 1643-1816

Annexe 10 : Déclarations de guerre juives contre l'Allemagne 1932-1952

1932 – La première déclaration de guerre est faite à Paris par Bernat Lecache, président de la World Jewish League :

> *« L'Allemagne est notre ennemi numéro un. C'est à nous de lui déclarer la guerre sans pitié. Nous, les Juifs, sommes la nation la plus puissante du monde parce que nous avons le pouvoir et que nous savons l'utiliser ».*

1933 – 24. 3. Le *Daily Express* écrit : *« ... 14 millions de Juifs se tiennent comme un seul homme et déclarent la guerre à l'Allemagne. Les grossistes juifs quittent leurs maisons, les banquiers leurs bourses, les boutiquiers leurs magasins et les mendiants leurs cabanes pour se joindre à la guerre sainte contre le peuple d'Hitler ».*

S'ensuivit une troisième déclaration de guerre de Samuel Untermyer à Amsterdam, qui qualifia la guerre désormais décidée contre l'Allemagne de *« guerre sainte ». « Cette guerre contre l'Allemagne serait menée jusqu'à sa fin, jusqu'à son anéantissement ».* (*New York Times*, 7 août 1933).

1939 – Le 25 août, huit jours avant la déclaration de guerre britannique à l'Allemagne (3 septembre 1939), Chaïm Weizmann, alors dirigeant sioniste, a envoyé une déclaration officielle de soutien, adoptée par le 25e congrès sioniste à Genève :

> *« Je voudrais déclarer avec force que nous, les Juifs, sommes aux côtés de l'Angleterre et que nous nous battrons pour la démocratie. Sur cette base, nous plaçons nos plus petites et nos plus grandes activités en tant que groupe sous la direction du gouvernement britannique. La Mission juive est prête à conclure un accord immédiat pour nous fournir toute la main-d'œuvre juive, les technologies, les outils et tout ce qui est nécessaire ».*

Le 3 septembre, W. Churchill annonça à la radio anglaise : *« Cette guerre est la guerre de l'Angleterre et son but est la destruction du Reich allemand ».*

Dès le lendemain de la déclaration de guerre à l'Allemagne, le Premier ministre britannique N. Chamberlain déclara à l'ambassadeur américain à Londres Joseph Kennedy :

> *« Les Américains et les Juifs du monde entier m'ont forcé à faire cette guerre ».*

Le 13.9.1939, *Cetrallblad Voor Israeliten* écrit aux Pays-Bas :

> *« Des millions de Juifs d'Amérique, d'Angleterre, de France, d'Afrique et de Palestine ont décidé de mener une guerre d'extermination contre l'Allemagne jusqu'à son anéantissement total ! »*

1940 – Le 26 février, le *Toronto Evening Telegram* de M. M. Perlzweig, président de la section britannique du Congrès juif mondial, publie l'extrait suivant d'un discours qu'il a prononcé au Canada :

> *« Le Congrès juif mondial déclare qu'il est en guerre ininterrompue contre l'Allemagne depuis sept ans ».*

Le communiqué de presse des 24 et 25 avril complète la déclaration de Duff Cooper à Chuchill :

> *« ...le futur traité de paix doit être beaucoup plus dur et impitoyable que Versailles. Nous n'avons pas à faire de différence entre Hitler et le peuple allemand ».*

Le 8 mai, le *Jewish Chronicle* de Londres publie :

> *« Nous sommes en guerre contre Hitler depuis le premier jour de sa prise de pouvoir.*
>
> *En juin, le rabbin Dr Stephen S. Wise écrit : 'Cette guerre est notre affaire' ».*

1941 – En août, les juifs de Moscou ont déclaré la guerre à l'Allemagne :

> *« Maintenant, enfin, un tournant bouleversant s'est produit parmi les Juifs du monde entier, qui se dressent contre les assassins fascistes qui noient dans le sang les habitants des villes et des villages européens... ».*

Les juifs ont combattu les Allemands sur tous les fronts avec une haine universelle. Le 7 mai 1941, le nombre de juifs en Russie s'élevait à 1 140 000, dont des généraux et des brigadiers.

Quelque 30 000 Américains et 63 000 juifs russes ont reçu la médaille d'honneur. Quelque 101 juifs ont reçu la médaille de « Héros de l'Union soviétique ».

1944 – Le 27 octobre, une résolution des unités militaires juives est publiée à l'attention des Alliés : *« Les Juifs font partie des nations en guerre avec l'Allemagne depuis 1933 ».*[667]

1952 – Le 12 janvier, le rabbin Emanuel Rabinovich a déclaré :

> *« Le but que nous avons enduré pendant 3 000 ans est enfin atteint. Je peux vous confirmer que notre race occupera désormais la place qui lui revient dans le monde. Chaque juif est un roi, chaque chrétien est un esclave.*
>
> *Nous avons suscité un sentiment anti-allemand en Amérique, qui a atteint son apogée pendant la Seconde Guerre mondiale. Notre objectif ultime est de déclencher la*

[667] 1948 L'ONU déclare la création de l'État d'Israël.

troisième guerre mondiale. Cette guerre mettra fin pour toujours à notre lutte contre les dissidents. Notre race dominera alors le monde de manière invincible ».[668]

[668] [NdE français : le texte complet se trouve dans *La véritable histoire des relations entre les Goyim et les juifs* d'Eustace Mullins, didi18edition.com]

Annexe 11 : Lettre de Mannerheim à Hitler, 2 septembre 1944

Lettre du maréchal Mannerheim à Adolf Hitler, Führer et commandant en chef du Reich allemand, datée du 2 septembre 1944, après la décision de la Finlande de rompre ses relations diplomatiques avec l'Allemagne. Exigence de l'URSS : les troupes allemandes doivent quitter le pays dans un délai de deux semaines.

« Au Führer allemand et commandant en chef Adolf Hitler

En cette heure de décisions graves imminentes, je ressens le besoin de vous faire savoir que je suis arrivé à la conviction que le salut de mon peuple me fait un devoir de trouver une issue rapide à cette guerre.

L'évolution défavorable de la situation générale de la guerre limite de plus en plus les possibilités de l'Allemagne de nous fournir à temps et en quantité suffisante l'aide dont nous aurons un besoin urgent et que l'Allemagne, à mon avis, souhaiterait sincèrement nous fournir, dans les moments de grande détresse auxquels il faut certainement encore s'attendre. Le transfert d'une seule division allemande en Finlande exige déjà une période pendant laquelle notre résistance contre la puissance supérieure de l'ennemi peut s'effondrer et que le nombre suffisant de divisions allemandes ne soit mis à disposition en permanence ici en Finlande que pour ce cas, la situation, je le comprends bien, ne permet pas non plus l'expérience de l'été dernier confirme cette hypothèse. L'évaluation de la situation de guerre que je viens d'exposer est celle d'une majorité croissante de la représentation nationale finlandaise.

Même si j'étais d'un autre avis, il me serait difficile d'être plus précis.

Même si j'étais d'un autre avis, il ne me serait pas possible longtemps, compte tenu de notre constitution, de ne pas tenir compte de cette volonté déjà clairement exprimée par la majorité du peuple. Lorsque le maréchal Keitel m'a rendu visite l'autre jour en votre nom, il a fait remarquer que le peuple de la Grande Allemagne pouvait sans aucun doute faire la guerre pendant encore dix ans si le destin l'exigeait. J'ai fait remarquer que même si, comme je l'espère, cela s'applique à une nation de 90 millions d'habitants, il est certain que nous, les Finlandais, ne sommes pas physiquement capables de soutenir une guerre plus longue. La grande attaque russe de juin a déjà épuisé mes réserves. Nous ne pouvons plus nous permettre de perdre autant de sang sans mettre en danger l'existence de la petite nation finlandaise.

Je tiens à souligner tout particulièrement que, même si le destin n'accorde pas le succès à vos armes, l'Allemagne continuera à vivre. Une affirmation similaire ne peut pas être faite dans le cas de la Finlande. Si ce peuple d'à peine quatre millions de personnes est militairement vaincu, on ne peut guère douter qu'il sera déporté ou exterminé. Je ne peux pas exposer mon peuple à cette possibilité.

Même si je n'ose espérer que vous reconnaîtrez ou approuverez la justesse de mes explications et de mes justifications, je tenais à vous envoyer ces quelques lignes avant de prendre ma décision.

Nos chemins se sépareront probablement très bientôt, mais le souvenir de nos frères d'armes allemands continuera à vivre ici. En Finlande, les Allemands n'étaient certainement pas les représentants d'une tyrannie étrangère, mais des aides et des frères d'armes. Mais même ainsi, la position des étrangers est toujours difficile et exige beaucoup. Je peux vous témoigner qu'au cours des dernières années, il ne s'est rien passé en Finlande qui puisse nous inciter à voir dans les troupes allemandes des envahisseurs ou des oppresseurs. Je crois que les relations de l'armée allemande dans le nord de la Finlande avec la population locale et les autorités du pays entreront dans notre histoire comme un exemple peut-être unique, dans des circonstances similaires, de relations correctes et cordiales. Je pense qu'il est de mon devoir de sortir mon peuple de la guerre. Je ne peux et ne veux jamais, de ma propre volonté, retourner contre les Allemands les armes qui nous ont été si généreusement fournies. J'espère que, même si vous désapprouvez mon écrit, vous aurez, comme moi et comme tous les Finlandais, le désir et l'ambition de mettre fin à la situation actuelle sans la moindre aggravation.

Avec mes respects et ma gratitude.
Baron Mannerheim Maréchal de Finlande
Président de la République de Finlande »[669]

[669] Mannerheim, 1952, pp. 474-475.
Dans la traduction allemande, la source pour le texte de la lettre :
fr.metapedia.org/wiki/Mannerheim,_Carl_Gustaf_Emil

Annexe 12 : Le deuxième monologue de Mannerheim le 23 janvier 1950

Mannerheim/VT :

« Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui m'ont mal compris et qui ont pensé que mes actions étaient mauvaises.

Il y en aura beaucoup, même après moi, qui feront peser sur mes épaules le poids du malheur et de la responsabilité. On m'a écrit et dit que sur ma conscience reposent le sang de dizaines de milliers d'innocents et la douleur et la souffrance de milliers de veuves, d'orphelins et de personnes non protégées. Mais même après ma mort, je peux reposer sans douleur ni tourment sur la terre de la Finlande libre, sur la terre de Hietaniemi, parmi mes héros, avec la certitude d'avoir fait, en toute sincérité, tout ce que j'ai pu pour le bien de mon pays et de mon peuple, et d'avoir œuvré pour préserver son existence et ses droits internationaux.

Si j'ai fait une erreur quelque part, je vous demande pardon pour mon erreur. Je pense néanmoins avoir été béni par de nombreuses mains finlandaises croisées, épuisé par le chagrin, la fatigue et le désespoir, car je vous assure que tout ce que j'ai fait était motivé par la justice, la sécurité de mon peuple, sa liberté et son indépendance, et la lutte avec des armes justes contre la ruse et l'injustice. Lorsque, dans le cadre de l'opération d'invasion allemande 'Cas Barbarossa', la Finlande a avancé d'abord vers nos anciennes frontières, puis vers les territoires finlandais de Carélie orientale, elle l'a fait exactement sur la base des promesses et des accords dont j'ai parlé et qui apparaîtront dans les documents que j'ai laissés. La voie que nous avons choisie, aussi compliquée soit-elle, était la seule qui permettait de préserver l'indépendance de la Finlande.

Je pense que c'était aussi le seul choix correct pour les relations entre la Finlande et l'Union soviétique à l'époque, alors que ces pays vivaient en voisins contigus, avec toutes leurs crises et leurs graves luttes, entre lesquels il était inévitable de jeter les bases d'un accord de voisinage fondé sur la confiance mutuelle et les conditions de relations mutuellement respectueuses ».[670] [671]

[670] Mannerheim, S-32.

[671] 24.1.1950 Mannerheim se rend à nouveau en Suisse via Stockholm.

Annexe 13 : Hans Otto Donner – agent de Mannerheim

Hans Otto Donner est né le 2.3.1903 et décédé le 23.10.1982. Il était ingénieur diplômé et possédait la double nationalité finlandaise et française (il était également capitaine dans l'armée française). En tant que « cosmopolite » doué pour les langues et présentable, il a voyagé à travers le monde en tant que marchand d'armes. Il tenait ses activités strictement à l'écart du public et restait anonyme. En tant qu'associé de la famille Donner, il a également commencé à développer la production d'armes (armes KRH) à Tampella. Ce fut le début de la coopération avec les forces de défense finlandaises indépendantes dans les années 1930.

Malgré, ou peut-être à cause de la « pression de la guerre » des années et décennies à venir, KRH-Tampella est devenue un fabricant d'armes lourdes polyvalent. KRH-Tampella n'a pas seulement apporté une contribution importante et significative à la production d'armes dans son propre pays, mais a également étendu sa production à l'étranger. Elle s'est rapidement fait connaître en tant que fabricant de combinaisons d'armes de haute qualité, adaptées au terrain.

Cela signifiait bien sûr aussi qu'il fallait trouver des collaborateurs dotés d'une grande compétence technique, d'une solide expérience et d'une capacité d'innovation audacieuse pour développer les différents secteurs de production. KRH-Tampella et sa ligne de production d'armes l'ont fait avec un succès dont on peut être fier.

H. O. Donner n'intervient qu'exceptionnellement en tant que courrier d'agent, utilisé par le maréchal Mannerheim et le Président Ryti dans certaines affaires top secrètes et importantes pour la Finlande en rapport avec la Seconde Guerre mondiale.

L'une d'entre elles était une communication secrète avec le Premier ministre britannique W. Churchill en janvier-février 1941 (chapitre 2).

Ce contact unique reposait non seulement sur les connaissances personnelles de Mannerheim et de Churchill, mais aussi sur l'aide de sir Patrick Donner, un parent du citoyen finlandais et membre de la Chambre des Communes à Londres, Sir Patrick Donner. Celui-ci était à son tour en bons termes avec Churchill, de sorte que le Premier ministre, autrement difficile à joindre, était prêt à donner ses réponses aux questions de Mannerheim et Ryti. La deuxième visite de Donner à Londres eut lieu entre mai et juin 1941 (chapitre 6). Mannerheim dit de ces missions que, dans une Europe en guerre, elles étaient très exigeantes pour l'agent et pouvaient

durer un à deux mois.

L'œuvre de la vie de Hans Otto Donner s'est accomplie, peut-être en dehors des missions spéciales mentionnées ci-dessus, et ce en tant que concepteur d'armes exceptionnellement doué. Les résultats et la réputation de l'excellence finlandaise et nationale en matière de conception d'armes étaient connus dans le monde entier.

Les quantités produites n'atteignaient évidemment pas l'ordre de grandeur des grandes puissances, mais la qualité et l'aptitude au combat ouvraient des possibilités commerciales sur le marché mondial des armes et apportaient ainsi à l'armée finlandaise une rentabilité économique pour son propre armement. Exemples : 81Krh/38, 120Krh/57, 300Krh/42-43, Pst75/44.

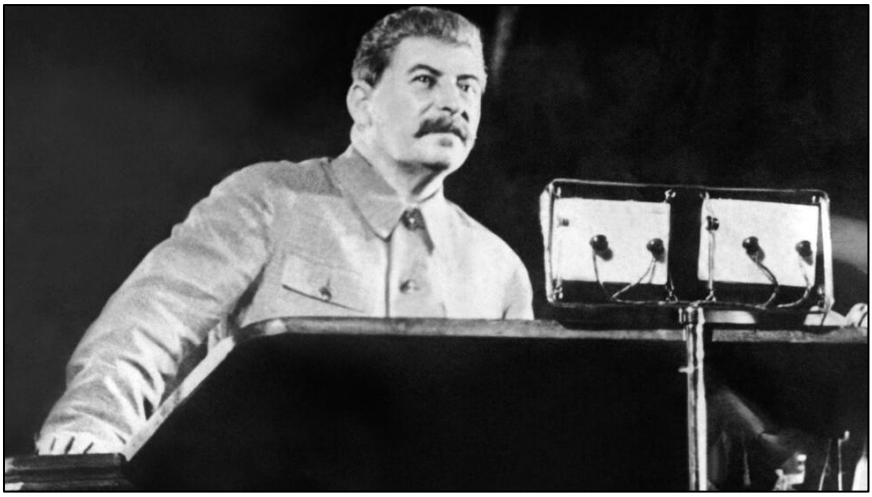
Annexe 14 : Réponse de Staline à la délégation culturelle finlandaise en octobre 1945.

La délégation culturelle se rend à Moscou le 8 octobre 1945. Au centre se trouvent Hertta Kuusinen avec son bouquet d'adieu, Hella Vuolijoki et Johan Helo. (Photo de Kalle Lehmus, officier de réserve 1/67.)

En octobre 1945, la première délégation culturelle finlandaise de l'après-guerre a été invitée à se rendre à Moscou. La délégation était dirigée par le Ministre de l'éducation Johan Helo. Une réception somptueuse eut lieu dans la salle Georges du Kremlin sous la présidence de Staline. Le nom de Mannerheim, titulaire de la croix de Georges, est d'ailleurs gravé en lettres d'or sur les murs de la salle. Lors de sa première rencontre avec Staline, Helo se lança dans un long discours dans lequel il présenta ses excuses pour les lourdes pertes que l'armée finlandaise avait infligées à l'Union soviétique et pour le fait que *« par son comportement criminel, l'armée finlandaise avait causé une grande honte à son peuple et à sa communauté militaire ».* Staline interrompit alors sèchement ce discours et déclara avec indignation : *« Vous, les Finlandais, ne devriez pas rabaisser inutilement votre armée ! Nous savons par expérience que votre petite armée était capable de tels exploits militaires que si certaines armées beaucoup plus grandes (il s'agit surtout de la France) avaient eu le même esprit et le même commandement, tout le déroulement de la Seconde Guerre mondiale aurait été très différent et le monde aurait échappé à de nombreuses grandes défaites et à d'énormes sacrifices ».* Staline ajouta, en s'adressant directement à Helo : *« En outre, je voudrais ajouter que vous, les Finlandais, avez en la personne du maréchal Mannerheim un grand chef de guerre réaliste qui possède les qualités exceptionnelles d'un homme*

d'État dans un soldat de carrière ». L'embarras de Helo et des autres Finlandais présents était clairement perceptible. La reconnaissance de Mannerheim par Staline était totalement surprenante et inattendue pour la délégation.

Annexe 15 : Le message de Staline à Pekkala pendant la négociation de l'accord FCE en 1948.



Dans ses mémoires politiques, Aatos Wirtanen écrit que le Premier ministre Mauno Pekkala avait été très surpris lorsque lui et le Président Paasikivi s'étaient rendus à Moscou en 1948 pour préparer le traité FCE. Alors que les formalités étaient réglées et que le dîner de clôture était presque terminé, Staline (sur la photo) avait soudain demandé comment allait Mannerheim ? Mannerheim avait quitté ses fonctions de Président depuis deux ans déjà. *« Plutôt bien pour son âge avancé »*, avait répondu Pekkala. Ce à quoi Staline acquiesça à son tour : *« Oui, c'était un grand soldat. Avoir mené cinq guerres, c'est plus que ce que j'aurais pu faire. La Finlande lui doit beaucoup. Je vous demande de le saluer de ma part ».*

Bien que Staline lui-même n'ait pas reçu de formation militaire, il a mené avec succès la lutte de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a toutefois commis des erreurs en s'impliquant dans le côté opérationnel de la bataille. Il rendit hommage à l'habileté d'un chef d'armée, surtout lorsqu'il fut empêché d'atteindre son objectif par les troupes de Mannerheim.[672]

[672] Valitut Palat, 1997, source : traceofwar.com/articles/4628.

Annexe 16 : Le toast de Staline à l'armée finlandaise en 1948

Le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la République de Finlande et l'Union des républiques socialistes soviétiques a été signé à Moscou le 6 avril 1948. Le Premier ministre de la République de Finlande Mauno Pekkala et le Vice-président du Conseil des ministres de l'URSS et Ministre des affaires étrangères V. Molotov ont immortalisé leurs noms sur deux copies en finnois et en russe. Le généralissime Staline était également présent à cette occasion.

Le toast de Staline à l'armée finlandaise est décrit dans les mémoires du général. Le narrateur n'était pas présent à Moscou, mais il se souvient bien de ce qu'il a entendu. Pour une raison ou une autre, l'incident s'est toutefois produit à un autre moment, à savoir pendant les négociations de paix.

Dans son article « Hvad kan det nytte », le lieutenant-général Harald Öhguist rapporte le toast de Staline d'après les souvenirs du général et dit qu'il a appris l'incident par le général Heinrichs à son retour de Moscou. (Hbl. n° 347 A-upplagan 24.12.1969.)

Le soir du 6 avril, le résultat de deux semaines de négociations a été signé dans le bureau de Molotov au Kremlin. Les délégués finlandais Pekkala, Enckell, Svento, Leino, Kekkonen, Peltonen et Söderhjelm ainsi que les experts militaires Heinrichs et Oinonen sont arrivés peu avant le début de la réunion. Ils ont été accueillis par Molotov et un groupe d'hommes en uniforme du ministère des Affaires étrangères, dont l'ambassadeur soviétique en Finlande de l'époque, le général Savonenkov.

Lorsque la cérémonie de signature a commencé, la porte s'est ouverte sans qu'aucune main ne la touche. Le généralissime Staline entra. Il serra la main de chaque Finlandais. Sans plus attendre, Pekkala et Molotov se mirent à la tâche qui leur avait été confiée. En un clin d'œil, les noms furent notés et les photos prises. Il était temps de partir.

Mais Staline avait prévu un ajout au programme du protocole. Il a dit que la cérémonie officielle de clôture aurait lieu le lendemain, mais que si ces messieurs étaient libres, nous pourrions nous asseoir ensemble aujourd'hui. Au cours de la soirée, il est devenu clair que Staline voulait discuter d'un large éventail de sujets avec les Finlandais. Le grand dîner du lendemain ne lui aurait pas convenu, car en plus des Finlandais, il y avait vingt Soviétiques à table.

En un clin d'œil, lorsque Staline reçut une réponse affirmative, *« des tables bien garnies firent irruption dans la pièce »* ; la pâle table de bureau se transforma instantanément en une table de salle à manger confortable.

Le généralissime était assis au centre de la table, entouré des principaux Finlandais et Soviétiques. Heinrichs et moi étions assis face à face, tout près du bout de la table.

Autour de la table, il y avait à la fois des discussions et des discours. Selon un livre publié à la veille du dernier Noël, Molotov m'aurait parlé et j'aurais répondu à son discours. À cette occasion et à d'autres, Molotov et moi nous sommes tout au plus dit « bonjour » et « au revoir ».

Au lieu de cela, Staline s'est adressé à Heinrichs et à moi.

Après s'être adressé aux membres de la délégation et avoir trinqué avec eux, Staline a dit qu'il voulait adresser quelques mots aux experts militaires de la délégation.

> *« Bien que je ne sois pas un soldat », a commencé le généralissime, « je peux dire que nous, les soldats, sommes facilement oubliés en temps de paix, mais en temps de guerre, tout dépend de nous. Personne ne respecte un pays avec une mauvaise armée, mais tout le monde respecte un pays avec une bonne armée. Je voudrais porter un toast à l'armée finlandaise et à ses représentants ici, le général Heinrichs et le général Oinonen ».*

Le toast a été porté, comme toujours, debout. Il convenait de répondre au toast à l'armée finlandaise, et ce depuis ces places ; dès que le débat reprendra, nous n'en aurons plus guère l'occasion. Lorsque les autres se sont assis, je suis resté debout, et Heinrichs l'a également remarqué. Je me suis tourné vers Staline et j'ai dit en russe : *« Nous, les soldats finlandais, buvons à votre santé, Monsieur le généralissime ».*

Tout le monde s'est levé. Staline a pris son verre et s'est approché de moi. Après avoir trinqué avec moi, Staline a traversé la table pour rejoindre Heinrichs. Heinrichs se précipita à pas rapides vers Staline. Après avoir trinqué avec Heinrichs, Staline est retourné à sa place d'un pas traînant.

Mon voisin de table était l'interprète de Staline, le lieutenant-colonel Pakkanen, né à Inger, qui parlait couramment le finnois. Lorsque Staline est retourné à sa place et que nous avons repris place, Pakkanen a dit que ce n'était pas dans les habitudes de Staline de quitter sa place pour porter un toast.

Le fait qu'il le fasse maintenant était une rare reconnaissance pour l'armée finlandaise. On aurait dit que mon voisin de table d'Inger se réjouissait pour les Finlandais.

De temps en temps, certains de mes anciens camarades de l'armée me poussaient à écrire sur le sujet pour une publication. Maintenant, j'ai enfin

exaucé votre souhait, anciens frères d'armes.[673]

Général de division
Woldemar Oinonen

Woldemar Oinonen

[673] (Oinonen, Source : www.armedconflicts.com/Oinonen-Woldemar-t75312

Annexe 17 : Lettre du Ministre allemand des affaires étrangères v. Ribbentrop à Staline du 13 octobre 1940.

Cher Monsieur Staline !

Il y a plus d'un an, par votre volonté et celle du Führer, les relations entre l'Allemagne et la Russie soviétique ont été réexaminées et placées sur une base entièrement nouvelle. Je crois que la décision d'entente entre nos deux pays, née de la prise de conscience que les espaces vitaux de nos peuples se touchent, mais ne doivent pas se chevaucher, et qui a conduit à une délimitation des sphères d'intérêt réciproques et aux traités de non-agression et d'amitié germano-soviétiques, s'est avérée bénéfique pour les deux parties. Je suis convaincu que la poursuite systématique de cette politique de bon voisinage et un nouvel approfondissement de la coopération politique et économique auront à l'avenir des effets toujours plus bénéfiques pour les deux grands peuples. L'Allemagne est en tout cas prête et déterminée à le faire.

Dans cette optique, il me semble qu'une prise de contact directe entre les personnalités responsables des deux pays revêt une importance particulière. Je pense même qu'un tel contact personnel, dépassant le cadre des voies diplomatiques habituelles, est de temps à autre indispensable dans le cas de régimes autoritaires comme le nôtre. C'est pourquoi je voudrais aujourd'hui faire une brève rétrospective des évènements survenus depuis ma dernière visite à Moscou et, en raison de l'importance historique de ces évènements et dans le prolongement de notre échange de vues de l'année dernière, vous donner un aperçu de la politique suivie par l'Allemagne au cours de cette période.

Dès la fin de la campagne de Pologne, nous avons pris conscience, et les nouvelles qui se sont accumulées pendant l'hiver nous l'ont confirmé, que l'Angleterre, fidèle à sa politique de toujours, avait fondé toute sa stratégie de guerre sur l'espoir d'une extension de la guerre. Les tentatives faites au cours de l'année 1939 pour gagner l'Union soviétique à une coalition militaire contre l'Allemagne allaient déjà dans ce sens. Elles furent déjouées par l'accord germano-soviétique. L'attitude de l'Angleterre et de la France dans le conflit soviéto-finlandais était par la suite sur la même ligne. Au printemps 1940, ces intentions secrètes sont apparues au grand jour. La phase active de cette politique anglaise d'extension de la guerre à d'autres peuples d'Europe commença alors. La Norvège a été désignée comme premier objet après la fin de la guerre russo-finlandaise. L'occupation de Narvik et d'autres bases norvégiennes devait permettre de couper

l'alimentation en minerai de l'Allemagne et d'établir un nouveau front de désengagement en Scandinavie. Seules l'intervention opportune du commandement allemand et les frappes rapides de nos troupes, qui ont chassé les Anglais et les Français de Norvège, ont permis d'éviter que toute la Scandinavie ne devienne un champ de bataille.

Quelques semaines plus tard, ce jeu franco-anglais devait se répéter en Hollande et en Belgique (10.5.1940 note Hautamäki). Et là encore, l'Allemagne a pu contrer in extremis l'avancée prévue des armées franco-anglaises contre la Ruhr, dont nous avions eu connaissance depuis un certain temps, grâce aux victoires décisives de nos armées. Même en France, « l'épée continentale de l'Angleterre », il est aujourd'hui clair pour la plupart des Français que leur pays n'a finalement saigné qu'en tant que victime de cette politique anglaise traditionnellement philanthropique. Quant aux dirigeants anglais actuels, qui ont déclaré la guerre à l'Allemagne et ont ainsi plongé le peuple britannique dans le malheur, ils n'étaient finalement eux-mêmes plus en mesure de dissimuler leur politique britannique traditionnelle et le non-respect de leurs propres alliés qui en résultait. Au contraire, lorsque le sort s'est retourné contre eux, toutes les affirmations hypocrites sont tombées. Avec un cynisme authentiquement anglais, ils ont déloyalement abandonné leurs amis. Oui : pour se sauver eux-mêmes, ils ont insulté leurs anciens alliés et ont même pris plus tard ouvertement position contre eux par la violence. Andalsnes, Dunkerque, Oran, Dakar sont des noms qui, me semble-t-il, pourraient suffisamment éclairer le monde sur la valeur de l'amitié de l'Angleterre. Mais nous aussi, Allemands, nous sommes enrichis d'une expérience à cette occasion, à savoir que les Anglais ne sont pas seulement des politiciens sans conscience, mais aussi de mauvais soldats. Nos troupes les ont poussés, partout là où elles les ont affrontées, à s'unir ! Le soldat allemand était supérieur à eux à chaque place.

(…)

Afin de prévenir, dans cette phase finale de la guerre, toutes les manœuvres que l'Angleterre pourrait peut-être encore entreprendre du fait de sa situation désespérée, l'Axe se devait, depuis sa victoire sur la France, d'assurer sa position militaire et stratégique en Europe, ainsi que sa position politico-diplomatique dans le monde, et cela allait de soi. À cela s'ajoutait la garantie des exigences pour le maintien de notre vie économique. L'Allemagne et l'Italie se sont attelées à cette tâche dès la fin de la campagne à l'Ouest et l'ont désormais menée à bien dans leurs grandes lignes. Dans ce contexte, il convient également de mentionner la tâche totalement nouvelle

pour l'Allemagne de sécuriser ses positions côtières norvégiennes, et ce du Skagerrak jusqu'à Kirkenes. L'Allemagne a donc conclu certains accords purement techniques avec la Suède et la Finlande, que j'ai déjà fait porter à votre connaissance dans leur intégralité par l'ambassade d'Allemagne. Ils visent exclusivement à faciliter le ravitaillement des villes côtières du nord (Narvik et Kirkenes), difficiles à atteindre pour nous par voie terrestre, en le faisant passer par le territoire de ces pays.

En résumé, je voudrais dire que, selon l'opinion du Führer, il semble que la tâche historique des quatre puissances de l'Union soviétique, de l'Italie, du Japon et de l'Allemagne soit d'ordonner leur politique à long terme et d'orienter le développement futur de leurs peuples dans la bonne direction en délimitant leurs intérêts selon des critères séculiers.

(…)

Afin de clarifier davantage de telles questions si décisives pour l'avenir de nos peuples et d'en discuter de manière plus concrète, nous serions heureux si M. Molotov voulait nous rendre visite prochainement à Berlin (Molotov à Berlin, 11-13 novembre 1940. Note de Hautamäki). Je me permets de l'y inviter cordialement au nom du gouvernement du Reich. Après ma double visite à Moscou, je serais personnellement très heureux de voir M. Molotov à Berlin. Sa visite donnerait alors au Führer l'occasion de développer personnellement à M. Molotov ses idées sur l'organisation future des relations entre nos deux pays. À son retour, M. Molotov pourra vous faire un rapport complet sur les objectifs et les intentions du Führer. Si, comme je crois pouvoir l'espérer, il en résulte la possibilité de développer une politique commune dans le sens de ce que je viens d'exposer, je serais heureux de revenir moi-même à Moscou pour poursuivre avec vous, cher Monsieur Staline, l'échange d'idées et nous entretenir – peut-être ensemble avec des représentants du Japon et de l'Italie – des bases d'une politique qui ne pourrait être que d'utilité pratique pour nous tous.

Avec mes meilleures salutations

Votre dévoué Ribbentrop[674]

[674] Source de l'édition allemande : *Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion 1939-1941.* Dokumente des Auswärtigen Amtes. 171. H. Laupp'sche Buchhandlung, Tübingen, 1949. histdoc.net/pdf/NaSo1940-10-13.pdf

Annexe 18 : Le commandement militaire finlandais pendant la dite « paix intermédiaire » 13.3.1940-25.6.1941

La Finlande avait miraculeusement survécu aux durs combats de la Guerre d'Hiver et avait maintenant besoin de toutes les ressources de sa société pour faire face aux conséquences de la guerre, l'une des plus grandes tâches étant sans doute la réinstallation des évacués caréliens dans les régions du Kanta-Suomi. La lutte armée était terminée, mais la Finlande en tant que nation « se battait » toujours, sous le poids de nombreuses privations et d'un dur labeur, et regardait avec anxiété vers un avenir toujours assombri par les nuages d'une Grande Guerre qui pourrait s'étendre.

Examen de l'état des forces de défense finlandaises

Sous la direction du maréchal Mannerheim et avec l'aval politique (Ryti), le commandement de nos forces armées préparait l'organisation et l'armement de notre défense sur la base de sa grande expérience à une éventuelle nouvelle crise imminente (tentatives d'acheter des armes à l'étranger, d'étendre et de développer notre propre industrie d'armement, de moderniser les armes de guerre, de développer une formation basée sur l'expérience de la guerre, etc.) Mannerheim maintint son État-Major « en état d'alerte » grâce à sa connaissance de la politique des puissances belligérantes et à ses contacts secrets avec leurs dirigeants des deux côtés. Dès l'automne précédent, le 12 novembre 1939, le maréchal avait reçu, par le biais d'une lettre que le VT avait rapportée de Narva, une « vague » indication sur un traité de guerre secret entre Staline et Churchill, conclu dès le 15 octobre 1939. Comme le constate Mannerheim dans son monologue (1950), la situation politico-militaire en Europe était devenue si complexe et difficile à interpréter, voire peu crédible, à cause de ces accords.

Lors de la réunion du Haut Commandement des forces armées des 17 et 18 décembre 1940, il a finalement été décidé, entre autres, que la responsabilité de la planification et de la conduite de la mobilisation serait confiée aux commandants des provinces militaires.

La photo [NdE française : impossible de trouver cette photo, nous en proposons donc une autre] montre le commandant en chef Mannerheim avec son État-major militaire et le Premier ministre Risto Ryti, qui fut Président de la République du 19 décembre 1940 au 1er août 1944. J'ose

affirmer que Mannerheim, notre commandant en chef, a su tirer le meilleur parti de ces commandants de front de notre armée grâce à sa connaissance des hommes et en organisant les mesures du Premier ministre selon une sorte d' « Altmodisch»[675]. Chapeau bas à eux !

26.1.1940 : Ryti (au centre) et Mannerheim négocient la possibilité d'une paix.

Les piliers de notre défense étaient les suivants : notre armée (I) et nos forces de défense (II), soutenues par un peuple qui se défend, et notre direction politique, le Parlement et son important cercle intérieur (III).

Armistice – paix ?

1) Le déclenchement de la Guerre d'Hiver devait montrer que le besoin d'une grande puissance de maintenir sa sécurité n'exigeait pas le respect d'accords avec de petits États voisins. Mannerheim disposait de nombreuses expériences de ce type d'accords dans le monde (Pologne, États baltes, Bessarabie, Finlande, Norvège). Les préparatifs d'une nouvelle confrontation avec le grand voisin oriental de la Finlande pourraient ainsi commencer.

2) L'obtention de la paix pendant la Guerre d'Hiver est un exemple parfait de la nécessité d'une telle réflexion (Mannerheim a donné l'ordre de commencer la construction de la station Salpa le 22 mars 1940 !)

3) L'ensemble de la situation politico-militaire en Europe à cette époque

[675] « à l'ancienne » = toute l'armée est sous le commandement direct du commandant en chef (une tâche exigeante et difficile).

révélait la froide vérité sur le comportement des grandes puissances.

Si la nécessité géopolitique, politico-militaire ou technique de guerre l'exige, une petite puissance neutre peut être envahie, et si en même temps son adversaire ennemi prend la même décision, il n'est pas question de savoir sur quel territoire ces puissances vont s'affronter (Mannerheim / Grassmann page 56).

4) Dans la phase décisive de la Guerre d'Hiver et face à la défaite qui s'annonçait, l'Allemagne et Hitler durent reconnaître qu'il ne fallait plus faire confiance à l'accord M/R du 23 août 1939. Le contenu du traité lui-même était toujours contesté après de nombreuses interprétations. Ribbentrop n'a jamais admis avoir accepté, entre autres, l'annexion définitive des États baltes et leur transformation en États soviétiques. L'interprétation des formulations par Staline et Molotov a également entraîné une perte de confiance dans le règlement de paix définitif en Finlande. Le ministère des Affaires étrangères rapporte que l'Union soviétique a demandé à plusieurs reprises l'occupation de la Finlande (12 avril 1940, 14 avril 1940, 28 avril 1940 – et enfin, à Berlin, Skartchev/Molotov 11-13 novembre 1940). Cependant, dès le 2 décembre 1940 (gouvernement O.W. Kuusinen), l'Allemagne avait une raison de refuser la demande d'occupation, car les informations sur l'occupation alliée de la Norvège et du Danemark étaient déjà disponibles et l'« exercice Weser » était si rapidement nécessaire.

En même temps, la supercherie de Staline des 9 et 10 février 1940 est révélée, dont le contenu était l'opération de grande envergure sur 4 fronts à l'échelle européenne (c'est-à-dire le graphique N, M, S, E, page 48), que Churchill avait déjà proposée le 15 octobre 1939 après l'effondrement de la Pologne.

5) C'est ce que l'Angleterre (Churchill) accepte lorsque les négociations à Moscou échouent soi-disant le 22 août 1939 (télégramme de Londres à Moscou). Le point culminant de cette « conclusion de contrat » est alors atteint lorsque le jour suivant, le 23 août 1939, le traité dit M/R est conclu. S'ensuivent les négociations sur une déclaration finale d'état de guerre commun contre l'Allemagne, qui est signée à Moscou le 12 juillet 1941. La prochaine série d'accords entre les alliés occidentaux a lieu en mer (seuls Roosevelt et Churchill sont présents). Staline annonce qu'il accepte le traité. Réunion finale le 26 mai 1942 (Angleterre/Union soviétique) pour faire une évaluation des nombreuses questions après une guerre victorieuse. Les structures de l'après-guerre et le sort de l'Allemagne sont déjà sur la table. À partir de cette date, en 1943, H.J. Morgenthau et son État-major

commencent à travailler à la destruction de l'Allemagne et de ses alliés. Cet accord remplace celui du 12 juillet 1941.

Annexe 19 : le « testament » de Lénine 20 janvier 1923

« J'interdis et j'avertis les Russes et toute la Russie de ne pas s'engager dans des actes de violence et des conflits. Que chacun fasse ce qu'il veut dans son propre pays, mais sans l'aide des Russes.

L'Ukraine et certains autres peuples du sud de la Russie n'ont cessé de demander leur liberté et leur indépendance. Donnez-la-leur s'ils la demandent. Néanmoins, ils resteront toujours des amis, des partenaires commerciaux et de bons voisins de la Russie. J'y crois, car ils me l'ont assuré et vous l'ont assuré.

Il ne faut pas s'immiscer dans les affaires finlandaises de manière abusive, et nous ne devons pas non plus permettre à des communistes finlandais revanchards de comploter contre notre patrie depuis la Russie. Il faut rappeler que celui qui hait et méprise sa patrie et son peuple, et qui se venge d'eux, ne peut jamais mériter la confiance d'un autre peuple. Celui qui trahit son propre peuple trahit également l'autre peuple devant lequel il s'est réfugié. C'est surtout à vous, camarade Otto Wille Kuusinen, que je voudrais dire cela, vous qui faites et dites tant de choses contre votre peuple, et en même temps, pour que eux et tous les autres invités étrangers en prennent connaissance. Vous, Otto Wilhelmovits, n'êtes pas digne d'être un dirigeant autodéterminé du peuple, que ce soit en Finlande ou dans un État indépendant de Carélie. Vous portez en vous les graines de la haine et de la vengeance, ce qui n'est pas correct pour le dirigeant d'une nation.

Les Caréliens ont souvent réclamé leur indépendance et celle-ci leur a été promise avant le traité de paix de Tartu. Examinez avec les Caréliens et les Finlandais les conditions du traité de paix de Tartu et les possibilités, en vous accordant sur le fait que les Caréliens doivent avoir la possibilité soit d'obtenir l'indépendance, soit de rejoindre volontairement la Russie ou la Finlande. Il faut au moins leur accorder une autonomie complète conformément au traité de paix de Tartu.

Mais on leur a déjà promis qu'ils contrôleraient eux-mêmes la Carélie le moment venu. Donnez-le-leur. La Russie a suffisamment de territoire et de terres à l'est, à l'ouest et au sud entre tous les points cardinaux.

L'autonomie culturelle du peuple ingrien doit être restaurée. De même, le peuple de Ingrie devrait être libre de vivre dans ses propres régions ou de s'installer en Carélie ou en Finlande, comme il le souhaite. Permettez au peuple d'Ingria de le faire.

Construisez la réconciliation avec tous, sans rien prendre à personne ni

haïr qui que ce soit. Partager la justice est honorable et sérieux, à la fois pour l'individu et surtout pour la nation. Pour la Russie, c'est très important en ce moment.

Libérer tous les prisonniers politiques. Les portes et les grilles des camps de prisonniers doivent être ouvertes immédiatement. Les êtres humains ne sont pas des bêtes que l'on garde enchaînées. Ce sont des êtres humains pour qui la justice, la fraternité, la liberté et l'égalité s'appliquent à tous. C'est ce dont nous parlons toujours. C'est pour cela que nous nous sommes battus et que nous l'avons proclamé publiquement. Pourquoi donc ferions-nous nous-mêmes ce que nous ne considérons pas comme juste et égal ? Faites maintenant ce que nous avons promis de faire pour tous. Libérez tout le monde de l'emprisonnement politique.

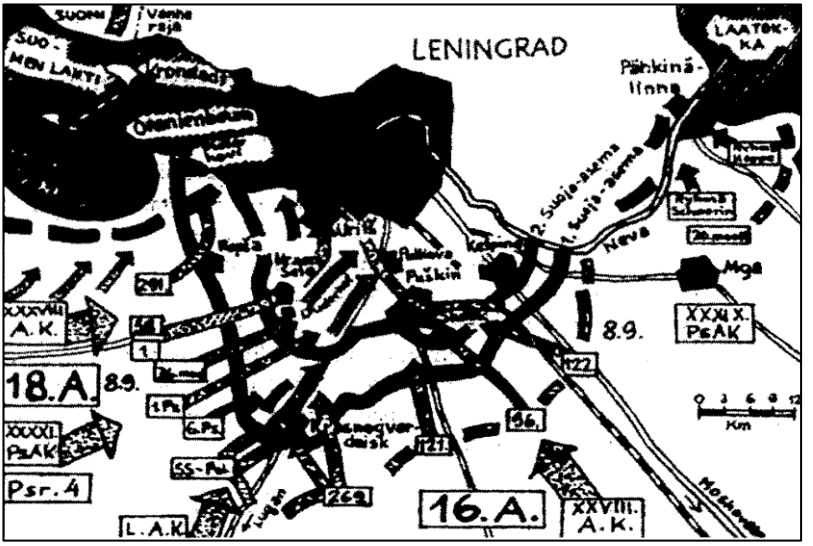
Lénine avec sa sœur Maria et son médecin en août 1923, † 21 janvier 1924.

Alors, s'il vous plaît :

Expulsez tous les communistes étrangers et autres non-fonctionnaires de notre pays. Détruisez le Komintern et faites de la Russie une Russie indépendante et juste, indépendante des puissances étrangères et des opinions étrangères – la mère du monde communiste. Construisez, ne démolissez pas. Si vous ne le faites pas, vous constaterez que les communistes étrangers entraîneront la Russie, sans le savoir et sans votre volonté, dans de nouveaux conflits et de nouvelles difficultés. Faites ce que je vous ai demandé ici. »[676]

[676] Tahvanainen, 1974, pp. 279-280.

Annexe 20 : le front de défense de Leningrad 8-17 septembre 1941



La défense de Leningrad se composait de deux lignes semi-circulaires. La plus extérieure était située à environ 40 km du centre-ville et la plus intérieure à environ 25 km. En plus des soldats, une armée de travailleurs de 300 000 uniformes a été créée, qui pouvait être transférée sur le front en cas de besoin à partir de l'industrie de l'armement.[677]

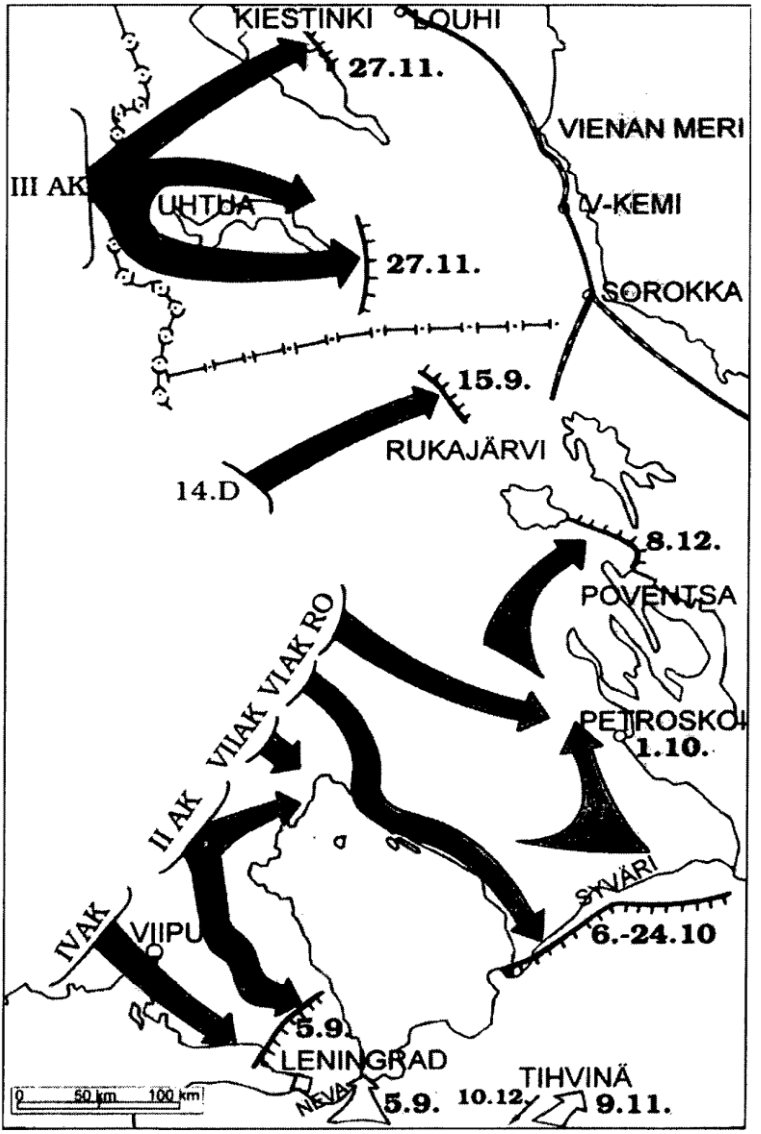
Le maréchal Joukov écrit dans ses mémoires : *« Les Finlandais de l'isthme de Carélie attendent le bon moment pour attaquer Leningrad par le nord ».*

À ce moment-là, Mannerheim avait déjà stoppé définitivement et de manière contrôlée l'attaque de l'armée finlandaise à la frontière de 1939, le 8 septembre 1941.[678]

Toutes les réserves de la 23A, même les régiments de la division, avaient été transférées à la périphérie sud de la ville pour combattre les Allemands. Les seuls hommes sur le front finlandais étaient les troupes de garnison des fortifications ![679] Cela signifiait-il que les Finlandais avaient joué un rôle, sinon décisif, du moins important dans le sauvetage de Leningrad ?

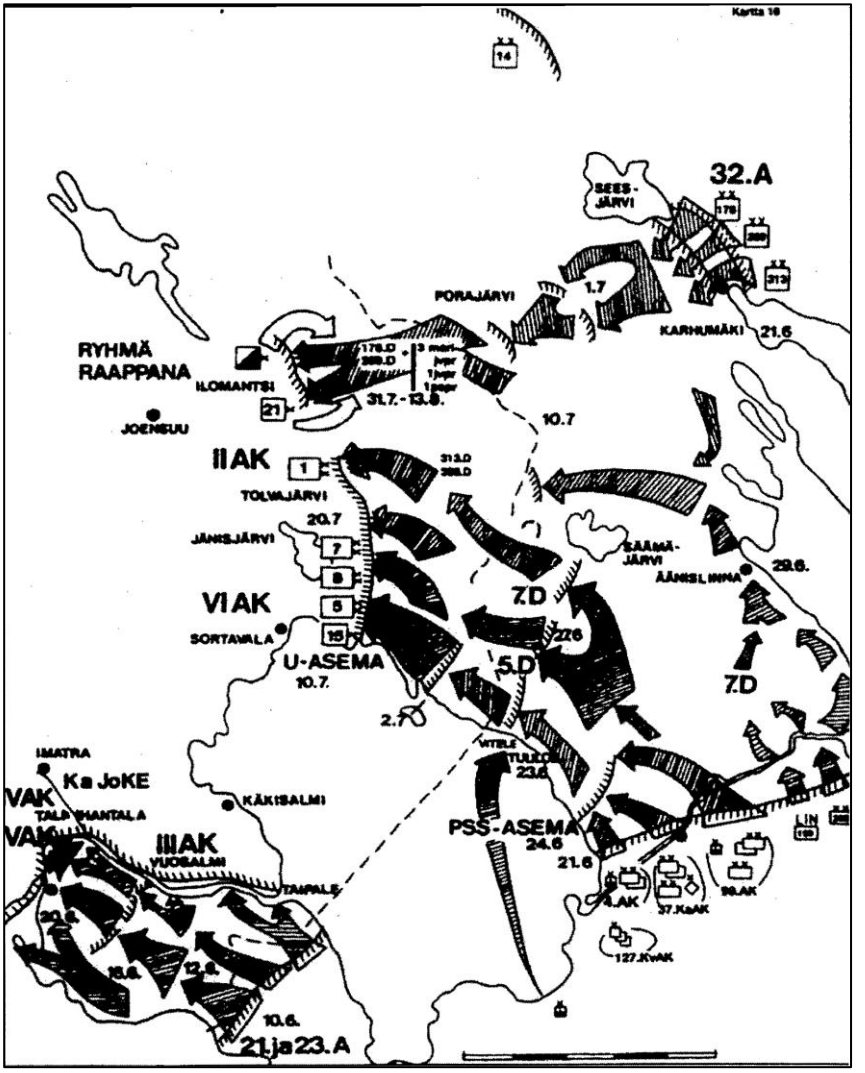
[677] Carell, 1963, p. 252.
[678] Choukov, 1970, p. 292. Choukov n'était-il pas au courant de l'accord entre Staline et Mannerheim ?
[679] Choukov, 1970, pp. 294-296.

Annexe 21 : avancée finlandaise 25 juin – 8 décembre 1941



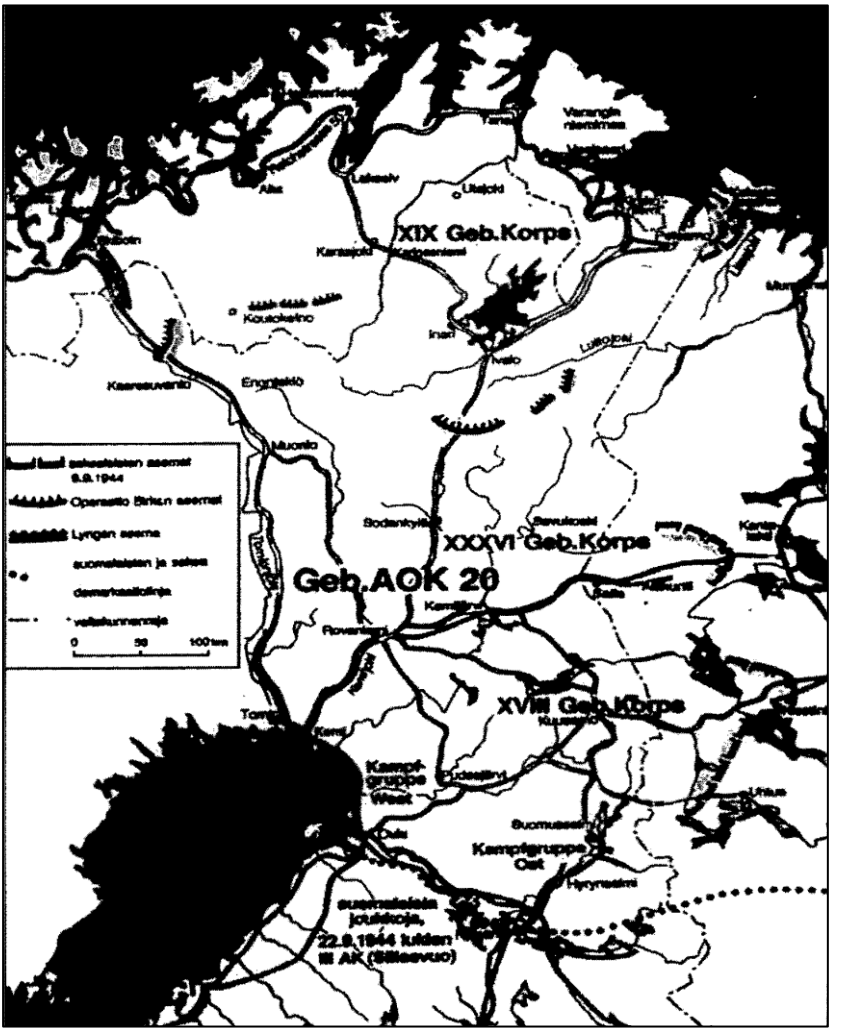
Carte : les Forces de défense finlandaises hier et aujourd'hui, WSOY, 1993

Annexe 22 : attaques des forces soviétiques du 9 juin 13 août 1944



Carte : les forces de défense finlandaises hier et aujourd'hui, WSOY, 1993

Annexe 23 : retrait allemand de Laponie à l'automne 1944



Lorsque les troupes allemandes ont commencé à se retirer de la Laponie finlandaise vers la Norvège en septembre 1944, elles l'ont fait conformément au plan Birke établi précédemment.

Sous la pression de la commission de contrôle, l'armée finlandaise s'est toutefois vue contrainte de mener des opérations militaires contre les trou-

pes allemandes qui se retiraient. Le « plan d'expulsion » finlandais était ce que le général Airo appelait la « manœuvre d'automne ».

Annexe 24 : sources importantes et bons amis

Fritz Becker, 1923-2013

« Becker mentionne à plusieurs reprises que la plus grande expérience qu'il ait vécue en tant que jeune homme fut d'accompagner son père (un fonctionnaire) lors du voyage de Molotov en train spécial de Malkinia à Berlin en novembre 1940. À partir de 1943, Fritz, qui servait dans la Wehrmacht, a participé aux combats sur le front sud allemand contre l'armée rouge et a été blessé à plusieurs reprises lors de la bataille de Normandie en 1944. Il est revenu de captivité à Berlin en 1946 et travaille depuis 1978 comme historien indépendant.

Il était connu, en particulier dans ses écrits liés à la guerre, pour ses références très précises et fondées. Au cours de notre collaboration de 1996 à 2013, il m'a encouragé à m'en tenir à l'historiographie révisionniste, mais m'a également donné libre accès à des informations tirées de ses propres travaux écrits.

Merci beaucoup, Fritz, pour la bonne collaboration et pour l'estime que vous avez toujours témoignée à la Finlande et à nos soldats. Dans vos lettres, vous m'avez souvent qualifié de 'frère d'armes', car vous connaissez mon âge. Je les ai cependant acceptées avec un grand respect. J'ai eu l'occasion de vous revoir en 2013 dans votre maison à Berlin – sachant que le temps d'un véritable vétéran de guerre touche à sa fin. Que le chant de la liberté et de la vérité résonne sur votre pierre tombale.

Erkki »

Sélection de publications de Fritz Becker :

– *Der Kampf um Europa - Stalins Schachzüge gegen Deutschland und den Westen* (La lutte pour l'Europe – Les manœuvres de Staline contre l'Allemagne et l'Occident), Stocker/Graz, Stuttgart, 1991.

– *Stalins Blutspur durch Europa – als Partner des Westens* (La piste de sang de Staline à travers l'Europe - en tant que partenaire de l'Occident), ARNDT, Kiel, 1995.

– *Wohnungspolitik in Deutschland nach dem Krieg* (La politique du logement en Allemagne après la guerre).

– Série de livres « Aktuelle Geschichte ».

– L'alliance Hitler/Staline du 23 août 1939 et les conflits territoriaux.

– La vérité sur le protocole additionnel secret.

– *Die notwendige Revision von Katyn und der allgemeinen Geschichte* (La nécessaire révision de Katyn et de l'histoire générale).

– « La planification et l'exécution du partage territorial et de la destruc-

tion étatique de l'Allemagne par les vainqueurs après la guerre » – Henry Morgenthau et la directive 1C510.

Torbjörn Fritjof Elming, 1928-2008

Après son départ à la retraite, j'ai trouvé en le lieutenant-colonel Torbjörn F. Elming un « homme de réseau » efficace et engagé pour mes recherches, qui a eu accès à de nombreuses sources sur l'histoire des guerres que nous avons menées et sur la contribution suédoise de son pays à celles-ci.

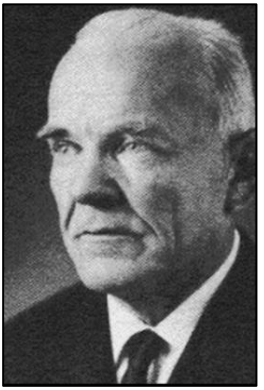
Mon ami était également un sportif, physiquement apte et capable de diriger personnellement ses subordonnés (y compris les parachutistes). Le sport nous a beaucoup liés pendant notre collaboration et a perduré jusqu'à sa mort. Torbjörn était un véritable ami de la Finlande, qui aimait particulièrement notre Carélie perdue, où nous avons fait de nombreux voyages ensemble.

Quelques semaines avant la mort de mon ami, j'ai fait ma dernière visite d'adieu à l'hospice de l'église de Solna. Il y avait peut-être plus de personnel soignant que d'habitude (un visiteur du centre de la Finlande). À la porte, je me suis retourné et j'ai vu mon ami lever la main. À ce moment-là, j'ai moi aussi vu dans mon esprit le lac Ladoga de Carélie, les grands lacs bleus et les dunes, les grands sapins des marais, les rangées de maisons au bord de la rivière et l'« Inehmos » toujours accueillant. Avant même que je ne m'en rende compte, ma chanson résonnait clairement, je chantais de tout mon cœur : *« Déjà dans les communes de Carélie, le feuillu, Déjà dans les bouleaux de Carélie, les bouleaux sont soufflés. Voilà le coucou et le printemps qui fleurit ! »* – Beaucoup pleuraient !

Au revoir, mon ami !

Erkki

Annexe 25 : Vilho Tahvanainen et le dossier S-32 de Mannerheim



Du registre JR 50 11e division : Tahvanainen Vilho Johannes (sur la photo), né le 21.7.1913 à Ilomantsi.
Guerre d'Hiver : Quartier général de la section de contrôle de Joensuu, détective militaire. JR 50 11e div, Kiekua, Jänisjoki, Prolavaara, Ignoila, Hautavaara, Suvilahti, Jessoila, Kuurmoila, Alakka, Säämäjärvi, Kinnasvaara, Prääsä, Suollusmäki, Petroskoi, Syväri, Tuulosjoki, Karjkanmaa, Oulu, Kilpisjärvi. Responsable de l'entretien, trésorier, responsable des finances, responsable des armes, responsable des chevaux.

Médailles d'honneur : VR 3 tlk, VM 1, VM 2.

Décédé : 31.1.1945, Kouvola.

Rang militaire : sergent. Autres services rendus : Membre du service des impôts de la ville de Hamina, de l'association finlandaise du commerce extérieur et membre du conseil d'administration de l'industrie chimique de l'association des industriels.

Vilho Tahvanainen a servi de 1932 à 1945 comme envoyé spécial secret du Président de la République et du maréchal Mannerheim. Ce dernier lui a décerné la haute distinction de la 3e classe de la Croix de l'Ordre de la Liberté en guise de reconnaissance.

Dans le magazine *New World*, le conseiller financier Axel Hallberg raconte que dans les années 1930, il a été chargé de recruter Tahvanainen pour un poste qu'il pouvait quitter rapidement si nécessaire. Lorsqu'il était chargé de la surveillance dans la région de Joensuu, son unité (Häkkinen) « reflétait » le code morse de Tahvanainen, mais l'affaire devait rester non enregistrée, car le siège social avait ordonné de ne pas perturber les activités radio secrètes de Tahvanainen.[680]

Dans le sauna, le colonel Sainio (1932) m'a dit qu'il s'agissait du même homme qui, quelques années auparavant, avait livré au colonel Sainio à Joensuu les papiers dérobés par les communistes à Koitejoki, Ilomants.

[680] Hautamäki, 2004, pp. 293-297, annexe n° 5.

Or, le même jeune homme avait intercepté des documents encore plus dangereux à Suvilahti et les avait remis aux autorités. Le premier cas a été traité en toute discrétion par l'État, l'armée et la police. Dans le second cas (2.8.1932), les documents contenaient de nombreux plans sérieux de coup d'État par des communistes finlandais émigrés. Le plus dangereux était considéré par nos dirigeants de l'époque, le président P. E. Svinhufvud et le président du Conseil de défense, le général C. G. E. Mannerheim, comme une tentative claire des communistes émigrés finlandais, avec des collaborateurs russes, d'« éloigner » Staline comme « blocage » de leurs plans de coup d'État en Finlande, ce qui apparaissait dans le document principal. Comme souvent par le passé, les communistes ont secrètement diffusé leurs mensonges « noirs », allant jusqu'à accuser la Finlande d'une menace militaire contre l'Union soviétique. Afin d'exclure toute intrigue possible, Svinhufvud et Mannerheim décidèrent d'envoyer une lettre directement à Staline, en y joignant des copies des documents qu'ils venaient de capturer. Staline comprit l'importance de l'avertissement qu'il venait de recevoir. Il lança immédiatement une opération d'épuration en Carélie orientale. Entre 1932 et 1935, les communistes coloniaux, mais aussi la population carélienne, à l'origine finnophone, durent payer le prix fort. On estime que 20 000 personnes ont perdu la vie lors de ces purges. Nos dirigeants avaient peut-être même sauvé la vie de Staline par leur lettre.

Le colonel Sainio était le confident de Mannerheim et l'agent de liaison de Tahvanainen, auprès duquel le président Svinhufvud et Mannerheim engagèrent un agent secret et un coursier qui se distinguait par son ingéniosité, son courage et sa connaissance de la télégraphie et de la sténographie. Dans l'accomplissement de ses tâches secrètes, Tahvanainen éprouva de grandes difficultés à expliquer son absence soudaine à ses supérieurs les plus proches par des raisons inventées.

La même chose s'est répétée plus tard dans la guerre, alors qu'il servait dans le JR 50, où ses supérieurs étaient déconcertés par les missions spéciales de Tahvanainen ordonnées depuis le quartier général. Ils ne pouvaient pas obtenir de réponse de leurs subordonnés silencieux sur les tenants et aboutissants de leurs missions. La seule personne à qui Tahvanainen a révélé sa mission après la fin de la guerre de Continuation a été le commandant de la 11e division, le général Kaarlo Heiskanen, chevalier de la croix de Mannerheim et futur commandant des forces de défense.

À partir de 1932, Mannerheim conserva un dossier portant l'inscription S-32 (« Suvilahti 1932 ») sur la couverture. Le maréchal conserva ce dossier

dans sa serviette jusqu'en 1946, et peu de gens en connaissaient l'existence. Dans ce dossier Suvilahti, Mannerheim conservait tous les documents importants concernant principalement les évènements survenus dans les régions frontalières entre la Finlande et l'Union soviétique.[681] En raison de la nature de sa mission, Tahvanainen connaissait le contenu du dossier S-32 comme sa poche.

L'accord commun était de ne parler à personne de ce secret partagé. Depuis les années 1930, Tahvanainen était l'agent secret de Mannerheim, qui gérait les échanges radio et épistolaires avec ses amis à Moscou, qui avaient eux-mêmes un accès direct à Staline (Gregori, Luci, Irina et Staline). Un succès important de mes propres recherches début 2008 a été la découverte de la personne qui se cachait derrière le nom de code Irina. Il s'agissait du maréchal Boris Chapochnikov, chef de l'État-major général de l'armée rouge (STAVKA), qui était très apprécié par Staline.

Ce canal d'information moscovite était extrêmement important pour Mannerheim, mais aussi pour Staline. Il reposait sur une confiance et un respect mutuels solides. Le vaste réseau de contacts de Mannerheim dans différentes parties du monde, mais surtout en Europe, comprenait de nombreuses personnalités influentes sur lesquelles Tahvanainen avait attiré l'attention grâce à ses contacts.

C'est à ce sujet que Tahvanainen témoigna volontairement, et en connaissance de cause, en faveur des accusés lors du procès finlandais pour crimes de guerre de 1945-46. Mannerheim était à l'époque Président.

Le Premier ministre J. K. Paasikivi, qui avait invité Tahvanainen à Helsinki, et le Ministre de la justice Urho Kekkonen amenèrent Tahvanainen à Mannerheim et lui suggérèrent de ne pas témoigner en aucune circonstance, car cela pourrait avoir de très graves conséquences politiques pour la Finlande. Après une longue discussion, Mannerheim accepta la demande de Paasikivi et annonça que les documents de son dossier secret S-32, dont Tahvanainen avait parfaitement connaissance, seraient utilisés ultérieurement, par exemple dans le contexte du traité de paix final (traité de paix de Paris de 1947).

Mannerheim chargea le Président de l'époque, Paasikivi, d'apporter ses documents secrets à Paris afin de prouver que la Finlande était totalement innocente des évènements de la Seconde Guerre mondiale et **que toute l'histoire de la guerre avait été falsifiée par les vainqueurs.**

Il n'est donc pas étonnant que Paasikivi, qui connaissait depuis les

[681] Tahvanainen, 1971, p. 8.

années 1930 l'existence et les connaissances de l'agent de Mannerheim, n'ait pas osé confier cette tâche à Mauno Pekkala, le chef de la délégation finlandaise.

Mannerheim voulut cependant s'assurer que ses documents importants ne disparaîtraient pas des archives historiques en faisant copier par son agent Tahvanainen les principaux documents de ses dossiers lorsqu'il était à Hamina et à Kouvola (en tant que trésorier de la RUK).

Lorsque Mannerheim commença à écrire ses mémoires après le fiasco parisien, il pensait pouvoir dévoiler la vérité cachée. La forte pression exercée par le gouvernement finlandais de l'époque et quelques amis proches (G. A. Gripenberg, Carl Enckell) incita Mannerheim à « déguiser » le contenu de ses mémoires, de sorte qu'il finit par déclarer lui-même qu'il avait falsifié l'histoire.

Lors de sa dernière visite en Suisse, du 17 au 24 janvier 1950, lui et son agent Tahvanainen, qui avait été invité auparavant à Helsinki, examinèrent quelques-uns des principaux documents de son dossier S-32, en firent des traductions et donnèrent des explications. Plus tard, le soir du 23 janvier 1950, Mannerheim remit au Président Paasikivi, en présence de Tahvanainen, trois parchemins contenant des documents originaux scellés, afin qu'ils soient déposés à Tamminiemi pour de futures recherches historiques

Malheureusement, le maréchal s'est trompé, car les documents importants, originaux et fortement compromettants des Alliés et de l'Union soviétique que Paasikivi avait reçus n'ont pas été retrouvés depuis.

Paasikivi a-t-il détruit ces documents ? Nous ne le savons pas, mais en prévision de situations futures, Mannerheim avait remis son dossier dès l'automne 1945, après le « procès des criminels de guerre », et demandé à Tahvanainen de recopier, d'esquisser et de copier, entre autres, le contenu des parchemins remis à Paasikivi, ce que Mammerheim vérifia et approuva personnellement. Tahvanainen a ensuite travaillé pendant longtemps à l'hôtel Carlton à Helsinki. Pour ce séjour, Torbjörn F. Elming et moi-même avons trouvé un témoin suédois qui s'est adressé à nous après avoir lu la version suédoise de la première partie de *La Finlande dans l'œil du cyclone*. Il s'agissait d'Alexander Reichel, le fils d'un représentant de la société Blenheim, qui résidait en permanence dans le même hôtel à cette époque et qui connaissait bien Vilho Tahvanainen. Bien qu'il se souvînt du nom de l'hôtel Lappalainen dans son livre ![682]

[682] Reichel, 2007.

Tahvanainen a également déclaré que « Red Valpo » (« les patrouilles de Leino ») le poursuivaient de Kouvola à Joensuu et le menaçaient de l'abattre si le dossier S-32 n'était pas retrouvé. Cette pression constante s'est ensuite reflétée dans le comportement de la famille.

Vilho Tahvanainen a réussi à faire publier deux livres :

Warum Finnland hat seinen Zeit als Ermittler nicht nutzen ? (Pourquoi la Finlande n'a-t-elle pas mis à profit son temps d'investigation ?)

et *Eine besondere Mission* (Une mission particulière).

Ce dernier est paru en 1971 et a été retiré du marché peu après sa publication. Les révélations de Tahvanainen étaient-elles trop délicates dans le contexte géopolitique de l'époque ? L'Union soviétique était encore au pouvoir et la Finlande se préparait aux réunions de la CSCE (1973 et 1975), qui ont notamment fixé les limites des intérêts européens de l'époque et qui ont constitué l'un des points forts de la carrière du Président Kekkonen en politique étrangère.

En outre, Tahvananien avait préparé 1 300 pages de texte pour les livres qui lui ont succédé, *Tode geweiht* (Voué à la mort), *Barbarossa, Ryti und Mannerheim* et *Von Nikolai Bobrikov bis Urho Kekkonen* (De Nikolaï Bobrikov à Urho Kekkonen).[683] Une partie de ces documents a été détruite par l'épouse de Tahvanainen, Martta (décédée le 4 octobre 1992), qui, selon son fils Pekka, a brûlé plusieurs cartons contenant du matériel de son mari Vilho immédiatement après sa mort (11 mai 1992). Lors de la remise du matériel restant (432 pages dactylographiées numérotées) au signataire, Pekka Tahvanainen a déclaré, en réponse à une question sur une contrepartie : *« C'est bien de se débarrasser de tout. Je sais que la lutte sera rude, car le père – Vilho – a été transformé par les professeurs et les officiers en une 'non-personne', un menteur fou fou ! »* Tout cela me prouvait que ces documents contenaient quelque chose d'important, et mon intérêt était éveillé.

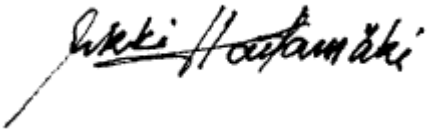
Grâce aux transcriptions effectuées par l'agent Tahvanainen et confirmées par le maréchal, qui sont en ma possession, j'ai pu reconstituer les évènements. Dans mon livre *Suomi stormyn silmässä* (parties 1 et 2, en suédois *Finland i stormens öga I*, édité par MCK, et en estonien *Soome tormi süidämes*, Penikcorem, Tallinn), j'ai tenté de dresser un tableau complet des évènements de la Seconde Guerre mondiale à partir de différentes sources et de le compléter par des informations tirées du dossier S-32 de Mannerheim. Le résultat est une succession d'évènements qui diffère de ce que l'on savait jusqu'à présent.

[683] Tahvanainen, 1985.

Le passé cosmopolite de Mannerheim semble avoir été d'une grande utilité à la Finlande, qui a miraculeusement survécu à la Seconde Guerre mondiale en tant que pays indépendant, sans jamais avoir été occupée. Plus j'ai étudié les différentes sources, plus je suis convaincu que le matériel dont je dispose n'est pas le fruit de l'imagination de Tahvanainen, mais repose sur ses propres expériences et sur les informations documentaires contenues dans le dossier S-32 de Mannerheim. Dans mes recherches, le matériel de Tahvanainen s'inscrit parfaitement dans le cadre de référence d'autres documents et sources supplémentaires que j'ai moi-même exploités.

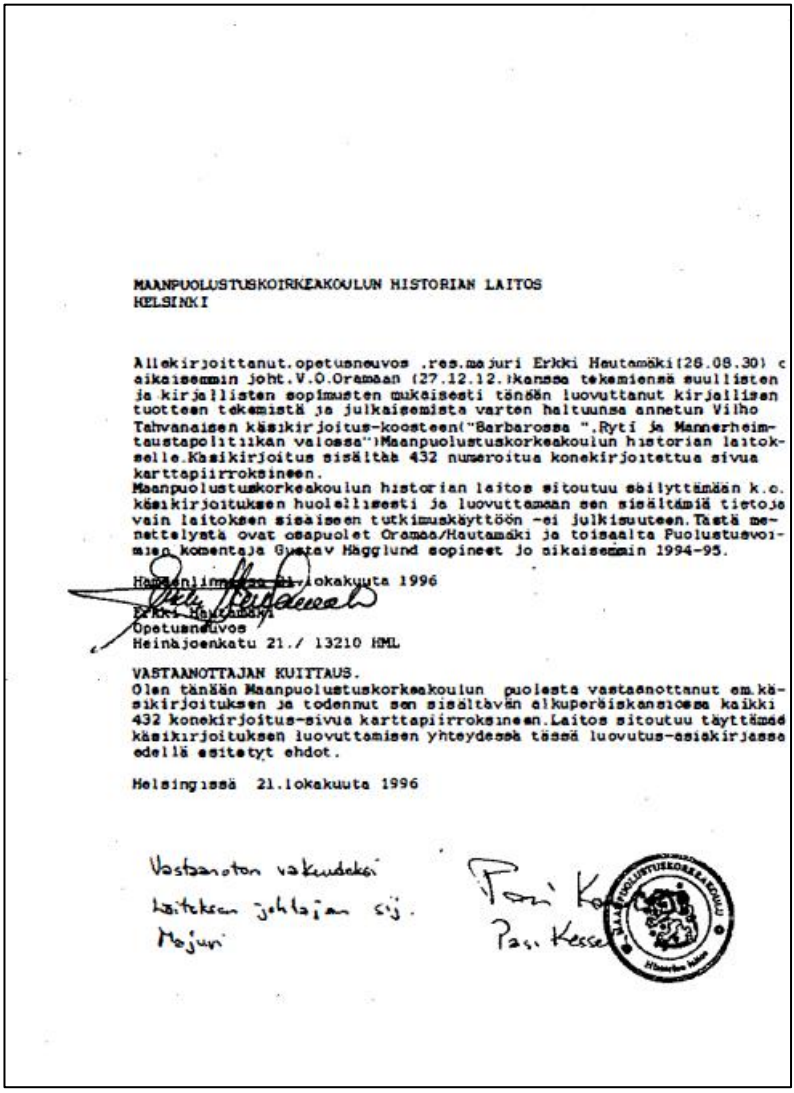
Afin de permettre à d'autres chercheurs d'accéder à ce matériel contenu dans le dossier S-32 de Mannerheim, j'ai transmis le 21 octobre 1996 des copies du manuscrit reçu de Tahvanainen (432 pages) au Département d'histoire (aujourd'hui Département de la guerre) de l'Université de la Défense nationale pour ses recherches internes. Dans le cas où des tiers souhaiteraient utiliser ce matériel, le département des sciences militaires de l'Université de la défense nationale est tenu d'en informer le signataire. Cette condition reste valable après mon décès, à condition que j'aie désigné une personne pour s'occuper de cette question. Je conserverai les documents originaux en ma possession jusqu'à nouvel ordre.

Äänekoskella 30.12.2019



Erkki Hautamäki

Contrat de déclassification des documents de Tahvanainen :



MAANPUOLUSTUSKORKEAKOULUN HISTORIAN LAITOS
HELSINKI

Allekirjoittanut.opetusneuvos ,res.majuri Erkki Hautamäki(26.08.30) c aikaisemmin joht.V.O.Oramaan (27.12.12.)kanssa tekemiensä suullisten ja kirjallisten sopimusten mukaisesti tänään luovuttanut kirjallisen tuotteen tekemistä ja julkaisemista varten haltuunsa annetun Vilho Tahvanaisen käsikirjoitus-koosteen("Barbarossa ",Ryti ja Mannerheim-taustapolitiikan valossa")Maanpuolustuskorkeakoulun historian laitokselle.Käsikirjoitus sisältää 432 numeroitua konekirjoitettua sivua karttapiirroksineen.
Maanpuolustuskorkeakoulun historian laitos sitoutuu säilyttämään k.o. käsikirjoituksen huolellisesti ja luovuttamaan sen sisältämiä tietoja vain laitoksen sisäiseen tutkimuskäyttöön -ei julkisuuteen.Tästä menettelystä ovat osapuolet Oramaa/Hautamäki ja toisaalta Puolustusvoimien komentaja Gustav Hägglund sopineet jo aikaisemmin 1994-95.

Helsingissä 21.lokakuuta 1996

Erkki Hautamäki
Opetusneuvos
Heinäjoenkatu 21./ 13210 HML

VASTAANOTTAJAN KUITTAUS.
Olen tänään Maanpuolustuskorkeakoulun puolesta vastaanottanut em.käsikirjoituksen ja todennut sen sisältävän alkuperäiskansioissa kaikki 432 konekirjoitus-sivua karttapiirroksineen.Laitos sitoutuu täyttämää käsikirjoituksen luovuttamisen yhteydessä tässä luovutus-asiakirjassa edellä esitetyt ehdot.

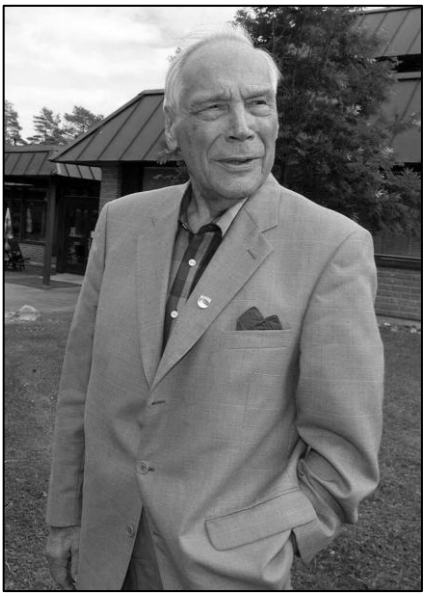
Helsingissä 21.lokakuuta 1996

Vastaanoton vakuudeksi
laitoksen johtajan sij.
Majuri

Pasi Kesse

Annexe 26 : l'auteur et sa lettre à Boris Eltsine du 23 janvier 1992.

Chargé de cours Erkki Hautamäki



Hautamäki, Erkki Johannes, né à Lapua le 28 août 1930, études :
- Année du baccalauréat 1950
- Diplôme de professeur de gymnastique en 1953
- Physiologie et médecine du sport Laudatio 1953
- Diplôme allemand pro exercitio 1950
- Licence en sciences sociales, YKK 1952
- Stagiaire 1954-1955 au Helsinki Normal Lyceum Duties :
- Professeur de gymnastique et de santé 1955-1959
- Chargé de l'éducation des jeunes UudRakP 1959-1960 (SA)
- Chargé de cours de gymnastique et de santé 1960-1962
- Entraîneur en chef pour le sport 1966-1968 (SA), département de l'éducation générale.
- Directeur de l'école de sport Vuokati 1969-1990.

Hautamäki en 2019[676]

Postes de confiance : et qualifications :

– Entraîneur de district du district de Finlande centrale de l'ASUL 1956-1958.

– Vice-président de la SVUL (centre régional d'athlétisme de Finlande de la SVUL), Äänekoski Sportsmen 1955-1958.

– Membre du conseil d'administration et du comité directeur de la Fédération finlandaise de ski et président du comité des entraîneurs 1970-1974 Chef de l'équipe finlandaise de ski de fond aux Jeux olympiques d'hiver de 1972 à Sapporo (la Finlande a remporté la médaille d'argent en relais) Membre du conseil municipal de Sotkamo 1972-1978 Membre des groupes de travail (I et II) du ministère finlandais de l'éducation pour l'élaboration de la législation relative aux écoles de sport.

[684] Source : www.vuokattisport.fi

– Président local du comité de construction de l'Académie des sports de Vuokatti

1972-1990

– Membre du comité d'entraînement et de formation de la Fédération internationale de tir 1972-1984

– Membre du comité d'entraînement et de formation de la Fédération internationale de ski (FIS) 1975-1988 Succès sportifs :

– En 1951, Hautamäki a remporté la médaille de bronze du décathlon.

– Hautamäki a terminé deuxième du décathlon lors des qualifications olympiques finlandaises et a également représenté la Finlande aux deux Jeux olympiques de 1952.

D'autres qualifications ont été obtenues :

– Au cours de sa carrière, Hautamäki a publié de nombreux articles et donné des conférences et des présentations lors de séminaires en Finlande et à l'étranger dans les domaines du coaching, de la technique sportive, de la psychologie de la compétition et de la physiologie.

En 1974, une équipe de libraires sous sa direction a publié le premier manuel sur le ski A finlandais.

– Pendant la construction de l'Académie des sports de Vuokatti, Hautamäki a établi des relations permanentes avec de nombreuses organisations sportives européennes (Union soviétique, République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Estonie, Angleterre et bien sûr tous les pays nordiques). Des contacts ont également été noués avec de nombreux pays plus éloignés, comme les États-Unis, l'Argentine et le Japon.

Les distinctions :

– Ordre de la Croix de la Liberté 4e classe Croix de la Liberté (VR4)

– Médaille du mérite militaire

– Croix d'or du mérite du sport finlandais

– Plaque d'or de la Fédération finlandaise de ski

– Plaque d'or de la Fédération finlandaise des sports

– Plaque d'or et insigne du mérite de la Fédération finlandaise de sport

– Fédération de tir sportif

– Plaquette d'argent du mérite du département de l'éducation de l'État-major général des armées

– Épingle de la province militaire du Nord de la Finlande

– Croix de la bulle

– Titre de conseiller en éducation 1986

À la retraite :

– Hautamäki a consacré la majeure partie de sa retraite à sa thèse de 1 000 pages intitulée *La Finlande dans l'œil du cyclone*. Elle porte sur le rôle de la Finlande et de la Scandinavie pendant la Seconde Guerre mondiale et sur le rôle et l'importance de Mannerheim dans cette affaire. La principale source est le matériel contenu dans le dossier S-32 de Mannerheim.

Lettre de Hautamäki à Boris Eltsine[685]

Eltsine en 1994

Lorsque le premier président de la nouvelle Fédération de Russie, Boris Eltsine, a pris ses fonctions et qu'une visite en Finlande a été convenue entre nos deux pays, j'ai décidé de féliciter le nouveau président et de lui demander de prendre en considération les points suivants :

1) Dans le cadre de la visite d'été, soyez le premier président russe à déposer une couronne au monument aux héros des morts – Finlandais – à Hietaniemi, à Helsinki, pendant la visite d'été.

2) Améliorer les conditions de vie des athlètes et des entraîneurs russes.

3) Se mettre d'accord = par des négociations = régler les questions territoriales de la paix de la guerre de Continuation (1944 et 1947) afin de trouver ensemble un nouvel avenir pour la Carélie qui serve les intérêts de la Russie et de la Finlande dans l'avenir.

L'auteur reproduit ci-dessous la traduction exacte des passages de la lettre mentionnés ci-dessus :

Point 1 : le peuple finlandais n'attache aucune importance au fait de trinquer avec des flûtes de champagne.

Alors que nos représentants déposent des couronnes au monument du Soldat inconnu lors de leurs visites en Russie, aucun chef d'État russe n'a fait une telle chose ici. Ils ont visité les tombes d'hommes politiques, je suppose.

Si le président veut faire un travail visible et réel pour rapprocher les peuples finlandais et russe dans un esprit d'amitié, qu'il dépose une couronne sur les tombes de nos fils héroïques à Hietaniemi à Helsinki. Vous aurez la sympathie éternelle du peuple finlandais. Faites-le, ne doutez pas.

685 [NdE française : Son vrai nom (juif) est Elias Baruch. Marié à une juive. Premier président de la Russie (CEI) après le faux « effondrement » du gouvernement soviétique.]

Point 2 : l'Union soviétique était autrefois une superpuissance sportive.

Nous avons beaucoup travaillé avec des athlètes russes de haut niveau. En tant que directeur de la Vuokatti Sports Academy, j'ai appris à connaître ces grands et sympathiques athlètes et leurs entraîneurs. Nous étions de vrais amis, nous nous aidions mutuellement, nous nous réjouissions sincèrement des victoires des uns et des autres mais dans l'arène sportive, nous nous battions dur et nous n'abandonnions pas. Maintenant que l'Union soviétique s'est effondrée et que la Russie cherche sa voie vers la démocratie et une nouvelle vie, je suis triste de voir que vos entraîneurs, surtout dans les différentes disciplines sportives, ont été complètement oubliés dans l'émergence d'une Russie nouvelle et meilleure, et cela vaut également pour vos sportifs actifs, nos amis. Ils sont maintenant au chômage et financièrement ruinés.[686]

Prenez cela à cœur, invitez-les à une conférence au Kremlin et redonnez à leur savoir et à leurs compétences une mission et une valeur. Vous verrez bientôt que tout cela mènera à l'honneur et à la gloire de la nouvelle Russie.

Nouvelles du soir / 27.8.1992 / Moscou STT AFP. Le Président russe Boris Eltsine a promis aux athlètes olympiques russes que leurs efforts seraient mieux récompensés à l'avenir. Eltsine s'est exprimé à Moscou lors d'une manifestation pour les sportifs en présence de J.A.Samaran, président du Comité olympique. Le Président russe a annoncé qu'il rendrait hommage aux athlètes qui ont remporté le plus de médailles à Barcelone afin de renforcer le moral du peuple russe. Il a reconnu que les athlètes n'avaient pas reçu le même Mammon qu'en Occident, mais a promis que la situation s'améliorerait la prochaine fois.

Dans son discours, J.A. Samaranch a confirmé qu'Eltsine avait relégué la question du Die Gemeinschaft unabhängiger Staaten (GUS) (Communauté des États indépendants – CEI) au second plan lors des Jeux olympiques.

Lors d'une conférence de sportifs et d'entraîneurs à Moscou, Eltsine a promis de remettre les choses en ordre.

Point 3 : la question des frontières

Vous nous avez pris la Carélie. Le peuple finlandais n'était pas responsable des évènements de 1939-1944. J'ose dire que vous n'avez jamais eu et n'aurez jamais d'amis plus honnêtes et plus loyaux – que les

[686] J'ai acheté une Lada d'occasion pour mon ami V. Vedenini à Kajaani, qu'il a fait passer à la frontière. Kostamus* n'avait pas beaucoup d'argent pour les champions du monde et les champions olympiques.
* Ville de la république russe de Carélie, non loin de la frontière avec la Finlande (note du traducteur allemand).

Finlandais. En tant qu'individus et en tant que peuple, nous ne sommes contraints à rien, nous sommes citoyens d'un pays libre et nous voulons seulement construire notre petite patrie en paix, mais nous sommes également toujours prêts à défendre sa souveraineté et sa liberté jusqu'à la dernière goutte de sang.

Rétablissez la Carélie – c'est le plus grand honneur et le couronnement de votre travail – afin que la frontière passe sur l'isthme de Carélie, le long de la rivière Vuoksi, et que Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) ait beaucoup de place pour se développer. Vous pourriez faire de Vyborg une ville libre internationale, avec des universités et des collèges offrant une formation de pointe à nos citoyens, mais aussi aux étudiants internationaux. Vyborg deviendrait une sorte de centre de connaissances et de formation.[687]

Remarque du traducteur allemand : dans l'édition finnoise, la lettre originale à Boris Eltsine du 23 janvier 1992 suit maintenant en finnois et en russe, dont on peut déjà lire un résumé ci-dessus.

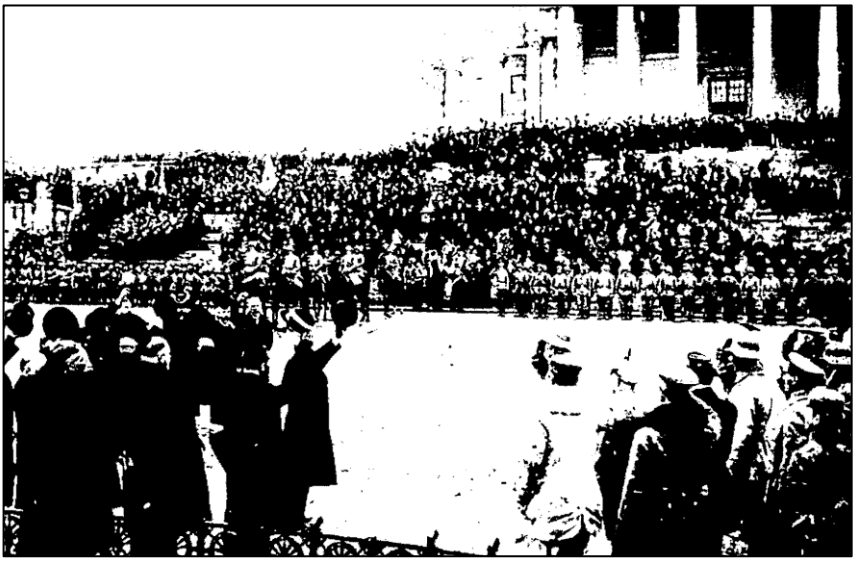
À la place, l'édition allemande propose en bonus le discours de Benjamin H. Freedman en 1961, tiré de « La vérité interdite, volume 1 ».

[687] Il est difficile d'évaluer l'impact de ma lettre sur l'action d'Eltsine sur ces trois questions, mais cette question frontalière et ma proposition concernant Vyborg sont les seules qui n'ont pas abouti. De nombreux articles de presse et rumeurs indiquent toutefois que le sujet a au moins été abordé lors des discussions. Selon un article de Kainuun Sanom, la Russie avait même fait une offre pour la Carélie, mais le Président Koivisto avait jugé le prix trop élevé.

Les Allemands dans la guerre de libération finlandaise en 1918

Environ 15 000 Allemands se sont battus en 1918 en Finlande pour la liberté et l'indépendance contre la terreur du bolchevisme national et international et ont contribué de manière décisive à la victoire des « Finlandais blancs » sur les « Finlandais rouges » dans la lutte pour la liberté contre la domination étrangère russe. Le 13 avril 1918, les troupes allemandes prirent Helsinki. Le 15 mai, la Finlande était en grande partie libérée.

Préhistoire



Les troupes allemandes en Finlande : la population de Helsingfors lance un « Vive l'Allemagne » sur la place de la cathédrale lors de l'entrée des troupes allemandes. Office de l'image et du film.

Troupes allemandes victorieuses à Helsinki, avril 1918.

Le capitaine en retraite Werner Crantz s'était déjà rendu à Stockholm au printemps 1917 en tant qu'envoyé personnel de Ludendorff afin de mener des entretiens avec le comité des soldats finlandais. Parallèlement, suite à la révolution de février 1917, la collaboration entre les deux mouvements indépendantistes, les activistes et le Comité des soldats, s'est renforcée. Il y rencontra le Rittmeister Hannes Ignatius, l'intendant général de Mannerheim, Mauritz Gripenberg, attaché militaire de l'ambassade de Finlande à Berlin, et le colonel Nikolai Mexmontan, nouveau membre du comité. Le comité avait pris contact avec les activistes locaux, les militaires suédois et les agents du département politique de l'État-major allemand.

Son directeur était le capitaine de réserve Ernst von Hülsen, et ses représentants à Stockholm étaient Hans Steinwachs et Rudolf Schmidt. Ils s'occupaient en Suède des affaires d'armes de l'Allemagne et représentaient en général les intérêts des puissances centrales. Von Hülsen, Steinwachs et Crantz, en particulier, s'étaient déjà occupés de la question finlandaise au cours des années précédentes. Leur collaboration avec les Finlandais s'est encore intensifiée pendant la planification et la réalisation de l'intervention allemande en 1918. Erich Ludendorff, premier quartier-maître général du commandement suprême de l'armée, était le maître de ces messieurs et celui qui tirait les ficelles. Les activistes et le comité de soldats se disputaient les faveurs de Ludendorff, mais tous avaient un seul objectif : l'indépendance de la Finlande.

« À l'automne 1917, tant les activistes que le comité des soldats décidèrent, sur les conseils de von Hülsen, de déplacer le centre de leurs activités à Berlin. Le lieutenant-colonel Wilhelm Thesleff, qui avait servi dans l'armée russe et avait été fait prisonnier par les Allemands à Riga deux mois plus tôt (ou s'y était rendu), fut nommé plénipotentiaire du comité. Les obligations de Thesleff incluaient désormais le commandement du bataillon de chasseurs finlandais. Edvard Hjelt, le professeur de droit Rafael Erich et Adolf von Bonsdorff s'installèrent à Berlin à la mi-novembre. Quelques jours plus tard, Hjelt rencontrait déjà von Hülsen au département politique de l'État-major général. Hülsen promit de plaider la cause de la Finlande auprès de Ludendorff au quartier général. Une invitation à Kreuznach au quartier général fut rapidement organisée pour Hjelt. Ludendorff reçut Hjelt et von Bonsdorff le 26 novembre 1917. Les Finlandais avaient préparé un programme en sept points pour la voie de la Finlande vers l'indépendance :

1) La Finlande est un pays ami de l'Allemagne qui a servi les puissances centrales de manière désintéressée pendant la guerre.

2) La Finlande doit se libérer de la Russie et devenir un État étroitement lié à l'Allemagne.

3) La libération de la Finlande est également dans l'intérêt de l'Allemagne sur le plan politique, historique et culturel. Une Finlande indépendante serait le maillon le plus septentrional d'un front qui constituerait une barrière contre l'Est.

4) L'alternative la plus souhaitable à un détachement de la Finlande de la Russie serait un débarquement de troupes allemandes. Un soulèvement populaire contre la Russie serait déjà préparé, de sorte que les Finlandais se joindraient aux Allemands.

5) Si ce débarquement n'était pas réalisable en raison de la situation mondiale générale, une occupation rapide des îles Äland par des troupes allemandes serait importante pour la Finlande.

6) À condition que l'armistice entre la Russie et l'Allemagne soit bientôt conclu,

l'Allemagne devrait exiger le retrait des troupes russes de Finlande.

7) L'indépendance totale de la Finlande ne peut être obtenue qu'après que l'Allemagne l'ait reconnue.

Ludendorff écouta attentivement et déclara ensuite : 'Une liberté obtenue uniquement avec une aide extérieure ne peut pas durer'. Il conseilla vivement aux Finlandais de déclarer l'indépendance de leur pays le plus rapidement possible et d'exiger le départ des Russes. Ludendorff promit également de soutenir la reconnaissance de l'indépendance de la Finlande. L'Allemagne pourrait fournir des armes à la Finlande, mais il était opposé à une aide militaire et ne considérait pas non plus l'occupation des îles Åland comme nécessaire à ce stade. Le lendemain, Ludendorff rendit compte au Ministre des affaires étrangères Richard von Kühlmann de son entretien avec Hjelt et von Bonsdorff. Son explication sur le contenu de la discussion correspondait parfaitement au récit de Hjelt dans ses mémoires : 'ces messieurs ont rapporté qu'ils présenteraient la déclaration d'indépendance finlandaise après la proclamation de l'armistice'. Selon Ludendorff, le débarquement proposé par les Finlandais sur les îles Åland, et a fortiori sur le continent finlandais, ne serait pas possible avant le printemps prochain, ne serait-ce qu'en raison des conditions météorologiques. D'ici là, on serait peut-être déjà parvenu à un armistice avec la Russie, estimait Ludendorff : 'Nos livraisons d'armes se poursuivent et nous préparons le retour du bataillon finlandais' ».

Après la révolution d'octobre dans l'Empire russe, le Grand-Duché de Finlande s'est déclaré libre et indépendant le 6 décembre 1917. Les bolcheviques dirigés par Lénine étaient au pouvoir à Saint-Pétersbourg et l'on craignait qu'ils n'étendent leur révolution à la Finlande. Le 4 janvier 1918, le Chancelier Georg von Hertling s'est adressé avec insistance à l'empereur allemand et a rapporté que la délégation gouvernementale se trouvant à Berlin attendait la reconnaissance de l'Allemagne. L'acte de reconnaissance signé par l'empereur Guillaume II, qui se trouve dans les archives du ministère allemand des Affaires étrangères, porte la date de « Berlin, le 4 janvier 1918 ».

Le même jour, la Suède et la France ont également reconnu l'indépendance de la Finlande. La Finlande était en proie à la famine et la grippe espagnole faisait des ravages.

Le 16 janvier 1918, le président du Sénat Pehr Evind Svinhufvud chargea le lieutenant-général au service de la Russie impériale Carl Gustaf Emil Mannerheim, de retour en Finlande, de former des forces armées en tant que commandant. Le 25 janvier, les corps de protection jusqu'alors privés, formés à la suite des violences rouges soutenues par Vladimir Ilitch Lénine lors de la grève générale de décembre 1917, furent finalement déclarés armée régulière (Garde blanche, Ailes blanches ou Armée blanche)

du gouvernement. Le 27 janvier 1918, de violentes émeutes bolcheviques éclatèrent.

Le soir du 27 janvier 1918, à 23 heures, une lampe rouge s'est allumée au sommet de la tour de la Maison des syndicats d'Helsinki pour signaler le début de la révolution. Les gardes rouges occupèrent les principaux bâtiments et, le lendemain matin, ils avaient totalement pris le contrôle de la ville. Dans les villes du sud de la Finlande, les révolutionnaires ne rencontrent pas d'opposition, pas plus que dans la plupart des zones rurales. Alors que le nord du pays était tenu par les « Blancs », Turku et Helsinki, la capitale historique et actuelle de la Finlande, ainsi que Tampere, le plus important centre industriel, se trouvaient sous le contrôle des « Rouges ».

Les Rouges étaient bien armés depuis mars 1918, car les anciens soldats de l'armée impériale russe, qui avaient dû quitter le pays après le traité de paix de Brest-Litovsk, avaient laissé derrière eux tout leur matériel d'armement (y compris les trains blindés équipés de mitrailleuses et de canons très efficaces). Les livraisons d'armes allemandes effectuées depuis fin 1917 – en tant que seule mesure d'aide – ne devaient donc pas être suffisantes.

Fin mars 1918, seuls quelque 11 000 gardes blancs sous les ordres de Mannerheim faisaient face à environ 60 000 à 80 000 Finlandais rouges. Le bras militaire du Commissariat du peuple, la troupe appelée « Garde rouge », put rapidement faire état de succès militaires, notamment parce que la Garde rouge était soutenue par les forces révolutionnaires de Russie et qu'une terreur sanglante fut exercée contre la population civile, environ 1 650 « bourgeois » (blancs) furent assassinés.

En février, 703 meurtres ont eu lieu dans la phase initiale de la guerre, lorsque les Rouges ont tué de nombreux membres des corps de protection qui avaient tenté de passer du côté des Blancs. La deuxième vague de violences a eu lieu à la fin de la guerre, en avril, lorsque 667 personnes ont trouvé la mort, souvent dans les derniers jours avant que la localité concernée ne tombe aux mains des Blancs. Cependant, les Blancs et une partie non négligeable de la population finlandaise, sous la direction de Mannerheim, se défendirent. Ils ne disposaient toutefois pas des forces militaires nécessaires pour mener une action décisive contre les insurgés, d'autant plus que l'armée finlandaise régulière avait été dissoute en 1901 et que la mise en place de la nouvelle armée nécessitait encore du temps.

Intervention en Finlande

Division de la mer Baltique

Mais l'aide était en route. Dès le 21 février 1918, Erich Ludendorff avait transmis à l'envoyé finlandais au Grand Quartier Général de Kreuznach, au nom de l'OHL, la promesse d'envoyer un corps de secours allemand. Le 22 février 1918, l'État-major de la « 12e Landwehr-Division » forma l'Etat-major de la « Ostsee-Division ». Il s'ensuivit la mise en place de la division à Danzig sous le commandement du major général Rüdiger Graf von der Goltz (l'État-major comptait entre autres l'Oberleutnant Wilhelm Schneckenburger) et de la division de débarquement « Brandenstein » à Reval sous le commandement du colonel Otto Freiherr von Brandenstein, anciennement commandant de la 3e brigade de cavalerie de la Garde. En faisaient partie trois unités situées à l'est

- régiments de tirailleurs de cavalerie,
- trois bataillons de chasseurs,
- cinq compagnies de cyclistes,
- deux divisions de mitrailleuses de montagne,
- une division d'artillerie de montagne bavaroise,
- deux batteries lourdes,
- un escadron de cavalerie,
- une compagnie de pionniers ainsi que
- des forces de renseignement, des forces sanitaires et des forces automobiles.

Des forces d'aviation de la 8e Armée ont également été affectées à la « Division de la mer Baltique », dont

- le groupe d'aviation 16 sous le commandement du capitaine Robert Holtzmann et le
- Flieger-Abteilung 37 sous Hauptmann Freiherr von der Goltz (anciennement Festungsflieger-Abteilung 7).

Bataillon de chasseurs n° 27

À la fin de l'automne 1917, la majeure partie des chasseurs finlandais se trouvait toujours dans la ville portuaire de Libau. Alors que les négociations de paix étaient toujours en cours à Brest-Litovsk, l'Allemagne ne pouvait pas faire avancer le retour des chasseurs. Mais le moment était venu. Les

Finlandais du bataillon royal prussien de chasseurs n° 27, qui avaient fait leurs preuves sur le front de l'Est, furent libérés par l'empereur Guillaume II. Le 9 février, le lieutenant-colonel Wilhelm Thesleff arriva de Berlin à Libau avec l'autorisation du gouvernement finlandais de prendre le commandement des chasseurs. Le bataillon a été officiellement dissous le 13 février et les chasseurs ont été libérés de leur serment de loyauté envers l'Allemagne. Les soldats rentrés au pays ont prêté serment d'allégeance au gouvernement finlandais et au nouveau drapeau.

Dans la Finlande blanche bourgeoise, les chasseurs étaient attendus avec fébrilité. Les chasseurs formés en Allemagne étaient les garants vivants de la nouvelle alliance. Ils atteignirent la ville de Vaasa (Suède) le 25 février 1918 avec 1 060 hommes sous les ordres du capitaine Ernst Wilhelm Eduard Ausfeld (1885-1946). Entre-temps, les Rouges avaient pris le contrôle d'Helsinki et les troupes de Mannerheim commençaient à désarmer les Russes en Ostrobotnie. Ces « Allemands », comme on les appelait respectueusement en Finlande, formaient une classe dirigeante fonctionnelle et expérimentée en matière de guerre et servaient en même temps de modèle aux troupes inexpérimentées. Les 38 officiers allemands du bataillon ont également suivi cet exemple.

Le capitaine Eduard Ausfeld, le capitaine Ulrich von Coler et l'Oberleutnant Rainer Stahel furent les trois premiers officiers à demander leur exemption le 6 février 1918. Ils ont obtenu l'autorisation de franchir la frontière finlandaise depuis la Suède le 2 mars 1918.

Eduard Ausfeld, déjà nommé lieutenant-colonel finlandais à Vaasa, fut nommé colonel finlandais et commandant de la 1ère brigade finlandaise de chasseurs le 6 mars 1918 (du 4 juillet 1918 au 5 janvier 1919, il commandait la brigade finlandaise de montagne).

Ulrich von Coler (1885-1953), originaire de Küstrin, également nommé lieutenant-colonel finlandais à Vaasa, fut promu colonel finlandais et commandant de la 2e brigade de chasseurs finlandaise avec Ausfeld (du 8 juin au 6 juillet 1918, il devint chef de la 2e division finlandaise). Après la guerre, von Coler devient officier et commandant de district (dans le sud de l'Uusimaa) dans la garde civile finlandaise et le corps de protection. (En 1934, il s'est engagé dans la Reichswehr, en dernier lieu en tant que colonel de la Wehrmacht).

Rainer Stahel a été nommé major finlandais à Vaasa, puis lieutenant-colonel finlandais en mai 1918. Comme von Coler, il est retourné en Allemagne en 1934.

Le lieutenant Hermann Huyssen, le lieutenant Paul Sievert, le lieutenant

Albert Mellis, le lieutenant Hans Könnecke (d'abord dans la 4e compagnie du bataillon de chasseurs n° 27, puis chef d'État-major de la brigade de montagne finlandaise) et d'autres ont demandé à être exemptés le 20 février 1918 et sont arrivés en Finlande le 15 mars 1918.

Marine impériale

Il y a eu quatre entreprises allemandes de la marine impériale vers la Finlande en 1918 :

- Détachement naval de Kiel à Åland
- Division de la Baltique de Danzig à Hangö
- Unité spéciale de la marine de Reval à Hangö
- Groupe de débarquement « Brandenstein » de Reval à Loviisa

La formation spéciale de la marine était composée de quatre cuirassés (navires de grande ligne SMS « Westfalen », SMS « Rheinland », SMS « Posen »), d'un navire blindé côtier plus ancien, de quatre petits croiseurs (dont le SMS « Kolberg »), de formations de torpilleurs, de dragueurs de mines et de briseurs de barrages ainsi que de nombreux navires auxiliaires, ce qui représentait un total de 154 navires. Le 1er amiral et commandant en chef était le contre-amiral Hugo Meurer, le 2e amiral était le contre-amiral Johannes Hartog.

Après le débarquement de la division allemande de la Baltique le 3 avril à Hangö et la conclusion de l'accord de Hangö entre le contre-amiral Meurer et les représentants du comité central de la flotte balte, le plus ancien officier de la flotte balte, le capitaine de 1ère classe Alexei Chtchastny, organisa le transfert des unités russes vers Kronstadt. Dès le 6 avril, environ 170 unités ont pu être rapatriées malgré des conditions météorologiques défavorables (température de l'air de – 12°) et des conditions de glace difficiles dans le golfe de Finlande. La Russie soviétique a ainsi conservé la quasi-totalité de sa flotte balte. Chtchastny fut arrêté et fusillé peu après par les bolcheviques en guise de remerciement.

Débarquement

Le 7 mars 1918, le bataillon de chasseurs du Grand-Duché de Mecklembourg n° 14, faisant partie de la « Division de la mer Baltique », a occupé les îles Aland pour y établir une base d'étape.

« Le 5 mars 1918, le premier officier d'État-major de l'amirauté, au nom de l'amiral allemand, avait annoncé sur le navire amiral Sverige l'arrivée de notre escadre et l'intention, afin de profiter du beau temps, de commencer immédiatement le lendemain le déchargement du matériel, des vivres et autres approvisionnements. [...] Entre-temps, le

mercredi 6 mars, les préparatifs pour le débarquement des troupes avaient été effectués et le déchargement du matériel nécessaire à cet effet était terminé. Le grand hangar des douanes, un bâtiment neuf et massif, situé sur la plage, fut trouvé sans maître et occupé par notre marine. Un poste de signalisation fut immédiatement installé sur le toit et le drapeau de guerre allemand déployé. Le lendemain, le 7 mars, à l'aube, nos troupes débarquèrent, marchèrent immédiatement vers l'intérieur des terres et désarmèrent à Jomala cent soldats de la Grande Russie qui attendaient les nôtres, fusil au poing. Une compagnie de cyclistes a été envoyée en même temps au port de Norrvik. Dans ce lieu côtier situé à l'est d'Aland, elle a rencontré une forte garnison de grands Russes qui étaient sur le point d'embarquer sur le bateau à vapeur Baltic et de partir pour la Finlande avec des pièces d'artillerie, des munitions, des provisions et du mobilier. Le drapeau de la Garde rouge a été abaissé et le navire a été provisoirement immobilisé. L'intention était de faire passer les Russes en Grande-Bretagne par les territoires que nous occupions, afin de leur épargner les dangers de la Finlande. Leur nombre s'éleva au cours des jours suivants à environ 1 200 [...] Compte tenu des sombres expériences que les habitants avaient faites avec les Russes restés sur l'île, on peut imaginer la joie avec laquelle les libérateurs allemands furent accueillis, d'autant plus qu'il ne manquait pas de voix parmi les habitants de l'île pour dire que seule une intervention vigoureuse pourrait empêcher les Russes de les dépouiller. Les habitants étaient tous d'accord sur un point : aucun d'entre eux ne voulait retourner sous la domination russe. Les derniers jours, lorsqu'ils ont été dépouillés sans ménagement de leurs biens, leur ont définitivement ôté le peu d'affection qu'il leur restait pour la domination russe. La joie des nôtres fut grande lorsque, ces jours-ci, plusieurs officiers et équipages allemands et austro-hongrois, blessés de guerre et rescapés de la captivité, arrivèrent d'Abo par la glace, certains se joignant immédiatement à nos troupes, d'autres trouvant un accueil hospitalier sur les navires de guerre. Ils décrivirent la situation de ceux qui étaient restés comme supportable, la bourgeoisie finlandaise s'occupant des Allemands de la manière la plus touchante. [...] Tandis que les chasseurs et les cyclistes allemands se déployaient sur les innombrables îles pour faire les préparatifs de la traversée prévue vers la Finlande, le plus ancien commandant de la mer devant Aland, le contre-amiral Meurer, effectuait avec les officiers de son État-major un voyage de reconnaissance à travers le pays insulaire. [...] La plupart de ces personnes parlaient le suédois, les autres le finnois. À leur demande expresse, l'allemand avait été choisi comme langue de commandement. Le seul insigne que portaient ces jeunes gens à l'allure très avantageuse était un brassard blanc. Après avoir traversé le front, l'un des officiers finlandais demanda la permission de chanter la Wacht am Rhein. *Lors du défilé qui suivit, d'autres gardes blancs chantèrent un très joli chant de marche suédois. Parmi les gardes blancs se trouvait également un aviateur de la marine russe, un lieutenant, qui s'était échappé de Finlande avec son hydravion et s'était rendu à Vardö, où il s'était mis à la disposition de la Garde blanche. D'après lui, notre arrivée en Finlande était attendue avec impatience et il était certain que tous les*

officiers russes encore présents en Finlande rejoindraient aussitôt la Garde blanche. L'atterrissage de l'avion, conçu pour se poser sur la surface de l'eau, s'est déroulé sans difficulté sur la glace. Après avoir visité différents endroits de la côte et des débarcadères, l'amiral regagna son cuirassé. C'est là qu'eut lieu le 15 mars 1918 une négociation avec trois émissaires de la Garde rouge finlandaise, qui ne donna cependant pas de résultats remarquables. Le leader était un professeur d'école de soixante ans, tandis que ses deux camarades, âgés d'une trentaine d'années, semblaient appartenir à la classe ouvrière. Une fois les négociations terminées, ils avaient manifestement le plus vif désir de quitter au plus vite cette région qu'ils considéraient comme très dangereuse pour eux. C'est au moment de s'entendre sur la mise en place d'un convoi que l'angoisse et l'impuissance des trois émissaires apparurent de la manière la plus éclatante. Lorsqu'on leur expliqua que les escortes allemandes se retireraient dès qu'elles rencontreraient des troupes de la Garde rouge avant d'atteindre une localité finlandaise, car celles-ci pourraient alors prendre en charge la protection de leurs émissaires, ces messieurs objectèrent que parmi ces gardes rouges se trouvaient peut-être des gardes blancs déguisés. De plus, il est possible qu'ils se retrouvent plus tard sur le chemin de la Garde blanche. Enfin, ils avouèrent ouvertement qu'ils préféraient de loin la protection de nos chasseurs à celle de leurs propres troupes. De plus, ils demandèrent la confirmation expresse que la protection accordée par l'Allemagne s'étendait également au conducteur du traîneau, à son cheval et au traîneau lui-même. En somme, ces négociateurs faisaient une impression déplorable. On était convaincu que ces tribuns du peuple manquaient de toutes les qualités que l'on peut attendre des dirigeants d'un mouvement populaire. Il n'est pas étonnant que tous les éléments éduqués et civilisés de Finlande aient aspiré à l'intervention des troupes allemandes chargées de rétablir l'ordre. » [4]

La majeure partie de la division de la Baltique, qui comptait 12 000 hommes, a finalement débarqué à Hangö le 3 avril 1918. Dans *Der Weltkampf um Ehre und Recht* (La lutte mondiale pour l'honneur et le droit), volume IV (éditeur : Max Schwarte), on peut lire ce qui suit :

« Le 2ème jour de Pâques, le 1er avril, l'entreprise principale proprement dite, le transfert du corps expéditionnaire, a pu commencer. Par un temps pascal magnifique, le IIIe escadron est parti dans la structure suivante : 1er groupe : 4e demi-flottille de recherche de mines, IIIe groupe de briseurs de barrage, brise-glace finlandais *Sampo*. 2ème groupe : SMS, Westfalen und Posen, 2 torpilleurs, paquebot, Vorwärts, premier groupe de transport (« Kolberg », 5 paquebots), deuxième groupe de transport (« Nautilus », 3 paquebots), troisième groupe de transport (croiseur auxiliaire « Möwe », 3 paquebots), groupe de remorqueurs (1 paquebot à pompe, 2 remorqueurs avec chacun une remorque de 500 tonnes). Le SMS, Rheinland était resté devant Eckerö pour y diriger les préparatifs en vue de la traversée prévue

du bataillon de chasseurs vers le continent finlandais ».

Le Grand Quartier Général rendit compte du débarquement du 16 avril 1918 :

« La population finlandaise, qui ne fait pas partie de la Garde rouge, a accueilli les Allemands à Hangö avec une chaleureuse gratitude, comme l'ont montré les messages télégraphiques reçus dans le pays. En été, la jeune ville, station balnéaire finlandaise, connaît un trafic non négligeable dans ses différents hôtels et ses jolies villas privées, mais en hiver, elle est occupée par une population peu nombreuse. Ce que cette dernière pouvait apporter en fleurs fut offert par des jeunes filles fleuries aux troupes débarquées et aussitôt, tous ceux qui étaient dignes de ce nom se présentèrent au commandement allemand pour apporter leur aide. Ils reçurent un bandeau blanc au bras gauche et se tinrent à l'affût, aidant sur la digue du port et partout où il y avait du travail à faire. Ils étaient très zélés pour livrer les bolcheviques restés cachés dans la ville au commandement allemand de la ville. Cette dernière avait la charge d'une quarantaine de ces hommes, pour la plupart très jeunes, dont l'attitude et l'expression du visage ne laissaient rien présager de bon. Il faut cependant constater que les gardes rouges n'ont pas commis de meurtres et d'assassinats avant leur départ forcé, comme on le craignait pour Helsingfors, mais qu'ils se sont contentés de quelques pillages et extorsions d'argent à la hâte. Malheureusement, ils avaient emporté tout le matériel ferroviaire avec eux. Sur les voies ferrées bien entretenues de la gare de Hangö, il n'y avait qu'un seul wagon de marchandises ouvert, chargé de fûts d'essence vides, en plus d'un grand chasse-neige. En revanche, les gardes rouges n'avaient fait sauter et coulé que 4 sous-marins et leur navire-mère, mais avaient laissé en état de marche quelques dragueurs de mines et remorqueurs apparemment utilisables. Un grand hangar contenant des quantités considérables de matériel de détection de mines et quelques mines n'avait pas non plus été incendié comme deux autres bâtiments du port. Les 6 canons américains modernes de 23,4 cm trouvés sur l'île de Russarö, installés dans des positions fortement bétonnées, avaient été amenés à Hangö via Arkhangelsk-Pétersbourg en 1917 et d'autres devaient, paraît-il, les suivre. Elles avaient été fabriquées par la Bethlehem Steel Company en 1914 seulement et ne seront donc, espérons-le, jamais payées. Il paraît que les Anglais n'étaient pas présents à Hangö. Les 4 sous-marins mentionnés étaient également de nationalité russe et étaient opérés par des Russes. Ils seraient également d'origine américaine et auraient également été importés via Arkhangelsk dans un état démonté. Un officier de marine russe, retenu prisonnier pour

comportement suspect, a qualifié les bateaux de peu utilisables. Au début, Hangö était bien sûr complètement sous l'impression de la grisaille du champ de bataille, et la forte occupation de la ville par des militaires allemands, même si elle n'était que temporaire, entraînait naturellement pour les habitants des inconvénients divers, mais volontiers supportés. Les troupes allemandes ont cependant tenu compte du fait que le pays manquait de presque tout, mais tout particulièrement de vivres ».

Avancée

Dès le 4 avril 1918, l'État-major rouge ordonna l'évacuation des régions de Finlande occidentale et le retrait vers l'est des gardes rouges qui s'y trouvaient. La fuite devant les Allemands progressait difficilement sur les routes de campagne détrempées par le dégel.

La batterie côtière de Russarö et son équipage russe avaient auparavant déclaré leur neutralité, mais seulement après avoir été brièvement bombardés par le navire de ligne de la marine impériale SMS « Westfalen », commandé par le capitaine de vaisseau Hermann Bauer (1875-1958). Les canons de 23,4 cm de la batterie côtière et la station de signalisation de l'île furent par la suite occupés par les troupes allemandes. Cette circonstance permit le débarquement sans danger des 19 transports de troupes allemands. Les 3 000 hommes du détachement de débarquement « Brandenstein » ont débarqué à Loviisa le 7 avril 1918, malgré les conditions météorologiques défavorables et les conditions de glace difficiles. Le détachement « Brandenstein » a d'abord opéré en autarcie. La tâche principale du détachement consistait à interrompre les voies de communication de et vers Saint-Pétersbourg, car c'est par ce biais que les formations militaires de la « Garde rouge » étaient approvisionnées en armes. L'interruption des liaisons téléphoniques faisait également partie de la mission.

Le temps, qui avait tant favorisé la traversée vers la Finlande, avait changé peu après l'arrivée de la flotte de transport allemande devant Hangö. Le brouillard régnait presque continuellement et sa fréquente densité rendait la circulation sur la rade et dans le port très difficile. L'épaisse couche de glace flottante, qui continue d'encercler les eaux d'Hangö lorsque le vent souffle de l'étranger, rend également difficile l'activité des dragueurs de mines, des torpilleurs et des remorqueurs utilisés pour la communication avec la terre. Jusqu'au 10 avril 1918, la division de la Baltique progressa le long de la côte sud jusqu'à Leppävaara, près d'Helsinki, sans rencontrer de résistance notable.

Libération

Le 11 avril 1918, l'assaut sur Helsinki a commencé, soutenu le 12 avril par des unités de la flotte qui avaient pénétré dans le port. Le 13 avril 1918, les Rouges encerclés à Siltasaari, dans le quartier de Kallio, se rendirent. Le 14 avril, Helsinki était libérée et le premier petit défilé de la victoire eut lieu ce jour-là. Les Allemands de la division de la Baltique ont enregistré 200 morts et blessés lors de la libération de la ville.

La prise de contact urgente et nécessaire par radio avec la division de la mer Baltique ne réussit que le 17 avril 1918. Le 18 avril 1918, la division de débarquement put libérer Lahti. La localité dut cependant être défendue pendant les deux semaines suivantes contre les attaques incessantes des Rouges. Près de Heinola, au nord de Lahti, le colonel von Brandenstein parvint le 20 avril 1918 à établir une liaison avec le bataillon de volontaires finlandais « Kalm », ce qui permit également d'établir une liaison directe avec le quartier général de Mannerheim à Mikkeli. Le groupe de débarquement reçut ensuite des renforts, dont le groupe de reconnaissance « Hamilton » avec son train d'auto-canons et le bataillon de volontaires finlandais « Thesleff ».

Équipé d'armes allemandes et soulagé par les troupes allemandes, Mannerheim, dont les forces armées avaient considérablement augmenté grâce à un nombre croissant de volontaires pour atteindre environ 70 000 hommes, remporta une victoire à Wiborg le 28 avril 1918. Entre le 30 avril et le 2 mai 1918, la division de la Baltique et le groupe de débarquement « Brandenstein » réussirent, malgré leur infériorité numérique dans le secteur Hämeenlinna-Lahti (au sud de la province de Häme et dans la vallée de Kymijoki), à encercler et à écraser toute l'armée occidentale des Rouges, le reste capitulant. La « hantise rouge » était terminée, le pays libéré.

Le 16 mai 1918, le défilé officiel finlandais de la victoire a eu lieu à Helsinki. Le général Mannerheim était à la tête des troupes du gouvernement légal. Devant le 1er régiment de chasseurs flottait le drapeau des troupes du bataillon royal prussien de chasseurs n° 27. La guerre de libération était terminée.

Pertes

5 199 Rouges et 3 414 Blancs avaient été tués, ainsi que 600 Bolcheviques de Russie. Environ 350 Allemands avaient également été tués. Après la guerre, il restait environ 80 000 prisonniers de guerre aux mains du gouvernement finlandais.

Répercussions

Un tribunal spécial pour les crimes d'État a été créé afin de pouvoir traiter le grand nombre d'affaires de manière plus ou moins conforme à l'État de droit. Le tribunal a condamné à mort 555 personnes pour crimes de guerre, mais seule une partie de ces condamnations a été exécutée. Quelque 23 000 Rouges ont été condamnés à des peines de prison sans sursis, 44 500 avec sursis. La majeure partie de l'ancienne direction s'était réfugiée en Russie bolchevique, où elle fonda en août 1918 le « Parti communiste de Finlande » et poursuivit sa propagande antipopulaire.

Le 13 septembre 1918, l'État-major de la « Division de la mer Baltique » reçut le nom de « Général allemand en Finlande » et dépendit directement du commandement suprême de l'armée. La Finlande confia l'armée finlandaise aux Allemands, qui devaient la reconstruire selon leur modèle. Les Finlandais, reconnaissants, organisèrent toutes sortes de festivités et de passe-temps pour les Allemands, allant de la danse de village à la haute culture. Ils ont également nourri leurs chers hôtes avec leurs maigres réserves. Des amitiés, mais aussi de nombreuses amours, se sont nouées. La vie quotidienne entre frères d'armes était dans l'ensemble colorée et variée, même si parfois la vie en caserne était abrutissante et que le manque d'activités raisonnables faisait souffrir les hommes.

Roi de Finlande

Le 9 octobre 1918, le noble allemand Friedrich Karl Ludwig Konstantin Landgraf von Hessen a été élu roi de Finlande. Cependant, la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale et la chute de la maison impériale allemande ont conduit le landgrave à renoncer à la couronne finlandaise le 14 décembre 1918, et la Finlande s'est finalement dotée d'une constitution républicaine.

Officiers du bataillon de chasseurs n° 27, automne 1917

Les chasseurs finlandais avec leurs officiers allemands à leur arrivée d'Allemagne à Vaasa le 25 février 1918 ; l'un des appels les plus forts à leur retour avait été formulé par Ilmari Kianto dans son poème *Kampflied an die Heimat* (Chant de combat à la patrie), publié par les journaux bourgeois :

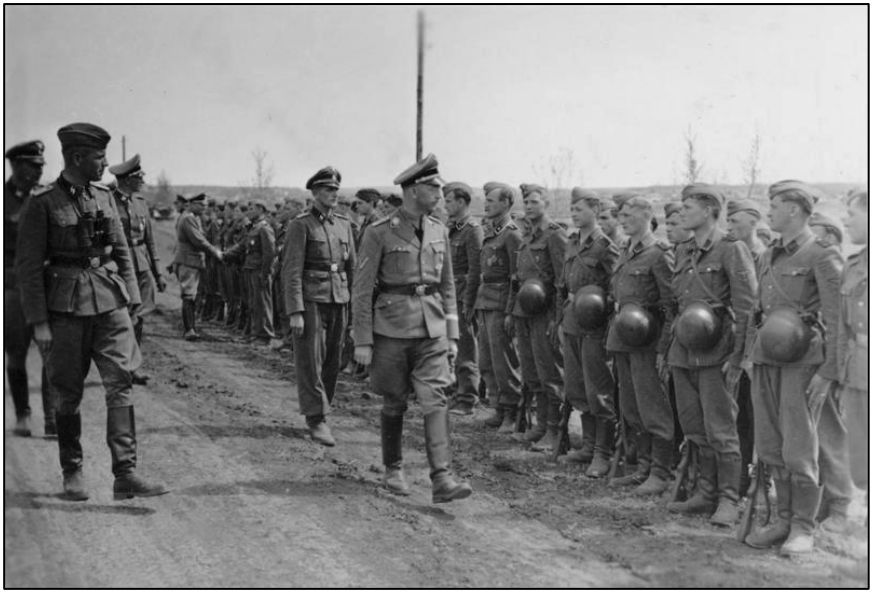
Venez, chasseurs !
L'Allemagne est forte !
L'Allemagne est grande !
De l'Allemagne est née la racine des peuples !
Venez, chasseurs,
et conquérez votre propre pays !
L'armure d'Hindenburg brille au loin !
Le sang du cœur de la Finlande coule
dans les douleurs de la mort !
[...]
Venez, chasseurs,
rentrez chez vous,
chassez les chiens de Sibérie !

Le major-général comte von der Golz (à droite) avec le général Mannerheim ; lorsque le pays fut enfin libéré de la peste rouge, le général Mannerheim, commandant en chef de la Garde blanche, dirigea un défilé en l'honneur de la victoire sur l'esplanade d'Helsinki le 16 mai 1918

Waffen SS finlandais

Le recrutement de SS finlandais a été lancé en secret sous les auspices du bureau d'études Ratas. Le lieutenant Aarne Kauhanen (Selin) de la police d'État a été nommé chef du bureau.

Soldats de la division SS « Wiking » à l'été 1941



Henrich Himmler inspecte les troupes de la division SS Wiking sur le front en septembre 1942

Le bataillon de volontaires finlandais de la division SS Wiking a reçu la visite de membres haut placés des forces armées finlandaises en 1941-1943. Le lieutenant-général Hugo Österman était connu pour être germanophile et avait activement soutenu le recrutement de volontaires finlandais dans la Waffen-SS. Österman a suivi la bataille de Dnipropetrovsk en août 1941

Littérature et documents

Aarnio, Matti. 1966. Talvisodan ihme. s.l.: Gummerus, 1966.
Accoce, Pierre ja Quet, Pierre. 1967....ja Moskova tiesi kaiken, vakoilusotaa Sveitsissä. Porvoo: WSOY, 1967.
Albrecht, Karl L. 1943. Der verratene Sozialismus - Zehn Jahre als hoher Staatsbeamter in der Sowjetunion. s.l.: Nibelungen Verlag,
1943. Amt, Auswärtiges. 1940. Deutsches Weissbuch 1940. 1940.
1949. Die Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion 1939-1941. Dokumente des Auswärtigen Amtes.
Tübingen: H. Laupp'sche Buchhandlung, 1949. 171. Bacque, James. 2007. Crimes and Mercies, Talonbooks. Vancouver,
Brit.Columbia: s.n., 2007. -.1999. Other Losses. Canada: Fenn Publishing Book, 1999.
Bauer, Eddy. 1975. World War II. Porvoo: WSOY, 1975. Osa/vuosik. 8, Orig. 1966, suomalainen laitos 1973.
Becker, Fritz. 1991. Im Kampf um Europa. Graz: Leopold Stocker
Verlag, 1991.
-. 1995. Stalins Blutspur durch Europa. Partner des Westens 1933- 45. Kiel: Arndt, 1995.
Besymenski, Lew. 1998. Das Jahr 1941 Dokumente. Moskova: s.n., 1998.
Blum, John Morton. 1968. Deutschland ein Ackerland? Morgenthau und die amerikanische Kriegspolitik 1941-1945. Düsseldorf: s.n., 1968.
-1959. From the Morgenthau Diaries. 1959. Osa/vuosik. I, US- senaatin sallima kirja.
-. 1965. From the Morgenthau Diaries. 1965. Osa/vuosik. II, US- senaatin hyväksymä kirja.
-.1967. From the Morgenthau Diaries. 1967. Osa/vuosik. III, US- senaatin hyväksymä kirja. -. Years of Crisis 1928-1938.
Brandberg, Robert. 2004. Sotakenraalit. Jyväskylä: Gummerus,
2004. ISBN 952-5170-04-7.
Braun, K.O. 1983. Library on US Kongress. 1983.
Braun, Karl-Otto. 1986. Maailmanpolitiikan salatut sopimukset ja päätökset. München: s.n., 1986.
-. 1985. Tyler Kentin haastattelu. Los Angeles: s.n., 1985. Library on US-Kongress.
Brown, Anthony. 1976. Die unsichtbare Front. München: s.n., 1976.
Bukhardt, Karl 1960. Meine Danziger Mission. 1960.
Burckhardt, Carl Jacob. 1960. Meine Danziger Mission, 1937-1939. München: s.n., 1960.

Capra, Frank. 1943. Taistelu Venäjästä 1943. The Battle of Russia. Carell, Paul. 1964. Marssi Venäjälle, Barbarossa-suunnitelma. Jyväskylä: Gummerus, 1964.
-1963. Unternehmen Barbarossa. Der Marsch nach Rußland. 1963.
Carlgren, W. M. 1985. Svensk underrättelsetjänst 1939-1945. Liber Allmänna Förlaget/Försvarsdepartementet. Helsingborg Schmidts Boktryckeri AB, 1985. ISBN 91-38-90632-5.
Charmley, John. 1993. Churchill - The End of Glory. London: s.n., 1993.
-1995. Churchill, das Ende einer Legende. Berlin: Propuläen, 1995.
Christensen, Chr. A.R. 1936. Maailman tapahtumat eilen ja tänään Helsinki: Otava, 1936. Osat/vuosik. 1-3.
Clark, Douglas. 1964-1965. Liittoutuneet lähtevät talvisotaan. s.l.:
Otava, 1964-1965. Colby, Benjamin. 1977. Die Roosevelt-Verschwörung, amerikanische Kriegspropaganda und Kriegshetze gegen Deutschland. Stegen am
Ammersee: Druffel Verlag, 1977. Orig. It was a Famous Victory. ISBN 3-8061-1145-6.
Collier, Richard. 1963. Dunkerque. Helsinki: WSOY, 1963.
Colton, Joel. 2013. Leon Blum: Humanist in Politics. s.l.: A Knopf Book, 2013.
Crishman, John. 1999. Petos. Juva: WSOY, 1999.
Crowe, Eyre. 1907. Muistelmat 1.1.1907 (Memorandum on the present state of British relations with France and Germany). 1907. Englannin ulkpministeriön alivaltiosihteeri
Dahlerus, Birger. 1945. Viimeinen yritys Lontoo Berliini kesällä 1939. s.l.: WSOY, 1945.
Delmer, Sefton. 1962. Die Deutschen und ich. Hamburg: Nannen, 1962.
Deutscher, Isaac. 1989. Stalin. 2. painos. s.l.: WSOY, 1989.
Dieckhoff, Hans Heinrich. 1943. Rooseveft auf Kriegskurs. Kiel: Amdt-Verlag, 1943. Tekijä: Saksan lähettiläs Washingtonissa 1937- 1938.
Dilling, Elisabeth. 1935. Roosevelt's Redrecord. 1935.
Dodd, William. 1942. Ambassadör Dodds dagbok 1933-1938. Stockholm: A. B. Bonniers förlag, 1942. Kääntäjä: Nils Holmberg.
Fish, Hamilton. 1982. Der zerbrochene Mythos, F.D. Roosevelts Kriegspolitik 1933-1945. Tübingen: Graber Verlag, 1982. Särjetty myytti, F.D. Rooseveltin sotapolitiikka 1933-1945.
Freedmann, Max. Omaelämäkerta.
Fuller, John F. C. 1937. Der erste der Völkerbundskriege. 1937.
Gordievski, Andrew. 1991. KGB. s.l.: Otava, 1991.
Gordon, Helmut. 1992. Kriegsreden 1936-1941. s.l.: Leoni, 1992.

Grieb, Conrad. 1979. Amerikan Manifest Destiny and the Holocaust. New York: Examiner Books, 1979.
Guderian, Heinz. 1951. Erinnerungen eines alten Soldaten. Heidelberg: s.n., 1951. Hannula, J. O. 1936. Maailmansodan historia. Helsinki: Otava,
1936. Osa/vuosik. 1 ja 2. Hautamäki, Erkki. 2004. Suomi myrskyn silmässä. Tallinna: Argo Kirjastus, 2004. Osa/vuosik. 1.
Hedin, Sven. 2000. Ohne Auftrag in Berlin. Kiel: ARNDT-Verlag, 2000. ISBN 3-88741-148-X.
Herwarth, Hans von. 1985. Zwischen Hitler und Stalin, erlebte Zeitgeschichte 1931-1945. Frankfurt: Ullstein-Buch, 1985. ISBN 3- 548-33048-7.
Hess, Wolf Rüdiger. 1994. Rudolf Hess: "Ich bereue nichts". Graz-Stuttgart: Leopold Stocker Verlag, 1994. ISBN 3-7020-0682-6.
Hietalahti, Antti 2016. Talvisodan salainen strategia, nikkelillä Saksan rinnalle. Keuruu: Otava, 2016. ISBN 978-951-1-30023-6. Hutchinson, Walter. 1953. Kansakuntien vaiheet. s.l.: WSOY, 1953. Osa/vuosik. 5.
Hyvämäki, Lauri. 1983. Lista 1:n vangit Vaaran vuosina 1944-48 sotarikoksista vangittujen suomalaisten sotilaiden tarina. s.l.: W&Göös, 1983.
Irving, David. 1986. Der Morgenthau-Plan 1944/45. 1986.
1997. Goebbels, Macht und Magie. Kiel: ARNDT-Verlag, 1997. ISBN 3-88741-168-4.
-1989. Göring. s.l.: WSOY, 1989.
Jakobsen, Sven-Olof. Salainen asiakirja No 1.
Jakobson, Max. 1979. Diplomaattien talvisota. Juva: WSOY, 1979. ISBN 951-0-09476-5.
Jokipii, Mauno. 1969. Panttipataljoona. s.l.: Weiling-Göös, 1969. Journal L'Geneve. 1939. 12. July 1939.
Juhola, Aimo E.; Jyri Paulaharju ja Georg-Eric Strömberg. 2001. Päämajan hukatut kuukaudet. Jyväskylä: Gummerus, 2001. ISBN 952-9872-30-5.
Käkönen, U. A. 1970. Miehityksen varalta. s.l.: Otava, 1970.
1969. Moskovassa ja Akangelissa talvella 1941. Helsinki: Otava,
1969.
Kaltenegger, R. 1999. Krieg am Eismeer. Graz: Leopold-Stocker VL, 1999.
Kaufman, Theodore. Germany Must Perish!
Keesing. 2000. Archiv der Gegenwart. s.l.: Siegler Verlag, 2000.
Keitel. 1941. Ausl. Nr.: 212/41 g. Kdos. Chefs/Berlin 11.6.1941.
Berlin: s.n., 1941.
Kern, Erich. 1999. Verheimlichte Dokumente. München: FZ-Verlag,
1999.

Kjelberg, S. H. 1945. Ryssland i krig (suomennettu). s.l.: WSOY, 1945.
Kluver, Max. 1997. Die Kriegstreiber Englands Politik gegen Deutschland 1937-39. Berg am Stammberger Seel: Druffel Verlag, 1997. Tekijän oppiarvo: Tohtori.
Knickenbecker, H. R. 1931. Der rote Handel droht. Berlin: Rohwolt, 1931.
Kohout, Pavel. 1969. Tsekkiläinen päiväkirja. Helsinki: Yhteiskijapaino Oy, 1969.
Korhonen, Arvi. 1961. Barbarossa suunnitelma ja Suomi. s.l.:
WSOY, 1961. Kosiek, Rolf. 2005. Der grosse Wendig: Richtigstellungen zur Zeitgeschichte. s.l.: Grabert, 2005. Osa/vuosik. 4.
Kunert, Dirk. 1987. Deutschland in Krieg der Kontinente. s.l.:
Amdt, 1987.
Kuosma, Tapio. 2016. Tuntematon Mannerheim. s.l.: Nordbooks, 2016. ISBN 978-952-315-219-9.
Kurowski, Franz. 2003. Dresden Februar 1945. Wien: Tosa Verlag, 2003.
Kusnetzov, N. G. 1966. Am Vorabend. Moskova: s.n., 1966.
Kuusinen, Aino. 1972. Jumala syöksee enkelinsä: muistelmat vuosilta 1919-1965. s.l.: Otava, 1972.
Laaksonen, Lasse. 2004, Eripuraa ja arvovaltaa, Mannerheimin ja kenraalien henklösuhteet ja johtaminen. Jyväskylä: Gummerus, 2004, ISBN 931-20-6639-9-
Laffont, Robert. 1998. Le livre noir du communisme. 6. painos
Pariisi: s.n., 1998. Kommunismin musta kirja. Lappi, Marja ja Lammi, Seppo. 2000. Yrjö Keinonen-suomalainen
sotilas. Jyväskylä: Gummerus, 2000. ISBN 952-91-2520-8.
Leasor, James. 1963. Rudolf Hess, kutsumaton lähettiläs. Porvoo: WSOY, 1963.
Lehmus, Kalle. 1967. Tuntematon Mannerheim. s.l.: Weilin & Göös, 1967.
Lina, Juri. 1994. Under Skorpions Tecken. Stockholm: Referent förlag, 1994.
Lindbergh, C. 2005. Lausunto. s.l.: IDT. Greenspan, 2005.
Luntinen, Ohto Manninen, Pentti ja Manninen, Turo. 1992.
Itsenäistymisen vuodet 1917-1920. Helsinki: Valtion painatuskeskus, 1992. ISBN 951-37-0730-X.
Luoto, Reima T. A. 2014. Temppeliherrat todellisuus ja myytit. Tallinna: AS Pakett, 2014. ISBN 978-951-862-208-9.
Macleod, R. 1961. The Ironside Diaries 1937-1940. s.l.: Constable, 1961.
Magenheimer, Heinz. 2006. Kriegziele und Strategien der grossen Mächte 1939-45. Bielefeld-Bonn: Osning Verlag, 2006. ISBN 3- 9806268-4-9.
Mäkelä, Jukka. 1980. Suomi taisteli. s.L.: WSOY, 1980. Osa/vuosik.

6.
Malcolm, James A. 1944. Origins of the Balfour Declaration Contribution. London: s.n., 1944.
Mannerheim, Carl Gustav Emil. S-32. Kansio S-32. s.L.: Vilho
Tahvanainen, S-32. Jäljentäjä ja kokoaja: Vilho Tahvanainen. -1952. Muistelmat. s.l.: Otava, 1952, Osa/vuosik. II.
-1970. Puhtain asein: Suomen marsalkan päiväkäskyjä 1918-1944. 1970.
Manninen, Ohto. 2017. Suomen marsalkka Mannerheim - Sotiemme ylipäällikkö. s.l.: Suomen Moneta, 2017.
Mannstein, Erich. 2002. Soldat im 20. Jahrhundert, militärishpolitische Nachlese. Bonn: Bernard & Gräfe Verlag, 2002. Erich von Mannstein.
Manuilski, Dimitri. 1930. Lenin School of Political Warfare. Moskova: s.n., 1930.
Maser, Werner. 2007. Der Wortbruch, Hitler, Stalin und der Zweite
Weltkrieg. Selent: Pour le Mérite, 2007. ISBN 978-3-932381-06-5.
Meinander, Henrik. Historian kosto, Suomen talvisota kehyksissään. Helsinki: Siltala.
Meiser, Hans. 2006/2008. Veratene Veräter. s.l.: Druffel, 2006/2008.
Melaouhi, Abdallah. 2009. "Ich sah seinen Mördern in die Augen", die letzten Jahre und der Tod von Rudolf Hess. s.1. Märkische Raute, 2009.
Meltjukhov, Mihail. 2000. Упущенный Сяус Сталина. 2000.
"Upusjtennyj sajus Stalina".
Metzger, Hans. 1984. Kolmannen valtakunnan edustajana talvisodan Suomessa. Keuruu: Otava, 1984. ISBN 951-1-08011-3.
1986. Poliittiset aseveljet, kolmannen valtakunnan edustajana jatkosodan Suomessa 1941-1944. Keuruu: Otava, 1986. ISBN 951-1- 08011-3.
Müller, Christian. 1970. Oberst G. Stauffenberg, eine Bibliographie. Dusseldorf: s.n., 1970.
Nevakivi, Ilkka. 2000. Apu jota ei annettu, länsivallat ja Suomen
talvisota 1939-1940. Juva: WSOY, 2000. ISBN 951-0-24676-X. Nilsson, Orvar. 1982. Liten bricka i stort spel. Avesta: Erik Jannerstens Tryckeri, 1982. ISBN 91-85266-23-X.
Nock, Albert Jay. 1943.. Memoirs of a Superfluous Man. New York: Harper and Brothers, 1943.
Nordström, Ragnar. 1996. Voitto tai kuolema. Juva: WSOY, 1996.
Tekijän arvo: Laivanvarustaja (everstiluutnantti). ISBN 951-0-21250-
4.
Nykopp, Johan. 1990. Paasikiven mukana Moskovassa. Helsinki: Kirjayhtymä, 1990.

Office, Foreign. 1948. Documents from the Archives of The German Foreign Office. Nazi-Soviet relations 1939-1941. Washington: Department of State, 1948. Publication 3023.
Oinonen, Väinö J. Sotilasa ikakauslehti, Osa/vuosik 11/1971. "Stalinin malja Suomen armeijalle".
Paananen, Wellamo. 1998. Lottana lippusiimassa Muistoja Wehrmachtin Lapin esikunnasta. Jyväskylä: Atena Kustannus Oy, 1998.
Paasikivi, J. K. 1991. Jatkosodan päiväkirjat 11.3.1941-27.6.1944. s.l.: WSOY, 1991.
Palaste, Onni. 1981/1973. Siviilisissit Stalinin kanavalla. s.l.: Karisto, 1981/1973.
Peltovuori, Risto O. 1975. Saksa ja Suomen talvisota. Keuruu: Otava, 1975. ISBN 951-1-01930-9.
Piekalkiewicz, Janusz. 1999. Andra världskriget. s.l. Peter Asschenfeldts förlag, 1999. Osa/vuosik. L
Pirhonen, Pentti 1980. Sissien sotaa Hämeenlinna: Karisto, 1980. ISBN 951-23-1672-2.
Polvinen, Tuomo; Heikkilä, Hannu ja Immonen, Hannu. 1992. J.
K. Paasikivi, valtiommiehen elämäntyö 1918-1939. Juva: WSOY, 1992. Osa/vuosik. 2. ISBN 951-0-18122-6.
Post, Walter. 2003. Die Ursachen des Zweiten Weltkriges. 2003.
1996. Unternehmen Barbarossa, Deutsche und Sovjetische Angriffspläne 1940-1941. Hamburg: Mittler & Sohn, 1996. ISBN 3- 8132-0150-X.
Radzinski, Edvard. 1996. Stalin. s.1.: WSOY, 1996.
Rathenau, Walther. 1930. Briefe. 1930. Osa/vuosik. 1.
Raukallio, Hannu. 2014. Mannerheim vai Stalin, Yhdydvallat ja Suomen selviytyminen 1939-1944. Keuruu: Otava, 2014. ISBN 978- 951-1-27394-8--
Reichel, Alexander. 2007. Kirje. Hotel Carlton. 2007. Tekijän kirje
Hautamäelle 17.7.2007. Rentola, Kimmo. 2016. Stalin ja Suomen kohtalo. Keuruu: Otava,
2016. ISBN 978-951-1-27538-1.
Rezun, Viktor Suvorov 1. Eisbrecher.
Roosevelt, Elliot. 1946. As He saw it. New York: Pearce, 1946.
Ross, Robert Gaylon. 1995. Who's Who of the Elite. San Marcos: s.n., 1995. ISBN 0-9649666-2502.
Rumpunen, Kauko I.; Jääskeläinen, Soili ja Rasilainen, Reino. 2014. Veitsen terällä, Suomen tie läpi vaaran vuosien 1944-1962.
Slovakia: Neografia, 2014. ISBN 978-952-296-056-6.
SA. 1993. Suomen puolustusvoimat ennen ja nyt. s.l.: WSOY, 1993. Sainio, Pentti. 2018. Minne Suomi pommittaa? Latvia: Infopaino, 2018.

Scheidl, Franz Josef. Geschichte Der Verfemung Deutschlands - Das Unrecht an Deutschland. Osa/vuosik. Band 6.
Scheil, Stefan. 2008. Churchill, Hitler und der Antisemitismus.: Die deutsche Diktatur, ihre politischen Gegner und die europäische Krise der Jahre 1938-39. 2008.
Schildt, Hermann. 1970. Das Morgenthau Tagebuch Dokumenten des Anti-Germanismus. Stegen am Ammersee: Druffel Verlag, 1970. Orig. Morgenthau Diary (Germany), Senate 1967, USA:n senaatin hyväksymä julkaisu.. ISBN-3-8061-1149-9.
Schlabrendorf, Fabian v. 1946. Offiziere gegen Hitler. Zürich: s.n.,
1946. Schlee, E. 2003. D. 24223. 2003. Dokumetti Professori E. Schlee D. 24223/24.3.2003.
Schmidt, Reiner. 1997. Rudolf Hess, Botengang eines Toren. München: Econ Ulstein List Verlag GmbH & Co. Kg., 1997.
Screen, J. E. O. 2001. Mannerheim. s.l.: Otava, 2001. -2000. Mannerheim: The Finnish Years. 2000.
Shawcross, Hartley. 1965. Kirjeitä. London: Evert-Printing, 1965. 16.10.1985.
Siiras, Jaan. 1942. Viro neuvostokurimuksessa: WSOY, 1942.
Simola, Matti. 2009. Ratakatu 12: Suojelupolisi 1949-2009. s.l.: WSOY, 2009. Siniveli. 1985. Viro taistelee vapaudestaan, vuosi 1944
tuntemattoman todistajan silmin Jyväskylä: Gummerus, 1985. ISBN 951-9429-02-6.
Skvarov, Aleksei. 2010. Syntynyt tsaarin palvelukseen, kenraaliluutnantti Mannerheim, Helsinki: Teos, 2010. ISBN 978- 951-851-293-9.
Snowden, Edward. 2019. Pysyvästi merkitty. s.l. WSOY, 2019.
ISBN: 9789510447598.
Sokolov, N. V. 2001. I. Maisky Between J. V. Stalin and W. Churchill during the first Months of the War. 2001. Osa/vuosik. 6.
Sontag, Raymond James ja Beddie, James Stuart. 2003. Nazi- Sovjet Rerlations 1939-1941. Honolulu, Hawaii: University Press of the Pacific, 2003. ISBN 1-4102-0643-2.
Sotatieteenlaitos. 1988-1994. Jatkosodan historia. s.l.: WSOY, 1988-1994. Osa/vuosik. 6, Sotatieteenlaitoksen sotahistorian toimisto. -1992. Jatkosodan historia. WSOY: s.n., 1992. Osa/vuosik. 5.
Stein, G. H. ja Krosby, P. H. 1966. Das finnische Freiwilligen- Bataillon der Waffen-SS. München-Berlin: Institut der Zeitgeschichte, 1966.
Sudoplatov, Pavel ja Anatoli. 1994. Stalinin erikoistehtävissä
Kiusallisen todistajan muistelmat. s.l.: WSOY, 1994. Suomen sotilas aikakauslehti. Kilin, Juri. 1997. 3, 1997.

- Kilin, Juri. 1997. 2, 1997. Lähde: VVS arkisto, F 92, op. 2. k. 142 /s. 1-166.
Suomi, Juhani. Mannerheim presidentti. Helsinki: Siltala. viimeinen kortti, ylipäällikkö-
-.2013. Toisinajattelevan tasavaltaa Helsinki: Tammi, 2013. ISBN 978-951-31-7532-0.
Sutton, Antony G. 1968. Westem Technology and Soviet Economic Development. Stanford (Cal.): s.n., 1968.
Tahvanainen, Vilho. 1971. Erikoistehtävä, Mannaerheimin salaisena asiamiehenä 1932-1945. Helsinki: Akateeminen kustannusliike, 1971.
1985. Kirje. Tahvanaisen kirjat. Varkaus: s.n., 1985. Tekijän kirje V. O. Oramaalle 11.8.1985.
-.1974. Miksi Suomi ei käyttänyt etsikkoaikaansa? 2. Jyväskylä: Gummerus, 1974.
Talvela, P. 1976. Sotilaan elämää, muistelmat. s.l. Kirjayhtymä, 1976. Tekijän sot arvo: Kenraali.
Tansill, Charles C. 1956. Hintertur zum Krieg Das Drama der internationalen Diplomatie von Versailles bis Pearl Harbor. Düsseldorf: s.n., 1956.
Terä, Martti V. 1962. Tienhaarassa Syksyn 1940 tapahtumat Barbarossa-suunnitelman taustaa vasten. Helsinki: Otava, 1962. Kohtalokas syksy 1940. s.l. Tiede Ja Ase, ss. 262-315.
www.journal.fi/ta/article/view/47444.
The Jewish Bulletin. Jabotinsky, Wladimir. 1935. 27. July 1935.
Tieke, Wilhelm. 1979. Das Finnische Freiwilligen Bataillon der Waffen-SS. s.l.: Munin Verlag GmbH, 1979. 3921242401.
Tippelskirch, Kurt. 1962. Toisen maailmansodan historia. s.l.: WSOY, 1962. Osa/vuosik. 1, Kurt von Tippelskirch.
Toppitz.
Trizzino, Antonio. 1993. Die verratene Flotte. Kiel: s.n., 1993. Orig.
Navi e poltrone, 1952. Tuompo, W. E. 1968/1994. Päiväkirjani päämajasta 1941-1944. s.L: WSOY, 1968/1994.
Tusa, Ann ja John. 1989. Nurnberger Processen. Helsinki: WSOY, 1989.
Uhle-Wettler, Franz. 1999. Das Versailer Diktat. KIEL: ARNDT- Verlag-, 1999. ISBN 3-88741-195-1.
Ulkoasiainministeriö. 1941. Suomen sinivalkoinen kirja 1-2
Suomen ja Neuvostoliiton välisten suhteiden kehitys syksyllä 1939 virallisten asiakirjain valossa. s.l.: Ulkoasiainministeriö, 1941.
Upton, Anthony F. 1965: Välirauha. Helsinki: Kirjayhtymä, 1965.

Usowskiy, Alexander. 2018. Was geschah am 22.06.1941? 2018. ISBN 978-5-4493-0661-6.
US-senaatti. US-News and Workd Report.
Valitut Palat. 1997, 1997, Oy Valitut Palat Readers Digest Ab, s.
313. Mannerheim, tuttu ja tuntematon.
Varjo, Veijo. 1980. Miehet pimeästä, neuvostovakoilu Suomessa. Saarijärvi: Ari-paino, 1980. ISBN 951-95489-6-3.
Vatanen, V. J. 1942. Kriisien ja sodan maailma, maailman tapahtumat vv. 1936-1940. Helsinki: Otava, 1942.
Vihavainen, Timo. 1998. Stalin ja suomalaiset. Helsinki: Otava, 1998. ISBN 951-1-13075-7.
-.1988. Stalin ia suomalaiset. s.l.: Otava. 1988.
Vihavainen, Timo; ym. 2014. Stalinin salainen jatkosota, jatkosodan venäläiset dokumentit. Porvoo: Bookwell Oy, 2014. ISBN 978-952- 291-091-2.
Vindex. 1944. Stalinilaisuus. Neuvostopolitiikka maailmansodan aikana. s.l.: Grafis-Kustantamo, 1944. toisen
Visuri, Pekka. 2015. Paasikiven Suomi suurvaltojen puristuksessa 1944-1947. Saarijärvi Saarijärven Offset Oy, 2015. ISBN 978-952- 291-172-8.
-.2017. Saksalainen Suomen päämajassa 1941. Jyväskylä:
Osuuskunta generaattori, 2017. ISBN 978-952-291-388-3. Weeks, L. Albert. Rooseveltin aika Yhdysvaltojen presidenttinä 1933-1945.
-2004. Russian's Life-Saver: Lend-Lease Aid to the U.S.S.R. in World War II. Oxford: Lexington Books, 2004. Library of Congres USA.
Welker, Hans-Meier. 1982. Aufzeichnungen Generalstabsoffiziers, 1939-1942. Freiburg: s.n., 1982. eines
Wilhelm. 1922. Ereignissen und Gestalten 1878-1918. Leipzig/Berlin: Kochler, 1922. Keisari Wilhelm II.
Ylikangas, Heikki. 2007. Romahtaako rintama? Suomi puna- armeijan puristuksessa kesällä 1944. Keuruu: Otava, 2007.
Yli-Karjanmaa, Hannu. 2008. Valtiot ja terrorismi, katsaus propagandan luomien kulissien taakse. Vaajakoski: Gummerus, 2008. ISBN 978-952-468-177-3.
Ziemke. 1941. Saksan lähetystön sotilasasiamiehen kirje 22.2.1941. 1941. Arkistosignum H 27/43.
Ziemke, Earl F. 1963. Saksalaisten sotatoimet pohjolassa 1939-1945. Porvoo: WSOY, 1963.
Žukov, Georgi. 1970. Marsalkka Žukovin muistelmat. Helsinki: WSOY, 1970.

Illustrations et cartes

Sources utilisées ci-dessous sauf indication contraire :

Chr. A. R. Christensen. Maailman tapahtumat eilen ja tänään. Helsinki: Otava.
Earl Ziemke. Saksalaisten sotatoimet Pohjolassa 1940-1945. Helsinki: WSOY.
Esa Anttala. Talvisota. Hämeenlinna: Karisto Oy.
Frey Gerhard. Deutschland wie es wirklich war. Verbrecher-Album der Sieger. München: FZ-Verlag.
Fritz Becker. Im Kampfum Europa. Graz: Leopold Stocker Verlag
Fritz Becker. Stalins Blutspur durch Europa. Kiel: Arndt Verlag,
Helsingin Sanomat. Helsinki. Ilta-Sanomat. Helsinki.
J. O. Hannula. Maailmansodan historia I-II. Helsinki: Otava.
Jukka L. Mäkelä. Suomi taisteli I-VI. Helsinki: WSOY.
Karl Albrecht. Der verratene Sozialismus. Zehn Jahre als hoher Staatsbeamter in der Sowjetunion. Berlin Nibelungen Verlag.
Oy Valitut Palat - Readers Digest. Helsinki.
Paul Carell Marssi venäjälle I ja II. Gummerus.
Rodric Braithwaite. Moskova 1941. WSOY.
Sotatieteen laitos. Jatkosodan historia I-VI. WSOY.
Vesa Toivonen. Tampellasta Patriaan - 70 vuotta suomalaista raskasta aseen valmistusta. Apali. Vilho Tahvanainen. Erikoistehtävä. Helsinki: Akateeminen Kustannusliike.
Walter Post. Unternehmen Barbarossa. Verlag: Mittler.

Autres livres traduits ou distribués par Valérie Devon

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Arthur Butz – *La mystification du XXe siècle*

Alfred Rosenberg – *Le mythe du XXe sicèle*

Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe* (épuisé)

John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold Leese :

– *Les guerres de survie juives*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire antijuif*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil : les Rothschild*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable* (épuisé)

Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois (6 volumes)*

Jacqueline Berger :

– *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Les Mystères dévoilés*
– *Christianisme, invention du judaïsme*

Anonyme – *Europa, la dernière bataille – Le livre*

Denis Wise – *Adolf Hitler, la plus grande histoire JAMAIS racontée ! (Le livre)*

Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*

Wilhelm Kammeier *:*

– *La falsification de l'histoire allemande*
– *Nouvelles preuves de la falsification de l'histoire allemande*
– *La falsification de l'histoire du christianisme primitif*

Herman Wieland – *Atlantide, Edda et Bible*

Monika Schaefer – *Pardon Maman, j'avais tort à propos de l'Holocauste*

Carlos W. Porter – *Dans mon imagination, c'était vrai* (Made in Russia : the Holocaust)

Jürgen Graf, Carlo Mattogno, Thomas Kues – *Les camps d' « extermination » de l'Aktion Reinhardt*

Gerd Schultze-Rhonhof – *1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente ans ou le grand suicide européen*

Cesare Santoro – *Quatre années d'Allemagne vues par un étranger*

Julius Schaub – *Dans l'ombre de Hitler*

Mémoires d'Otto Wagener – Chef d'État-major de la SA de 1929 à 1932

Alfred Konder – *L'arbre généalogique d'Adolf Hitler*

Michael Collins Piper – *Les Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur*

Colin Jordan – *National-Socialisme, l'avant-garde de l'avenir*

Hermann Giesler – *Un autre Hitler*